»

# VIII. ESSAIS UTOPIQUES LIBERTAIRES DE GRANDE DIMENSION :

Cette partie est plus classique dans les histoires de l'anarchisme, puisqu'elle envisage quelques grands mouvements à portée utopique et libertaire évidente, dont les incontournables « *makhnovtchina* » en Ukraine révolutionnaire et Révolution espagnole de 1936.

J'y ai ajouté des mouvements moins anarchistes comme l'épopée des *kibboutz* (ou *kibboutzim*) ou les utopies communautaires latino américaines, car leur importance, ou leur actualité permettent de compléter bien des anthologies.

Pour l'utopie libertaire, cette partie est plus ancrée dans l'histoire de l'époque contemporaine et permet de compléter fortement les ouvrages traitant de l'utopie en action.

Bien entendu, il ne s'agit pas de récupérer des bribes d'histoire au profit de la seule mouvance anarchiste, mais de mettre en avant l'importance des revendications et méthodes libertaires, de démocratie directe, d'autogestion, d'autonomie… au sein de grands mouvements alternatifs et à vocation émancipatrice de l'époque contemporaine.


**VIII. ESSAIS UTOPIQUES LIBERTAIRES DE GRANDE DIMENSION : ..... 1**

A. L'AIT ANTI-AUTORITAIRE, EMBRYON DE SOCIETE FUTURE ..... 3
*1. La Première internationale pour « l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » ..... 3*
*2. La Fédération Jurassienne : modèle et moteur des « antiautoritaires » ..... 5*
B. LA COMMUNE DE PARIS, UTOPIE ANARCHISTE ? ..... 9
*1. Paris 1871 = une utopie en acte, et fondatrice ..... 11*
*2. De nombreux libertaires et futurs anarchistes participent aux mouvements communalistes ..... 14*
*3. Fortes influences communardes dans les utopies libertaires ..... 16*
C. TENTATIVES INSURRECTIONNELLES « UTOPISTES » EN ITALIE ..... 21
*1. La tentative communaliste de Bologne - 1874 ..... 21*
*2. La tentative insurrectionnelle du Matese (Benevent) - 1877 ..... 22*
D. LES TENTATIVES BULGARES ..... 24
E. QUELQUES « COMMUNES » LATINO-AMERICAINES ET CANADIENNES : BOLIVIENNES, BRESILIENNES, CHILIENNES, COLOMBIENNES, EQUATORIENNES, PARAGUAYENNES, PERUVIENNES… ..... 25
*1. La cité autonome indigène de Riobamba (Équateur) en 1764 ..... 25*
*2. Mouvements précurseurs du Chili : années 1850 ..... 25*
*3. Les « mancomúnales » chiliennes - début XX° siècle ..... 26*
*4. Quelques exemples libertaires colombiens ..... 27*
a) La « Commune libre» de la Magdalena vers 1900 ..... 27
b) La « Commune » de Barrancabermeja (Colombie 1927) ..... 27
*5. Le Brésil entre conseillisme et contrôle ouvrier 1917-1920 ..... 28*
*6. La grève générale de Winnipeg mai-juin 1919 au Canada ..... 30*
*7. La révolte des Ayllus au Pérou (années 1910-1920) ..... 30*
*8. La grève générale de Guayaquil le 15 novembre 1922 en Équateur ..... 31*
*9. Une commune paraguayenne à Encarnación en 1931 ..... 33*
*10. 1931 - Des Potemkine chiliens ? ..... 33*
*11. Grèves avec occupation dans le Québec des années 1930 ..... 34*
*12. Uchabamba, une communauté péruvienne au pays de Cocagne (Jaula) - années 1950 ..... 34*
*13. La Grande Grève Générale chilienne de 1955 ..... 35*
*10. Un «soviétisme» bolivien ? Années 1950 et 1970 et au-delà ..... 35*
F. DES MOUVEMENTS LIBERTAIRES MEXICAINS TROP MECONNUS (ENVIRON 1860-1930) ..... 36
*1. Quelques aspects libertaires des cultures amérindiennes. ..... 37*
*2. Les premiers mouvements et utopies libertaires de 1860 à 1910 : ..... 40*
*3. Ambigüités du mouvement ouvrier mexicain au début du XX° siècle : entre utopie anarcho-syndicaliste et tentations étatistes ..... 47*
*4. Le zapatisme historique porte des traits libertaires évidents : ..... 49*
*5. Des traces libertaires dans le mouvement de VILLA dans le Nord ..... 54*
*6. Le magonisme, le PLM, les insurrections révolutionnaires ..... 55*
a) Des libéraux qui deviennent libertaires ..... 56
b) Ricardo FLORES MAGÓN anarchiste mexicain ..... 57
c) La voie insurrectionnaliste du magonisme ..... 58
d) L'insurrection de 1911 et la Commune de Mexicali et ses suites ..... 59
*7. Et après - maintien irrégulière de l'influence libertaire depuis les années 1920 ..... 60*
G. LA VAGUE LIBERTAIRE RUSSE ET SOVIETIQUE : ..... 63

»


1. *Traditions pré-libertaires en Russie et dans l'Empire* ... *63*
2. *Conseils et soviets « libertaires »* ... *68*
3. *Les anarchistes partisans des soviets pendant la révolution de 1917* ... *71*
   a) Les positions de l'anarcho-syndicalisme russe et panrusse. ... 71
   b) Les positions de l'anarcho-communisme russe et panrusse. ... 73
4. *« La Commune de Kronstadt » en 1921 = vers une 3ème révolution communiste libertaire* ... *74*
5. *L'Ukraine makhnoviste de 1918-1921* ... *78*
   a) L'utopie du « peuple en armes » : la «démocratie militaire» ... 79
   b) Le « premier essai d'ampleur de république autogestionnaire » ... 83
   c) Une curieuse postérité dans la science fiction et par le nationalisme ... 87
6. *La diversité des « communes » libertaires : entre anarchisme et tactique bolchevique* ... *87*
   a) Généralités ... 87
   b) L'expérience des communes bolcheviques de début 1919 ... 89
   c) Quelques autres collectifs communautaires ... 91
   d) Urbanisme et architecture communautaires ... 96

H. LA « COMMUNE » DE MUNICH (NOVEMBRE 1918 A AVRIL 1919) ET LA REPUBLIQUE DES CONSEILS BAVAROISE. ... 97
1. *Des traces libertaires allemandes bien oubliées aujourd'hui* ... *97*
2. *Quelques aspects libertaires et utopiques des révolutions en Allemagne* ... *99*
3. *Une synthèse : l'anarchisme conseilliste de Erich MÜHSAM* ... *102*

I. QUELQUES MOUVEMENTS RESISTANTS & UTOPIQUES ITALIENS ... 104
1. *Premiers mouvements populaires autonomes : les Fasci dei Lavoratori (1892-94), Settimana rossa (1914)* ... *104*
2. *Les résistances plus individuelles face au fascisme* ... *106*
3. *La résistance collective face à la montée du fascisme* ... *107*
4. *De rares essais autogestionnaires italiens en 1920-1921* ... *111*
5. *La lutte armée à l'extérieur et l'engagement en Espagne* ... *115*
6. *La résistance durant le deuxième conflit mondial* ... *121*
7. *Traces utopiques et révolutionnaires dans la résistance libertaire et l'œuvre de l'immédiate après-guerre* ... *124*
8. *Conseillisme et mouvements de base depuis les années 1960 et 1970* ... *130*

J. LA TRADITION DES KIBBOUTZ (OU KIBBUTZ, OU KIBBOUTZIM) ISRAELIENS ... 133
1. *Judaïsme et mouvement libertaire* ... *133*
2. *L'utopie du kibbutz et ses traces libertaires* ... *135*
   a) Premières analyses et propositions ... 135
   b) La réalité du kibboutz et ses évolutions ... 139

K. LES « COLLECTIVITES » ESPAGNOLES : VERS LE COMMUNISME LIBERTAIRE ... 144
1. *Des traces communautaires espagnoles anciennes...* ... *146*
2. *L'idéal du communisme libertaire : anticipations* ... *151*
3. *Les « collectivités » libertaires de 36-39 : « une utopie réalisée »* ... *157*
   a) Une révolution sociale d'ampleur dans la Guerre civile ... 157
   b) Objectifs et premières réalisations : ... 163
   c) Questions de définitions et de classifications… ... 167
   d) Appui mutuel, Coordination et Fédéralisme ... 171
   e) Le problème de la légalisation ... 173
   f) Conclusion partielle : réussites et difficultés du communisme libertaire appliqué ... 175
4. *L'utopie du « peuple en armes » = « le rêve en armes »* ... *180*
5. *Rares prolongements du rêve libertaire sous le franquisme* ... *193*

L. MOUVEMENTS PLUS OU MOINS LIBERTAIRES DANS LES PAYS DITS DU «SOCIALISME REEL» ... 200
1. *Cogestion ou Autogestion d'État en Yougoslavie* ... *200*
2. *Grèves et occupations tchécoslovaques de 1953* ... *204*
3. *Résistances berlinoises en 1953* ... *204*
4. *Hongrie 1956 « première révolution antitotalitaire » ?* ... *204*
   a) Quelques antécédents libertaires antérieurs à 1956 ... 204
   b) L'explosion conseilliste de 1956 ... 205
5. *Des conseils en Tchécoslovaquie en 1968-1969* ... *209*
6. *Démocratie directe et dissidence dans la Pologne de Solidarnosc* ... *211*
7. *Lames de fond en Chine populaire* ... *214*

M. LES ESSAIS DE VINOBA BHAVE EN INDE. DANS LA LIGNEE DE THOREAU, TOLSTOÏ ET GANDHI… ... 216
1. *Traces libertaires indiennes en fin du XIX° -début du XX° siècle* ... *216*
2. *GANDHI un «anarchisme non-violent» (CERVERA-MARZAL) :* ... *217*
3. *Vinova BHAVE et une première forme d'horizontalisme* ... *218*
4. *L'anarchisme religieux de KRISHNAMURTI* ... *219*

N. FRANCE 1968 : UNE NEO-UTOPIE LIBERTAIRE EN ACTE ? ... 219
1. *1968 ici et ailleurs… Les riches années 1960-1970* ... *220*
2. *Quelques appuis et antécédents anarchistes et libertaires en France* ... *221*
3. *Des traces anarchistes multiples en 1968…* ... *229*

»


4. *Un mouvement d'esprit utopique et libertaire ?* ... *233*
5. *Des formes d'organisations liées aux utopies libertaires et autogestionnaires : autonomie, autogestion, fédéralisme…* ... *239*
O. UN PORTUGAL QUI CONNAIT UNE EXPLOSION LIBERTAIRE EN 1974 ... 249
1. *La « Révolution des œillets » et son arrière plan* ... *249*
2. *Le Portugal de 1975 entre autogestion, cogestion et contrôle ouvrier* ... *251*
P. LES LABORATOIRES D'UTOPIE LATINO-AMERICAINS FIN XX° - DEBUT XXI° SIECLE ... 255
1. *Quelques tentatives autogestionnaires dans le Chili d'ALLENDE* ... *255*
2. *Essais de démocratie directe dans le Brésil contemporain* ... *258*
a) Un Mouvement des Sans Terre pratiquant l'auto-organisation ... 259
b) Des tentatives communalistes de démocratie directe ... 260
c) Quelques essais coopératifs et autogestionnaires ... 261
d) Récupérations et autogestion d'entreprises ... 262
3. *Les «communautés de Paix» en Colombie depuis les années 1980* ... *262*
4. *Un indigénisme autonome en Équateur ?* ... *265*
5. *Une Argentine libertaire à redécouvrir* ... *267*
a) Un anarcho-syndicalisme de grande ampleur (fin XIX° – début XX°) ... 267
b) Mouvements d'autonomie depuis le milieu du XX° siècle ... 269
c) Des mouvements auto-organisés, autoproductifs et parfois « autogestionnaires » récents et massifs (depuis les années 1990) 272
d) Et les libertaires argentins actuels ? ... 282
6. *Initiatives autogestionnaires au Pérou depuis les années 1960* ... *283*
a) Antécédents libertaires péruviens : ... 283
b) L'autogestion des militaires 1968-1980 ... 285
c) L'utopie urbaine de Villa El Salvador ... 287
d) L'essor des restaurants autogérés ... 287
7. *Un Venezuela bien ambigu sur le front des autonomies* ... *288*
a) Remarques rapides sur les contradictions du « chavisme » ... 289
b) « Des initiatives communautaires sous contrôle étatique » ... 295
8. *Les communautés « néozapatistes » récentes du Chiapas et d'ailleurs* ... *299*
a) Le Chiapas néozapatiste, utopiste et parfois libertaire ... 299
b) Autres fronts plus ou moins libertaires dans le Mexique contemporain - La Commune d'Oaxaca (2006) ... 314
9. *Initiatives par en-bas en Bolivie au début du XXI° siècle : vers un réseau de pouvoirs anti-étatiques ou hors État : «une dispersion libertaire»* ... *320*
10. *Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas au Costa Rica* ... *327*
11. *Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas au Honduras* ... *328*
12. *Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas en Uruguay* ... *328*
13. *Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas au Guatemala* ... *330*
14. *Vélléités démocratiques, participatipes et libertaires à Cuba* ... *330*
a) Antécédents anarchistes et libertaires ... 330
b) Un Che libertaire ? ... 333
c) Quelques initiatives et organisations autonomes récentes ... 347


« *La révolution est l'utopie qui passe à l'action, mais (qui) se nie comme utopie en se réalisant. Triomphante elle devient une nouvelle topie, diverse de la précédente* »[1] et engendre donc de nouvelles utopies. Les grands courants réformateurs ou révolutionnaires liés à l'anarchisme n'ont pas échappé à cette règle.

## A. L'AIT ANTI-AUTORITAIRE, EMBRYON DE SOCIETE FUTURE

### 1. La Première internationale pour « l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes »

«*La société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée*».
BAKOUNINE *Circulaire à toutes les Fédérations de l'AIT*, 1871

*L'Association Internationale des Travailleurs*, plus connue sous le nom de *Première Internationale*, regroupa un micro milieu de militants très diversifiés de par leurs origines

[1] COLOMBO Eduardo *L'étincelle révolutionnaire*, -in-Collectif *Les incendiaires de l'imaginaire*, *Actes du Colloque de Grenoble du 19-21 mars 1998*, Lyon: ACL, 345p, 2000, p.276

»
sociales et nationales, et par leurs doctrines. Microcosme pluraliste aux influences multiples, il vit l'imprégnation forte des blanquistes, fouriéristes et proudhoniens mutuellistes lors de sa fondation vers 1864-66, puis des collectivistes anarchistes se regroupant auprès de BAKOUNINE ensuite, qui s'opposèrent aux socialistes étatistes surtout marxistes. Mais beaucoup d'autres nuances s'y font jour, et l'analyse purement idéologique de l'AIT est chose parfois vaine.

Analyser rapidement l'AIT est essentielle, non pas pour refaire une histoire déjà largement entreprise et diversifiée, mais parce que les débats de l'AIT sont liés à la naissance de l'anarchisme historique. Ce qui se fait, se dit et s'écrit autour des années 1860-1870 va se retrouver sous des formes démultipliées et diversifiées dans toute l'histoire du mouvement ouvrier libertaire, et dans ses propositions utopiques.

Dès 1869-1870, les internationaux belges d'abord, puis espagnols, affirment que l'AIT porte en son sein les « *germes* » de la société future (« *sociedad del porvenir* »). Ils s'appuient sur un premier écrit sans doute dû à la plume du belge César de PAEPE : *Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de l'avenir*, qui commence ainsi : « *L'Internationale porte dans ses flancs la régénération sociale* »[2]. Pour ce court texte, il semble évident que « *L'Internationale offre déjà le type de société à venir et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur* »[3]. Il compare la section à la commune, note le rôle fédéral du regroupement des sociétés de résistance, et indique que vont se développer dans le futur les coopératives de caisses de secours mutuel en remplacement des mauvais organismes de la société actuelle. Ce document est traduit en espagnol dans *La Solidaridad* de Madrid, le 05/03/1870, *Les institutions actuelles de l'Internationale – Las instituciones actuales de la Internacional, bajo el punto de vista del porvenir* sont vues comme opératoires pour l'avenir. Les militants belges se « *proposent de démontrer que dès aujourd'hui l'Internationale offre parfaitement le type de société de l'avenir* » avec à la base, la section de village ou de quartier, et un Comité administratif pour exécuter les décisions. Un regroupement fédéral (Conseil Fédéral) regroupe les représentants des sections, des sociétés de résistance et des caisses d'entraide. Les coopératives de consommation, un crédit gratuit et une « *Banque d'échange* » assurent une économie solidaire. Le fédéralisme dépasse les frontières, sous le contrôle d'un « *Conseil Général International* », dont le rôle se réduit à une diplomatie basique[4].

Dans cette optique, « *la Fédération locale* (composée des sections de métiers de la localité) *constitue la commune libre de l'avenir – Comuna Libre del Porvenir* » ; cette formule de 1872 devient le principal objectif et la forme essentielle du mouvement libertaire ibérique.

Dans le texte *Organización social* publié par la libertaire *Fédération de la Région Espagnole* (FRE) en 1872, l'envolée utopique est de grande ampleur : « *L'Internationale vise à régénérer le monde, la patrie commune et véridique. Elle veut établir l'égalité de moyens et de conditions pour tous les individus du genre humain* », ce genre humain devant devenir « *une société d'hommes libres, intelligents, égaux et travailleurs* ».[5]

En Italie, dès le Congrès de Rimini en 1872, le socialisme est dominé par l'idéologie et la méthode libertaire. « *L'Internationale en Italie naît socialiste, anarchiste, révolutionnaire et donc*

---

[2] DE PAEPE César *Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de l'avenir*, -in-L'Internationale. Organe des Sections belges de l'AIT, Bruxelles: n°7, 28/02/1869

[3] -in-*Michel BAKOUNINE et les conflits dans l'Internationale*, Archives BAKOUNINE, II, Leiden: Brill, 1965, p.255

[4] L'INTERNATIONALE DE BRUXELLES *Las instituciones actuales de la Internacional, bajo el punto de vista del porvenir, 1870*, -in-MADRID Francisco/VENZA Claudio, *Antología documental del anarquismo español*, Vol.I, 2001 , p.117-119

[5] *Organización social*, 1872, -in-MADRID Francisco/VENZA Claudio, *Antología documental del anarquismo español*, Vol.I, 2001 , p.122-124

»
*antiparlementaire* » confirme MALATESTA en 1928[6]. Richard HOSTETTER rappelle que dans ce pays «"*internationaliste" est synonyme de "bakouniniste", ou de "collectiviste antiautoritaire", pour reprendre la propre formule des anarchistes*»[7]. La volonté utopique de rupture radicale est constamment réaffirmée par une Section italienne très remuante. L'anti-étatisme en est un des axes puissants, comme cela ressort du 2° Congrès de la Section Italienne-AIT tenu à Bologne en 1873 : « *entre nous et l'État, entre nous et la bourgeoisie et son gouvernement, entre nous et leur immoralité, leur violence, leurs privilèges, leurs cabales et monopoles, il y a une incompatibilité absolue* »[8]. Même en fin des années 1870 la Fédération de Romagne publie son *Manifesto* (1878) qui rappelle que « *l'AIT tend à remplacer l'autorité par l'anarchie, les lois par les contrats, la propriété individuelle par la propriété collective, le mariage par l'amour, Dieu par l'Homme et la patrie par l'universalisation du travail* ».

Ces italiens (avec Bakounine qui intègre leurs 6 délégués) sont très actifs et le splus nombreux au Congrès de Saint-Imier du 09/10/1872, réunion « *qui commence, dirions nous, officiellement le mouvement anarchiste* » comme le reconnaît MALATESTA en évoquant sa jeunesse internationaliste[9].

Enfin il est intéressant de remarquer que les « *internationaux* », surtout en Espagne, en Italie, en Suisse (Cf. ci-dessous) forment entre eux une espèce de « *contre-société* » utopique, avec ses propres règles de solidarité et de convivialité. « *L'internationale se présente comme une nouvelle communauté humaine, à l'intérieur de l'ancienne, mais en conflit avec elle* », ce qui accentue notamment en Italie cet incontestable « *utopisme des internationalistes*», qui renoue d'une certaine manière avec le premier socialisme utopique[10].

## 2. La Fédération Jurassienne : modèle et moteur des « antiautoritaires »

Pourquoi la Suisse ? Il faut d'abord noter que c'est une région aux anciennes pratiques de démocratie directe ou s'en approchant. En restant dans l'époque contemporaine, Marc VUILLEUMIER (à qui j'emprunte largement ce qui suit)[11] évoque la tradition révolutionnaire (années 1792-98 surtout) genevoise avec l'importance des clubs dans ce qu'on pourrait appeler une forme de démocratie participative. Il rappelle que certains cantons acceptent des méthodes intéressantes : approbation ou rejet des constitutions, référendum, Landsgemeinden (Assemblées rurales ou de pays)… Il met en évidence l'exigence «*d'élection véridique*» (Victor CONSIDERANT) qui ressort directement du fouriérisme et évoque le principe de la proportionnelle.

L'idée de démocratie directe est revivifiée par les débats autour de la nouvelle *Constitution* helvétique de 1848, et par l'arrivée massive de réfugiés démocrates et/ou socialistes qui tous mettent en avant (ou au moins discutent de) autonomie, fédéralisme, mandat impératif, révocabilité… Ainsi la pensée du rhénan Moritz RITTINGHAUSEN (1814-1890) autour *Die direkte Gesetzgebung durch das Volk - La législation directe par le peuple* (1850) connaît alors une belle diffusion, notamment grâce aux fouriéristes qui en sortent aussitôt deux traductions dans leur Librairie phalanstérienne en 1850 et en 1851. En Suisse c'est surtout Karl BÜRKLI (1823-1901) qui s'en fait le vecteur, surtout à Zurich : en fin 1851 il développe le concept parallèle de «*démocratie pure*» (très critique par rapport à la démocratie

[6] MALATESTA Errico *L'Italia rivoluzionaria intorno al 1870. Prefazione* à NETTLAU Max *BAKUNIN e l'Internazionale in Italia* Ginevra: 1928
[7] HOSTETTER Richard *El anarquismo contra el estado italiano* (1958), -in-HOROWITZ Irving L. *Los anarquistas. La práctica*, Barcelona: Altaya, 336p, p.36-68, 1996, p.54
[8] MASINI Pier Carlo *La Prima Internazionale*, -in-*Il sol dell'avvenire*, Pisa: BFS, 1999, p.16
[9] MALATESTA Errico *La Prima Internazionale. A proposito del Cinquantenario del Congresso di Saint-Imier (9 settembre 1922)*, -in-Umanità nova, Roma: n°187, 09/09/1922
[10] MASINI Pier Carlo *La Prima Internazionale*, -in-*Il sol dell'avvenire*, Pisa: BFS, 1999, p.29
[11] VUILLEUMIER Marc *Le courant socialiste au XIX° siècle et ses idées sur la démocratie directe* (1996), -in-*Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960,* Lausanne: Éditions d'en bas et Collège du travail, p.321-346, 2012, p.322 et ss

»
représentative). Elle doit amener la progressive disparition de l'État et le règne de l'association. On comprend mieux les points communs parfois entre fouriérisme et pensée libertaire. D'autres courants sont intéressants, surtout si on cite Albert GALEER (1816-1851) qui en 1847 affirme «*qu'un peuple libre doit exercer une action directe sur ses autorités*» ; les associations doivent être partie prenante de la rédaction des constitutions écrit-il après 1848 ; il faut «*le gouvernement du peuple par lui-même, soit par des mandataires révocables à tout instant*». Il prône également le mandat impératif.

Il faut cependant se méfier des rapprochements possibles, car lors des débats du temps de l'AIT, cette thématique sympathique de démocratie plus directe (et donc apparemment plus libertaire) dans certains pays dont la Suisse est considérée par les premiers anarchistes (avec BAKOUNINE, Adhémar SCHWITZGUÉBEL…) comme encore trop politique, et donc à combattre comme une illusion de plus et comme «*simplement la démocratisation absolue du principe autoritaire*»[12].

Une autre raison du développement des idées libertaires dans le Jura suisse tient à l'influence proudhonienne qui se fait sentir dès les années 1840 et encore aux débuts de l'AIT. Elle marque le socialisant et modéré «*médecin des pauvres*» Pierre COULLERY (1819-1903), qui perpétue également les idées de BÜRKLI. Au milieu du siècle avec son Reformverein il propose lui aussi votation directe, referendum, droit de révocation et de véto… C'est ensuite un des fondateurs après 1864 de la section suisse de l'AIT. Mais il évolue vite vers une position très réformiste, en collusion parfois avec les conservateurs, ce qui explique le succès quasi général dans son secteur des partisans de James GUILLAUME.

Une dernière et forte raison de l'implantation libertaire spécifique au Jura est avancée par Marc VUILLEUMIER dans plusieurs de ses articles. Dans cette région, à l'inverse d'autre où l'expérimentation n'a pas vraiment eu lieu, l'alliance politique avec les radicaux au pouvoir n'apportent rien aux revendications populaires. Les essais menés sont très décevants. Les militants ouvriers sont donc en phase de rejet du politique et en recherche d'autonomie, et cela justement au moment où va s'exprimer le message bakouninien. Il est d'autant mieux reçu que bien des idées antipolitiques qu'ils avancent sont donc déjà partagées, notamment chez les horlogers.

Ainsi dès 1865, l'Internationale dans le Jura devient plus révolutionnaire, plus libertaire (antiautoritaire) et collectiviste, notamment grâce à des militants bien enracinés localement : James GUILLAUME (1844-1916), Adhémar SCHWITZGUÉBEL (1844-1895), Auguste SPICHIGER (1842-1919) et Constant MEURON (1804-1872).

Après la scission de l'AIT entre 1871 et 1872, la branche marxiste s'épuise et s'étiole dans son exil new-yorkais pourtant volontairement choisi, alors que pour quelques années encore (jusqu'en 1876-1877) la branche européenne, libertaire majoritairement ne serait-ce que par le poids des sections espagnole et italienne, lance des derniers feux importants autour de l'apport théorique et coordinateur de la **FJ-*Fédération Jurassienne***, appelée d'abord ***Section des Montagnes*** en 1870. Cette Fédération provient surtout de l'action des sections neuchâteloise et du Val de Saint Imier.

En suisse la très grande majorité des proscrits de la Commune se rallient à BAKOUNINE. Naturellement dans le Jura, plus difficilement dans les grandes villes[13]. Sur Genève, nombre de réfugiés se regroupent massivement dans la *Section de Propagande et d'Action Révolutionnaire Socialiste* qui appuie très vite la Fédération Jurassienne. Parmi les réfugiés en Suisse, les libertaires et/ou partisans des Jurassiens sont alors dominants (même si

[12] VUILLEUMIER Marc, 2012, *op.cit.*, p.335
[13] VUILLEUMIER Marc *Les exilés communards en Suisse* (1977), -in-*Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960,* Lausanne: Éditions d'en bas et Collège du travail, p.237-262, 2012, p.248-249

»
certains évoluent vers le socialisme étatique ou pragmatique ou possibiliste ensuite)[14] : Paul BROUSSE (1844-1912), Arthur ARNOULD (1833-1895), Antoine PERRARE (1841-1912), Benoît MALON (1841-1893), Élisée RECLUS (1830-1905), Michel BAKOUNINE (1814-1876), etc. Autour de Berne, BROUSSE et d'autres fondent également une section libertaire de la FJ. Le Groupe des Réfugiés lyonnais (avec PERRARE) est un de ceux qui sont le plus marqués par les nouvelles tendances anarchistes-communistes, notamment les militants regroupés dans la section *L'Avenir* (Genève) de la Fédération jurassienne : Jean-Baptiste DUMAY (1841-1926), François DUMARTHERAY (1842-1936) et LAUPRÊTRE.

Pour KROPOTKINE (et pour la grande majorité des historiens), cette Fédération est le « *vrai berceau* » du mouvement anarchiste international. Le Jura suisse devient un centre de rayonnement du premier anarchisme. C'est aussi le cas d'une partie de la Franche Comté voisine, puisque la section de Besançon, par exemple, est fondée grâce aux contacts de 1869 et 1870 avec les bakouninistes jurassiens, et présente une similitude sociale (domination des horlogers, graveurs et guillocheurs) et politique forte (libertaire et antipolitique)[15]. Il faut compter aussi sur quelques noyaux (peu importants) liés à la FJ à Paris, Lyon et dans quelques localités méridionales françaises ; la Fédération Française de l'Internationale clandestine fondée en 1877 notamment par Paul BROUSSE compte une douzaine de petites sections. Cette FFI dispose d'une tribune : *L'Avant-Garde*[16].

Dès le congrès statutaire de la Fédération Jurassienne à Sonvillier, en novembre 1871, l'idée de faire de l'AIT un prototype de la future société, et un refus de toute proposition autoritaire, est clairement énoncé, et reprend avec éclat les positions des belges et des espagnols des années précédentes. On peut une nouvelle fois reproduire un passage essentiel : « *La société future ne devra être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que s'est donnée l'Internationale. Nous devons donc toujours nous efforcer de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal... L'Internationale, embryon de la future société humaine, doit être dès maintenant l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et doit repousser de son sein tout principe qui tend à l'autorité et à la dictature* ».

Ainsi *La Circulaire de Sonvillier* est immédiatement approuvée par les sections les plus fortes, espagnole et italienne, et par les sections belges, néerlandaises et des groupements français. Les antiautoritaires sont donc très nettement majoritaires numériquement dans l'AIT, mais pas encore pour le nombre de délégués.

Le premier « *Congrès antiautoritaire international* » (comme il s'intitule) a lieu à Saint-Imier le 15/09/1872. Le *Pacte de Saint-Imier,* avec ses quatre résolutions[17], est un des premiers textes foncièrement fédéralistes de l'histoire du mouvement socialiste international, même si on peut partager avec Bernard MOSS l'idée que le fédéralisme est inhérent au « *socialisme des métiers* » qu'il étudie tout au long du XIX$^{ème}$ siècle.

Il n'en demeure pas moins que c'est l'anarchisme comme courant organisé qui naît à Saint-Imier, même si les présents sont plus antiautoritaires qu'anarchistes déclarés. Les intitulés synonymes utilisés à l'époque sont « *an-archistes* » (plus qu'« *anarchistes* »), « *fédéralistes* » ou « *antiautoritaires* ». Pour en montrer l'esprit fondateur anarchiste, la détermination antimarxiste et le caractère utopique, il convient d'en rappeler les 3 grands axes (j'ai traduit ici

[14] VUILLEUMIER Marc *À propos d'un centenaire : la Première Internationale en Suisse* (1964), -in-*Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960,* Lausanne: Éditions d'en bas et Collège du travail, p.115-130, 2012, p.128

[15] CORDILLOT Michel *La naissance du mouvement ouvrier à Besançon. La Première Internationale 1869-1872*, Besançon: Cahier d'Études comtoises, n°45, 85p, 1990

[16] VUILLEUMIER Marc *Les exilés communards en Suisse* (1977), -in-*Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960,* Lausanne: Éditions d'en bas et Collège du travail, p.237-262, 2012, p.251

[17] *Congrès (Le) de Saint-Imier* (1982) -in-*Increvables anarchistes. Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Des origines à 1914,* Paris: Monde Libertaire, Notre Histoire, Vol.1, p.28-31, 1998

»
la version italienne reportée par MALATESTA qui reprend un extrait de la *Troisième résolution*) :

1. *que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat,*
2. *que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour atteindre une telle destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereux pour le prolétariat que tous les actuels gouvernements,*
3. *que, en repoussant tout compromis pour réaliser la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, hors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire*.

Il est cependant important de rappeler, comme le fait Gaetano MANFREDONIA en s'appuyant surtout sur BAKOUNINE et GUILLAUME, et sur les analyses de Marianne ENCKELL, que l'essentiel ne repose pas sur l'antipolitisme, mais sur le « *pacte d'amitié* » (formule complète : «*pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle*» *Deuxième résolution*) ou de solidarité entre fédérations autonomes («*autonomie et indépendance des fédérations et des sections ouvrières* (comme) *première condition de l'indépendance des travailleurs*» *Première résolution*), c'est-à-dire libres d'envisager leurs propres tactiques et leurs propres stratégies[18]. C'est, face au monolithisme marxiste de l'époque, une claire affirmation des différences nationales (« *chaque peuple à son génie propre* ») et du pluralisme. La nouvelle AIT n'est donc pas spécifiquement anarchiste, mais elle est assurément libertaire et antiautoritaire dans la démarche et dans l'organisation. Cet embryon de société future est donc fort sympathique en une époque où les dogmatismes et le centralisme sont toujours dominateurs.

Le premier congrès antiautoritaire a lieu à Genève en septembre 1873 (il se nomme le VI° Congrès) pour rappeler à juste titre sa volonté de poursuivre la première AIT dont il regroupe alors l'essentiel des membres et des sections. Mais très vite les positions s'opposent et les différences reviennent au premier plan. Lors du VIII° Congrès qui se déroule à Berne en octobre 1876, insurrectionalistes et syndicalistes ne sont plus sur la même longueur d'onde. Le dernier congrès (le IX°) de cette Internationale libertaire à lieu à Verviers (Belgique) en septembre 1877. L'ultime congrès prévu en 1878 n'est pas réalisé. Le départ du principal animateur et écrivain, James GUILLAUME, et le déclin global des sections en sont les deux causes principales.

Dans la petite Fédération du Jura, analysée surtout politiquement par James GUILLAUME dans ses mémoires[19] et aujourd'hui par Marianne ENCKEL[20], et sociologiquement par Mario VUILLEUMIER[21], des relations d'entraide et de fraternité libertaire, dans un milieu surtout lié à l'artisanat horloger, donnent naissance à une communauté très originale qui marque tous les visiteurs, et surtout BAKOUNINE, RECLUS et KROPOTKINE pour le monde anarchiste. Après 1871, la Fédération Jurassienne intègre un grand nombre de réfugiés parisiens, dont Victorine ROUCHY future Victorine BROCHER.

Le milieu horloger et la communauté libertaire présentent pour VUILLEUMIER une « *homologie structurale* » assez rare dans le mouvement ouvrier entre une région socio-économiquement bien caractérisée, et un mouvement qui s'y fond. On pourrait très cependant trouver pour l'histoire anarchiste des éléments similaires pour les mineurs de Carrare, les boulangers de Rosario (Argentine) ou les typographes parisiens, sans compter les cordonniers catalans et les ouvriers du textile barcelonais...

---

[18] Cf. surtout MANFREDONIA Gaetano *Anarchisme et changement social. Insurrectionalisme, Syndicalisme, Éducationnisme-réalisateur*, Lyon: ACL, 362p, 2007, p.307-308

[19] GUILLAUME James *L'internationale, Documents et souvenirs*, 2 volumes, réédition Genève: Grounauer, 1980

[20] ENCKELL Marianne *La Fédération Jurassienne. Les origines de l'anarchisme en Suisse*, Lausanne: La Cité, 1971

[21] VUILLEUMIER Mario *Horlogers de l'anarchisme. Émergence d'un mouvement : la Fédération Jurassienne*, Lausanne: Payot, 1988

»

Mais ce microcosme ne vise aucunement à se fermer, et à proposer un modèle absolu ; l'utopie anarchiste, telle qu'elle s'exprime d'emblée, est résolument ouverte. On comprend mieux alors l'opposition résolue du centralisme marxiste d'alors. Ainsi l'autre grand nom de la Fédération Jurassienne avec GUILLAUME, Adhémar SCHWITZGUÉBEL rappelle que « *nous n'avons donc, en matière d'organisation, pas de forme absolue ; toutes ont leur raison d'être selon les situations et les buts spéciaux par lesquels elles travaillent à la réalisation du but général* »[22].

L'utopie maintenant et pour le futur marque un dualisme théorique que le mouvement anarchiste va conserver fidèlement jusqu'à nos jours. En conclusion, on peut retenir la formule d'ALVAREZ JUNCO, qui nous rappelle que dans l'AIT, « *le principe fédéral régissant l'union des travailleurs et ses sociétés affiliées, affecte autant l'organisation révolutionnaire du moment que la future société ; et en ce sens l'Internationale, en plus de représenter la structure la plus efficace comme arme de lutte sociale face à l'oppression et aux privilèges de la société actuelle, évite l'apparition de nouvelles inégalités, et se positionne comme modèle de société pacifique (modela de paz) sur lequel devra s'organiser la production et la vie sociale autonome dans l'avenir* »[23].

## B. LA COMMUNE DE PARIS, UTOPIE ANARCHISTE ?

« *Travailleurs… c'est la plus grande page de votre histoire…* »
Errico MALATESTA - 13° anniversario della Comune di Parigi - 1884.

La *commune* (où parfois les quartiers et districts dans les grandes villes), depuis la Révolution française de 1789, est considérée comme la base de la *souveraineté populaire*. Pour contrer la réaction et imposer la République, c'est une *Commune insurrectionnelle* qui se met en place en 1792. Dès lors les communes «*demeurent des assemblées délibérantes et disposant de pouvoirs qu'on peut, je crois, qualifier non seulement de décentralisés mais d'autogestionnaires*»[24].

La Commune de Paris reprend cette tradition révolutionnaire, en lui donnant une dimension nouvelle, plus sociale et plus socialiste, tout en manifestant un fort patriotisme populaire, ce qui n'a rien de vraiment libertaire[25]. Elle est revendiquée par tous les mouvements socialistes et révolutionnaires et inspire autant les idées autogestionnaires (comme «*archétype des conseils ouvriers autogérés*» avance un peu vite Yvon BOURDET[26]) que les idées étatistes, la Commune pouvant apparaître comme un mini État en voie d'autonomie[27]. En fait «*elle n'est pas socialiste et est pourtant revendiquée par tous les courants socialistes du monde, et elle n'est pas anarchiste alors qu'elle est revendiquée par les anarchistes*» note honnêtement MALATESTA en 1900[28]. Il faut donc partir des faits et contester la légende, même si l'auteur reconnaît que c'est une légende positive, sans doute une sorte de mythe sorélien même s'il ne l'écrit pas. Or les faits montrent que l'autorité et la propriété privée ont été

[22] ENCKELL Marianne *L'AIT : l'apprentissage du syndicalisme et de la politique*, -in-*De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*, Paris, Nautilus, 2001
[23] ALVAREZ JUNCO José *La ideología política del anarquismo español (1868-1910)*, Madrid, 1991, p.332
[24] WAHNICH Sophie *Commune et forme révolutionnaire*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.132-140, 2010, p.140
[25] JOYEUX Maurice *La Commune de Paris* (1971), -in-*Increvables anarchistes. Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Des origines à 1914,* Paris: Monde Libertaire, Notre Histoire, Vol.1, p.05-11, 1998, p.07
[26] BOURDET Yvon *Présentation. L'Autogestion et la Commune*, -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.03-04, mars 1971
[27] LE TROQUER Olivier *La Commune de Paris: entre autogestion et projet souverain*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.120-132, 2010
[28] MALATESTA Errico *Il Comune di Parigi. Part.1,* -in-La Questione Sociale, Paterson: a.6, n°28, 17/03/1900

»
globalement maintenues, ce qui prouve que nous sommes bien loin du programme anarchiste. Maurice JOYEUX, toujours trop tranché, ne retient guère que «*confusion et naïveté*» comme éléments dominants[29] !

Malgré MALATESTA, les anarchistes ne sont donc pas en reste, et assez légitimement, puisqu'ils font souvent de l'expérience communaliste la première réalisation de « *comune libertaria* »[30], en reprenant et développant le texte de BAKOUNINE sur l'évènement : *La Commune de Paris et la notion de l'État*[31]. Comme l'écrit le russe, l'expérience parisienne apparaît comme la première « *négation audacieuse, bien prononcée, de l'État* ». La Commune parisienne devient donc le précurseur de la Commune du futur, comme l'écrit l'anarchiste bulgare Georgi GRIGORIEV (BALKANSKI) en 1961 (*La Commune de Paris et la Commune de demain*)[32]. C'est en effet surtout, comme le note la Fédération Jurassienne, la première fois « *que l'idée révolutionnaire socialiste est enfin sortie des abstractions de la théorie,* (et qu') *elle est pour la première fois apparue sous une forme concrète. Les socialistes sont passés des régions de l'idée dans celles de l'action* »[33]. Il s'agit donc bien d'un «*laboratoire historique*»[34] ou d'un «*analyseur*»[35] pour proposer, tester, tenter d'autres alternatives.

Il faut être prudent, car tous les mouvements révolutionnaires actifs ont fait de la Commune une sorte de modèle, mais malheureusement en le réécrivant parfois : « *chacun modelait le mouvement parisien selon ses propres désirs* » confirme MALATESTA ; et les bakouninistes « *accentuèrent, exagérèrent pour raison propagandiste le caractère socialiste, voire anarchiste, largement décentralisateur et fédéraliste*… »[36]. Les aspects majoritaires de la Commune : réaction nationaliste (patriotique) et jacobine, fierté parisienne exacerbée, volonté de revanche militaire, propositions fort modérées… sont rarement mis en avant par les militants. Ce sera l'œuvre des historiens d'en rétablir l'importance.

L'impact de la notion de Commune libre et autonome doit cependant beaucoup à PROUDHON (mort pourtant 6 ans avant l'insurrection parisienne)[37], qui dans ses écrits finaux (esentiellement *Du principe fédératif* 1863 et *De la capacité politique des classes ouvrières* 1865) place parfois la Commune avant l'atelier, et anticipe largement l'auto-organisation que reflète l'insurrection.

On peut en dire autant avant lui d'une partie des fouriéristes. En 1839 Jan CZYNSKI dans l'Avenir des ouvriers rêvait déjà d'édifier une « *commune modèle* » car la commune « *c'est la pierre fondamentale de l'édifice social* »[38]. On comprend mieux que l'évènement -et ses analyses ultérieures - ne furent pas aussi invraisemblables.

---

[29] JOYEUX Maurice *La Commune de Paris* (1971), -in-*Increvables anarchistes. Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Des origines à 1914,* Paris: Monde Libertaire, Notre Histoire, Vol.1, p.05-11, 1998, p.11

[30] CONIGLIONE F. *Parigi 1871 : la Comune libertaria*, Catania, Underground-La Fiaccola, 1971

[31] BAKOUNINE Michel *La Commune de Paris et la notion de l'État*, Paris-Bruxelles, Les Temps Nouveaux, 1899

[32] BALKANSKI Georges *La Commune de Paris et la Commune de demain*, Paris, AIT, 32p, 1961

[33] Bulletin de la Fédération Jurassienne, n°4, 20/03/1872, cité par MANFREDONIA Gaetano *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, L'Harmattan, 445p, 1997, p.115

[34] LOURAU René *La Commune, un laboratoire historique (contre-culture, contre-soclété, contre-institution)* -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.05-18, mars 1971

[35] LAPASSADE Georges *Un analyseur historique: la Commune de Paris*, -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.27-30, mars 1971

[36] MALATESTA Errico *L'Italia rivoluzionaria intorno al 1870. Prefazione* à NETTLAU Max *BAKUNIN e l'Internazionale in Italia* Ginevra, 1928

[37] Cf. surtout la belle mise au point de BANCAL Jean *PROUDHON et la Commune*, -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.37-8, mars 1971

[38] SIBALIS Michael David *Jan CZYNSKI. Jalons pour la biographie d'un fouriériste de la Grande Émigration polonaise,* -in-Cahiers Charles FOURIER, Besançon, n°6, 1995

»

Quant à l'état d'esprit communard (« *revendication libertaire, fête de l'imagination* »[39]) il est au diapason d'artistes, d'écrivains, pour qui humanisme rime avec harmonie, bonheur et liberté. Bref il évoque une vision rimbaldienne, note Pierre GASCAR, Arthur RIMBAUD incarnant au mieux à ses yeux la fête parisienne.

### 1. Paris 1871 = une utopie en acte, et fondatrice

Dès septembre 1870, à Lyon, BAKOUNINE tente une première tentative « *communaliste* » avec d'autres disciples comme Albert RICHARD ou le russe Armand ROSS (Mikhaïl Petrovitch SAZIN). Il anime le Comité fédéral de la Croix-Rousse et celui de la Guillotière. Le *Manifeste de la Fédération Révolutionnaire des Communes* du 28/09/1870, un des premiers textes libertaires, n'empêche pas le désastre de l'insurrection. MARX, toujours perfide, saura s'en servir pour se gausser de l'anarchisme révolutionnaire, ce qui est très facile pour un penseur qui ne se mêle pratiquement jamais aux mouvements populaires.

En début 1871, la Commune de Paris ensanglante gravement la III$^{ème}$ République naissante, et marque durablement le mouvement ouvrier et socialiste, qui pendant plus d'un siècle va largement s'en réclamer. Le Mur des Fédérés sera désormais et pendant des décennies un lieu de pèlerinage obligé. Le « *Temps des cerises* » de Jean Baptiste CLÉMENT, écrit avant la Commune, mais dédié à une brancardière (Louise MICHEL visiblement) des barricades communardes fut chanté dans maintes assemblées socialistes. Et que dire de *L'Internationale*, d'Eugène POTTIER, rédigée un mois après la défaire communarde, ou du drapeau de la Commune dans lequel, dit-on, fut drapé le corps de LÉNINE. Autant de symboles dont la charge est très élevée.

La Commune a éclaté spontanément, violemment le 18 mars 1871, devançant tous les mouvements conscients et organisés sur Paris. Ceux-ci la rejoignent cependant assez vite, à commencer le 23 mars par une section française de l'AIT qui est alors dominée par les positions collectivistes révolutionnaires, d'inspiration largement bakouniniste.

Tous les courants socialistes peuvent à juste titre s'en réclamer, puisque les participants et responsables y étaient divisés et très diversifiés. Une composante radicale, blanquiste et jacobine, plus républicaine que socialiste a semble-t-il nettement dominé le mouvement, mais les études récentes rappellent également le rôle important des fourriéristes, et des proudhoniens, libertaires modérés pour la plupart.

Cependant le courant libertaire y acquiert incontestablement des lettres de noblesse. Même MARX lui-même en convient, puisque sa *Guerre civile en France* relatant l'insurrection et cherchant à en tirer des leçons, est de loin son texte le plus antiautoritaire (avec quelques écrits de jeunesse), avec des accents en faveur de l'autonomie ouvrière et du dépérissement nécessaire de l'État que beaucoup d'anarchistes ne renient pas. Les marxistes libertaires s'appuient souvent sur cet écrit pour justifier leur analyse d'un MARX peu marxiste au sens dogmatique du terme. En Espagne, cet ouvrage est largement diffusé par les anarchistes, édité en de multiples éditions dès 1871, et sert d'information primordiale sur les évènements parisiens. La vision « *municipaliste* » si fondamentale dans l'anarchisme espagnol s'inspire donc largement du marxisme à cette époque[40]. Mais cette déviation libertaire dans la pensée de MARX n'est que conjoncturelle, et ne sert qu'à déguiser au mieux le fond centraliste et gouvernementaliste autoritaire de sa pensée. Comme plus tard (1917) LÉNINE va le faire avec les soviets dans *L'État et la révolution*, MARX utilise au mieux l'important prestige de la Commune de Paris pour mieux faire passer ses propres positions. La démonstration de

[39] GASCAR Pierre *RIMBAUD et la Commune*, Paris : Gallimard, Idée nrf, 184p, 1971, p.13
[40] LÓPEZ ESTUDILLO Antonio *El anarquismo docimonónico*, -in-Ayer, n°45, Madrid, 2002

»
Giampietro BERTI est, sur ce point, très éloquente, et contredit toute la veine des marxistes libertaires : Maximilien RUBEL, Pierre ANSART ou Daniel GUÉRIN[41].

Dans la Commune de Paris participent bien des proudhoniens ou des proches de ce penseur important mort peu auparavant (1865), mais dont les idées sont alors largement diffusées. Ils abondent souvent dans la presse, le mouvement estudiantin (Jean BANCAL insiste par exemple sur la publication *Rive gauche* née en 1864), les clubs et autres réunions publiques. Ils sont dominants dans la fameuse Minorité de la Commune issue du vote du 16 mai 1871 (18 sur 23[42]). On peut citer le fédéraliste modéré Prosper-Olivier LISSAGARAY (1838-1901) auteur d'un des livres les plus sympathiques sur l'insurrection. Cest le cas de cet autre comtois (comme PROUDHON dont il est l'ami) qu'est Gustave COURBET notamment, et qui a un grand rôle dans la Commune à un poste équivalent à celui de ministre de la culture. COURBET est responsable de la Fédération des Artistes de Paris (gestion des musées, du patrimoine, de la formation…), conseiller municipal du VI° arrondissement, délégué aux Beaux Arts, membre de la Commission de l'Instruction publique : bref il participe largement et appartient à la Commune dans la minorité socialisante et plutôt pacifique (il démissionne en début mai pour refuser de cautionner la politique du Comité de Salut Public). Refusant l'ingérence de l'État en art, condamnant les récompenses, se manifestant pour un art réaliste, démocratique et indépendant… le peintre marque largement l'intelligentsia de son époque. COURBET tente également de développer les principes fédératifs et autogestionnaires issus du proudhonisme en demandant aux intéressés de gérer eux-mêmes toutes les institutions artistiques qui seraient ainsi émancipées de l'État. Avec la Fédération des Artistes de Paris, il cherche à libérer l'art de tout carcan autoritaire, celui des institutions et celui du marché : le manifeste du 14 avril 1871 proclame la « *libre expression de l'art, dégagé de toute tutelle gouvernementale et de tous les privilèges* ». COURBET paie durement sa participation, prisons, exils, vente de ses biens pour la fameuse destruction de la Colonne Vendôme dont il n'est pas le responsable[43] ! Calomnié, ruiné réellement, mais aussi physiquement et moralement, il finit ses jours en Suisse. Son rôle de sauvegarde du patrimoine pendant la Commune ne lui sera reconnu que tardivement.

Jules VALLÈS, qui lui aussi reconnaît parfois son proudhonisme, chante la fête parisienne, tout en étant reconnaissant à PROUDHON pour ses anticipations « *Ah ! Paris, Paris la grande ville, vient de secouer la poussière de toute féodalité. Les prussiens les plus cruels, les exploiteurs du pauvre étaient à Versailles. La révolution est d'autant plus équitable qu'elle part du peuple. Ses apôtres sont ouvriers, son Christ a été PROUDHON* »[44].

La multiplicité des courants et des penseurs fait que la «*la Commune n'a pas eu de chefs*» comme le rappellent anarchistes et situationnistes. Leur nombre et leur dispersion font qu'ils s'auto-annihilent. Cela n'empêche pas les oppositions de pouvoir, par exemple entre majorité et minorité communale, mais semble bien avoir évité un leadership flagrant de l'une ou l'autre des personnalités.

L'idée d'autonomie communale, d'auto-administration - liée au fédéralisme - exprimée en 1871 est bien dans la droite file du proudhonisme et anticipe les écrits anarchistes ultérieurs. Les grands comités (*Comité Central républicain des 20 Arrondissements*, *Comité Central de la*

[41] BERTI Giampietro (BERTI Nico) *Il pensiero anarchico : dal settecento al novecento*, Manduria, Lacaita, 1030p, 1998, p.547
[42] BANCAL Jean *PROUDHON et la Commune*, -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.37-8, mars 1971, p.64
[43] Le décret est signé le 12 avril 1871 par la Commune alors qu'à cette date COURBET ne fait pas encore partie du Conseil.
[44] RAGON Michel *Gustave COURBET, peintre de la liberté*, Paris, Fayard, 450p, 2004, p.373

»
*Garde nationale*…[45]) comptent nombre de connaisseurs et disciples du bisontin, mais s'organisent d'une manière très proche de celle préconisée par PROUDHON. «*Paris Libre*» devient une sorte de mini-État plus ou moins fédéral laissant une forte autonomie aux quartiers et arrondissements, voire à des associations citoyennes. Cette autonomie est revendiquée, de manière modérée, par les BESLAY, MURAT, voire par le gendre de MARX lui-même Charles LONGUET. Mais le proudhonisme, trop modéré, trop non-violent est déjà en perte de vitesse pour des militants plus déterminés. Sébastien FAURE va plus loin : pour lui le décret du 20 mars 1871, lorsque Paris s'intitule Commune libre, ouvre la voie à l'abolition de l'État. L'appel aux autres communes à suivre l'exemple parisien esquisse l'ébauche de l'organisation fédéraliste[46]. Il faut également rappeler la proclamation de la minorité communarde lors de l'instauration du Comité de Salut Public : «*attendu que la création de toute dictature par la Commune serait de la part de celle-ci une véritable usurpation de la souveraineté du peuple, nous votons contre !*» c'est bien ici BAKOUNINE et non MARX qui est le plus légitime.

André DÉCOUFLÉ, en analysant le problème des biens vacants (décret du 16 avril 1871 - déjà mis en avant par Sébastien FAURE dans l'article cité)[47], de leur réquisition-expropriation, et de leur volonté de gestion directe note tout à la fois la nouveauté de la Commune dans le mouvement socialiste, ainsi que son rôle initiateur et de référence pour les mouvements autogestionnaires futurs. Mais il met en avant également la timidité gestionnaire des associations parisiennes (DÉCOUFLÉ dresse la liste de 43 groupements professionnels existant à Paris), y compris les plus dynamiques comme celle des mécaniciens. Et surtout il rappelle que le texte reste fort modéré, ne touchant vraiment que les ateliers de petite dimension, et ne s'attaquant pas aux grandes entreprises. Il n'en demeure pas moins que dans l'article on incite de manière claire «*à la prompte mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs qui y sont employés*».

Dans la lignée proudhonienne, ou pré-anarchiste, on peut citer ces « *associations autogérées* » qu'avec anachronisme présente Henri DESROCHE. Pour lui, le décret du 16 avril 1871 marque une nette volonté de « *reprise autogestionnaire des biens vacants* »[48] afin de former des sociétés de productions à partir des moyens abandonnés par les entrepreneurs en fuite. Il en fait un précédent des essais yougoslaves sous le titisme, alors que la relation avec l'Espagne de 1936 est plus évidente, mais il ne l'écrit pas.

De même, les quelques références au fédéralisme entre des communes (de province) toutes dignes et autonomes est un autre grand trait de cette tendance libertaire qui surgit avec force après la guerre franco-allemande. *La déclaration au peuple français* du 19 avril 1871 devient texte référence pour les divers mouvements fédéralistes et décentralisateurs, même si ces relents proudhoniens sont encore fort perceptibles. *Le Manifeste du Comite des 20 Arrondissement*s en répète les désirs autonomistes et fédéralistes.

Le décret paru au Journal Officiel du 11/04/1871 reconnaissant l'union libre apporte un autre regard. Il est avant tout la reconnaissance officielle des convivances de fait, puisqu'environ $^{1}/_{3}$ des couples ouvriers parisiens vivaient ainsi en fin des années 1860[49]. Il permet d'aider ainsi les veuves même non mariées des gardes nationaux tués.

---

[45] BANCAL Jean *PROUDHON et la Commune*, -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.37-8, mars 1971, p.56-57
[46] FAURE Sébastien *Commune (Histoire de la),*-in-*Encyclopédie anarchiste*, Paris: Œuvre Internationale des Éditions Anarchistes, La Librairie Internationale-La Fraternelle, Vol. I, p.476-478, 1934
[47] DÉCOUFLÉ André *La Commune de Paris (1871) et le problème des biens vacants*, -in-Autogestion, *Autogestion et la révolution de Mai*, Paris: Anthropos, n°5-6, 218p, p.197-208, mars-juin 1968
[48] DESROCHE Henri *Solidarités ouvrières 1*, Paris, Les Éditions ouvrières, 215p, 1981, p.108
[49] BOUCHET Thomas *Les fruits défendus. Socialismes et sensualité du XIX° siècle à nos jours,* Paris: Stock, 352p, 2014, p.1

»

Il ouvre peut-être la voie à une analyse plus sensuelle et libertaire reconnaissant à chacun et chacune le droit de vivre et d'aimer à sa guise.

La Commune peut apparaître également comme un moment de libération passionnelle, post-fouriériste, où la spontanéité et la fête libèrent des conventions et des normes en vigueur, et exprime une nouvelle forme de sociabilité. C'est un peu l'analyse de Henri LEFEBVRE (*Signification de la Commune* 1962 ; *La Proclamation de la Commune* 1965) et dans sa lignée des situationnistes (*Sur la Commune* 1967) : ils en font la «*plus grande fête du XIX° siècle*»[50]. Ils s'inspirent tous plus ou moins fortement des écrits de Jules VALLÈS dans le *Cri du peuple*. Mais ils sont aussi dans la lignée d'autres observateurs, y compris réactionnaires, comme le rappelle René LOURAU en citant un texte de 1927[51].

### 2. De nombreux libertaires et futurs anarchistes participent aux mouvements communalistes

Bien des militants proches, ou futurs membres, de l'anarchisme, ont joué un certain rôle durant les évènements : du bref passage d'Élisée et Élie RECLUS (engagés avec le 119° Bataillon), au martyre d'Eugène VARLIN (internationaliste ami de BAKOUNINE et premier grand fondateur du syndicalisme français ; 1839-1871) en passant par la participation un peu « *bravache* » de Louise MICHEL sur les barricades et surtout devant le VI° Conseil de Guerre de Versailles en décembre 1871 (« *j'appartiens toute entière à la révolution sociale* », « *si vous n'êtes pas des lâches, tuez moi !* »), nombreux sont les noms cités dans toute histoire de l'utopie anarchiste. Élie RECLUS assume un temps la responsabilité de la Bibliothèque nationale.

Louise MICHEL, aux multiples rôles, va pour longtemps rester un symbole de la Commune libertaire : institutrice dans le XVIII° arrondissement, agitatrice permanente, présidente du Comité de Vigilance des citoyennes du XVIII° arrondissement, porteuse de fusil et combattante (61° Bataillon de Montmartre), responsable des ambulancières… Le 18 mai 1871 encore, elle préside la séance du Club de la Révolution ! Lors de la Semaine sanglante, elle est constamment sur les barricades de Montmartre : elle combat surtout sur la barricade de la Chaussée Clignancourt. Recherchée après la défaire, pour sauver sa mère emprisonnée à sa place, elle se livre sans hésiter. La prison (Satory, Versailles, Arras, Auberive) et le bagne (déportation en Nouvelle Calédonie depuis décembre 1873, matricule 2182, jusqu'à l'été 1880) vont continuer à forger sa légende et renforcer sa popularité. Dès le lendemain du procès, le poème *Viro Major* chante la gloire de Louise.

Toujours du côté des femmes, l'amie de VARLIN, et internationaliste depuis 1866, Nathalie LEMEL, née DUVAL (1827-1921) est proche des antiautoritaires. C'est surtout André LÉO (1824-1900), de son vrai nom Léodile BÉRA (puis Léodile CHAMPSEIX et enfin Léodile MALON), qui est de plus en plus considérée comme une auteure anarchisante et utopiste. Margueritte Victoire TYNAIRE (née GUERRIER 1881-1898), future aide de plume de Louise MICHEL sous le pseudonyme de Jean GUÊTRÉ (Cf. *Les méprisés*, *La misère*), tient un rôle essentiel sous l'Empire et la Commune ; elle est liée à l'Internationale et à VARLIN depuis 1865, et est grâce à Édouard VAILLANT (poste ministériel de l'enseignement), inspectrice des écoles de filles du XII° arrondissement sous la Commune. Noémie RECLUS s'engage résolument auprès de ses frères et dans l'aménagement de l'éducation des filles.

Dans les milieux artistiques et littéraires, en plus de Gustave COURBET et de Jules VALLÈS (1832-1885), on peut ajouter l'ami de Louise, Henry BAUER (1851-1915), fils illégitime

[50] *14 thèses de l' Internationale Situationiste sur la Commune* -in-Autogestion et Socialisme, *La Commune de Paris*, Paris: Anthropos, n°15, 212p, p.19-26, mars 1971, p.21
[51] *14 thèses de l' Internationale Situationiste sur la Commune*, *op.cit.,* p.19

»
d'Alexandre DUMAS, qui reste fidèle à ses engagements communards, et défend ensuite le théâtre libre, aux côté de libertaire comme Lucien DESCAVES. Il va côtoyer dans les théâtres et cabarets culturels et sociaux, l'infatigable Maxime LISBONNE (1839-1905), très ouvert cependant au niveau politique. Jean-Baptiste CLÉMENT, le poète né en 1837, illustre auteur du *Le Temps des cerises*, sera un compagnon de route des libertaires, mais également de tout le mouvement socialiste, jusqu'à sa mort en 1903. Quant à Élie RECLUS, le frère d'Élisée, il assume une charge essentielle pour la préservation des ouvrages de la Bibliothèque nationale.

La figure du doux poète, mais proudhonien radical, Eugène VERMERSCH (1845-1878), exilé pour éviter sa condamnation à mort (3° Conseil de guerre novembre 1871), se rattache à la mouvance libertaire, malgré son soutien assez inconditionnel à une politique de « *terreur* » durant l'insurrection[52] et à ses violentes polémiques dans l'exil. « *Mélange étonnant de blanquisme et d'anarchisme* » il sera un des premiers à justifier la future « *reprise individuelle* » (Cf. *Le droit au vol*[53]) prônée par quelques anarchistes, nous rappelle Gaetano MANFREDONIA.

Plus intéressant encore semble l'internationaliste alsacien Charles KELLER (1843-1913) connu aussi sous le pseudonyme de Jacques TURBIN. Avec le *Droit des travailleurs : chant international* (1874), il apparaît comme le premier chansonnier de l'anarchisme organisé[54], avec Paul BROUSSE et *Le drapeau rouge* (1844-1912), malgré parfois quelques relents nationalistes alsaciens. La mise en musique serait l'œuvre du suisse et leader de la Fédération Jurassienne, James GUILLAUME (sous pseudonyme Jacques GLADY).

Jean ALLEMANE (1843-1935), le ciseleur Albert THEIZ (1839-1881), Gustave LEFRANÇAIS (1826-1901), Arthur ARNOULD (1833-1895), Benoît MALON (1841-1893), un peu le comptable François JOURDE (1843-1893) s'imprègnent pour un bon moment de l'antiétatisme libertaire et vont le soutenir dans l'exil, au moins pendant la décennie des années 1870. MALON, lié à André LÉO, appartient même un temps à la Fédération Jurassienne, comme la majorité des exilés communards en Suisse. Le futur parti socialiste de Jean ALLEMANE va être un des plus antiautoritaires et un des plus anti-électoralistes de la nébuleuse du socialisme français.

Du côté des volontaires internationaux, Amilcare CIPRIANI (1814-1918), « *colonel héroïque de la Commune* », est souvent revendiqué par l'anarchisme italien qui va l'utiliser souvent comme candidat-protestation aux diverses élections ultérieures. Le poète italien Francesco "Cecco" BERTELLI (1835-1919) dédie à son expérience communarde en 1873 une poésie qui devient un chant fameux Dimmi bel giovane - Dis-moi, beau jeune homme[55].

En province, l'influence libertaire fut également présente.

La malheureuse tentative de BAKOUNINE sur Lyon n'est pas une exception.

Très actif dans la Commune de Narbonne, Émile DIGEON (1822-1894), qui avait été déporté à Birkadem après le coup d'État du 2 décembre et s'était enfuit à Palma de Majorque, revient aux Baléares de 1872 à 1876[56]. Il semble continuer le combat puisqu'il publie à Bruxelles un écrit important, car centré sur l'anarchisme : *La Commune de Paris devant les anarchistes*[57].

---

[52] MANFREDONIA Gaetano *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, L'Harmattan, 445p, 1997, p.124-126
[53] VERMERSCH Eugène *Le droit au vol*, London, Opuscules révolutionnaires, n°3, 16p, vers 1872-74 ?
[54] MANFREDONIA Gaetano *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, L'Harmattan, 445p, 1997, p.128
[55] MARCOLUNGO Daniel *Canti all'arrabbiata,* Belgique: 20pA4, 2013, p.02
[56] TIRAND Paul *Émile DIGEON 1822-1894*, Paris, L'Harmattan, 240p, 2006
[57] DIGEON Émile *La Commune de Paris devant les anarchistes*, Bruxelles, 1885

»

À Marseille le mouvement semble plus étendu[58]. L'Internationale aurait compté 4 500 membres dans les Bouches-du-Rhône. Dès l'été 1870 un Comité Central d'Action Révolutionnaire est actif dans le secteur ; la répression est forte et l'état de siège vite proclamé. Une deuxième tentative a lieu en début novembre 1870 : l'Hôtel de ville est occupé et une Commune révolutionnaire aussitôt proclamée. Du 23 mars au 04 avril 1871 une nouvelle fois s'érige la Commune révolutionnaire. L'armée arrive rapidement à démenteler les barricades partout dressées. Parmi les révolutionnaires plus ou moins libertaires actifs à Marseille on peut citer : le professeur Charles ALÉRINI (1892-1900) condamné à mort par contumace car exilé en Espagne où il devient bakouniniste, l'avocat Gaston CRÉMIEUX (1836-1871) fusillé, et l'employé et typographe anarchiste André BASTELICA (1845-1884) qui meurt en exil.

### 3. Fortes influences communardes dans les utopies libertaires

On peut reprendre le livre de MALATO pour montrer l'impact du mouvement communard sur l'anarchisme : *De la Commune à l'anarchie*[59]. C'est ce que confirme aujourd'hui l'analyse de Caroline GRANIER pour qui « *la Commune, malgré sa brièveté, joue un rôle capital dans la formation de la doctrine et de l'imaginaire anarchistes, en marquant l'acte de naissance officiel de l'anarchisme* »[60]. Aucun intellectuel ou militant, sensible à l'idée sociale et/ou à l'idée libertaire ne peut faire abstraction de ce mouvement communard qui frappe par son intensité et par son écho.

En effet, dès 1871 le mot « *commune* » désigne à la fois une référence indispensable à défendre, à honorer et à citer (*La Commune de Paris*), et une méthode de démocratie directe à appliquer ainsi qu'un choix de société reposant sur des entités autonomes et fédérées. L'utopie « *communarde* » ou « *communaliste* » (MOSS parle de « *République communaliste décentralisée* »[61]) ou « *municipaliste* » va désormais inspirer et enrichir toutes les utopies « *soviétistes* » ou conseillistes, communistes libertaires et autogestionnaires…

Il est étonnant de voir combien d'utopies écrites (Cf. les exemples cités dans les parties sur les utopies) prennent comme point de départ un mouvement très proche de celui de la Commune, voire la Commune elle-même, ou revendiquent ouvertement d'en proposer une revanche victorieuse. Il y a là une histoire de l'influence communarde à creuser et sans doute tout simplement à écrire.

Même sans l'aspect utopiste, ou très partiellement, la plupart des écrivains libertaires, mêlés de près ou de loin à l'évènement, vont faire de leurs « *récits-témoignages* » « *l'expression d'une utopie* »[62], partiellement réalisée, et souhaitée pour un proche avenir, parfois revanchard. C'est Élisée RECLUS qui, comme souvent, en présente la synthèse la plus assurée, puisque dans sa réponse à *L'enquête sur la Commune* de la *Revue Blanche* de 1897, il affirme « *que partout le mot ''Commune'' a été compris dans le sens le plus large, comme se rapportant à une humanité nouvelle, formée des compagnons libres, égaux, ignorant l'existence des frontières anciennes et s'entraidant en paix d'un bout du monde à l'autre* »[63]. Pour illustrer son propos, on peut mettre en avant le texte à la fois commémoratif et utopique de William MORRIS, *The pilgrims of hope – Les pélerins de l'espérance*, qu'il publie en 1885 dans la revue *Commonweal*, journal d'une *Socialist League* de plus en plus dominée par un courant

[58] BIANCO E. *La Commune de Marseille* (1965), -in-*Increvables anarchistes. Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Des origines à 1914,* Paris: Monde Libertaire, Notre Histoire, Vol.1, p.14-21, 1998

[59] MALATO Charles *De la Commune à l'anarchie*, Paris, 296p, 1894

[60] GRANIER Caroline *« Nous sommes tous des briseurs de formule » : les écrivains anarchistes en France à la fin du XIXe siècle*, Vincennes-St-Denis, Thèse en Lettres Modernes à Paris VIII, 1400p, décembre 2003, p.103

[61] MOSS Bernard H. *Aux origines du mouvement ouvrier français. Le socialisme des ouvriers de métier (1830-1914)*, Besançon, ALUB, 236p, 1985

[62] GRANIER Caroline *« Nous sommes tous des briseurs de formule » : les écrivains anarchistes en France à la fin du XIXe siècle*, Vincennes-St-Denis, Thèse en Lettres Modernes à Paris VIII, 1400p, décembre 2003, p.720

[63] GRANIER Caroline *« Nous sommes tous des briseurs de formule »*, p.714

»
anarchiste à la fin des années 1880. Le frère d'Élisée, Élie, a lui aussi contribué à écrire l'histoire de *La commune au jour le jour*[64].

Dans sa thèse très fouillée de 2003, Caroline GRANIER s'est largement penchée sur ces acteurs-analystes du mouvement parisien, qui utilisent le roman et le théâtre, mais surtout la chanson, comme supports essentiels. L'ouvrage majeur pour les chansons est celui de Gaeta MANFREDONIA.

Le « *réfractaire* » Arthur RIMBAUD (1854-1891), malgré les dires de VERLAINE son ami-amant, n'a sans doute pas été présent à Paris durant la Commune. Il s'y trouve peu avant, et y revient peu après. Et il a peu écrit sur elle : *Le chant de guerre parisien* (1871), *L'orgie parisienne*, *Les mains de Marie-Jeanne*[65]. Cependant il semble incarner bien des rêves communards, le droit de rêver, de mener sa vie, de tenter de réaliser une harmonieuse vie sociale…

Dès 1871, c'est l'auteure André LÉO qui écrit le tumultueux *La guerre sociale* sur l'expérience communarde. Avec *La Commune de Malenpis* de 1874, elle propose une réflexion pertinente sur une expérience révolutionnaire dont le nom rappelle largement la révolution de 1871.

La même année, Gustave LEFRANÇAIS publie à Neuchâtel *Étude sur le mouvement communaliste à Paris en 1871*[66]. Ce terme (« *communaliste* ») est définitivement lancé, et sera largement repris plus tard par une grande partie du mouvement anarchiste. LEFRANÇAIS va constamment ramener le souvenir de son expérience parisienne dans ses ouvrages ultérieurs, comme le plus achevé, ses mémoires intitulées *Souvenirs d'un révolutionnaire* en 1902[67] ou son pamphlet *La Commune et la révolution* de 1896[68]. Ses *Souvenirs*, publiés dans la maison libertaire *Les Temps nouveaux*, sont en outre préfacés par Lucien DESCAVES, un des écrivains les plus proches de l'anarchisme.

Toujours en 1871, Prosper LISSAGARAY analyse l'impact des *8 journées de mai derrière les barricades*[69], avant de formuler plus expressément ses remarques dans l'ouvrage le plus estimé des premiers écrivains de la Commune : *Histoire de la Commune de Paris*, qui sort en 1876. Une réédition recherchée, préfacée par le syndicaliste révolutionnaire Amédée DUNOIS, sort en 1929 à la Librairie du Travail.

Encore en 1871, dans la librairie familiale du fondateur de l'anarchisme en Suisse (GUILLAUME fils), Benoît MALON, alors de plus en plus anarchiste, se penche sur *La troisième défaite du prolétariat français*[70].

Pour avoir soutenu la Commune, le poète Clovis HUGUES (1851-1907) est lourdement condamné. En prison, il écrit un grand nombre de poésies (*Poèmes de prison* - 1875). Son *Satan*, sans doute d'affinité bakouniniste, est souvent publié dans la presse libertaire.

En 1872, dans une pièce en « *5 actes et 11 tableaux* » qui n'est pas jouée, Jules VALLÈS relance « *son cri* » via rôles interposés. C'est *La Commune de Paris, pièce inédite*,

[64] RECLUS Élie *La Commune de Paris au jour le jour, 1871, 19 mars-28mai (Journal de la Commune)*, Paris, Reinwald-Schleicher, 396p, in12, 190
[65] GASCAR Pierre *RIMBAUD et la Commune*, Paris : Gallimard, Idée nrf, 184p, 1971, p.45
[66] LEFRANÇAIS Gustave *Étude sur le mouvement communaliste à Paris,en 1871*, Neuchâtel, 72p, 1871
[67] LEFRANÇAIS Gustave *Souvenirs d'un révolutionnaire*, Bruxelles, Temps Nouveaux, 604p, 1902
[68] LEFRANÇAIS Gustave *La Commune et la révolution*, Paris, Temps Nouveaux, 36p, 1896
[69] LISSAGARAY Prosper *Les huit journées de mai derrière les barricades*, Bruxelles, Bureau du Petit Journal, 394p, 1871
[70] MALON Benoît *La troisième défaite du prolétariat français*, Neuchâtel, Guillaume et fils, 394p, 1871

»
publiée par les EFR en 1970. Mais c'est en 1886 le troisième tome de sa trilogie, *L'insurgé*, qui est l'œuvre qui a le moins vieilli, et dont le souffle épique reste gravé dans l'esprit de tout lecteur, comme il le fut pour moi lors de sa lecture au moment du centenaire de 1971.

Depuis Londres où il s'est réfugié, Eugène VERMERSCH publie *Les incendiaires* en 1872, mais le poème est écrit en 1871.

En 1874 *Le droit du travailleur : chant international* de Charles KELLER, « *première chanson anarchiste de langue française* » pour Gaetano MANFREDONIA (?), demande aux prolétaires d'appliquer la socialisation collective :

« *Lève-toi, peuple puissant :*
*Ouvrier, prends la machine !*
*Prends la terre, paysan !* »

Cette chanson connaît un énorme succès, même hors du camp libertaire, et est publiée parfois sous d'autres appellations : *La Jurassienne* (ce qui atteste ses liens avec l'anarchisme suisse et la Fédération du même nom, via la mise en musique de James GUILLAUME sans doute) ou *Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !* (la reprise emblématique du couplet). L'utopie anarchiste devient résolument expropriatrice et sans doute collectiviste avec cette chanson, mais avec l'ambiguïté : exploitation collective ou individuelle des terres et machines récupérées ?

Léon CLADEL, « *nettement anarchisant* »[71] dans son internationalisme déclaré, propose des œuvres mêlant fiction et révolution vécue ou fantasmée. En 1874 il écrit *Les va-nu-pieds*, en 1875 *Trois fois maudite* et en 1881 *Où dorment ceux qui furent*. Mais c'est surtout *INRI* publié en 1931 chez Valois, mais écrit entre 1872-1887 qui serait malgré son allégorie religieuse un peu trop poussée, la plus délirante et mystique des évocations.

L'auteur de L'Internationale, Eugène POTTIER fait l'éloge de *La Commune de Paris* en 1876. Il revendique pour longtemps son engagement et se range avec conviction au côté des vaincus, notamment avec *L'insurgé* en 1884 et *Le mur voilé* en 1886.

En 1877 *Le drapeau rouge* (jugé 2° chanson réellement anarchiste de langue française par MANFREDONIA) de Paul BROUSSE, évoque le sang des prolétaires et évidemment celui des tombés de la Commune « *Notre superbe drapeau rouge, rouge du sang de l'ouvrier* ». Cette chanson est surtout celle de la Fédération Jurassienne puisque ce drapeau « *s'avance glorieux en triomphe dans Saint-Imier* ». À Berne, les chants et le drapeau brandi lors d'une Commémoration de la Commune, entre coups et menaces, causent l'arrestation de son auteur. Chanson d'un anarchiste, elle est plus tard une des préférées de LÉNINE.

En 1878, Arthur ARNOULD, qui a déjà publié un livre l'année précédente aux accents parfois libertaires (*L'État et la révolution*[72]), sort 3 volumes sur la Commune : *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*[73].

En 1881, deux écrivains parfois anarchisants, Olivier SOUËTRE (ou SOUVESTRE 1841-1897) et le poète Achille LEROY (1841-1929) évoquent un épisode de la semaine sanglante, avec leur écrit *Fusillé deux fois*[74]. La fin du titre s'intitule *La Commune ressuscitée*, qui présente

[71] GRANIER Caroline *« Nous sommes tous des briseurs de formule »*, p.742
[72] ARNOULD Arthur *L'État et la Révolution*, Genève, Rabotnik, 1877
[73] ARNOULD Arthur *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*, Bruxelles, Librairie socialiste H. Kistermaeckers, 3 vol., 1878
[74] SOUËTRE Olivier/LEROY Achille *Fusillé deux fois : épisode de la Semaine sanglante et La Commune ressuscitée*, Paris, Le Prolétaire, 1881

»
un double sens, celui du rappel nécessaire d'un évènement occulté par la censure, et celui d'une éventuelle revanche. Pour MANFREDONIA ces deux auteurs évoquent pour la première fois le communisme libertaire[75].

En 1885 dans son recueil *La revanche du prolétariat*[76], LEROY publie *Louise MICHEL et le drapeau noir*.

Le poète Jean-Baptiste CLÉMENT, plus célèbre pour *Le temps des cerises*, écrit *1871. La revanche des communeux* en 1886-1887. Ce dernier mot est encore parfois utilisé, mais celui de « *communards* » lui est massivement préféré.

La même année 1887 sortent *Le tombeau des fusillés* du poète anarchiste Jules JOUY et à nouveau ( ?) *La Commune ressuscitée* d'Olivier SOUËTRE. Tous ces poètes assimilent la révolution communaliste avec l'anarchie, celle qui « *paraît au grand jour, faisant partout sur son passage œuvre de justice et d'amour* »[77] (*La muse rouge*, du Père LAPURGE - sans doute le pseudonyme de Constant MARIE - en l'honneur de Louise MICHEL). Cette même « *Louise MICHEL* (qui) *est très bien* », comme l'écrivait déjà RIMBAUD dans sa *Ballade* de 1871).

En 1888, en Belgique, Émile VERHAEREN, sympathisant socialiste et parfois libertaire, écrit une fable antiautoritaire qui s'inspire de la Commune et qui fait de la foule le vrai héros. Pour Caroline GRANIER, il s'agit d'une des rares productions non réalistes, totalement allégorique, qui traite de l'évènement.

En 1891, l'antiparlementariste Paul-Pierre MARTINET évoque dans une petite brochure ses *Souvenirs*[78]. Favorable à la Commune, il en dénonce durement l'autoritarisme : « les parisiens s'étaient nommés des dirigeants, et la plupart d'entre eux se croyaient tout puissants ». Ces derniers en prônant le « *légalisme* », en protégeant « *banque et propriété* », « *ces immondes cancers rongeant l'humanité* », entraînent la mort de la commune[79].

En 1892 Marc-Amédée GROMIER, fils d'un libraire républicain de Bourg en Bresse, sous le pseudonyme de Pierre DE LANO, est l'auteur de *La Commune : Journal d'un vaincu*[80].

1893 est l'année de parution à Paris d'*Un exilé* de Georges RENARD.

En fin du siècle, deux de ces communards qui sont devenus anarchistes à la suite de La Commune se lancent à leur tour dans l'évocation, pour en tirer motifs à leurs engagements, et soif de société future : c'est en 1894 Charles MALATO cité ci-dessus et surtout plus célèbre, *La Commune* de Louise MICHEL que Stock édite en 1898.

Quant au poète Olivier SOUËTRE déjà cité, il offre en 1896, avec *La cité de l'égalité*, une utopie communaliste victorieuse. Une Commune y triomphe vers 1930, et réalise une sorte de communisme antiautoritaire.

Le jeune bourgeois Félix FÉNÉON passe à l'anarchisme sans doute par l'analyse qu'il fait de l'insurrection parisienne. En 1897, pour le 12° numéro de *La Revue blanche*, il écrit *Enquête sur la Commune*.

---

[75] MANFREDONIA Gaetano *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, L'Harmattan, 445p, 1997, p.149
[76] LEROY Achille *La revanche du prolétariat*, Paris, LSI, VI+48p, 1885
[77] MICHEL Louise *À travers la vie et la mort*, Paris, La Découverte, 2001, p.228
[78] MARTINET Paul (de Troyes) *Souvenirs, suivi d'À propos de l'érection d'un monument aux enfants de l'Aube morts en 1870-1871, et d'Envoi*, Paris, imp. Reclus, 1891
[79] MANFREDONIA Gaetano *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, L'Harmattan, 445p, 1997, p.136
[80] GROMIER Marc-Amédée (DE LANO Pierre) *La Commune : Journal d'un vaincu*, Paris: V. Havard, 292p, 1892

»

L'anarchisant Lucien DESCAVES commence le XXè siècle avec 3 ouvrages qui tournent tous autour de la révolution parisienne et de la mémoire des proscrits : *La colonne* en 1901, *Philémon, vieux de la vieille* en 1913 (mais paru en feuilleton dans la *Grande Revue* en 1912-1913), et *Soupes* (1898) qui en offre une vision caustique. DESCAVES n'a pas participé à la Commune mais il a entrepris une longue recherche depuis 1896 et fait œuvre de quasi-historien[81].

En 1909, l'infatigable militante Victorine BROCHER publie ses mémoires[82] de lutte et d'exil avec l'appui de Lucien DESCAVES.

En 1911, l'anarchiste franco-argentin Pierre QUIROULE, de son vrai nom Joaquín Alejo FALCONNET (1867-1938), écrit sa première grande utopie *Sobre la ruta de la anarquía - Sur la voie de l'anarchie*[83] qui nous dresse le tableau revanchard d'un Paris victorieux, suite à une profonde révolution sociale causée elle-même en grande partie par une guerre européenne[84]. Le communisme libertaire peut donc s'établir à Paris. Nous avons affaire ici à une utopie essentiellement urbaine.

L'année suivante, l'énorme pavé de Jean ALLEMANE *Mémoires d'un Communard. Des barricades au bagne*[85] offre une vision assez libertaire de la Commune parisienne. Les allemanistes furent les plus anti-centralistes de tous les courants qui se fondent dans le PSU en 1905.

La liste des ouvrages ne faisant qu'évoquer la commune, où qui en font la toile de fond d'écrits plus généraux, est très longue, Octave MIRBEAU ou Georges DARIEN en étant parmi les écrivains anarchisants, sans doute les plus représentatifs.

Les anarchistes (comme de nombreux écrivains) ne sont pas dupes des insuffisances « *socialistes* » de la Commune, qui n'est pas allée assez loin, qui a rétabli une sorte de gouvernement, qui a épargné la Banque de France… ; ils distinguent donc un mouvement porteur d'espoir et à honorer, d'une réelle concrétisation de l'idéal. Le texte publié par Luigi FABBRI dans le numéro unique de *La Plebe* de Macerata, le jour anniversaire du 18 mars, en 1901, est à ce titre exemplaire[86]. Toujours scrupuleusement honnête, FABBRI en rajoute même dans les critiques. L'utopie est revendiquée, mais cela ne doit pas engendrer des chimères et de fausses références.

Même après la révolution russe et la popularisation du terme « *soviet* », le terme de Commune reste largement employé, et pas seulement par les marxistes antiautoritaires ou par les anarchistes. En 1937, en pleine révolution espagnole, Federica MONTSENY, alors en pleine célébrité, traite encore de cette expérience dans deux écrits emblématiques : d'abord dans une conférence reproduite dans *La Commune de Paris y la revolución española. Conferencia pronunciada en el cine Coliseum de Valencia el día 14 de marzo 1937*, et dans une brochure au titre plus intéressant : *La Comuna, primera revolución consciente. Las*

[81] VUILLEUMIER Marc *Les exilés communards en Suisse* (1977), -in-*Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960,* Lausanne: Éditions d'en bas et Collège du travail, p.237-262, 2012, p.239
[82] BROCHER Victorine *Souvenirs d'une morte vivante, par Victorine B…*, Lausanne, 1909
[83] QUIROULE Pierre *Sobre la ruta de la anarquía, novela libertaria*, Buenos Aires: Bautista FUEYO, 1911
[84] Cf. ANTONY Michel *V. Quelques œuvres utopiques libertaires ou résolument anarchistes, E. La richesse utopique anarchiste (fin XIX°-début XX°)*, Magny Vernois: fichier sur le même site, 1° édition 1995, 177p, février 2011
[85] ALLEMANE Jean *Mémoires d'un Communard. Des barricades au bagne*, Paris, Librairie socialiste, 597p, 1910
[86] FABBRI Luigi *Il Comune di Parigi*, –in-La Plebe, Macerata, 18/03/1901 (reproduit dans RSDA, Pisa, BFS, n°2(20), p.55-57)

»
*incorporaciones de las masas a la historia - La Commune, première révolution consciente : l'entrée des masses dans l'histoire*. La Commune reste la référence et permet de confirmer l'idéologie de l'anarchisme ibérique, favorable au communisme libertaire.

Dès juin 1920, on assiste à la « *Commune d'Ancône* » en Italie, insurrection surtout anarchiste, réduite par les blindés et les bombardements ; la répression est comme à Paris, totalement disproportionnée et se compte en centaines de morts et de blessés.

En 1921, la « *Commune de Cronstadt* » devient l'appellation la plus fréquente de ce mouvement de résistance à la glaciation soviétique ; en 1956, la « *commune hongroise* » ou « *Commune de Budapest* » renoue avec cette tradition, et le terme de Commune est volontairement utilisé pour reprendre le fil des vraies révolutions, contre tout pouvoir autoritaire, fut-il autoproclamé « *communiste* ».

Le 18 mars reste donc la grande référence (souvent mythique) des mouvements révolutionnaires, libertaires car spontanés et éminemment populaires. Par exemple, en 1874, les mouvements révolutionnaires lancés sans succès par les internationalistes anarchistes italiens rêvent d'établir une Commune à Bologne, en présence de BAKOUNINE venu clandestinement dans la ville. Plus tard en 1939, le critique d'art et écrivain libertaire Félix FÉNÉON continue à mettre dans ses courriers datés du 18 mars le mot « *La Commune* » entre parenthèses[87].

Évoquant la révolution espagnole de 1936, Albert CAMUS très proche des libertaires, rappelle que c'est « *la deuxième révolution du siècle, celle qui prend sa source dans la Commune de Paris, qui chemine toujours sous les apparences de la défaite, mais qui n'a pas encore fini de secouer le monde et qui pour finir portera l'homme plus loin que ne l'a pu faire la révolution de 17* »[88].

Dans le 1968 italien, un mouvement anarchiste milanais s'appelle encore *La Commune*. Pietro VALPREDA en fait partie. La référence est autant celle du mouvement parisien de 1871 que la volonté de créer des communes, notamment avec la vague des squats qui prend alors son essor.

## C. TENTATIVES INSURRECTIONNELLES « UTOPISTES » EN ITALIE

### 1. La tentative communaliste de Bologne - 1874

Depuis 1873 la position insurrectionaliste l'emporte dans la Fédération Italienne de l'AIT fondée l'année précédente à Rimini. Elle s'organise autour d'un CIRS - *Comité Italien pour la Révolution Sociale* animé par de jeunes militants très proches de BAKOUNINE (MALATESTA et CAFIERO, mais également le futur fondateur du Parti socialiste italien Andrea COSTA). Tous ont été marqués par l'expérience de la Commune de Paris et ne rêvent que de la venger et de propager son message en faisant triompher ailleurs la révolution. Il faut donc renouveler l'expérience communaliste, et cette fois en Italie puisque la France est exsangue suite à la terrible répression de 1871.

Il est intéressant de noter que dans la Fédération espagnole, tout aussi bakouniniste, des positions analogues se font jour et certains internationaux se rangent aux côtés des militants cantonalistes particulièrement en Murcie, Pays Valencien et Andalousie. Cependant dans ce pays le terme « *communaliste* » a plusieurs résonnances : attachement à la Commune de Paris chez les révolutionnaires, vision autonome et républicaine de la gestion municipale chez les réformistes parfois appelés « *cantonards* » comme on a donné le nom de « *communards* » aux parisiens.

[87] FÉNÉON Félix *Correspondance 1906-1942. Félix FÉNÉON & Jacques RODRIGUES-HENRIQUES*, Paris, Séguier, 151p, 1996

[88] CAMUS Albert *Calendrier de la liberté*, -in-Témoins, Zurich, n°5, p01-10, printemps 1954, -in-MARIN Lou *Albert CAMUS et les libertaires (1948-1960)*, Marseille : Égrégores Éditions, 362p, 2008, p.167-168

»

Un projet italien est monté clandestinement et devrait éclater à Bologne en août 1874 avec d'autres points d'appuis dans la péninsule en Toscane et en Pouille. Armes, munitions, fonds… sont rassemblés à grand peine. Des « *bandes* » sont peu à peu structurées.

Mais cette conspiration est vite éventée et les principaux organisateurs rapidement arrêtés. L'échec est total et le vieux BAKOUNINE qui y a cru et qui a fait le déplacement clandestinement doit repartir lui aussi piteusement.

L'utopie insurrectionaliste que semblent adopter les italiens s'inspire autant de leur propre histoire conspiratrice et des mouvements du Risorgimento que du bakouninisme : le volontarisme révolutionnaire devient un des grands traits du mouvement anarchiste italien. Elle repose sur la croyance que des minorités agissantes et déterminées, en mettant le feu à un endroit précis, peuvent entraîner par rebond l'extension de l'incendie dans d'autres secteurs et permettre le renversement du vieux monde. Les internationalistes italiens anticipent ainsi, partiellement et de manière collective, ce qui va devenir la propagande par le fait.

## 2. La tentative insurrectionnelle du Matese (Benevent) - 1877

Un des plus célèbres actes insurrectionnels annonçant les grands moments de la « *propagande par le fait* » se déroule en Italie du Sud, au printemps 1877, dans une montagne peu peuplée (massif du Matese) et dans un froid glacial.

« *La propagande par le fait* », qu'anticipent les compagnons italiens, va peu après être définie et précisée au Congrès de Berne en octobre 1877 : cette idée qui doit beaucoup au nihiliste anarchisant d'origine russe STEPNIAK[89], comme sa formule l'indique, veut réaliser des actes exemplaires, reproductibles facilement, et compléter les écrits et les discours pour développer la propagande anarchiste et lui donner un début de réalisation. Il faut donc frapper des cibles spectaculaires, les grands de ce monde, le pouvoir de l'État ou celui des propriétaires ; il faut également tenter dès maintenant de créer des embryons de la société future… On comprend que la dérive terroriste va s'en inspirer fortement peu après. C'est le Congrès de Londres de 1881 qui en fait un des axes essentiels du mouvement antiautoritaire.

Ce qui est important, c'est de comparer la « *propagande par le fait* » avec les écrits et les actes utopiques libertaires dont elle est très proche, puisqu'il s'agit par volontarisme politique, de réaliser un monde libéré et de tenter de l'édifier sur d'autres bases. Elle est proche également des mouvements millénaristes populaires et antihiérarchiques que j'ai présenté par ailleurs.

Depuis le début des années 1870, le mouvement internationaliste italien est largement dominé par les anarchistes, qui se nomment alors socialistes et collectivistes. Le mouvement dans la montagne du Matese s'appuie sur ce qui reste de la *Fédération des Sections Italiennes* de l'AIT très forte, fondée à la Conférence de Rimini pendant l'été 1872. En 1874 elle revendiquait plus de 30 000 membres dont ¼ en Toscane et $^1/_3$ entre Rome et Naples. Des militants aguerris et tous prestigieux lui donnent une tonalité anarchiste fortement marquée : CAFIERO, COSTA, GRASSI, MALATESTA, NATTA, PEZZI… Dès la fin de 1872, la rupture est consommée avec les partisans de MARX du Conseil Général de Londres.

Depuis 1874 jusqu'en 1878, cette Fédération Italienne de l'AIT-anti-autoritaire se lance dans des tentatives insurrectionnelles pour forcer le passage vers une société libertaire. Ainsi en été 1874 sont projetés les insurrections de Bologne, Florence, puis de Pouille (expédition de Castel del Monte avec Errico MALATESTA) et de Sicile, liées à un mouvement néo-garibaldien sur Rimini. C'est un total échec, et le vieux BAKOUNINE, présent à Bologne, finit mal sa vie de révolutionnaire.

Après ces essais de Rome et surtout de Bologne, c'est donc au tour du Matese. Depuis le II$^{ème}$ congrès de la Fédération Italienne de Florence en 1876, il est bon de rappeler que le « *fait insurrectionnel* » est devenu un des axes majeurs du mouvement italien pour faire

[89] MASINI Pier Carlo *Storia degli anarchici italiani, da BAKUNIN a MALATESTA, 1862-1892*, Milano, Rizzoli, 1969, p.108

»
triompher l'anarchisme et créer une nouvelle société, même si persiste une minorité modérée proposant d'autres méthodes. La vision insurrectionnelle va persister dans le mouvement italien, et un MALATESTA y reste fidèle quasiment durant toute sa longue vie militante (1853-1932).

L'affaire du Matese est montée avec une préparation à la fois limitée et solide ; une partie des fonds est fournie par Carlo CAFIERO (qui va y dissoudre le reste de sa fortune déjà pourtant bien entamée par les inconséquences de son ami BAKOUNINE) et par le comte anarchisant Francesco GINNASI. L'organisation politico-militaire repose largement sur Errico MALATESTA. Une petite « *banda* » d'une quarantaine de militants doit suffire en jouant sur l'effet de surprise. Le succès escompté doit libérer d'autres velléités insurrectionnelles, surtout dans la partie méridionale. Un petit état-major se concentre à San Lupo au pied du Matese en début avril.

Le mouvement se veut à la fois concret et symbolique (et c'est surtout pour ce deuxième aspect qu'il se rattache fortement à la tradition utopique). Deux villages vont être occupés en début avril 1877 par la « *Banda del Matese* », Letino et Gallo. L'anarchisme y est déclaré, la propriété privée y est dissoute et les symboles du pouvoir et de la propriété (portrait du roi, argent, actes de propriété, listes des imposables, textes administratifs divers…) sont détruits ou brûlés en un gigantesque feu de joie. Une partie de l'argent, des armes sont remises aux habitants ; la promesse de redistribuer les terres et de les cultiver collectivement est réaffirmée à plusieurs reprises. Les taxes sur les moulins (les fameuses et impopulaires « *tasse sul macinato* ») sont triomphalement supprimées au milieu de la liesse populaire, tant cet impôt était détesté et avait déjà donné lieu à de multiples révoltes en Italie. La petite garde nationale est dissoute, les paysans sont sommairement armés et un drapeau rouge et noir est planté. « *Cette révolution sociale est votre rédemption* »[90] affirme CAFIERO devant les habitants de Letino. L'ambiance est presque messianique puisqu'un prêtre présent voit dans les internationalistes de « *vrais apôtres envoyés par le Seigneur pour prédire ses lois divines* » ! Un autre prêtre dans le village voisin exprime le même enthousiasme pour des anarchistes qui réalisent le royaume de Justice sur terre : étonnante croyance néo-millénariste du petit clergé pauvre de l'enclavé Mezzogiorno !

En relisant les textes sur cette action, et les jugements des contemporains, on ne peut que penser à ce qui va se produire, mais à toute autre échelle, dans les années 1930 dans l'Espagne républicaine. Les mêmes actions, les mêmes tentatives, le même volontarisme et un identique espoir utopique de faire un exemple reproductible, et la même attente de « *l'effet boule de neige* ». Les parallèles sont innombrables, et les épisodes se renvoient les uns aux autres, alors que la plupart des participants méconnaissent tout de ce qui s'est produit ailleurs. Beau débat historique à faire sur la notion de spontanéité révolutionnaire, et sur les méandres et les intermédiaires que prennent les idéologies et les idées pour se propager.

L'essai de communisme libertaire (on dit alors plutôt « *anarcho-communisme* », programme adopté par la plupart des internationalistes italiens depuis 1876) ne va pas durer longtemps (moins d'une semaine). Des troupes très largement supérieures en nombre (plus de 12 000 hommes seraient rassemblés, la Grande peur existe aussi dans l'Italie des années 1870 !?), la faim et un froid terrible, vont réduire rapidement un groupe sans grands moyens et avec un très faible appui populaire, ce dernier point marquant l'échec politique et militaire de l'aventure.

La plupart des insurgés vont être emprisonnés comme Carlo CAFIERO à Santa Maria Capua Vetere (c'est le pays d'origine de son ami MALATESTA). Il va en profiter pour rédiger un résumé célèbre du *Capital* de Karl MARX, le fameux *Compendio del Capitale* qui sera réédité à de multiples reprises.

[90] EMILANI Vittorio *Gli anarchici*, Milano, Bombiani, 1973, p.27

»

Mais l'affaire a fait grand bruit. Les amis la popularisent partout, notamment Andrea COSTA depuis la Suisse où il est réfugié. Le désintéressement des anarchistes et le courage dont ils font preuve leur amènent de nombreux appuis en Italie même, surtout celui du rapidement célèbre avocat Francesco Saverio MERLINO qui va assurer leur défense. À l'été 1878, le procès de Bénévent, de défaite militaro-insurrectionnelle, se transforme en victoire politique après les exposés de MALATESTA et de CAFIERO et la plaidoirie de MERLINO. Il faut honnêtement reconnaître que les amnisties proposées par l'avènement du nouveau roi créent également une atmosphère favorable. Non seulement les insurgés peuvent largement populariser leur idéal, leur utopie anarchiste, mais ils sont vite libérés, à la majorité des membres du jury, et sous les acclamations de la foule. La plupart des amnistiés par précaution choisissent cependant l'exil. Ils n'ont pas tort.

En effet leur incroyable succès est cependant très court, car la tentative d'assassinat contre le nouveau roi HUMBERT I, par Giovanni PASSANANTE, « *au nom de la République universelle* » (là aussi l'appel utopico-romantique est présent) va retourner la population et renforcer la répression policière.

### D. LES TENTATIVES BULGARES

Au début du XX° siècle, le mouvement anarchiste bulgare est un des plus influents dans l'est européen. Proche souvent du nationalisme radical, mais toujours internationaliste, il participe à bien des soulèvements et en quelques régions se dressent temporairement quelques zones libres d'esprit libertaire.

À partir de la Suisse où bon nombre de libertaires sont réfugiés, et notamment du *Cénacle de Genève* (avec les organes nés en 1898 *Voix du Comité révolutionnaire bulgare* & *Vengeance*) maints anarchistes vont combattre en Macédoine et en Thrace. La grande insurrection en Thrace en 1903 instaure «*pendant un mois un régime de communisme libertaire*»[91]. Michel GUERDJIKOFF (1877-1947), proche des idées de MALATESTA sur la question nationale (appui solidaire et critique), s'y rend particulièrement célèbre. On peut citer également Varban KILIFARSKI (1879-1923) un des leaders de *l'Union Professionnelle des paysans*, et Nicolas STOÏNOV (1862-1963) leader du syndicalisme révolutionnaire en milieu enseignant.

En bons internationalistes, des anarchistes comme MALATESTA apportent leur soutien.

L'anarchisme bulgare est un des plus solidement enraciné à l'Est de l'Europe. Le journal et la maison d'édition Anarchie, fondés en 1908, oeuvrent pour la diffusion des idées et pour le regroupement fédéral, bloqué par les guerres balkaniques. Il faut attendre le congrès de Sofia des 15-17 juin 1919 pour que se fonde la FACB-Fédération Anarchiste Communiste Bulgare. Pendant la guerre de 1914-1918, des anarchistes poursuivent leur combat antimiltariste et révolutionnaire, notamment Ceorges CHÉÏTANOV (Gueorgui CHEÏTANOV 1896-1925), qui vit clandestinement pendant de nombreuses années avant d'être assassiné en 1925. Jusqu'en 1923 la FACB tient 5 congrès nationaux et s'appuie sur des dizaines de journaux dans tout le pays. Des syndicats libertaires se développent, surtout dans les manufactures de tabac. Afanol VASSEV (pseudonyme de Jordan SOTIROV 1898-1958) fut l'un des principaux organisateurs dans le champ syndcialiste ; il sera assassiné par la police secrète en mars 1958. Mais le coup d'État fascisant de 1923 marque un net coup d'arrêt.

Des résistants anarchistes vont continuer le combat contre les forces totalitaires pendant la Seconde Guerre mondiale, et immédiatement après contre la main mise « *communiste* » sur

[91] BALKANSKI Georges *Le mouvement anarchiste bulgare*, -in-*Histoire de l'anarchisme, des anarchistes, et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Vol.5 Les années 30. Les mouvements libertaires français, bulgare et juif*, Paris-Bruxelles: Monde Libertaire-Alternative Libertaire, Increvables anarchistes, n°5, p.34-39, 1999

»
le pays. En octobre 1944, la FACB renaît avec une conférence nationale ; elle relance en 1945 son principal organe *Pensée ouvrière*. La FACB compterait près de 400 groupes locaux regroupées dans une quarantaine de fédérations, mais doit vite repasser dans la clandestiné sous le régime autocratique communiste. Elle arrive cependant à tenir un congrès clandestin à Sofia en août 1946. Mais la répression et l'exil interrompent un mouvement puissant et original. Depuis l'exil, *Notre route*, brochure et maison d'édition, continue ce combat.

Les pratiques libertaires bulgares de guerre partisane et leur organisation conseilliste ne sont quasiment jamais analysées aujourd'hui, malgré les efforts importants de George BALKANSKI, pseudonyme de Georges GRIGOROV ou Georgi GRIGORIEV (1906-1996).

## E. QUELQUES « COMMUNES » LATINO-AMERICAINES ET CANADIENNES : BOLIVIENNES, BRESILIENNES, CHILIENNES, COLOMBIENNES, EQUATORIENNES, PARAGUAYENNES, PERUVIENNES…

En Amérique Latine, la première « *grande utopie* (*utopía magma*) » (Arturo Andrés ROIG) du « *Royaume de Sud Amérique* » est formée par le mouvement indépendantiste, et unitaire, se réclamant de l'inca quechua TÚPAC AMARU (Serpent brillant) supplicié à Cuzco en 1572. Un TÚPAC AMARU II (José Gabriel CONDORCANQUI NOGUERA) enflamme la cordillère au XVIII° siècle à la tête des peuplades K'ana et Qanchi ; il est lui aussi supplicié à Cuzco en 1781. Son mouvement indigéniste, de grande ampleur, peut se rattacher largement à la tradition des grandes révolutions de la fin de l'époque moderne dont il est contemporain. On n'arrêterait pas de situer les mouvements indigènes qui se sont succédés sur les terres américaines, et qui revivent aujourd'hui au nom de la dignité et de l'autonomie des peuples autochtones ou premiers.

Récemment, les occupations de terre et de locaux, les expropriations « *sauvages* », les tentatives d'autogestion et d'autoproduction, les créations de communautés semi-indépendantes et la résistance nécessaire aux forces de l'ordre qui visent à les détruire sont assez fréquentes. Leur aspect libertaire n'est pas toujours évident, loin de là, mais ces essais insurrectionnels forment une sorte de propagande par le fait et manifestent une volonté d'action directe qui permettent de parfois les faire analyser avec sympathie par les anarchistes, sans compter la nécessaire solidarité. C'est d'autant plus important que certains mouvements libertaires latino-américains se sont qualifiés « *d'indigénistes* ».

Voici quelques exemples de l'époque contemporaine…

### 1. La cité autonome indigène de Riobamba (Équateur) en 1764

Parmi les tentatives indigènes de réacquérir l'indépendance et l'autonomie, on cite parfois la tentative de Riobamba, au pied du majestueux volcan Chimborazo, qui serait la première grande rébellion en Équateur. L'idée était sans doute le rétablissement d'une seigneurie indigène antérieure à la conquête.

Un autre mouvement du même type aurait eut lieu au même endroit en 1803.

### 2. Mouvements précurseurs du Chili : années 1850

Dans la région minière du Nord chilien éclate en 1851 une authentique révolte locale qui crée ses propres structures autonomes : nous sommes là en présence d'un prototype de ces révoltes qui vont développer des formes proches de l'autogestion, de soviet, et de résistance armée à l'oppression, en expérimentant localement des réformes qui sont de vraies ruptures avec l'ordre environnant.

La « *comuna* » de La Serena[92], en dressant le drapeau rouge, en chantant l'hymne « *La igualitaria* », en frappant sa propre monnaie, en se dotant d'un *Consejo del Pueblo* (sorte de « mini-soviet ») et en organisant sa propre milice est une exemple méconnu qui nous rappelle

[92] ABRAMSON Pierre-Luc *Las utopías sociales en América Latina en el siglo XIX* (Thèse Lille 1993), México, Fondo de Cultura Económica, 407p, 1999, p.98-99

»
que des réflexes d'autonomie communale et d'expérimentations de type conseilliste existent dans tous les continents, sous toutes les formes et idéologies. Les chiliens d'alors semblent libertaires par essence, non par connaissance réelle. Mais leur révolte armée, durement réprimée annonce les « *faits du Matese* » en Italie ou les diverses communes anarchistes ibériques…

En fin des années 1850 divers mouvements populaires occupent et gèrent des villes pour quelques jours. «*Les artisans d'Aconcagua s'emparent des armes de la caserne San Felipe ; les travailleurs résistent 14 jours face à l'armée. À Valparaíso le soulèvement est initié par les journaliers de Cerro Barón ; les ouvriers du transport (fleteros) dévalisent 200 fusils et incendient l'Intendance. Dans la région centrale, José Miguel CARRERA (le fils), commence des actions de guérilla. À Taltal, l'ouvrier de minoterie Ramón Antonio VALLEJO dirige l'occupation de la ville durant 15 jours. Les ouvriers du charbon à Lota et Coronel se rebellent à leur tour…*»[93].

### 3. Les « mancomúnales » chiliennes - début XX° siècle

Au début du XX° siècle, « *époque d'or de l'anarchisme chilien* »[94] surgissent *Sociétés de Résistances* et *Mancomúnales* ou *Hermandades Mancomúnales*. On peut tenter de traduire le terme par *Associations* (ou *Unions*) *communautaires*, ou *Fraternités associatives*. Elles proviennent des milieux mutualistes (*Mutuas*) et des premiers regroupements corporatifs (*Sociedades de Resistencia*) dans le monde artisanal et ouvrier[95]. La première *Sociedad de Resistencia* serait apparue dans le milieu des chemins de fer vers 1898 et serait l'œuvre de l'anarchiste CABIEDES[96]. La première mancomunal serait la *Mancomunal de Obreros del Salitre* (salpêtre) d'Iquique en 1900 ; une autre (ou la même) touche également les ouvriers portuaires. Aussitôt les regroupements s'opèrent, comme par exemple les *Combinaciones Mancomúnales Obreras*.

Luis VITALE met l'accent sur leur déploiement fédéraliste sur tout le territoire. Leur fonctionnement proche de la démocratie directe doit beaucoup aux anarchistes : assembléisme, rotation des fonctions, autonomie par rapport aux institutions et à l'État…

Les *Sociedades de Resistencia* oscillent entre chambres syndicales et sociétés d'appui mutuel, mais en accentuant un caractère de classe et en optant pour une radicalité révolutionnaire plus marquée : l'action directe permet de les classer dans les prémices du syndicalisme révolutionnaire.

Elles ne négligent pas pour autant l'organisation des loisirs, de la culture ouvrière et de l'éducation. Elles tiennent le rôle d'une contre-société populaire, misant sur une éthique très forte : elles sont souvent engagées dans la lutte contre la prostitution, l'alcoolisme… et rappellent les Centres sociaux et culturels et les athénées.

Les *Mancomúnales* se structurent « *par corporation, par provinces et finalement au niveau national* ». La décentralisation, l'autonomie, le refus de tout dogme même anarchiste et l'action directe les lient également à l'anarcho-syndicalisme dont elles forment la première expérience d'envergure nationale au Chili. Dès 1904 la *Primera Convención Nacional de Mancomúnales* compte 15 organisations pour 20 000 membres dans 16 localités, qui forment

---

[93] PAVELIC SANHUEZA Héctor *Caliche. Rostro de pampino. Cronologia histórica del movimiento obrero y los anarquistas en las luchas sociales en chile,* Santiago: 100pA4, febrero 1996, Cf. CEME-Centro Estudios "Miguel ENRÍQUEZ", 05/10/2012, http://www.archivochile.com/Historia_de_Chile/sta-ma2/2/stamatexrel000002.pdf, p.09

[94] VITALE Luis *Contribución a una historia del Anarquismo en América Latina,* Santiago de Chile, Instituto de Investigación de Movimientos Sociales "Pedro Vuskovic", 1998, 43pA4, sur le site consulté le 27/09/2008 http://mazinger.sisib.uchile.cl/repositorio/lb/filosofia_y_humanidades/vitale/obras/sys/aaml/t.pdf1, p.26

[95] GAMBONE Larry *El movimiento libertario en Chile*, -in-Site Anarchopedia, Consulté le 06/10/2008, http://es.anarchopedia.org/El_movimiento_libertario_en_Chile, p.10

[96] PAVELIC SANHUEZA Héctor *Caliche. Rostro de pampino. Cronologia histórica del movimiento obrero y los anarquistas en las luchas sociales en chile,* Santiago: 100pA4, febrero 1996, Cf. CEME-Centro Estudios "Miguel ENRÍQUEZ", 05/10/2012, http://www.archivochile.com/Historia_de_Chile/sta-ma2/2/stamatexrel000002.pdf, p.15

»
la *Gran Mancomunal de Obreras*. Plus de 11 publications ouvrières y sont rattachées. Leur aire principale de rayonnement serait la côte et la région nord (nitrate).

Dès 1902 grâce à cette structuration du mouvement, les ouvriers d'Iquique tiennent durant 60 jours de grève et bloquent le port pendant 60 jours[97]. Les ouvriers du charbon de Lota y Coronel résistent eux durant 43 jours. En 1905 Santiago connaît sa *Semana Roja*. Les ouvriers tiennent la rue pendant quelques jours.

Très vite les troupes et la «*Guardia Blanca - Garde blanche*» attaquent le mouvement ouvrier. Sabotages et dynamitages (surtout de voies ferrées et de lignes télégraphiques) répondent à ces attaques. Le bilan est terrible : peut être 250 morts en fin 1905. Réprimées plus sytématiquement après 1907 les mancomúnales renaissent vers 1916-1918 et s'intègrent alors dans le syndicalisme de la FCHT - *Federación CHilena de Trabajadores*. En 1917 d'autres rejoignent les IWW- section chilienne.

### 4. Quelques exemples libertaires colombiens

Dans ce pays où le jeune Élisée RECLUS enthousiaste découvrait une « *république idyllique* » dans les contreforts de Santa Marta se sont déroulés quelques essais libertaires. L'Amérique latine, mais également le nord états-unien, ont rapidement lié des traditions libertaires autochtones aux idées anarchistes amenées par des milliers d'immigrés du vieux continent.

#### *a) La « Commune libre» de la Magdalena vers 1900*

Au début du XX$^{ème}$ siècle, l'anarchiste indigène Jacinto ALBARRACÍN (du peuple Arauca) développe une forte activité propagandiste, surtout avec les journaux *El Faro/Le Phare* et plus tard *La razón del obrero/La raison de l'ouvrier*.

Il organise dans la forêt de Magdalena (en Colombie centrale, dans le département de Boyacá) une communauté apparemment réellement autogérée et s'appuyant sur les traditions indigènes. Les principes de base sont réellement libertaires : « *Otanche, una sociedad sin autoridad ni conceptos de propiedad ni poderes judiciales - Otanche est une société sans autorité, sans droits de propriété et sans pouvoirs judiciaires* ».

#### *b) La « Commune » de Barrancabermeja (Colombie 1927)*

Cette petite expérience de « *Commune autogérée* »[98] se produit en Colombie lors d'une lutte sociale très radicale dans les milieux pétroliers de Barrancabermeja. Après la grève d'octobre 1924 menée par la *Sociedad Obrera*, c'est le deuxième grand mouvement gréviste qu'y tentent les anarcho-syndicalistes, organisés vers 1925 dans la *Confederación Obrera Nacional - Confédération Ouvrière Nationale* et surtout au sein du curieux (pour des anarchistes) *Parti Socialiste Révolutionnaire* créé en 1926. Le leader anarchiste Raúl Eduardo MAHECHA en est même le 2° vice-président, même s'il reste méfiant de tout pouvoir institué.

L'agitation est violente, la petite localité totalement occupée pour quelques heures le 05/01/1927. Les nouveaux conseils y sont organisés par les anarcho-syndicalistes.

Mais la répression est très violente et l'anarchisme colombien, alors à son apogée connaît un dramatique déclin. Ces deux grands leaders se retrouvent en prison : Biófilo PANCLASTA et MAHECHA. Le premier de son vrai nom Vicente R. LIZCANO (1879-1942) doit peut être son surnom de « *Amant de la vie* » (Biófilo) et « *Destructeur de tout* » (PANCLASTA) à Maxim GORKI.

Des grèves parmi les chauffeurs de Bogotá et dans les bananeraies sont également sauvagement réprimées. En début 1928 le massacre de Ciénaga éliminent un grand nombre de responsables ouvriers. La nouvelle grève des bananeraies de Santa Marta en fin d'année,

[97] GAMBONE Larry Op.cit., p.11
[98] FAJARDO SÁNCHEZ Luis Alfonso Una historia del anarquismo en Colombia, *Crónicas de utopía*, Móstoles: 1999

»
les mouvements de cheminots et de fonctionnaires, l'essai de grève générale lancée par la *Fédéración Obrera del Litoral Atlántico* (FOLA) dirigée par les anarchistes sont autant d'échecs douloureux.

## 5. Le Brésil entre conseillisme et contrôle ouvrier 1917-1920

Au Brésil[99], l'influence de la révolution russe et sans doute plus celle des conseils italiens (car la présence de libertaires originaires de la péninsule y est forte) marque le syndicalisme révolutionnaire de la fin des années 1910 et du début des années 1920. Mais cette évolution doit tenir compte d'un puissant mouvement syndicaliste d'action directe[100], influencé autant par la FORA argentine que par la CGT française : de multiples fédérations ont existé et existent au Brésil de cette époque : la FAC de 1903, la FOSP de 1905, la FORB et la FORJ de 1906, la COB de 1908, la UGT de 1917 qui devient FTRJ en 1919, et la FORJ reconstituée en 1923[101]. Les Congrès Ouvriers Régionaux Brésiliens de 1906, 1913 et 1920 contribuent à unifier ces mouvements, et l'influence des libertaires y est très forte. Cela explique que le 1° Parti Communiste brésilien (Partido Comunista do Rio de Janeiro) de 1919 soit en grande partie fondé par des anarchistes.

Entre 1917 et 1920 le mouvement ouvrier prend de l'ampleur, des grèves se développent un peu partout. Elles se radicalisent surtout à rio de Janeiro et finissent souvent en affrontements avec les forces de l'ordre[102]. Elles pratiquent l'action directe, le sabotage et le boycott, dans la bonne tradition anarcho-syndicaliste. Le gouvernement utilise de plus en plus la loi de 1907 pour expulser les «*indésirables*», souvent immigrés récents, et militants connus, italiens et espagnols notamment.

Fidèle à l'autonomie ouvrière manifestée par le syndicalisme libertaire, et souhaitant investir lieux de vie et de travail, le mouvement syndical brésilien lance deux structures originales, et de tonalités différentes dans les deux grandes mégapoles[103]. Toutes les deux sont des tentatives incomplètes d'auto-organisation voire d'autogestion essentiellement dans le milieu textile très développé dans les deux villes : on peut au mieux amorcer l'idée de « *contrôle ouvrier* » de vague « *inspiration conseilliste* »[104].

À São Paulo, haut lieu de l'anarchisme communiste et d'un syndicalisme révolutionnaire à dominante libertaire, le syndicalisme sort de ses cadres traditionnels en s'implantant dans les milieux de vie de la population ouvrière, notamment du secteur textile. Durant la « *grande grève générale (greve geral) de 1917*» (juillet), et encore un peu durant celle de 1919, naissent des **Ligues (ou Comités) de quartier**. Elles entourent le cœur de la cité en essaimant dans tous les quartiers populaires, notamment ceux de la Mooca et de Belenzinho. En mai 1919 les couturières du quartier de Itapetininga bloquent tout le secteur par solidarité avec les milliers de grévistes.

Les grévistes et leurs proches boycottent largement les produits des entreprises CRESPI, MATARASSO et GAMBA ; ils iraient même jusqu'à confisquer (acte de «*reprise individuelle*» dans la tradition anarchiste ?) les produits de l'usine Antártica[105].

Ce mouvement pluraliste est largement insufflé par l'anarchisme, notamment grâce à l'italien Gigi DAMIANI (1876-1953) et au typographe Edgar Frederico LEUENROTH (1881-

[99] Bibliographie et sigles : ANTONY Michel *Anarchisme brésilien, mouvements et utopies libertaires*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 77p, septembre 2012
[100] Cf. ANTONY Michel *H.6. Le projet libertaire anarcho-syndicaliste = une utopie très construite*, dans *II. Les libertaires face à l'utopie, entre critiques, analyses, expérimentations et projets*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 100p, septembre 2012
[101] FARJ *Anarquismo Social e Organização*, São Paulo: Faísca Publicaçãoes Libertárias, 256p, 2009, p.31-32
[102] SAMIS Alexandro *Syndicalisme et anarchisme au Brésil*, Paris: Éditions du Monde libertaire, 96p, 2009, p.32
[103] Cf. ALVES DE SEIXAS Jacy *Mémoire et oubli. Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire au Brésil*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 303p, 1992, p.206 et suivantes
[104] ALVES DE SEIXAS Jacy *Mémoire et oubli. Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire au Brésil*, p.213
[105] SAMIS Alexandro *Syndicalisme et anarchisme au Brésil*, Paris: Éditions du Monde libertaire, 96p, 2009, p.35

»
1968). Le mouvement libertaire est sur cette localité largement influencé par l'immigration, ce qui est moins le cas sur Rio. Cette immigration est parfois déjà ancienne, DAMIANI, très populaire, a fait son premier voyage au Brésil en fin du XIX° siècle. L'assassinat par la police (balle perdue ?) du cordonnier anarchiste d'origine espagnole José INEGUEZ MARTINEZ (il a 21 ans) marque les esprits en juillet 1917 et donne lieu à une grosse manifestation lors de ses funérailles le 10 (ou 11) juillet.

Les objectifs sont multiples. Il faut donner une base plus large, moins strictement syndicale, au mouvement syndicaliste révolutionnaire de São Paulo. La FOSP- *Fédération Ouvrière de São Paulo* en sort d'ailleurs renforcée et régénérée par l'arrivée de nouveaux militants. Cette volonté de déborder le syndicalisme est typique du fort courant malatestien au Brésil, qui s'est toujours opposé à l'exclusivisme syndicaliste, et qui a toujours condamné les limites du syndicalisme, tout en y participant. Au Brésil, MALATESTA l'emporte donc sur MONATTE.

Comme deuxième grand objectif, il faut ensuite armer le mouvement populaire en lui donnant les moyens de rayonner hors des lieux de production, et en l'aidant à résister. Du mouvement des Ligues de Quartier sort à l'été 1917 le fameux **Comitê de Defesa Proletária** - **Comité de Défense Prolétaire**, largement composé de militants d'origine libertaire. Mais ils y côtoient socialistes et républicains sociaux. Ce Comité va servir pendant quelques semaines d'ossature à de fortes tentatives quasi insurrectionnelles.

Mais les libertaires n'hésitent pas à soutenir des revendications sociales plus catégorielles et réformistes, et on leur doit partiellement les succès obtenus, notamment pour l'obtention des 8h.

À Rio de Janeiro, l'anarchisme bien implanté, est moins dominant qu'à São Paulo. Le syndicalisme révolutionnaire y est plus réformiste et plus ouvert encore à d'autres tendances que l'anarchisme, mais on trouve aussi des tendances très radicales autour de Domingos PASSOS, charpentier noir, surnommé le «*BAKOUNINE brésilien*». Pendant la grande grève de l'été 1917, la FORJ-*Fédération Ouvrière de Rio de Janeiro*, où ce qu'il en reste, mise sur un renforcement du syndicat sur les lieux de production. Malgré sa petitesse, elle inquiète tellement les gouvernants qu'elle est interdite en août 1917 ! Elle est momentanément remplacée par l'UGTRJ-*Union Générale des Travailleurs de rio de Janeiro*, elle également aussitôt réprimée. Se développent alors des **Commissions d'usines** qui forment de vrais appendices des syndicats. L'ouverture sur l'extérieur est donc moindre qu'à São Paulo. Ces Commissions veulent assumer une tâche de contrôle des conditions de travail et de vie à l'intérieur des usines, et cherchent à y implanter réellement le contre-pouvoir syndical. De là à parler de «*soviet*», c'est ce me semble un peu excessif.

Pendant les grèves, celles quasi insurrectionnelles d'août et novembre 1918 (on nomme parfois cette période de *Insurreição Anarquista - Insurrection anarchiste*), et surtout la grande grève générale de 1919, puis durant les mouvements de 1920, ces Commissions d'usines ressurgissent, à Rio toujours, mais cette fois également à São Paulo. Cependant dans cette ville plus libertaire, elles sont dans la tradition des Ligues de quartier (qui avaient en 1917 mis sur pied des **Commissions techniques** d'entreprises). Les libertaires, pour soutenir leurs revendications et faire libérer leurs camarades, organisent en 1918 un regroupement : l'Aliança Anarquista-Alliance Anarchiste de Rio de Janeiro.

Quelques acquis sont demeurés célèbres, comme par exemple les 8 heures obtenus par l'UOCC-*Union Ouvrière de la Construction Civile* en 1919.

Comme à São Paulo sont mis en place des Comités de résistance, qui parviennent parfois jusqu'à la fraternisation, comme avec le 58° Bataillon de chasseurs en été 1918. Les anarchistes développent, mais sans grand succès, l'idée de soviet liée à l'attaque des officines gouvernementales en novembre 1918[106]. Lors du 1° mai 1919, les manifestations, très

[106] SAMIS Alexandro *op.cit*, p.39

»
nombreuses, à Rio et partout dans le pays, manifestent en faveur des soviets qui ont fleuri en divers endroits du territoire européen.

La tradition conseilliste s'enrichit de ces expériences brésiliennes méconnues, même si elles ont duré très peu, et que, à Rio notamment, elles sont plus proches de la cogestion que de l'autogestion. Mais elles ont suffisamment inquiété le patronat brésilien d'alors, qui s'est regroupé pour mieux les combattre et les réduire. En 1920 les dernières Commissions d'usine importantes disparaissent. En 1921, le gouvernement, avec le décret 4247, réactive les lois de répression et d'expulsion des militants, surtout les anarchistes et en 1922 le sinistre «4° *Bureau*» se spécialise dans la chasse aux «*meneurs*». Nombreux sont les libertaires qui peuplent alors le sinistre pénitencier de Clevelândia.

### 6. La grève générale de Winnipeg mai-juin 1919 au Canada

Du 15 mai au 1er juillet 1919 les ouvriers immobilisent Winnipeg au Manitoba. Durant ces 6 semaines, la grève générale bloque toute la ville. Des comités prennent largement en charge l'approvisionnement en nourriture, voire la sécurité publique[107].

Parmi les avant-gardes du mouvement, on compte nombre de militants libertaires et syndicalistes révolutionnaires, notamment ceux qui viennent de créer (à Calgary en mars 1919) l'OBU - *One Big Union*, syndicat proche mais concurrent des IWW - *Industrial Workers of the World*. Le siège de l'OBU est d'ailleurs Winnipeg.

Partout dans le pays éclatent des grèves plus ou moins spontanées en 1919-1920 en soutien au mouvement du Manitoba, et avec pour certains leaders la volonté d'étendre la grève générale. Mais les syndicats réformistes résistent, et rares sont ceux qui agissent de manière solidaire comme ceux de la Canadian Vickers. Avec bien du mal l'OBU réussit à s'étendre, en particulier à Montréal avec deux sections.

### 7. La révolte des Ayllus au Pérou (années 1910-1920)

Durant les 11 années (Oncenio) de LEGUÍA (1919-1930) le Pérou connaît des révoltes indigènes de très grande ampleur, touchant de vastes zones (surtout celle proche du Titicaca, vers Puno, Arapa et Huancané…) et des milliers d'amérindiens. Le millénarisme incaïque et la mise en avant des traditions indigènes (notamment celle des Ayllus) s'accompagnent de revendications plus sociales et antiautoritaires, appuyée ici ou là par l'anarchisme péruvien[108].

Les mythes d'un Empire inca (*Tahuantinsuyo*) libertaire ne tiennent pas la route, tant ses traits autoritaires et hiérarchiques sont bien connus, mais ils sont pourtant largement revendiqués par les mouvements indigènes et plus curieusement par toute une frange de l'intelligentsia plus ou moins liée aux mouvements libertaires péruviens.

En 1921, dans la zone de Puno, on assiste en apparence à une vraie révolution sociale parfois antiautoritaire. Elle se manifeste par plusieurs aspects très forts :
- la prise et l'expropriation des terres, du bétail, de mines de sel (Samán, 1921) avec souvent une répartition égalitaire. Il y a parfois volonté de récupérer les antiques terres communautaires pour les intégrer dans les possessions communales.
- un refus du pouvoir local ou national, et des actions très violentes contre les autorités blanches et métisses : contremaîtres, juristes, propriétaires d'haciendas, responsables politiques sont molestés et parfois égorgés symboliquement…
- la mise en place ou le renforcement d'autorités propres. Les responsables (*Mandones, Segunda* et *Illacatas* ou *Alcades*) sont souvent élus plus ou moins démocratiquement ; ils nomment des sortes de fonctionnaires, organisent la répartition des biens communs,

[107] HOULE-COURCELLES Mathieu *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal: Lux, 278p, mars 2008, p.129
[108] KAPSOLI ESCUDERO Wilfredo *Ayllus del Sol - Anarquismo y utopía andina* (1984), Santiago de Surco- Lima: Asamblea Nacional de Rectores, 440p, 2011

»
coordonnent le travail collectif de la communauté… Les *Segunda* ont un mandat limité (1 an) et doivent rendre compte de leurs activités[109].
- dans certains cas, la défense et l'essor de traditions communautaires, autour de l'Ayllu. L'*Aynoca* est une terre communautaire réservée aux cultures, en général à la lisière des villages. Les Echaderos et les Huayllares sont des terrains communaux utilisés pour le bétail[110]. La propriété du bétail sur ces surfaces est souvent collective. D'autres animaux sont laissés libres et sauvages. Sur eux s'exerce un droit de chasse préincaïque, le *chaco*.
- à côté de ces actions essentielles, les indigènes réclament une meilleure place et une meilleure écoute dans la société péruvienne, plus de droits culturels, scolaires, sanitaires et sociaux. Ils ont pour cela l'appui de l'adventisme, assez présent dans le secteur en crise, notamment par la création d'écoles et par un message empathique avec les amérindiens[111].

La répression est le plus souvent terrible, car menée par des pouvoirs effrayés par l'intensité des mouvements, d'autant que le côté nationaliste et racial (voire raciste, anti-blanc ou anti-métis) de certains mouvements accentue le radicalisme et les violences.

L'intérêt de ces mouvements réside également dans l'appui culturel, politique et militant donné par une partie des libertaires péruviens. Les positions parfois pro-indigénistes de l'écrivain libertaire Manuel GONZÁLEZ PRADA (1844-1918) ont sans doute beaucoup pesé. Dans les années 1912-1915, des libertaires, regroupés autour de *La Protesta* contribuent à «*l'andinisation*» de l'anarchisme[112].

## 8. La grève générale de Guayaquil le 15 novembre 1922 en Équateur

Les anarchistes équatoriens sont mal connus et peu étudiés[113], et pourtant ils sont à l'origine de l'action sociale la plus spectaculaire de leur pays. Cependant ils ne sont pas les seuls, ni sur le plan des hommes, ni sur le plan des idées[114], mais ils forment « *l'espace théorique privilégié* »[115] pour permettre cette fusion de pensées diverses. Le mouvement de 1922 ressort d'une réalité équatorienne complexe, et d'un proto-socialisme où la théorie anarchiste n'est que greffée, et très partiellement. D'autres sources profondes sont actives, y compris des traces du millénarisme andin endogène, et des traits d'une pensée mythique qui se confondent avec la traditionnelle culture associative portuaire[116]. Le discours anarchisant donne une certaine résonance à ces pulsions millénaristes, en avançant les idées de « *rédemption du monde* » ou d' « *Aurora del Mañana - aube du futur* » comme dans l'article *d'El Proletario* de 1922 cité par PAÉZ[117]. L'auteur équatorien pense que ce substrat local peut expliquer l'accueil, au Pérou et en Équateur, des positions soréliennes sur l'importance du « *mythe social* » de la grève générale[118].

Les anarchistes s'organisent vraiment dès la fin des années 1910. Actifs surtout dans la zone côtière, ils dominent le secteur développé du port de Guayaquil, notamment autour des publications *El Proletario* et *El Cacahuero*. Ils disposent de l'appui des IWW - *Industrials Workers of the World*, implantés par des marins d'origine étrangère. Des espagnols de la CNT et des argentins de la FORA, et quelques anarchistes chiliens, sont répertoriés dans l'Équateur

[109] KAPSOLI ESCUDERO Wilfredo *Ayllus del Sol - Anarquismo y utopía andina, op.cit.,* 2011, p.49
[110] KAPSOLI ESCUDERO Wilfredo *Ayllus del Sol - Anarquismo y utopía andina, op.cit.,* 2011, p.48
[111] KAPSOLI ESCUDERO Wilfredo *Ayllus del Sol - Anarquismo y utopía andina, op.cit.,* 2011, p.46-47
[112] LEIBNER Geraldo *La Protesta y la andinización del anarquismo en el Peru, 1912-1915,* -in-Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe, v.5, n°1, p.83-102, 1994, Cf. Site consulté le 22/02/2014 http://www.tau.ac.il/eial/V_1/leibner.htm
[113] ANTONY Michel *Anarchisme équatorien, mouvements et utopies libertaires*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 8p, mars 2009
[114] PÁEZ CORDERO Alexei *Los orígenes de la izquierda ecuatoriana*, Quito : Abya Yala, 166p, 2001, p.83
[115] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.99
[116] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.86-88 & p.92 & ss
[117] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.93
[118] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.95

»
de cette période. La connaissance des grands auteurs anarchistes transite par ces militants et par les discussions des quais (« *ideología del malecón* » conceptualise PAÉZ[119]) qu'ils animent, où est diffusée plus régulièrement par la *Librería Española* de la grande ville côtière.

Présents dans les groupements ouvriers, et parfois encore dans la réformiste COG (CONFEDERACIÓN OBRERA del GUAYAS fondée en 1905), ils fondent en octobre 1922 la FTRE - FEDERACIÓN de TRABAJADORES REGIONAL ECUATORIANA, centrale qu'ils animent majoritairement en ses débuts[120] et qui connaît un rapide envol.

Cette centrale soutient les mouvements grévistes radicaux qui apparaissent ces années là, notamment la grande grève des cheminots de Durán. Animé d'une fièvre révolutionnaire, dans laquelle se mêlent des influences anarchistes, marxistes et anarcho-syndicalistes, ils se battent pour l'idée de la grève générale : mais l'ensemble reste bien confus et les dirigeants du mouvement sont peu préparés au déluge qui va se produire peu après.

La grève générale est lancée et culmine les 14 & 15 novembre 1922 ; elle connaît un gros succès, tant le ras le bol populaire est fort face à des conditions sociales qui se dégradent rapidement, en pleine crise du cacao et du système mono-exportateur. PAÉZ note que la spontanéité révolutionnaire l'emporte très certainement sur l'œuvre active de la FTRE[121], qui suit plus qu'elle ne dirige.

Il n'en reste pas moins que pendant deux jours, le mouvement est très massif, et que les militants tiennent la ville de Guayaquil, et apparemment l'occupation se déroule sans violence ni destructions. Mais ce « *soviet de Guayaquil* »[122] traumatise la classe bourgeoise et l'armée, d'autant que son organe principal, *La GAT - Gran Asemblea de los Trabajadores,* s'ouvre largement aux classes populaires bien au-delà du prolétariat local. La GAT détient l'essentiel du pouvoir populaire dès le 7 novembre, même l'équipe de la FTRE s'efface devant cette nouvelle création.

Le président TAMAYO donne tous les pouvoirs au général BARRIGA pour faire rétablir l'ordre : celui-ci procède alors à un massacre inqualifiable : tirs sans discernement sur la foule, blessés achevés à la baïonnette ou jetés dans le Guyas… Des centaines de morts et de disparus marquent durablement le socialisme équatorien, toute tendance confondue, et toutes classes sociales touchées (certaines sources vont jusqu'à parler de 1 200 morts !). On cite ce jour comme le « *baptême de sang de la classe ouvrière équatorienne* », alors que cette classe ouvrière est très minoritaire et que la plupart des morts ne lui appartiennent pas[123]. Curieusement, la plupart des dirigeants de la FTRE échappent à la tuerie, ils étaient réunis dans un local de la *Sociedad de los Cacahueros* au moment des fusillades. Mais ils n'échappent pas à la prison, à la déportation à Esmeraldas ou aux Galápagos, à l'exil nécessaire (beaucoup semble-t-il à Panama)… Très rares sont ceux qui peuvent survivre et agir dans la clandestinité.

L'épreuve est terrible. L'ampleur de la répression et de la crise qui se poursuit (crise du cacao toujours) va causer tout à la fois la disparition du régime libéral, et la radicalisation des militants qui optent nombreux[124] pour le nouveau PSA - *Parti socialiste Équatorien* (1926). Ce PSA comporte encore bien des traits libertaires et forme « *une conjonction bigarrée d'anarchisme, de réformisme, de libéralisme et de bolchevisme, avec une touche supplémentaire de corporatisme* »[125].

Mais d'autres optent pour un anarchisme plus cohérent et plus radical, celui des « *vrais anarchistes* », « *los anarquistas verdaderos* ». Ces derniers se regroupent surtout autour de

[119] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.98
[120] Cf. surtout PÁEZ CORDERO Alexei *El anarquismo en el Ecuador*, Quito : Corporación Editora Nacional, 178p, 1986, surtout la partie *El mito*, p.51-72
[121] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.69-70
[122] PÁEZ CORDERO Alexei *op.cit.*, p.66
[123] PÁEZ CORDERO Alexei *Los orígenes de la izquierda ecuatoriana*, Quito : Abya Yala, 166p, 2001, p.84
[124] Liste -in-PÁEZ CORDERO Alexei *El anarquismo en el Ecuador*, Quito : Corporación Editora Nacional, 178p, 1986, p.77-78
[125] PÁEZ CORDERO Alexei *Los orígenes de la izquierda ecuatoriana*, Quito : Abya Yala, 166p, 2001, p.116

»
*Tribuna Obrera*, l'organe de l'AGA - *Asociación Gremial del Astillero* (*Association des Travailleurs des Chantiers Navals*) de Guayaquil, dominée par les anarchistes. Ils tentent à plusieurs reprises de redonner force à la FTRE.

## 9. Une commune paraguayenne à Encarnación en 1931

Depuis 1928 des anarchistes implantés dans le monde agraire fondent la ANR-*Alianza Nacionalista Revolucionaria*. L'objectif est de créer une République des Communes (*República Comunera*) et une Union Fédérale - *Unión Federalista de los Pueblos de América Latina*.

À Encarnación, des libertaires de différentes organisation sont présents : étudiants du NIN--*Nuevo Ideario Nacional*, anarcho-syndicalistes du CORP-*Centro Obrero Regional en Paraguay*… La ville se dote d'une structure libertaire, le *Centro Obrero de Encarnación*. Ils soutiennent le mouvement ouvrier local, notamment les dures grèves du bâtiment en 1930-1931[126]. Les heurts dégénèrent, la répression est féroce, un jaune est assassiné…

L'insurrection tente « *la conversion de Villa Encarnación en commune révolutionnaire, dirigée par des assemblées populaires* »[127]. Des tentatives de mouvements solidaires sont entreprises sans succès dans d'autres localités, comme Asunción et Villarica. La ville est cependant prise par les anarchistes en février 1931 sans effusion de sang, à la suite d'un coup de main audacieux. Le Conseil révolutionnaire immédiatement nommé est dirigé par Oscar CREYDT et Marcos KARNER.

Mais l'isolement oblige un rapide repli, la plupart des leaders fuient au Brésil par le Parana ou dans la forêt. Cantalicio ARACUYÚ est blessé, Roberto AMABILE et Victor KARNER sont faits prisonniers.

Ce mouvement est le chant du cygne de l'anarchisme paraguayen, déjà divisé et affaibli. La répression systématique le rend amorphe, et bien des libertaires vont ensuite choisir le socialisme ou le communisme, comme Obdulio BARTHE ou Oscar CREYDT.

## 10. 1931 - Des Potemkine chiliens ?

Durant l'été 1931, la rade de Coquimbo connaît une vraie mutinerie. Les équipages prennent en mains les navires (23 seraient concernés) et s'auto-organisent. Ils fondent une sorte de soviet, *El Estado Major de las Tripulaciones - L'État-Major des Équipages*, qui compte deux représentants par navire, ceux-ci étant élus au suffrage direct. La gestion des navires est assumée par des Conseils Exécutifs.

Leurs revendications sont assez modérées, mais témoignent d'une forte conscience sociale dans un Chili particulièrement marqué par la Crise mondiale : taxation des latifundios, partages des terres, aides financières massives pour relancer l'économie et diminuer le chômage… D'autre part les manifestes des marins insistent sur le droit d'association et la liberté de pensée. Le mouvement se lie avec le monde du travail, et obtient l'appui des anarchistes et anarcho-syndicalistes (IWW-*Section chilienne* et CGT-*Confédération Générale des Travailleurs*) et des communistes et de certains secteurs socialistes (majoritaires dans la FECH - Fédération d'Étudiants, et la FOCH - Fédération Ouvrière).

Le mouvement s'étend et se radicalise dans la zone industrielle et navale de Talcahuano. L'organisation y déclare une « *commune socialiste révolutionnaire* »[128] et réclame

---

[126] DOILLON David/ZAIDMAN Pierre-Henri *L'anarchisme au Paraguay : des origines du mouvement ouvrier à la Commune d'Encarnación,* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930)* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.181-217, 2013, p.213

[127] VITALE Luis *Contribución a una historia del Anarquismo en América Latina,* Santiago de Chile, Instituto de Investigación de Movimientos Sociales "Pedro Vuskovic", 1998, 43pA4, sur le site consulté le 27/09/2008 http://mazinger.sisib.uchile.cl/repositorio/lb/filosofia_y_humanidades/vitale/obras/sys/aaml/t.pdf1, p.13

[128] ORTIZ V. Óscar *La Sublevación de la Armada*, -in-*Nuevas Crónicas Anarquistas de la Subversión Olvidada*, 2008, p.112

»
un changement général de régime politique pour le Chili. Le professeur Pedro PACHECO PÉREZ, très influent, y témoigne de fortes sympathies libertaires.

La répression est rapide et violente en septembre 1931: l'armée s'empare militairement de la Base Navale de Talcahuano. La résistance dure trois jours, et certains révolutionnaires tentent sans succès de créer des guérillas dans l'arrière-pays.

La rade de Coquimbo est elle purement et simplement bombardée par l'aviation.

Exécutions, jugements, expulsions et reconstruction de la flotte arrivent à bout d'une des rares insurrections militaires de gauche au Chili.

### 11. Grèves avec occupation dans le Québec des années 1930

Depuis son arrivée en 1937 à Montréal, l'anarchiste féminine étatsunienne d'origine ukrainienne Rose PESOTTA (née Rakhel PEISOTY - 1896-1965) développe une forte activité éducative et syndicale dans le milieu des ouvriers du textile. Elle est vice-présidente de l'UIOVD-ILGWU (*Union Internationale des Ouvriers du Vêtement pour Dames - International Ladies' Garment Workers' Union*). Elle est à l'origine de la grande «*grève générale illimitée*» déclenchée en le 14/04/1938. Les ouvrières sont victorieuses.

Ce vaste mouvement, très médiatisé et combattu par l'Église (qui demande la déportation de Rose) et les dirigeants politiques et patronaux, contribue sans doute à déclencher une vague de grèves sauvages, assez violentes et souvent avec occupation comme celle des entreprises SOREL en avril 1938. La ville est aux mains des émeutiers pendant quelques jours et la famille capitaliste SIMARD fortement menacée.

Mais le mouvement le plus radical semble être celui de Montmorency, vers Québec, qui éclate à son tour en juillet 1938. Les portes de la Dominion Textile sont enfoncées et les ouvriers occupent l'usine, menacent le patron et obtiennent une immédiate satisfaction salariale[129].

### 12. Uchabamba, une communauté péruvienne au pays de Cocagne (Jaula) - années 1950

La région déshéritée qui est celle de l'ancienne et éphémère capitale du Pérou, Jaula, a servi de modèle rêvé pour désigner une sorte de Pays de Cocagne à l'époque de la conquête espagnole.

En fin des années 1950, mais avant la révolution cubaine, Mario VARGAS LLOSA évoque dans son *Historia de MAYTA*[130] les « *comuneros* » et « *nouveaux narodniks* » de la Communauté d'Uchabamba. Des mouvements spontanés ont permis d'exproprier des terrains et de les mettre en culture collectivement. La résistance face à l'armée de ce *foco* (foyer, centre) révolutionnaire avant la lettre permet d'en faire un pré-modèle, dérisoire, de la révolution cubaine.

Dans cet ouvrage assez pessimiste évoluant entre enquête et roman, VARGAS dénonce les dangers de l'utopie marxiste révolutionnaire et évoque les lendemains qui déchantent. C'est pourquoi il est parfois classé dans les contre-utopies (et j'en ai donc fait une rubrique dans le chapitre correspondant).

L'auteur décrit une sorte de tentative insurrectionnelle (mi réelle mi inventée), sans moyen ni vraie préparation, totalement volontariste, qui se déroule dans un milieu montagneux hostile (ici les Andes) et qui a pour vocation de servir de détonateur et d'exemple à la révolution populaire souhaitée. À la lecture, il m'a paru évident plus qu'à la Moncada cubaine, de faire le parallèle avec l'Affaire du Bénévent malatestienne de 1877, ou avec les tentatives d'établissement du communisme libertaire des années 1930. VARGAS fait lui le parallèle,

[129] HOULE-COURCELLES Mathieu *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal: Lux, 278p, mars 2008, p.176-181

[130] VARGAS LLOSA Mario *Historia de MAYTA*, 1984 – *Histoire de MAYTA*, Paris, Gallimard, 1986, p.200 et suivantes

»
également à juste titre, avec les populistes russes de la fin du XIX°. La libération d'un village par des gens venus de l'extérieur, la destruction des institutions locales, la croyance en l'exemplarité de l'action (« *propagande par le fait* » si chère aux anarchistes) et en la sensibilité révolutionnaire supposée du peuple… forment d'innombrables points communs. Si on y ajoute le rêve libertaire (au sens réel et figuré) d'un futur Pérou débarrassé de son centralisme, de sa bureaucratie et de son inutile hiérarchie[131], il me paraît justifié de placer ici cet épisode littéraire. Même si je n'ignore pas l'hostilité au castrisme de l'auteur et son évolution vers une droite libérale qui l'amène à se présenter aux élections.

Il semble qu'au début des années 1960 d'autres mouvements de reprises de terre et de développement communautaire se sont développés de manière éphémère sur les hauteurs andines.

### 13. La Grande Grève Générale chilienne de 1955

Lors de la Grande Grève Générale chilienne du 07/08/1955, des mouvements plus radicaux se font sentir, sans doute sous influence de certains secteurs de l'anarcho-syndicalisme. Il s'agit surtout d'anciens membres du MUNT - *Movimiento Unitario Nacionales de Trabajadores,* du MSR - *Movimiento Sindical Revolucionario* anarcho-syndicaliste, de la CUT - *Central Única de Trabajadores* proche du syndicalisme révolutionnaire à ses débuts…

Ainsi des piquets de grève, quelques échauffourées avec les forces de l'ordre, et surtout des tentatives d'occupations d'usines… apparaissent ici et là. On note même quelques fraternisations avec des militaires.

L'influence de l'anarcho-syndicalisme est nette avec les occupations puisqu'elles se font surtout dans le secteur de la chaussure, justement celui qui est marqué par la forte personnalité d'Ernesto MIRANDA RIVAS (1911-1978), qui a d'ailleurs occupé des charges essentielles dans les 3 mouvements cités[132].

### 10. Un «soviétisme» bolivien ? Années 1950 et 1970 et au-delà

Très méconnu, l'anarchosyndicalisme a été dominant en Bolivie au début du XX° siècle, notamment avec la FOL - *Federación Obrera Local* (La Paz - 1908) et depuis 1912 la FOI - *Federación Obrera Internacional*, mais également dans la FOT - *Federación Obrera del Trabajo* créée en 1918. L'apogée libertaire, comme en Argentine ou Uruguay a lieu vers 1926-1930 ; mais la FOL reste importante au moins jusqu'à la fin des années 1940.

Très tôt le mouvement anarchiste s'est lié au mouvement indigène, ce qui génère des liens de longue durée notamment en milieux quechuas et aymaras[133].

Dans cette zone andine, en liaison avec un mouvement mineur en plein dynamisme, organisé bientôt autour de la COB – *Centrale Ouvrière Bolivienne*, la Bolivie a connu des mouvements populaires spontanés d'expropriations et d'auto-organisation. Des communes ou comités de type « *soviétiste* » se mettent en place, même si la présence libertaire semble peu évidente après les années 1940.

Le premier grand mouvement explose en avril 1952, avec l'apparition dans les villes et les régions minières de comités ouvriers, souvent complétés par des milices d'autodéfense, surtout dans les milieux de mineurs de l'Altiplano. « *L'État a disparu* »[134], l'armée est repoussée, les milices prennent La Paz. Certes des groupements marxistes comme le POR sont souvent moteurs, mais la spontanéité révolutionnaire et l'autonomie de décision et d'action

[131] VARGAS LLOSA Mario *Histoire de MAYTA*, Paris, Gallimard, 1986, p.378-379 de l'édition Folio
[132] ORTIZ V. Óscar *7 de Julio de 1955 : una Fecha para Rememorar*, -in-*Nuevas Crónicas Anarquistas de la Subversión Olvidada*, 2008, p.221-230
[133] CAPPELLETTI Ángel *El anarcosindicalismo en Bolivia*, -in-CAPPELLETTI Ángel J. *Hechos y figuras del anarquismo hispanoamericano*, Móstoles: Madre Tierra, 138p, p.61-69, 1990, p.66
[134] THOMAS Jean-Baptiste *La Bolivie du Che (1966-1967) et la Bolivie de l'Assemblée Populaire (1969-1971). Guérilla ou révolution ouvrière et paysanne ?*, -in-Dissidences, Paris, L'Harmattan, Vol.1, 2005, p.118

»
n'en restent pas moins fort actives. Les secteurs ruraux sont touchés également, un peu plus tardivement (1953).

Très vite cependant le MNR-Movimiento Nacionalista Revolutionario du président Víctor PAZ ESTENSSORO (1907-2001) récupère, chapeaute et désamorce le mouvement, mais concède quelques réformes concernant le régime de la terre, la scolarisation, et la nationalisation de quelques secteurs miniers.

La deuxième vague survient dans les années 1960. En 1967 la tentative de guérilla du Che est hors de tout contact avec un mouvement mineur qui reste pourtant actif. La FSTMB-*Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia* et le secteur minier de Huanuni et Siglo XX (vers la ville de Llallagua) tenteraient de proposer des alternatives ; les informations concernant un plénum des mineurs, et la volonté de mineurs d'aider la guérilla semblent cependant peu sûres, et en tout cas amplifiées par un gouvernement pour justifier sa terrible répression : il écrase le mouvement des mineurs (massacre de San Juan 24/06/1967, une bonne vingtaine de tués) et la guérilla guévariste (mort du Che à La Higuera 09/10/1967).

Mais les espoirs demeurent après les échecs guévaristes : des « *tendances soviétistes et des organes de double pouvoir* », « *par le bas* »[135] se développent dans les années 1969-1971. De nombreuses régions voient se succéder les expropriations de grands domaines (à Chané-Bedoya notamment) ou de riches demeures urbaines (comme à Santa Cruz) et la constitution de « *comités locaux* », de « *comités de base* » qui agissent également de manière autonome. Un Commandement révolutionnaire apparaît à Cochabamba. Des milices, comme en 1952, donnent un bras armé au mouvement, mais n'empêcheront pas la terrible contre-révolution de 1971 (coup d'État militaire du général BANZER). Cependant certains Comités révolutionnaires, comme ceux de Teoponte et de Tipuani (autour La Paz) réussissent quelques escarmouches contre une armée omniprésente, et brisent pour un temps l'encerclement qui les menaçait. *L'Assemblée Populaire*, qui tente de coordonner ces mouvements de la base, ne parviendra jamais à réellement le représenter.

En janvier 1974 les paysans de la vallée de Cochabamba[136] multiplient les actions directes, refusant de payer des impôts supplémentaires alors que le problème de la terre n'est toujours pas résolu. Une terrible répression, menée avec l'aide des chars, fait des dizaines de morts et de disparus.

Lors de la semi-insurrection de Cochabamba et des mouvements paysans de 2000[137] il semble à nouveau y avoir eu des velléités d'auto-organisation populaire, même si la COB, aujourd'hui est bien plus centralisée.

Cette région de Cochabamba si souvent active doit une partie de sa combativité collective aux traditions communautaires des peuplades indigènes (peuplades aymara et quechua). Les *comunarios* ou *comuneros* sont des agriculteurs exploitant des terres en commun.

### F. DES MOUVEMENTS LIBERTAIRES MEXICAINS TROP MECONNUS (ENVIRON 1860-1930)...

Le mouvement libertaire et utopique mexicain est trop rarement analysé. Pourtant des « *traditions utopiques* »[138] et « *libertaires* » amérindiennes, en passant par les réalisations solidaires de Vasco de QUIROGA an Michoacán (villages-hôpitaux) et de Bartolomé de LAS

[135] THOMAS Jean-Baptiste *La Bolivie du Che (1966-1967) et la Bolivie de l'Assemblée Populaire (1969-1971). Guérilla ou révolution ouvrière et paysanne ?*, -in-Dissidences, Paris, L'Harmattan, Vol.1, 2005, p.122
[136] DAUVAL Gaston *Deux révoltes paysannes en Bolivie*, -in-Interrogations, n°6, mars 1976
[137] Cf. approfondissement en dernière partie de ce document
[138] KROTZ Esteban *Conflicto civilizatorio y utopía. ¿Elementos utópicos en el Mexico profundo de Guillermo BONFIL?*, -in-AGÜERO Oscar & CERUTTI GULDBERG Horacio, *Utopía y nuestra América*, Quito : Biblioteca Abya-Yala, n°28, p.191-210, 1996, p.194

»
CASAS au Chiapas (« *pays idéal* » de Vera Paz) jusqu'aux réalisations et théories du PLM - *Parti Libéral Mexicain* et du magonisme, du zapatisme et du néozapatisme... il y a matière à une ample et intéressante analyse.

Le terme de « *traditions utopiques* » est choisi par Esteban KROTZ dans l'article cité comme préférable à tout autre terme, car il inclut tout type de manifestations utopiques, et pas seulement les écrits, dont justement les populations autochtones sont souvent écartées. Or ces populations expriment et expérimentent, bien avant l'arrivée des européens, un riche substrat utopique de ce « *Mexique profond* »[139] définit par l'anthropologue Guillermo BONFIL BATALLA (1935-1991).

## 1. Quelques aspects libertaires des cultures amérindiennes.

Le monde indigène mexicain, dans son immense variété, des peuples Mayas au Sud aux Yaquis et Apaches au Nord, en passant par les Mexicas de l'Anahuac est riche en potentialités utopiques, libertaires, «*communistes*» comme le note Ricardo FLORÉS MAGÓN en 1911[140] :

- par son esprit d'indépendance, d'auto-détermination et de résistance, qui parcourt toute l'histoire de la région, avant, pendant et après la conquête[141], et qui place au premier plan une certaine idée de la liberté (mais aussi de luttes internes et d'expansionnisme réducteur - rien n'est simple),
- par sa volonté d'autonomie plus ou moins libertaire par rapport à tous les pouvoirs extérieurs (ce qui est moins net pour les pouvoirs émanant de la communauté) - cette volonté contre l'État ou hors-l'État redonne du poids aux analyses de Pierre CLASTRES, mais ne dois pas être caricaturée, la revendication actuelle principale étant celle d'un «*État plurinational*»[142], donc d'une forme d'État, pas de sa disparition.
- par sa vision alternative utopique, millénariste et mythique du monde, qui le rattache à «*l'utopie concrète*».
- par sa conception écologique libertaire respectueuse du milieu, de la terre mère (de Pachamama[143]), puisque «*la nature n'est pas un objet à dominer, mais un sujet avec lequel on doit co-agir (interagire)*»[144]. La cosmovision indigène respectant le milieu naturel et les cycles de vie forme une antithèse absolue avec la société capitaliste et, en ressurgissant, sert de levier aux rébellions actuelles du Chiapas, de l'Oaxaca, du Morelos[145]…
- par sa revendication permanente de dignité, de respect de l'altérité et de la personnalité.

---

[139] BONFIL BATALLA Guillermo *México profundo : una civilización negada*, México : CIESAS, 1987

[140] FLORES MAGÓN Ricardo *Il popolo messicano è adatto al Comunismo*, -in-Regeneración, Los Angeles : 02/09/1911 (en italien -in-ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.173-175)

[141] GOUTTE Guillaume *Pour la terre et l'autonomie ! Origines et organisation de la révolte indienne au Mexique (1492-1983)*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.39-45, 12 juillet-12 septembre 2012

[142] VIAÑA UZIEDA Jorge *Oltre lo Stato. Autodeterminazione delle masse e democrazia rappresentativa. Crisi dello Stato e democrazia in Bolivia*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.371-391, 2008

[143] ZANCHETTA Aldo *In difesa della Pachamama*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.78-94, 2008

[144] ALBERTANI Claudio *I popoli indigeni e il mondo attuale*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.62-70, 2008, p.68

[145] CHAO Alejandro *Memoria colectiva y esperanza utópica: el ciclo del maíz en los pueblos de Morelos* -in-CERUTTI GULDBERG Horacio/PAKKASVIRTA Jussi *Utopía en marcha - Simposio «La concepción de la utopía desde América Latina (en homenaje a Fernando AINSA)», 52 Congreso Internacional de Americanistas, Sevilla, del 17 al 21 de junio de 2006*, Quito: Abya-Yala, 450p, p.87-96, junio 2009

»

- par sa reconnaissance de pratiques ancestrales respectueuses des personnes et des lieux, et se situant hors des concepts de marchandisation et d'économies productivistes et dégradantes pour l'environnement. Une de ces pratiques repose sur le don, le «*principe de réciprocité*» (développé aujourd'hui dans l'Université Interculturelle Amawtay Wasi de Quito), dont KROPOTKINE ou MAUSS auraient su tirer un large parti,
- par ses pratiques collectives, solidaires, autogestionnaires[146], «*concejiles-conseillistes*»[147] et assembléistes ; la «*communalité*»[148] pouvant apparaître comme la caractéristique fondamentale des autochtones (ce qu'ils revendiquent eux même à l'instar d'Adelfo REGINO MONTES[149]), tout comme certaines formes d'autogouvernement et de rotation des charges… toutes pratiques qui en «*dispersant*»[150] le pouvoir, en diminuent les effets,
- par ses volontés d'autoformation, d'autoéducation et d'autogestion de l'école, afin de se libérer de la(les) pensée(s) dominante(s) et surtout de la domination des intellectuels et maîtres à penser, et pour renforcer les démarches vers l'autonomie[151], toutes attitudes qui nous renvoient aux positions pédagogiques libertaires depuis PROUDHON,
- par sa volonté de reconnaissance d'un «*monde des mondes*», c'est-à-dire la mise en avant de la pluralité des mondes divers, y compris au sein des États constitués. La cosmovision amérindienne mise sur «*l'unité dans la diversité de tous les êtres vivants*».

La vie communautaire indigène traditionnelle, par son ébauche de démocratie directe, le rôle limité du chef, les terres communes, le travail collectif et souvent solidaire, la pratique communautaire du *calpulli*... présente un aspect original et essentiel que MAGÓN au début du siècle ou MARCOS aujourd'hui ont su mettre en évidence. La communauté, dans une riche dialectique, est vue comme réelle et utopique à la fois, pratique concrète et idéal d'harmonie sociétaire.

Il faut cependant se garder de toute naïveté et généralisation, et rappeler que d'autres éléments non libertaires sont bien présents dans cette culture, concernant la violence, l'autonomie de l'individu ou la place des femmes par exemple. Sans compter les aspects parfois ségrégatifs, exclusifs, de cette «*communauté-utopie*»[152] puisqu'elle ne concerne que ceux qui en font partie, et n'accepte que ceux qui veulent l'intégrer telle qu'elle est : le discours «*originariste*» n'est donc pas forcément libertaire ou universaliste, il pourrait au contraire évoquer une forme de nationalisme tribal (bien analysé à plusieurs reprises par Fernando AINSA[153]). Enfin comme le note Roy KRØVEL, même au Chiapas maya si souvent pris

---

[146] ALBERTANI Claudio *Guerre contro i Maya,* -in-BOLDRONI Massimo/DURÁN DE LA HUERTA Marta *Acteal, Chiapas… natale all'inferno,* Bolsena: Massari ed., p.67-88, 1998, p.74 & 88

[147] LENKENSDORF Gudrun *Gobiernos concejiles entre los mayas: tradición milenaria*, -in-Chiapas, México: n.14, ERA-IIEc, 2002, Cf. http://membres.lycos.fr/revistachiapas/No14/ch14glenkersdorf.html, consulté le 15/12/2009

[148] MALDONADO ALVARADO Benjamín *La comunalidad como una perspectiva antropológica india*, Oaxaca : Centro INAH, 2001

[149] REGINO MONTES Adelfo *La Comunalidad. Raíz, pensamiento, acción y horizonte de los pueblos indígenas,* -in-http://www.redindigena.net/ser/departamentos/documentos/comunarealidad.html, 7p, 2002

[150] ZIBECHI Raúl *Dispersar el poder. Los movimientos como poderes antiestatales*, Barcelona : Tinta Limon, 2006

[151] Cf. ZACCARIA Silva/ZANCHETTA Aldo *Difendere i saperi vernacolari. L'autonomia culturale nei movimenti sociali e nelle comunità indigene*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.103-120, 2008

[152] GUSTAFSSON Jan *Utopía e identidad. Reflexiones en torno a un disurso originarista*, -in-CERUTTI GULDBERG Horacio/PAKKASVIRTA Jussi *Utopía en marcha - Simposio «La concepción de la utopía desde América Latina (en homenaje a Fernando AINSA)», 52 Congreso Internacional de Americanistas, Sevilla, del 17 al 21 de junio de 2006*, Quito: Abya-Yala, 450p, p.159-178, junio 2009

[153] Cf. surtout AÍNSA Fernando *Espacios de encuentro y mediación. Sociedad civil, democracia y utopía en América Latina*, Montevideo: Nordan Comunidad, 160p, 2004

»
aujourd'hui comme exemple valide d'alternative libertaire, bien des communautés sont de tradition autoritaire[154].

Au début du XIX° siècle, la pratique collective et associative de *l'ejido* indigène fonctionne encore, mais disparaît dans le cadre des haciendas, puis lors de la phase capitaliste qui explose sous Porfirio DÍAZ en fin du siècle[155]. Attention, quand on parle de l'ejido, il faut distinguer l'ejido communautaire et l'ejido en usufruit. Le premier est dans le cadre utopique libertaire le seul valide ou acceptable, le second ne dérangeant guère les propriétaires privés, au contraire, les péons et indigènes leur étant économiquement étroitement liés. Ainsi le fractionnement des ejidos décidé par la loi de 1925 permet aux propriétaires ruraux et à une certaine forme de caciquisme de renaître.

Les traits libertaires et communautaires de ces peuplades sont analysés dans la partie sur les *Sociétés primitives* (**Chap.VII**[156]), notamment pour les *Huicholes* du Jalisco et les descendants *mayas* du Chiapas. Dans l'Oaxaca, région des frères MAGÓN, les traditions d'échanges mutuels et d'entraide s'expriment encore aujourd'hui dans les danses exécutées lors de la *Guelaguetza* (notamment lors des cérémonies des *Lunes del cerro* en juillet). Ce terme en *zapotèque* est synonyme de don, d'offrande ; les participants à ces fêtes apportent toujours des objets, des victuailles à partager… Malheureusement, l'aspect touristique fige de plus en plus ces antiques traditions et en supprime partiellement le caractère communautaire, mais malgré tout il résiste encore très bien.

Les *Yaquis*, ou les *Tarahumaras* participent à de nombreux mouvements de révoltes et d'occupation de terres, et sont largement défendus par les magonistes à l'époque de la Révolution, notamment par Librado RIVERA. Le cas des Yaquis est souvent cité tant il est exemplaire, puisqu'ils sont en révolte pratiquement durant un siècle de 1825 à 1908.

On estime à une soixantaine les grands « *mouvements socioreligieux* » des amérindiens mexicains depuis le XVI° siècle : certes l'essentiel de ces soulèvements (avant la fin du XIX° siècle) manifeste avant tout des aspects messianiques et millénaristes, comme l'a analysé Alicia BARABAS[157]. « *L'utopie indienne* » telle qu'elle la définit s'appuie d'abord sur la « *cosmovision* » amérindienne traditionnelle, des valeurs religieuses et la volonté de retour à un âge d'or mythifié, mais cette cosmovision est largement rénovée par des apports pris aux colonisateurs, dans un syncrétisme très puissant et original. Elle se fonde ensuite sur les pratiques collectives et autonomes intéressantes : pratiques d'assemblées délibératives, ébauche de fédéralisme, constitution de bandes paramilitaires proches des milices autoorganisées… Enfin elle s'intègre dans une problématique contemporaine : lutte contre la surexploitation des terres, du sous-sol, des forêts… et contre une forme d'esclavage qui sévit encore en plein XX° siècle. Plus proches des phénomènes « *vendéens* » et mythiques que des soulèvements anarchistes, ces mouvements n'en forment pas moins une structure très riche et permanente en faveur de l'émancipation et de l'autonomie[158]. Les idées et pratiques du

---

[154] KRØVEL Roy *Anarchism, The Zapatistas and The Global Solidarity Movement*, Global Discourse [Online], 1: II, available from: http://globaldiscourse.com/contents, 2010
Cf. http://global-discourse.com/contents/anarchism-the-zapatistas-and-the-global-solidarity-movement-by-roy-kr%C3%B8vel/#_ftn1, consulté le 30/12/2010, p.12

[155] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.10

[156] Cf. ANTONY Michel *VI. Traces utopiques et libertaires dans le temps et dans l'espace A. Les sociétés « primitives » peuvent-elles apparaître libertaires et servir de référence aux rêves utopiques ? 2. Des sociétés amérindiennes « pré-libertaires » d'Amérique Latine*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 139p, mars 2009

[157] BARABAS Alicia M. *Utopías Indias. Movimientos sociorreligiosos en México*, Quito : Abya-Yala, 258p, 2000

[158] Cf. ANTONY Michel *VI. Traces utopiques et libertaires dans le temps et dans l'espace. B. Des traces anarchistes dans certains mouvements millénaristes et messianiques ? e) Une Amérique latine méconnue et pourtant très riche en mouvements : Brésil, Mexique, Pérou*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 139p, mars 2009

»
«*Mexique profond*», concept cher à BONFIL[159], renforcent et enrichissent donc les utopies libertaires.

Le XX° siècle apporte en plus des volontés unitaires et confédérales, qui permettent aux indigènes de réduire nationalismes et cloisonnement. Dès 1940 a lieu à Patzcuaro le 1° Congrès indigéniste panaméricain.

## 2. Les premiers mouvements et utopies libertaires de 1860 à 1910 :

Dès 1867 l'insurrection maya dans le Chiapas semble liée à des militants «*anarchistes*» qui savent utiliser les pensées millénaristes locales de la région de San Juan Chamula : Ignacio FERNÁNDEZ GALINDO et Luisa QUEVEDO[160]. En début 1868 le soulèvement chiapanèque doit beaucoup à Pedro DÍAZ CUZCAT.

Vers 1868/69, dans les régions de Chalco, Texcoco, Coatepec, Chicoloapan et Acuautla, un mouvement rural de récupération des terres, pour « *l'abolition du gouvernement et de l'exploitation* » et pour édifier une école pour le socialisme à Chalco (*La escuela de la Razón y del socialismo* ou *La escuela moderna y libre*)... est une étape encore trop méconnue.

Vers 1870, les haciendas de la région Huastèque de l'État de San-Luis Potosí sont parfois attaquées par des mouvements agraires dont celui de Juan SANTIAGO.

Mais c'est surtout dans les années 1870-1880 que le Mexique s'enflamme. Cette période, de peu antérieure à la Commune de Paris, peut légitimement apparaître comme une «*première révolution anarchiste*»[161].

*L'École de la Raison*, créée en 1865, doit beaucoup au grec proudhonien et fouriériste Plotino C. RHODAKANATY (1828-1885 ?). Il traduit en 1877 un des premiers ouvrages anarchistes au Mexique, *Idea General de la Revolución* de PROUDHON. Il a l'appui plus tard du futur bakouniniste Francisco ZALACOSTA (1844-1881) qui le remplace à la tête de l'école, et de tout le groupe des *Estudiantes socialistas*. Parmi eux sont très actifs Hermenegildo VILLAVICENCIO (né en 1824) et Santiago VILLANUEVA (né en 1838). RHODAKANATY, au Mexique depuis 1861, publie cette année là *Cartilla socialista o sea El Catecismo elemental de la Escuela de Carlos FOURIER*, sorte d'adaptation socialiste utopique, non violente des écrits de FOURIER, mâtinés d'autres considérations socialistes pluralistes acquises par l'auteur surtout lors de son passage parisien. Ce livre serait le premier livre réellement socialiste publié dans ce pays, si on excepte la réédition, légèrement antérieure à 1861, d'un livre anonyme qui avait été édité à Bogotá en 1852, *Análisis del socialismo y exposición clara, metódica e imparcial de los principales socialistas antiguos y modernos.* RHODAKANATY fonde en 1861 le journal fouriériste *Falansterio*.

Il est cependant à noter que le fouriérisme mexicain est antérieur à l'œuvre de RHODAKANATY, et s'exprime dès les années 1840 dans les États de México, Jalisco et Aguacalientes[162].

En 1864, quelques «*étudiants socialistes*» relancent une des premières organisations vaguement libertaires : la *Sociedad particular de secorros mútuos*[163]. Bien des agitateurs et penseurs libertaires sont regroupés dans une autre société également remise sur pied : la *Sociedad Artístico-Industrial*.

---

[159] BONFIL BATALLA Guillermo *México profundo : una civilización negada*, México : CIESAS-Editorial Gribaldo, 1987

[160] ALBERTANI Claudio *Le correnti sotteranee,* -in-*…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, p.07-15, 1998, p.12

[161] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.17

[162] Cf. *5. Un héritage immédiat à la fois important et expurgé*, -in-ANTONY Michel *Quelques éléments biographiques sur Charles FOURIER 1772-1837 & Courte présentation du Fouriérisme*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 44p, décembre 2008

[163] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.24

»

La naissance des idées libertaires mexicaines est également liée aux mouvements de « *l'anarchiste révolutionnaire* »[164], précurseurs du zapatisme et du néo-zapatisme : Julio CHÁVEZ LÓPEZ (exécuté en septembre 1869), ancien élève de RHODAKANATY dans *La Escuela de Chalco*, dans le Chalco Bajo. La révolte d'Anselmo GOMEZ dans l'État d'Hidalgo semble aussi importante. Ces mouvements ruraux peuvent être aussi interprétés en termes de « *bandolerisme social* », avec tous les autres « *primitifs de la révolte* », si on suit les analyses parfois trop superficielles d'Eric John HOBSBAWM.

Ces révoltes sont en tout cas de vrais exemples de ce qui va s'appeler propagande par le fait, et dont on trouve un peu partout dans le monde les mêmes traits : proclamations anti-étatistes et anti-gouvernementalistes, destructions des symboles du pouvoir ou de la propriété (particulièrement les cadastres et les titres), mise en avant de l'autonomie communale et du fédéralisme, et renforcement des organisations pré-autogestionnaires traditionnelles.

Il est certain que Julio CHÁVEZ LÓPEZ est un des premiers modernes guérilleros, qui attaque et tente d'exproprier de riches haciendas de son secteur (environs de Chalco) dès le début de 1868. Son *Manifeste à tous les pauvres et opprimés du Mexique et de l'Univers* en avril 1869[165] fait figure de premier texte utopique « *anarchiste* », « *fouriériste* »[166] ou « *millénariste* » (VALADÉS) mexicain, et démontre un souci de s'extraire du localisme. Lui-même soutient des mouvements vers Puebla, dans l'État d'Hidalgo… Antigouvernemental, socialiste et communiste, appelant à créer une «*République universelle de l'harmonie*», ce texte novateur est d'une incroyable richesse. Le terme de communiste attribué parfois à CHÁVEZ, et qu'il revendique, ne doit pas faire illusion : il traduit la volonté de bien des indigènes de travailler en commun, mais son programme est plutôt celui de répartir les terres des propriétés expropriées. Ce *Manifeste* et les idées qu'il émet sont largement repris par la suite par le magonisme, puis par le zapatisme. Rédigé sans doute avec l'aide de ZALACOSTA, ce texte garde encore des traces de l'ancien fouriérisme et proudhonisme « *rhodakanatiens* », notamment avec la formule : « *nous voulons abolir toutes les marques de tyrannie entre les hommes vivant en sociétés fraternelles et mutualistes, pour établir la République universelle de l'Harmonie* ». L'aspect le plus intéressant de ce mouvement est sa volonté de créer des sociétés libres et autonomes, et de se référer aux demandes indigènes, en se rattachant à la tradition utopique amérindienne (dont il défend les *ejidos* communautaires traditionnels). Il est un des premiers mouvements radicalement révolutionnaires du monde hispanique, comme le prouve cet autre extrait du *Manifiesto* : il faut « *accroître nos efforts autour du sacro-saint drapeau de la révolution socialiste qui exprime la revendication la plus élevée de la République : l'abolition du gouvernement et de l'expropriation. Vive le socialisme ! Vive la liberté !* ». Ce mouvement « *anarcho-fouriériste* » (ABRAMSON) « *annonce et prépare la Révolution mexicaine dans la forme agraire la plus radicale : le zapatism*e »[167] Je trouve plutôt que c'est du magonisme avant la lettre, plus que du zapatisme, puisque les frères MAGÓN seront vraiment les seuls à mêler constamment et volontairement socialisme anarchiste, «*libéralisme*» mexicain et luttes agraires de leurs temps, avec les utopies indigènes dont ils se réclament. En effet, dans tous ces écrits et mouvements se manifeste une « *indigénisation des théories socialistes utopiques* », notamment par les liens entre « *le calpulli précolombien et la commune sociétaire de demain* »[168].

Ces actions et pensées des années 1860 sont donc essentielles, bien que Julio, cet ancien péon lié aux anarchistes intellectuels de la capitale, soit rapidement exécuté en 1869.

---

[164] MASON HART John *El México revolucionario. Gestación y proceso de la Revolución mexicana*, México, Patria, 574p, 3°ed., 1997, p.66

[165] Texte dans DOILLON David *Les précurseurs de l'anarchisme mexicain*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.18-20, 12 juillet-12 septembre 2012, p.19

[166] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.23

[167] ABRAMSON Pierre-Luc *Las utopías sociales en América Latina en el siglo XIX*, p.234

[168] ABRAMSON Pierre-Luc *Les utopies sociales en Amérique latine au XIX° siècle*, Lille, 2 vol., 1993, cité par MATAMOROS PONCE Fernando *Mémoire et utopie au Mexique*, Paris, Syllepse, 1998

»
Son mouvement aurait compté près de 1 500 hommes, et son positionnement pour le « *municipio libre* » reste donc une incontestable référence pré-zapatiste.

Il est intéressant de signaler que le fameux slogan « *Tierra y Libertad* » apparaît ces mêmes années, notamment en 1869, lors de la révolte de Chalco Bajo.

En 1871 RHODAKANATY influence encore un journal modéré, *El Socialista, dirigé par* son disciple Juan de Mata RIVERA (1838-1893) qu'il a sans doute connu. De Mata mêle lui aussi PROUDHON et FOURIER et se concentre sur le travail et l'amélioration des conditions des ouvriers et artisans. Il développe une politique pro-mutualiste « *très timide* » dont le *Círculo de Obreros,* « *première organisation nationale des travailleurs mexicains* », est sans doute une des plus célèbres expressions[169]. L'influence de l'AIT-*Association Internationale des Travailleurs* semble possible. Mais en fin des années 1870 et dans les années 1880 cet organe perd pratiquement tout crédit pour le socialisme militant d'expression libertaire, les modérés s'y imposant.

Dans les années 1870 les anarchistes, peut être Alejandro HERRERA et surtout Santiago VILLANUEVA (mort en 1872), forment fréquemment l'épine dorsale de ce GCO-*Gran Círculo Obreros de México* comme il se nomme désormais (interdit en 1881 puis totalement en 1883). Ils participent un temps au journal pluriel *El Socialista* fondé en 1871 Juan de Mata RIVERA. Ce *Grand Cercle* amplifie les efforts de la *Sociedad mutua del ramo de hilados y tejidos del Valle de México* (*Société de résistance des ouvriers du textile*) qui s'est développée dès 1865, là aussi grâce aux efforts propagandistes de RHODAKANATY, qui lui-même s'était proclamé tailleur (*sastre*), en plus de ses métiers d'enseignant, philosophe et de journaliste, et de ses titres non prouvés de docteur.

Ces proto-anarchistes mexicains sont partiellement à l'origine de structures sociales, sortes de syndicats avant la lettre, notamment *La Sociedad mutualista de ramo de hilados y tejidos del Valle de México* déjà citée, et surtout la *Sociedad Agrícola oriental* qui dure jusqu'en fin des années 1880 et serait «*le centre principal de l'activité anarchiste au Mexique*»[170]. On peut y ajouter la *Sociedad artística industrial* des années 1867-1868. Ancrés dans le monde ouvrier, véritables propulseurs des méthodes d'actions directes, ces anciens étudiants socialistes obtiennent parfois le succès, comme en 1868 la «*première grève victorieuse*» de l'histoire mexicaine dans l'usine textile *La fama Montañesa* de Tlalpán[171].

L'association internationaliste *La Social-sección internacionalista « groupe d'études social franchement socialiste »* (VALADÉS*)*, créée en 1865 (ou 1868 ?), et surtout relancée en 1871 (et plus tard en 1876), est beaucoup plus radicale. Elle représente un des premiers vrais foyers de l'anarchisme mexicain. RHODAKANATY en fait une vraie « *sociedad humanitaria - société humanitaire* ». Outre RHODAKANATY et ZALACOSTA, on trouve Hermenegildo VILLAVICENCIO et Santiago VILLANUEVA. Le *Manifeste* de *La Social* du 15/04/1871 appelle à la suppression «*de tout système de gouvernement*». Pourtant liés aux anti-autoritaires uruguayens et espagnols et à la Fédération jurassienne, les militants de *La Social* sont étonnament peu connus des historiens de l'Internationale antiautoritaire. Le groupe est membre du GCO, y appliquant une forme de fraternité radicale qui évoque par certains traits les projets identiques de BAKOUNINE. L'influence de ces libertaires doit être plus forte qu'on ne le pense, même après la mort de VILLANUEVA en 1872 et l'apparente victoire des socialistes

[169] VALADÉS José Carlos *Cartilla Socialista de Plotino C. RHODAKANATY. Noticias sobre el socialisme en México durante el siglo XIX*, -in-Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México, México : Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, v. 3, Documento 18, p.09-66, 1970, en ligne, Site http://www.iih.unam.mx/moderna/ehmc/ehmc03/018a.html, consulté le 21/12/2008

[170] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.25

[171] ZARCONE Pier Francesco *op.cit*, p.27

»
réformistes et marxistes. Ainsi, bien que devenu modété, *El socialista*, lui aussi, semble en contact avec l'AIT antiautoritaire jusqu'en 1877[172].

Certains de ses membres contribuent à la publication de *La Comuna* (1874) prolongée par *La Comuna mexicana* (1874-1875), qui est sans doute le premier journal réellement antiautoritaire, et constitue un hommage posthume à la Commune de Paris. Ces périodiques militent pour le communalisme, c'est-à-dire l'autonomie des municipios. Mais c'est le journal quasi officiel de *La Social*, *La Internacional* (1878), qui représente le mieux l'influence croissante du bakouninisme au Mexique. Il est introduit largement par des immigrés espagnols, VALADÉS citant surtout ZALACOSTA (dont l'origine espagnole ou mexicaine est discutée), Carlos SANZ (qui a participé à La Commune de Paris) et Federico M. FUSCO.

Ainsi en mars-avril 1876, lors de la première rencontre du *Congrès général ouvrier de la République mexicaine*, 5 anarchistes, membres du groupe alors clandestin *La Social,* y sont fort actifs, y compris la première femme importante du mouvement ouvrier mexicain, Soledad SOSA. Lors de ce congrès globalement modéré, on trouve cependant la formule « *No más ricos y pobres, señores y siervos, gobernantes y gobernados ! - Plus de riches ni de pauvres, plus de maîtres ni de serfs, plus de gouvernants ni de gouvernés !* »[173]. Elle provient incontestablement de ceux qu'on nomme alors « *anarquista, nihilista, socialista, comunista y furierista* ». La référence essentielle est la révolte parisienne de *La Commune* et la volonté d'établir une « *República del Trabajo - République du Travail* », ce qui, somme toute, convient à la plupart des tendances du mouvement socialiste international, même si le fond proudhonien semble patent.

Il est important de noter que *La Social*, au départ mouvement modéré et plutôt fouriériste, avait été créée par RHODAKANATY et ZALACOSTA, ce dernier à l'époque ayant été à México (en 1861) l'élève et le remplaçant de l'immigré grec, et étant toujours sous son influence idéologique malgré une nette évolution de sa pensée. Cette association, sans doute grâce à Carlos SANZ (en lien avec le catalan Rafael FARGA PELLICER 1840-1890, disciple de BAKOUNINE, arrivé au Mexique pour quelques années en 1874) appartiendrait à l'AIT antiautoritaire fondée dans le Jura Suisse de 1872 à 1877 et aurait compté plus de 60 sections à son apogée (vers 1878 ?). C'est en 1876 que ce groupe se réactive et se radicalise, et en 1877 que *La Social* deviend officiellement *Section mexicaine* de cette Internationale. RHODAKANATY, qui reprend du service, y défend le «*socialisme libre*» et l'importance «*du principe anarchiste et révolutionnaire de PROUDHON*», pendant que ZALACOSTA y impose la primauté «*révolutionnaire*»[174]. Comme confirmation on peut noter l'interprétation libertaire du marxisme qu'elle semble promouvoir[175]. Mais les chercheurs ne proposent aucune certitude sur l'existence d'une telle section de l'AIT au Mexique, même si à l'époque le suisse James GUILLAUME, un des responsables de la Fédération Jurassienne, affirmait être en relation avec des mexicains. La date de l'adhésion à l'AIT correspond sans doute au Congrès de Verviers en 1877. Les liens internationaux transparaissent encore lors d'une manifestation à México en décembre 1879 ; une banderole porte l'inscription suivante : «*La Sociale, adhérente de la Grande Ligue internationale du Jura*»[176].

Vers 1877 ZALACOSTA affirme que «*le dogme philosophique de notre institution sociétaire est l'arnarchie systématisée, c'est-à-dire la décentralisation des pouvoirs politiques*

[172] DOILLON David *Aux sources des mouvements ouvriers et paysans mexicains : les précurseurs de l'anarchisme (1861-1882),* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.123-179, 2013, p.144
[173] VALADÉS José Carlos *op.cit*, note 95
[174] DOILLON David *Aux sources des mouvements ouvriers et paysans mexicains : les précurseurs de l'anarchisme (1861-1882),* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.123-179, 2013, p.156-158
[175] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.30
[176] DOILLON David *Aux sources des mouvements ouvriers et paysans mexicains : les précurseurs de l'anarchisme (1861-1882),* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.123-179, 2013, p.170

»
*remplacés par l'organisation des forces économiques*»[177]. En 1878 le journal *La Internacional* promeut un net idéal libertaire : «*l'anarchie sociale, l'abolition de tous les gouvernements et la révolution sociale*». Il se bat pour «*la République sociale universelle, une et indivisible*». Fidèle au fouriérisme de ses débuts, le point 11 de son programme souhaite «*l'organisation du phalanstère sociétaire…*»[178].

Pour la curiosité, cette même mouvance aux traces bakouninistes aurait fondée le premier *Partido Comunista Mexicano*, à la durée de vie très courte.

L'action de *La Social* vis-à-vis du monde rural reste également à écrire. Il semble bien cependant que c'est grâce à elle que se tient le premier Congrès paysan du Mexique en août 1877, d'où surgit un *Grand Comité Central des Communautés Agricoles*[179].

Il y a donc radicalisation et rupture au sein du mouvement libertaire prolétarien en fin des années 1870 ; c'est désormais trop radical pour le proudhonisme ou fouriérisme modéré de RHODAKANATY et sa formule vague mais sympathique de « *socialisme libre* » (VALADÉS). Il est de plus en plus marginalisé, et finit en 1886 par quitter le Mexique où son rôle fut pourtant déterminant, ensuite on perd sa trace d'où l'incertitude sur la date de sa mort. Comme l'affirme ABRAMSON, son mélange de fouriérisme, de proudhonisme et de spinozisme, son respect du panthéisme et ses efforts féministes notables dans une société si machiste, en font un vrai socialiste « *antiautoritaire* », plus qu'un anarchiste conséquent. RHODAKANATY lui-même utilisait d'ailleurs ce qualificatif.

Dans le monde rural, le mécontentement n'a jamais cessé. Le mouvement des *Pueblos Unidos* de la fin des années 1870, favorable à l'autonomie villageoise et au fédéralisme, tente de se lier au mouvement ouvrier.

De 1878 à 1880, date de son exécution, ZALACOSTA avec le *Gran Comité Central Comunero*, relance depuis México un mouvement insurrectionnel dans les États du Nord-Est. L'insurrection se poursuit malgré sa mort jusqu'en 1884. Autour de ce Comité continuent à se profiler la volonté post-fouriériste de créer un «*Falansterio societario*»[180]. L'avocat Tiburcio MONTIEL (1830-1885) soutient fréquemment ces premières manifestations volontaires de l'anarchisme mexicain, et coordonne les efforts de la *Liga agraria de la República mexicana* dans la région de Chalco. De nombreux mouvements indigènes (liés ou parallèles à cette insurrection) pour la reprise des terres se manifestent : la révolte du « *tigre de Alica* » (Manuel LOSADA) en 1873, ou les émotions populaires au Michoacán, San Luis Potosí et dans le Guanajuato en fin des années 1870.

Au milieu des années 1870, l'important mouvement «*agrariste*» de José María GONZÁLEZ développe l'idée de «*collectivités agricoles autonomes et autosuffisantes*»[181] ; CAPPELLETTI parle dans leur cas de groupements «*autarciques et autogérés*»[182]. Parfois conservateur, GONZÁLEZ reste un novateur et représente bien les ambiguités d'un socialisme d'essence proudhonienne, notamment dans les articles qu'il publie dans *El Hijo del Trabajo* (republiés par Chantal LÓPEZ y Omar CORTÉS). Son influence reste profonde durant plusieurs années.

---

[177] DOILLON David *Aux sources des mouvements ouvriers et paysans mexicains : les précurseurs de l'anarchisme (1861-1882),* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.123-179, 2013, p.162

[178] DOILLON David, op.cit., p.163

[179] DOILLON David *Les précurseurs de l'anarchisme mexicain*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.18-20, 12 juillet-12 septembre 2012, p.20

[180] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.30

[181] ZARCONE Pier Francesco *op.cit.*, p.29

[182] CAPPELLETTI Ángel J. *Capitulo II. El magonismo y los origenes del anarquismo en México*, -in-CAPPELLETTI Ángel J. *Hechos y figuras del anarquismo hispanoamericano*, Móstoles: Madre Tierra, 138p, p.17-39, 1990, p.23

»

En juin 1879 à Santa Cruz de Barranca est proclamé pacifiquement par 26 localités le *Plan socialiste des Villages des États de Querétaro et de Guanajuato*[183] auquel a sans doute participé l'incontournable ZALACOSTA. Il se prononce pour un socialisme municipaliste et contre tous les gouvernements. Le *Centre Socialiste* de l'État de Guanajuato serait coordinateur de ces mouvements, particulièrement autour de la personnalité d'Antonio GUEVARA et de celle de José JIMENEZ.

Une révolte éclate durant la même période dans la Sierra Gorda, district de Cadereyta : ces révoltés «*communistes*», mal armés, seraient sensibles aux discours anarchosyndicalistes de Félix RODRIGUEZ (lui aussi disciple de RHODAKANATY et proche de GUEVARA). Ils sont écrasés sans pitié. Le *Plan socialiste de la Sierra Gorda* (Queretaro juillet 1879) évoque lui aussi la nécessité de mettre sur pied une fédération de communes autonomes. En septembre 1879 Queretaro est occupée par une guerilla qui proclame «*la République communiste et antiautoritaire*» [184].

Dans le Zacatecas, le *Zacatecas Gran Circulo de Obreros* se positionne pendant environ deux ans (1878-1880) sur des positions libertaires.

L'utopie bakouninienne (mêlée à des relents du fouriérisme) se structure parfois bizarrement, puisqu'un parti s'en inspirant, le *Partido Comunista Mexicano*, animé par le colonel Alberto SANTA FE (né en 1839), a une vie éphémère vers 1878[185]. Le nom de son journal *La Revolución social* est emblématique. Ce militaire, apparemment fidèle aux idées bakouninistes, propose un texte élaboré *La ley del pueblo* qui serait le «*document le plus complet de l'anarchisme agraire de cette époque*»[186]. Le texte aurait même servi de base idéale à la révolte du général Miguel NEGRETE (déjà actif dans les années 1860) Le Mexique rural central est en feu de 1879 à 1883, nombreuses sont les haciendas prises d'assaut. SANTA FE est très actif dans le secteur de Puebla.

En 1881 la révolte paysanne menée par Patricio RUEDA dans la Huasteca Potosina, tout en demandant une réforme agraire, veut surtout réhabiliter le « *municipalisme communautaire* » originel[187]. En octobre 1882, José JIMENEZ proclamé « *colonel* » semble à l'origine d'une autre rébellion du Querétaro, dans le secteur de Tlacote El Bajoe.

La répression se durcit, les principaux leaders (José JIMENEZ, Antonio GUEVARA, Agustí RAMIREZ…) étant exécutés à Querétaro le 16 juin 1884.

Dans la capitale vers 1885, des libertaires se regroupent autour de Carmen HUERTA dans la *Junta privada de las sociedades mutualistas de México* à la durée éphémère.

En 1886 une dernière révolte menée par Miguel NEGRETE et Trinidad GARCÍA de la CADENA (1813-1886) est rapidement vaincue.

La longue nuit répressive et autoritaire du porfirisme va durer jusque vers 1910.

Dans l'ensemble, ce premier mouvement libertaire paysan, ouvrier et artisanal (1860-1880) se positionne pour un « *socialisme libre* » (formule éminemment rhodakanatienne), et « *pour le contrôle de la production autogérée par les ouvriers* » : l'utopie pré-anarchosyndicaliste est déjà bien installée d'après MASON HART[188]. Il affirme que « *l'expression idéologique la plus claire de leur conscience de classe fut l'anarchisme* » ; il

[183] ROSALES SUASTI José *I ribelli incompresi del Querétaro alle origini del socialismo libertario messicano* -in-Bollettino Archivio G. PINELLI, Milano : n°28, p.16-18, dicembre 2006

[184] DOILLON David *Aux sources des mouvements ouvriers et paysans mexicains : les précurseurs de l'anarchisme (1861-1882),* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.123-179, 2013, p.169

[185] ABRAMSON Pierre-Luc *Las utopías sociales en América Latina en el siglo XIX* (Thèse Lille 1993), México, Fondo de Cultura Económica, 407p, 1999, p.60

[186] CAPPELLETTI Ángel J. *Capitulo II. El magonismo y los origenes del anarquismo en México*, -in-CAPPELLETTI Ángel J. *Hechos y figuras del anarquismo hispanoamericano*, Móstoles: Madre Tierra, 138p, p.17-39, 1990, p.24

[187] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena: Massari, 288p, 1995, p.23

[188] MASON HART John *El México revolucionario*, p.92

»
répète dans sa conclusion[189] que la tradition ouvrière de cette époque fut « *anarchiste, fouriériste, nationaliste et antigouvernementale* ». Effectivement, si on se réfère au journal anarchiste *El Internacionalista*, la volonté de proclamer « *la République sociale universelle* » (slogan très fréquent dans le mouvement anarchiste international d'alors) et l'autonomie municipale s'accompagne d'une terminologie post-fouriériste en faveur des « *phalanges* » ouvrières. Alessandro ARUFFO confirme largement la « *prééminence de la tendance anarcho-syndicaliste dans l'univers idéologique de la gauche mexicaine* »[190] pour toute la fin du XIX° siècle.

Une preuve supplémentaire est la représentation des ouvriers anarchistes mexicains au Congrès International de Londres en 1881, via Nathan GANZ de *The An-Archist* de Boston.

Avec l'aide de l'ingénieur états-unien Albert K. OWEN, qui connaît sans doute les théories anarchisantes, est créée en 1889 dans la baie d'Ohuira-Topolobampo (Sinaloa), plus exactement dans la Valle del Fuerte, une colonie utopiste au nom grandiloquent : la *Métropole Socialiste d'Occident*. Mais elle s'achève rapidement en 1893, et les idéaux socialisants du début ont rapidement fait place, semble-t-il, à un état d'esprit totalement capitaliste.

En sommeil après la répression des années 1880, le mouvement libertaire mexicain renaît dans les années 1890-1900, mais son histoire est difficile car il est mêlé aux mouvements agraires, aux révoltes antifiscales (Chihuahua), aux révoltes amérindiennes (guerre des Yaquis) au Parti libéral et aux ébauches mexicaines de l'anarcho-syndicalisme.

Il semble cependant représenté au Congrès révolutionnaire de Londres en 1881, où l'étatsunien Nathan GANZ, directeur de *The Anarchist* de Boston, représente les anarchistes mexicains.

Dans la dernière décennie du XIX° siècle des groupes anarchistes et de petits syndicats révolutionnaires (en lien avec des organisations étatsuniennes) existent encore dans le Nord, alors que d'autres se fondent dans le Yucatán, en lien notamment avec l'anarchiste catalan J. ZALDIVAR. Comme l'autre espagnol anarchiste M.J.F. MONCALEANO actif à ce moment là, ce fait nous rappelle l'importance de l'immigration sur le mouvement autochtone, et de la pensée « *acrate* » européenne sur les libertaires mexicains. Cependant, l'anarchisme mexicain est surtout un fait local (mais non fermé), ne serait ce qu'en évoquant le magonisme.

À Oaxaca l'artisan Luis SANTIBAÑEZ garde la flamme acquise principalement dans ses lectures de PROUDHON.

En 1906, le Cercle d'ouvriers libres de Rio Blanco semble reproduire par sa structure l'ancien GCO[191].

En 1907, l'anarchiste GUERRERO mène des attaques contres les haciendas dans le Chihuahua (Casas Grandes, Janos…). Sa mort en décembre 1910 affaiblit la radicalité des révoltes du Nord mexicain, sans les annihiler. Il est plus connu comme leader « *militaire* » du PLM que comme anarchiste, alors que c'est sans doute un des plus convaincus militants libertaires (Cf. ci-dessous).

Sans prendre plus d'exemples, ceux-ci nous aident à comprendre que le magonisme et le zapatisme disposent, contrairement à ce que l'on croit souvent, de racines bien réelles sur le sol mexicain. Malheureusement, la coupure du Porfiriato fait qu'entre les deux époques, les liens sont devenus ténus. Les révolutionnaires libertaires des années 1910-1920 doivent donc quasiment tout réinventer.

---

[189] MASON HART John *El México revolucionario*, p.481
[190] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.30
[191] DOILLON David *Aux sources des mouvements ouvriers et paysans mexicains : les précurseurs de l'anarchisme (1861-1882),* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.123-179, 2013, p.176

»

### 3. Ambigüités du mouvement ouvrier mexicain au début du XX° siècle : entre utopie anarcho-syndicaliste et tentations étatistes

Le mouvement ouvrier renaît vraiment au début du XX$^{ème}$ siècle. Si les anarchistes ne sont plus dominants, ils restent toujours très influents et vont structurer largement le syndicalisme mexicain.

L'importance des idées libertaires est forte dans la grande grève de Cananea (Sonora) en 1906, qui devient emblématique. L'agitation est appuyée par les militants du PLM - *Parti Libéral Mexicain* qui arrivent dans la région dès 1905 ; ils fonde le *Club Liberal de Cananea* en 1906. Les mineurs de la *Greene Consolidated Copper Co* s'y opposent à un patronat souvent étranger et à une classe ouvrière étatsunienne peu solidaire : les anarchistes organisent au mieux la classe ouvrière autochtone, qui s'affronte de manière déterminée aux travailleurs nord-américains, et aux « *rangers* » envoyés pour mater ce qui est d'abord une grève radicale et qui devient rapidement une vraie insurrection. La demande essentielle des 8h de travail montre que ce mouvement mexicain de 1906 est un des premiers grands mouvements internationaux sur ce thème, et aussi que les militants locaux sont sensibles aux renvendications du syndicalisme international puisqu'ils en adoptent les mots d'ordre. L'anarchiste Estebán BACA CALDERÓN est un des fondateurs de l'*Union Fraternelle Libérale - Unión Liberal Humanidad* à laquelle adhèrent de nombreux mineurs. La répression est terribles, des dizaines de morts et de blessés, des dizaines d'emprisonnés (qui le restent jusqu'en 1911).

L'autre grand mouvement ouvrier lié au magonisme en 1906 éclate dans la zone textile de Río Blanco (Veracruz). Depuis avril, des ouvriers magonistes (surtout José NEIRA) ou influencés s'organisent dans le *Gran Círculo de Obreros Libres de Río Blanco*. Il est influent dans toute la région d'Orizaba et dispose d'un organe *Revolución Social*. Il soutient les mouvements proches sur Puebla et Tlaxcala. La répression militaire écrase progressivement le mouvement en début 1907.

Une révolte agraire à Acayucán, menée par Hilario C. SALAS est contemporaine de ses mouvements sociaux fortement influencés par les libertaires. Peu après en 1908, c'est au tour de la région de Viescas d'entrer en rébellion à l'appel du PLM : la guérilla locale - et curieusement peu violente - semble efficace, au point que Praxedis G. GUERRERO en fait un acte symbolique[192].

Comme dans beaucoup de pays, les typographes anarchistes sont aux premiers rangs : les anarchistes d'origine espagnole Amadeo FERRÉS et José SEGÚ animent la *Confederación Tipográfica Mexicana* de la capitale (fondée en mai 1911), qui devient la *Confederación nacional de los Artes gráficas*. FERRÉS est un des principaux activistes du groupe semi-clandestin des *Obreros intelectuales*. De tendance pacifiste, ce quasi-syndicat des typographes s'oppose parfois aux grèves[193], qui sont dommageables d'abord pour les ouvriers eux-mêmes. Peut-on voir dans ce positionnement quelques traces de proudhonisme ?

Le PSO - *Parti Socialiste Ouvrier* est un curieux montage initié par des anarchistes d'origine allemande en août 1911 Pablo ZIEROLD et Juan HUMBOLDT et quelques magonistes. Mouvement hétéroclite, il compte cependant plusieurs anarchistes déclarés autour de Juan Francisco MONCALEANO, animateur d'origine colombienne, du groupe anarchiste clandestin *Luz - Lumière* (fondé en juin 1912). Ce leader est vite obligé de fuir à Los Angeles (ou est déporté en Espagne ?). Le *Manifeste anarchiste* de Luz se proclame pour un regroupement pluraliste et diversifié idéologiquement, pratiquant la lutte des classes, l'éducation rationaliste et l'action directe.

---

[192] CAPPELLETTI Ángel J. *Capitulo II. El magonismo y los origenes del anarquismo en México*, -in-CAPPELLETTI Ángel J. *Hechos y figuras del anarquismo hispanoamericano*, Móstoles: Madre Tierra, 138p, p.17-39, 1990, p.29

[193] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.304

»

Ce groupe devient *Lucha - Lutte* en fin 1912, et contribue largement à la naissance du premier grand syndicat anarcho-syndicaliste (ou syndicaliste révolutionnaire, car le pluralisme idéologique y est réel[194]), *La Casa del Obrero - La Maison de l'Ouvrier*. «*L'apport libertaire y est dominant*»[195] mais la diversité sociologique et idéologique y demeure très forte.

La Casa, un peu comme les Bourses du Travail françaises, recouvre une réalité diversifiée : centres culturels, école rationaliste, sociétés mutualistes et vrais syndicats[196] ainsi qu'une Brigade sanitaire qui porte le nom d'*Ácrata*. L'action internationaliste y est vive, notamment lors de la manifestation du 1° mai 1913. En septembre 1913 sort le premier numéro d'*El Sindicalista*, assumé en grande partie par le syndicat des typographes. Il est remplacé au printemps 1914 par *Emancipación Obrera*. Ce centre plus ou moins syndicaliste adhère à l'AIT reconstituée d'Amsterdam en 1913 et change son nom en COM-*Casa del Obrero Mundial*. Parmi les fondateurs de la Casa se trouve Miguel MENDOZA LÓPEZ (1883-1965), étonnant personnage, juriste, socialisant et connaisseur des penseurs libertaires internationaux, passé par le magonisme et proche alors du zapatisme. La dure répression du printemps (fermeture de *La Casa* en mai) et de l'été 1914 (dictature militaire de HUERTA) pousse certains de ses membres à rejoindre le zapatisme. En fin 1914, elle se reconstitue avec des syndicats, des maisons municipales et une « *maison* » nationale. Les liens internationaux sont maintenus.

Le Pacte de Veracruz (février 1915) entre le *Comité Révolutionnaire de la Ville de México* et CARRANZA (ennemi de ZAPATA et de VILLA) redonne un grand poids à la *Casa del Obrero* et la possibilité temporaire de s'étendre. Son autonomie est également militaire, puisque des milices ouvrières (Monterey, Morelia, México…) se développent. Mais les ouvriers organisés choisissent pour la plupart CARRANZA et OBREGÓN, et luttent contre VILLA et ZAPATA. Rares sont ceux qui rejoignent ZAPATA, conscients de ce qu'il représente comme volonté d'autonomie. C'est sans doute la grande et tragique erreur d'appréciation des révolutionnaires mexicains, qui réside dans la coupure entre mouvements « *agraristas* » (ZAPATA, voire VILLA) et mouvement ouvrier proprement dit (*Casa del Obrero*). Sans unité populaire et sans « *unité de classe* », la révolution était condamnée à subir les retournements politiques qui rendent si complexe l'analyse de l'épopée mexicaine.

Cependant la *Casa* est mal payée de son ralliement au pouvoir (une vraie trahison note alors Ricardo FLORÉS MAGÓN) : son apogée a lieu en 1916, mais rapidement CARRANZA tombe le masque, dissout la *Casa* et les fameux « *bataillons rouges* » (janvier)[197], réprime les agissements de la CMT nouvellement créée et la grève générale de México de fin juillet organisée par la *Federación de Sindicatos Obreros del Distrito Federal*. Avec OBREGÓN, le mouvement ouvrier semble domestiqué en échange de rares avantages et d'une reconnaissance semi-officielle.

Après bien des déboires, les anarcho-syndicalistes vont renaître entre 1917 & 1919 tant comme groupes organisés que comme tendances syndicales dans les divers congrès et organisations de l'époque[198]. Ils vont largement contribuer (avec les communistes) à la création d'une CGT - *Confederación General del Trabajo* mexicaine qui atteint peut-être les 40000

[194] Cf. DOILLON David *La Casa del Obrero Mundial. Foyer de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire mexicain*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.25-27, 12 juillet-12 septembre 2012

[195] GUERRA François-Xavier *De l'Espagne au Mexique : le milieu anarchiste et la Révolution mexicaines (1910-1915)*, -in-Mélanges de la Casa Velázquez, Paris : v.9, n.9, p.653-687, 1973, p.682

[196] RIBERA CARBÓ Anna *La Casa del Obrero Mundial. Anarcosindicalismo y revolución en México*, México: Instituto Nacional de Antropología e Historia, Colección Científica, 566, Serie Historia, 242p, 2010

[197] MEYER Jean A. *Les ouvriers et la révolution mexicaine: les Bataillons rouges*, -in-Annnales. Économies, Sociétés, Civilisations, XXV, n°1, p.30-55, 1970

[198] DOILLON David *Dispersion et renaissance du mouvement libertaire. La Confédération Générale des Travailleurs*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.30-32, 12 juillet-12 septembre 2012

»
membres vers 1921. Elle s'étoffe surtout lors de la *Convention Nationale Rouge* de México en février 1921, et adhère à l'ISR - *Internationale Syndicale Rouge*. À l'époque les anarchistes sont peu à peu submergés par les philo-léninistes. L'idéologie (l'utopie) y reste cependant un peu libertaire, en mettant en avant l'auto-émancipation du prolétariat. Le retrait des communistes et le départ de l'ISR permettent de renouer avec l'anarchisme ouvrier. En 1923 la CGT adhère à l'AIT - *Association Internationale des Travailleurs*. Depuis 1922 un CSL - *Centro Sindicalista Libertario* est également très actif au sein de la CGT, et se positionne en faveur du syndicalisme révolutionnaire.

Mais la réformiste et étatiste CROM (*Confederación Regional Obrera Mexicana* - créée en mai 1918) comptabilise désormais la majorité des ouvriers syndiqués, et va réussir à intégrer le mouvement ouvrier rebelle dans les rouages de l'État, en édulcorant peu à peu se positions d'autonomie radicale. Le dirigeant de la CROM, l'ancien anarcho-syndicaliste de l'électricité, Luis Napoleón MORONES (1890-1946 ou 1964), évolue rapidement vers des conceptions pluralistes et réformistes, et vers une forme de travaillisme mexicain. Pire, il passe à un étatisme sans scrupule et n'hésite pas sur le tard à rallier CALLES, en abandonnant tout rappel des positions libertaires de sa jeunesse.

L'effondrement de la CROM à la fin des années 1920 semble profiter à la CGT qui récupère nombre de ses adhérents. Mais en fait, comme le note David DOILLON, ce renforcement numérique entraîne l'affaiblissement idéologique : la CGT lors de son VII° Congrès en 1929 ne fait plus référence au mouvement libertaire.

L'anarchisme ouvrier mexicain persiste mais s'étiole et commence une «*lente agonie*»[199]. Il est un peu relancé par les réfugiés espagnols en 1939-1940 qui doivent beaucoup à la politique bienveillante du démocrate CARDENAS, mais ne compte plus beaucoup politiquement (Cf. ci-dessous). Pour bien des réfugiés européens (surtout ibériques) le port de Veracruz devient la porte de l'exil et un symbole de solidarité. Encore aujourd'hui une plaque rappelle le rôle solidaire tenu par le Mexique cardeniste vis-à-vis des espagnols républicains.

### 4. Le zapatisme historique porte des traits libertaires évidents :

Emiliano ZAPATA SALAZAR (1879-1919) est un des rares révolutionnaires d'importance, comme PROUDHON, qui sort du peuple et qui ne provient pas d'une famille d'intellectuels. Il est né à Anenecuilco, petit village (*pueblo*) de la région d'Ayala dans le Morelos mexicain. Autodidacte, ouvert aux idées généreuses, il reste cependant profondément lié à son milieu, les familles des haciendas, et au travail de la terre. Il est sensible à la vie villageoise traditionnelle de son Morelos et aux traits communalistes (au sens d'auto-organisation) qu'elle perpétue. Ce n'est pas un anarchiste, mais un révolutionnaire intègre dont quelques initiatives, la défense des bines communautaires, et un perpétuel souci anti-étatiste et solidaire, le rapprochent des libertaires. Métis parlant le nahuatl, langue des anciens mexicas (aztèques), il est comme le descendant de mazatèques FLORES MAGÓN un de ceux qui rattachent les luttes révolutionnaires au mouvement indigène, voire déjà indigéniste.

Dès mai 1911, ZAPATA apparaît comme le vrai leader guerillero du Morelos, et son autorité et sa popularité ne vont que croître au fil des évènements. Très vite il se heurte à MADEROS et aux autres caudillos, car d'une part ils ne concèdent rien sur les terres communautaires, et d'autre part ils ne cherchent qu'à le désarmer et à rétablir l'autorité gouvernementale sur son État. En fin août 1911, le *Manifiesto al pueblo del Morelos* est un acte d'autonomie et de défi vis-à-vis de toute pression extérieure.

[199] DOILLON David *La lente agonie de l'anarchisme mexicain*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.33-34, 12 juillet-12 septembre 2012

»

Dans le zapatisme, on note la présence de quelques anarchistes ou libertaires d'envergure comme Otilio MONTAÑO, instituteur et poète, mais mis à l'écart et exécuté en 1917 sans que les raisons en soient très claires. Un autre pédagogue et juriste, le rationaliste Miguel MENDOZA LÓPEZ, fut également lié au zapatisme ; de cette proximité avec les socialismes libertaires mexicains (syndicalisme révolutionnaire, magonisme et zapatisme) il tire plus tard, avant de se rapprocher des communistes, un traité libertaire méconnu[200]. On peut citer également le magoniste Domingo ARENAS d'origine nahua qui devient un des commandants zapatistes. Le groupe féminin *Mujeres de Anáhuac*, qui soutient l'initiative zapatiste et le plan d'Ayala, semble proche également de la mouvance libertaire. L'anarchosyndicaliste, puis socialiste libertaire Juana Bélen GUTTIÉRREZ DE MENDOZA (1875-1942) est un actif soutien du mouvement ; elle participe sans doute à l'écriture du *Plan de Ayala*. Emprisonnée pour son engagement, ZAPATA la charge en tant que *coronela* (colonelle) d'animer le régiment Victoria. En 1914 son journal *La Reforma* à Chilpancigo contient encore beaucoup de ses idées libertaires.

Le libertaire le plus influent, à l'idéologie assez mouvante et ambiguë cependant, plutôt tolstoïen au début du siècle, est Antonio Díaz SOTO y GAMA (1880-1967) ; il fut secrétaire zapatiste, après avoir rejoint le mouvement du Morelos vers mars 1914. L'importance de SOTO y GAMA dans l'histoire mexicaine est aujourd'hui sous-évaluée, alors qu'il fut un des intellectuels engagés des plus marquants de la première moitié du siècle. Ami du père d'Octavio PAZ avec qui il partage un court exil étatsunien, il a transmis chez cet auteur mondialement reconnu, un « *intérêt particulier pour l'anarchisme* »[201] maintes fois avoué. Dans son *Itinerario* de 1993 PAZ rappel le rôle influent de cet intellectuel de haut vol pour sa famille[202]. L'écrivain admet lui-même l'importance pour lui de l'anarchisme, qu'il mêle volontiers au surréalisme et à un marxisme d'essence libertaire[203] : « *j'éprouvais une immense sympathie pour cette tradition* (libertaire) »[204]. Il cite comme personnages qui l'ont marqué : BRETON, CAMUS, Victor SERGE, Benjamin PÉRET, CASTORIADIS, etc. Dans les années 1920-1930 il reste proche de militants anarchistes, tant au Mexique que durant la révolution espagnole, particulièrement au travers de José BOSCH, fils d'un membre de la FAI, expulsé du Mexique et retrouvé en mai 1937 à Barcelone. Cela lui permet de rappeler que la révolution mexicaine fut « *possédée par une passion égalitaire et communautaire* » rare[205].

ZAPATA lui-même est un lecteur de *Regeneración,* l'organe du PLM, dès 1906, et de KROPOTKINE dans la même période. Il eut quelques liens avec les magonistes, libertaires dans leur jeunesse, que furent Juan SARABIA et Antonio VILLAREAL. Emiliano a sans doute reçu de nombreux conseils et ferments anarchistes d'Andrès MOLINA ENRÍQUEZ. Le zapatiste Emilio FILISOLA semble avoir été en contacts secrets et unitaires avec le magonisme[206], charge qu'assumait dans l'autre sens la militante Modesta ABASCAL. Enfin de nombreux anarchistes chrétiens vont s'enrôler dans ses troupes. L'anarchiste cubain, Prudencio R. CASALS a également une certaine influence dès son engagement en début 1914.

Les liens avec le magonisme ont été resserrés en février 1913, Emiliano ZAPATA rencontrant les représentants du PLM Jose GUERRA et Jesus M. RANGUEL. Le caudillo a même invité Ricardo FLORES MAGÓN à le rejoindre dans le Morelos, ce que ce dernier ne fait pas pour des raisons pratiques et idéologiques (quoique proche du zapatisme, il le trouve trop modéré sur la question de la redistribution des terres). Le durcissement antibourgeois et anti-latifundiste du *Manifeste* zapatiste d'octobre 1913 semble en faire ressortir les influences.

---

[200] MENDOZA LÓPEZ SCHWERTFEGER Miguel *Cooperación y fraternidad. Tratado de la economía social libertaria*, México: Secretaría de Educación Pública, Dirección de Talleres Gráficos , 388p, 1922
[201] Cf. *Nouvel Observateur* du 23-29/04/1998
[202] PAZ Octavio *Itinéraire*, Paris : Gallimard, 150p, 1996, p.7
[203] PAZ Octavio *Op.cit.*, p.41
[204] PAZ Octavio *Op.cit.*, p.84
[205] PAZ Octavio *Op.cit.*, p.40
[206] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.254

»

Dès 1916 les théories du mouvement relancent l'importance du « *municipalisme* »[207] comme forme essentielle d'organisation sociale. Les multiples tentatives de faire du Morelos une sorte d'enclave autonome n'est pas sans rappeler bien des tentatives libertaires.

Emiliano ZAPATA lui-même, malgré son charisme et certains de ses excès, n'est pas un cacique ni un vrai caudillo avide de pouvoir comme il en fleurit beaucoup à l'époque. Il est pourtant nommé par ses pairs *Jefe de la Revolución* (été 1914). Fidèle à ses idéaux, à ses proches, à sa région... il est un des rares chefs de la Révolution, comme Ricardo FLORES MAGÓN, à l'attitude exemplaire, et qui ne cherche pas de pouvoir global.

Dès 1911 le très fameux *Plan de Ayala* (écrit sans doute très largement par Otilio MONTAÑO) ne pouvait que séduire les anarcho-syndicalistes par la volonté d'exproprier les terres (et de nationalisation de celles appartenant aux ennemis de la révolution) et l'affirmation omniprésente de l'anti-politisme, même s'ils contestaient les points trop modérés et gouvernementalistes, les références religieuses et l'absence de données concernant le prolétariat urbain... Ce *Plan* s'inspire largement du *Manifeste du PLM* de 1906 et surtout du *Manifeste du 23/09/1911* qui est un vibrant appel anarcho-syndicaliste, malgré là aussi une certaine modération. Il ne met pas en avant que le seul slogan moult fois répété « *Liberté, justice et loi* », mais pour le Mexique marqué par le porfirianisme anti-démocratique, c'est assurément un slogan révolutionnaire. Le zapatisme est un des rares mouvements mexicains d'alors à avoir une radicale politique agraire, anti-haciendas, et de réhabilitation des ejidos ; on peut y voir des traces de magonisme, mais également quelques positions prises par d'autres révolutionnaires, comme OROZCO dans le Nord. En s'en prenant aux chefs des haciendas, l'agrarisme zapatiste remet en cause à la fois une structure agraire semi-esclavagiste, et une conception autoritaire du pouvoir local. Il obtient de ce fait l'appui des péons, sans terre ou très petits propriétaires. Il satisfait largement les demandes communautaires indigènes puisqu'il revendique à plusieurs reprises la restitution des terres aux individus et aux communautés (ou villages) comme le confirme encore la *Ley agraria* d'octobre 1915. L'influence de Miguel MENDOZA LÓPEZ semble alors évidente.

Le *Programme de Jojutla* (avril 1916) en 38 articles est un des premiers à se positionner nationalement, et à transiger fortement avec le mouvement réformiste au pouvoir (pragmatisme ?). De faible avancée sociale ou féministe (au contraire même) il semble cependant rappeler les exigences d'autogouvernement municipal (art. 32) qui représente la principale expression libertaire du zapatisme.

Toujours en 1916, la *Ley General Sobre las Libertades Municipales* consacre l'autonomie villageoise, et sa forme libertaire, en refusant toute mainmise de l'État et en empêchant autant que possible sa glaciation autoritaire, par la proposition de rotation des tâches ou du contrôle de la gestion… car la «*Liberté municipale est la première et la plus importante des libertés démocratiques*»[208].

Parmi les autres documents zapatistes, les multiples manifestes du genre *Al pueblo mexicano* d'août 1914 avec le *Plan de Milpa Alta* ou *El manifiesto al pueblo* du 20/04/1917... mettent de plus en plus l'accent sur le refus du pouvoir et de l'intérêt personnel. Ils critiquent souvent la « *pantomina electoral* » dans une bonne veine anarchisante, et dénoncent le modérantisme constitutionnel de CARRANZA. ZAPATA semble alors de plus en plus militer pour une révolution économique, davantage que pour un changement politique[209].

*El manifiesto al pueblo mexicano* du 20/04/1918 revendique la nécessité du pluralisme dans le mouvement révolutionnaire, et le refus d'un programme figé : il doit s'adapter aux conditions locales, à l'avancée historique. Ce texte politique rejoint la critique anarchiste de tout projet figé et dogmatique. Mais la teneur reste très modérée dans l'ensemble.

---

[207] sur ce point, Cf. Surtout WOMARCK John *Emiliano ZAPATA*, New York 1969

[208] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.249

[209] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.91

»

Si Emiliano ZAPATA est proche de l'anarchisme, c'est :

1. Par la primauté de la morale, de l'éthique qu'il affirme : refus des honneurs, du despotisme, des abus... La justice est au premier plan, comme chez GODWIN ou PROUDHON ou KROPOTKINE. Par exemple on note chez ce caudillo une haine de l'argent que de nombreux utopistes, millénaristes... ont entretenu. Les anarchistes espagnols des collectivités de 1936-37 réalisent partiellement cette suppression du numéraire.
2. Par la méfiance vis à vis des institutions et de l'électoralisme : Emiliano tempête souvent contre la démagogie, les tromperies…
3. Par le refus du pouvoir individuel, c'est le plus notoire (et sans doute le seul) caudillo important anti-caudilliste au sens péjoratif du terme ! Tous les textes réclament la création d'un ***Junta*** (Assemblée) révolutionnaire, sorte de fédération des mouvements rebelles, seule habilitée à mettre sur pied des organes provisoires.
4. Par le soutien à l'autonomie villageoise et communautaire et à une forme de «*municipalisme libertaire*». L'accent kropotkinien est ici évident. Un demi siècle plus tard, dans la nuit du totalitarisme castriste à Cuba, un groupe anarchiste clandestin se nomme *Gruppo ZAPATA* et se définit comme un « *mouvement agraro-syndicaliste autogestionnaire* »[210] : les mots changent, mais le fond reste le même. Durant toute la période zapatiste, les communautés villageoises du Morelos furent respectées et écoutées, au même titre parfois que les commandants militaires de premier plan. Les «*conseils de village*» eurent même souvent la primauté dans la redistribution ou l'usage collectif des terres récupérées.
5. Et, paradoxalement, par son idéal de petit propriétaire indépendant, solidaire des autres, si cher par exemple à PROUDHON. Cet idéal s'accompagne d'une volonté de dislocation des haciendas et de reconstitution de l'ejido. La position agraire zapatiste est donc assez pluraliste. Dès le printemps 1912, une bonne partie de terres récupérées sont restituées aux ejidos, ZAPATA ne faisant d'ailleurs que s'appuyer sur un mouvement d'occupation des terres qui lui est antérieur.
6. Le slogan du mouvement « ***Tierra y libertad*** », popularisé par HERZEN, l'ami de BAKOUNINE, et issu du premier populisme russe (Cf. le groupe ***Zemlia i Volia/Terre et Liberté*** de 1862), est passé au zapatisme via le magonisme qui le proclame depuis 1910 de manière systématique dans *Regeneración*. Ricardo FLORES MAGÓN a même écrit une pièce de théâtre portant ce slogan en 1915. Elle est désormais accessible sur le net[211]. Dans la pièce, la vision anarchiste de FLORES MAGÓN est clairement affirmée, les paysans se révoltant contre tous les gouvernements, pour l'expropriation des terres, en entonnant la *Marseillaise anarchiste* (on trouve des extraits de ce chant à 3 reprises) ; l'insurrection se fait sous le triple patronage du slogan de « *Tierra y Libertad* », de revendication de l'« *Anarquía* » et de la direction du « *Partido Liberal Mexicano* ». Ricardo aurait transformé l'hymne mexicain pour proposer le chant Tierra y Libertad[212]. En 1914-1915, l'anglais magoniste W.C. OWEN (1854-1929) collaborateur du journal des MAGÓN publie lui-même son propre journal portant un titre analogue ***Land and liberty***. En fait c'est, semble-t-il, le guérillero anarchiste Praxedis G. GUERRERO qui le popularise dès 1907 (Cf. Ci dessous). Mais il a vraisemblablement déjà été utilisé par les révoltes libertaires du Chalco Bajo en 1869 (Cf. ci-dessus). Ce slogan que les anarchistes ibériques - puis argentins (c'est un slogan très utilisé par la FORA[213]) - popularisent peu après, en en faisant un des premiers journaux révolutionnaires de la péninsule (édité à Barcelone et à La Corogne, avec bien des

[210] FERNÁNDEZ Frank *L'anarchisme à Cuba*, Paris, CNT-RP, édition traduite et augmentée de celle de 2000, 234p, 2004, p.143

[211] FLORES MAGÓN Ricardo *Tierra y Libertad*, -in-*http://www.waste.org/~roadrunner/magon/main.htm,* texte imprimé le 12/03/2002

[212] MARÍN SILVESTRE Dolors *Anarquistas. Un siglo de movimiento libertario en España*, Barcelona: Ariel, Colección Historia, 490p, 2010, p.179

[213] ABAD DE SANTILLAN Diego *La FORA : ideología y trayectoria de movimiento obrero revolucionario en la Argentina* (1933), Buenos Aires : Anarres, edición basasa en la 2° ed. revisada de 1971, 304p, 2005, p.26

»

interruptions, entre 1888 et 1908), est encore illustré à la fin du XX$^{ème}$ siècle par le superbe film de Ken LOACH (*Land and Freedom* 1994), qui l'attribue indistinctement et à tort aux poumistes qui sont avec les anarchistes les principaux héros de son long métrage. Dans les ouvrages de l'anarchiste allemand Ret MARUT écrit sous son pseudonyme B. TRAVEN, la rébellion indienne qu'il décrit dans la *Révolte des pendus*[214] se fait aussi au cri de ***Tierra y Libertad !***

7. Enfin la conception même de la guérilla, en unités semi-autonomes, qui annonce les mouvements de la deuxième moitié du siècle, est proche des théories libertaires de la guerre révolutionnaire ou de l'insurrection. ZAPATA s'est d'ailleurs souvent appuyé sur des milices paysannes indépendantes d'autodéfense, belle adaptation à la réalité sociologique et organisationnelle du Morelos, qui explique en partie ses capacités de résistance et d'offensive. Même le maintien des grades dans l'*Ejercito del Sur* n'empêche pas la reconnaissance des libertés de ses soldats, qui sont donc plus des miliciens que des militaires au sens traditionnel du mot. Bref sans totalement l'admettre, on peut opter pour la formule de Pier Francesco ZARCONE qui voit dans le zapatisme le seul réel «*mouvement populaire auto-organisé*» de la révolution mexicaine[215] (sans doute aux côtés des essais magonistes, de quelques périodes du villisme, et du fédéralisme syndicaliste révolutionnaire).

Bref, pour beaucoup d'analystes, Emiliano ZAPATA passe pour un « *anarchiste naturel* » ou un «*quasi-anarchiste*» (ZARCONE) mais bien sûr non déclaré ni assumé.

Son côté intransigeant et populiste dans le bon sens du terme marque les mouvements révolutionnaires et sociaux de toute l'Amérique latine, et également bien des anarchistes. Dans les années 1980, un des derniers groupes libertaires cubains, totalement démantelé et réprimé (tortures, exécutions ou 30 ans de prison pour ses différents membres) s'appelait GRUPO ZAPATA[216].

Pourtant, durant la révolution, bien des anarchistes vont lui reprocher son alliance avec le « *bandit* » VILLA ! Le principal mouvement anarchiste mexicain, hormis le PLM, va même le combattre militairement. C'est un énorme paradoxe, difficilement explicable : les anarchistes citadins, surtout des anarcho-syndicalistes, participent à la création de la *Casa del Obrero Mundial* en septembre 1912. Elle organise des « *bataillons rouges* ». Or ces milices, qui comptent plus de 16 000 hommes organisés en 6 bataillons, vont tristement, en s'alliant à CARRANZA et OBREGÓN, combattre *l'Armée Révolutionnaire du Sud*. Dans la pièce de Ricardo FLORES MAGÓN, *Tierra y Libertad* évoquée ci-dessus, les deux derniers actes exposent ce drame incompréhensible de la révolution mexicaine qui voit les ouvriers, manipulés et trompés par le gouvernement (c'est la thèse de l'auteur), écraser dans le sang les paysans qui brandissent la bannière rouge où en lettres blanches est écrit leur slogan de « *Tierra y libertad* » ; une des héroïnes de la pièce interpelle les ouvriers en leur disant que ce slogan, c'est le leur, mais qu'ils le comprendront trop tard.

En effet, dans la réalité, l'action pro-gouvernementale des *Bataillons Rouges* n'empêche pas CARRANZA, en 1916, de fermer la *Casa* après ce qui fut sans doute la plus grande grève de l'histoire mexicaine, en juillet : tous les révolutionnaires sont perdants, en somme. La rupture entre un anarchisme citadin et un mouvement libertaire rural est alors profonde, et la révolution populaire mexicaine en sort définitivement laminée. Une des explications majeures de l'incompréhension entre libertaires de la campagne et de la ville est également à rechercher dans l'habile propagande menées par le cynique OBREGÓN, qui réussit à faire passer les

[214] TRAVEN B. *Die Rebellion der Gehenkten (Caoba V) - (La révolte des pendus*), 1936
[215] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004,p.245
[216] BARRET Daniel *Cuba, el socialismo y la libertad*, Uruguay, 21p, 2002, imprimé le 24/09/2003 à partir de l'adresse http://samizdata.host.sk/CubaSocialista.html

»
zapatistes pour d'infâmes réactionnaires, attachés aux structures du passé, et disposant parfois de l'appui du clergé rural.

### 5. Des traces libertaires dans le mouvement de VILLA dans le Nord

Francisco (Pancho) VILLA (pseudonyme de Doroteo ARANGO VILLA 1878-1923) est traditionnellement présenté comme un homme sans scrupules, plutôt bandit de grand chemin et coureur de jupons, que révolutionnaire conséquent.

Le magonisme (comme celle de la plupart des anarchistes ou des partisans du «*ZAPATA du Nord*», Máximo CASTILLO 1864-1919) fut très critique par rapport à VILLA, qui incarne le caudillisme et le culte de la personnalité, et qui souvent s'en prend aux magonistes. Cette opposition idéologique s'explique aussi par le fait que l'armée villiste bloquant la frontière nord, bien des magonistes exilés ne peuvent plus descendre au Mexique ; même leur journal édité aux ÉU est souvent saisi. D'autre part VILLA combat fermement les partisans de CASTILLO qui opèrent surtout dans le Chihuahua.

En fait cette analyse très critique, même si elle s'appuie sur des réalités incontournables, est exagérée, à la fois par la propagande états-unienne (qui craint pour ses nationaux dont les terres au Mexique sont souvent occupées), que par la propagande « *constitutionnaliste* » qui fait tout pour isoler le villisme et le zapatisme vis à vis de leurs éventuels appuis citadins et internationaux, en les faisant passer pour des rebelles sans foi ni loi.

En effet l'aspect de rebelle magnifique, de révolté romantique (Cf. John REED[217]), de brigand re-distributeur, de « *justicier-vengeur* » ou de Robin des bois mexicain, qu'assume parfois le « *Centaure du Nord* » le rattache à toute une tradition libertaire, et renvoie aux éloges de BAKOUNINE vis-à-vis des révoltes de Stenka RAZIN ou de POUGATCHEV, et des Cosaques loués tant par COEURDEROY et par certaines mouvances du makhnovisme plus tardivement. Dès 1915, l'écrivain et ancien combattant villiste (dans les troupes de Julián MEDINA) Mariano AZUELA entretient cette vision du bandit-gentilhomme dans son chef d'œuvre *Los de abajo*. Ce côté Robin des bois permet, à la limite, de le situer parfois dans la mouvance des anarchistes expropriateurs et de ceux pratiquant la reprise individuelle.

Dans la tradition militaire libertaire, VILLA participe autant de la mythologie « *guérilléristе* » que de celle du peuple en armes. Moins que ZAPATA, il peut cependant être partiellement rattaché à l'Armée makhnoviste ukrainienne, ou aux Colonnes cénétistes de la Guerre d'Espagne. De multiples bandes forment leurs propres milices. Le côté pluraliste de ces troupes, la présence massive d'hommes du peuple, les cortèges de femmes (les fameuses « *soldaderas* », qui n'étaient pas que des prostituées comme on les présente si souvent)… empêchent une vision purement militaire de ses engagements, même s'il a su largement faire ses preuves, et parfois avec plus de succès, que la multitude des autres caudillos militaires de la Révolution.

Même si l'Armée du Nord repréente surtout la classe des éleveurs (vaqueros)[218], les aspects révolutionnaires sociaux sont également bien présents dans le mouvement de VILLA, même s'ils sont rarement mis en avant. C'est le cas surtout quand la légendaire *Division du Nord* (qui fut sans doute une des meilleures divisions de toute la révolution mexicaine) est au sommet de sa puissance, en 1913-1914. De nombreuses occupations de terres se produisent, surtout contre les ressortissants étrangers, mais également contre des chefs d'haciendas autochtones. Elles sont spontanées et locales, quasiment jamais généralisées par des mots d'ordre villistes. Il semble cependant qu'un léger tournant « *socialiste* » de VILLA s'opère vers

[217] REED John *Insurgent Mexico*, 1914
[218] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.286-287

»
1913[219], bien que son idéal défende plutôt les petites propriétés plus que les terres communales collectives. En mai 1915 le caudillo promulgue une *Ley agraria* (loi agraire) qui encourage les expropriations de latifundias.

Les redistributions individuelles ou familiales (trop rares) favorisent d'abord les combattants, les vétérans, mais également la masse des péons pauvres desquels VILLA s'est toujours senti membre, son père ayant été employé de ferme. C'est le cas notamment avec les lois agraires que VILLA promulguent le 25 mai 1915 et le 07 juin 1916 : il s'agit bien de redistributions, de morcellement des grandes propriétés, mais pas de communisme agraire. Quand il remet les terres confisquées aux autorités étatiques, VILLA insiste toujours pour que veuves et orphelins de guerre soient toujours les premiers avantagés.

Les idées agraristes, d'expropriation de latifundias, de redistribution des terres, d'autogestion parfois, de commune libre… de l'anarcho-zapatiste Otilio MAGAÑA dès 1912 ont semble-t-il influencé VILLA lui-même ; tous les deux ont partagé les mêmes prisons. L'entente avec ZAPATA en 1914 n'a sans doute pas été que tactique. Même s'il n'a pas entrepris dans sa région de profonde réforme agraire, et même s'il est loin d'être toujours l'initiateur des nombreux mouvements sociaux qui s'y déroulent, il est exceptionnel qu'il les réprime.

Dans le domaine monétaire et celui des prix, VILLA s'efforce d'accentuer les contrôles afin d'éviter une inflation socialement inacceptable, et surtout la raréfaction des moyens qui lui permettent de poursuivre son combat et d'équiper ses troupes. Il semble d'ailleurs à l'origine de la Banque d'État de Chihuahua[220]. On peut donc parler pour cet État de « *contrôle militaire* » de l'économie, plus que de transformation économique socialiste.

Bref la révolution du Nord, même si son leader ne possède pas ni l'idéologie sociale, ni l'intégrité des zapatistes, doit être reconsidérée dans un sens « *utopiste libertaire* » nettement plus positif[221]. Pino CACCUCI, visiblement séduit, et s'appuyant sur les écrits de John REED qui côtoie le révolutionnaire, assure que VILLA lui-même faisait preuve d'une grande moralité, surtout dans son rapport au pouvoir.

L'honnêteté semble donc de son côté, surtout par sa fidélité à la cause du peuple, qu'il ne renia jamais. VILLA avait une vraie expérience populaire et du monde du travail, puisqu'il avait exercé des travaux aussi divers qu'agriculteur, ouvrier ou mineur.

Un aspect trop méconnu confirme cette engagement populaire de VIILLA. Quand il se retire après ses défaites en 1920, il fait de son hacienda (concédé par le gouvernement) à Canutillo (vers Parral au nord de Durango) un « *petit paradis de justice* »[222] ; les péons y sont bien traités, jouissent de services et de soins nombreux, et leurs avis sont parfois pris en considération.

Il reste populaire et toujours menaçant, d'où son assassinat le 22/07/1923. Moins que ZAPATA, il incarne encore pendant longtemps une révolution héroïque et populaire, désormais bien ensevelie sous le poids des exigences étatiques du nouveau Mexique « institutionnel ».

### 6. Le magonisme, le PLM, les insurrections révolutionnaires...

Mais l'essentiel des tentatives libertaires mexicaines pour réaliser l'utopie s'expriment dans l'histoire du PLM, le *Parti Libéral Mexicain* (1° congrès en 1901), dès que les frères FLORÈS MAGON le guident, surtout Ricardo. Ce mouvement libertaire, souvent marqué par de fortes positions pro-indigénistes est curieusement oublié par l'ouvrage de Fernando MATAMOROS PONCE *Mémoire et utopie au Mexique. Mythes, traditions et imaginaires indigènes dans la genèse du néozapatisme* publié en 1998 alors que le thème de l'ouvrage est

[219] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.56
[220] ARUFFO Alessandro *Op.cit.,* p.105
[221] c'est en tout cas la thèse de MASON HART John *El México revolucionario. Gestación y proceso de la Revolución mexicana*, México, Patria, 574p, 3°ed., 1997. L'auteur va même jusqu'à noter des traces post-fouriéristes dans les plans de VILLA de 1914
[222] CACCUCCI Pino *Jack e Pancho (John REED e Pancho VILLA*) -in- *Ribelli !*, Milano, Feltrinelli, Serie Bianca, 2001 – 3° ed., Serie Universale Economica, 183p, 2005, p.144

»
de référencer les sources lointaines et proches du néo-zapatisme ! Pourtant, comme le rappelle Pier Francesco ZARCONE «*le rêve d'un monde harmonieux au nom de la liberté et de la solidarité*»[223] est l'objectif que se fixe Ricardo FLORÈS MAGON, tant dans ses écrits que dans son action politique.

### *a) Des libéraux qui deviennent libertaires*

Une des principales racines du PLM repose dans le *Círculo liberal Ponciano ARRIAGA*, (créé en 1899 à San Luis Potosí) dans lequel des libéraux et futurs libertaires sont fort influents, particulièrement Antonio DÍAZ SOTO Y GAMA (1880-1967) et Librado RIVERA (1868-1932). Pour eux déjà, le gouvernement «*n'est plus le remède à tous nos maux*» (*Manifiesto* du 30/08/1899) et le remède réside dans «*l'action directe*» la plus collective possible. Les œuvres de PROUDHON et de BAKOUNINE sont fournies au groupe par Camilo ARRIAGA, qui n'est pourtant pas anarchiste, mais qui a cotôyé en Europe les mouvements radicaux. Dans la capitale, les frères MAGÓN fondent en 1901 l'ALR- *Asociación Liberal Riformista*, mouvement pluraliste mais très critique vis-à-vis du pouvoir et de l'Église. À México DF, *El Hijo del Ahuizote*, journal satirique et radical, sert aussi aux jeunes libéraux pour diffuser leurs idées.

Le *Parti Libéral Mexicain*, mouvement radical anti-porfiriste, penche de plus en plus vers l'anarcho-syndicalisme et l'action directe, suite à la dure répression du régime, et à partir des grandes grèves ou révoltes de 1906 (Cananea dans le Sonora et Rio Blanco dans le Veracruz surtout). Ses principaux animateurs désormais sont les frères Enrique et surtout Ricardo FLORES MAGON (1874-1922) originaires de la région d'Oaxaca et fils d'indigènes (mazatèque ou nahua). Ils semblent gagnés définitivement à l'anarchisme dès les années 1893-1900, mais ils restent pluralistes et pragmatiques dans leurs activités. Leur organe *Regeneración* (dont la première apparition se fait autour de 1900 et qui est souvent édité aux États-Unis pour fuir la répression) est rapidement considéré comme un journal démocrate, puis libertaire, autochtone. Le titre pourrait-être lié au mouvement du bakouniste, pédagogue et néo-malthusien français Paul ROBIN [224]?

La fondation de la *Junta Organizacional del PLM* date de septembre 1905. Ricardo en est le Président, secondé par Juan SARABIA (1882-1920). L'appui des syndicalistes-révolutionnaires de l'IWW et des anarchistes Emma GOLDMAN et Voltarine de CLEYRE du côté états-unien, ou de l'espagnol malatestanien Florencio BEZORA, semblent décisifs[225]. Très rapidement se créent quelques dizaines de groupes, pour la plupart clandestins, au Mexique même.

Le premier *Programme* (*Manifiesto y Programa del PLM*) de la Junte du PLM du 01/07/1906, rédigé à Saint louis (Missouri) est un texte modéré et plutôt favorable à un gouvernement démocratique ; mais il met au premier plan la notion de Justice (concept essentiel peut être lié aux lectures de PROUDHON). Il pose donc les bases du respect des droits de l'homme et des droits sociaux au Mexique et il propose une redistribution des terres. Il n'est pas encore libertaire.

Mais le 23/09/1911, le *Manifeste de la Junte Organisationnelle du PLM* lance un nouveau programme publié à Los Angeles (Californie)[226], qui surclasse le plus connu, celui très modéré de 1906, et qui pose comme bases incontournables, des ébauches de suppression de la propriété privée et de toute institution politique autoritaire. Il revendique « *l'émancipation politique, économique et sociale* », et propose une sorte de condensé de communisme libertaire, contre l'État, l'Église et le Capital (la fameuse trinité proudhonienne ici nettement

[223] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.151
[224] ZARCONE Pier Francesco *op.cit.*, p.77
[225] ZARCONE Pier Francesco *op.cit.*, p.96
[226] Texte complet en italien -in-ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.133-142 ; et en français dans Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.23-24, 12 juillet-12 septembre 2012

»
reconnue et assumée) ; les travailleurs gèreraient (« *réguleraient* ») eux-mêmes la production et le travail en commun des moyens de production collectifs se ferait sur les biens expropriés. Il ne s'agit plus de redistribution des terres désormais, ni de nouveau gouvernement, même démocratique, car celui-ci ne « *serait qu'un nouveau joug* ». La « *passion libertaire* »[227] anime bien les deux frères MAGÓN. Pour MASON HART, ce « *libéralisme du PLM est (désormais) communiste, anarchiste, antigouvernemental et égalitaire* »[228]. À la lecture du Manifeste, il semble bien que ces affirmations sont excessives, le texte étant, par bien des aspects, surtout réformiste et institutionnel ; au mieux on peut le nommer anarchisant pour certains articles (restitution de terres, confiscations de biens usurpés, dénonciations des autorités de tout type…).

### b) Ricardo FLORES MAGÓN anarchiste mexicain

Ricardo FLORES MAGÓN est sans doute l'intellectuel et le militant révolutionnaire du début du siècle le plus respecté aujourd'hui, sans doute parce que le plus intègre et le plus rigoureux idéologiquement. Il est connu également pour quelques œuvres littéraires, des pièces anarchisantes « *engagées* » et militantes, mais dans lesquelles apparaissent également une certaine nostalgie passéiste et quelques visions romantiques[229]. Conscient du problème indigène, il est un des rares anarchistes d'alors qui mise sur une société multiculturelle et pluraliste, et qui se réfère parfois aux traditions communautaires autochtones qu'il a connues dans son Oaxaca natal.

Ricardo refuse toute sa vie les honneurs, le culte de la personnalité qui l'irrite, et refuse même l'appellation de « *magoniste* », lui préférant évidemment celle d'anarchiste, comme il le fait déclamer par son héros José dans sa pièce Verdugos y victimas[230]. Comme Emiliano ZAPATA, il s'oppose à tout carriérisme, malgré diverses propositions. En 1911, par exemple, il ne veut pas de la place de Vice-Président que lui offre MADERO ! au contraire, en bon anarchiste, il dénonce dans la foulée tous les gouvernements. Refusant tout compromis et bien sûr toute compromission, il reste fidèle à ses idées et finit sans doute sans soin, ce qui revient à un assassinat légal, dans sa prison états-unienne de Leavenworth au Kansas, le 21/11/1922, après avoir connu près de 13 ans de détention et refusé la pension que lui offrait le gouvernement mexicain. Gagné très tôt aux idéaux anarchistes, dès le début du siècle, il se radicalise de plus en plus dans les années 1910, tout comme Librado RIVERA son plus proche compagnon, qui meurt anarchiste et toujours militant en 1932. Librado définissait l'anarchisme comme « *ce bel idéal de bonheur pour l'Homme, le plus fameux et le plus élevé qu'ait pu concevoir l'imagination de l'homme* »[231]. Tout comme son ami Ricardo, Librado RIVERA, qui a connu également la sinistre prison de Leavenworth, malgré son amnistie des années 1920, refuse toutes les places et tous les honneurs qui lui sont offerts par les autorités mexicaines.

Ricardo propose également dans *Regeneración* du 25/02/1911 une belle définition de l'utopie anarchiste : « *Je dois avant tout souligner que tous les gouvernements, sans exception, me répugnent. Je suis fermement convaincu qu'il n'y a, ni ne peut y avoir, de bon gouvernement. Ils sont tous nuisibles, qu'ils se nomment monarchies absolues ou constitutionnelles, ou encore républiques. Tout gouvernement est tyrannique, par essence parce qu'il s'oppose à la libre initiative de l'individu et ne sert qu'à maintenir un état social impropre à la réalisation totale de l'être humain. Les gouvernements sont des chiens de garde*

[227] HERNÁNDEZ PADILLA Salvador *El magonismo : historia de una pasión libertaria 1900-1922*, México, ETE, 255p, 1999
[228] MASON HART John *El México revolucionario*, p.481
[229] Cf. sur cette interprétation « *romantique* » MELGAR BOA Ricardo *La noche y la utopía en América Latina : itinerio de un desencuentro en GONZALÉZ PRADA y FLORES MAGÓN*, -in-AGÜERO Oscar & CERUTTI GULDBERG Horacio, *Utopía y nuestra América*, Quito : Biblioteca Abya-Yala, n°28, p.257-277, 1996
[230] FLORES MAGÓN Ricardo *Verdugos y victimas*, -in-*http://www.waste.org/~roadrunner/magon/main.htm,* 28pA4, texte imprimé le 12/03/2002
[231] SANTILLAN Diego Abad de *Ricardo FLORES MAGON, el apostol de la revolución mexicana*, México, Antorcha, 144p, 1988 (texte en fait de 1925)

»
*des classes possédantes, nanties et instruites, et les bourreaux des droits intangibles du prolétariat*.[232]» Ces idées qui condamnent également le mariage, la domination de la femme, la farce électorale... s'inspirent largement du communisme-anarchiste kropotkinien. Mais il s'agit d'un anarchisme ouvert, pluraliste, pragmatique et clairvoyant, car il envisage le détournement du processus révolutionnaire et sa récupération par des chefs sans scrupules. Il est d'ailleurs mal compris des puristes de l'anarchisme européen, et un Jean GRAVE par exemple condamne à l'époque ses positions dans *Les Temps Nouveaux*. Sa *Lettre ouverte à Jean GRAVE* en 1912 est d'ailleurs soutenue par KROPOTKINE. Heureusement, beaucoup d'anarchistes ne sont pas sur cette vision rigoriste et apportent leur soutien au magonisme, c'est le cas à Sabadell en Espagne, où Eusebio C. CARBÓ publie un *Regeneración* au nom symbolique.

Ricardo FLORES MAGON, surtout dans l'Oaxaca, reste souvent fêté et cité, mais comme pour tous les héros révolutionnaires, de manière fortement mythifiée et trahie. Ma surprise a été forte cependant de retrouver souvent sa trace, malgré ma méconnaissance alors de l'espagnol, lors de deux voyages qui m'ont permis de visiter le pays du mezcal, en 1996 et en 1999. Sa statue de la Plazuela del Carmen ou sa gigantesque tête dans la fresque du Palacio de Gobierno de Oaxaca en sont deux bons exemples.

### c) *La voie insurrectionnaliste du magonisme*

Parmi les principaux combattants figure au premier plan un natif de Guanajuato, né en 1882, Práxedis G. GUERRERO, qui se définit lui-même « *amant de la liberté* »[233]. Militant dès le début du siècle, organisateur des « *Obreros Libres/Ouvriers libres* » dès 1906, secrétaire à plusieurs reprises des ***Juntas*** magonistes, il est également un théoricien influencé par TOLSTOÏ et MALATESTA, mais également par BAKOUNINE et KROPOTKINE. Il s'est intéressé de très près aux principes de l'école rationaliste du pédagogue anarchiste espagnol, exécuté en 1909, Francisco FERRER y GUARDIA et est un des rares auteurs de l'époque à prôner l'émancipation féminine. Ses articles dans les journaux, surtout dans *Punto Rojo* et *Regeneración*, sont souvent de bonne qualité. Il a sans doute déjà participé aux soulèvements de 1906. Dès 1908 il rejoint les groupes armés vers El Paso, et s'occupe activement de la récupération d'armes pour la guérilla, entre Coahuila et Chihuahua. Il prône l'autonomie des groupes, et leur organisation anti-hiérarchique sous forme « *de autogobierno anarquista* ». Les soulèvements de Viesca (Coahuila), Las Vacas (avec José M. RANGEL et Basilio RAMIREZ) et Palomas (Chihuahua)... lui doivent beaucoup cette année là. En 1910 il relance le combat à la tête d'un groupe insurrectionnel. Des combats vers Ciudad Juárez, la prise d'un train vers Ciudad Guzman et la victoire sur les fédérés à Janos lui donnent et la gloire et la mort au combat à 28 ans, le 29/12/1910, comme son ami libertaire Franciso MANRIQUE mort lui peu avant à Palomas. L'État de Guanajuato, après ¾ de siècle d'oublis, lui a rendu un ultime hommage... en 1977 ! L'État de Chihuahua lui avait pourtant accordé 16 jours de commémoration en 1935. Son texte le plus connu est celui qu'il signe avec le frère de Ricardo, Enrique le 10/05/1909 *Manifeste aux travailleurs du monde entier*.

Dans la zone d'El Paso (Texas) et de Juárez, des personnalités comme Prisciliano SILVA sont très proches de l'anarchisme magoniste[234] et des IWW. Quant Ricardo et Juan SARABIA font d'El Paso le centre du PLM, ils trouvent donc sur place des militants réceptifs, de nombreux immigrants mexicains, et des autochtones solidaires.

On trouve ainsi Lauro AGUIRRE rédacteur de *La Reforma social* et souvent utilisé comme porte parole magoniste bien qu'il ne soit pas anarchiste, et surtout Antonio VILLAREAL, alors autre grand leader du PLM. Des sources évoquées par David DORADO ROMO attestent que près de 200 magonistes étaient chargé d'occuper Ciuda Juárez afin d'en faire une base

[232] FLORES MAGON Ricardo *Propos d'un agitateur*, Paris, L'insomniaque, 1990, p.37/38
[233] Cf. *Regeneración*, 22/08/1909
[234] DORADO ROMO David *I semi delle'anarchia*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.37, n°1(323), febbraio 2007

»
avancée, mais la plupart furent arrêtés en octobre 1906 et le centre magoniste détruit. L'insurrection était partie en septembre 1906 vers la ville de Jiménez dans le Cohahuila, avec à sa tête Juan José ARREDONDO et León IBARRA[235].

Le mouvement se reforme à El Paso en 1908 et lancent une deuxième tentative de soulèvement, avec notamment Práxedis G. GUERRERO et Prisciliano SILVA et son fils Benjamin. Les arrestations sont à nouveau très nombreuses en juin 1908, et le PLM une nouvelle fois disloqué.

Pourtant en 1910-1911 démarre une troisième tentative, largement évoquée par le journaliste magoniste Lázaro GUTIÉRREZ DE LARA ! Les guérilleros de SILVA occupent alors la petite localité de Guadalupe au sud d'El Paso.

Dans la même lignée, le (seul) grand succès des libertaires du PLM semble être celui du groupe (près de 300 hommes ?) de Cándido Donato PADUA à Acayucán dans le Veracruz de 1906 à 1910. Dans cet État, le mixtèque magoniste Hilario Carlos SALAS RIVERA est un des principaux dirigeants. Des guérillas sporadiques perdurent encore en 1911.

Cette position «*insurrectionnaliste*» (pour reprendre un terme malatestanien), constante entre 1906-1911, correspond sans doute également à un raidissement idéologique de Ricardo et des ses proches : les idées communistes anarchistes se diffusent vraiment durant cette période[236].

### d) L'insurrection de 1911 et la Commune de Mexicali et ses suites

En 1911, débordant un madérisme jugé trop modéré, les « *libéraux* » (libertaires du *Parti Libéral*) lancent l'insurrection dans environ 8 États.

Les indigènes Yaquis du Sonora sont souvent mobilisés ; ils ont été parmi les premiers à planter le drapeau du PLM dans leur secteur du Sonora. D'autres Yaquis déportés dans le Veracruz et dans toute la péninsule du Yucatán sont eux aussi heureux de se joindre à une révolte qui peut les libérer de l'esclavage économique qu'ils subissent.

La Basse Californie,comme déjà en 1908, est un des secteurs clés des opérations magonistes. Vers 1908, le PLM compte environ 70 groupes actifs, dont une trentaine de groupes armés ; dans ce secteur opère déjà le talentueux guerilleriste anarchiste Práxedis G. GUERRERO (1882-1910).

L'occupation de la petite localité frontalière de Mexicali en janvier 1911 est un des débuts emblématiques et prestigieux de la Révolution Mexicaine. D'autres prises vont suivre El Alamo, Tecate pour peu de temps, Tijuana également en mai… Cette occupation va permettre de mettre sur pied l'unique vrai essai de réalisation libertaire en terre mexicaine, ce qu'on nomme souvent la « *révolution du désert* »[237]. Des militants de renom y participent, initialement avec José María LEYVA et Fernando PALOMARES. C'est un mouvement au départ purement mexicain, à partir des exilés de Californie, et de militants venus du centre du Mexique. On note cependant l'appui étatstunien ou canadien de plus en plus important au fur à mesure des évènements de quelques anarchistes, socialistes et wobblies (IWW) dont peut être le célèbre Joe HILL (1879-1916). La *Legión Americana* qui protège Mexicali est surtout composée de syndicalistes de l'Amérique du Nord. Un de ses responsables militaires, le canadien Stanley WILLIAMS, meurt au combat. Le gallois Caryl Ap Rhys PRYCE est connu pour avoir dirigé l'offensive contre Tijuana. La plupart des étrangers forment alors la *Segunda División*.

Ces milices vont aider à tenter de créer des « *ejidos comunistas* »[238] ou une forme de société socialiste dite « *mancomunidad cooperativa* »[239] en se livrant à quelques

[235] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.117
[236] ZARCONE Pier Francesco *op.cit.*, p.130-131
[237] BLAISDELL Lowell L. *The desert revolution. Baja California 1911*, Madison, University of Wisconsin, 1962
[238] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.57

»
expropriations. De rares essais communalistes («*noyaux autonomes de producteurs et formes organisationnelles de type libertaire*»[240]) ont existé, mais on ne dispose que de rares évocations pour pouvoir en analyser la portée.

Mais l'autoritarisme et les exactions de quelques miliciens surtout d'origine étrangère, la propagande antimagoniste et antisocialiste tant étatsunienne que gouvernementale ou madériste, des autonomistes locaux dont l'esprit chatouilleux est accentué par les menaces d'occuption étatsuinenne de la Basse Californie… font que l'appui de la population est loin d'être acquis aux magonistes. Ils connaissent même quelques défections parmi les indigènes notamment. Là réside sans doute le vrai drame de l'anarchisme mexicain qui n'a pas su ou pas pu s'ancrer dans la sociologie révolutionnaire locale, et qui est apparu parfois comme une des formes de soldatesque incontrôlable et dominatrice.

Cette « *république anarchiste* » de Mexicali n'a donc quasiment pas d'existence dans la durée (janvier à juin) ni dans la réalité associative et communiste locale, mais possède cependant un grand retentissement symbolique, car elle fut une des rares régions dominées intégralement par les magonistes, et peut-être la seule avant les actions zapatistes, à proposer une action politique et sociale de fond. Ceux-ci y combattirent contre deux fronts : les fédéraux (gouvernementaux) et les madéristes qui essaient alors d'intégrer ou d'éliminer les militants du PLM, sans compter les pressions de l'armée étatsunienne massée à la frontière.

Vers 1915 se crée la communauté californienne du PLM dans le ranch d'Edendale, à l'initiative surtout de Librado RIVERA (1864-1932). Des militants magonistes, avec quelques appuis états-uniens... essaient de vivre leurs principes dans la réalité, en animant une presse pour relancer *Regeneración*. La petite ferme autogérée ne fait que deux hectares, mais permet de vivoter à une petite douzaine de personnes. Lieu de vie, de militance et d'auto-production alimentaire, c'est un schéma très fréquent parmi les anarchistes, mais aussi pour beaucoup d'autres groupes révolutionnaires minoritaires.

En 1919, l'ancien magoniste et leader du *Partido Obrejo de Acapulco*, Juan R. ESCUDERO, lance un journal local du même titre : *Regeneración*. Vainqueur aux élections municipales, « *le drapeau rouge et noir du POA flotte* (donc) *sur la mairie d'Acapulco* » en 1921. Avant d'être assassiné en 1923 (après une première tentative en 1921 qui l'avait rendu paralysé) par des militaires à la solde des agraristes et des groupements capitalistes qui maintiennent sous le joug la zone côtière du Guerrero, Juan R. avait encouragé les coopératives comme la *Casa del Pueblo,* ou l'établissement de « *colonies* » agricoles sur des terres expropriées. Sa fabuleuse énergie et résistance, ainsi que celle de ses deux frères tués en même temps que lui, est décrite de manière alerte et précise par le romancier libertaire Paco Ignacio TAIBO II[241].

### 7. Et après - maintien irrégulière de l'influence libertaire depuis les années 1920

Après 1923, c'est de retour d'exil que « *le dernier magoniste* »[242] Librado RIVERA poursuit superbement l'œuvre de mémoire magoniste et sa vie militante. Les slogans de *Regeneración* sont repris dans la masse considérable d'articles et de lettres qu'il écrit, dans les mouvements auxquels il participe avant sa mort en mars 1932. Il est aidé par le publiciste anarchiste Nicolás T. BERNAL à México. Dans les utopies agrariennes de ces années là, ses

[239] ZARCONE Pier Francesco *La Libertà e la terra. Gli anarchici nella Rivoluzione messicana*, Bolsena : Massari, 368p, 2004, p.214-215
[240] ZARCONE Pier Francesco *op.cit.*, p.226
[241] TAIBO II Paco Ignacio *Les deux morts de Juan R. ESCUDERO*, -in-*Archanges*, Paris, Metailié, 2001
[242] TAIBO II Paco Ignacio *Librado RIVERA ou le retour d'exil du dernier magoniste*, -in-*Archanges*, Paris, Metailié, 2001

»
prises de positions en faveur des coopératives et des communautés paysannes défendues par des milices armées restent fidèles à l'engagement de ces premières années au sein du PLM.[243]

Le rayonnement du magonisme dépasse largement le Mexique : on peut par exemple citer le groupe équatorien de théâtre « *Ricardo FLORES MAGÓN* » sur Guayaquil vers 1930.

Les anarchistes participent à différentes tentatives de relance du syndicalisme révolutionnaire, commela la FAT- *Federación Autónoma del Trabajo* en fin des années 1930 ou l'AMT-*Asociación Mexicana del Trabajo* en 1941. Dans les années 1960 avec des chrétiens et autres forces, ils soutiennent l'évolution autogestionnaire de la nouvelle FAT-*Frente Auténtico del Trabajo*.

Depuis 1944, le journal *Tierra y Libertad* de Mexico DF reprend symboliquement le vieux slogan, avec l'aide de mexicains bien sûr et de réfugiés anarchistes espagnols. Il perdure jusqu'en fin des années 1980. Les anarchistes espagnols sont liés au mouvement local, même si souvent en décalage sur le plan économique, car leurs qualifications leur permettent vite de bien s'intégrer économiquement. Certains anarchistes ibériques, devenus chefs d'entreprise, continuent à militer à la CNT dans des conditions assez bizarres, mais tout à l'honneur pour leur continuité dans l'engagement. D'autres restent prolétaires, et atteignent même parfois des charges importantes : ainsi Marcos ALCÓN devient en janvier 1941 secrétaire du CN de la CGT mexicaine[244].

En fin décembre 1945 la FAM – *Federación Anarquista Mexicana* tient son premier congrès. Très vite elle relance un journal qui reprend logiquement le nom magoniste de *Regeneración*. Elle est unie à la FAC- *Federación Anarquista del Centro* (1936-1944) qui publie *Libertad* et qui assume des positions anarchistes classiques[245]. Lors du 5° Congrès de la FAM à Mexico DF en 1953, sur les 11 groupes répertoriés appartenant à la FAM, 3 sont essentiellement composés de militants espagnols (*Tierra y Libertad*, lui aussi de référence magoniste, avec Marcos ALCÓN, la *Subdelgación* de la CNT de Floreal OCAÑA et la *CNT* de la rue Venustiano Carranza à México dans laquelle milite le jeune Octavio ALBEROLA, plus tard célèbre dans la lutte clandestine anti-franquiste). Le père José ALBEROLA NAVARRO, maître rationaliste (la Farigola au clot barcelonais) et ancien responsable de l'Instruction publique dans le Conseil général d'Aragon de 1936-1937 fonde au Mexique le Colegio Cervanes et enseigne pendant 18 ans au Colegio Madrid avant de finir assassiné en 1967. On peut citer les 7 autres groupes car les noms illustrent bien les volontés utopiques ou l'éloge aux grands noms du mouvement. Ainsi *Regeneración*, *Nuevo Horizonte*, *Luz y Vida* et *Ideas Ácratas* évoquent l'idéal. Les groupes *SACCO y VANZETTI* et *Librado RIVERA* rendent hommage aux anciens militants. Le groupe *Estudios Sociales* est un nom assez fréquent pour tout le mouvement latino-américain, et rappelle la primauté libertaire attribuée à l'éducation.

La présence des espagnols est intéressante, car elle permet une confluence entre le vieux magonisme et le communisme libertaire ibérique. Cette immigration s'appuie sur des lieux de vie, culturels ou sociaux qui en multipliant les débats et les festivités maintiennent le souffle utopique au Mexique, alors que le mouvement autochtone est bien squelettique dans les années 1940-1950. Ainsi les centres *Hogar de la Juventud Española*, *Instituto Luis Vives*, *Colegio Madrid* et le *Centro Cultural Ibero-Mexicano*… renouent avec les *tertulias* et autres athénées libertaires de l'Espagne des années 1930, ou avec les *barras* du monde uruguayen ou argentin. De même, dans les cafés se développent des causeries militantes, comme dans *El Papagayo* (futur *Esla*), le *Sorrento* ou le *París* que cite HERRERÍN LÓPEZ.

---

[243] RIVERA Librado *Viva Tierra y libertad !*, México, Ed. Antorcha, 228p, 1980
[244] HERRERÍN LÓPEZ Ángel *La CNT durante el franquismo. Clandestinidad y exilio (1939-1975)*, Madrid, Siglo XXI, 468p, 2004, p.391 & ss
[245] Cf. *Déclaration de principes* dans Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.34, 12 juillet-12 septembre 2012

»

Dans les années 1950-1960 une révolte plus néo-zapatiste que libertaire éclate dans le Morelos, autour de la guérilla de Rubén JARARILLO (assassiné le 23 mai 1962) et du Parti Paysan Ouvrier du Morelos auquel il est lié. Il défend les positions autonomistes des communes rurales et un radicalisme anti-latifundiste.

Il est bon ici de rappeler que des mini-guérillas paysannes éclatent sporadiquement au Mexique, même si elles ne sont pas forcément liées au zapatisme ou au villisme historiques. Par exemple l'assaut de la caserne de Madera fait beaucoup de bruit en septembre 1965.

Dans le mouvement étudiant de 1968, la part libertaire n'est pas absente. Quelques jeunes redécouvrent une histoire cachée et renouent avec magonisme ou zapatisme dans diverses universités. Les drapeaux rouges et noirs de la tradition de révolte mexicaine sont brandis notamment lors de la grande manifestation du 27/08/1968 à México DF. La très dure répression au Politecnico dégagé par l'armée en septembre, et celle de la Place des Trois cultures (Tlatelolco) le 02/10/1968 stoppe brutalement dans le sang ce « *mouvement de 1968* » mexicain.

Dans la foulée des sixties, et avec l'appui de Murray BOOKCHIN se fonde la « *communauté libertaire Huehuecoyotl* » (*Du vieux coyote*), sans localisation précise pendant plus de 10 ans. Elle se fixe dans le Morelos à Tepoztlán. L'autogestion, l'autonomie sont désormais les slogans principaux.

En 1970, la *Fédération Anarchiste Mexicaine* (FAM) relance un journal au nom de *Regeneración*... alors qu'au Chiapas *l'Union des Ejidos Tierra y libertad* est une des structures actives dans le mouvement communautaire indigène dès les années 1960. Dans le Queretaro, l'Union Paysanne est animée par les libertaires du groupe Rosa-Negra, qui publient le *Rebelde*.

Très marginale, la connotation libertaire de différents mouvements mexicains reste toujours présente, grâce surtout aux efforts de la maison d'édition *Antorcha* de México D.F. animée par Omar CORTÉS et Chantal LÓPEZ. Mais elle est bien peu référencée dans les diverses histoires du pays. Leur catalogue virtuel est d'une grande richesse : http://www.pobladores.com/territorios/gente/EDICIONES_ANTORCHA.

David DOILLON rappelle aussi l'importance du centre documentaire Reconstruir (*Biblioteca Social Reconstruir*) de México D.F., fondé en 1980 autour de Ricardo MESTRE (exilé catalan) et Luis Angel GÓMEZ y Jorge ROBLES.

L'histoire libertaire mexicaine et son intégration dans un vieux fonds autochtone amérindien rendent les essais colombiens et mexicains très originaux pour l'histoire mondiale de l'utopie anarchiste. Les nouvelles générations en ont conscience. Depuis les années 1990 on assiste à un «*renouveau anarchiste*»[246], comme le démontre la 1° Rencontre anarchiste mexicaine de 1991.

Avec la vague néozapatisme depuis 1994 le magonisme semble connaître une nouvelle vigueur dans et hors du Chiapas (Cf. mon dernier chapitre ci-dessous) dans les manifestations et écrits, comme dans la thématique avancée.

Ainsi se sont tenues des *Jornadas magonistas* du 16 septembre au 21 novembre 2004. Et à Mexico DF, le *Collectif Autonome Magoniste* (CAMA) a créé en octobre 2005 le CSL-RFM - *Centre Social Libertaire Ricardo FLORES MAGÓN*[247]. Il appartient à l'AMZ-*Alliance Magoniste*

[246] DOILLON David *Le renouveau anarchiste*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.36, 12 juillet-12 septembre 2012

[247] DOILLON David *Ricardo FLORES MAGÓN et le magonisme : itinéraire et trajectoire*, -in-À Contretemps, *Ret MARUT – B. TRAVEN*, Paris, n°22, 32p, janvier 2006, p.30

»
*Zapatiste*, et diffuse *Autonomía*[248]. Le CIPO-RFM *Conseil Indigène Populaire de Oaxaca - Ricardo FLORÈS MAGÓN*, est aujourd'hui une instance reconnue.

Depuis 2006 et la Commune d'Oaxaca (Cf. ci-dessous), la vague autonomiste et libertaire semble s'étendre très largement. La *Bibliothèque Ricardo FLORÈS MAGÓN* du centre autogéré *La Casota* en témoigne. En juin 2010 s'est tenu un colloque sur le magonisme à l'INAH (México DF). Au printemps 2011 se tient un Congrès anarchiste mexicain dans la salle autogérée Che-Guevara de l'université de México D.F. Peu après en novembre de la même année se (re)fonde la FAM-Federación Anarquista Mexicana, qui renoue avec celle de 1941. Sa déclaration de janvier 2012 en appelle à l'unité anarchiste et révolutionnaire pour abattre enfin ce «*gouvernement de la mort*»[249].

## G. LA VAGUE LIBERTAIRE RUSSE ET SOVIETIQUE :

Les révolutions russes sont trop rarement analysées de manière libertaire ou utopique, tant la dominante étatiste marxiste-léniniste est écrasante dès le début des années 1920.

Une relecture actuelle est cependant possible, et elle peut s'appuyer sur de nombreux témoignages et ouvrages critiques qui existent pourtant dès 1918.

Dans les années 1960 et 1970, avec la vague des écrits sur l'autogestion et le conseillisme, les racines russes de ces mouvements sont largement réhabilitées. L'ouverture des archives après la chute de l'empire soviétique apporte de nouveaux éclairages, et permet de nuancer certains points.

### 1. Traditions pré-libertaires en Russie et dans l'Empire

Si on reprend les analyses menées surtout par Alexandre SKIRDA en les enrichissant, on peut distinguer plusieurs grandes traditions « *démocratiques et égalitaires* »[250] (et libertaires) qui parcourent la Russie et qui préparent le terrain à l'explosion conseilliste de démocratie directe du début du XX$^{ème}$ siècle. La proximité d'HERZEN avec l'anarchisme, outre de fortes relations personnelles tant avec PROUDHON qu'avec BAKOUNINE, tient à une conception semblable de l'histoire russe. Ainsi dans sa *Lettre à Jules MICHELET, Le peuple russe et le socialisme* (22/09/1851) il maintient que «*la centralisation est contraire au génie slave ; la fédération, en revanche, découle de sa nature*»[251].

1. Les traces « *assembléistes* » de l'institution du ***vétché***, ancienne diète des hommes libres, d'assistance volontaire et de forme assez égalitaire, qui parfois élisait les princes et contrôlait partiellement leurs pouvoirs. Chose rare, elle acceptait même parfois les femmes. C'est un peu l'équivalent du ***kroug*** ou cercle dans les zones cosaques au sud de l'empire, et en Sibérie comme le démontre les écrits d'Anatoli SHTIRBUL[252]. SKIRDA affirme que *vétché* et *soviet* sont quasi synonymes. On pourrait peut-être parler également des traditions communautaires caucasiennes, vues comme rempart à l'autoritarisme par le tchétchène Apti BISULTANOV[253].
2. La tradition de révoltes populaires, au nom de la liberté et contre diverses formes d'oppression, est surtout liée à la tradition cosaque et « *au banditisme sibérien* ». BAKOUNINE citait souvent les grands mouvements de l'Époque moderne, celui de BOLOTKINOV (1606-1609), les grandes révoltes sur le Don de Stenka RAZINE (1666-

[248] LIBERTAD Thierry *Entrevue avec le Centre Social Libertaire Ricardo FLORÉS MAGÓN*, Site Divergences, revue internationale libertaire, http://divergences.be/spip.php?article593, consulté le 12/09/2012, article du 17/09/2007
[249] FEDERACIÓN ANARQUISTA MEXICA (de MÉXICO) *Déclaration*, -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.37, 12 juillet-12 septembre 2012
[250] SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Max Chaleil, 350p, 2000
[251] HERZEN Alexandre *Textes philosophiques choisis*, Moscou: Éditions en langues étrangères, 2° édition, 664p, 1948, p.509
[252] Cf. ACQUISTAPACE Pietro *Freddo e rabbia : una "machnovitchina" siberiana*, -in-Bollettino Archivio G. PINELLI, Milano, n°20, p.25-26, dicembre 2002
[253] BISULTANOV Apti *Interview*, -in-Les Temps Maudits *Dossier démocratie et droits de l'homme. «Le droit et ses travers»*, Saint Étienne: n°28, 126p, p.09-16, novembre 2010

»

1670) et de BOULAVINE (1707-1708), et le vaste mouvement de l'Oural avec Emilian POUGATCHEV en 1773-1775. Ces révoltes sont toutes ambigües, et de fait peu libertaires, car elles mettent l'accent sur un pouvoir militaire et charismatique, et charrient des exactions nombreuses : exécutions sommaires, parfois pogroms… Elles sont aussi assez souvent gangrénées par une religiosité forte. Cela n'enlève rien à l'attractivité du mouvement *nékrasovien* (de l'ataman vieux croyant Ignat NEKRASOV qui a participé à la révolte de BOULAVINE) : leur recherche utopique de la «*terre d'Ignat*», sorte de monde libre rêvé, était partagée par des adeptes bien éloignés de l'ethnie cosaque, du milieu vieux croyant ou de la culture du bas Danube où la plupart résidaient[254].

On trouve d'autres milieux aptes aux révoltes, par exemples les marins dont les conditions de vie sont déplorables ; une des premières mutineries du XX° siècle éclate à Sebastopol en novembre 1904. D'autres vont suivre, la Mer Noire devenant un foyer intense de rébellions.

3. La commune rurale, ***mir*** ou ***obchtchina***, est l'institution qui a entraîné le plus d'analyses, et de mythes. Pour HERZEN «*la commune a sauvé l'homme du peuple de la barbarie mongole et du tsarisme civilisateur, des seigneurs vernis à l'européenne et de la bureaucratie allemande…*» (*Lettre à Jules MICHELET, Le peuple russe et le socialisme* 22/09/1851[255]). C'est d'abord une organisation villageoise, qui concerne tout le village et sa vie variée (écoles parfois, artisanat et agriculture…). Elle mise sur un partage équitable des terres et sur de nombreux travaux communs : il n'y a donc pas communisme intégral (la terre est de jouissance commune avec répartitition, mais pas de propriété commune). Mais le mir originel n'existe vraisemblablement plus en fin du XIX°, sauf au niveau du mythe.

   Basile KERBLAY note l'existence de «*communes urbaines d'ouvriers paysans*», les ***zemljačestva***, dont la vitalité est forte.

   ***L'artel*** (association collective sous contrat plutôt urbaine et plutôt artisanale) ne semble guère aller plus loin, même s'il lui arrive également de développer le travail collectif agricole sur des terres communes. Cependant en fin du XIX° il semble avoir plus de vitalité que le mir[256].

   Le terme « ***mir*** » possèderait trois sens très riches : *commune*, *paix* et *monde*, ce qui donne à ce « *communisme moujik* » (l'expression serait de Alexandre HERZEN et c'est une appréciation discutable sur le fond comme indiqué ci-dessus) un fondement fortement enraciné dans la culture russe de l'époque de TOLSTOÏ et même antérieure. Avec ses assemblées collectives (***skhody*** = réunion), sa liberté d'expression et le contrôle du ***staroste*** (sorte de maire), on peut comprendre que des historiens comme LEROY-BEAULIEU ont pu voir dans cette institution une forme de « *self-government traditionnel* ». KROPOTKINE va tirer du ***mir*** de quoi renforcer l'importance du mutuellisme et de la solidarité ou entraide, et va magnifier des procédures de démocratie directe. En Sibérie, la « *coopération agricole* » sort sans doute renforcée par la nécessaire solidarité face à un climat difficile.
4. Une antique tradition utopique, méconnue en Occident. Leonid HELLER la fait remonter au XV° siècle avec l'œuvre du moine Euphrosin, le *Dit des Rahmans*, qui décrit une société qui vit au contact de la nature, sans la dégrader (cueilleurs et chasseurs), sans luxe ostentatoire (ils vivent nus). Ils ne connaissent pas la propriété privée ni la royauté, d'où une ébauche de projet communiste et a-étatique[257].
5. Des écrivains utopiques ou militants contribuent à façonner un imaginaire très riche au XIX° siècle.

---

[254] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.40

[255] HERZEN Alexandre *Textes philosophiques choisis*, Moscou: Éditions en langues étrangères, 2° édition, 664p, 1948, p.518

[256] KERBLAY Basile *Les utopies communautaires au banc d'essai de la Russie des années vingt,* -in-Revue des Études slaves, LVI, n°1, p.97-103, 1984, p.98

[257] HELLER Leonid *Le livre d'or de la science-fiction soviétique. Anthologie,* Paris: Pocket, n°5174, 320p, 1984, p.10

»

Ils prolongent d'une certaine manière les rêves de bien des philosophes et écrivains européens à l'époque des Lumières (XVIII° siècle). Certains d'entre eux imaginent de promouvoir en Russie des expérimentations utopiques et/ou communautaires, comme par exemple Bernardin de SAINT-PIERRE (1737-1814) et sa proposition «*de république des communautés libres*» au Kazakhstan[258]. S'inspirant surtout des penseurs français, I.P. KOZELSKI ébauche des formules de répartition équitable et de règlementation du travail accampagnant la limitation de sa durée. Il serait en 1768 avec ses *Propositions philosophiques* un des premiers à évoquer - avec un siècle d'avance - les fameux 3X8 de la future CGT : 8 heures de travail, 8 heures de repos, et 8 heures de vie quotidienne et de loisir[259]. Le polonais Józef JELINSKI dans sa *Bonne nouvelle pour un Israël russe* en 1794 mêle considérations étatiques et volonté de bouleversement quasi-révolutionnaire[260].

Un «*obscur petit noble de province*» Petr ZAKHARYINE publie en 1793 *Arfaxade, une histoire chaldéenne*[261]. Dans cette œuvre, un rebelle du nom d'ABBADON, combat pour des idées libertaires. Il ne recherche pas le pouvoir. Il affirme de manière quasi fouriériste que «*la vraie liberté consiste dans la réalisation audacieuse et incontrôlée de tous ses désirs, sans craindre ni les reproches des autres, ni les tourments de sa propre conscience*». La vie semble communautaire. Pour Michel NIQUEUX et Leonid HELLER il incarne sans doute «*le tout premier anarchiste de la littérature russe*», ce dont on peut douter, au moins sur un plan, quand il est dit que la communauté dispose d'un temple de l'Être suprême.

Au XIX° siècle les slavophiles, pourtant emprunts de religiosité, de monarchisme et de nationalisme, présenteraient «*un fort penchant anarchisant*» (formule empruntée à BERDAIEV)[262] par leur attitude méfiante envers l'État.

Chez les panslavistes, des idées fédérales et/ou hostiles au tsarisme ou au monarchisme d'une manière générale, apparaissent également ici et là, et pas seulement chez le jeune BAKOUNINE : c'est le cas du *Livre de la Genèse du peuple ukrainien*[263], sans doute coordonné par Nikolaï KOSTOMAROV (1817-1885).

Alexandre HERZEN (1812-1870), ami de PROUDHON puis de BAKOUNINE (son «*malheureux ami*» emprisonné, son «*vieux camarade*») est le défenseur de la liberté individuelle qui est «*une grande chose ; c'est sur elle et sur elle seulement, que peut s'édifier la véritable liberté du peuple*» (*De l'autre rive* - 1855[264]). Très déçu par les différents régimes qui écrasent le mouvement social en fin des années 1840, il dénonce tous les systèmes électifs et appelle «*l'homme qui se respecte à ne pas voter du tout*»[265]. Il semble donc prôner la révolution sociale, pas la révolution politique qui elle ne change rien. Mais dans ses lettres à BAKOUNINE (*À un vieux camarade*) de 1869 s'il reste en accord sur le fond, il diverge sur les méthodes et réfute les idées insurrectionnelles. Il semble alors plus proudhonien que bakouninien ou marxiste (comme le suggèrent à tort les Éditions de Moscou, malgré ses revirements sur la notion d'État[266]).

Nikolaï Gavrilovitch TCHERNYCHEVSKI (1888-1889), connaisseur de FOURIER et de SAINT SIMON, avec son *Cto delat - Que Faire ?* de 1863 (termes et idées que reprendra LÉNINE) est un bon exemple de ce socialisme utopique russe. Il utilise le terme ***kompaniïa*** - compagnie[267], plutôt que commune ou mir, pour définir un autre type associatif communautaire. Son « *homme nouveau* », qui triomphe dans ce roman, s'exprime au

[258] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.69
[259] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.73
[260] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.74-76
[261] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.100-101
[262] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.127-128
[263] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.134
[264] HERZEN Alexandre, 1948, *op.cit.*, p.365
[265] HERZEN Alexandre, 1948, *op.cit.*, p.440
[266] HERZEN Alexandre, 1948, *op.cit.*, p.651
[267] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.25

»

travers de RAKHMETOV et surtout sous les traits séduisants de Véra PAVLONA. Elle prône une société utopique communiste et égalitaire : de mœurs, de production, de consommation. La propriété privée, tout comme le mariage, sont abolis. L'émancipation féminine est proclamée.

Vissarion Grigorievitch BELINSKI (1811-1848), influencé par HERZEN et BAKOUNINE, se range dans le camp socialiste mais toujours en défendant les droits individuels par rapport à une vision collectiviste jugée écrasante.

Léon TOLSTOÏ (1828-1910) considéré comme anarchiste religieux, connaisseur de PROUDHON, est un des premiers grands pédagogues antiautoritaires. Il est aussi un anti-esclavagiste et un pacifiste reconnu. Avec THOREAU et GANDHI il est souvent classé parmi les activistes non-violents.

Dans les milieux culturels des années 1860-1870, des intellectuels, artistes et étudiants tentent la vie communautaire, sous forme de colonies, milieux ou « ***foyers de vie commune - obchtchejitie*** ». Le peintre Ilya Efimovitch REPINE (1844-1930) ou le musicien Modeste Petrovitch MOUSSORGSKI (1839-1881), et des anciens « *pétrachéviens* » (néo-fouriéristes du Cercle de PETRACHEVSKI) seraient concernés.

6. Les dissidents religieux, comme celui des Vieux Croyants, malgré leurs aspects sectaires et mystiques, présentent parfois des traits contestataires et antihiérarchiques intéressants, ne serait-ce qu'en contestant l'orthodoxie conformiste. Dans les communautés issues du "*raskol" (schisme*), le courant des «*sans-prêtres*» est un de ceux qui sont les plus radicaux et autonomes ; leur communauté de Vyg, jugée parfois à tort phalanstérienne, pratiquait une forme partielle de démocratie directe[268]. Une bonne partie de la littérature populaire et presque tout le tolstoïsme se rattache à ces évocations, et il est d'une large ampleur ; le jeune Alexeï Maximovitch PECHKOV dit Maxime GORKI (1868-1936) aurait été séduit vers 1891. Un mouvement comme celui des *begouny - fuyants* ou *coureurs* incarne le refus de toute «*mondanité*», c'est-à-dire de toute institution non-naturelle et contraignante : État, police, fiscalité, propriété privée[269]. Les mystiques *khlysty ou flagellants* s'oppose au mariage et à la propriété privée. Mais tous ses courants peuvent également être interprétés en clé pré-totalitaire et/ou passéiste, avec écrasement de l'individualisme, refoulement des libertés morales et sexuelles, règles étouffantes…
7. Ces dissidents religieux se mêlent aux dissidents ou réformateurs «rationalistes» (ou chrétiens spirituels) eux-aussi bien présents en Russie dès la fin du Moyen Âge. Parmi eux, les *théodosiens* pratiquent la communauté de biens et refusent le pouvoir civil : militaire, fiscal, et administratif[270]. SKIRDA (comme OVED) cite l'importance du communisme des biens chez ces quakers russes que seraient les *Doukhobors*. Il parle de communisme égalitaire complet chez la secte des *Négateurs*, et montre l'importance antihiérarchique, non-violente et antimilitariste des *Molokanes,* adeptes surtout de l'entraide. La Sibérie là encore semble avoir été un des grands centres de cette mouvance, ne serait-ce que par la présence forte de réfugiés ou d'exilés et déportés. Les *Stundistes* sont radicalement contre toute propriété privée, dans un monde où tout sera en commun. Les *Herrnhutter* vivent un peu comme dans les futurs kibbutzim israéliens des années 1920, communisme primitif et instruction et prise en charge collective des enfants, tout en respectant la vie individuelle[271].

Depuis le XVIII° siècle le mouvement des *Doukhobors* (issu du message de Grigori SKOVORODA 1722-1794) est sans doute le plus présenté dans cette catégorie. Je les cite également dans le chapitre précédent, car il s'agit bien d'un mouvement religieux, mais la religion est alors vécue de manière intérieure, autonome… et surtout très hostile aux rites et règlements, tant civils que religieux : prêtres, soldats ou juges sont tous des parasites à ignorer et réfuter. Leur communauté du district de Mélitopol (début du XIX° siècle), mêlant

[268] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.34-35
[269] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.37-38
[270] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.45
[271] HELLER Léonid/NIQUEUX Michel *Histoire de l'utopie en Russie,* Paris: PUF, 296p, 1995, p.50

»

propriété et travail communs à une solidarité et une égalité respectées et pratiquées, et régie par une forme d'autogestion (rares autorités instituées), a souvent été comparée aux communautés socialisantes. Leur refus de la violence et du service militaire, et leur radicalisation tolstoïenne en fin du siècle les amenent à pratiquer la désobéissance civile.

Comme le rappellent Leonid HELLER et Michel NIQUEUX, tous ces groupes dissidents et utopiques, plutôt prospères et hostiles à tout centralisme, vont être exterminés par la collectivisation forcée des années 1920-30. Ils étaient à leur manière une forme d'antithèse du stalinisme, communautaire et fraternelle, et donc à ce titre insupportable par le régime totalitaire.

8. À la marge, on peut ajouter quelques traditions et pratiques du monde criminel russe et d'autres ethnies. Certains groupes (comme celui des Urkas sibériens[272]) se comportent de manière fraternelle et solidaire, et manifestent un anti-étatisme viscéral ; ils forment une contre-société authentique. Leur code d'honneur est proche de certaines collectivités libertaires. Mais leur mythologie de la violence (même limitée), leur mysticisme religieux, leurs rites et organisations assez conventionnels et hiérarchisés… les éloignent évidemment de l'anarchisme.
9. La Russie de l'intelligentsia a été extrêment perméable au socialisme utopique, essentiellement français (SAINT-SIMON, FOURIER, PROUDHON) mais aussi anglais (OWEN). L'idée d'association que ces socialistes diffusent confortait les pensées russes s'inspirant du mir ou de l'artel.
10. On peut avec Emma GOLDMAN rappeler également l'importance du mouvement coopérateur, souvent ignoré, et pourtant très présent en Russie. Ce mouvement réformiste a préparé beaucoup de gens du peuple à une ébauche d'autogestion, et d'après l'anarchiste d'origine russo-étatsunienne, en 1918, il compterait encore 25 000 succursales pour plus de 9 millions de membres[273]. KROPOTKINE, à la veille de sa mort, luttait pour garantir l'autonomie et la liberté des coopérateurs de Dmitrov.
11. Diverses branches du socialisme russe avancent des notions novatrices. L'anarchisme de BAKOUNINE, KROPOTKINE, et celui de maintes tendances libertaires dans le populisme et le nihilisme russes ne sont pas isolés.

    Petr Nikititch TKATCHEV (1844-1885), souvent plutôt présenté comme blanquiste et pré-marxiste, serait d'après Éric AUNOBLE un des premiers (vers 1874-75) à avancer l'idée du passage de ***l'obchtchina*** à la ***kommouna*** (commune)[274]. Cela est dû sans doute à ses contacts d'alors avec BAKOUNINE dans le Cercle slave : c'est après qu'il rompt avec l'antiétatisme de son modèle.

    Chez les SR- Socialistes Révolutionnaires, la démocratie directe et le self-gouvernement sont parfois également proposés, sous la forme de ***samo-oupravlenié*** (premier équivalent du terme d'autogestion).

    Pour montrer cette influence des mouvements communautaires sur les divers courants du socialisme, il suffit de rappeler que le jeune Léon TROSKI (Lev Davidovich BRONSTEIN 1879-1940) appartient à la petite commune qui occupe la maison de CHVIGOVSKI à Nikolaïev en 1896[275].
12. À toutes ces traditions et mouvements, il faut bien sûr ajouter les idées pré-soviétiques émanant de l'AIT et de l'anarcho-syndicalisme[276], qui se sont développées en Russie et surtout parmi les militants exilés en Europe occidentale.

---

[272] Cf. LILIN Nicolaï *Urkas ! Itinéraire d'un parfait bandit sibérien*, Paris: Denoël, 2010

[273] GOLDMAN Emma *Les forces qui écrasèrent la révolution russe*, -in- SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Max Chaleil, 350p, 2000

[274] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.26 & p.56

[275] TROSKY Léon *Ma vie* (1930), Paris : Le Livre de poche, 127-128, 1966

[276] ROCKER Rudolph *Le système des soviets ou la dictature du prolétariat*, -in-Les Temps Nouveaux, Paris, n°14 & 15, août & septembre 1920

»

13. Ces idées ont fusionné apparemment avec le « *génie particulier des Russes à former des groupements spontanés* »[277].
14. La «*fraternité des tranchées*»[278] lors du conflit mondial a sans doute également contribué à renforcer solidarité et prise de conscience de l'unité d'un monde «*russe*» pourtant très diversifié. KERBLAY rappelle que les soldats démunis et choqués sont parmi les premiers, de retour au pays, à se lancer dans la reprise des terres inoccupées, ce que par exemple les fellahs de 1962 feront également en Algérie.

### 2. Conseils et soviets « libertaires »

Le conseil (***soviet*** en russe) est théoriquement un organisme de démocratie directe, « *assembléiste* », de délégation limitée et contrôlée du pouvoir, où le pouvoir justement s'exerce de bas en haut. Il est souvent d'origine spontanée, libre, « *sauvage* ». Il correspond donc bien aux diverses propositions d'organisations antiautoritaires et notamment anarchistes. Ceux ci y participent dès 1905.

Ainsi, comme le rappelle Oskar ANWEILER, LÉNINE se fait accuser de « *bakouninisme* »[279] lorsqu'il prône (même tactiquement), « *tout le pouvoir aux soviets* ». *L'Opposition ouvrière* de 1921, en souhaitant revitaliser les soviets, sera à son tour accusée de « *déviations anarcho-syndicalistes* »[280] par le X$^{ème}$ Congrès du Parti bolchevique. Ce livre fondamental d'ANWEILER, tout en révélant la faiblesse numérique de l'anarchisme dans les diverses structures « *soviétiques* », confirme cette évidence que « *les soviets russes eurent une tendance à la liberté politique proche de l'anarchie* »[281].

Arthur LEHNING, futur éditeur des œuvres complètes de BAKOUNINE pour *l'Institut International d'Histoire Sociale* d'Amsterdam, dans une étude de 1929, notait également que « *le principe des conseils est la négation absolue de toute dictature politique, la négation aussi de l'État* »[282].

Quasiment tous les observateurs sont donc d'accord aujourd'hui pour dire que le ralliement ponctuel de LÉNINE aux thèses anti-étatistes (Cf. *L'État et la révolution*) et au pouvoir des soviets au cours de l'année 1917 fut purement tactique, et ne dure vraiment qu'un temps : en gros d'avril à juillet 1917[283]. Il témoigne d'un pragmatisme (cynisme ?) sans scrupule, d'une volonté de tromper ou de manipuler le mouvement populaire[284], pour lequel la fin justifie les moyens, même si la doctrine en prend momentanément un coup. On retrouve le même problème en début 1918 sur la question du régime de la terre, terre que les autorités bolcheviques vont accepter de partager, de répartir, alors que leur programme de fond est la collectivisation.

KROPOTKINE en 1920 dans sa *Lettre aux travailleurs d'occident*, dit « *des soviets, c'est à dire des conseils d'ouvriers et de paysans* », que c'est une « *idée merveilleuse* » tant en 1905 qu'en 1917[285]. Le dossier proposé par Alexandre SKIRDA[286] en 1972 permet de clarifier la polyvalence de ce terme de soviet, les anarchistes le rattachant toujours à la notion de

---

[277] SHAPIRO Léonard *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste, Premier stade 1917-1922*, Paris : Les îles d'or, 396p, 1957, p.38
[278] KERBLAY Basile *Les utopies communautaires au banc d'essai de la Russie des années vingt,* -in-Revue des Études slaves, LVI, n°1, p.97-103, 1984, p.98
[279] ANWEILER Oskar *Storia dei soviet 1905-1921*, Roma, Laterza, 512p, 1972, p.281
[280] ANWEILER Oskar *Storia dei soviet 1905-1921*, p.457
[281] ANWEILER Oskar *Storia dei soviet 1905-1921*, p.472
[282] LEHNING Arthur *Anarchisme et marxisme dans la révolution russe*, Paris, Spartacus, 1971, p.11
[283] SHAPIRO Léonard *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste, Premier stade 1917-1922*, Paris : Les îles d'or, 396p, 1957, p.58-59
[284] Cf. BOURDET Yvon *La révolution dans l'histoire*, -in-Autogestion et Socialisme, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921*, Paris: Anthropos, n°26/27, 224p, p.03-16, septembre-décembre 1974
[285] KROPOTKIN Pedro *Carta a los trabajadores de occidente*, in-CANO RUIZ B. *El pensamiento de Pedro KROPOTKIN*, México, EMU, 328p, 1978, p.226
[286] SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes et les soviets*, -in-Autogestion, n°18-19, janvier-avril 1972

»
commune, de conseil, de cellule de résistance et de base, qui peut devenir une des cellules de la future société. C'est un peu la logique de l'anarcho-syndicalisme.

Il est honnête également de rappeler, à la suite d'Oskar ANWEILER, que cette position libertaire est largement partagée par les **SR - *Socialistes révolutionnaires***, surtout leur aile gauche, et par quelques socio-démocrates pris au dépourvu, ou gagnés à l'action directe. Comme les anarchistes, les SRG se positionnent pour les communes libres et pour le pouvoir total aux soviets. Ils expriment le même refus du parlementarisme, du centralisme et de la domination d'un seul parti. Ils ébauchent également des positions pour que la terre revienne aux paysans (ce qui renforce l'idée de propriété individuelle) et l'usine aux ouvriers.

Il semble également que les **Communistes de Gauche**, pour éviter la destruction d'un vrai socialisme par en bas, proposent également en 1918 « *l'exploitation communale de la terre* »[287] moyen pour eux de conserver une certaine forme de pouvoir soviétique au sens fort du terme. De la même manière ils militent pour le renforcement du contrôle ouvrier dans les entreprises, alors que la majorité léniniste ne le soutient plus depuis la fin de l'été 1917. Mais leur revue *Kommounist* cesse sa parution dès juin 1918 : ils sont désormais très vite marginalisés.

Très favorables également à la République des travailleurs et au contrôle ouvrier, et à des soviets plus pluralistes, se trouvent les membres de l'**Union des Maximalistes Sociaux Révolutionnaires** et ceux des **Communistes Révolutionnaires**.

Cette position en faveur d'une certaine autonomie ouvrière et de lutte contre la bureaucratisation est reprise peu après par l'**Opposition ouvrière**. Elle compte beaucoup d'ouvriers et de syndicalistes dès le printemps 1919. Les **Centralistes démocratiques** défendent eux plutôt une certaine forme de pluralisme et de démocratie au sein des organes soviétiques.

En Russie, ce type d'organismes apparaît surtout lors de la Révolution de janvier 1905 et se généralise pendant celle de 1917. En 1905, les anarchistes dès le départ, et souvent même avant les marxistes et autres socialistes, s'y intègrent immédiatement, même s'ils ont du mal à accéder aux Comités Exécutifs des soviets de 1905, sauf dans la région de Bialystok où ils sont peut-être majoritaires. Le rôle moteur de Vsevolod Mikhaïlovitch EICHENBAUM (1882-1945) dit VOLINE dans le Soviet de Saint-Pétersbourg - Petrograd en 1905[288] est à ce titre exemplaire, notamment en refusant la présidence au nom de ses principes libertaires, même s'il est alors plutôt proche des Socialistes révolutionnaires. C'est sans doute le premier soviet important de toute l'histoire russe[289]. Il s'est créé immédiatement après la grande grève spontanée de janvier 1905, sous le nom de *Conseil des Délégués Ouvriers*. Même TROTSKI note alors que c'est d'un « *renforcement de l'anarchie* » dont il s'agit[290].

Simon RADOWITZKY, qui aura plus tard un rôle de premier plan dans l'illégalisme anarchiste argentin, est second secrétaire du soviet de l'usine Brandsi Zawot ; c'est la répression qui le pousse à fuir d'abord en Allemagne, puis en Amérique latine.

En 1906 et 1907, les anarchistes, plus connus, sont plus présents dans les soviets qui perdurent dans certaines régions. Leurs grandes zones d'influence sont alors les villes industrielles de l'Ouest, les deux capitales et dans la flotte, et toujours le Sud, notamment l'Ukraine.

[287] SHAPIRO Léonard *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste, Premier stade 1917-1922*, Paris : Les îles d'or, 396p, 1957, p.124
[288] VOLINE *La révolution inconnue*, Paris, Belfond, 696p, 1969
[289] VOLINE *La révolution inconnue*, 1969
[290] ROSE Giuseppe *Anarchismo e bolscevismo di fronte al problema dell'autogestione 1905-1918*, -in-*Anarchici e anarchia*, Torino, 1971

»

En 1917 les volontés de s'auto-organiser fleurissent partout, et parfois sans aucune idéologie clairement apparente. Marc FERRO cite le cas emblématique du comité de l'usine mécanique BRENNER de Petrograd (environ 200 ouvriers). Face au blocage puis lock-out patronal, des ouvriers s'organisent en Comité et décident en Assemblée générale, non seulement d'occuper l'usine, mais de la remettre en route «*d'honorer les commandes et de reprendre le travail*»[291]. Ces LIP russes forment ainsi une des premières propositions d'autogestion et d'autoproduction ouvrière. La date à retenir : le 28 juin 1917. La mise sous séquestre ultérieure décidée par le gouvernement stoppe rapidement cette expérience.

Cette autogestion intégrale est alors rare parmi les 576 usines sous gestion ouvrière que recense l'auteur. En fait la pratique du séquestre revient à favoriser une forme de nationalisation des entreprises, et donc une défiance vis-à-vis des travailleurs et de leurs capacités d'autogestion. Même les comités militaient plutôt pour un simple contrôle ouvrier de la production. Les mouvements à la base, comme celui de l'entreprise BRENNER, furent donc rapidement encadrés et minorés, tant par les syndicats que par les partis politiques. L'étatisation bolchevique est vite dans l'ordre des choses.

Les modèles du « *soviet* » ou autres comités… est repris largement pendant la vague révolutionnaire post-première guerre mondiale et même ultérieurement. C'est le cas en Hongrie, malgré la main mise très rapide des communistes autour de Bela KUN. L'Italie des occupations d'usines et des *latifundias* des années 1902-21 connaît également l'essor des ***consigli*** surtout animés par marxistes révolutionnaires (GRAMSCI) et anarchistes. La *République des Conseils* (***Räte***) de Bavière en est également un des principaux exemples (Cf. ci-dessous).

Pour les anarchistes, comme le rappelle dès 1921 Rudolf ROCKER, « *l'immense tragédie de la révolution russe, c'est le dépouillement progressif du pouvoir des soviets* » qui a lieu dès la fin de l'année 1917 (même avant si on reprend les analyses de Marc FERRO pour les comités). En effet, le décret sur le contrôle ouvrier de novembre 1917 place celui-ci sous la domination de la dictature du prolétariat, et tente de répartir les rôles entre syndicats et comités[292]. Cette « *trahison* »[293], ils ne la pardonneront jamais aux bolcheviks envers qui se sont envolées rapidement leurs illusions. Elle est dénoncée par les principaux leaders anarchistes russes d'alors. Le 22 décembre 1917, MAXIMOFF condamne déjà les soviets « *réduits au rôle d'organes du pouvoir, d'appareils légaux…* » alors qu'ils ne sont à ses yeux que l'organisation provisoire révolutionnaire de la société, avant de pouvoir réaliser l'utopie qu'il nomme de mauvaise manière « *le gouvernement populaire absolu* », puisque dans son esprit, le gouvernement justement n'existera plus[294].

Clairvoyant, KROPOTKINE avait déjà dit, dans sa *Lettre* citée ci-dessus de 1920, que « *les organisations professionnelles, les coopératives locales sont réduites en de simples accessoires bureaucratiques du parti* »[295]. La marxiste Anna PANKRATOVA, dans un solide texte de 1923, confirme avec lucidité cette intégration très rapide du soviet et du comité dans les autres organes de la « *dictature du prolétariat* », ce qu'elle soutient, alors qu'elle dénonce la perte de l'autonomie ouvrière que cela entraîne[296].

---

[291] FERRO Marc *Russie 1917 : naissance et défaite de l'autogestion ouvrière*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°35-36, p.03-38, octobre 1976, p.05

[292] LIMON D.L. *LÉNINE et le contrôle ouvrier*, -in-Autogestion et socialisme, n°4, décembre 1967

[293] ROCKER Rudolf *Les soviets trahis par les bolcheviks/La faillite du communisme d'État russe*, paris, Spartacus, 1973

[294] AVRICH Paul *Gli anarchici nella rivoluzione russa*, Milano, La Salamandra, 220p, 1976, p.131

[295] KROPOTKIN Pedro *Carta a los trabajadores de occidente*, in-CANO RUIZ B. *El pensamiento de Pedro KROPOTKIN*, México, EMU, 328p, 1978, p.228

[296] PANKRATOVA Anna *Les comités d'usine en Russie, 1917-1918*, -in-Autogestion et socialisme, n°4, décembre 1967

»

Le débat sur l'État socialiste dégénéré et sur la bureaucratisation qui fera date dans les années 1930 à 1950 était pour les anarchistes tranché au moins depuis l'époque du Communisme de guerre. Comme KROPOTKINE, les ROCKER, FABBRI, PESTAÑA, MALATESTA, GOLDMAN et BERKMAN ont eu le tort d'avoir raison trop tôt !

### 3. Les anarchistes partisans des soviets pendant la révolution de 1917

Spontanément, les libertaires de l'Empire russe participent au mouvement des soviets et comités. C'est le cas d'ailleurs de la grande masse des forces populaires en mouvement, ce que LÉNINE comprend bien à son retour en avril 1917, ce qui l'amène à modifier sa tactique en prônant désormais « *tout le pouvoir aux soviets* ». Ces organisations en février 1917 (mars) ont surgi par milliers dans tout l'Empire russe, à partir des déserteurs, des ménagères, des ouvriers et paysans…Les conseils forment bien « *une révolution populaire par en bas* »[297] qui s'organise progressivement. Elle est totalement d'essence libertaire, même si les anarchistes, comme presque toutes les forces organisées de l'Empire russe, ont été dépassés par l'ampleur et la soudaineté du mouvement. Les terres sont occupées et souvent partagées, les soldats baissent les armes et parfois se mutinent, les comités se développent dans les usines, et s'unissent dès le mois de mai dans une *Union des comités d'usines*. La règle est une succession d'émeutes, de manifestations et d'expropriations « *sauvages* », avec une recrudescence durant l'été 1917. Le Gouvernement provisoire est souvent bloqué et impuissant face à cette dualité du pouvoir qui s'est instaurée un peu partout, au sommet de l'État comme dans la plus reculée des provinces. Il est obligé de la reconnaître, et par la loi du 23 avril 1917 il légalise l'existence des soviets et comités[298].

#### *a) Les positions de l'anarcho-syndicalisme russe et panrusse.*

**L'anarcho-syndicalisme russe** depuis le début du XX$^{ème}$ siècle a popularisé les idées de contrôle ouvrier, qui reste l'objectif immédiat. Cependant, dans la tradition dualiste du syndicalisme révolutionnaire européen, les comités d'usine, organes de lutte immédiate et d'auto-organisation prolétaire, sont également les embryons de la société future. Ce courant syndicaliste anarchiste s'est implanté surtout à partir de 1902 autour de leaders essentiels comme Hernan SANDOMIRSKI et Daniil NOVOMIRSKI (avec la revue *Novyi Mir*). D'après le rapport de N. ROGDAEFF au *Congrès anarchiste international* d'Amsterdam de 1907, publié dans *Les Temps nouveaux*, la Russie compterait alors une cinquantaine de groupes, surtout en Russie méridionale et occidentale, mais également dans l'Oural et le Caucase.

Dans la région de Pétrograd, les publications de *Golos Truda (La voix du travail* - reconstitué par l'Union de Propagande Anarcho-Syndicalsite en début août 1917) ou de *Burevestnik* popularisent ces thèmes. Actif avec le groupe de *Golos Truda* dirigé alors par VOLINE, Grigori Petrovitch MAXIMOFF (1893-1950)[299] est un des exposants anarchistes les plus en vue dans les Comités d'usines de l'année ; pour lui ces Comités complètent et renforcent des syndicats trop réformistes à ses yeux. En mai 1917 la *Première conférence des comités d'usines*, qui revendique l'autonomie des comités face au syndicat, malgré les pressions du gouvernement et des bolcheviks, semble lui donner raison. Le 25 août 1917, l'éditorial de *Golos Truda Questions de l'heure* appelle à la constitution de soviets et de comités révolutionnaires partout afin de réaliser une forme d'autogestion généralisée. Il faut «*continuer la révolution*»[300] pour continuer à supprimer (toutes) les autorités en place et surtout pour réaliser une société alternative. En octobre, la *Première conférence panrusse des Comités* veut aller encore plus loin, puisque timidement les bolcheviks admettent une autogestion ouvrière

[297] LEHNING Arthur *Anarchisme et marxisme dans la révolution russe*, Paris, Spartacus, 1971, p.65
[298] SARTAN Yves *Les soviets, la gestion ouvrière et les positions de LÉNINE*, -in-Autogestion et socialisme, n°4, décembre 1967
[299] MAXIMOFF Grigori *Gli anarcosindicalisti nella rivoluzione russa*, Firenze, CP ed., 101p, 1973
[300] BRINTON Maurice *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921. L'État et la contre-révolution*, Paris: Autogestion et socialisme, n°24-25, 224p, septembre-décembre 1973, p.60

»
future ; les anarchistes y proposent une vraie prise en mains totale des usines. Le 10 octobre *Golos Truda* se positionne « *pour un contrôle ouvrier total sur toutes les activités de l'usine*» : le terme est bien pour les anarchistes synonyme d'autogestion, conception désormais aux antipodes de celles de tous les autres courants socialistes, même si pour des raisons tactiques contre les mencheviks, les bolcheviks entretiennent encore parfois l'illusion. En fin octobre le journal *Novy Put-Nouvelle Voie* qui est une des origines de la 1° Conférence panrusse des comités d'usine semble lui aussi gagné par les vues anarcho-syndicalistes[301]. Le poids des libertaires semble faible cependant ; selon des sources bolcheviques, sur les 137 délégués à cette Conférence, il n'y aurait que 11 anarcho-syndicalistes (sans doute le double si on compte des socialistes-révolutionnaires ou sans parti qui leurs sont proches).

Pourtant, dans la capitale de l'ex-Empire russe, les anarchistes et anarcho-syndicalistes sont alors bien présents dans le *Bureau des Comités* de la ville, et dans le *Bureau Central panrusse des comités d'usine*. Le Centre Révolutionnaire des Comités d'Usine qui fonctionne de manière parallèle et assez autonome par rapport au pouvoir central apparaît «*comme un organe d'inspiration anarchiste*»[302].

Toujours à Petrograd, Bill SHATOV ou CHATOV (avant de passer au bolchevisme) est favorable aux expropriations et la gestion collective des entreprises. La position radicale de l'expropriation autogestionnaire, assez marginale, semble quasiment soutenue par I. MASAL'SKII du *Burevestnik* de décembre 1917[303].

Cette apparente marginalité du mouvement expropriateur est contestée par ANWEILER pour l'année 1917, qui affirme que « *les conseils d'usines pour la plupart voulaient le contrôle direct et l'auto-gouvernement ouvrier dans l'usine elle même* »[304]. Il s'appuie sur les textes issus de la Première conférence panrusse des Comités d'usines de Petrograd en octobre 1917. VOLINE dans *La Révolution inconnue* donne des exemples de cette volonté d'autogestion, par exemple dans l'usine NOBEL de Petrograd. Ainsi en décembre le **Conseil** *Central des Comités d'Usine* de Petrograd publie le *Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier dans l'industrie*. L'espérance autogestionnaire est y nettement affirmée, et sa distribution échappe au contrôle du parti bolchevik. L'esprit libertaire y transparaît également dans la volonté de coordination fédérale[305]. Le danger devait être grand pour le pouvoir autoritaire puisque dans les ***Izvestias*** du 13 décembre 1917 on a la publication des *Instructions générales sur le contrôle ouvrier*. Il s'agit d'un vrai contre-Manuel, soumettant les comités et s'opposant à toute expropriation et autogestion.

La position anarchiste plus pro-syndicale est assurée par Apollon KARELIN, à condition que ces syndicats qu'il décrit soient indépendants des partis, et sur des positions anti-étatistes. Il s'exprime en ce sens lui aussi dans le *Burevestnik* en novembre 1917, et comme MAXIMOFF, répète la méfiance très malatestienne vis à vis de la dérive syndicale qui croit pouvoir représenter la société entière, alors qu'elle n'en représente qu'une petite minorité.

Au 1er Congrès Panrusse des Syndicats (à Petrograd janvier 1918), les libertaires bien que minoritaires (25 délégués revendiqués) animent les débats et trouvent pas mal d'échos. Ils proviennent du Don (mineurs), de Moscou (cheminots), de Novorossyisk et Ekaterinodar (ciments)[306]… Ainsi l'anarchiste MAXIMOV s'exprime pour que les Comités deviennent les « *noyaux du futur ordre socialiste* ». BELUSOV en appelle à la gestion des usines par les comités. Bill CHATOV prône une société libérée des «*chefs et des syndicats*». LAPTEV défend la révolution faite par ceux d'en-bas. La « *Résolution du groupe anarcho-syndicaliste* » réclame le « *communisme antiautoritaire*».

[301] BRINTON Maurice, septembre-décembre 1973, *op.cit.,* p.67
[302] BRINTON Maurice, septembre-décembre 1973, *op.cit.,* p.76
[303] AVRICH Paul *Gli anarchici nella rivoluzione russa*, Milano, La Salamandra, 220p, 1976, p.95
[304] ANWEILER Oskar *Storia dei soviet 1905-1921*, p.229
[305] BRINTON Maurice, septembre-décembre 1973, *op.cit.,* p.87-89
[306] BRINTON Maurice, septembre-décembre 1973, *op.cit.,* p.97

»

En été 1918, et notamment lors de la *Première conférence panrusse des anarcho-syndicalistes*, l'ensemble du mouvement anarchiste, pas seulement les syndicalistes, n'a plus d'illusion sur les nouvelles structures qui se solidifient ; le pouvoir bolchevique est nommé contre-révolutionnaire, les syndicats sont reconnus inféodés, les soviets n'ont plus d'autonomie. Seuls des « *soviets libres* » et les autonomes « *comités d'usine* » sont à soutenir. C'est cette position intransigeante qui est sans doute la vraie cause de la terrible répression qui s'abat bien vite sur le mouvement anarchiste, malgré l'alliance révolutionnaire durant l'insurrection d'octobre. La *Résolution* adoptée à cette Conférence rend synonymes les termes autoritaires, centralistes et bolcheviks, et formule sa demande d'une double révolution : une « *communaliste* » menée par des soviets libres fédérés ; une « *syndicaliste* » (mais qui porte mal son nom) exprimant une forme d'autogestion par les comités. Ces comités remplacent les syndicats, car « *le comité d'usine et de fabrique est notre organisation future, jeune et dynamique, pleine de vie et d'énergie ; le syndicat, notre organisation ancienne, vieille et usée* ». Sans illusion, l'anarcho-syndicalisme russe défend encore les mouvements autogestionnaires du pays, et investit toujours dans le comité un aspect utopique très net, puisqu'il sera « *le premier organe de base dans la future société communiste libertaire* »[307].

Mais l'anarcho-syndicalisme russe, malgré une présence diffuse dans tout le pays (mineurs du don et de Cheremkhovo, ouvriers portuaires à Ekaterinoslav, cheminots et boulangers de Moscou, employés des postes à Petrograd…) reste trop marginal pour influencer réellement le mouvement, ou pour contrer la dérive largement commencée. Au *1er Congrès panrusse des syndicats*, il n'y aurait que 25 délégués anarchistes. Cette sous-représentation, tragique, va s'accentuer au lieu d'être plus représentative. La répression et le passage au bolchevisme réduisent l'impact de l'anarcho-syndicalisme russe, y compris parmi ses plus illustres leaders. Herman SANDOMIRSKI et Aleksandr CHAPIRO travaillent un temps au Commissariat des Affaires Étrangères avec TCHITCHERINE[308] !

Au 2ème Congrès panrusse de 1919, il n'y a plus qu'une quinzaine de délégués affirmés, et plus qu'une dizaine au 3° congrès de 1920. Pourtant le syndicalisme révolutionnaire survit encore ici ou là : par exemple en mars 1920 au 2° Congrès Panrusse de l'Industrie Alimentaire un grand nombre de voix s'élèent contre le centralisme et la dictature du prolétariat qui se résume à une dictature sur le prolétariat[309].

### *b) Les positions de l'anarcho-communisme russe et panrusse.*

L'autre grande tendance anarchiste russe, **l'anarcho-communisme**, se positionne comme tout le mouvement européen pour l'utopie de la « *libre fédération des communes libres* ». Mais les liens et les passerelles sont multiples entre positions et militants, y compris les syndicalistes « *purs* » (hostiles à toute ingérence, même anarchiste). *La charte* de fondation de *l'Union pour la propagande anarcho-syndicaliste* de Petrograd le 04/06/1917, quoique anarcho-syndicaliste, n'en est pas moins sur une position communiste-anarchiste : l'État « *doit être remplacé par une fédération panrusse de libres villes et de libres communes, par des communes urbaines et rurales unies, du bas vers le haut, en fédérations locales, de district et régionales* ».

Dans *Golos Truda* du 15/09/1917 (cité par AVRICH), A. GRACHEV écrit son article sur *Le communisme anarchiste* : la commune libre est une union d'individus agissant volontairement ensemble. C'est une « *fédération d'individus* »[310]. Elle n'est donc pas forcément liée à un territoire précis. C'est une donnée politique, pas administrative. Les communes sont reliées entre elles, par un pacte fédéral et solidaire. Cela n'enlève rien à leur autonomie et à

[307] *Résolution de la I° Conférence anarcho-syndicaliste* (25/08-01/09/1918), -in- SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Max Chaleil, 350p, 2000, p.198
[308] SHAPIRO Léonard *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste, Premier stade 1917-1922*, Paris : Les îles d'or, 396p, 1957, p.
[309] BRINTON Maurice, septembre-décembre 1973, *op.cit.,* p.148-149
[310] SKIRDA Alexandre *Les anarchistes et la révolution russe*, Paris, Tête de Feuilles, 1973, p.29-30

»
leurs propres méthodes d'autogouvernement. La « *fédération de communes* » se fait du niveau local au niveau national, en mettant sur pied une sorte de confédération. La « *république fédérative panrusse* » doit en être l'aboutissement. Comme le rappelle SKIRDA, les soviets, dans ce vaste édifice, doivent se fondre dans les communes locales. L'auto-organisation doit être la plus souple et la plus ouverte possible.

Dans la bonne tradition kropotkinienne, ces communes pour soulager le travail humain doivent savoir utiliser les méthodes et les techniques capitalistes qui ont fait leur preuve. La popularité du terme « *commune* » est alors au maximum ; c'est le titre de la publication de la *Fédération anarchiste-communiste* de Petrograd (*Kommuna*). Il est bon de rappeler ici qu'un groupe au nom évocateur de *Libre Commune* (*Svobodnai Kommuna*) existe depuis 1906 sur Moscou[311].

Cette proposition est réactivée immédiatement après l'insurrection d'octobre 1917, en mettant encore plus l'accent sur l'autonomie des communes, et la nécessité d'une « *troisième révolution* », car le pouvoir bolchevique est rapidement démasqué par les anarchistes, même si un certain nombre le rallie[312]. AVRICH nous rappelle que la Fédération Anarchiste de Brianks parle déjà de combattre les « *vampires sociaux* » au pouvoir ! et que l'idée de « *capitalisme d'État* » est très rapidement (et précocement) énoncée.

En septembre 1918, l'animateur de *l'Union des boulangers* de Moscou dresse le tableau de la société future : les aspects utopiques du texte réaffirment l'idéal de communes et de villes libres fédérées. Cette fédération doit bien sûr s'appuyer sur les comités d'usines et les soviets de paysans, et sur les syndicats. Mais à cette date, les écrits anarchistes ne sont plus guère entendus.

Encore « *à chaud* », malgré son exil berlinois, Piotr ARCHINOV[313] dans un article du *Messager anarchiste (Anarkhitchesky Vestnik*) réaffirme le rôle autogestionnaire des soviets, à la suite d'une révolution qui doit mener de front la lutte contre les adversaires de classe, et l'expropriation. S'inspirant de l'exemple italien des conseils d'usine, il donne une bonne synthèse de la position conseilliste libertaire du début des années 1920.

L'anarcho-communiste VALEVSKY œuvre dans le même sens, comme tous les anarchistes conséquents de ces années là. Il faut, contre l'engouement malsain créé autour d'une révolution bolchevique mythifiée, rétablir le communisme non-autoritaire et s'inspirer des remarques d'un KROPOTKINE récemment disparu. « *Les fabriques, les usines, les mines, les champs, en un mot toutes les richesses sociales doivent passer des mains du capital et de l'État dans celles des masses laborieuses. Ce ne sera pas par la nationalisation des moyens de production, c'est à dire par une gestion bureaucratique ; mais par leur socialisation, c'est à dire par le déplacement de l'initiative du centre à la fédération locale et générale des comités de fabriques et d'usines, œuvrant étroitement en liaison avec la fédération locale de générale des coopératives de consommation* »[314]. La vie sociale se fera bien sûr en liaison avec des soviets libres. « *La commune anarchiste locale* » reposera ainsi sur la fusion de toutes ces organisations de base. Les communes à leur tour se fédéreront entre elles.

### 4. « La Commune de Kronstadt »[315] en 1921 = vers une 3ème révolution communiste libertaire

Un des antécédents de Kronstadt se trouve peut-être dans la révolte de Nikolaev[316] en avril 1919. Les marins, dirigés par le matelot PROSKURENKO et l'anarchiste EVGRAFOV (rôle

[311] AVRICH Paul *L'altra anima della rivoluzione. Storia del movimento anarchico russo* (Princeton, 1967), Milano, Antistato, 1978
[312] AVRICH Paul *Gli anarchici nella rivoluzione russa*, Milano, La Salamandra, 220p, 1976
[313] ARCHINOV Piotr *Les problèmes constructifs de la révolution sociale* (russe), –in-Anarkhitchesky Vestnik – Le Messager anarchiste, Berlin, août-octobre 1923, –in-SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Max Chaleil, 350p, 2000
[314] VALEVSKY *La voie de la révolution sociale*, -in-Dielo Truda, n°1, Paris, 1925 & –in-SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Max Chaleil, 350p, 2000
[315] METT Ida *La Commune de Cronstadt* (1938),Paris, Spartacus, 1949

»
de commandant) se battent pour «*l'expression libre des marins rouges*» et le «*pouvoir réel aux soviets*». Ils se dressent contre partitocratie et dictature des commissaires et de la tchéka.

En 1920-1921 la Guerre Civile devient insupportable pour les populations, tant pour la misère et les privations, les réquisitions forcées que pour ce que les militants libertaires ressentent comme une tromperie : aux promesses démocratiques et autogestionnaires des slogans soviétiques (au sens propre de mouvement des conseils) apparaît en fait un pouvoir de plus en plus hiérarchisé, autocratique et militarisé, menant une répression de plus en plus sanguinaire, souvent dirigée par la *Tcheka* (futur GPU) créée sur volonté de LÉNINE et dirigée d'une main de fer par DJERZINSKI qui croit, en une pureté fanatique, accomplir la tâche essentielle de la révolution. Les premiers camps sont en marche dès le début de l'année 1918, comme ceux des Solovski. Certes les besoins de militarisation liés à la Guerre civile sont là, mais les bolcheviks montrent vite leur réelle conception personnelle de ce qu'il nomme encore la « *dictature du prolétariat* ». Et depuis janvier 1920 TROTSKY et d'autres en en rajouté en proposant de militariser également l'économie.

Des révoltes éclatent partout fin 1920-début 1921, notamment dans les campagnes, surtout vers Tambov, mais également à Petrograd, avec en février le soulèvement de quelques usines. Dans la ville, les grèves sont nombreuses, on frôle la grève générale[317]. La *tchéka*, d'après Henri ARVON, comptabilise 118 mouvements insurrectionnels en février 1921. La perle de la révolution, l'île de Kronstadt, avant-port militaire de Petrograd passe aussi de la contestation à l'insurrection, de manière largement majoritaire pour ne pas dire unanime. C'est un énorme problème pour le pouvoir bolchevique, car la ville compte sans doute alors près de 50 000 personnes, dont la moitié de militaires, et est l'avant-port de Petrograd/Leningrad.

Kronstadt est un lieu mythique de la révolution russe, lieu révolutionnaire actif et pluraliste, et marqué par son action déterminante d'octobre 1905 à juillet 1906. En 1917, tant pour l'édification de soviets autogérés que pour sa participation à la chute du Gouvernement provisoire, l'île a eu un rôle majeur. Depuis le 26 mai 1917 (211 pour, 41 contre et 1 abstention), tout le pouvoir appartient au conseil de la ville : Kronstadt devient ainsi un des rares exemples de société soviétique au sens propre du terme, avec répartition proportionnelle et pluraliste des charges administratives. Efim YARTCHOUK a décrit l'ampleur des « *communes de culture* », ces soviets ruraux travaillés collectivement, en liaison avec le Comité de ravitaillement, où la répartition de la production se faisait selon le nombre de journées de travail effectuées[318]. Elles existent encore dans certains cas en 1921 assure-t-il[319]. Kronstadt, dans une *Résolution* du 06 octobre 1917 se dresse déjà « *contre tous les oppresseurs* »[320]. La forte présence anarchiste[321] se fait ici bien sentir ; elle est appuyée par la mouvance des Socialistes Révolutionnaires de Gauche, et par d'autres mouvements. Mais visiblement, à la différence de Petrograd, on constate une rare influence menchevique, alors que les communistes insistent fort sur celle-ci pour les déconsidérer. L'habitude de la démocratie directe, de l'autogouvernement est une donnée incontournable pour beaucoup d'habitants[322].

---

[316] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.87
[317] SHAPIRO Léonard *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste, Premier stade 1917-1922*, Paris : Les îles d'or, 396p, 1957, p.247
[318] YARTCHOUK Efim *L'autogestion à Kronstadt en 1917*, -in-SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes et les soviets*, 1972
[319] YARTCHOUK Efim *Kronstadt dans la révolution russe*, 1923, -in- SKIRDA Alexandre *Kronstadt 1921. Prolétariat contre bolchevisme*, Paris, La Tête de Feuilles, 1971,p.132
[320] FEDELI Ugo *Dalla insurrezione dei contadini in Ucraina alla rivolta di Cronstadt*, Milano, Il Libertario, 1950, réédité par La Rivolta de Ragusa en 1992, p.100
[321] SHAPIRO Léonard *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste, Premier stade 1917-1922*, Paris : Les îles d'or, 396p, 1957, p.248
[322] ARVON Henri *La révolte de Cronstadt*, Bruxelles, Complexe, 1980, p.17

»
La place Yakornaïa se transforme en vrai Vetché (assemblée populaire traditionnelle) note retrospectivement Ida METT, avec ses meetings quasiment quotidiens[323].

À Kronstadt en 1921, les revendications sont réellement libertaires, autonomes et autogestionnaires, c'est une vraie « *tentative de révolution soviétique libertaire* » comme le note Maria ISIDINE[324] dès 1921, qui se fait par « *les soviets libres* »[325] et qui témoigne de la force de « *l'idéal communaliste* »[326], malgré la faiblesse alors des anarchistes. Les marins et autres habitants de la cité réclament la « *troisième révolution* », après la bourgeoise de février, la bolchevique d'octobre, ils veulent la « *conseilliste* », c'est à dire qu'ils souhaitent vraiment appliquer la formule de LÉNINE de « *tout le pouvoir aux soviets* » qu'il a lancé dans le cours de l'année 1917 et oublié depuis. Contre la « *dictature des Commissaires du Peuple* », contre la dérive policière du régime, pour une démocratie au moins pour les révolutionnaires, dans un vrai souci de pluralisme... ils menacent le nouveau régime, autant par leur situation stratégique que par la force de leurs convictions qui mettent en porte à faux les bolcheviks. Déjà dans *l'Opposition Ouvrière* des militants se sentent assez proches de ces slogans auxquels syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, mais également socialistes révolutionnaires de gauche et bolcheviks locaux, ont donné vie. À l'époque, et malgré l'intoxication et la diffamation officielles, les observateurs honnêtes, comme Victor SERGE et Pierre PASCAL, comprennent que la lutte des marins se fait pour une « *juste cause* »[327]. Pour PASCAL, Cronstadt, c'est la fin des dernières illusions.

Le 1er mars 1921, la *Résolution de l'Assemblée générale des équipages de la flotte de la Baltique*, notamment sur le Petropavlovsk, marquée par le rôle important de l'anarchiste PETRICHENKO (« *président de l'assemblée des escadres* »), adoptée en Assemblée Générale massive, se dresse pour les soviets libres et la liberté pour toutes les organisations révolutionnaires et professionnelles. Toute la garnison s'est réunie, peut-être plus de 20 000 hommes ?[328] Les 15 points de la *Résolution* mélangent des attitudes démocratiques fondamentales (« *liberté de parole et de presse* » point 2, « *liberté de réunion* » point 3, « *élection à bulletins secrets* » point 1) avec sur le plan économique des positions égalitaires et anti-privilèges, contre l'esclavage salarié des fermes d'État, et contre les restrictions du communisme de guerre (« *égaliser les rations alimentaires de tous les travailleurs* » point 9, « *autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas le travail salarié* » point 15, « *donner aux paysans toute liberté d'action* » à condition comme pour l'artisanat que cela ne concerne pas le travail salarié, point 11…). Ils se dressent contre l'oppression communiste (bolchevique) et l'autoritarisme : « *libérer tous les prisonniers politiques* » point 5, « *supprimer tous les départements politiques car aucun parti ne doit avoir de privilège* » point 7, « *supprimer les détachements communistes de choc* » point 10… Ils appellent les ouvriers soldats et marins à s'organiser démocratiquement et à les rejoindre (points 4 et 12). Très concrète, cette <u>*Résolution*</u> en évoquant les camps de concentration, le rationnement, les barrages routiers, l'accaparement de tous les pouvoirs par les seuls bolcheviks… est une bonne description des problèmes majeurs rencontrés par la structuration du nouveau régime léniniste.

Il sort de ces assemblées un *Comité Révolutionnaire provisoire* qui autogère pratiquement la ville, le port et la garnison, en créant la plus importante des « *communes libres* » de la révolution russe (avec les essais makhnovistes à Goulaï Polié et Ekaterinoslav).

---

[323] METT Ida *Kronstadt avant l'insurrection*, -in-Le Monde libertaire, Paris: mars 1975
[324] ALTERNATIVE LIBERTAIRE *1921. L'insurrection de Cronstadt la rouge*, Paris, 1997,p.43
[325] MOUVEMENT COMMUNISTE LIBERTAIRE *L'insurrection de Kronstadt la Rouge, mars 1921. Le pouvoir des soviets libres*, Paris, 1971
[326] AVRICH Paul *La tragédie de Cronstadt 1921*,Paris, Seuil, 1975,p.156
[327] PASCAL Pierre *En communisme. Mon journal de Russie. Tome II. 1918-1921*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 227p, 1977, p.219
[328] MARIE Jean-Jacques *Le dernier survivant de Cronstadt,*–in-L'Histoire,n°142, mars 1991, p.65

»
Le journal des *Izvestia* (*Informations*)[329] dès le 3 mars rétablit pendant une quinzaine de numéros, une liberté de la presse, vis à vis de tous les pouvoirs, et notamment vis à vis du pouvoir bolchevique qui dès lors se déchaîne littéralement contre les insurgés.

Dans le numéro du 8 mars 1921, le manifeste *Pourquoi nous nous battons* permet de condamner les « *usurpateurs communistes* » et la « *bureaucratie des commissaires et des fonctionnaires communistes* », dénoncer les « *syndicats bureaucratisés* » et le « *capitalisme d'État* »[330].

La ville s'organise, les syndicats sont reconstitués, les comités de soldats et d'ouvriers se structurent et permettent l'armement des ouvriers. La démocratie directe, avec des assemblées ouvertes, est pratiquée en permanence. Le pluralisme est la règle, et même les bolcheviks de Kronstadt sont écoutés et préservés. C'est un des rares mouvements historiques « *réellement collectif* », sans meneur réel, avec « *autogestion de la vie et des luttes* », c'est le « *prototype accompli de toute lutte antiautoritaire* »[331] Ravitaillement, répartition des habitations, actions d'agitation, de presse, rotation des tâches de défenses… sont pris en charge par des collectifs. Une sorte de Parlement, la *Conférence des délégués*, assure la coordination.

L'autogouvernement libertaire de Kronstadt ne va pas résister bien longtemps (du 2 au 18 mars 1921). Isolée par un blocus bolchevique, et par les rigueurs de l'hiver, l'île est désormais affaiblie. C'est rapidement la « *tragédie de Cronstadt* »[332]. L'Armée Rouge sur la volonté de LÉNINE et des ordres terribles et terrifiants de TROTSKY décide du carnage final. L'ultimatum a eu lieu le 5 mars, le blocus commence le 6, les bombardements le 7. Dix jours plus tard la ville est envahie. Déportations et massacres (plusieurs milliers de morts ?) vont vider la ville et la garnison de ses meilleurs éléments. Près de 8 000 personnes émigrèrent en Finlande[333]. Le parallèle avec la terrible répression de la Commune de Paris est ici flagrant et ternit définitivement le prestige des bolcheviks aux yeux des révolutionnaires sincères. La date du 18 mars, fêtée jusqu'alors pour l'insurrection parisienne, devient celle de la fin définitive de la « *Commune de Cronstadt* ». Triste retour des choses…

La Commune de KRONSTADT pèse en effet très lourd : elle démontre que la terreur s'applique peut-être plus aux révolutionnaires réels qu'aux ennemis de la Révolution. Cette plaie révèle que le régime est bien avant le triomphe stalinien un système inhumain, écrasant toute tentative d'expression libre. Pour les futurs trotskistes qui commencent bientôt à connaître également la répression, l'écrasement de la révolte est un gigantesque obstacle dans leur volonté de se présenter comme une alternative au stalinisme. En effet TROTSKI, sur ce point en total accord avec LÉNINE, est le vrai boucher de la répression. Cette image d'un TROTSKI-THIERS empoisonne l'histoire du trotskisme ; les trotskistes vont mettre un demi-siècle avant de vraiment condamner ce sinistre épisode dans lequel leur maître à penser a profondément terni son image.

La révolte laisse donc bien des « *cicatrices indélébiles* » comme le note Marcel BODY (membre du Groupe communiste français de Russie, et futur traducteur de BAKOUNINE), qui témoigne également d'un même état d'esprit « *désemparé* » chez Victor SERGE[334]. Elle allait être « *non pas la goutte mais le flot de sang qui fit déborder le vase* ». De nombreux libertaires, compagnons de route sincères de la révolution russe, rompent désormais progressivement avec elle. Alexandre BERKMAN écrit un plus tard dans *Le mythe bolchevik* (1925) que

[329] *Les Izvestia de Kronstadt, mars 1921*, Paris : André Jaleo, 184p, 1988
[330] AVRICH Paul *Gli anarchici nella rivoluzione russa*, Milano, La Salamandra, 220p, 1976, p.202 à 204
[331] SKIRDA Alexandre *Kronstadt 1921. Prolétariat contre bolchevisme*, Paris, La Tête de Feuilles, 1971,p.95
[332] AVRICH Paul *La tragédie de Cronstadt*, Paris, Seuil, 1975
[333] Exposé-débat au Centre Max Nettlau, *Kronstadt*, 28/01/1983
[334] BODY Marcel *Un piano en bouleau de Carélie*, Paris, 1981, p.200-205

»
« *quelque chose est mort en moi* », « *la terreur et le despotisme ont détruit la vie née en octobre* (1917 ».

### 5. L'Ukraine makhnoviste de 1918-1921

En Ukraine du Sud la présence libertaire est marquée par des groupes anarchistes actifs dans les grandes villes (Kharkov, Odessa, Ekaterinoslav…), et surtout par la révolte rurale autour de Nestor Ivanovitch MIKHNIENKO (ou MIKHNO ou MIKHNENKO) dit Nestor MACHNO ou MAKHNO (1888-1934). Fils de serf, vite orphelin, il serait né le 26/10/1888 et non en 1889 comme sa mère l'aurait signalé[335]. Il est un des animateurs du Groupe Anarcho communiste en 1907-1908, et surtout le responsable principal du groupe reconstitué en mars-avril 1917, peu après sa sortie de la prison Butyrki de Moscou.

Ce militant anarchiste de la première heure est plus célèbre pour ses actions, et réalisations que pour ses positions et théories[336], mais on a souvent trop sous-estimé sa formation (notamment grâce à ARCHINOV) comme le révèle surtout la superbe mise au point de l'historien SHUBIN[337]. C'est surtout un très habile tacticien militaire (les défaites des Armées Blanches dans son secteur sont surtout l'œuvre des bandes armées qui se réclament de son mouvement), trahi et traqué par l'Armée Rouge de TROTSKI. Il va réussir à fuir, blessé et abandonné de tous, pour venir finir misérablement sa vie dans un Paris où les staliniens continueront à le traquer ou le gêner, notamment aux usines Renault où il est un temps manœuvre. Mort des suites de l'affaiblissement dû à ses multiples combats, et de tuberculose, à 46 ans, il est incinéré au Père Lachaise. La tuberculose, il la traîne avec lui depuis 1910, lors de sa détention. Sa compagne Galina lui survit, mais est envoyé en camp de travail par les allemands durant la guerre de 1939-1945 ; « *libérée* » par les soviétiques, elle fait 10 ans de camp en URSS ; elle finit ses jours au Kazakhstan dans les années 1970.

Dès sa jeunesse à Gouliai Polié, vers 1906-1908, il avait soutenu des expropriations de terres et de biens commerciaux et bancaires en étant membre du groupe terroriste anarchiste d'Anton VALDEMAR. Il est condamné à mort, puis à la détention perpétuelle. C'est la révolution de février 1917 qui le libère et lui permet de rejoindre sa région ukrainienne, où il retrouve aussitôt les mouvements expropriateurs. Les multiples « *guérillas paysannes* »[338] qui s'y développent deviennent son cadre principal d'action. Grâce à son groupe anarchiste, à sa notoriété, il devient le responsable de l'Union des Paysans qui dans le district de Guljaj Pole fait office de soviet régional.

De grands noms de l'anarchisme russe comme VOLINE (Vsevolod Michaïlovitch EICHENBAUM), l'historien désormais célèbre de la *Révolution Inconnue,* et Piotr ARCHINOV le futur théoricien du *plateformisme*, sont liés à cette épopée. MAKHNO dispose aussi de l'appui (mais conflicteul) de l'anarchiste Maria Grigorieva NIKIFOROVA (1885-1919 ; connue sous le nom de Marusja) qui a le même passé expropriateur que lui et qui a une connaissance de l'anarchisme international, puisqu'elle est passée à l'étranger en s'évadant vers 1908 après sa condamnation à 20 ans de travaux forcés. Le groupe *Nabat*, un des plus influents de l'anarchisme dans le sud de l'Empire russe, profite de l'importance du mouvement pour tenter d'édifier des sociétés autogérées durant un court moment en 1919 dans la ville libérée d'Ekaterinoslav, comme par exemple l'imprimerie animée par VOLKOFF que nous décrit la bande dessinée de François HOMBOURGER[339]. Les anarchistes présents aux côtés du mouvement makhnoviste assument l'essentiel des parutions, de l'activité culturelle, mais ne sont pas toujours en symbiose avec une *makhnovchtchina* plus plébéienne qu'anarchiste, c'est en tout cas la thèse de Ettore CINNELLA.

---

[335] CINELLA Ettore *MAKHNO et la révolution ukrainienne 1917-1921*, Lyon, ACL, 135p, 2003, p.40
[336] METT Ida *Souvenirs sur Nestor MAKHNO*, 1948, réédité Paris, Allia, 26p, 1983
[337] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.22-23
[338] CINELLA Ettore *MAKHNO et la révolution ukrainienne 1917-1921*, p.37
[339] HOMBOURGER François *MAKHNO, L'Ukraine libertaire 1918-1921*, Tome 1, Paris, les Éd. Libertaires/Monde Libertaire, 71p, 2002

»

### a) L'utopie du « peuple en armes » : la «démocratie militaire»

«*L'armée makhnoviste n'est pas une armée anarchiste. L'idéal de vie anarchiste ne peut pas être promu par une armée, quelle qu'elle soit. Elle est absolument impuissante et néfaste pour ce qui concerne la formation des consciences et la capacité de créer. Mais chaque makhnoviste est un anarchiste potentiel, et quand la guerre sera finie, il retournera chez lui et sera un constructeur du futur*»[340].

Nestor MAKHNO - déclaration qui anticipe de 80 années la volonté anticentraliste et antimilitariste du sous-commandant MARCOS

Pendant la guerre et la période révolutionnaire se multiplient les groupes d'autodéfense et de guérillas, mis en place dès l'été 1917. On peut ici évoquer la «*Brigade Rossol*», à laquelle appartient le futur terroriste anarchiste Samuel SCHWARZBARD (1886-1938), environ 700 hommes qui revendiquent le noir comme couleur emblématique. SCHWARZBARD est célèbre pour l'attentat contre PETLIOURA à Paris en 1926. Il milite aussi dans les *groupes d'autodéfense* de Balta. Dans le secteur d'Odessa fonctionne une *Garde rouge* largement alimentée par les immigrés anarchistes présents dans la ville[341]. Les *Gardes Noires* sont également nombreuses dans tout le secteur, particulièrement autour d'Ekaterinoslav, Aleksandrov, Odessa, Nikolaev, Cherson, Kamensk, Melitopol, Juzovka, Nikopol, Gorlovka… pour ne citer que celles données par SHUBIN.

Autour de Guljaj Pole, pour assurer l'autonomie et garantir dès septembre 1917 la confiscation des terres, le mouvement animé par MAKHNO crée un Comité de Défense de la Révolution[342].

Peu à peu ces groupements cèdent la place à une véritable armée, *l'Armée insurrectionnelle* (formée vers septembre-octobre 1918 d'après Piotr ARCHINOV) qui à son apogée en 1919 dépassera les plusieurs dizaines de milliers de membres (sans doute 50 000 hommes en février 1919 ?).

Au départ, les « *bandes armées* » décrites par Paul AVRICH[343] ou les « *brigades* »[344] et «*bataillons libres*» de volontaires cités par MAKHNO, ou la « *garde noire* » qu'il constitue, sont proches des mouvements de guérillas ou de résistance populaire, ou des groupes paramilitaires des différents mouvements politiques russes. Elles sont très diversifiées, et c'est le mérite de MAKHNO de parvenir à en regrouper une bonne partie, même si ces regroupements ne sont jamais définitifs ni totaux. Le lien avec la tradition des détachements cosaques est affirmé par la plupart des historiens (TERNON, MENZIES, SKIRDA…). Organisation souvent spontanée, peu structurée (surtout si elle est anarchisante), la bande utilise mobilité et possibilités du terrain pour combler l'infériorité militaire. Elle n'est pas toujours totalement contrôlable, ni forcément totalement acquise aux idéaux anarchistes.

Le premier détachement anarchiste dirigé par MAKHNO et un de ses frères se porte vers Alexandrovsk en janvier 1918. Il compte près de 300 anarchistes sur un total de 900 hommes[345]. La première victoire (08/01/1918) a lieu au passage du Dniepr sur le pont Kičkasrij, où sont défaits les cosaques de l'ataman KALEDINE. Les pratiques anarchistes de libérer les prisonniers après avoir exécuté leurs officiers, et de détruire les prisons, d'inciter la population à se grouper en soviets, de multiplier les écrits de propagande… seront la principale caractéristique du mouvement. En avril un deuxième détachement semble agir vers

[340] Cité par CENTRO STUDI LIBERTARI - ARCHIVIO G. PINELLI *La resistenza libertaria al bolscevismo* -in-Bollettino Archivio G. PINELLI, Milano: n°37, p.12-19, giugno 2011, p.15
[341] SCHWARTZBARD Samuel *Mémoires d'un anarchiste juif*, Paris: Syllepse, 300p, 2010, p.172
[342] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.29-30
[343] AVRICH Paul *Gli anarchici nella rivoluzione russa*, Milano, La Salamandra, 1976
[344] MAKHNO Nestor *La révolution russe en Ukraine*, Paris, La Brochure mensuelle, 1927
[345] SKIRDA Alexandre *Les cosaques de la liberté. Nestor MAKHNO,le cosaque de l'anarchie et la guerre civile russe 1917-1921*, Paris, Lattès, 476p, 1985

»
Ekaterinoslav. En été 1918 face aux austro-allemands, le leader anarchiste systématise la guerre de partisans, et rallie de nombreux groupes autonomes, peu influencés au départ par l'anarchisme. Cela lui cause d'ailleurs de graves problèmes, car la faiblesse idéologique et le pouvoir personnel menacent constamment, comme le prouvent ses démêlés avec le chef de bande plutôt socialiste-révolutionnaire GRIGORIEV qui cherche à conserver la domination sur les 8 000 hommes qu'il amène en début 1919. La seule solution face à la trahison ( ?) et à la dissidence est de faire assassiner ce chef rebelle et peu sûr lors du congrès des Insurgés de l'été 1919. Mais certaines bandes sont également libertaires - aussi très autonomes et longues à accepter l'autorité de MAKHNO - comme celle de Fedor CHTCHOUSS (ou SCHUSS 1893-1921) qui rallie le mouvement en fin 1918.

L'ensemble des groupements militaires semble être unifié, de manière assez spontanée affirme ARCHINOV[346], en septembre 1918, avec la création de « *l'Armée Insurrectionnelle du Sud* ». La victoire ce mois là à Dibrivki donnant à MAKNO le rayonnement qui lui manquait (c'est peut être à partir de cette date qu'il est surnommé affectueusement *Batko* - petit père). En décembre 1918 il semble bien que MAKHNO dirige toutes les forces révolutionnaires dans la prise de la ville d'Ekaterinoslav, ce qui a pourtant été nié longtemps par les écrivains pro-bolcheviques[347]. Ce commandement en chef montre que désormais il est devenu incontournable dans cette région. Sa grande notoriété est donc acquise dès fin 1918-début 1919.

Cependant, même si la makhnovtchina est dominante, les milices ou comités paramilitaires plus ou moins autonomes vont évidemment perdurer, tout comme les tentatives du pouvoir d'État de se maintenir officiellement. Ainsi dans la première moitié de 1920 la Tchéka reconnaît l'existence d'autres bandes armées anarchistes en Ukraine, trop rarement citées et analysées, par exemple celles citées par SHUBIN (p.157) :
- la formation de KONCJUR dans la région de Kiev.
- celle de NESMEJANOV dans le même secteur.
- celle de SKLJAR dans la région de Cherson.
- celle de BROV' dans la région de Poltava.
- celle de DVIGUN également dans la région de Cherson…

Dans toute la zone de Gouliaï Polié, le *Conseil Révolutionnaire Militaire* de février 1919 assure l'essentiel des regroupements et des prises de position collective. VOLINE est en août 1919, le président de ce comité appelé également *Conseil Militaire Insurrectionnel*. Cet organisme à vocation initiale militaire, surtout pour le recrutement des forces insurgées, prend aussi une allure de soviet général puisqu'il s'occupe très vite des aspects sociaux et économiques du monde rural concerné. MAKHNO n'était (?) que président honoraire. Les soldats (10 délégués pour 3 paysans) et les anarchistes alors y dominaient (7, pour 3 SR, 2 bolcheviks et 1 indépendant[348]).

### Une armée idéologiquement et sentimentalement soudée.

L'unité des makhnovistes repose sur l'attachement à une région (peut-être 85 % d'ukrainiens en été 1919 d'après MENZIES ?), à un chef apprécié pour ses qualités et son charisme, à une pratique respectueuse des hommes et des bandes (SHUBIN avance le concept de démocratie militaire[349]) et à une idée, non a des lois militaires strictes. Même dans la débâcle, les désertions sont peu nombreuses, ce qui est assez exceptionnel pour l'époque. En pleine retraite des adhésions sont toujours recensées. De nombreux prisonniers libérés s'agglomèrent à l'armée insurrectionnelle jusqu'en début 1921.

[346] ARCHINOV Piotr *Le mouvement makhnoviste*, Toulouse, Bélibaste, 389p, 1969
[347] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.55
[348] SHUBIN Alexander V., 2012, *op. cit.*, p.62
[349] SHUBIN Alexander V., 2012, *op. cit.*, p.60

»

La primauté du *batko* MAKHNO reste cependant peu anarchiste, un culte de la personnalité simpliste, affectueux et assez systématique étant une des fortes caractéristiques du mouvement. Mais cela fait aussi partie des traditions locales, notamment celles des groupements cosaques, et MAKHNO sait aussi déléguer. Il n'en demeure pas moins que le Batko aime aussi s'habiller, se distinguer (affèterie ?[350]) et que son mouvement traduit aussi cette personnalisation : makhnovchtchina. Ce terme, comme le note Éric AUNOBLE, est sans doute au départ dépréciatif, mais rapidement est repris de manière positive.

Les liens avec les villages, qui se reconnaissent dans ce mouvement, est un des plus forts de l'époque, malgré les quelques réquisitions menées par MAKHNO lui-même qui auraient pu indisposer les meilleures volontés. La *makhnovchtchina* peut donc être analysée « *comme l'expression la plus parfaite dans la Révolution russe des efforts de la paysannerie pauvre pour défendre ses intérêts* »[351] ; ce jugement d'un marxiste critique est certes réducteur, mais contribue à mieux préciser l'originalité du mouvement. Un autre marxiste très critique reconnaît le côté foncièrement révolutionnaire, refusant les compromissions, et le fait qu'il s'agisse « *d'un authentique mouvement de masse* »[352].

Effectivement, en tant que mouvement populaire d'ampleur, il est fort pluraliste (surtout socialiste-révolutionnaire de gauche et anarchiste, mais également bolchevik) et composite (toutes les nationalités y sont présentes) et absolument pas nationaliste ni antisémite, malgré les détracteurs et la « *légende noire* » entretenue notamment par le romancier KESSEL. Cet antinationalisme ukrainien est sans doute une des causes de la défaite future, l'opposition systématique à la Rada de PETLIURA causant l'isolement du makhnovisme.

Ce pluralisme, l'étonnante liberté d'expression (même des bolcheviks) le refus dès fin 1918 du parti unique, de la « *commissarocratie* », des tchékas… annoncent les positions défendues avec brio par l'insurrection de Cronstadt en 1921.

En 1919, le ciment idéologique libertaire est renforcé par le rôle du *Nabat* (*Confédération anarchiste d'Ukraine*) qui suit de plus en plus « *l'Armée noire* » et par l'arrivée d'ARCHINOV et la présence de VOLINE et d'autres anarchistes, particulièrement des marins aguerris. Mais le pluralisme ne sera jamais totalement supprimé, et l'aspect autonome et autogestionnaire l'emporte sur l'orthodoxie anarchiste, conclut SKIRDA. Les anarchistes d'alors restent toujours assez distants vis à vis du mouvement et de son leader, en rappelant qu'une armée, même composée d'anarchistes, reste une structure autoritaire. Pour eux, l'anarchie ne peut se fonder légitimement que par l'action des masses, et sans personnalisation à outrance (critique d'une épopée trop marquée par le pouvoir charismatique du « *petit père* » Batko MAKHNO)[353]. Dans l'exil, MAKHNO va souffrir de ces critiques faites souvent péremptoirement par ses plus proches compagnons.

Le mouvement devient une Armée imposante : plus de 20 000 hommes au printemps 1919 (voire 55 000 pour SHUBIN), auxquels s'ajoutent près de 70 000 de réserves pour TERNON (35 000 pour SHUBIN). MAKHNO n'arrive pas à faire passer la conscription obligatoire, la majorité anarchiste s'y opposant. L'organisation se structure progressivement, en bataillons et divisions, dont une de cavalerie, et crée même sur la proposition de l'anarchiste ČERNIAK un service de contre-espionnage, qui pratique aussi les nécessaires réquisitions. L'apogée semble être en fin 1919, avec parfois annoncé le chiffre fabuleux de 110 000 unités. Il est exagéré mais à cette époque l'Armée Insurrectionnelle compte bien 4 corps d'armée,

[350] AUNOBLE Éric *La figure de Nestor MAKHNO, ou les tribulations d'un héros révolutionnaire,* 17pA4, septembre 2009, p.36
[351] BARROT Jean *Communisme et question russe*, Paris, Tête de Feuilles, 235p, 1972, p.91
[352] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.225
[353] FEDELI Ugo *Dalla insurrezione dei contadini in Ucraina alla rivolta di Cronstadt*, Milano, Il Libertario, 1950, réédité par La Rivolta de Ragusa en 1992

»
dirigés respectivement par KALAŠNIKOV (Don), VDOVIČENKO (Mer d'Azov), GAVRILENKO (Ekaterinoslav) et PAVLOVSKIJ (Crimée), sans compter les bataillons annexes.

Pour revenir au service de contre-espionnage, qui sous les ordres de Zinkovskij prend les allures de petite Tchéka, nous sommes loin des principes anarchistes, d'autant que de vraies exactions sont commises - dont MAKHNO s'excusera. Mais si le principe est évidemment contestable, les actions de répression commises n'ont rien à voir en ce domaine avec l'ampleur et le systématisme des exactions et massacres des bolcheviks et des Blancs[354]. En plus comme le note SHUBIN, les régions rurales (majoritaires) sont peu touchées ; et tout le secteur est épargné en guerres civiles ou complots internes (ce qui est l'inverse dans les secteurs détenus par bolcheviks ou Blancs), ce qui semble prouver la réussite de ce corps étonnant dans une armée libertaire.

Malgré leur puissance, les makhnovistes vont constamment lutter contre les « *commissaires parasites* » et la main mise étatique sur les mouvements militaires, ce qui ressort du tract (cité par Paul AVRICH) *Arrête ! Lis ! Réfléchis !* de l'été 1920. Le peuple en armes doit rester autonome.

Cependant la domination des anarchistes ou des proches de MAKHNO sur les dirigeants purement militaires, reste une évidence, même s'ils n'ont pas le nom de commissaires. Il semble donc que la différence avec l'armée bolchevique n'est donc, sur ce plan, pas aussi grande que cela. Les chefs principaux (qui s'intitulent presque tous « *commandants* », quelque soit l'unité qu'ils dirigent) sont choisis par MAKHNO, les autres sont élus. Quasiment tous proviennent des milieux sociaux pauvres, surtout de la paysannerie (14 sur 18 en octobre 1919 ?). Ces commandants sont pour la plupart dévoués et courageux, mais pas toujours faciles à maîtriser. Ils sont cependant soumis au jugement de leurs hommes, qui peut les désapprouver. MAKHNO les force alors à changer d'unité.

MAKHNO ne dirige cependant jamais tout seul, malgré ses lueurs stratégiques géniales et les obligations tactiques de réagir vite. Les congrès de Gouliaï Polié et le *Soviet (Conseil) Révolutionnaire Militaire* (SRM ou CMR - qui s'appelle parfois également Comité des Insurgés Révolutionnaires d'Ukraine) permettent de conserver au mouvement une dimension collective, même si cela reste parfois plus théorique que pratique. Ce CMR est même renforcé comme unité collective centrale en 1920, et composé de 3 ou 4 sections :
- le département des opérations militaires : MAKHNO, BELAŠ, KALAŠNIKOV.
- le département organisationnel : KURILENKO, KARETNIKOV.
- le département culturel et éducatif : ARCHINOV.
- le département judiciaire lié au précédent : KARETNIKOV, POPOV, KUZ'MENKO[355].

Au départ, la base du recrutement repose sur le volontariat (« *le principe de la bonne volonté* » écrit ARCHINOV[356]), parfois un peu forcé, car les makhnovistes décrètent la mobilisation générale notamment contre DENIKINE en fin 1919. Ainsi dès la mi-1919, la conscription se fait presque obligatoire.

Le makhnoviste de base reste cependant avant tout un paysan-soldat, même si ouvriers, marins et intellectuels sont relativement nombreux.

À différents moments les soldats élisent leurs délégués, et parfois les officiers supérieurs[357]. Très souvent leurs assemblées sont consultées et informées sur les opérations en cours et celles à choisir. Ils se sentent donc concernés plus directement : ce sont leurs proches qui dirigent, et c'est leur territoire et leurs maisons qu'ils protègent. Malgré l'évident renforcement autoritaire dû à la primauté des opérations militaires, ces éléments sont une des rares présences démocratiques vécues qui subsistent dans toute la Russie soviétique.

---

[354] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.132-133
[355] SHUBIN Alexander V., 2012, *op.cit.*, p.156
[356] ARCHINOV Piotr *La Makhnovchtchina. Esquisse succincte du mouvement makhnoviste*, –in-La Revue anarchiste, n°21, novembre 1923
[357] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.115

»

La discipline reste pourtant duale. L'habillement, l'armement, les organisations locales… sont hétéroclites et libres ; mais la rigueur est la règle dans l'obéissance aux ordres, ou dans la répression des exactions. MAKHNO semble ici peu libertaire, « *d'excessive sévérité* » écrit SKIRDA, mais bien dans la lignée de l'organisation assez rigide des cosaques zaporogues, note Malcolm MENZIES. Il n'hésite pas à faire exécuter les grands délinquants, souvent sans jugement, et surtout lorsqu'il faut juger quelques exactions antisémites ou des auteurs de réquisitions forcées. Cependant ses excès, parfois sous le coup de l'alcool, sont une réalité bien reconnue, que même sa compagne Galina Andreevna KOUZMENKO dénonce dans son journal rédigé en 1920 et publié en 1990[358]. Mais elle est sans doute déjà sous contrôle bolchevik, et son texte certes crédible doit être lu avec recul, tant la volonté des nouveaux maîtres de déconsidérer MAKHNO par tous les moyens était devenue la règle.

### b) Le « premier essai d'ampleur de république autogestionnaire »[359]

«*L'anarcho-république indépendante de Gouliai-Pole*» Léon TROSKI, qui bien sûr appelle à détruire ce qui est pour lui une caricature et/ou un adversaire - juin 1919[360].

L'œuvre de la ***makhnovtchina*** est donc surtout militaire, mais l'utopie autogestionnaire qu'elle esquisse au nom des soviets libres dans les villages libérés est une des plus belles pages de l'histoire révolutionnaire de la Russie du début du siècle, malgré les multiples calomnies subies par historiens et littérateurs ultérieurs (comme le stupide et diffamatoire Joseph KESSEL à propos du sort des juifs, alors que dès le départ du mouvement les juifs y sont très nombreux). L'article d'Éric AUNOBLE donne très bien la manière dont la calomnie est immédiate et de plus en plus systématique, notamment de la part de TROTSKI.

Dans la région libérée par MAKHNO, malgré quelques exactions, le pluralisme de la presse et des activités politiques révolutionnaires sont la plupart du temps maintenus, y compris souvent pour les bolcheviks qui ne cessent pourtant d'attaquer le mouvement.

La région de Gouliaï Polié (« *République paysanne* »[361]) a bien connu des tentatives libertaires d'auto-organisation, dès le printemps et l'automne 1917 avec la création de l'Union des Paysans et le respect des diverses assemblées - protégées par les premières milices makhnovistes. Mais l'essor autogestionnaire se développe surtout pendant l'année 1918, dans une région peuplée peut-être alors d'une quinzaine de millions de personnes. Le vrai centre du mouvement, c'est un cercle d'une centaine de kilomètres de rayon autour de Gouliaï Polié, et qui touche près de 2 millions d'habitants[362]. LITVINOV déjà cité, réhabilitant MAKHNO dans les années 1980, avance l'appellation de « *république anarcho-soviétique* », sans doute un peu excessive car tous les makhnovistes n'étaient pas anarchistes. L'historien anarchiste italien Gino CERRITO trouve que la makhnovchtchina est « *la première sérieuse bataille pour la création d'un milieu favorisant la naissance d'une société sur des bases libertaires et égalitaires* »[363]. SHUBIN pense que le makhnovisme est un des principaux mouvements paysans d'ampleur, ceux-ci étant toujours écoutés et encouragés à s'autodéterminer ; MAKHNO fait preuve d'un étonnant «*pragmatisme paysan*»[364], ce qui explique sa popularité, encore aujourd'hui.

---

[358] KOUZMENKO Galina Andreevna *40 jours à Gouliaï Polié. Journal de maman Galina, compagne du Batko MAKHNO (février-mars 1920*), Moscou, Vladimir, en russe, 1990, -in- CINELLA Ettore *MAKHNO et la révolution ukrainienne, 1917-1921*, Lyon, ACL, 135p, 2003 (compagne de MAKHNO)

[359] LITVINOV V. *Nestor MAKHNO et la question juive* (samizdat russe de 1982), Fresnes, Volonté anarchiste n°24, 54p, 1984

[360] AUNOBLE Éric *La figure de Nestor MAKHNO, ou les tribulations d'un héros révolutionnaire,* 17pA4, septembre 2009, p.37

[361] CINELLA Ettore *MAKHNO et la révolution ukrainienne 1917-1921*, p.75

[362] TERNON Yvon *MAKHNO. La révolte anarchiste 1917-1921*, Bruxelles, Complexe, 1981

[363] CERRITO Gino *Il ruolo della organizazzione anarchica*, Catania, RL, 1973, p.62

[364] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.26

»

À Gouliaï Polié, les anarchistes infiltrent et soutiennent dès 1917 le Comité communal et les syndicats et soviets spontanément créés. Dès mars 1917, lors de son retour après plus de 8 ans de détention, Nestor MAKHNO affirme avec une forte cohérence anarchiste « *que les paysans et les ouvriers doivent se préparer au retour des terres, fabriques et usines à la communauté, et sur cette base nouvelle, construire une vie nouvelle*. ». Toute l'utopie makhnoviste tient dans cette déclaration que MAKHNO lui-même nous restitue[365]. MAKHNO lui-même paye de sa personne, en dirigeant *l'Association paysanne de Gouliaï Polié* et en assumant la tâche de président de la *Commission Agraire* et celle du *Conseil des délégués ouvriers et paysans* de la localité[366]. Il est en effet responsable du syndicat des métallurgistes et forgerons en octobre 1917, et impose peu à peu aux employés des moulins locaux de se syndiquer. Cette omniprésence makhnoviste (cumul) et ces méthodes parfois peu démocratiques, compréhensibles dans le contexte d'alors, posent problème dans une optique libertaire. MAKHNO semble l'avoir compris assez tôt puisque dès fin 1917 il délègue de plus en plus tant au niveau syndical (leadership efficace d'A. MIČENKO) qu'au niveau militaire (POLONSKIJ).

Partout c'est la floraison des structures de bases, autogérées et souvent très autonomes. Des communes libres sont mises en place dès le printemps 1917. Il y en aura 4 autour de Gouliaï Polié, comprenant entre 50 à 200 membres. En septembre 1917, le Congrès des soviets de la région adopte le programme anarchiste. Dans la petite ville, la multiplication des communautés agraires et industrielles est souvent l'œuvre de ceux qui commencent par s'appeler makhnovistes, comme par exemple la *Communauté n°1* qui se met en place en fin de l'année 1917. Ailleurs se multiplient les *Comités locaux de gestion* que décrit Nestor MAKHNO lui-même[367]. En février-mars 1918, les « *communes agraires* » sont répandues dans toute la région. Elles sont liées aux villages ou localités « *libérés* ». La Commune de se développe à 7 kilomètres du village. Celle de Pokrovskoïé à 30 kilomètres. Cette dernière est dédiée à la mémoire de Rosa LUXEMBOURG[368] ce qui prouve l'ouverture idéologique du mouvement et son caractère foncièrement révolutionnaire et internationaliste, même si ses principes se rattachent a socialisme antiautoritaire[369]. Ces communes sont en grande partie détruites par les raids de l'Armée Rouge au milieu de l'année 1918 et en 1919 et seront rarement reconstituées avec l'ampleur de la période antérieure. La Commune libre de Pokrovskoïé est détruite le 9 juin 1919 et ses membres déclarés hors la loi par les bolcheviques, notamment le connu militant local KIARAKOF ; celui-ci fidèle à son mouvement meurt devant l'armée tsariste de DENIKINE en tentant de défendre sa Commune qu'il avait réussi à restaurer après la fuite de l'Armée rouge. Nous avons là une triste anticipation des raids de l'Armée républicaine espagnole (souvent à commandement communiste, comme LISTER) contre les collectivités d'Aragon en 1937 : les marxistes étatistes ne tolérant pas l'existence de mouvements autonomes (surtout sur leur gauche), sauf ceux qu'ils contribuent à créer et dont l'autonomie est alors fort réduite.

Cependant les recherches d'Éric AUNOBLE[370] nous amènent à modérer cet aspect purement « *communaliste* » (au sens de développement de communes libres) du makhnovisme et de l'anarchisme ukrainien. Certes il parle de la période qui est consécutive aux destructions et aux difficultés liées au double jeu bolchevik, ce qu'il ne dit pas clairement. Non seulement il note que l'anarchisme ukrainien (en 1919) privilégie plus les soviets, syndicats ou artels que les communes, mais il rappelle que rares sont désormais les communes réellement citées dans les

[365] MAKHNO Nestor *La révolution russe en Ukraine*, Paris, La Brochure mensuelle, 1927
[366] MENZIES Malcolm *MAKHNO une épopée*, Paris, Belfond, 1972
[367] MAKHNO Nestor *Le Grand Octobre en Ukraine* (1927), -in- SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes et les soviets*, 1972
[368] ARCHINOV Piotr *La Makhnovchtchina. Esquisse succincte du mouvement makhnoviste*, –in-La Revue anarchiste, n°21, novembre 1923
[369] GENOFONTE M. *La comuna libre de Pokrovskoyé. Los campesinos pobres de Ucrania se organizan* -in-La Campana, Pontevedra: IIª Época, n°69, p.16, 15/12/1997
[370] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkov) de 1919 à 1935*, Paris, Thèse à l'EHESS, 13/02/2007

»
sources makhnovistes de l'époque. Il montre qu'alors, ce sont plutôt les bolcheviks qui monopolisent (de manière tactique et opportuniste évidemment puisque toute leur histoire va à l'encontre de ce mouvement) la rhétorique communarde[371]. Il trouve que le makhnovisme (c'était déjà le cas du léninisme et de toutes les autres forces révolutionnaires dès 1917) est assez pragmatique, aidant autant l'exploitation collective que « *l'exploitation laborieuse individuelle* », ce qui le rapprocherait plus des Socialistes Révolutionnaires que des communistes anarchistes.

Il n'en demeure pas moins que les communes qui se développent dans la jeune URSS, et qui vont être éliminées par le triomphe de l'étatisme soviétique et du stalinisme, restent une belle expérience de création libertaire, au moins spontanée[372]. Et dans leurs statuts originels (en 1919 notamment) les affirmations communardes sont bien à rattacher à la mouvance anarchiste, et non à celle des socialismes « *autoritaires* »[373].

Comme ce sera le cas avec les collectivités espagnoles de 1936-1938, les créations ukrainiennes de l'époque touchent tous les aspects de la vie : politiques, économiques, sociaux et culturels. Fleurissent greniers et magasins collectifs, garderies, centres d'alphabétisation et écoles, hôpitaux… qui font l'admiration parfois des bolcheviks eux-mêmes, comme ANTONOV-OVSEENKO en 1919 qui pense que «*Guljaj Pole est un des meilleurs centres culturels de la Nouvelle Russie*»[374].

L'apogée de l'autonomie « *soviétiste* » de la région de Gouliaï Polié se situe sans doute de novembre 1918 à l'été 1919. Le pouvoir institutionnel y a pratiquement disparu. Les réseaux économiques étatistes aussi. Dès 1917 les échanges horizontaux, sous forme de troc entre communautés et conseils, entre villes et campagnes… sont la règle, même si leur mise en œuvre est difficile car dès que la zone autonome libertaire est franchie, les autorités dites «*soviétiques*» veillent et bloquent tout ce qu'elles peuvent.

Avec la makhnovtchina nous avons affaire au peut-être seul exemple russe (au sens large) de pouvoir réel des soviets. Ceux-ci constituent «*l'autorité suprême*»[375]. En 1919 se tiennent 3 Congrès régionaux des soviets (soldats, paysans, ouvriers et insurgés), le premier datant du 23/01/1919.

Une autre période d'essor se développe après les défaites de WRANGEL en octobre-novembre 1920. Un soviet libre et pluraliste, malgré une forte domination soviétique, gère tout le secteur de Guljaj Pole. De multiples assemblées villageoises permettent d'édifier les règles de fonctionnement qui sont prêtes le 25/11/1920. Elles développent une forme d'autogestion, fondées sur l'autonomie (mouvement a-parti) et sur les collectivités de bases et gérées par la base : soviets, communes, syndicats, coopératives…

On le voit bien dans cet exemple ukrainien, l'utopie communiste ou communaliste libertaire se fond dans le mouvement soviétique au sens premier du terme : soviet, commune, comités sont donc des synonymes, des groupements de même nature. Mais bien sûr, ce sont des « *soviets non étatiques* », autonomes. La défense des « *soviets libres* » (Cf. *Manifeste Aux paysans et ouvriers d'Ukraine* du 07/01/1920) devient progressivement l'attitude principale des libertaires par rapport à ces structures qui sont de plus en plus instrumentalisées par les bolcheviks.

---

[371] AUNOBLE Éric *Communes ukrainiennes*, Courriel du vendredi 7 septembre 2007
[372] Cf. *3.i. Des communes (parfois anarchistes) en RSFSR bolchevique et en URSS ?*, -in-ANTONY Michel *VII. Essais utopiques libertaires de petite dimension 1° Partie : les Microcosmes*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 71p, septembre 2007
[373] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkov) de 1919 à 1935. Résumé de thèse*, Paris, 7p, 2007, p.1
[374] Cité par SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.62
[375] SHUBIN Alexander V., 2012, *op.cit.*, p.61

»

La Section Culturelle de l'Armée Insurgée (makhnoviste) dans un communiqué du 27 avril 1920 rejoint dans leurs revendications les marins et révolutionnaires de Kronstadt : « *Les travailleurs eux-mêmes doivent choisir librement leurs soviets ; soviets qui accompliraient la volonté et les décisions de ces mêmes travailleurs, c'est à dire des soviets exécutifs et non pas autoritaires. La terre, les fabriques, les usines, les mines, les chemins de fer et autres biens du peuple doivent appartenir aux travailleurs qui y travaillent eux-mêmes, c'est à dire qu'ils doivent être socialisés. Et ce n'est que par la destruction de l'État et au moyen de la révolution sociale qu'il sera possible de réaliser un véritable régime socialiste soviétique des ouvriers et des paysans* ».[376]

Lors des combats communs contre WRANGEL, mi octobre 1920, l'Armée Insurrectionnelle Révolutionnaire (makhnoviste) signe un accord militaire et politique avec le gouvernement bolchevique d'Ukraine. La 4°clause que font passer les libertaires vaut la citation : «*Vu qu'un des points essentiels du mouvement makhonoviste est la lutte pour l'autogestion des travailleurs, l'AR-Armée Insurrectionnelle croit devoir insister sur le quatrième point suivant : dans la région où opère l'armée makhnoviste la population ouvrière et paysanne organisera ses institutions libres pour l'autogestion économique et politique, institutions qui seront autonomes et associées fédérativement (par pacte) avec les organes gouvernementaux des républiques soviétiques*»[377].

Ces textes nous rappellent l'antinomie fondamentale entre makhnovisme libertaire et bolchevisme centralisme trop souvent escamotée par tous ceux qui limitent les liens entre ce mouvement ukrainien et l'anarchisme.

Ils nous permettent aussi de poser la question de l'utopie makhnoviste : il s'agit d'une utopie libertaire vécue, concrète, pas d'une projection fermée sur un avenir hypothétique. Elle doit donc être pragmatique, évolutive et diversifiée, au gré des organisations et de leurs propres choix démocratiques. L'essentiel, c'est une authentique structure conseilliste et fédérale, aux mains des intéressés eux-mêmes, et gérant de manière la plus autonome et la plus coordonnée possible leurs propres décisions.

Depuis l'effondrement du Bloc soviétique, le mouvement de MAKHNO est considérablement revisité et réévalué. De multiples publications apparaissent en ukrainien et en russe. Le mythe libertaire et l'utopie de libération paysanne ressurgissent après 70 ans de censure et de falsifications. La Vidéo d'Hélène CHATELAIN *Nestor MAKHNO, paysan d'Ukraine* (Arte-Film Vidéo, 62mn, 1997) en fournit une bonne illustration.

L'anarchisme n'est cependant pas toujours mis en avant, l'aspect paysan et ukrainien l'emportant parfois, ce qui est une nouvelle forme de falsification. «*Dans une Ukraine devenue independante, l'image de Makhno est plus diffusée qu'en Russie (dix-neuf livres depuis 1990 contre dix-sept). Makhno est "nationalisé" (42 % de publications en ukrainien), ou plutôt régionalisé, car la moitie des parutions vient de sa province natale*»[378].

Sans compter que la publicité sans scrupule se met de la partie : une moutarde extra-forte au raifort des années 2000 a pour marque « *Batbka Maxho* » (Batko MAKHNO, « *petit père* »). Le *Bulletin n°58* du CIRA de mars-octobre 2002 s'est amusé à reproduire cette publicité en couverture.

De ces nouvelles publications il ressort ce qu'on connaissait déjà du côté des partisans de la makhnovchtchina : la force et l'étendue du mouvement, son anti-nationalisme ukrainien, sa dénonciation de l'antisémitisme, le rôle falsificateur et exterminateur des bolcheviks... La nette prépondérance de l'anarchisme est aujourd'hui évidente : comme idéologie, comme pratique, et militairement puisque la grande majorité des chefs makhnovistes sont anarchistes

[376] GAYRAUD Régis *La grande mêlée des utopies*, Paris, Nautilus, 2000, p.59
[377] GENOFONTE M. *Hacia la autogestión. Ocho meses en Ucraina y la península de Crimea*, -in-La Campana, Pontevedra: II[a] Época, n°76, p.16, 02/03/1998
[378] AUNOBLE Éric *La figure de Nestor MAKHNO, ou les tribulations d'un héros révolutionnaire,* 17pA4, septembre 2009, p.49

»
déclarés, souvent depuis 1907 pour ceux de Guljaj Pole. Leur présence est attestée à tous les niveaux, y compris dans la presse. Les désaccords et méfiances (au début surtout de la NABAT- Confédération des groupes anarchistes d'Ukraine) avec MAKHNO sont réels mais n'enlèvent rien à une très forte communauté de pensée.

Mais des nuances se font jour, sur des aspects plus plébéiens, populistes qu'anarchistes, même si les convictions anarchistes de MAKHNO lui-même ne sont plus remises en cause. Il s'est toujours défini de manière éclectique «*de tendance bakouniniste-kropotkinienne*»[379].

Les documents exhumés des archives permettent également de redonner un rôle militaire accru au makhnovisme.

#### c) Une curieuse postérité dans la science fiction et par le nationalisme

En fin des années 1970 et au début des années 1980, le romancier britannique Michael MORCOCK, né en 1939, assume des positions assez libertaires, notamment dans sa direction de la revue *New Worlds*. Il semble marqué par la figure de MAKHNO, à tel point qu'il y consacre :

- un essai *Nestor MAKHNO* en 1977[380]
- et trois romans ou nouvelles : dans *The entropy tango* de 1981, MAKHNO après sa victoire en Ukraine, parcourt le monde, et comme BAKOUNINE se lance dans toutes les tentatives de soulèvements libertaires. La même année dans *The steel star*, là aussi victorieux, il offre un sérieux contrepoids à STALINE. Mais dans *Byzantium Endures* en 1982, même s'il reste un personnage important, il n'a pas réussi son entreprise et fait figure de vaincu, rejoignant ainsi la réalité[381].

En Ukraine de la fin du XX° et du début du XXI°, Nestor MAKHNO est redécouvert, réanalysé, revendiqué par les mouvements libertaires qui portent parfois son nom comme en 1997 le RKAS-MAKHNO (Confédération anarchosyndicaliste). On republie ses ouvrages, écrits en russe, pas en ukrainien[382].

Mais il est également largement récupéré par divers mouvements nationalistes ukrainiens : il est l'objet de films, d'ouvrages, de fictions… Des produits mercantiles portent son nom : une moutarde, une vodka, des timbres, une pièce de monnaie en 2013…

### 6. La diversité des « communes » libertaires : entre anarchisme et tactique bolchevique

#### a) Généralités

La notion de commune-*kommouna*, malgré quelques autres origines (TKATCHEV ? et encore seulement dans sa période bakouninienne), est essentiellement définie et proposée par le mouvement anarchiste russe. Apparu dans les années 1845-46, ce terme ne s'impose vraiment qu'après l'énorme influence des révolutions parisienne (La Commune de 1871) et russe de 1905. En 1905 deux groupes anarchises portent explicitement le nom, « *Commune libre* » à Moscou et les « *Communards - Kommounary* ». Ils se prononcent « *pour une deuxième Commune de Paris* »[383] ! Dès lors écrit Éric AUNOBLE « *les communes ressortissent clairement au vocabulaire anarchiste* » [384]; cela est déjà vrai bien largement un peu partout

[379] SHUBIN Alexander V. *Nestor MACHNO : bandiera nera sull'Ucraina. Guerriglia libertaria e rivoluzione contadina (1917-1921)*, Milano: Elèuthera, 232p, 2012, p.68
[380] MORCOCK Michael *Nestor MAKHNO* (essay), -in-*The Opium General* with *Starship Stormtroopers*, 1977
[381] CLORE Dan *Anarchist and Libertarian Societies in Science Fiction*, June 2001, Visité le 30/05/2006 sur http://www.niribanimeso.org/eng/ess/anlib.html
[382] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.273
[383] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.45
[384] AUNOBLE Éric *op.cit.*, p.44

»
depuis au moins KROPOTKINE et BAKOUNINE, sinon on en trouve antérieurement des traces chez GODWIN et PROUHON, pour ne prendre que quelques exemples.

La commune prend de la consistance après les mouvements de 1917. Cette expérimentation communarde utopique, « *spontanée* », et diversifiée, est largement analysée par Yolène DILAS-ROCHERIEUX qui en « *montre la force et le dynamisme* » : « *Dans ce terreau fertile ont ainsi fleuri des cités, des palais, des communautés diverses, qui permettaient d'innover ou de renouer avec l'anarchie, le coopératisme ouvrier et paysan, la liberté sexuelle, le communisme prolétarien ouvrier ou paysan* ».[385] Basile KERBLAY dès 1983 met l'accent sur ces communes qui «*incarnent une forme pluraliste et anarchique de communisme qui s'est avérée incompatible avec la conception totalisante et totalitaire*» et rappelle que «*ces communes révolutionnaires* (sont) *de type anarchiste*»[386].

Il est important de noter que dans le cas des communes de 1919 lancées par les partisans du bolchevisme, la spontanéité, sans doute quelque fois bien réelle, doit être cependant très fortement nuancée, leur exégète devant le reconnaître : « *les communes de 1919 n'avaient certes pas été fondées spontanément* »[387]. Par exemple, les terres sont mises à disposition des paysans pauvres qui le souhaitaient par des appendices du Commissariat du Peuple aux Affaires foncières qui en a la propriété ; elles ne sont pas occupées ou prises de manière autonome. C'est là encore une des très grosses différences d'avec les collectivités espagnoles de 1936.

Depuis au moins le printemps de 1917 fleurissent donc, spontanément souvent, soviets, comités et communes. AUNOBLE[388] rappelle que les premières communautés makhnovistes se mettent en place au printemps. Il tire du *Docteur Jivago* de Boris PASTERNAK la présence d'une Commune (République autonome de BLAJÉIKO à Zybouchine) depuis juin. La seule Ukraine du début 1918 totaliserait une quinzaine de communes...

Cela ne veut pas dire que les anarchistes sont les seuls à la promouvoir ou à la vivre. Ainsi le mouvement makhnoviste, mené majoritairement par des anarchistes, est en fait bien plus pluraliste que cela.

Cela ne veut pas dire non plus que d'autres forces ou penseurs ne vont pas s'en servir, ou s'appuyer dessus, ou en récupérer ce qui est utilisable pour leurs propres desseins.

Nous disposons désormais d'un important ouvrage, certes parfois polémique et parfois trop systématiquement anti-anarchiste et trop pro-bolchevik, mais de grande qualité : celui d'Éric AUNOBLE. Ainsi dans la très courte période de fin 1918-début 1919 ces « *communes* (qui) *ne sont pas nées du discours bolchevique, (…) s'y grefferont de l'extérieur* »[389]. Les bolcheviks et LÉNINE lui-même adoptent donc un temps ce concept de ***kommouna*** (« *État Commune* » écrit Éric AUNOBLE) et l'emploient de plus en plus, même si le partage des terres a été officiellement reconnu pendant les grands mouvements d'occupation de la période révolutionnaire, et qu'il le sera à nouveau après la petite parenthèse communarde de début 1919, jusqu'au basculement terroriste stalinien des années 1930. Il semble que le revirement terminologique, sinon idéologique, se fasse tactiquement dès les *Thèses d'Avril* (1917). « *Le recours au vocabulaire anarchisant* » est « *un gage de radicalisme* »[390], et permet aussi de marginaliser les anarchistes en « *s'appropriant leurs références* », et comme il est reconnu que c'est « *circonstanciel* »[391] le terme de tactique opportuniste semble le mieux adapté pour définir

[385] DILAS-ROCHERIEUX Yolène *L'utopie*, Paris, Laffont, 2000, p.314
[386] KERBLAY Basile *Les utopies communautaires au banc d'essai de la Russie des années vingt,* -in-Revue des Études slaves, LVI, n°1, p.97-103, 1984, p.97 & 99
[387] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.183
[388] AUNOBLE Éric *op.cit.* p.81-84
[389] AUNOBLE Éric *op.cit*. p.34
[390] AUNOBLE Éric *op.cit*, p.48
[391] AUNOBLE Éric *op.cit*, p.161

»
cette politique. De plus la formulation du Parti bolchevik et de son État reste ambiguë, car « *commune* » est utilisée comme synonyme tant de « *soviet* » que de « *mir - obchtchina* » ou que de simples « *services municipaux* ». Le paradoxe que met en avant l'auteur tient au fait qu'au début 1919, dans la seule zone bolchevique analysée, « *les bolcheviks ont le quasi-monopole de la rhétorique communarde* »[392]. Ils ont en effet, depuis les premiers mois de cette année, intensifié leur propagande en faveur des communes : ainsi la commune devient un des axes essentiels du nouveau programme du PCR(b) de mars 1919 : pour un soutien aux « *communes agricoles* (vues) *comme unions totalement volontaires d'agriculteurs* ». Cette petite phase communarde encouragée par les bolcheviks semble totalement terminée à l'automne, et en tout cas totalement détournée au profit d'un étatisme de plus en plus centraliste, et d'un soviétisme conformiste.

### *b) L'expérience des communes bolcheviques de début 1919*

Ce mouvement est très court dans le temps : de mars à juin 1919 soit trois mois environ pour le microcosme analysé par la thèse d'AUNOBLE. Il semble important numériquement : peut être 2 000 communes pour toute la Russie, dont 300 pour l'Ukraine au printemps 1919. Cette région semble donc importante pour ce phénomène communautaire, surtout si on y ajoute les divers autres mouvements agraires, dont celui de MAKHNO (même si alors, apparemment et paradoxalement pour un mouvement libertaire, il n'appelle plus vraiment à la mise en communes)[393].

Éric AUNOBLE a choisi l'Ukraine pour sa thèse, on focalisant d'abord sur le secteur de Kharkov[394], puis sur la zone d'Izioum qui compte environ 32 communes.

Mais cette ampleur doit être fortement relativisée. Sur Izioum les 32 collectifs représentent 1 845 personnes réparties en 402 familles, soit environ 0,5% de la population d'alors[395]. Une expérimentation extrêmement marginale donc, qui n'a rien de commun, par exemple, avec les collectivisations espagnoles de 1936 et les centaines de milliers de personnes qu'elles englobent.

Ces tentatives communardes touchent le monde rural et sont une retombée de l'explosion révolutionnaire du printemps 1917, mais dans un cadre idéologique restreint, celui du parti au pouvoir. Car elles ont l'appui (et le contrôle) du nouveau pouvoir depuis fin 1918, même si c'est pour une courte période. Les noms des communes est à ce titre éloquent et révèlent un vrai alignement idéologique (spontané ou imposé, difficile à dire et sans doute un mélange des deux). Si on enlève 6 ou 7 communes qui portent le nom de leur localité, et 2 ou 3 au caractère général ou particulier (*Notre travail, Commune des Horticulteurs, Commune des mineurs, Victoire sur le capital*…) la plupart évoquent des responsables marxistes (*LÉNINE, TROTSKY, Rosa LUXEMBOURG, Karl MARX, RAKOVSKY, SVERDLOV, VOLODARSKI*…) ou des thèmes bolcheviques et révolutionnaires (*Octobre, Drapeau rouge, Kronstadt*, *Internationale*…). Rares sont les noms plus ouverts : un étonnant *L'Évangélique*, 2 *Communes de Paris*, et *L'Idée*, *Harmonie*, *Rayon de Lumière*… qui pourraient satisfaire une pluralité de mouvements sociaux.

Ce mouvement ensuite est disloqué, et ne se prolonge que sporadiquement dans les années 1920 et le début des années 1930 mais disparaît complètement avec le triomphe stalinien. Pour la région étudiée, AUNOBLE ne recense plus que 2 collectifs sur 79 de la région de Khakhov (*Rosa LUXEMBOURG* et *Aube rouge*) dans les années 1920 : la nuit stalinienne les ensevelira. Le « *démocratisme assez libertaire* » (Éric AUNOBLE) adopté par les bolcheviks

[392] AUNOBLE Éric *Communes ukrainiennes*, courriel du vendredi 7 septembre 2007
[393] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.14
[394] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkov) de 1919 à 1935. Résumé de thèse*, Paris, 7p, 2007, p.1
[395] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.128

»
au printemps 1919 n'est bel et bien qu'une branche isolée et vite reniée d'un mouvement qui a su montrer un bel opportunisme depuis sa création.

Lorsque les bolcheviks soutiennent les paysans pauvres dans l'édification de ce qu'il faut bien nommer une forme de communisme anarchiste (terres et travail en commun, démocratie directe, prise au tas ?), ils le font sous contrôle au moins dans la création et l'enregistrement, et dans l'orientation idéologique[396], mais également et surtout pour la gestion du surplus et les liaisons avec l'extérieur. Les fonctionnaires d'État sont toujours en arrière plan, notamment ceux de la Section foncière, surtout ceux du Bureau des Communes, artels et associations. Mais AUNOBLE met en doute une « *commissarocratie systématique* » comme l'affirment par exemple les adversaires makhnovistes de l'époque ; il reconnaît cependant que les soupçons sont bien réels, voire même dénoncés par les bolcheviks eux-mêmes[397].

Cela n'enlève rien, et l'auteur à raison, à l'importance comparative du phénomène ni à sa réalité sociale, ni à la richesse de rapports autonomes et novateurs (par exemple les tentatives d'égalitarisme homme-femme) que les dirigeants eux-mêmes n'avaient sans doute pas prévus. L'idéologie initiale des communes créées sous tutelle des bolcheviks ressort en effet du « *communisme radical et élémentaire* », ce qui exprime très largement ce que l'on appelle d'habitude le communisme anarchiste de la mouvance kropotkinienne.

Leurs statuts affirment en effet : « *Tout appartient à tous ; (…) chacun travaille selon ses forces et reçoit selon ses besoins (…) ; le travail se fait en commun (collectivement)* ». L'adhésion serait libre, volontaire ce qui tranche avec les futures collectivisations forcées (ce qui explique qu'elles seront considérées ultérieurement comme « *gauchistes* » et à intégrer par la force par le stalinisme triomphant). Dans cette optique, la commune est bien l'antithèse complète de l'idéologie léniniste, et l'année 1919 nous offre donc une création fort paradoxale.

La démocratie plus ou moins directe semble bien réelle : les Assemblées générales sont fréquentes, même si elles ne touchent que peu d'adultes (111 soit $^{1}/_{9}$°) et très rarement les femmes. Les documents d'époque témoignent en tout cas de réels échanges, et d'un respect de la parole diversifiée, ce qui peut être aussi un acquis de la vie associative villageoise antérieure, et du caractère affinitaire des regroupements.

Peu à peu la *commune* devient un lieu de vie en marge, avec ses propres règles, et un moyen, grâce au collectif, de survie socio-économique, mais également « *de prise en charge de tous les aspects de la vie (travail, famille, éducation, processus de décision…)* »[398]. Il y a réellement ici volonté de vivre l'utopie, « *ici et maintenant* », sous une forme délibérément choisie. Forcément isolée, semi-clandestine face à la rigueur du communisme de guerre ou du retour des propriétaires sous la NEP, elle est souvent assez autonome vis-à-vis de toute autorité.

Elle dresse contre elle la communauté villageoise, et ce qui reste du fameux *mir-obchtchina*. Dans un chapitre très intéressant Éric AUNOBLE montre que cette communauté traditionnelle, surévaluée par les socialistes du XIX° siècle, n'est en fait que le refuge de traditions fort patriarcales et familiales, et qu'elle est profondément soucieuse de préserver sinon la propriété, du moins la possession individuelle des terres. Les communes sont donc aux antipodes de l'*obchtchina* sur le plan de la propriété des terres.

Progressivement la commune perd peu à peu son aspect purement politique et utopique des débuts, et va vite être détournée de son sens par le pouvoir « *soviétique* », et

[396] Cf. les critiques à l'encontre des idées d'AUNOBLE faites par GRUSZKA Sarah *Bolchevisme et utopie révolutionnaire - à propos de l'ouvrage d'Éric AUNOBLE*, -in-À contretemps, Paris, Espagne, Mai 1937. De l'autre côté de la barricade républicaine, n°32, 32p, p.19-24, octobre 2008, p.22 notamment

[397] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.136

[398] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkov) de 1919 à 1935. Résumé de thèse*, Paris, 7p, 2007, p.1

»
complètement dénaturée sous le bolchevisme de 1920 et encore plus par le stalinisme. On fait des communes un « *communisme de serre* », « *aristocratique* »[399]… À terme elles se réduisent à n'être que « *des laboratoires du contrôle social au profit du pouvoir et des élites* »[400] !

Les rares communes autonomes qui persistent sont vouées à la répression et à l'intégration forcée. L'anarchiste Grégoire (Anatole) GORELIK rappelle le pillage et les raids menés par la Tchéka qui mettent fin à sa communauté des environs de Kharkov[401].

L'histoire des communes bolcheviques est incontestablement une belle page sociale, et une ouverture socioculturelle incontestable. Mais contrairement à ce qu'écrit son analyste, sauf l'aspect auto-organisationnel et la vie communautaire dans un vrai projet communiste au sens propre du terme, les communes bolcheviques ne peuvent pas être comparées aux collectivisations.

1- Leur naissance est spontanée et autonome en Espagne, incontestablement sous contrôle étatique en Russie. En tout cas elles ne se créées en Russie bolchevique que lorsque le nouveau pouvoir les stimule, et elles disparaissent quasi totalement lorsqu'il les récuse. En Aragon, après le désastre des destructions communistes et le passage des chars de l'armée républicaine, bien des collectivisations renaissent malgré un rapport de forces devenu totalement rédhibitoire. En Ukraine après les destructions de l'Armée Blanche, rien ne renaît du mouvement communard, malgré le retour de l'Armée rouge.
2- Leur durée est bien plus courte : 3 mois en Ukraine, parfois plus d'un an, voire plus, en Aragon par exemple.
3- Leur ampleur numérique est sans commune mesure : quelques milliers de personnes en Russie bolchevique, des centaines de milliers de personnes en Espagne révolutionnaire. L'Aragon, le Levant, la Castille de 1936, mais aussi la Murcie, l'est andalou, la Catalogne… sont toutes des régions qui dépassent de très loin ce que peut être l'Ukraine analysée.
4- Leurs réalités sociologiques et économiques sont diverses : essentiellement rurales et paysannes en Russie, beaucoup plus diversifiées en Espagne. Il s'agit de collectivisations rurales, de comités urbains… La vie globale est plus marquée dans les collectivisations que dans les communes bolcheviques : la collectivité gère ses propres affaires politiques, culturelles et socio-économiques. Elle gère également les relations extérieures à tout niveau, où en tout cas tente de le faire de manière autonome : fédéralisme, liens horizontaux, vente ou troc de ses propres surplus, etc.
5- Les aspects politiques sont à l'opposé. Les collectivisations ibériques sont beaucoup plus libres, autonomes et démocratiques que les communes bolcheviques. Massivement libertaires (ce qui n'exclut ni le pluralisme, ni le rôle d'autres mouvements, par exemple l'UGT) elles sont indépendantes de l'anarchisme officiel (FAI, CNT, « ministres » anarchistes), voire combattues par celui-ci. Dans la nouvelle Russie, rien ne se fait hors ou sans le Parti bolchevique.
6- Bref les collectivisations sont le seul réel mouvement d'ampleur de l'histoire sociale internationale qui a tenté de mettre sur pied (avec bien des manquements certes) une vie autonome, autogérée, réellement massive et populaire.

### *c) Quelques autres collectifs communautaires*

Les collectifs sont souvent nommés ***kommuna*** ou ***kommouna***, d'inspiration française, en fin du XIX$^{ème}$[402] ; ce terme est apparemment surtout « *popularisé par les anarchistes depuis*

[399] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.192
[400] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkov) de 1919 à 1935. Résumé de thèse*, Paris, 7p, 2007, p.4
[401] GORELIK Anatole *Les anarchistes dans la Révolution russe*, rédigé en 1922

»
*1905* »[403]. Pour KROPOTKINE, l'idéal s'incarne dans une commune agro-industrielle de taille humaine, autour de 5 000 individus ; il n'est là aucunement original puisque ce chiffre est souvent avancé par d'autres penseurs de courants utopiques diversifiés. Ces communes doivent entre elle librement se fédérer[404], ce qui est le fond des propositions anarchistes depuis PROUDHON surtout. Mais pour des raisons de précaution face à une population de plus en plus hostile aux formes communautaires anciennes, bien des communautés nouvelles se nomment simplement «*artel*», se présentant ainsi comme des coopératives de production plus que comme des milieux libres intégraux[405].

En 1918, la *Fédération des Groupes anarchistes de Moscou* soutient pourtant les initiatives communautaires, et appuie la fondation d'une *Union* fédérative. En ville il s'agit surtout d'habitations expropriées, et d'occupations de maisons ou appartements abandonnés (une forme de squats, donc)[406]. On peut citer la Dom Anarjiia-Maison de l'Anarchie qui est à la fois lieu communautaire, centre d'édition de la revue *Anarjiia* (ou *Anarkhia*) autour de German ASKAROV, et qui propose salle de lecture, bibliothèque, atelier graphique et qui compte une troupe de théâtre militant avec Alexei GAN (1883-1942) ; il s'agit d'une sorte d'athénée tels ceux qui fleurissent alors en Espagne. De nombreux libertaires et artistes (comme l'alors stirnérien Aleksandr RODTCHENKO 1891-1956) vivent également dans la Maison MOROZOV qu'ils occupent et utilisent comme salon artistique et musée du peuple[407]. Ils'agit d'une énorme batisse appartenant à un des plus gros capitalistes russes de l'époque. La Maison de l'Art Libre compte de nombreux artistes plus ou moins libertaires, comme le peintre David BOURLIOUK (1882-1967). En avril 1918, dans sa lutte contre l'anarchisme, le parti bolchevik lance l'assaut contre une vingtaine d'immeubles et d'habitations détenues par les 25 ou 26 groupements anarchistes à Moscou.

Le 1° Congrès des Organisations Anarchistes Ukrainiennes (02-07/04/1919 Elisavetgrad), même si comme l'indique Éric AUNOBLE, il ne met le développement des communes qu'en dernière instance, n'en affirme pas moins que tous les efforts entrepris « *amèneront à la réalisation de communes rurales et urbaines et à l'organisation de fédérations de telles communes* », ce qui est bien la ligne essentielle du fédéralisme anarchiste et « *s'oppose évidemment au schéma de LÉNINE* »[408].

Dès le début du XX° siècle, quelques communes ou colonies, souvent d'inspirations religieuses (influence des Doukhobors), tolstoïennes ou individualistes existent en Russie. Nicolaï SCHEIERMAN (né en 1869) a participé à quelques unes d'entre elles. Il évoque une colonie individualiste dans le Caucase, et surtout parle de la communauté pluraliste de Libitva à 25 km de Kharkov[409] qui existe visiblement au moment de la Première guerre mondiale. SCHEIERMAN y fait paraître *Universal Union*, un périodique qui tente de faire le lien entre différents essais communautaires mondiaux ; on aimerait bien en savoir plus sur cette étonnante publication. Sur une ferme de 120 ha cohabitent « *individualistes, collectivistes et communistes* ». Le pouvoir bolchevik ultérieur intègre la colonie dans un kolkhoze.

---

[402] AUNOBLE Éric *Communes soviétiques*, -in-*Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2002
[403] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (région de Kharkov) de 1919 à 1935. Résumé de thèse*, Paris, 7p, 2007, p.2
[404] GRUSZKA Sarah *Bolchevisme et utopie révolutionnaire - à propos de l'ouvrage d'Éric AUNOBLE*, -in-À contretemps, Paris, Espagne, Mai 1937. De l'autre côté de la barricade républicaine, n°32, 32p, p.19-24, octobre 2008
[405] KERBLAY Basile *Les utopies communautaires au banc d'essai de la Russie des années vingt,* -in-Revue des Études slaves, LVI, n°1, p.97-103, 1984, p.99
[406] SKIRDA Alexandre *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Max Chaleil, 350p, 2000, p.73
[407] KARZ *El periódico Anarjiia. Las artistas soviéticos en la Revolución de 1917,* -in-Vacaciones en Polonia *Literatura y Dinamita*, El ojo Portátil, nº5, p.69-74, 2011
[408] AUNOBLE Éric *Communes ukrainiennes*, courriel du vendredi 7 septembre 2007
[409] MENZIES Malcolm *Mastatal*, Bassac : Plein Chant, 310p, 2009, p.249-250

»

Dans la proximité de Moscou, à Istra, la commune tolstoïenne installée dans l'ancine monastère (Nouvelle Jérusalem) semble exemplaire : sa bonne tenue, ses productions… lui amènent de nombreux visiteurs[410].

Boris PILNIAK dans son ouvrage *L'année nue*, écrit en 1920-21, nous décrit l'existence d'une communauté anarchiste en 1919, sur les terres réquisitionnées d'un barine, le prince ORDYNINE, dans la localité de ***Poretchié***. L'occupation s'est faite militairement. Le « *drapeau noir des êtres libres* » sert d'emblème. Le travail de la terre se fait « *communautairement* ». La vie est égalitaire, hommes et femmes sont autonomes et vivent leurs vies sexuelles librement. La fin est tragique, puisque l'Armée Rouge extermine tous les membres. Cette œuvre littéraire est bien sûr à prendre avec du recul, mais la description fort précise s'inspire sans doute de faits réels, comme les écrits de Victor SERGE ou de Pierre PASCAL (1890-1983) nous l'apprennent également. PILNIAK a lui même vécu dans une commune anarchiste durant l'été 1918 vers Peski.

« *L'apologie de la révolte brute* (par PILNIAK) *le rapproche des anarchistes* » remarque de manière caricaturale un analyste récent[411].

Dans *L'acajou* en 1929 PILNIAK revient sur les communes, mais d'une manière allégorique nous dit Éric AUNOBLE : celles-ci sont doublement liée à l'underground : elles concernent plutôt le Lumpenprolétariat et elles se dissimulent dans les lieux souterrains.

À Moscou, dans la rue Oboukhov de la fin de 1918, cohabitent des communistes français, plutôt très critiques vis-à-vis de la bureaucratisation et de l'écrasement étatique des soviets (« *la dégénérescence bureaucratique de l'État et du parti* »[412]), si on suit les souvenirs du principal d'entre eux : Pierre PASCAL[413]. En novembre 1920 il reconnaît « *que nous sommes loin du but. Quelquefois on maudit cet État prolétarien qui est vraiment par trop "État"* »[414]. C'est un militant intègre, qui mélange curieusement un catholicisme sincère, avec un marxisme fortement libertaire. Plus que d'une commune, il s'agit d'un appartement communautaire, formule qui se développe partout à l'époque, dans toutes les villes. Le problème majeur en hiver est celui du chauffage, qui conduit aux pires vandalismes pour survivre : l'exemple moscovite décrit pour l'hiver 1919-1920 par Eugénie ROUSSAKOVA[415] est peut-être celui de la rue Oboukhov ; il lui est en tout cas comparable.

Il y côtoie Raoul CHAPOAN, Henri GUILBEAUX (1884-1938), Jacques SADOUL (1881-1956) qui deviendra stalinien, Robert PETIT dit « Bob » et Marcel BODY (1894-1984) qui étudiera BAKOUNINE. Nombreux sont les visiteurs de passage : René MARCHAND du Figaro, Ludovic NAUDEAU du Temps, etc. Critiques vis-à-vis du régime, tous le servent cependant fidèlement, tant au Commissariat des Affaires étrangères de TCHITCHERINE que dans des missions en Ukraine : Kiev, Odessa et Sébastopol…

Au début 1920 Pierre PASCAL se déplace dans un autre centre, le Denejny, où il retrouve PETIT, BODY… dans ce qu'il nomme cette fois « *une commune* »[416]. Il abandonne SADOUL qui apparemment entretient des inimitiés nombreuses, et si on suit les mémoires de PASCAL et de BODY, se sert de la diffamation auprès de la Tchéka et cause du tort à de nombreux membres des groupes « *communistes* » français.

---

[410] KERBLAY Basile *Les utopies communautaires au banc d'essai de la Russie des années vingt,* -in-Revue des Études slaves, LVI, n°1, p.97-103, 1984, p.99

[411] AUNOBLE Éric *« Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920*), Paris : Les Nuits rouges, 288p, avril 2008, p.217

[412] PASCAL Pierre *En communisme. Mon journal de Russie. Tome II. 1918-1921*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 227p, 1977, p.216

[413] PASCAL Pierre *op.cit.*, p.17

[414] PASCAL Pierre *op.cit.*, p.203

[415] PASCAL Pierre *op.cit.*, p.75

[416] PASCAL Pierre *op.cit.*, p.43

»

Au début des années 1920, la ***Commune de Yalta*** (en fait à la périphérie de la ville, à **Outchan-sou** - l'eau sautante, car à proximité d'une cascade) où passent Pierre PASCAL, le malatestien Francesco GHEZZI (1893-1942) et son compatriote Tito SCARSELLI, Boris SOUVARINE ou l'anarcho-syndicaliste frano-belge Nicolas LAZAREVITCH est un milieu de vie libertaire et convivial, malgré la présence de pro-bolchevistes déclarés. Elle permet à l'extrême gauche critique italophone et francophone de se retrouver. Victor SERGE en rappelle l'importance.

La Commune se fonde sur une propriété abandonnée en 1918 et fournie par le Soviet de Yalta aux réfugiés italiens (GHEZZI et Tino SCARCELLI), mais les premiers occupants sont PASCAL et LAZAREVITCH. Les communards mettent en culture avec succès le jardin délaissé. Le climat méridional permet de belles productions surtout légumineuses, même si elles demeurent insuffisantes par rapport aux besoins. Peu à peu cependant elles permettent l'auto-alimentation et quelques ventes sur le marché, ou auprès des vacanciers qui reviennent peu à peu malgré la dureté de l'époque, note Pierre PASCAL. Il s'agit donc bien d'un lieu de vie, de production et d'expression politique libre. Mais l'égalité libertaire n'est pas vraiment de mise, ce sont les femmes qui font le ménage et les hommes le jardin.

Boris SOUVARINE, qui y transite, compte plus de « *seize tendances ou nuances d'opinion* » dans ce microcosme certes avant tout libertaire, mais décidément pluraliste[417]. On peut la dire anarchisante car lors de la perquisition du Guépéou (1924), les journaux problématiques sont *Le Libertaire* de Sébastien FAURE et le journal de MALATESTA (dsans doute *Pensiero e volontà* ?). C'est Pierre PASCAL, avec sa compagne Eugénie ROUSSAKOVA (qu'il nomme Jenny), qui semble le narrateur principal de cette commune (mais pas le résident le plus fréquent). Elle compte également de nombreux russes en retrait par rapport à l'évolution officielle de la révolution. La sœur d'Eugénie, Liouba Alexandrovna ROUSSAKOVA, est l'épouse de Victor SERGE. Ce dernier arrivé en Russie en fin de l'hiver 1918-1919, comme il l'écrit lui-même, fait alors « *une évolution longue et difficile de l'anarchisme au marxisme* »[418] avant de refaire l'inverse à l'orée des années 1940, comme nous l'indique avec certitude ses *Carnets*. Les liens internes au groupe sont donc autant idéologiques, nationaux, que fraternels et amoureux.

C'est le Guépéou qui détruirait pratiquement cette expérience non-conforme en octobre 1924 (le 7 ?) en voulant détruire ses capacités d'édition et en pourchassant les anarchistes ou supposés tels. Peu avant Nicolas LAZAREVITCH a déjà été arrrêté.

GHEZZI y passe de 1923 à 1926, Tino y est encore en 1927, ce qui tend à prouver que la communauté perdure malgré la répression. Beaucoup d'italiens réfugiés ont fait de même : SCARCELLI, déjà cité (qui disparaît vers 1936), Ottelo GAGI (lui aussi disparu dans les camps entre 1935 et 1937 selon les témoignages), Oscar SCARCELLI, Nazareno SCARIOLI… GHEZZI, fidèle à ses idées jusque dans les interrogatoires, meurt sans doute en août 1942 à Vorkouta.

À Odessa, Samuel SCHWARZBARD milite pour la création d'une maison d'enfants, et obtient la réquisition d'une datcha pour l'installer. Il cherche à appliquer les idées du pédagogue révolutionnaire Chaïm RUT : une «*école libre et jardin d'enfant*» fonctionnerait plusieurs mois[419].

Vers 1921, Marcel BODY[420], futur libertaire et traducteur de BAKOUNINE, cite l'exemple autogestionnaire de la « ***commune française de Novaïa Ladoga*** », proche du lac Ladoga, à

[417] SOUVARINE Boris *Nicolas LAZAREVITCH*, -in-Est et Ouest, n°584, 16/12/1976
[418] SERGE Victor *Notice autobiographique*, -in-PASCAL Pierre *En communisme. Mon journal de Russie. Tome II. 1918-1921*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 227p, 1977, p.108
[419] SCHWARTZBARD Samuel *Mémoires d'un anarchiste juif*, Paris: Syllepse, 300p, 2010, p.192
[420] BODY Marcel *Un piano en bouleau de Carélie*, Paris, 1981

»
laquelle participent l'anarchiste RUSAKOV et son gendre Victor SERGE (lié à Riouba RUSAKOVA).

C'est une « *commune agricole* » mobilisant 20 à 25 personnes sur près de 300 hectares. Ce grand domaine concédé par le pouvoir bolchevique mise sur l'exploitation du bois et un petit élevage bovin.

Mais les maladresses, la très forte hostilité locale (boycott, vols…), les dissensions internes, l'éloignement des grands centres, entraînent son rapide échec (moins de 3 mois d'existence réelle d'après Victor SERGE[421]).

Yaacov OVED estime que ce mouvement spontané et libertaire, souvent rattaché à de fortes traditions russes, ne fut toléré par le pouvoir bolchevique que de 1918 à 1921, la période de la NEP le reléguant à un rôle marginal et le stalinisme triomphant l'extermine quasi totalement avec la collectivisation forcée au milieu des années 1930. Il y a aurait eu une douzaine de ces communautés fondées par des compagnons de route ou des idéalistes étrangers, souvent occidentaux, ou d'ancien émigrés politiques russes revenus au pays après les évènements de 1917.

D'après Basile KERBLAY, qui s'appuie surtout sur la thèse de Dominique DURAND[422] et l'ouvrage plus ancien de Robert WESSON[423], les traits de ces communautés sont proches de ceux des kibboutzim, ou des milieux libres, voire des phalanstères existant ici ou là depuis le milieu du XIX° siècle :

- ces communes sont essentiellement rurales à dominante agricole.
- au début elles sont proche du communisme libertaire, avec disparition de la monnaie et des salaires inégalitaires, chacun recevant donc selon ses besoins ; mais peu à peu reviennent salaires (surtout dès 1926) et inégalités des rémunérations ou du partage.
- elles pratiquent souvent une forme d'autogestion, basée sur les assemblées générales et un vrai partage des responsabilités, et sans attribution de privilèges ou de rémunérations supplémentaires à ceux qui acceptent des responsabilités ; mais l'évolution est là aussi négative, des spécialistes ou fortes personnalités prenant de plus en plus d'importance.
- elles sont de petites tailles : environ une centaine de membres sur moins de 500ha en moyenne.
- elles cherchent surtout leur autonomie et leur survie, et sont rarement en lien avec le pouvoir d'État ou avec une paysannerie plutôt hostile. L'autonomie s'applique également hors de la stricte production agraire, les communes devant assurer les soins, l'éducation, l'artisanat, les loisirs… Beau précédent de ce qui sera en 1936 la plus riche et la plus large expérience de ce type : les collectivités ibériques. Pour l'éducation, nombreux sont les pédagogues plus ou moins libertaires qui mettent en avant les jardins, colonies ou communes d'enfants, qui sont ainsi autonomes et qui peuvent apprendre à se gérer eux-mêmes[424].
- elles sont fondées sur la base du volontariat, ce qui explique leur durée et leur solidité malgré le milieu hostile. Curieusement un certain nombre perdure jusqu'en 1929.
- le phénomène, même s'il touche moins de 1% de la paysannerie, est plus large qu'on ne le pense souvent : les seules communes agraires cites par KERBLAY seraient près de 2000 vers 1919-1920 et se maintiennent globalement à ce niveau jusqu'à la fin des années 1920, moment où leur chiffre explose : 3537 en 1928, 7600 en 1930. Mais alors nous sommes déjà dans la collectivisation obligatoire, plus dans le cadre de communes plus ou moins libertaires.

Le seul inconvénient de ces études : on ne sait pas grand-chose de l'idéologie de ces expériences communautaires, même si pour KERBLAY, la tendance pré-autogestionnaire ou

[421] SERGE Victor *Memorie di un rivoluzionario*, Bolsena: Massari, 5° edizione italiana, nuova traduzione di Roberto Massari, 336p, 17x24, 2011, p.135-137
[422] DURAND Dominique *En communisme dès 1918 : sociographie des communes agraires en URSS,* Paris: Université Paris IV, thèse, 300p, 1978
[423] WESSON Robert G. *Soviet Communes,* New Brunswick: Rutgers University Press, 246p, 1963
[424] BERELOWITCH Wladimir *De l'enfant à l'homme nouveau. Le « futurisme pédagogique » des années 1920,* -in- Revue des Études Slaves, Paris: t.56, 1, p.115-125, 1984, p.122-123

»
plus ou moins libertaire semble assez partagée, au moins au début des années 1920. Wladimir BERLOWITCH, dans un cadre purement pédagogique, pense que le plus grand nombre d'expériences sont liées à la pensée tolstoïenne[425].

Cependant, comme on le sait aujourd'hui seulement, la résistance rurale et l'auto-organisation paysanne semblent culminer dans les premières années de la collectivisation. Les formes de rébellion et d'autonomie survivent donc un temps au pire totalitarisme ! Pour la seule année 1930 sont dénombrés 14 000 tumultes et révoltes, touchant près de 3 millions de paysans[426]. Un chiffre incroyable que nous révèlent les archives soviétiques largement ouvertes aux chercheurs. Les régions principales concernées sont l'Ukraine (le $^1/_3$ des révoltes), et les régions des cosaques du Don. La répression bolchevique a détruit les opposants organisés, pas seulement les « *forces blanches* », mais aussi et surtout les anarchistes, trotskystes, menchéviks ou socialistes-révolutionnaires… De ce fait ces révoltes du début des années trente manquent de cadres, de projets insurrectionnels : moins de 200 mouvements sur les 14 000 seraient de vraies insurrections avec des aspects politiques plus marqués. L'auteur, curieusement, ne fait l'analogie qu'avec le nationalisme ukrainien ou la résistance des SR des années 1920. Pas un mot par exemple sur le mouvement makhnoviste, qui a touché lui aussi largement l'Ukraine du Sud. Par contre il reprend les arguments sur les « *rebelles primitifs* » que l'historien marxiste HOBSBAWM avait tenté d'appliquer à l'Espagne libertaire, ce qui est aujourd'hui largement contesté. Cependant son article est d'une grande richesse, en rappelant cette « *guerre du communisme* » contre la paysannerie (2 millions de déportés, 6 millions de morts de faim, des millions de morts ?) et surtout en évoquant, ce qui m'intéresse plus ici, la résurgence soviétique spontanée et des mots d'ordre libertaires. En effet des soviets (conseils spontanés ou autonomes, pas les organes du pouvoir soviétique) ou des « *commissions paysannes* » apparaissent dans de multiples endroits, souvent élues le plus démocratiquement possible. Des slogans clairs pour « *un authentique pouvoir des soviets, sans communistes, sans fermes collectives, sans persécution de la foi* » nous renvoient en droite ligne aux slogans du makhnovisme (Cf. les *Déclarations de l'armée insurrectionnelle*) et à ceux de Kronstadt en 1921 (Cf. la fameuse *Résolution du Petropavlovsk*) : on semble à la lecture de ces trop rares citations retrouver la formulation libertaire et profondément soviétique (au sens premier) de *Troisième révolution* (après celles de février-mars et octobre-novembre 1917) qui visait à garantir des soviets libres, en reconnaissant assez largement les libertés fondamentales et une démocratie la plus directe possible.

### *d) Urbanisme et architecture communautaires*

Une autre mouvance, plutôt urbaine, de vie communautaire plus ou moins autonome parfois, est à rechercher dans les multiples « *clubs ouvriers* », qui sont en URSS l'équivalent des athénées ibériques, l'aspect libertaire en moins, car vite intégrés dans le dogmatique marxisme-léninisme officiel. Ces « *clubs* » fleurissent dans les années 1920 et inspirent pas mal d'architectes constructivistes, ou autres, qui rêvent de leur donner un cadre adapté : MELNIKOV, que je cite ci-dessous est célèbre pour 6 grandes réalisations entre 1926 et 1929.

Cette architecture « *soviétique* » (d'URSS) fut effectivement un temps une réelle utopie, rêvée et partiellement pratiquée. La multiplicité des brochures « *décrivaient la société future comme une société d'hommes libres, autogérée, fraternelle et collectiviste* » affirme Anatole KOPP[427]. Pour beaucoup d'architectes, l'architecture n'était « *qu'un outil pour transformer le genre humain* »[428] comme ils l'écrivent eux-mêmes. Moïse GUINZBOURG (1892-1946) écrivait encore en 1928 « *que pour nous le but n'est pas l'exécution d'une commande en tant que telle,*

[425] BERELOWITCH Wladimir, 1984, *op.cit.*, p.123
[426] WERTH Nicolas *Archives du communisme : les paysans contre STALINE*, -in-L'Histoire, n°296, mars 2005
[427] KOPP Anatole *Ville et révolution. Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Paris, Anthropos, 1967 & Paris, Seuil, Points, 320p, 1972, p.17
[428] KOPP Anatole *Op. cit.,* p.38

»
*mais le travail en commun avec le prolétariat, la participation aux tâches de l'édification d'une vie nouvelle, d'un mode de vie nouveau* »[429]. Même s'il faut faire la part des choses avec une emphase révolutionnaire devenue codifiée, il n'en reste pas moins que les vents soulevés depuis le début du siècle soufflaient parfois encore pour une intelligentsia engagée.

Certes la majorité des projets et des réalisations sont vite réintégrés dans une forme de réalisme socialiste, marqué par la « *gigantomanie* » et le centralisme exacerbé, passant obligatoirement par le GOSPLAN dès 1922.

Mais on trouve quelques pistes qui parfois évoquent l'esprit de liberté en architecture.

On peut citer l'utopie de la « *ville verte* » (A. KOPP) que propose Konstantin MELNIKOV (1890-1974) vers 1930, qui est à la fois une opposition à l'urbanisme industriel outrancier qui se met en place, et une sorte de « *canular* » contre les dérives bureaucratiques et collectivistes qui s'imposent partout : une contre-utopie déguisée en quelque sorte ? On comprend mieux ainsi l'expulsion de MELNIKOV des architectes officiels en 1937.

Durant cette même période est creusée l'idée de « *maison commune* » (*Dom-Komouna*). La *Dom-Komouna* s'inspire sans doute des maisons bourgeoises réquisitionnées dès 1917 et dont les pièces sont réparties entre une foule de locataires obligés de cohabiter (Cf. *Le docteur Jivago* qui nous les décrit en 1957) et de se partager des parties communes. Elle se lie aussi incontestablement aux rêves utopiques socialistes (au moins depuis FOURIER) de maison collective préservant une part de vie individuelle ou familiale. Cette sorte d'habitat phalanstérien multiplie les lieux collectifs (dortoirs, garderies, buanderies, cuisines, clubs, bibliothèques…) tout en préservant, au début en tout cas, la part d'intimité nécessaire : chambres pour célibataires ou pour couples[430]. La collectivité est de petite taille, de 800 à 1200 personnes selon les projets. Mais la dérive autoritaire et monomaniaque s'installe rapidement et V. KOUZMINE par exemple supprime peu à peu dans ses projets tous les relents individualistes persistants : il n'y a plus que des dortoirs, non mixtes !, ou alors des chambres pour couples, mais à durée déterminée ! Tout est minuté, classé par âge… Pire encore, le plan de « *l'urbaniste* » SABSOVITCH[431] réduit le local personnel (pour célibataire ou pour couple) à 5 m² et le nomme « *cellule* » ! On revient vite ainsi à l'utopie classique dans sa pire expression caporaliste, KOUZMINE et SABSOVITCH apparaissant sur ce plan, si on en croit Anatole KOPP, comme des répliques soviétique de CAMPANELLA ! Il note que nous sommes plus proches « *de la caserne ou de la fourmilière* »[432] que d'un collectif harmonieux et humaniste.

Par contre les propositions d'Ivan LEONIDOV (1902-1960) notamment pour *Magnitogorsk - Ville socialiste* (1930) tout en respectant la priorité au collectif, respectent les individus, leur garantit une meilleure autonomie et des cellules plus personnalisées, et refuse l'entassement destructeur de liberté et pourvoyeur d'un conformisme sclérosant. Comme MELNIKOV, LEONIDOV « *ce fantaisiste effréné* »[433] subit en conséquence ostracisme et calomnies au nom d'un réalisme prolétarien dogmatique, et perd quasiment toute influence dans le mouvement architectural de son pays.

## H. LA « COMMUNE » DE MUNICH (NOVEMBRE 1918 A AVRIL 1919) ET LA REPUBLIQUE DES CONSEILS BAVAROISE.

### 1. Des traces libertaires allemandes bien oubliées aujourd'hui

Dans l'Allemagne en révolution au sortir de la première guerre mondiale, la présence communiste ou « *ultra-gauchiste* » (pour reprendre le qualificatif péjoratif léniniste tiré du *Gauchisme, maladie infantile du communisme*) est souvent forte face à un parti social-

[429] KOPP Anatole *Op. cit.,* p.125
[430] KOPP Anatole *Op. cit.,* p.182
[431] KOPP Anatole *Op. cit.,* p.210
[432] KOPP Anatole *Op. cit.,* p.224
[433] KOPP Anatole *Op. cit.,* p.260

»
démocrate conservateur et au mouvement ambigu des indépendants de l'USPD (né en 1917). Les anarchistes ne sont pas seuls à parler de démocratie directe, de socialisme par en bas ou de *Räte - Conseils*. Il faut compter avec la *Ligue Spartakiste* de Rosa LUXEMBOURG et Karl LIEBKNECHT, avec les *Communistes* ou *Socialistes de conseils* et les *Communistes de gauche* des grandes villes surtout dans le nord, avec des militants du KAPD-Parti Communiste Ouvrier Allemand…

D'autre part, dans le mouvement ouvrier même réformiste d'avant 1914, l'expérience des délégués ouvriers dans les usines (« *les hommes de confiance* ») ont pu préparer les esprits à la revendication conseilliste ou soviétiste.

Les anarchistes sont souvent issus eux-mêmes de cette social-démocratie. Ils formèrent partie de l'aile gauche (*Die Jungen*) et des communistes critiques. Gustav LANDAUER (1870-1919) lui-même était membre du *Cercle des Socialistes Indépendants* (*Vereinunabhängiger Sozialisten*) dans les années 1890 : son journal, qu'il fonde avec Rudolf ROCKER (1873-1958), s'appelait d'ailleurs *Der Sozialist*, pas *Die Anarchie*. Johann MOST (1846-1906), avant de rejoindre l'Amérique, est militant socialiste marxiste, et ne passe vraiment à l'anarchisme que dans les années 1880. Vers 1908 le *Sozialistischer Bund* est en fait un regroupement de collectifs antiautoritaires, toujours animé par LANDAUER[434].

Dans les années 1910 ils sont encore partout présents, mais une forte activité libertaire n'est vraiment analysable que dans la Ruhr et les villes du Nord (avec l'anarcho-syndicalisme en plein essor de la FVGD - *Union Libre des Syndicats Allemands* (créée en 1897) devenue FAUD en fin 1919 – *Union Ouvrière Libre d'Allemagne*). En 1914, antimilitariste avec cohérence, la FVGD a subi une forte répression et tous ses moyens d'expression sont étouffés. L'autre grand mouvement syndicaliste révolutionnaire, qui oscille entre anarchisme, conseillisme, communisme de conseil est l'AAUD (*Allgemeine Arbeiter Union Deutschland*).

Au moment de la guerre de 1914-1918, dans la mouvance du dadaïsme[435] s'expriment bien des pensées libertaires : la liberté de l'art, le refus de l'autorité, la condamnation d'une culture asphyxiante… Une partie des intellectuels anarchisants animent la bohème de Munich, ou de Berlin et font des passages dans la colonie d'Ascona[436].

Les anarchistes sont également très actifs en Bavière avec un peu Ernst TOLLER (1893-1939), et surtout le théoricien kropotkinien Gustav LANDAUER et le poète Erich MÜHSAM (1878-1934).

Les liens libertaires avec le comédien et journaliste anarchiste Ret MARUT[437], plus connu par la suite sous le nom littéraire de B. TRAVEN (vers 1882-1969), montrent que le mouvement intellectuel engagé est parfois proche des anarchistes. MARUT-TRAVEN est membre actif de la République des conseils puisqu'il est membre dès février 1919 du *Département de la presse du Conseil Central*, et qu'il assume ensuite (avril) le rôle de directeur du *Département de la presse* et celui de porte-parole pour la République nouvellement créée. De ce fait, il est membre important du Comité de propagande, d'où sa fuite nécessaire et irrémédiable après l'échec conseilliste.

Gustav LANDAUER est torturé et assassiné par des corps francs en 1919, MÜHSAM disparaît sous les coups des geôliers nazis en juillet 1934, son épouse Zensl passe 15 ans dans les camps soviétiques alors qu'elle espérait trouver refuge en URSS. Ernst TOLLER

[434] MUSIGNY Jean-Paul *La révolution mise à mort par ses détracteurs, même. Le mouvement des conseils en Allemagne 1918-1920*, Paris, Nautilus, 96p, 2000, p.10
[435] Cf. *D.1.b. La révolte dadaïste et surréaliste : une utopie libertaire ?* -in-ANTONY Michel *III. Ferments libertaires dans quelques écrits utopiques & utopies libertaires*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 170p, octobre 2008
[436] Cf. *C.4. Ascona au début du XXème siècle et ses antécédents germaniques*, -in-ANTONY Michel VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 44p, octobre 2008
[437] Collectif *Ret MARUT – B. TRAVEN*, À Contretemps, Paris, n°22, 32p, janvier 2006

»
(comme un peu plus tard, en 1940, Carl EINSTEIN et Walter BENJAMIN, eux aussi parfois libertaires), se suicide de désespoir dans l'exil outre Atlantique. Ret MARUT, exilé en Amérique latine, va mettre pendant encore un certain temps son art littéraire au service des indigènes mexicains, notamment ceux du Chiapas[438]. Quand au « *juif anarchisant* »[439] Martin BUBER (1878-1965), son appui aux conseils et soviets libres, guildes et kibboutzim est total à cette époque, malgré une phase nationaliste allemande étonnante au début de la 1ème Guerre Mondiale et déjà quelques penchants pour le sionisme. Il dédie en 1919 son *Der heilige Weg* à LANDAUER dont il se réclame, et la même année dans *Gemeinschaft*, il se réclame de LANDAUER toujours, mais surtout de KROPOTKINE et un peu de TOLSTOÏ.

Urbaniste socialiste et utopiste, Bruno Julius Florian TAUT (1880-1938) est un des rédacteurs à Berlin en 1919 du *Manifeste du Conseil des Travailleurs de l'art*.

### 2. Quelques aspects libertaires et utopiques des révolutions en Allemagne

De manière souvent spontanée, des mouvements sociaux et politiques se sont multipliés durant le conflit :

- des grèves à répétition de 1916 à 1918,
- des mouvements de fraternisations, désertions et mutineries,
- des tentatives prérévolutionnaires, surtout après la révolution russe de février (mars) 1917,
- quelques condamnations de la guerre totale : refus après 1915 de crédits de guerre (Karl LIEBKNECHT 1871-1919), participation aux conférences internationales de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kienthal (avril 1916)…,
- révolte (mutinerie généralisée) de la flotte en fin 1918 : Kiel, Brême, Hambourg… Comme à Kronstadt ou à Sébastopol, les flottes de l'Europe en guerre cumulent les très mauvaises conditions de vie et une hargne anti-officiers exacerbée. Très vite, dès novembre 1918, des drapeaux rouges flottent sur plusieurs bâtiments de guerre et dans les municipalités portuaires. Il est important de noter que la *Volksmarinendivision* est à Berlin un des fers de lance de la révolution, et qu'elle reste maîtresse des lieux lors du grand affrontement armé de fin décembre 1918.
- et essor en 1918-1919 des *Räte - Conseils* dans tout l'ex-Empire, y compris dans les zones rattachées comme dans le Reichsland d'Alsace : étonnant renversement. Les soviets et les occupations d'usines commencent d'abord à Metz (avec l'aide de marins de Kiel) et Mulhouse, puis à Strasbourg et Colmar. À Strasbourg le *Conseil de soldats et d'ouvriers* s'établit dans le Palais de Justice. Le drapeau rouge y est dressé. On compte plus de 50 localités de grandes dimensions touchées par le mouvement des Conseils à la mi-novembre[440]. Ces conseils sont multiformes : au départ surtout créés par marins et soldats, puis de plus en plus para ouvriers, intellectuels, artistes et responsables politiques ou associatifs…

Quant on observe les documents d'époque qui traitent de la saga soviétique allemande, il ressort que les manifestants sont presqu'exclusivement des hommes : la belle figure de Rosa LUXEMBOURG (1871-1919) brillante marxiste assez rigide, mais pourtant si souvent louée par

[438] BARROERO Guido *Profili libertari. Ret MARUT-B. TRAVEN. Dalla rivoluzione tedesca al Messico in fiamme* –in-RSDA, Pisa, BFS, a.9, n°2(18), luglio-dicembre 2002
[439] LÖWY Michael *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Paris, 1988
[440] Cf. carte p.25 -in-MUSIGNY Jean-Paul *La révolution mise à mort par ses détracteurs, même. Le mouvement des conseils en Allemagne 1918-1920*, Paris, Nautilus, 96p, 2000

»
les libertaires[441], ne doit pas nous aveugler. La présence de marins et soldats est souvent massive (uniformes et parfois armes), mais les hommes en cravates sont aussi omniprésents.

En novembre 1918 **à Berlin** Karl LIEBKNECHT proclame la « *République socialiste libre d'Allemagne* ». Le slogan est assez vague pour satisfaire bien des composantes du mouvement révolutionnaire. Les « *délégués révolutionnaires* » investissent la Chambre des Députés et tentent d'installer un pouvoir populaire issu de la base, au grand dam des députés dépassés sur leur gauche : l'objectif est de parvenir, au travers de conseils généralisés dans toutes les instances, à un Conseil des Commissaires du Peuple du genre de celui qui s'est installé en RSFSR. Malgré les manœuvres du SPD - *Parti Social Démocrate*, un Comité Exécutif (*Vollzugsrat*) est mis en place. Mais il est partagé égalitairement entre socialistes modérés ou conservateurs, et révolutionnaires.

Début janvier Berlin semble à deux doigts de réaliser réellement la dualité du pouvoir, puisque se met en place un *Comité Révolutionnaire provisoire*, alors que manifestations spontanées et grève générale sont de plus en plus massives. Mais sa durée est très brève.

À la mi-janvier un *Congrès national des Conseils* soutient les élections à la Constituante, ce qui tend à relativiser la notion de mouvement révolutionnaire. On peut lui préférer celui de mouvement démocratique et relativement pacifiste, tant les appels aux calmes sont systématiques. Cette démocratie doit concerner également l'armée (élection des officiers, par exemple) ce qui la rend insupportable à la hiérarchie militaire restée en place.

La répression est rapide et désastreuse pour le mouvement, rapidement décapité par l'assassinat de LUXEMBOURG et de LIEBKNECHT le 15 janvier 1919. La Sociale Démocratie officielle, souvent mêlée à une soldatesque parfois d'extrême droite (Corps Francs), est à l'origine d'une répression terrifiante et annonciatrice du futur nazisme, qui touche progressivement toute l'Allemagne, avec des points forts comme la *Semaine sanglante* qui écrase la grève générale (Berlin début mars 1919). Les références à la Commune de Paris sont patentes, et reprises par des analystes libertaires (le couple PRUDHOMMEAUX)[442]. André dans un article de 1931[443] rappelait que le spartakisme comprenait des aspects libertaires évidents : «*une initiative prise par les masses*», un mouvement par en bas, un renouveau idéologique intégrant marxisme, anarchisme et syndicalisme révolutionnaire…

**En Bavière** et surtout à **Munich**, les idées conseillistes de *République des Conseils* (*Münchner Räterepublik*) sont lancées dès le 7 novembre 1918. La plupart des casernes s'ouvrent aux manifestants, et des leaders improvisés comme Erich et Zenzl MÜHSAM[444] obtiennent bien des fraternisations. De ce fait il n'est pas étonnant que les premières charges du poète soient au ministère de la guerre. En lisant les lettres de Zenzl, on pense incontestablement aux fraternisations lors de la Commune de Paris, ou aux actions de la CNT-FAI dans la Barcelone de l'été 1936.

Le pourtant berlinois Kurt EISNER (en fait Kurt KOSMANOWSKI 1867-1919), socialiste indépendant de l'USPD et partisan de la démocratie directe, d'emblée se dresse comme meneur de foules et responsable reconnu en Bavière. Le premier conseil ouvrier le lendemain est un de ceux qui proclament la *Freistaat Bayern - République libre de Bavière*. Devenu Premier ministre (Président du Conseil) de cette République, EISNER appelle à son aide dès la mi-novembre l'important penseur libertaire Gustav LANDAUER (1870-1919), pour renforcer l'esprit de la révolte munichoise, et tenter de mettre en avant « *l'autonomisme*

[441] Cf. surtout GUÉRIN Daniel *Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, Flammarion, Questions d'histoire, 1971 ou JANOVER Louis *Préface*, -in-*Introduction à la pensée de Rosa Luxembourg*, Toulouse, Smolny, 461p, 2008
[442] PRUDHOMMEAUX André & Dori *Spartacus et la Commune de Berlin*, Paris, Spartacus, B, n°83, août-sept.1977
[443] PRUDHOMMEAUX André (?) *LIEBKNECHT, LUXEMBURG et LÉNINE*, -in-Spartacus, n°3, 01/07/1931
[444] MÜHSAM Zenzl *Une vie de révolte. Lettres 1918-1959*, Quimperlé : La Digitale, 243p, 2008, p.15-17

»
*décentralisateur* »[445] qui le caractérise. LANDAUER dans un bel appel de 1918 se range pour une fédération de gouvernements démocratiques, ce qu'il nomme les «*Républiques unifiées*»[446]. Sans être anarchiste, EISNER apparaît donc comme un socialiste ouvert, sans doute idéologiquement un peu libertaire et de plus en plus conseilliste. La grande originalité de la Bavière semble la place de choix accordée aux Conseils de Paysans, EISNER ayant été soutenu dès le départ par la *Fédération paysanne de Bavière* de Ludwig GANDORFER (1880-1918). Il est assassiné par un militant d'extrême droite le 21/02/1919.

Après bien des péripéties, la *République des Conseils de Bavière* ne se fonde vraiment que le 05/04/1919 et est écrasée militairement pendant la première quinzaine de mai. Elle a pourtant bien résisté, grâce notamment à l'Armée rouge guidée parfois par Ernst TOLLER.

Le conseillisme bavarois est au printemps 1919 très fort aussi parmi les communistes locaux (avec surtout Eugen LEVINÉ 1883-1919), et surtout dans le mouvement ouvrier organisé, et le *Conseil Ouvrier Révolutionnaire* (ou RAR), essentiellement animé par MÜHSAM, LANDAUER et l'écrivain pacifiste libertaire Leonhard FRANK (1882-1961).

Gustav LANDAUER assure pendant un temps très court en avril 1919 le poste de *Ministre Populaire pour la Culture et l'Instruction* ; il soutient une forme de gestion coopérative de l'université, avec des conseils d'enseignants et d'étudiants, culminant dans un *Conseil Révolutionnaire de l'Université*. Cette forme balbutiante d'autogestion pédagogique est également proposée pour le secondaire, en intégrant cette fois les parents dans les conseils de gestion.

Un autre anarchisant, le parfois proudhonien Jean Silvio GESELL (1862-1930) connu pour sa théorie de la « *monnaie franche*», assume également, sur demande de LANDAUER, un ministère, celui du Trésor (budget). Arrêté pour haute trahison, il parvient à s'en sortir honorablement. Dans ses écrits monétaristes, il loue toute sa vie autant STIRNER (qu'il connaît par son ami stirnérien Georg BLUMENTHAL), LANDAUER que PROUDHON.

Quant à MARUT-TRAVEN, on a déjà noté son rôle important comme propagandiste de la nouvelle République.

Plus tard des traces de l'utopie libertaire persistent en Allemagne avant la nuit nazie. On peut citer quelques mouvements et organisations :

- Le KAPD de 1920, *Parti Communiste des Ouvriers d'Allemagne*, compte en son sein bien des conseillistes et antiparlementaristes qui restent marqués par la révolution de 1918-1919 et par le refus de la bureaucratie ; ce parti est très influent au sein de l'AAUD.
- Les anarcho-syndicalistes de la FAUD voient grossir leur rang (notamment dans l'Union minière de la Ruhr), et participent à la naissance de l'AIT - résurgence de *l'Association Internationale des Travailleurs* libertaire, à Berlin du 25 décembre 1922 au 3 janvier 1923 avec une dizaine d'autres délégations. Augustin SOUCHY (1892-1984) va y jouer un grand rôle.
- Au début des années 1920, des conseils de soldats et d'ouvriers se mettent en place un peu partout en soutien de l'*Armée rouge de la Ruhr* dont les militants FAUD forment souvent l'ossature principale. Quelques collectivisations et formes autogestionnaires sont notables, comme dans les transports de Mülheim ou dans des industries agroalimentaires à Mülheim et Hamborn[447]. Dans la Ruhr, la FAUD oppositionnelle de Düsseldorf, autour de *Die Schöpfung-La Création*, adopte une attitude unitaire (avec

[445] PRUDHOMMEAUX André & Dori *Spartacus et la Commune de Berlin*, Paris, Spartacus, 2° Série n°15, octobre-novembre 1949, p.11

[446] LANDAUER Gustav *Les Républiques unifiées d'Allemagne et leur constitution - Die Vereinigten Republiken Deutschlands und ihre Verfassung* (1918), -in-*La communauté par le retrait et autres essais*, Arles : Éditions du Sandre, 298p, p.269-277, 2009

[447] LE PORHO Gaëtan *Anarchosyndicalisme et syndicalisme révolutionnaire en Allemagne*, -in-Les Temps Maudits, Paris: CNT, n°10, 96p, p.55-66, juin 2001, p.61

»

AAUV) et soutient fermement les initiatives autogérées et le mouvement des écoles libres ou modernes.

- En Basse Saxe, la guérilla « *rouge* » en 1920-1921 menée par Max HÖLZ (1889-1933) a des traits spontanéistes et antiparti qui l'éloignent des mouvements traditionnels. L'organisation en colonnes permet de faire un parallèle avec les colonnes anarchistes de 1936 en Espagne. Les actes de reprise individuelle, de coups d'éclats… rattachent aussi le mouvement à toute une tradition de l'illégalisme actif et de l'action directe souvent empruntée par bien des libertaires.
- En mars 1921, communistes (KPD, KAPD) et syndicalistes révolutionnaires (AAUD et appuis de nombreux membres de la FAUD) se lancent dans une grève générale révolutionnaire.
- Chez les théoriciens du conseillisme ou du marxisme critique, et analystes ultérieurs de la révolution allemande : les néerlandais Herman GORTER (1864-1927), Anton PANNEKOEK (1873-1960), les allemands Otto RUHLE (1874-1943), Paul MATTICK (1904-1981), Karl KORSCH (1886-1961)… la dimension libertaire ne sera jamais totalement oubliée, au moins dans la vision antibureaucratique et la glorification du socialisme d'action directe, de la démocratie par en bas et de l'autonomie prolétarienne. KORSCH représente même les syndicalistes révolutionnaires au congrès AIT de Madrid en 1931. 5 ans auparavant, comme de nombreux marxistes hérétiques à travers le monde, il avait été exclu du KPD.

Face à la montée du nazisme, quelques mouvements résistent, comme *Die Schwarze Scharen*, groupes d'autodéfense surtout syndicalistes révolutionnaires. Dans la clandestinité et dans l'exil, les DAS (*Deutsche Anarcho-Syndikalisten*) maintiennent quelques liens ; ils seront notamment présents durant la Guerre d'Espagne, auprès de la CNT.

Après guerre de timides essais de renaissance anarchosyndicalistes se mettent en place en RDA avec Willi JELINEK (retrouvé mort en cellule en mars 1952) et en RFA avec la minuscule FFS (*Föderation Freiheitlitcher Sozialisten*), membre de l'AIT, qui édite *Die Internationale*. Une initiative-FAU se met en place en 1977 en RFA, et entre 1980 et 1990 se restructure la FAU-AIT-*Freie Arbeiter Union* qui unifie les forces de l'ex-RFA et de l'ex-RDA.

### 3. Une synthèse : l'anarchisme conseilliste de Erich MÜHSAM

Le poète anarchiste MÜHSAM, arrêté le 13 avril 1919, et longtemps interné, écrit en 1920 depuis sa prison un opuscule justifiant ses propres choix. Il l'adresse à LÉNINE ! Ce texte publié en 1929[448] n'est pas modifié par honnêteté de l'auteur, malgré les changements intervenus, sur le plan international comme dans sa propre pensée. Ce livre est exemplaire pour montrer comment une pensée anarcho-communiste solide et affirmée peut lors d'un bouleversement révolutionnaire se rallier, même temporairement et plus sentimentalement qu'idéologiquement, à la notion de dictature du prolétariat ! (Cf. la *Proclamation au prolétariat* que l'auteur publie le 09/04/1919) et se faire naïvement manœuvrer par des groupements autoritaires déjà considérablement manipulateurs. Heureusement, les références libertaires à la Commune de Paris (MÜHSAM parle de « *stupéfiants parallèles* » entre la situation parisienne et celle de Munich), la tradition kropotkinienne exprimée surtout par LANDAUER (choisi comme Ministre de l'Instruction Publique), et les traces d'anarcho-syndicalisme… contribuent à maintenir fortement l'idéal utopique anarchisant d'un mouvement des conseils qui remplace le gouvernement, en s'appuyant de bas en haut sur une armature de conseils d'ouvriers et de soldats.

L'anarchiste germanique, marqué par cette expérience importance, va par la suite nettement affirmer sa distance vis à vis du bolchevisme sous toutes ses formes, mais les

[448] MÜHSAM Erich *La République des Conseils de Bavière. Munich du 07/11/1918 au 13/04/1919. D'EISNER à LEVINE. La naissance de la République des conseils*, Berlin, Fanal-Verlag Erich MÜSHAM, 1929

»
expressions *conseillistes* d'alors resteront souvent liées au communisme libertaire plus traditionnel.

MÜHSAM ne renie jamais son expérience munichoise, et rappelle sa vision du conseillisme, mélange de pratiques bolcheviques et de pensées libertaires, le tout mêléà un vrai sens du pragmatisme vécu. MÜHSAM juge les hommes au-delà de l'idéologie, ce qui lui fait apprécier des communistes qui pourtant ne lui font pas de cadeau. Sa compagne Zenzl, qui connaît l'enfer soviétique de 1935 à 1955, puis la chape de plomb de la RDA, reste fidèle elle aussi à cette manière d'être. Cela lui causa bien des déboires avec quelques anarchistes intransigeants.

Le conseillisme de MÜHSAM est donc à la fois une analyse du réel vécu et de l'idéologie ouverte qui le porte. En 1926 il rappelle que « *nous voulions nous débarrasser totalement de la démocratie* » (occidentale - incarnée par le SPD) et « *enfin mettre en place comme seuls organes de décision législatifs et exécutifs les conseils de travailleurs manuels et intellectuels qui sont au cœur du processus de production* »[449]. Certes, par sa haine de la social-démocratie, le journaliste nous donne ici une vision édulcorée de ce que furent vraiment les conseils de 1918-1919, pluralistes, et oscillant entre groupes armés et mouvements plutôt majoritairement pacifistes.

Parfois philo-communiste, MÜHSAM n'en demeure pas moins un anarchiste (« *nous les anarchistes* ») et un humaniste libertaire confirmé. Dans un beau texte tiré de *Fanal*, *La Sincérité* (1928) il rappelle que tout changement doit cependant se faire sur un impératif moral, et pour « *rechercher les formes qui correspondent le mieux aux impératifs de liberté et de sincérité* »[450]. Un positionnement anarchiste cohérent, qui rejette implicitement toutes les déviations et dégénérescences du conseillisme, notamment dans les diverses variantes marxistes de années 1920.

Face à un socialisme d'État, centraliste et autoritaire qui connaît une sorte d'apogée avec la collectivisation stalinienne, MÜHSAM sent l'absolu besoin dès le début des années 1930 de rappeler que le vrai socialisme repose sur la satisfaction des besoins de toute la population, et sur une forme d'organisation fédérale et autogérée pour utiliser des termes un peu anachroniques. Son article de *Fanal* de 1930 sur *L'Édification du socialisme* est en ce sens un bel exemple de lucidité sur la réalité « *soviétique* » (au sens d'URSS), alors que l'aveuglement gagne alors la plupart des intellectuels de gauche dans toute l'Europe. Il rappelle avec fermeté que « *ceux qui ont une vision authentiquement socialiste sont obligés de déduire, à la vue des évènements de Russie, qu'un gouvernement étatique n'aura jamais, au grand jamais, vocation à résoudre les questions du socialisme* »[451]. Il termine son article par une formule qui rappelle les positionnements de son ami assassiné Gustave LANDAUER « *Le véritable socialisme ne signifie pas autre chose que la liberté et une communauté volontairement choisie* »[452].

En 1932, dans un de ses derniers écrits *Vers une société libérée de l'État. Qu'est-ce que le communisme libertaire ?*, Erich MÜHSAM affirme d'ailleurs que sa grande originalité dans la pensée libertaire du XX$^{ème}$ est de marquer l'importance « *de l'organisation des conseils* » qui sont en fait « *la réalisation des principes anarchistes d'administration* ». Il se rapproche ainsi des conseillistes de l'aile gauche allemande, qui eux sont plutôt des marxistes critiques.[453]

---

[449] MÜHSAM Erich *November-Betrachtung - Réflexions sur Novembre* -in-Fanal, 1926 & -in-MÜHSAM Zenzl *Une vie de révolte. Lettres 1918-1959*, Quimperlé : La Digitale, 243p, p.207-212, 2008, p.208

[450] MÜHSAM Erich *Wahrhaftigkeit - La Sincérité*, -in-Fanal, 1928 & -in-MÜHSAM Zenzl *Une vie de révolte. Lettres 1918-1959*, Quimperlé : La Digitale, 243p, p.214-221, 2008, p.215

[451] MÜHSAM Erich *Sozialistischer Aufbau - L'édification du socialisme*, -in-Fanal, 1930 & -in-MÜHSAM Zenzl *Une vie de révolte. Lettres 1918-1959*, Quimperlé : La Digitale, 243p, p.222-228, 2008, p.226

[452] MÜHSAM Erich Op.cit., p.228

[453] MUSIGNY Jean-Paul *La révolution mise à mort par ces célébrateurs, même. Le mouvement des conseils en Allemagne 1918-1921*, Paris, Nautilus, 2000

»

Pour ceux qui ont fait schématiquement de MÜHSAM le chantre du « *soviétisme* » réalisé en Russie, tous ces écrits sont un beau démenti. Ainsi en 1931, il martèle encore que le socialisme ce n'est pas « *un changement de gouvernement dans le cadre de l'État, pas davantage par une modification de la forme prise par l'État, mais bien par la destruction totale de l'État quelle que soit sa forme* »[454]. Difficile d'avoir une position anarchiste plus claire. Cela n'exclut pas de montrer l'originalité de l'auteur, en camp anarchiste, puisqu'il reste un des plus importants théoriciens à mettre en avant l'importance des soviets, mais au sens originel du terme.

## I. QUELQUES MOUVEMENTS RESISTANTS & UTOPIQUES ITALIENS

Dans le mouvement anarchiste italien, des pratiques semblables aux mouvements armés de Russie et d'Espagne ont existé à plusieurs moments à l'intérieur du pays. Ils sont parfois accompagnés de projets ou de mini réalisations utopiques.

Leurs aspects de classe, de guerre sociale, d'orientations plus ou moins utopiques sont souvent niés ou ignorés, surtout s'ils sont libertaires, tant pendant longtemps les mouvements de résistance ont été largement annexés par les mouvances républicaines ou marxistes. D'où une historiographie peu facile à trouver, comme le note Pietro BIANCONI, sauf depuis les années 1980-1990 environ[455].

L'originalité des mouvements de lutte armée ou de résistance en Italie remonte autant à la tradition garibaldienne qu'à la tradition libertaire d'application de la propagande par le fait et des théories bakouninistes. On peut faire remonter l'action directe anarchiste aux faits de Bologne en 1874 et à ceux de Bénévent en 1877. Ces deux traditions se sont mêlées au moment de la 1ère Internationale et auront du mal à se dissocier par la suite.

### 1. Premiers mouvements populaires autonomes : les Fasci dei Lavoratori (1892-94), Settimana rossa (1914)…

Avec la chute du gouvernement Giovanni GIOLITTI (président du Conseil en 1892-1893) et la crise des années 1890 en Italie méridionale surtout, des mouvements de résistance populaire s'organisent, de manière assez pluraliste, soutenus par les anarchistes dont l'apport et l'importance furent souvent niés ou peu analysés.

Il s'agit essentiellement des *Fasci dei Lavoratori* de 1893-94, dont la force est surtout sicilienne, notamment avec les militants anarchistes Emmanuele GULI (1864-1943) de Palerme mais aussi à Vittoria, Antonio ZOPPINA et Giovanni NOÈ sur Messine (il est le Vice-secrétaire du Fascio di Messina[456]) ou Orazio DALL'ACQUA à Catane. Sur Favara (proche d'Agrigente), le Fascio bénéficie d'une longue lutte prolétaire, menée tant par les *braccianti* que par les *zolfatai* (ouvriers du soufre), et incluant semble-t-il également des membres du lumpenprolétariat local[457]. Mais ce fascio se perd dans des dérives électoralistes qui le coupe des révolutionnaires. Pourtant dans cette région proche du pays de Saverio FRISCIA (Sciacca), l'ami de BAKOUNINE, les idées internationalistes se sont tôt installées ; à Favara, le docteur Antonio VALENTI, anarchiste, est proche de Saverio MERLINO. Le *Fascio dei Lavorati de Vittoria*, propulsé par GULÌ, s'implante avec des militants locaux, tous de forte imprégnation libertaire[458].

---

[454] MÜHSAM Erich *Auflosung-Ablosung - Décomposition-Relève*, -in-Fanal, 1931 & -in-MÜHSAM Zenzl *Une vie de révolte. Lettres 1918-1959*, Quimperlé : La Digitale, 243p, p.228-238, 2008, p.229-230

[455] BIANCONI Pietro *Gli anarchici italiani nella lotta contro il fascismo*, Pistoia, Ed. Archivio Famiglia BERNERI, 1988

[456] MUSARRA Natale *Introduzione* di CERRITO Gino *I fasci dei lavoratori nella provincia di Messina*, Ragusa, Ed.Sicili Punto L, 176p, 1989, p.23

[457] BOSCO Salvatore *Il proletario a Favara. Lotte, scioperi ed altre manifestazioni dal 1890 al 1960*, Ragusa, Sicilia Punto L, 229p, ?

[458] GURRIERI Pippo *Giorgio NABITA, sarto. Socialismo, anarchismo, antifascismo a Vittoria 1889-1938* Ragusa: Sicilia Punto L, 266p, 2008, p.29

»

Natale MUSARRA[459] recense près de 231 faisceaux italiens plus 31 en formation : sur ce nombre l'immense majorité est sicilienne : de 150 à 190 se localisent dans l'île, et 49 pour la seule Province de Palerme. CERRITO dans son article de 1954 en listait déjà 42 pour la seule région autour de Messine. La carte sicilienne pour janvier 1894 met en évidence une très forte concentration de Faisceaux importants (plus de 1 000 associés) dans tout l'ouest et le sud de l'île, en gros de Palerme à Sciacca jusqu'à Ragusa. Les deux autres pôles importants sont les régions de Messine et de Catane, les grands ports orientaux, mais si les faisceaux y sont nombreux, leur taille est très réduite. La deuxième carte qui localise les groupes anarchistes permet de montrer une presque totale similitude d'implantation, ce qui prouve sans doute la forte influence libertaire dans le mouvement des *Fasci di lavoratori*. La seule grosse exception est celle de la zone de Catane, où l'influence anarchiste est très dense, alors que les faisceaux y sont nombreux mais assez faibles numériquement.

Ces faisceaux sont certes très variés, intégrant diverses tendances de la gauche et des républicains en général. Mais les anarchistes semblent donc dominer en Sicile, puisqu'ils sont présents de manière claire dans au moins 38 d'entre eux. Francesco Saverio MERLINO, alors anarchiste et malatestien, rédige en début 1894, juste avant son arrestation, un *Manualetto* destiné à encourager dans les *Fasci* le regroupement des ouvriers et des paysans, pour leur donner une éventuelle issue révolutionnaire libertaire[460]. Depuis Londres, MALATESTA pousse à la radicalisation des faisceaux (*Fasci revolutionari*) mot d'ordre que relaie sur Messine les anarchistes regroupés autour de la publication *La Bomba*, avec Antonio ZOPPINA. Des anarchistes extérieurs soutiennent le mouvement, notamment les plus connus d'entre eux : Luigi MOLINARI depuis Mantoue ou Amilcare CIPRIANI, militant garibaldien et proche de l'anarchisme. Hors de Sicile, les mouvements libertaires de Lunigiana se heurtent aux forces gouvernementales par solidarité : Carrare, capitale de l'anarchisme italien, est le théâtre de batailles rangées de grandes ampleur.

Parmi les principales activités des *fasci*, des actes plus ou moins spontanés, antigouvernementaux et contre les pouvoirs administratifs, apparaissent ici ou là. Ils sont semblables à toutes les émotions ou colères populaires politiques, sociales ou millénaristes, qui détruisent ou brûlent bureaux publics ou papiers officiels, notamment ceux qui concernent l'octroi (*casotti daziari*), refusent les taxes et parfois revendiquent l'occupation des terres (comme à Caltavuturo). Un peu partout des Ligues de résistances (*Leghe*) ou autres associations du monde du travail renforcent les aspects sociaux des *fasci*, ce dont témoignent les nombreuses grèves notamment en Sicile. Les femmes semblent également combattives, comme le prouve l'existence de faisceaux uniquement féminins à Piana dei Greci.

Cette expérience de combats et d'organisation populaire marque beaucoup les mouvements sociaux italiens, et révèle une forte influence du mouvement libertaire du Mezzogiorno. Cette auto-organisation concerne la lutte, mais aussi la vie quotidienne (loisirs, fêtes, écoles…) comme le feront en Espagne de 1936 bien des Collectivités. Par contre, proche du millénarisme et loin du monde anarchiste, quelques *fasci* comportent également un rôle religieux de remplacement, hors de l'Église officielle, en organisant baptêmes ou fêtes liées au culte[461].

Malheureusement pour la mémoire historique, la notion de *fascio* va être reprise par MUSSOLINI et cette appellation sera trop souvent jugée péjorativement à partir des années 1920.

Diverses autres insurrections ont eu lieu.

---

[459] MUSARRA Natale *Dati statistici sulla consistenza dei fasci dei lavoratori : gennaio 1894*, –in-RSDA, a.1, n°1, Pisa, BFS, 1994

[460] MUSARRA Natale *MERLINO e la rivoluzione nel Mezzogiorno d'Italia*, –in-RSDA, a.8, n°1-15, Pisa, BFS, gen.-giu.2001

[461] ARUFFO Alessandro *Breve storia degli anarchici italiani (1870-1970)*, Roma, Datanews, 166p, 2005, p.50

»

En août 1874, le vieux BAKOUNINE est lié à l'insurrection de Bologne : c'est son dernier espoir (il meurt 2 ans plus tard) de voir triompher une insurrection libertaire ; diverses autres bandes sont rapidement défaites en Émilie-Romagne, dans les Pouilles et en Toscane.

En avril 1877, l'affaire du Matese dans le Bénévent est une tentative d'introduire le communisme libertaire dans des villages de montagne (Letino et Gallo) : les archives officielles sont brûlées, des déclarations anarchistes sont proclamées. On assiste ici à des coups de main qui se renouvelleront de manière quasi identique dans l'Espagne des années 1930.

La révolte agraire de Sardaigne en 1881 dispose d'un fort appui anarchiste.

En 1885 les anarchistes participent nombreux aux mouvements agraires dans la région de Mantoue, et la principale insurrection est menée par G. BARBIANI. Dans la plaine padane s'active Luigi GALLEANI.

En 1894, l'insurrection de Lunigiana est un des mouvements parmi les plus populaires de la péninsule, tout comme en 1898 les actions directes d'Ancône et surtout le « *mouvement pour le pain* ». Ces agitations vont mener en prison des centaines d'anarchistes.

En juin 1914 la *Settimana rossa* partie d'Ancône, haut lieu d'un anarchisme surtout malatestien, débouche dans une vraie insurrection qui touche surtout le foyer de départ : les Marches et la Romagne. Le mouvement s'étend au monde urbain (Turin surtout, Parme…) et au Mezzogiorno rural : mouvements des *braccianti* (paysans sans terre). Grèves, émeutes, affrontements… se généralisent. Contre l'armée et des bandes armées (nationalistes, bourgeois…) qui anticipent les *Chemises noires*, un front révolutionnaire unitaire tente de résister, notamment lors de l'occupation du port de Bari, et des assauts sur Parme, Ravenne, Turin…. Il regroupe, autour des anarchistes (rôle essentiel d'Errico MALATESTA) et de l'USI (Armando BORGHI), des républicains, des syndicalistes et l'aile gauche du parti socialiste italien (y compris alors MUSSOLINI !). Comparable au mouvement asturien de 1934 (moins meurtrier cependant), il anticipe les conflits de 1919-1920 avec le mouvement des occupations.

Dans de rares cas sont mis en avant occupations et parfois essais autogestionnaires. Ainsi à Ancône la Chambre du Travail tente de contrôler les abattoirs pour fournir la population locale. En Romagne et dans les Marche on réquisionne les vivres et on met en place quelques «*magazzini del popolo*» (magasins du peuple) et des bons d'échanges sont créés; dans certains lieux les déplacements sont contrôlés par des «*comitati di agitazione*» (comités d'agitation) qui ont institué des laisser-passers. Ailleurs se fondent quelques «*Républiques*»…

Des structures d'autodéfense apparaissent presque partout, ne serait-ce que pour dresser les barricades, miner les trains ou piéger quelques édifices emblématiques. Dans les grandes usines du triangle industriel existent quelques milices ouvrières, alors que dans le Sud des braccianti ou des ouvriers du bâtiment s'organisent en bandes plus ou moins armées comme dans les Pouilles.

Tous ces mouvements ont quatre principaux intérêts :

1. montrer le haut degré de résistance des anarchistes italiens (et de tout le syndicalisme révolutionnaire, appuyé par l'aile gauche socialiste «*révolutionnaires*» et parfois républicaine),
2. révéler leur large implantation populaire,
3. annoncer des formes d'associations de résistance et d'autocontrôle qui réapparaîtront spontanément dans la période noire du fascisme, et dans l'immédiate après Seconde guerre mondiale.
4. amorcer ce que sera la réaction fasciste et nationaliste ultérieure: des bandes contre-révolutionnaires (ligues par exemple qui préfigurent les *squadristi* fascistes) appuyées par militaires, capitalistes, nationalistes et parfois mafieux, commencent à s'organiser. L'important nombre de morts et de blessés annoncent les temps sombres à venir.

## 2. Les résistances plus individuelles face au fascisme

»

Dès l'origine le fascisme est combattu de manière plus individualiste de diverses manières.

Bien des militants résistent ou se battent contre des fascistes ou des tenants du nouveau régime, en Italie ou dans l'exil, particulièrement en France ou aux États Unis. Les attentats, les bombes contre des personnes ou des biens, les agressions armées… sont très nombreux[462].

Certains, dans la tradition des tyrannicides et de la propagande par le fait, se proposent de tuer le tyran pour déstabiliser le régime. En milieu libertaire on peut rappeler quelques noms importants :
- Gino LUCETTI (1900-1943) le 11 septembre 1926 lance une bombe Piazza Porta Pia à Rome. Il récolte les travaux forcés. Dans la région de Carrare un bataillon LUCETTI fait partie de la résistance.
- Anteo ZAMBONI (1911-1926) le 21 octobre 1926 à Bologne tire sur le Duce. Il est immédiatement lynché par la foule et les chemises noires.
- Michele SCHIRRU (1899-1931), sarde naturalisé étatsunien, est arrêté le 3 février 1931 et tente de se suicider en blessant quelques agents. Il est jugé et aussitôt fusillé pour intention de tuer MUSSOLINI. Un groupe d'anarchistes italiens porte son nom pendant la guerre d'Espagne, et un bataillon de partisans durant le second conflit mondial.
- Angelino Pellegrino SBARDELLOTTO (1907-1932) est arrêté le 4 juin 1932, et admet sa volonté de tuer le Duce. Lui aussi est rapidement jugé et exécuté, comme SCHIRRU.

### 3. La résistance collective face à la montée du fascisme

Lors de la montée du fascisme dans les années 1910-1920, les libertaires participent à une forme auto-organisée, spontanée parfois, de résistance.

Par exemple à Rome, le typographe anarchiste Eolo VARAGNOLI est un des organisateurs des *Nuclei libertari di categoria*, mouvement de résistance que l'UAI va essayer de généraliser dans toute l'Italie.

Mais ce sont surtout les *Arditi del Popolo*, sortes de faisceaux ouvriers et populaires de résistance, qui résistent parfois militairement aux chemises noires mussoliniennes. Il s'agit de la première importante résistance populaire armée contre les fascismes[463]. L'Italie connaît donc bien, avant l'Espagne de 1936, un embryon de guerre civile antifasciste, et d'armement du peuple, mi spontané, mi-organisé.

Mais cette résistance est surtout un des aspects de la lutte de classe (en tout cas de liens entre les classes populaires et classes moyennes antifascistes), alors que la Résistance ultérieure apparaît plutôt comme un mouvement nettement plus interclassiste dès l'origine. C'est là une des grandes originalités des militants déterminés des premières années 1920. Ainsi leur hymne rappelle « *Siam del popolo gli arditi, contadini ed operai - Les Arditi sont membres du peuple, composés de paysans et d'ouvriers* ». « *E in mezzo alla tempesta ricostruisse un fronte proletario contro il fascismo - Au milieu de la tempête se reconstruit un front prolétaire contre le fascisme* ».

Les *Arditi del Popolo* sont créés officiellement le 27/06/1921 et se dotent du journal *L'Avanguardia sociale*, bientôt concurrencé par *L'ardito del popolo* de septembre 1921 à

[462] Cf. ANTONY Michel *Terrorismes anarchistes. L'utopie de la propagande par le fait*, Magny Vernois: fichier sur le même site, 1° édition 1995, 50p, automne 2011
[463] STAID Andrea *Gli Arditi del Popolo. La prima lotta armata contro il fascismo, 1921-1922*, Noto, La Fiaccola, 86p, 2007

»
octobre 1922[464]. Ils se diffusent assez rapidement, et disposent de 144 sections reconnues en 1921 pour peut être 20 000 membres.

Argo SECONDARI[465], président du Directoire des Arditi est jugé « *anarchisant* » par la police, et c'est vrai qu'il milite avec les anarchistes pour l'autonomie organisationnelle du mouvement[466]. Avec l'autre animateur romain Attilio PAOLINELLI il appartient à cette frange libertaire, individualiste, volontiers « *interventisti* » au moment du conflit mondial. SECONDARI a été décoré durant la Première Guerre mondiale et a été un élément essentiel dans les premiers Arditi, ces corps francs semi autonomes qui jouxtaient l'armée officielle italienne. Cette première création combattante (dite parfois « *arditisme de tranchée* ») est alors peu ouvrière ni même libertaire.

Attilio PAOLINELLI (1882-1962) fut effectivement interventionniste. Très actif dans la résistance antifasciste (il est inquiété pour les « *fatti di Pietralata* » en 1920 et jugé comme dangereux subversif), il tente plus tard (en 1927) de mener un projet de fuite concernant MALATESTA et il est à cause de cela condamné à 5 ans de *confino*. En 1932, avec sa compagne Adalgisa, il est un des rares anarchistes à participer aux funérailles de MALATESTA.

Le mouvement est donc autant lié à la tradition militaire issue de la première guerre mondiale, qu'aux pratiques d'actions directes de la gauche extra-parlementaire[467]. Il est lié aux mouvements d'anciens combattants (ce que réfute apparemment Giorgio ROCHAT[468]), voire aux légionnaires (*Federazione dei Legionari*) et nationalistes dannunziens[469] et se rattache aux interventionnistes de gauche[470] du début du conflit, toutes raisons qui rendent leur étude problématique, tant au niveau sociologique qu'à celui idéologique. Il est parfois donné comme simple scission de *l'Associazione Nazionale Arditi d'Italia*[471]. Ses liens avec la *Lega Proletaria*, du PSI et PCI, sont notables dans certaines localités. Il est donc difficile de s'y reconnaître, et les ressemblances avec les premiers faisceaux mussoliniens sont parfois évidentes. Cela peut expliquer l'oubli relatif dont ils sont l'objet[472]. L'historiographie les concernant a d'ailleurs largement évolué[473].

C'est peut-être l'antibolchevisme qui les rattache à d'autres courants subversifs (et pas tous préfascistes, loin de là) des années troubles de 1919-1922[474]. Mouvement pluraliste, fortement antiétatique et souvent d'initiatives spontanées, les Arditi sont de ce fait sous-évalués par les partis traditionnels ou par le nouveau PCI, sectaire et visant à symboliser à lui seul l'antifascisme militant (d'où les reproches anti-sectaires d'un GRAMSCI par exemple et les critiques de LÉNINE).

Pourtant d'authentiques révolutionnaires, et notamment des anarchistes sont mêlés à ces péripéties, comme le responsable de la Chambre du Travail Edoardo MALUSARDI ou le

---

[464] BALSAMINI Luigi *Gli Arditi del Popolo. Della guerra alla difesa del popolo contro le violenze fasciste* Casalvelino Scalo, Galzerano, 277p, 2002

[465] FRANCESCANGELI Eros *Arditi del popolo. Argo SECONDARI e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Roma : Odradek, 322p, 2000

[466] ROSSI Marco *Argo SECONDARI di tendenza anarchica. Dall'arditismo di guerra agli Arditi del Popolo*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.II, n°1, Pisa, BFS, 1995

[467] ROSSI Marco *Arditi, non gendarmi ! Dall'arditismo di guerra agli Arditi del Popolo 1917-1922*, Pisa, BFS, 192p, 1997

[468] ROCHAT Giorgio *Gli Arditi della grande guerra : origini, battaglie e miti*, Gorizia : Libreria editrice goriziana, 1997

[469] CORDOVA F. *Arditi e Legionari dannunziani*, Padova, Marsilio, 1969

[470] FRANCESCANGELI Eros *Arditi del popolo. Argo SECONDARI e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Roma, Odradek, 322p, 2000

[471] STAID Andrea *« Siam del popolo gli Arditi »*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.38, n°5, p.51-57, giugno 2008

[472] ROSSI Marco *Recenzione del libro de Eros FRANCESCANGELI*, -in-RSDA, a.7, n°2-14, Pisa, BFS, 2000

[473] STAID Andrea *Gli Arditi del Popolo nel dibatto storiografico*, -in-Bollettino Archivio G. PINELLI, Milano : n°31, 32p, p.06-09, giugno 2008

[474] LUPARINI Alessandro *« Combattere per la nuova anarchia ». Note sull'interventismo anarchico nel primo dopoguerra*, –in-RSDA, Pisa, BFS, a.9, n°2(18), luglio-dicembre 2002

»
malatestien Vincenzo BALDAZZI[475]. À Piombino, Ilio BARONI est un des responsables des Arditi locaux, comme le sont A. DEL SOLE à Orte près de Viterbo, G. TENAGLIA à Trento... Umberto MARZOCCHI à La Spezia, Antonio CIERI à Parme, Raffaele SCHIAVINA et Ilario MARGARITA (surnommé BARRICATA) à Turin, Augusto CONSANI et le «*capitaine*» Arnaldo MENICAGLI à Livourne, Virgilio GOZZOLI à Pistoia, Giuseppe LESSI à Piombino, Comasco COMASCHI à Cascina di Pisa, Pietro RANIERI (1902-1936) à Tavernelle, Vincenzo SANTARELLI à Rome et le jeune Emilio CANZI à Plaisance appartiennent à la mouvance libertaire… Vincenzo SANTARELLI dirige une des trois compagnies des Arditi (la *Dannata*). À Rome l'expérience anarchiste est méconnue, bien que les *Nuclei Libertari «Arditi Anarchici»* qui forment un bataillon *Arditi Anarchici* en 1922 sont bien présents. Arnaldo MENICAGLI se retrouve en 1927-1928 comme animateur du groupe anarchiste clandestin de Cecina *Gli Scarponi*. En 1921, CANZI, ancien officier (sergent major), est instructeur et chef des Arditi de la ville. D'autre part, l'expérience libertaire et de résistance du CDP – *Comitato di Difesa Proletaria* - *Comité de défense prolétaire*, est également cité pour lier les anarchistes aux Arditi. Il y a pour eux une suite logique. En Sardaigne les Arditi sont surtout présents à Iglesias, vieux foyer anarchiste en milieu mineur (le *Groupe Santo Caserio* aurait eu plusieurs centaines de membres) : c'est l'anarchiste Francesco CADDEDU qui est un des principaux animateurs locaux et qui participe au commandement du mouvement.

On peut semble-t-il affirmer que *Les Arditi du peuple* sont plutôt majoritairement d'essence libertaire, de « *matrice libertaire évidente* » écrit Giorgio SACCHETTI[476], mais évidemment pas anarchistes globalement. L'historien reprend en fait une formule d'Argo SECONDARI qui, en s'assumant vrai « *rebelle* », « *subversif dans le sens le plus large du mot* », présente son mouvement comme « *un repaire anarchiste par excellence* »[477]. On retrouve des positions communes : promotion de l'action directe, antiétatisme, refus du militarisme comme institution et parfois un réel anti-autoritarisme et une forte autonomie des groupes locaux.

Mais les critiques contre la mystique militaire et la hiérarchisation du mouvement se font profondément entendre en milieu anarchiste, notamment au sein de l'UAI.

Les anarchistes de toute mouvance mais surtout l'UAI (et l'USI) sont également en Italie les seuls politiques[478] qui les soutiennent cependant jusqu'au bout (même GRAMSCI se rallie aux positions du PCI), et ce n'est qu'en désespoir de cause qu'ils créent finalement leur propre mouvement, en 1921, face à la Marche sur Rome : les *Arditi anarchici*. Quasiment tous les autres mouvements se sont montrés réticents ou ont privilégié tristement leur propre organisation.

Enfin, comme le rappelle Giorgio SACCHETTI, il y a un net parallèle à faire entre les secteurs importants de l'arditisme et les régions de forte implantation anarchiste et de forte présence de l'USI et du syndicalisme révolutionnaire ; dans un autre texte il parle même de «*surprenante coïncidence*»[479].

Comme rappelé ci-dessus, le mot « *Arditi* » (qu'on peut traduire par franc-tireur) renvoie aux *Arditi di Guerra*, sortes de milices paramilitaires engagées dans le conflit mondial. Argo SECONDARI y a même été un lieutenant décoré. Comme le note Marco ROSSI, son engagement ultérieur à la tête des *Arditi del Popolo* est donc très logique. En effet il avait en

[475] SACCHETTI Giorgio *Gli anarchici nell'Italia fascista attraverso le carte di polizia*, -in-*La resistenza sconosciuta*, 1995
[476] SACCHETTI Giorgio *Senza frontiere : pensiero e azione dell'anarchico Umberto MARZOCCHI 1900-1986* Milano, Zero in condotta, 556p, 2005, p.22
[477] CACCUCCI Pino *Argo l'Ardito (SECONDARI)* -in-*Ribelli !*, Milano, Feltrinelli, Serie Bianca, 2001 – 3° ed., Serie Universale Economica, 183p, 2005, p.127
[478] SACCHETTI Giorgio *Sovversivi agli atti. Gli anarchici nelle carte del Ministero dell'interno*, Ragusa: La Fiaccola, 152p, 2002, p.15
[479] SACCHETTI Giorgio, *op.cit.*, p.13

»
janvier 1919 rallié *l'Associazione degli Arditi d'italia*, et en dirigeait la branche romaine. Une tendance de gauche, refusant de jouer au service d'ordre au profit des industriels comme le font désormais les « *fascistes* », lance le slogan « *Arditi, non gendarmi* » (*Franc-tireur, pas flic*). Le groupe d'Argo lors des mouvements dit de « *rivolta del carovita* » (révolte contre les prix élevés) prend d'assaut le fort de Pietrala (juillet 1919) pour obtenir des armes. Lors de l'insurrection d'Ancône en juin 1920 les arditi locaux se mêlent aux libertaires qui sont dominants dans la ville.

Avant (ou au même moment) les *Arditi*, des mouvements assez unitaires vont les préfigurer, comme les *Escadrons d'Action Antifascistes* (PSI, anarchistes, syndicalistes-révolutionnaires…) qui dominent à Livourne et qui d'ailleurs garantissent la sécurité du Congrès du PSI en 1921. Le *Comité de Défense Prolétaire* de la ville, qui comprend l'Union Anarchiste et l'USI, permet de développer une résistance aux fascistes qui obligent ceux ci à faire appel à l'armée pour investir la ville en août 1922[480].

Pour donner un autre exemple, à Turin, les *Guardie rosse* (*Gardes rouges*) intègrent communistes et anarchistes. À Imola, les anarchistes sont aussi très nombreux dans les *Gardes rouges* de la ville. Des mouvements paramilitaires similaires se maintiennent ailleurs, comme les *Arditi rossi* (Trieste) ou les *Figli di nessuno - Les fils de personne* (Gènes et Vercelli).

En juillet 1919 Pietralata connaît une tentative de mutinerie pour s'emparer des armes, menée par républicains de gauche, *ex-arditi di guerra* et libertaires.

L'expérience de Fiume en août-octobre 1919, où une sorte de « *Commune Soviétique* » a déjà réuni des anarchistes et les hommes de D'ANNUNZIO, sert également de référence.

Le mouvement des *Arditi* est donc assez fort dans les hauts lieux de l'anarchisme (surtout l'anarcho-communisme, avec l'UAI – *Union Anarchiste Italienne*) ou du syndicalisme révolutionnaire italien (l'anarcho-syndicaliste USI – *Union Syndicale Italienne*, mais peu l'UIL – *Union Italienne du Travail* sauf à Parme avec l'influence du leader Alceste DE AMBRIS) : Toscane (rôle de Virgilio GOZZOLI sur Pistoia), Ligurie notamment. Livourne semble un des hauts lieux de cette résistance[481] et Pise, d'après les papiers de police, semble être numériquement un des plus forts lieux de regroupements. Dans cette ville, *L'Avvenire anarchico* a bénéficié d'un large écho. SACCHETTI met lui aussi en évidence cette « *surprenante coïncidence* ». Le nombre de sections et de membres recensés de l'été 1921 donne la hiérarchie suivante : Latium, Toscane, Ombrie, Vénétie, Lombardie, Marches. Curieusement la Ligurie ou la Sicile libertaires viennent après. Dans les Pouilles, la présence de la résistance anarchiste reste notable, la police notant l'existence active sur Bari de la Federazione Anarchica Pugliese, avec au moins 28 groupes reconnus.

En été 1921, l'insurrection antifasciste de Sarzana prouve la validité du volontarisme anarchiste. À Carrare, en juin de violents affrontements opposent les libertaires aux *squadristi*. Le succès de Viterbo aux portes de Rome, contre des *squadristi* provenant de Pérouges, est une autre victoire initiale qui stimule les énergies.

Dans l'Italie de 1922, bien des barricades s'élèvent pour contrer les Chemises noires : celles de Parme en août sont parmi les plus célèbres, et les anarchistes et anarcho-syndicalistes y sont bien présents, notamment Antonio CIERI à la tête des *Arditi* dans le secteur Naviglio. Après 5 jours de combat les fascistes d'Italo BALBO reculent. Belle réussite… Antonio CIERI, né en 1898, fidèle à ses combats meurt en Espagne sur le front de Huesca le 08/04/1937. Son bras droit, Alberto PUZZARINI né en 1902 est assassiné par les fascistes en

[480] ROSSI Marco *Viva LENIN e l'anarchia. Appunti per una ricerca sull'antifascismo livornese*, -in-RSDA, Pisa, a.9, n°1(17), gennaio-giugno 2002
[481] BADALONI Nicola/PIERONI BORTOLTTI F. *Movimento operaio e lotta politica a Livorno 1900-1926*, Roma, Ed. Riuniti, 1977

»
1923[482]. En fin de l'année, c'est Turin qui connaît de durs affrontements, avec la mort du syndicaliste anarchiste Pietro FERRERO.

En 1921 et 1922 parmi les plus belles résistances ouvrières on peut citer Piombino qui ne tombe sous la coupe fasciste qu'après un 3° assaut en juin 1922. Les deux autres de juillet 1921 et d'avril 1922 ont été de durs échecs pour les squadristi. Sestri Ponente, autre « *bunker* » de l'USI comme Piombino, arrive à reconquérir à plusieurs reprises sa Chambre du Travail. La résistance USI avec les Arditi est très forte également à Bari, Terni, Modène et Iglésias en Sardaigne. Le cas de Bari est assez exemplaire, les travailleurs du port et les militants repoussent violemment les assauts fascistes. Dans les Abbruzzes, les Chambres du Travail USI de Popoli et de Giulianova, parmi les plus anciennes et les plus combattantes, subissent une très dure répression. L'USI apparaît donc à plusieurs reprises comme une des principales ossatures des *Arditi del Popolo*. Il faut dire qu'à son apogée en 1920, l'USI comptait peut-être 500 000 adhérents. Il s'agit donc d'un vrai mouvement de masse, chose rarissime à l'extrême gauche. Et même si les adhésions se défont très vite, de nombreux liens demeurent pendant toute la décade des années 1920.

Le dernier congrès national USI (le IV°) a lieu à Gènes en été 1925. Après 1926 la résistance intérieure, malgré quelques tentatives d'assassinats du Duce, est quasiment inexistante.

Parmi les mouvements moins organisés, plus spontanés, de résistance au fascisme et à ses bandes armées, un épisode célèbre se déroule en Toscane, à Foiano della Chiana en 1921 : des ouvriers, des « *subversifs* » repoussent les *squadistri* et combattent un fascisme au service des propriétaires, en menant une véritable « *guérilla sociale* »[483].

L'affaire du débarquement en Sicile en 1930 de plusieurs militants projetant une révolte dans la vieille lignée garibaldienne est rarement citée. Pourtant Paolo SCHICCHI, Salvatore RENDA ou Filippo GRAMIGNANO ont bien débarqué à Palerme, pour être aussitôt arrêtés.

Dans le « *confino* » (sorte de résidence surveillée ou parfois de camps, notamment dans les îles) et les prisons, les anarchistes sont parmi les plus nombreux après les communistes. Ils réintroduisent des réseaux, des cercles d'étude, des groupes solidaires (pour la nourriture, le logement…), forment des bibliothèques et des coopératives, et autogérent des cuisines collectives (comme à Ustica en 1927)… : c'est le cas surtout à Ponza, où les anarchistes forment le 2° groupe de détenus, et à Ventotene. Ces deux îles se trouvent dans la baie de Naples. Quelques résistances sont plus fermes : beaucoup d'anarchistes (une centaine) de Ponza et de la *colonia di Tremiti* refusent le « salut romain » et sont condamnés à la prison au milieu des années 1930. C'est durant *I fatti di Tremiti* (les évènements de Tremiti) que se rend célèbre Alfonso FAILLA. À Ponza avait déjà eu lieu une agitation contre la censure postale en 1932, année de la mort du plus connu des *confinati*, Errico MALATESTA. La dispersion est voulue par l'administration pour rompre ces tentatives : beaucoup sont emprisonnés à Manfredonia, Foggi, Lucera, San Severo… De nombreux jeunes anarchistes ou libertaires ont profité des prisons et du *confino* pour acquérir une formation libertaire donnée par les anciens, et maintenir vif l'idéal anarchiste. Les rescapés des guérillas espagnoles y jouent un grand rôle, je pense surtout à Umberto MARZOCCHI. Les projets et réalisations d'après la libération sont souvent liés à ces discussions des camps fascistes.

### 4. De rares essais autogestionnaires italiens en 1920-1921

Pier Carlo MASINI fait remonter l'origine des conseils italiens dans la création des *Commissions internes* d'entreprise, organismes élus par les ouvriers. À Turin la première

[482] FURLOTTI Gianni *Parma, le barricate del'22*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.II, n°2, Pisa, BFS, 1995
[483] SACCHETTI Giorgio *L'imboscata. Foiano della Chiana, 1921 : un episodio di guerriglia sociale*, Foiano della Chiana, ANPI Licio Nencetti, 222p, 2000

»
Commission-Conseil apparaîtrait en 1906[484]. Ces *Commissions internes* (ou *intérieures* comme les nomme Alfonso LEONETTI[485]) se développent surtout durant le conflit et permettent à un mouvement ouvrier vaincu et exsangue de maintenir ses liens et ses espoirs.

Une autre origine provient sans doute des *Comités ouvriers* créés pendant la guerre afin de stimuler la production : en échange, les travailleurs de l'arrière obtiennent des avantages et quelque droit à la décision. Ces organisations de gestion du temps de guerre permettent donc d'une certaine manière la survie des précédentes *Commissions internes*. On les retrouve parfois dans l'après-guerre.

Ainsi, toujours à Turin, dans le plus grand établissement FIAT, la *Commission Interne* qui a pris de l'importance, démissionne de manière radicale en août 1919. Elle laisse la place à un premier *conseil* d'usine regroupant 42 commissaires, qui va servir de modèle pour d'autres firmes ou d'autres sites. En octobre 30 000 ouvriers sont représentés dans la première Assemblée générale des Conseils d'usine. Dans la ville du Piémont, les organisations conseillistes sont appuyées par le groupe socialiste autour d'Antonio GRAMSCI qui sort le numéro 1 d'*Ordine nuovo* le 01/05/1919 ; GRAMSCI, souvent présenté comme un marxiste ouvert et un unitaire ne peut s'empêcher cependant dans un texte de juillet 1920 d'affirmer que *l'Ordine Nuovo* contient les «*meilleurs*» de l'avant-garde ouvrière et que si les anarchistes participent, c'est au nom d'une «*phaséologie pompeuse*» qui se ridiculise par rapport «*au langage clair*» des communistes : morgue et stupide assurance d'un leader qui est pourtant loin d'être le pire, et qui, contrairement à ce qu'on a pu écrire, n'a pas vraiment compris le sens du conseillisme et l'importance de l'autonomie ouvrière[486]. L'influence libertaire sur ce groupe et hors du groupe est très solide sur la ville. Un des animateurs du *Groupe libertaire* turinois, l'assistant universitaire Pietro MOSSO (sous le pseudonyme Carlo PIETRI) collabore même au journal gramscien alors qu'il ne cache pas ses idées communistes-anarchistes. Les deux autres responsables libertaires sont encore plus connus. Il s'agit du secrétaire du syndicat de la métallurgie turinoise (FIOM) Pietro FERRERO (tué par les *squadristi* fascistes en décembre 1922) et Maurizio GARINO. Ce dernier assume un grand rôle au Congrès de l'UAI de Bologne en juillet 1920 (cf. ci-dessous). L'USI syndicaliste-révolutionnaire est le troisième soutien du mouvement, à tel point que les soviets de Turin adhèrent au Congrès USI de Parme en décembre 1919.

Toujours en 1919, une première occupation d'usine se fait à La Dalmine, vers Bergame. Mais la première grande occupation a lieu à Sestri Ponente en février 1920, dans la métallurgie. De la Ligurie, le mouvement s'étend ensuite en Lombardie et au Piémont en mars-avril. Dans cette période hivernale, c'est Turin qui est une des grandes villes les plus touchées. La vague des occupations s'estompe cependant assez rapidement.

Mais en fin août 1920, le mouvement reprend spontanément à Milan, à partir de l'usine Romeo. Tous les groupes politiques sont dépassés par cette reprise des occupations, même l'USI et l'UAI pourtant les plus propulseurs de ce type d'action. En septembre, tout le Nord et le Centre italiens sont touchés. Plus intéressant encore, aux usines occupées correspondent de plus en plus des campagnes gagnées par l'occupation des terres, surtout la plaine padane.

Dans la vague des occupations d'usines et des révoltes rurales, surtout lors du fameux « *Biennio rosso* » des années 1919-1920, l'Italie voit les anarchistes et les anarcho-syndicalistes (ceux de l'USI – *Union Syndicale Italienne*, ou ceux qui restent membres de la CGdL) au premier rang des expropriations et des rares essais de remise en route autonome

[484] MASINI Pier Carlo *Anarchici e comunisti nel movimento degli consigli a Torino (1919-1920)*, Torino, 1951
[485] LEONETTI Alfonso *Les conseils d'usine en Italie* (1946), -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.19-26, 1974
[486] GRAMSCI Antonio *Le mouvement turinois des conseils d'usine* (juillet 1920), -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.55-69, mars-juin 1974

»
des entreprises occupées. Même peu présents dans les campagnes, ils soutiennent les assauts contre les latifundios, parfois menés avec violence, comme à Ribera en Sicile.

Mais c'est le milieu urbain et industriel qui mobilise le plus les anarchistes. Les libertaires turinois de la CGdL (dont Pietro FERRERO bientôt assassiné par les fascistes en fin 1922) organisés dans le *Groupe libertaire* sont à l'avant-garde du mouvement. Ils sont alors proches des marxistes révolutionnaires influencés par *l'Ordine Novo* de Antonio GRAMSCI. Le « *soviétisme* » (au sens propre, libertaire) est alors souvent confondu avec le syndicalisme révolutionnaire, notamment par l'USI qui adopte les positions de Camillo BERNERI à son 3° Congrès de Parme en décembre 1919. Il est cependant jugé plus ouvert que le syndicalisme, car il intègre des travailleurs non syndiqués.

Le point important qui apparaît avec les tentatives italiennes, par rapport aux allemandes ou hongroises de la même époque, c'est d'étendre l'organisation conseilliste aux unités de production, et donc de prévoir un mouvement autant politique qu'économique en anticipant les idées autogestionnaires. C'est ce que reconnaît le Congrès de Bologne de l'UAI – Union Communiste Anarchiste Italienne en juillet 1920, en pleine vague révolutionnaire italienne, juste après les mouvements surtout ligures et piémontais, et au diapason des insurrections de Piombino et d'Ancône. Le texte proposé par le délégué du Congrès anarchiste du Piémont qui s'est tenu en juin 1920, Maurizio GARINO, (*Gli consigli de fabbrica e di reparto* – *Les conseils d'usines et d'ateliers*) entraîne un long débat. GARINO (1892-1977), d'origine sarde comme GRASCI ce qui a contribué à renforcer leurs liens, s'est implanté en Lombardie puis au Piémont et à l'époque est un des cadres dirigeants de la FIOM-CgL ; au Convegno straordinario della FIOM à Firenze (09-10/11/1919), il contribue fortement au choix fédéral en faveur de ce qui est nommé : «*esperimento dei Consigli di fabbrica-expérience des Conseils d'usine*». Le Congrès anarchiste de 1920, dans une motion de soutien aux soviets, leur reconnaît leur particularité d'être des organismes révolutionnaires de base, agissant comme auto-organisation pluraliste. En bonne dualité (tradition anarcho-syndicaliste) ces comités sont également vus comme « *des organes anti-étatiques et (donc) comme de possibles noyaux pour la gestion future de la production agricole et industrielle* » comme le note avec un bon sens de la synthèse le rapport de police sur la troisième journée du congrès (03/07/1920) ![487] Les soviets sont donc de bons instruments sur trois plans, résume GARINO :

1- Ils sont très efficaces pour l'action immédiate, l'expropriation et l'insurrection,
2- pendant la période insurrectionnelle, ils permettent d'assurer la production,
3- et dans le futur, ils forment les cellules de base de la gestion communiste (libertaire s'entend)…

Bien entendu affirme le congrès de Bologne, les soviets doivent être en interaction positive avec les syndicats, et l'axe pro-soviet des anarchistes ne doit pas être le seul axe de lutte. Les nouvelles sombres provenant de Russie explique cette prudence dans les termes et dans les projets.

L'autre rapport, de Luigi MOLINARI, sur *Les soviets et leur constitution*, est lui aussi l'occasion d'un débat très mouvementé. Il entraîne le Congrès à se positionner pour ses comités qui sont vus « *comme un phénomène international de groupes de masse* », « *de manifestation spontanée* ». L'entrisme anarchiste est sollicité pour rendre ces organismes « *autonomes, décentralisés et fédératifs* »[488], ce qui est une manière de dénoncer leur effective dégénérescence en URSS. Déjà dans le texte de GARINO l'accent était mis sur la notion de libre fédération des conseils.

Au moment de la deuxième vague conseilliste, celle de septembre 1920, les anarchistes, certes surpris, réagissent pourtant très vite. Par exemple, le 07/09/1920 un article d'*Umanità nova* et reproduit dans un tract tiré en milliers d'exemplaires le 08/09/1920, réaffirme le soutien, la nécessaire orientation révolutionnaire et l'importance de l'autogestion en germe. « *Travailleurs ! Vous vous êtes emparés des usines. Vous avez fait ainsi le premier pas*

[487] LA TORRE Placido *Il congresso della UAI di Bologna (1920)*, -in-RSDA, Pisa, a.8, n°2(16), 2001, p.105
[488] LA TORRE Placido *Il congresso della UAI di Bologna (1920)*, p.113

»
*important vers l'expropriation de la bourgeoisie et la mise à disposition des travailleurs des moyens de production. Votre acte peut être, doit être, le début de la révolution sociale* »… « *Ne cédez rien. Gardez fermement les usines en votre possession, défendez les par tous les moyens. Entrez en relation d'usine à usine, et avec les travailleurs des chemins de fer pour la fourniture des matières premières, entendez vous avec les coopératives et la population. Vendez et échangez vos productions sans tenir aucun compte de ceux qui furent vos patrons. Des patrons, il ne doit plus y en avoir, et il n'y en aura plus si vous le voulez* »[489]. Superbe texte d'orientation malatestienne : on y retrouve toutes les idées de MALATESTA sur l'expropriation, la défense insurrectionnelle des acquis, mais également la volonté fédérale de coordonner les efforts, de ne pas se couper du peuple… Les occupations sont vues d'une manière large, comme un premier pas révolutionnaire et autogestionnaire. Et la formule « *vendez et échangez* » anticipe de plus d'un demi siècle ce que les ouvriers de LIP à Besançon tenteront de réaliser avec leur formule choc « *C'est possible, on fabrique, on vend et on se paye* ».

Dans les foyers ouvriers libertaires de Sestri Ponente ou de la Spezia, dès février 1920 ont sans doute lieu ces premières tentatives, notamment dans les entreprises Ansaldo. Le conseil d'usine préfigure ce que l'on appellera autogestion révolutionnaire des décennies plus tard. Il semble que les usines textiles MAZZONIS à Turin ont aussi été touchées par cette expérience autogestionnaire[490]. À l'époque, MALATESTA est un des rares dirigeants révolutionnaires à encourager le mouvement, pour « *s'emparer des usines* »[491] et développer des grèves générales de soutien, le tout avec visée révolutionnaire. Luce FABBRI, des décennies plus tard, se rappelle avec amertume de la trahison des sociaux-démocrates et des syndicats socialisants qui font tout pour faire sortir des usines les ouvriers, et de l'énergie désespérée des anarchistes et surtout de MALATESTA pour les faire rester[492]. Dans cette première vague, c'est surtout l'Italie du Nord et du Centre qui est touchée, et notamment les hauts lieux des mouvements anarchistes et internationalistes. Le célèbre journal anarchiste de La Spezia, *Il Libertario*, ne se trompe pas sur le sens du mouvement : il note dans son numéro du 26/02/1920 qu'il s'agit « *d'une première démonstration pratique de la gestion directe des usines sans chefs ni directeurs parasites* » et il poursuit en affirmant que « *c'est une solennelle manifestation soviétiste (sovietista) et révolutionnaire* »[493]. Cette citation est importante, car elle montre que le terme d'autogestion (ici *gestion directe*) n'est pas anachronique, et elle met l'accent sur le terme *sovietista* qui est à mon avis plus judicieux que le français soviétique, car il met l'accent sur l'organisation ouvrière et permet d'éviter la confusion avec le futur régime de l'URSS. Cependant, le mot *soviet* est utilisé par les libertaires italiens au même titre que *comitati di fabbrica* (comités d'usine) ou *consigli operai* (conseils ouvriers).

Les mouvements autonomes d'autodéfense, d'autogestion… semblent se généraliser durant l'été 1920 et pendant le mois de septembre. En pleine euphorie, le journal anarchiste de MALATESTA, *Umanità Nova*, qui tire à près de 500 000 exemplaires, pense possible la réalisation d'un monde nouveau. C'est surtout vrai au moment des mutineries et de l'insurrection d'Ancône.

Une autre caractéristique du conseillisme italien, et en cela il rejoint les théories de MÜHSAM ou de l'anarchisme traditionnel, c'est le refus anti-étatique caractérisé, plus nettement qu'en Allemagne en tout cas. Pour s'en convaincre, il suffit de citer une proclamation de l'USI, faite à Parme en décembre 1919 et traduite dans le livre de MUSIGNY : « *Le congrès… considère la conception soviétiste (conseilliste) de la reconstruction sociale comme*

[489] DI LEMBO Luigi *Guerra di classe e lotta umana*, Pisa, BFS, 231p, 2001, p.77 & 78
[490] MAIONE Giuseppe *Expériences d'autogestion en Italie*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.89-120, septembre-décembre 1969, p.100
[491] BERTI Giampietro (BERTI Nico) *Errico MALATESTA e l'occupazione delle fabbriche*, –in-RSDA, a.10, n°2(20), Pisa, BFS, luglio-dicembre 2003
[492] RAGO Margareth *Entre la historia y la libertad. Luce FABBRI y el anarquismo contemporáneo*, Montevideo : Nordan Comunidad, 296p, 2002, p.50
[493] DI LEMBO Luigi *Guerra di classe e lotta umana*, Pisa, BFS, 231p, 2001, p.59

»
*étant à l'opposé de l'État et déclare que toute superposition à la fonction autonome et libre des soviets de toute la classe productrice… est considérée par le prolétariat comme un attentat au développement de la révolution* ».

Cependant, ce mouvement des occupations a sans doute été trop mythifié. C'est en tout cas la forte thèse décapante de Giampietro BERTI en 2003. Faute de révolution clairement avancée (sauf pour les seuls anarchistes et anarcho-syndicalistes), le mouvement ouvrier s'est replié dans des revendications corporatistes, économiques. Les occupations ne présentent donc plus qu'un moyen tactique, non un levier révolutionnaire. Les militants se sont laissés enfermer dans un mouvement symboliquement fort, mais vite encerclé. De plus, très rarement les occupations n'ont débouché sur une réelle reprise en main de la production, malgré les vœux de MALATESTA exprimés fortement en septembre[494]. Un beau mouvement, donc, mais sans issue cohérente, qui n'a fait qu'apeurer les possédants et les étatistes, et qui largement ouvert la voie au fascisme naissant.

### 5. La lutte armée à l'extérieur et l'engagement en Espagne

Dans l'exil, les anarchistes italiens vont être nombreux à rejoindre l'Espagne de 1936 pour s'associer aux combats de la CNT-FAI, tant au front (ils constituent un grand nombre des membres de la Colonna ROSSELLI, ou s'intègrent dans les colonnes anarchistes) qu'à l'arrière (je pense au rôle de Camillo BERNERI dans les services d'information depuis Barcelona). Dans l'épopée espagnole, ils vont laisser la vie, ou connaître de nouvelles défaites, de nouveaux exils… Un beau site évolutif se penche sur cette période si riche en liens internationaux autour des mémoires d'Antoine GIMENEZ, pseudonyme de Bruno SALVADORI (Cf. http://www.plusloin.org/gimenez/).

Sur près de 3400 italiens recensés «*volontaires républicains*» en Espagne, près de 17% sont des anarchistes (les communistes seraient 67%)[495]. Selon les sources officielles de la CNT, 653 anarchistes italiens seraient présents en Espagne et auraient eu 60 morts et près de 150 blessés[496]. Pour la seule région de Livourne, sur 47, il y a 17 anarchistes pour 22 communistes[497], ce qui rappelle la forte imprégnation libertaire en terre toscane.

L'engagement des anarchistes italiens est logique : certains ont déjà combattu contre le fascisme chez eux, notamment dans les *Arditi del popolo*. Dispersés dans l'exil, la Guerre d'Espagne devient pour eux un moyen de continuer cette lutte sur un autre front. D'autre part, avec l'engagement de MUSSOLINI au côté de FRANCO les italiens antifascistes se sentent un devoir supplémentaire de défendre la nébuleuse républicaine ibérique. Ainsi certains d'entre eux, de la résistance au fascisme des années 1920, à la Guerre d'Espagne, et à la Résistance française ou italienne ne vont jamais cesser le combat : un militant comme Umberto MARZOCCHI (1900-1986) est à ce titre très révélateur. On peut lui consacrer quelques lignes, d'autant que la très riche publication de Giorgio SACCHETTI en 2005 contribue à enrichir le dossier de cet extraordinaire militant anarchiste internationaliste, « *senza frontiera* »[498].

MARZOCCHI est né à Florence dans cette Toscane aux riches traditions libertaires, dans une famille ouvrière. Ouvrier à La Spezia vers 1917, il intègre l'anarcho-syndicalisme italien de l'USI et devient secrétaire, au bénéfice de la guerre, du *Sindacato Operai Metallurgici*. Son engagement anarchiste doit beaucoup au *Libertaire* (*Il libertario*) de La Spezia dirigé par Pasquale BINAZZI ; il en rejoint la rédaction en 1921. Il fait déjà de la prison en 1919 (1°

[494] BERTI Giampietro (BERTI Nico) *Errico MALATESTA e l'occupazione delle fabbriche*, p.14
[495] PAJETTA Giancarlo *Livornesi oltre i Pirenei. I volontari livornesi nella guerra antifascista di Spagna 1936-1939* Fonti: Archivio AICVAS– ACS/CPC - Dizionario Biografico Anarchici, 114pA4, giugno 2010, p.5
[496] GUIDI Flavio *Nostra patria è il mondo intero ! Camillo BERNERI e "Guerra di Classe" a Barcellona (Ottobre '36 - Novembre '37)*, Italia: Ilmiolibro, 142p, 2010, p.5
[497] PAJETTA Giancarlo, op.cit., giugno 2010, p.12
[498] SACCHETTI Giorgio *Senza frontiere : pensiero e azione dell'anarchico Umberto MARZOCCHI 1900-1986*, Milano, Zero in condotta, 556p, 2005

»
arrestation pour « *incitation à la haine de classe* » !), ce qui ne l'empêche pas de participer à des actions révolutionnaires (attaque d'une poudrière) et aux occupations d'usines en 1920, de rejoindre très tôt les *Arditi del Popolo* en 1921 et de participer à l'insurrection de Sarzana en juillet 1921, une des rares victoires populaires contre les fascistes qui comptent 18 tués ! Il travaille à Savone (Savona) où il milite à l'important *Groupe anarchiste Pietro GORI* et dans le *Comitato d'Agitazione Antifascista*, mais recherché, il choisit l'exil en France après la prise de Savone par les fascistes en août 1922 et s'enfuit par la voie maritime. Il reste dans le pays voisin la plupart du temps de 1922 à 1945, à Nice, Lyon, Paris, Lille... On le retrouve sous divers pseudonymes surtout lorsque activement recherché il passe dans la clandestinité en décembre 2004, dont le franchouillard Gaston BOUILLOT. Actif militant, il tient une librairie à Lille, *La Librairie moderne*, qui sert de centre de ressources, de lieu d'accueil et de passages. Il va rencontrer tous ceux qui sont ou vont être célèbres dans l'anarchisme international, comme MAKHNO, DURRUTI, Sébastien FAURE, E. ARMAND, Luigi BERTONI, et surtout son ami Camillo BERNERI. Au-delà de l'anarchisme il est au contact d'Ernesto BONOMINI ou de Carlo ROSSELLI. En 1935, sous le pseudonyme ZOCCA, il appartient au *Comité secret* qui tente de préparer un débarquement en Italie. Son positionnement dans le Nord Est français, en liaison avec MANTOVANI en Belgique et BERTONI en Suisse et avec Hoche MEURANT du SIA - *Solidarité Internationale Antifasciste*, lui permet d'organiser des filières pour passer les frontières aux hommes et aux matériels. En juillet 1936 il est arrêté pour trafic d'armes à destination de l'Espagne depuis la Belgique[499] et est interné un bon mois. Son engagement en Espagne (dès octobre 1936) dans la Colonne ASCASO est donc logique, et très vite au premier plan : collaboration avec le commandant Giuseppe BIFOLCHI dont il devient le second, responsable militaire de la zone de Vicien, actif dans les combats d'Almudévar (24/11/1936)... Il s'oppose à Carlo ROSSELLI à propos de la militarisation des milices qu'il dénonce. Malade, on trouve sa trace dans l'hôpital de Barbastro, ville presque totalement aux mains des anarchistes dans le nord Aragon. En mai 1937, il a la dure charge de reconnaître le cadavre de BERNERI et de participer en tête à ses funérailles. De retour en France dès juin 1937 pour l'accueil aux réfugiés et le développement de la propagande, il participe à Marseille à la tentative de refondation de l'UAI. On le redécouvre mineur en 1939. La guerre le renvoie dans la clandestinité. Pour continuer le combat, et éviter la déportation, il a alors le curieux choix pour un anarchiste d'intégrer la Légion étrangère, où, vu ses états d'armes espagnols, il a un rôle dans l'encadrement dans la région lyonnaise. Il est congédié après la défaire française de l'été 1940. Réfugié dans l'Ariège, il anime des réseaux et aides réfugiés et emprisonnés, notamment ceux du camp du Vernet. Dans l'été 1944 il combat avec l'unité espagnole FFI – G31 Batallón del Rio qui contribue à libérer Pamiers, le camp du Vernet…Participant aux maquis français, il est donc lié aux anarchistes du SIA (dont il est membre) et à Gaston LEVAL, célèbre écrivain anarchiste qui a milité longtemps en Espagne et qui va devenir un des premiers historiens des collectivités. Il occupe des charges importantes, lieutenant (vice-commandant de son unité de partisans, son sauf conduit le nomme même « *commandant* ») et coordonnateur des activités du *Comité Italien de Libération Nationale de Toulouse* sur sa région pyrénéenne. En novembre 1945, de retour en Italie, il retrouve son travail à Savone. Il contribue au renouveau de la FAI – *Fédération Anarchiste Italienne* et de la Gauche Syndicale ; il appartient au *Comité National de Défense Syndicale* (les libertaires au sein de la CGIL). Il est même secrétaire de la CGIL de Savona en 1955 ! Il ne rejoint l'USI qu'en 1977 et renoue ainsi avec sa militance de jeunesse. Il intègre la *Commission de Correspondance* de la FAI dès 1957 et rédige des centaines d'articles sur tous les sujets. Dans les années 1960-1970, il est un des leaders italiens parmi les plus en contacts avec la jeunesse contestataire. Internationaliste, il le reste toute sa vie, par exemple en contribuant à la fondation de l'IFA – *Internationale des Fédérations Anarchistes* à Carrara en 1968, dans ce congrès historique de la FAI qui l'a vu se confronter aux soixante-huitards français. En 1977 il est même arrêté en Espagne pour avoir aidé à la reconstitution de

[499] VENZA Claudio *La Spagna libertaria nell'anarchismo di lingua italiana. L'esperienza e la memoria di Umberto MARZOCCHI*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.2, n°1, Pisa, BFS, 1995

»
la FAI – *Fédération Anarchiste Ibérique* ! Entre 1971-83 il est un des responsables essentiel de la CRIFA pour les *Relations Internationales*. Il n'est remplacé par Giorgio SACCHETTI que parce que sa maladie l'empêche d'être actif à 100 %. Mais jusqu'à sa mort en juin 1986 il reste en contact avec le centre d'Arezzo, siège italien de la CRIFA – Commission des Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes.

Un autre exemple peut être brièvement cité : Umberto TOMMASINI (1896-1980), qui fut au confino de 1926 à 1932 pour opposition au fascisme, engagé en Espagne (colonne ASCASO, siège d'Huesca), emprisonné par les staliniens à Valencia en 1937. Il réussit à s'enfuir pour la France, mais est interné au camp du Vernet d'Ariège, puis extradé en Italie en 1940 et à nouveau mis en confino (Ventotene) jusqu'en 1943. Dès sa libération il devient un des éléments importants de la résistance italienne, et un refondateur de l'anarchisme italien. Il fonde le groupe *Germinal* de Trieste et assume en 1972 la direction d'*Umanità Nova*. Pour l'anecdote, ce combattant, éternel réfractaire emprisonné, fut pourtant condamné pour antimilitarisme en 1954 en Italie.

Son exemple est parallèle à celui du sarde Tomaso SERRA (1900-1885), lui aussi parti en Espagne en 1936, et arrêté par les staliniens (la police secrète). Libéré par la Croix Rouge Internationale, il est ensuite interné au Vernet en France et extradé en Italie. Il connaît les confini de Nuoro et Ventotene. En septembre 1943 il rejoint la résistance et après guerre il reprend la militance d'abord à Rome, puis à nouveau en Sardaigne où il anime à Barrali la CAS – *Collettività Anarchica di Solidarietà*.

Deux anciens blessés en Espagne de retour en Italie continuent la lutte. Enrico ZAMBONINI est emprisonné à Arezzo et fini fusillé par les nazis. À Vérone, ALDEGHIERI en septembre 1943 est blessé par les gardiens de cellule au même bras atteint en Espagne. ZAMBONINI représente lui aussi un parcours fantastique : responsable des mineurs à la Chambre du Travail USI de Sestri Ponente en 1919, recherché par police et fascistes, il fuit en France (1922), Belgique puis Espagne (1932). Il appartient à la Section italienne sur le front d'Aragon, est blessé dans les évènements de mai 1937 à Barcelone. Lors de la retirada de 1939 il fini dans les camps de Gurs puis d'Argelès. De retour en Italie, il est au camp de Ventotene et n'est libéré qu'en décembre 1943. Membre des partisans avec CANZI et DIOLAITI, il est arrêté et fusillé en janvier 1944. Un détachement partisan va porter son nom.

À Piombino, Egidio ROSSI, vieux militant impliqué dans les résistances de 1920-22, membre de la colonne ASCASO, prisonnier des allemands puis des italiens (Ventotenne) devient fort actif dans les actions de 1945.

Le cas de Dante ARMANETTI[500] est moins connu : né en 1887, militant ouvrier sur Turin, il est envoyé au confino pour 2 ans en 1931. En 1936 il participe à la Guerre d'Espagne. Arrêté par les staliniens à Barcelone en 1937, il fait un an de prison. En 1939 il connaît l'exile et l'internement en France. En 1941 il est arrêté par les nazis, remis aux italiens, est condamné à 7 ans. Libéré le 8 septembre 1943, il rejoint Turin et l'action clandestine. En fin 1944 il fonde *Era Nuova*…

Comme dernier exemple de cet extraordinaire internationalisme combattant des anarchistes italiens, il faut développer le cas Emilio CANZI, étonnamment mal connu, malgré son importance et sa formidable trajectoire. Nous disposons depuis peu (2006) d'un bon dossier rassemblé par la *Rivista Anarchica* de Milan[501] et d'un livre sur le Colonel CANZI[502]. Né en mars 1893 à Plaisance (Piacenza), le jeune CANZI fait une belle carrière militaire, ce qui est curieux pour un futur anarchiste, mais ce qui va lui servir beaucoup par la suite : croix de guerre, médaille de Lybie, pension de 7° degré, grade de sergent major ! Il rallie l'anarchisme vers 1919-1920 et combat activement dans le *Biennio rosso*. En 1921 il est chef instructeur des *Arditi del popolo* de Plaisance. Inquiété pour l'assassinat du fasciste Augusto MASERATI en

[500] IMPERATO Tobia *Anarchici a Torino*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.II, n°2, Pisa, BFS, 1995
[501] *Emilio CANZI. Piacenza (1893-1945). Un taciturno combattente per la libertà*, Milano, Supplemento del n°3(316), A Rivista anarchica, 40p, aprile 2006
[502] TAGLIAFERRI Ivano *Il colonnello anarchico. Emilio CANZI e la guerra civile spagnola*, Piacenza, Scritture, 2005

»
juin 1922, il passe à Rome puis en France pour échapper aux arrestations. En 1924 il anime les *Legione Garibaldine*, tentative unitaire sans suite (et peu glorieuse) de rentrée armée en Italie pour chasser le fascisme. Curieusement, il rentre à Plaisance en 1927 et est immédiatement arrêté. Sans papier, il réussit à fuir à nouveau en avril 1928 et appartient en France à l'UCAPI (*Unione Comunista Anarchica dei Profughi Italiani*), regroupement important de militants anarchistes italiens. En octobre 1933 il assume des responsabilités essentielles dans le *Comitato Anarchico Pro-Vittime Politiche*, à Paris. En 1935, il mène depuis la France une forte campagne contre la guerre d'Éthiopie. Dès septembre 1936 il est en Espagne, dans la Colonne italienne de la division ASCASO, dont il commande une section sur le front d'Aragon. Mêlé aux faits de mai 1937 à Barcelone, il reste cependant convaincu qu'il faut combattre le fascisme de manière unitaire, et offre ses services de Commandant d'une « *brigade du régiment DURRUTI* » (d'après Ivano TAGLIAFERRI). C'est pourquoi il rejoint les Brigades Internationales (la 36°) sur le front de Huesca, avec quelques autres compagnons de la XXVI° Division (ex-DURRUTI). Blessé en juin, il est évacué pour deux mois dans un hôpital de Barcelone, puis il rentre à Paris en septembre 1937. Il anime alors le *Comité Anarchiste Pro-Espagne*, milite dans l'UAI reconstituée et dans l'aide aux réfugiés. Arrêté par les nazis en octobre 1940, il est emprisonné à Paris, puis Trèves, et enfin au camp de concentration de Hinzert en Allemagne. En mars 1942 il est remis aux autorités fascistes et condamné à 5 ans, dans l'île de Ventotene, puis dans le redoutable camp de Renicci di Anghiari, d'où il peut s'enfuir en septembre 1943. Il rejoint aussitôt les montagnes de la région de Plaisance (zone de Peli di Coli) et crée la première formation partisane de la province, tout en participant à la création du CLN provincial – *Comité de Libération Nationale*. Il regroupe divers mouvements entre Plaisance, Milan, Parme. Il subit une arrestation en février 1944 mais bénéficie en mai (ou en juin, le 24 d'après Franco SPREGA ?) d'un échange de prisonniers. Peu après il dirige le CLN Haute Italie et constitue en août un Commandement unique des milices partisanes à Betola. Il a surtout l'appui des républicains et du Parti d'Action. Il devient le Commandant de la XIII° Zone Partisane sous le pseudonyme de Ezio FRANCHI : c'est l'unique cas anarchiste, à un aussi haut niveau, de la Résistance italienne : on pense que l'ensemble des partisans avoisinait les 10 000 hommes. Unitaire et pluraliste, CANZI déplaît fortement aux anglais et surtout aux communistes qui cherchent à le remplacer, mais il faut pour cela qu'ils l'arrêtent, lui et son groupe du commandement, le 20 avril 1945 ! Libéré, il reprend le combat comme simple partisan de la Brigade Renato, mais il redevient rapidement le représentant unique des partisans dans le CNL provincial, puis Prédisent de la Fédération provinciale des combattants et volontaires (*Corpo Volontari della Libertà*) et enfin à nouveau le Commandant unique, avec le grade de colonel. Son rôle est déjà absolument essentiel dans la libération de Plaisance et dans l'organisation qui se met en place (avril-mai 1945). Il est acclamé le 5 mai lors du grand défilé des partisans à Plaisance, bien plus que le militaire qui l'avait momentanément remplacé. Fermement convaincu par l'idéal anarchiste, il contribue à la relance de la FCL (Rencontre de milan de juillet 1945) et de la FAI (Congrès de Carrare en septembre 1945). Il meurt stupidement des suites d'un accident de la route, renversé par une camionnette de l'armée britannique, le 17 novembre 1945. À ses funérailles le 21/11/1945, c'est son compagnon de Renicci, Alfonso FAILLA qui est chargé du discours d'adieu au nom des anarchistes. Ses obsèques sont suivies par une foule immense, et sont l'occasion d'une journée de deuil national. Un monument, sculpté par Secondo TIZZONI, se dresse depuis les années 1950 dans les hauteurs de Peli di Coli. Cette stèle et cette statue sont à sa mémoire et au nom de sa lutte « *pour la liberté des peuples* », et en l'honneur de son long engagement dans la « *cause des pauvres et des opprimés* » « *pour la justice sociale et pour une humanité meilleure* ».

Extraordinaire passage dans le siècle des ces militants !

»

L'engagement italien en Espagne est lié au départ au CAAR - *Comité Anarchiste d'Action Révolutionnaire* qui a été fondé à Sartrouville en France en fin 1935[503]. Lors de ce congrès des anarchistes italiens émigrés en Europe est prise la décision de militer avec des groupements proches, pas forcément anarchistes. Depuis octobre 1935 se sont resserrés les amitiés politiques avec les proches de Carlo ROSSELLI.

En juillet 1936 dès l'annonce de la résistance du mouvement libertaire espagnol, le CAAR encourage les militants à se rendre en Espagne et anime le *Comitato Anarchico Pro-Spagna*. Camillo BERNERI est présent dans la péninsule dès le 25 juillet et y attise les liens et la volonté d'action. Des italiens antifascistes (majoritairement anarchistes ou membres de *Giustizia & Libertà* - GL) arrivent en Espagne dès les premiers combats, et certains étaient déjà présents depuis quelques années. Dès le 28 juillet, *Solidaridad Obrera* décrit les projets des anarchistes italiens pour créer un groupe militaire, la future colonne[504]. Nous sommes donc très en avant par rapport aux futures Brigades Internationales.

Au départ est formé le Groupe MALATESTA. Mais très vite (dès le 05 août 1936) c'est une formation mixte, le *Comitato di Coordinamento* (*Comité de Coordination*) qui se crée entre GL et les anarchistes et d'autres mouvements plus marginaux : Aldo GAROSCI y représente GL, Mario ANGELONI le PRI, MARINI les Maximalistes. Pour la mouvance anarchiste c'est Francesco BARBIERI le responsable, alors que Mario (Gusmano ?) MARIANI représente les anarcho-syndicalistes. L'organisation se fait dans la Caserne BAKUNIN (ancienne PEDRALBÉS). La direction est confiée à ANGELONI puis très vite à ROSSELLI de GL, alors que Camillo BERNERI tient le rôle de commissaire politique, ce qui est pour le moins problématique pour un anarchiste. C'est l'anarchiste Lorenzo GIUSTI qui organise sur Barcelone les aspects matériels de ce comité. On assiste donc à la naissance d'une formation mixte qui se nomme très vite *Sezione Italiana - Section Italienne de la Colonne ASCASO des milices CNT-FAI*. Par la suite sa qualification se transforme en *Battaglione Internazionale - Bataillon International de la XXVIII° Division Francesco ASCASO* à la suite du décret de militarisation du 24/10/1936. Mais elle reprend très vite le qualificatif national de *Battaglione Italiano - Bataillon italien*, et pour de nombreux commentateurs elle se nomme parfois *Centuria MALATESTA* ou *Colonna ROSSELLI* selon la tendance que l'on veut mettre en avant. En réalité la *Centuria MALATESTA* existe bien et semble regrouper les seuls anarchistes au sein de la Colonne.

Son envoi sur le front d'Aragon est très rapide : le 19/08/1936 de 130 à 150 personnes quittent Barcelone (MANFREDONIA en compte seulement 120[505]) : plus de la moitié sont anarchistes (environ 80). De nouveaux apports (notamment 107 le 12 septembre et 80 le 30 septembre) portent le nombre à environ 450 en fin novembre.

Le premier combat important est celui de Monte Pelato vers Huesca (fin août 1936) où entre de nombreux blessés, 3 anarchistes sont tués, dont un militant anciennement installé en Espagne, Fosco FALASCHI (ancien militant argentin très actif, expulsé en 1933, emprisonné en Italie, réfugié à Barcelone où il écrit dans *Tierra y Libertad* et *Solidaridad Obrera*). Une rue FALASCHI va même être créée dans la Barcelone libertaire. Le commandant ANGELONI perd également la vie et est remplacé par ROSSELLI.

L'importance de la colonne est telle qu'y sont ajoutés 1 200 miliciens que commande l'anarchiste Giuseppe BIFOLCHI, qui de retour en Italie après guerre deviendra le « *maire de la Libération* » (*sindaco della Liberazione*) de Basorano dans les Abruzzes. En octobre les combats contre les Maures sont très durs vers Tardienta. En novembre il en est de même pour les combats d'Almudévar.

---

[503] DI LEMBO Luigi *La Sezione italiana della Colonna Francisco ASCASO*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.8, n°2(16), Pisa, BFS, 2001

[504] DI LEMBO Luigi *Guerra di classe e Lotta umana. L'anarchismo in Italia dal Bienno rosso alla Guerra di Spagna (1919-1939)*, Pisa, BFS, 232p, 2001, p.196 & ss

[505] MANFREDONIA Gaetano *Gli anarchici italiani in Francia nella lotta antifascista*, -in-*La Resistenza sconosciuta…*, 1995

»

Après la défaite de fin novembre à Almudévar, ROSSELLI est écarté au profit d'une direction purement anarchiste, menée par l'ancien « *archinoviste* » Giuseppe BIFOLCHI. Cet admirateur du makhnovisme peut appliquer dans les faits ce qui était jusqu'alors théorique, et sa forte personnalité contribue, avec d'autres, à tendre un fil très profond entre les deux grands mouvements de guérilla anarchiste du XX° siècle : l'Ukraine de 1918-21 et l'Espagne de 1936-37. En complément de BIFOLCHI, c'est Umberto MARZOCCHI qui devient délégué politique jusqu'en janvier 1937. Le *Comité anarchiste* de la section refuse toute conciliation avec GL notamment, alors que depuis Barcelone même BERNERI semblait plus conciliant. Petite remarque : après son départ, ROSSELLI a soutenu la création d'un petit groupement italien, le *Groupe MATTEOTI*, peu anarchiste cette fois, mais intégré tout de même dans une brigade libertaire, la Division DURRUTI.

Le début de 1937 est douloureux pour la Section italienne, les morts sont nombreux en début avril à Carrascal de Apies (9 morts, 20 disparus, 43 blessés[506]). La section italienne, un peu décimée, et en lutte majoritaire contre la militarisation choisit l'autodissolution le 27 avril et décide de se constituer en corps franc avec les rescapés ; l'essentiel se dirige vers Barcelone pour envisager la suite possible de l'engagement ibérique.

Au total elle aura mobilisé 600 soldats, dont 60 sont morts (10% de pertes) et 150 blessés (25%). En 1939, bien des anarchistes italiens se retrouvent dans les camps français (Argelès et Saint-Cyprien surtout) et pire quelques uns sont déportés en Allemagne et remis à l'Italie fasciste.

Les anarchistes italiens en Espagne ont également d'autres activités, et sont souvent rassemblés dans des petits groupes comme le MALATESTA déjà cité : les groupes ANGIOLILLO et GORI (qui comptent chacun environ 20 personnes) sont totalement intégrés à la Colonne ASCASO. Il semble en être de même pour le groupe SCHIRRU (19 sur 21) mais PERSICI et GOZZOLI sont détachés au quartier CNT-FAI de Barcelone. Le groupe SBARDELLOTTO place 15 personnes dans la Colonne, mais en détache 5 à Barcelone. Le groupe PISACANE (18 dans la Colonne) a également détaché des militants pour aider la CNT-FAI à Barcelone[507] (BERNERI), à Port Bou à la frontière (E. BONOMINI) et 2 autres à Barcelone pour des activités non déterminées (c'est le cas de BARBIERI). Les chiffres et les noms, qui proviennent de sources espagnols, ne sont pas très sûrs affirme Luigi DI LEMBO, mais nous avons tout de même un aperçu de la mouvance anarchiste italienne entre Aragon et Catalogne. 80% de ces anarchistes italiens organisés seraient d'origine prolétaire et 90% proviendraient du Centre et du Nord de l'Italie[508].

Par exemple Camillo BERNERI et BARBIERI retournent vite à Barcelone pour organiser l'arrière-garde et le recrutement, en liaison avec Paris où agit clandestinement Tullo TULLI. Leur groupe, dit de la *Piazza del Ángel*, est un point important de regroupement et d'agitation. BERNERI appartient un temps au *Conseil économique de la Généralité* de Catalogne et se retrouve responsable propagandiste, en janvier 1937, notamment pour les émissions radiophoniques[509]. Il se bat contre les dérives de l'anarchisme trop gouvernementaliste à ses yeux. Il fait la promotion des « *organes soviétiques* » de la révolution espagnole, le vrai soviétisme étant pour lui ce qu'on nommerait aujourd'hui l'autogestion libertaire.

À la radio populaire de la cité catalane intervient également Oreste RISTORI au retour du front aragonais, étonnante figure de l'anarchisme international, surtout au Brésil et en Argentine. Il sera un des principaux militants anarchistes dans le mouvement résistant en 1943 vers Empoli, et est fusillé par les fascistes en représailles en fin 1943.

---

[506] DI LEMBO Luigi *Guerra di classe e Lotta umana. L'anarchismo in Italia dal Bienno rosso alla Guerra di Spagna (1919-1939)*, Pisa, BFS, 232p, 2001, p.209

[507] LEMBO Luigi *Guerra di classe e lotta umana, l'anarchismo in Italia dal Bienno rosso alla guerra di Spagna*, Pisa, BFS, 2001, p.199

[508] GUIDI Flavio *Nostra patria è il mondo intero ! Camillo BERNERI e "Guerra di Classe" a Barcellona (Ottobre '36 - Novembre '37)*, Italia: Ilmiolibro, 142p, 2010, p.34-35

[509] RAMA Carlos *Camillo BERNERI e la rivoluzione spagnola*, -in-*Atti del convegno Camillo BERNERI*, Milano, 1977

»

L'USI n'est pas en reste, et forme même une section dans le syndicat du bâtiment CNT, notamment avec Celso PERSICI, Domenico LUDOVICI du *Risveglio* de Genève, et Virgilio GOZZOLI de *Guerra di classe*. L'USI fait presque figure de section AIT à l'intérieur de la CNT[510].

L'arrivée se faisant souvent par Port Bou, quelques anarchistes italiens y sont également stationnés.

Ces anarchistes sont organisés et agissent en liaison avec la CNT-FAI, mais aussi de manière autonome : BERNERI et Virgilio GOZZOLI fondent la revue *Guerra di classe* de très grande qualité, fidèle aux idéaux anarchistes, et souvent très critique par rapport aux compromis adoptés par le MLE. Cette revue reprend un titre célèbre, car organe de l'USI à Bologne de 1915 à 1917, puis organe de l'exil à Paris et Bruxelles (dans les années 1920). D'autres comme Pio TURRONI, deux fois blessé au front, est commissaire politique italien dans la caserne Spartacus[511].

Il n'est donc pas étonnant, lors des mouvements de mai 1937 à Barcelone d'y rencontrer des anarchistes italiens qui font le coup de feu, souvent aux premiers rangs. Une bonne partie d'entre eux se trouve dans la caserne Spartacus. Un autre groupe opère à la *Section italienne du Comité de Défense CNT* (BIFOLCHI). D'autres encore sont liés aux syndicats CNT de l'alimentation (ZAMBONINI qui est d'ailleurs blessé) et de la métallurgie (Angelo BRUSCHI). L'assassinat par des staliniens de BERNERI et BARBIERI (nuit du 05-06/05/1937) est un des grands drames de l'anarchisme italien et international d'alors. Sans faire de culte de la personnalité, le philosophe et militant Camillo BERNERI était sans doute le penseur le plus riche et le plus novateur en camp anarchiste, surtout après la disparition de MALATESTA dans sa résidence surveillée sous le fascisme en 1932. D'autres disparaissent également : Adriano FERRARI, Lorenzo PERETTI ou Pietro MARCON, et un peu plus tard Rivoluzio GILIOLI[512].

Jusqu'au bout les anarchistes italiens engagés en Espagne maintiennent ferme leur idéal, avec parfois l'intransigeance des minorités. Le *Comité du Front*, le 15/11/1936, avait rappelé la fermeté de son combat : « *il renouvelle sa ferme volonté de rester des militants volontaires et totalement maîtres de leur individualité* ». C'était leur manière à eux de condamner les compromis, la militarisation et de garder en avant, malgré les évolutions espagnoles, leur idéologie anarchiste[513].

Pour résumer, sur environ 4 000 italiens en Espagne durant toute la période du conflit, Claudio VENZA en dénombre plus de 25% d'anarchistes, soit près de 1 000. Si la participation aux combats fut fréquente et essentielle dans la Colonne ASCASO, il y eut également des libertaires italiens dans les colonnes DURRUTI (notamment dans le *Battaglione Internazionale*), comme Pietro RANIERI qui est tué en octobre 1936, Tierra y Libertad (*Battaglione Spartacus*) et dans la 25° Division ORTIZ (comme l'ancien ardito turinois Ilario MARGARITA), puis quelques individualités se retrouvent dans des Brigades Internationales. Il semble que la *Brigata GARIBALDI* regroupe aussi nombre de libertaires. Certains ont été dans d'autres formations, mais très minoritairement. Si leur volonté militante, anarchiste, utopique a été forte, elle a sans doute été exagérée par la suite, car de nombreux anarchistes italiens ont mis alors en sourdine leurs principes pour combattre prioritairement le fascisme.

## 6. La résistance durant le deuxième conflit mondial

[510] CARERI Gianfranco *Il sindacalism autogestionario. L'USI dalle origine ad oggi*, Roma, USI, 1991
[511] *Gli anarchici italiani contro il fascismo (1919-1945)*, -in-A Rivista anarchica, Milano, n°216, marzo 1995
[512] MARZOCCHI Umberto *Tra guerra e rivoluzione*, -in-A Rivista anarchica, n°140, Milano, ottobre 1986
[513] DI LEMBO Luigi *La Sezione italiana della Colonna Francisco ASCASO*, p.56

»

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la résistance italienne intègre de nombreux anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires[514]. Comme en France cette résistance est double : contre l'occupant nazi, surtout après 1943, et contre un régime collaborateur abhorré (surtout la République dite Sociale de Salo) : en Italie on parle de la lutte contre le « *nazi-fascisme* ». Par endroit des insurrections ponctuelles et la guerre civile qui menace de manière omniprésente laissent penser à un mouvement révolutionnaire d'ampleur. Il faut cependant relativiser, car les grands mouvements de résistance ont sans doute été surévalués[515].

Les anarchistes réussissent à publier une vingtaine de journaux ou numéros uniques de 1943 à 1945, et donc à maintenir leur présence militante et la force de leur idéal.

Dans certaines régions, les anarchistes dominent même un certain nombre de mouvements de partisans. Parfois même, ils assument des charges étonnantes pour des libertaires : Italo CRISTOFORI dit Aso, commandant de la Brigata Carnia (Frioul) est un des premiers dirigeants de la Brigade GARIBALDI qui compte pourtant surtout des communistes ; Emilio CANZI (ancien des Arditi et de la section italienne en Espagne) dirige des mouvements importants sur Plaisance (plusieurs milliers d'hommes ; il commande 3 divisions et 22 brigades dans la XIII° Zona) et sous le pseudonyme de colonel Ezio FRANCHI il est Commandant pour la Haute Italie du CLN ; Cesare FUOCCHI est même commissaire politique à Imola, tout comme l'est également Alfonso PETTINARI dans les Marches ainsi que Virgilio MAZZONI dans la Brigade Lattanzi vers Gênes. À Verone, Giovanni DOMASCHI fonde le premier CLN local. Aux Ferriere, sous le pseudonyme de MORO, Ilio BARONI est commandant de la VII° Brigade SAP. Giuseppe SERGNI, membre de la FCL-FAI de Milan dirige lui la 130° GARIBALDI en fin 1944. Mario MANTOVANI est un des commandants des Brigate Libertarie BRUZZI-MALATESTA sur Milan. Dans la région de Carrare, Ugo MAZZUCCHELI est commandant d'une formation portant son nom, puis de formation Michele SCHIRRU, en lien avec la Brigata Gino LUCETTI. À une moindre échelle Eugenio CARRETTO dirige le CLN de Casale. Vers Anghieri Giuseppe (Beppone) LIVI (1899-1972) est connu comme «Commandante Unico»[516].

Une culture libertaire, le rêve d'un monde nouveau, des pratiques parfois assez antiautoritaires… apportent une dimension utopique libertaire authentique à ce mouvement de résistance que l'histoire traditionnelle nous montre plutôt à dominante communiste unique. Mais il ne faut pas en exagérer l'importance. Si résister face au double pouvoir fasciste et nazi est une vraie performance, la volonté de changer le monde est souvent limitée, et c'est normal, par rapport à un quotidien sordide et difficile, même si on porte des mouchoirs rouge et noir, comme la résistante évoquée dans le superbe roman du libertaire Marco SOMMARIVA[517] sur un groupe de partisans de la région génoise.

Les anarchistes sont nombreux à intégrer les CLN - *Comités de Libération Nationale* des entreprises, et seraient présents dans plus de 25 d'entre eux. Cet « *entrisme* » dans les CLN est très fort en Toscane, mais est refusé par les anarchistes génois. En fin du conflit, les anarchistes de Haute Italie maintiennent majoritairement les liens avec les CLN, mais ceux du Sud choisissent l'autonomie.

Dans la lutte armée, de multiples groupements libertaires[518] renouent avec une vieille tradition de lutte armée, comme l'exemple ligure[519] peut nous le confirmer : la *Brigata SAP MALATESTA* est puissante dans le Ponente, alors qu'à Gènes et dans le Levante, à Prà, à

[514] Cf. surtout AAA *Resistenza (La) sconosciuta. Gli anarchici e la lotta contro il fascismo*, Milano, Zero in condotta, 312p, 1995, réédité et augmenté, avec un CD de textes, en 2005

[515] PANSA Giampaolo *La grande bugia. Le sinistre italiane e il sangue dei vinti*, Kupfer ed., 480p, 2006

[516] SACCHETTI Giorgio *Comandante Unico. Storia di vita del partigiano anarchico Beppone LIVI*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°2(369), p.89-92, marzo 2012

[517] SOMMARIVA Marco *Fischia il vento*, Ragusa, Sicilia Punto L, 104p, 2002

[518] Bonne présentation d'ensemble SACCHETTI Giorgio *Resistenza e guerra sociale. Il movimento anarchico e la lotta di liberazione 1943-1945*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.II, n°1, Pisa, BFS, 1995

[519] BARROERO Guido *Anarchismo e resistenza in Liguria*, -in-Rivista Storica dell'Anarchismo, a.5, n°2-10, Pisa, BFS, 1998

»
Arcanzano, à Cogoleto… des *Détachements Autonomes Libertaires* sont bien organisés, parfois sous le nom des *Escadres d'Action Partisane*. Une autre puissante formation partisane anarchiste se nomme « PISACANE ». La reprise de l'anarchisme politique et autonome se fait dès l'été 1942 dans la région de Sestri Ponente ; elle va redonner de la vigueur et de la cohérence à des militants isolés et souvent sous la coupe du puissant mouvement communiste. *Umanità nova* y redémarre en septembre 1943. La FCL et l'USI recréées ont des directions très autonomes.

Vers La Spezia et Sarzana, lieu mythique des luttes antifascistes et révolutionnaires des années 1920, les anarchistes dominent les formations « DEL CARPIO » et « CONTRI ».

Les *Brigades Libertaires « BRUZZI-MALATESTA »* opèrent surtout en Lombardie, en liaison avec la formation socialiste MATTEOTTI. Il y a 2 Brigades MALATESTA et 2 nommées BRUZZI. Leur action est grande en 1944 et 1945 dans la libération du Milanais ; c'est un ensemble ouvert, qui intègre des combattants slovaques ; le jeune Giuseppe PINELLI (16 ans), tristement célèbre pour sa défénestration en décembre 1969, participe à ces mouvements. Il y aurait sur Milan plus de 300 partisans anarchistes reconnus[520] et la seule brigade MALATESTA II qui opère à Lodi et Pavie compte 343 membres, certes pas tous anarchistes[521]. Cette Brigade offre un choix organisationnel libertaire intéressant, que le mouvement anarchiste qui se reconstitue en 1945 n'aurait pas su capitaliser[522]. Il y a donc deux « *formations MALATESTA* », l'une surtout dans la proximité milanaise, l'autre plutôt implantée vers Pavie. En avril 1945 ces 4 brigades intègrent la I Divisione GARIBALDI, majoritairement socialiste, mais gardent une forte autonomie. Mario MANTOVANI y reste commissaire politique. Leur journal clandestin se nomme *Il comunismo libertario*. Un autre mouvement, la *Formation Amilcare CIPRIANI,* est dirigée par l'anarchiste Tarcisio ROBBIAT. Elle est active également vers Milan et plus au nord dans la région de Como. Mais il reste difficile de retrouver la trace des anarchistes combattants, tant leur insertion dans les formations de gauche italienne reste la règle majoritaire. Cependant l'anarchiste Giuseppe SEREGNI (mort en 1993) devient en fin 1944 commandant de la 130° Garibaldi vers Milan. Il va être membre de la FCL-FAI de Milan[523]. Dans la XXI° Brigade MAZZINI, un fort courant anarcho-syndicaliste est coordonné par D'Annunzio D'ASCOLA.

Vers Pistoia sont très présentes les *Escadres Libertaires Autonomes* (*Squadre Franche Libertari*). Toujours à Pistoia, la formation « *Silvano FEDI* », totalement autonome, est la première à entrer dans la ville libérée. C'est numériquement la formation la plus importante du secteur.

À Lucca, la formation de Pippo (M .DUCCESCHI) est massivement libertaire.

À Carrare, haut lieu de l'anarchisme italien, la résistance armée est attestée dès le printemps 1942. Les Bataillons « *Gino LUCETTI* » (dirigés par le commandant anarchiste Ugo MAZZUCCHELLI en fin 1943) et « *ELIO (WOCKIECEVIC)* » (commandant Elio puis Giovanni MARIGA dit « *Le Padovan* », plus tard décoré de la médaille d'or militaire par le Commandement Allié d'occupation) tiennent haut le flambeau de l'anarchie combattante[524]. La formation anarchiste « *Michele SCHIRRU* » agit également dans cette région en début 1945 (reconstituée par MAZZUCCHELLI), avec une grande autonomie, mais en lien avec la Brigade GARIBALDI. La formation « *GARIBALDI Lunense* » est massivement composée d'anarchistes. Carrare est en grande partie libérée en début 1945 par l'action de la « *SCHIRRU* » qui compte à l'époque sur l'appui essentiel de MAZZUCCHELLI. Preuve de cette implication anarchiste, les SAP de Carrara portent le nom du résistant anarchiste mort en déportation Renato

[520] TADDEI Dino *Le Brigate BRUZZI-MALATESTA nella resistenza lombarda. Un esperienza di organizzazione libertaria*, -in-Bollettino Archivio G. Pinelli, Milano, n°16, 56p, dicembre 2000, p.16-17
[521] PERIN Andrea/TADDEI Dino *La resistenza anarchica a Milano*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.41, n°6(364), p.47-50, giugno 2011
[522] Cf. thèse de TADDEI Dino *Le Brigate BRUZZI-MALATESTA nella resistenza lombarda. Un esperienza di organizzazione libertaria*, Parma, Tesi, 1998-1999
[523] CUPONE Ezio *Rezistenza e fascismo a Cusano Milanino*, Paderno Dugnano, ANPI, 175p, 2000
[524] AAA *Anarchici (Gli) contro il fascismo*, N° speciale A Rivista Anarchica, Milano, a.33, n°289, aprile 2003, p.13

»
MACCHIARINI. Dans cette région fondamentalement ouvrière (le marbre) la guerre civile prend des allures de guerre sociale fortement marquées ; Alfonso FAILLA joue un rôle central dans toute la région.

### 7. Traces utopiques et révolutionnaires dans la résistance libertaire et l'œuvre de l'immédiate après-guerre

Tous ces exemples rappellent que l'anarchisme et ses formes propres d'organisation sont une composante essentielle du socialisme italien, et que dans les volontés de refaire le monde qui s'ébauchent dans l'immédiate après-guerre, les vieilles idées de MALATESTA sont toujours à l'honneur.

Mais ces idées sont désormais marginales, voire totalement détournées.

Ainsi la République de Saló lance l'incroyable proposition de «*socialisation*» des entreprises et de constitution de formes de participation ouvrière : en 1944 s'organisent quelques conseils d'entreprise. Le prolétariat ne se trompe pas et boycotte de fait toutes les tentatives de récupération du régime fasciste[525].

Le gouvernement de BADOGLIO propose le développement de commissions paritaires (Pacte BUOZZI-MAZZINI de fin 1943) et en avril 1945 le CLN de Haute Italie (CLNAI) relance l'idée des CdG-*Conseils de Gestions - Consigli di Gestione*. Ils seront environ 500 à l'été 1946, le même chiffre étant donné dans une autre source pour avril 1947 (dont 40 pour Turin)[526]. Il ne s'agit que de concessions sociales, toute du domaine de la cogestion et dans le cadre d'une idéologie «*collaborationniste*»[527], et en aucun cas d'institutions de l'autonomie ouvrière. Malgré ce cadre paritaire institutionnel et limité, bien des CdG se créent spontanément et permettent d'assurer une démocratie réellement améliorée dans de nombreuses entreprises, traduisant «*l'exigence commune du monde ouvrier d'une sorte de participation aux responsabilités de la gestion*», avec ici ou là, une volonté de dépasser la simple cogestion pour s'en prendre au système capitaliste global[528]. En juillet 1944, l'organe *Nostra Lotta* revendique «*l'autogouvernement ouvrier à la base*»[529].

Mais globalement ces CdG qui s'éteignent progressivement au début des années 1950 n'ont guère permis de préparer les ouvriers à une réelle autogestion ni à se poser la question «*d'une future socialisation de l'économie*»[530] ; la gauche officielle (surtout le PCI) et les syndicats (surtout la CGiL) les utilisant plutôt comme force d'appoint ou comme courroies de transmission dans la Reconstruction que comme prototypes autogestionnaires. Le bel article de Gusman BIZZARRI ouvre cependant des perspectives ; il faudrait notamment mieux apprécier comment les révolutionnaires ou autogestionnaires conséquents ont pu utiliser ces CdG pour vivre en autonomie ou faire passer leurs idées…

Dans certains secteurs cependant la présence anarchiste (et plus largement libertaire, conseilliste ou marxiste antiautoritaire) et les mouvements de résistants (*Comités d'Agitation* dans les usines ou CLN-*Comité de Libération*) pèsent d'un grand poids. Ils entraînent parfois des mouvements ou associations qui sont liés **aux expérimentations utopiques ou conseillistes, parfois précédées d'expropriations**. Des idées d'autonomie, parfois de gestion directe, de conseillisme (Cf. le rôle de la jeune *Fédération Communiste Libertaire* en fin de la guerre, ou la création de la *Lega dei Consigli Rivoluzionari - Ligue des Conseils*

[525] BIZZARRI Gusmana *L'expérience des conseils de gestion en Italie*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.77-100, mars-juin 1974, p.78-79
[526] MAIONE Giuseppe *Expériences d'autogestion en Italie*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.89-120, septembre-décembre 1969, p.114
[527] MAIONE Giuseppe, 1969, *op.cit.,* p.112
[528] BIZZARRI Gusmana *op.cit.*, mars-juin 1974, p.85 & 88
[529] MAIONE Giuseppe *Expériences d'autogestion en Italie*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.89-120, septembre-décembre 1969, p.113
[530] BIZZARRI Gusmana *op.cit.*, mars-juin 1974, p.99

»
*révolutionnaires*, annoncée dans le numéro spécial de *Rivoluzione* de décembre 1944)… réapparaissent et renvoient au mouvement d'occupation d'usines et de terres des années 1920.

Ces diverses tentatives reposent parfois sur (ou sont simultanées à) des reprises de luttes partisanes, un certain nombre d'associations ou de militants refusant la « *trahison* » des idéaux de la résistance et dénonçant la trop rapide amnistie TOGLIATTI (décret du 22 juin 1946)[531]. Bien des anarchistes sont liés à cette reprise des armes, comme lors de la première révolte, en août 1946, dans la région d'Asti. D'autres soulèvements se font sur la côte ligure en fin 1946, dans la région de Novare et de Biella entre juin et octobre 1947…

**Les occupations de terres et les expropriations** sont sans doutes nombreuses, même si de faibles ampleur. Mais elles sont rarement citées. D'autre part il faut se mettre d'accord sur les termes, expropriation signifiant reprise (la « *reprise individuelle* » des anarchistes français fin du XIX° siècle), récupération, extorsion… et donc concernant terres, fonds, et tous les types de capitaux. Ainsi quand on reproche à Belgrado PEDRINI partisan de Carrare de s'être livré à des extorsions de fonds au début du conflit mondial (1941-1942) lui-même revendique le terme « *d'expropriation* » pour la cause antifasciste[532]. Dans la zone apuane, il semble bien que les brigades libertaires ont fait pression sur les industriels du marbre pour financer la cause, et ont obtenu des « *aides* » substantielles pour la guérilla, la construction d'un mini-hôpital de campagne…

En avril 1945, en Ligurie, les formations anarchistes se livrent à des expropriations à Nervi, mais n'exploitent pas les locaux ; les produits sont distribués à la population. La brigade BRUZZI du nom de l'anarchiste fusillé Piero BRUZZI, est rattachée à la division MATTEOTI socialisante. Cela ne l'empêche pas de se livrer à de nombreuses expropriations, et à des pratiques autogestionnaires dans la région milanaise.

Dans la zone de Turin, la VII Brigade SAP dirigée par BARONI exproprie (« *récupère* ») des fonds extorqués à FIAT.

Dans les montagnes proches de Bologne, durant le conflit, Gianfranco MATTEUZI, partisan anarchiste, « *récupère* » des vivres et autres produits aux dépens des nazis-fascistes. Il les redistribue gratuitement aux habitants démunis du secteur. Condamné à 2 ans pour ces expropriations, il se réfugie un temps en France. Il poursuit ensuite une carrière de syndicaliste dans la FIOM.

Vers 1945-1946 des expropriations « *d'industriels fascistes* » (et l'exécution d'un policier pendant la guerre en 1942) amènent le partisan Giovanni ZAVA (région de Carrare) à plus de 3 ans de prison (sortie en 1974).

Avec le DLL n°279 du 19/10/1944, texte législatif sur les terres inoccupées des latifundia à remettre aux agriculteurs réunis en coopérative, de vastes mouvements d'occupations de terre, souvent plus symboliques que révolutionnaires, touchent le Mezzogiorno, et surtout la Sicile. Les propriétaires réagissent et entretiennent une violence qui dure de 1945 à 1948 au moins, comme nous le décrit Salvatore BOSCO pour la Coopérative *La Terra* (fondée en 1923) de Favara (Agrigente), qui espérait récupérer ces terres vacantes ou mal entretenues[533]. Dans l'île, les anarchistes, notamment Paolo SCHICCHI de Palerme, soutiennent ces efforts populaires pour réaliser une vraie réforme agraire, sans attendre la voie électorale.

La Sardaigne connaît également en 1945 les occupations spontanées de terrain, notamment dans la région de Sassari. Elles sont appuyées par les libertaires et par la

[531] Cf. surtout ROSSI Marco *Ribelli senza congedo. Rivolte partigiane dopo la Liberazione (1945-1947)*, Milano : Zero in Condotta, 96p, 2009

[532] Cf. PEDRINI Belgrado *Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands… : éclats autobiographiques d'hommes contre*, Nancy, Mutines Séditions, 141p, 2005

[533] BOSCO Salvatore *Il proletario a Favara. Lotte, scioperi ed altre manifestazioni dal 1890 al 1960*, Ragusa, Sicilia Punto L, 229p, ?, p.159-171

»
Federterra. Elles dénoncent la très faible ampleur de ces Décrets GULLO-SEGNI qui permettaient de remettre les terres occupées aux coopératives[534]. Les violences rurales et de nouvelles occupations se font en 1947 et surtout en 1949 surtout dans les secteurs de Carbonia, Furtei, Sanluri et Villamar. En 1950 c'est la région de Guspini qui est au centre du mouvement. Dans toute la partie sud-ouest de l'île, rayonnant surtout à partir d'Iglesias (où se trouve le groupe Michele Schirru) plus que de Cagliari (Groupe Germinal et Groupe de Campidano), le mouvement anarchiste reconstitué appuie la vague des occupations

Durant l'automne 1949 des occupations de terres en Calabre, soutenues par la FAC – *Fédération Anarchiste Calabraise*, sont durement réprimées par les forces de l'ordre, notamment à Scelba et à Torre Melissa. Elles s'étendent tout de même à d'autres régions italiennes en fin d'année.

En 1950, le peintre frioulan Giuseppe ZIGAINA, avec son *Occupazione delle terre*, semble en symbiose avec les diverses tentatives ici évoquées, même si on ne distingue que des drapeaux rouges, le noir ayant bien sûr été dévalorisé par sa récupération par le fascisme.

Les **essais d'autoproduction et d'autogestion** sont plus souvent évoqués, comme « *tentatives libertaires d'auto-organisation populaire* » (Claudio VENZA).

Durant l'été 1943, la formation de Silvano FEDI autour de Pistoia vit en partie sur ces propres productions autogérées, notamment les fours à pain.

En fin 1943 il y a déjà eu une production autogérée des moulins de la région de Canosa di Puglia[535] ; les anarchistes locaux, menés par Michele DAMIANI en sont les principaux instigateurs. Dans cette localité appelée bientôt la « *Carrare du Sud* » un fort mouvement anarchiste (notamment la FA des Pouilles) et anarcho-syndicaliste va permettre à d'autres expériences plus ou moins autogestionnaires de se perpétuer au moins jusqu'en 1972 (terres cultivées en commun). C'est le cas surtout d'une coopérative de consommation dès 1945. Sur Bari l'entraide est assurée par des personnalités aussi fortes que celle de Pio TURRONI.

À Livourne à l'été 1944, grâce surtout au *Consorzio Cooperativistico* animé par des libertaires (dont l'anarchiste Virgilio ANTONELLI 1904-1982), la reconstruction et l'organisation du port se font sur des bases autogestionnaires.

À Carrare de multiples communautés se maintiennent même pendant le conflit. Après guerre il en reste une Coopérative du partisan (*Cooperativa del Partigiano*) qui permet à pas mal d'anarchistes de se recycler tout en continuant à militer. En 1949 l'antifasciste et résistant Alfonso FAILLA y travaille. Cette coopérative gère près de 25 centres de vente de produits alimentaires à bas prix. MAZZUCCHELLI, ancien commandant, lance la *Cooperativa edile Gino LUCETTI* dans le bâtiment. Elle emploie peut être jusqu'à 1 500 ouvriers avant d'être étouffée par la grande firme MONTECATINI.

Pino CACCUCI cite « *11 jours de libération et d'autogestion* »[536] en janvier 1944 dans la localité de Tredozio (dans la Haute Romagne), dans la région où est active la Bande CORBARI.

À Milan la coopérative autogérée *La Beta* fonctionne en 1945.

À Favara, vers Agrigente, se fonde un groupe anarchiste vers 1946-47 ; il met en œuvre ses idées communistes libertaires en fondant en janvier 1949 une coopérative d'une trentaine de membres. Un nom évident lui est donné : *La libertaria*[537]. L'animateur du groupe et de la coopérative est Antonio SICILIA, qui reste actif au moins jusqu'en 1953 dans la ville.

---

[534] Cf. PISTIS Maria Teresa *Storia dell'anarchismo in Sardegna. Dal Secondo Dopoguerra ai primi anni Novanta* Guasila (CA): Arkiviu Bibrioteka T. Serra, 144p, aprile 2009, p.22 et suivantes

[535] ROSSI Italino *Gli anarchici nella guerra partigiana*, -in-*La resistenza sconosciuta*, 1995

[536] CACCUCCI Pino *Ribelli !*, Milano, Feltrinelli, Serie Bianca, 2001 – 3° ed., Serie Universale Economica, 183p, 2005

[537] BOSCO Salvatore *Il proletario a Favara. Lotte, scioperi ed altre manifestazioni dal 1890 al 1960*, Ragusa, Sicilia Punto L, 229p, ?

»

Leandro SORIO ancien ami de Gino LUCETTI, et condamné au bagne jusqu'en 1943, résistant ensuite dans la 122° Brigade GARIBALDI, fonde à la libération la *Cooperativa di Consumo dei Lavoratori dell'Alta Valtompria - Coopérative de Consommation des Travailleurs*[538].

Quelques **essais d'autonomies locales, de type soviétique** au bon sens du terme sont parfois tentés. Ils sont parfois accompagnés d'essais autogestionnaires, ou tout au moins d'administration directe[539].

Un des plus connus est la *République autonome* de Haute Carnia, de juillet à octobre 1944, avec forte participation anarchiste[540] : il s'agit d'une région qui a choisi de s'auto-administrer.

Plus tard, en Sicile et en Sardaigne apparaissent des mouvements refusant la levée en masse pour poursuivre le conflit : on les nomme souvent les mobilisations des «*Non si parte - Nous ne partirons pas*». Ils touchent toute la Sicile, contrairement à ce qui est affirmé parfois, ce que confirme la carte des localités concernées[541]. Ils sont surtout puissant dans la région de Raguse, en Sicile orientale. Lors de ces « *secousses* » aux aspects révolutionnaires[542] de novembre-décembre 1944 et janvier 1945, se développent « *des Républiques aux différents caractères sociaux et politiques* », notamment à Giarratana, Piana degli Albanesi, Naro, Palazzo Adriano, Comiso… nous assure Pipo GURRIERI[543]. C'est à Giarratana, après l'assaut donné à la caserne des carabiniers et à la mairie, qu'est lancée la première « *République* » (mi-novembre 1944), sorte de réponse après les durs mouvements de Catane.

Ces mouvements sont évidemment récupérés (et parfois mais rarement impulsés) par les fascistes encore présents et par les mouvements nationalistes et séparatistes siciliens, voire par la mafia). En réalité il s'agit surtout d'initiatives populaires, spontanées et de caractères essentiellement antimilitariste et social. Ils refusent la levée en masse autour de la monarchie savoyarde réhabilitée ; ils se dressent également contre la rigueur de l'administration étasunienne, le retour des anciens notables et des mafieux, et les restrictions alimentaires. Des affiches et des tracts antimilitaristes et antiroyalistes sont largement diffusés, surtout à Modica et Scicli ou dans les « *Républiques populaires* » de Comiso (où se crée un Comité de Salut Public), de Palazzo Adriano («*Repubblica popolare*») et de Piana degli Albanesi («*Libera Repubblica*» qui dure une cinquantaine de jours[544] dite également «*repubblica contadina - république paysanne*»[545]) ; des violences contre les édifices emblématiques (casernes, gares, mairies, greniers aux grains, centres de distribution alimentaire…) sont nombreuses dans le Ragusano (région de Raguse), ce qui est un cas isolé dans le sud italien d'alors. La distribution égalitaire des récoltes à Palazzo Adriano atteste des motivations populaires fortes dans ce secteur.

Raguse même est au cœur de la révolte en début 1945, comme le rappelle bien les mémoires de la communiste puis libertaire Maria OCCHIPINTI (1921-1996)[546] ; vraie

---

[538] Cf. Bolletino Archivio G. PINELLI, Milano, n°5, p.32, luglio 1995

[539] COTENSIN Ismène *Maria OCCHIPINTI e la rivolta di Ragusa (gennaio 1945). Un percorso intelletuale, politico e letterio*, Ragusa: Sicilia Punta L, 208p, 2005, p.28

[540] ROSSI Italino *Gli anarchici nella guerra partigiana*, -in-*La resistenza sconosciuta*, 1995

[541] Cf. MANGIAFICO Antonio/GURRIERI Pipo *Non si parte ! ? Non si parte ! Le sommosse in Sicilia contro il richiamo alle armi*, Ragusa: Sicilia Punto L, 63p, 1991, p.59

[542] DI STEFANO Giovanni *Rivoluzione e reazione a Ragusa nel 1945*, -in-Annali 2, Ragusa:Tesi di Laurea, Centro Studio Feliciano Rositto, 1987-1988

[543] GURRIERI Pippo *Prefazione* a LA TERRA Giovanni *Le sommosse del ragusano (dicembre 1944-gennaio 1945)*, Ragusa, Ed.Sicilia Punto L, 53p, 1980 – 2° edizione 1998

[544] VASTA Orazio *Quale Sicilia per i siciliani ?*, Ragusa-Noto, Sicilia Punto L, 96p, 1985, p.27

[545] LANZA Angela *Testimonianze da une repubblica contadina. G. PEDROTTA e i giovani di Piana degli Albanesi* Paleermo: Edizioni Centofiori, 1978

[546] OCHIPINTI Maria *Una donna di Ragusa/Une femme de Sicile*, Firenze, Landi, 1957/Paris: Maspéro, 1980

»
«*pasionaria*»[547] elle n'hésite pas à se coucher devant les camions militaires pour empêcher les départs, malgré sa grossesse avancée. Elle fera 5 mois de « *confino* » et 19 mois de prison ! Elle devient anarchiste vers 1946 et reste femme «*libre*»[548] et libertaire («*compagna*»[549]) toute sa vie. Cette femme assez extraordinaire, issue d'un milieu populaire, réussit à s'émanciper contre les mœurs, la religion, la politique traditionnelle pour devenir une auteure de talent. Son ouvrage principal (que j'ai lu dans la dernière édition de Sellerio de Palerme de 1993 qui a l'intelligence de replacer l'introduction de Carlo LEVI[550]) est un formidable ouvrage sociologique et militant, sans rien de péremptoire ni de manichéen. Il nous donne quelques clés pour comprendre l'apparition de la conscience sociale et politique en milieu défavorisé. L'autre grand ouvrage de Maria comprend ses mémoires d'Una donna libera[551], mises en forme par sa fille Marilena Licitra OCCHIPINTI. Ce livre est passionnant, malgré les longueurs et les répétitions ; on y sent un esprit libre, tumultueux, et un être mal dans sa peau aux prises avec un monde qui change. Entre Sicile et métropoles du Nord italien, la Suisse, Paris, Londres, New York, la Californie, le Canada, la Polynésie… Maria continue ses pérégrinations et garde ses espoirs impossibles d'établissement serein. Sa révolte juvénile, à la fois libertaire et romantique, est omniprésente, et reste le fil de toute une vie. Fidèle aux amitiés et engagements, elle garde le lien avec les anarchistes italiens et italo-américains, et surtout avec les individualistes, les révoltés et les insoumis : la famille de PINELLI, Franco LEGGIO, Giovanni MARINI…

Le problème (comme je l'ai évoqué ci-dessus) est que ces mouvements qu'incarnent Maria permettent parfois au fascisme (il y a quelques liens attestés avec la *République de Salò*) et au séparatisme de se refaire une santé ; les premiers recréent de vraies bandes armées. Ces traces ont pollué leur analyse historique, et ont permis également à une gauche aveugle aux émotions populaires, et obnubilée par le mythe de la résistance, de trouver une justification à leur incompréhension d'alors. Certains parlent même à tort de mouvement de type vendéen, alors que l'antiroyalisme est extrêment diffus dans la Sicile d'alors !

Les militants locaux des partis de gauche (malgré un Parti communiste qui est nationalement favorable à la levée en masse) et les anarchistes soutiennent le mouvement, car il est réellement populaire et social, de façon plus spontanée, et mettent évidemment en avant le refus du pouvoir centralisé et la nécessité de gérer les vivres de manière plus égalitaire, de contrôler les prix et de lutter contre le marché noir, et notamment au profit des sans terre (*braccianti*) et des chômeurs. À Raguse et Modica se diffuse le journal anarchiste *La scintilla darà la fiamma - L'étincelle donnera la flamme*. Franco LEGGIO (1921-2006), futur anarchiste important du secteur est un des participants aux mouvements de révolte. L'affirmation antifasciste transparaît dans l'expression de l'anarchiste Ciccio CALAMUSA «*non si parte, ma indietro non si torna*», c'est-à-dire on refuse la levée en masse, mais on ne revient pas en arrière[552].

La situation est donc assez confuse (il s'agit bien d'un « *mouvement composite* ») mais tourne progressivement au profit des antifascistes en janvier 1945. Ainsi à Comiso, le *Comité de Salut Public* qui remplace les pouvoirs institutionnels exclut les anciens fascistes et les séparatistes de toute position importante[553] ; comme le note Giovanni LA TERRA, il exprime des visions « *purement utopistes* (*utopistici*)», comme les idées proposées d'autogouvernement (« *d'auto-gestione* » pour l'auteur).

---

[547] TEODORI Maria Adele *La pasionaria di Ragusa*, -in-L'Europeo, 08/11/1979
[548] BARONE Laura *Maria OCCHIPINTI. Storia di una donna libera*, Ragusa: Sicilia Punto L, 102p, 1984
[549] GIARRATANA Letizia *Ciao compagna* (Maria OCCHIPINTI), -in-Sicilia Libertaria, Ragusa: a.XX, n°146, settembre 1986
[550] OCCHIPINTI Maria *Una donna di Ragusa*, Palermo: Sellerio, 3°ed., 1993
[551] OCCHIPINTI Maria *Maria OCCHIPINTI. Una donna libera*, Palermo: Sellerio, 352p, 2004
[552] MANGIAFICO Antonio/GURRIERI Pipo *Non si parte ! ? Non si parte ! Le sommosse in Sicilia contro il richiamo alle armi*, Ragusa: Sicilia Punto L, 63p, 1991
[553] LA TERRA Giovanni *Le sommosse del ragusano (dicembre 1944-gennaio 1945)*, Ragusa: Ed.Sicilia Punto L, 53p, 1980 – 2° edizione 1998, p.37

»

Les combats font officiellement plus de 40 morts dans le Ragusano. La répression déporta sur Ustica et Lipari une partie des meneurs, quasiment tous de gauche et de milieux populaires, très rarement néofascistes, comme au bon temps du fascisme ! et cela jusqu'à l'amnistie de juillet 1946. Cela contribue à renforcer les historiens et commentateurs qui y voient un épisode de la lutte des classes[554] et l'expression indépendante d'un peuple qui se réveille enfin, voire d'une révolution qui a échoué[555]. On ne peut que louer ici l'énorme et riche travail que sur ce sujet ont produit les éditions *Sicilia Punto L* et le journal *Sicilia libertaria*, les deux installés à Ragusa. On peut notamment retenir la superbe bande dessinée d'Antonio MANGIAFICO[556].

Après 1945, face à l'embourgeoisement très rapide des structures issues de la résistance, les anarchistes, notamment par leur journal *Umanita Nova*, proposent d'autres choix, libertaires, conseillistes (on ne dit pas encore autogestionnaires). Le rappel de la Guerre d'Espagne et de ses réalisations revient assez souvent pour permettre de les préciser et de prouver leur possibilité. Dans le *Libertario* milanais de fin 1945, début 1946, Ugo FEDELI écrit cinq articles en faveurs des expropriations et des réalisations d'autoproduction (FEDELI est un des rares militants importants du mouvement anarchiste qui a publié un ouvrage sur l'utopie – Cf. ma partie II sur *Les Libertaires et l'utopie*). Il n'est pas sans intérêt de noter que FEDELI est très actif alors dans la FCL – Fédération Communiste Libertaire de Haute Italie (Rencontre interrégionale de juillet 1945). Or cette FCL, et notamment la branche ligure se range nettement en faveur des soviets et des coopératives autogérées. À Naples en 1946, Cesare ZACCARIA coordonne la sortie du numéro de la revue *Volontà* qui rappelle l'utopie libertaire d'une *Società senza Stato* (*Société sans État*).

En Sicile, et notamment dans le Ragusano, en lien avec les mouvements des mineurs d'asphalte (les «*picialuori*»)[557], les anarchistes soutiennent les occupations (juin-juillet 1949 pendant une vingtaine de jours). L'anarchiste de Modica, Franco LEGGIO (1921-2006), qui est licencié[558] suite à ce mouvement fait tout, et notamment par ses articles, pour promouvoir la «*gestione operaia*» ou «*gestione diretta*»[559].

Après guerre, des mouvements de résistance antifascistes et libertaires italiens (brigades BRUZZI, MALATESTA, groupe issu de *Giustizia e Libertà*) vont soutenir la FAI reconstituée en septembre 1945 à Carrara, et surtout la FLI concurrente, plus marxiste libertaire. Certains militants assurent des fonctions curieuses, comme l'ancien responsable de la Colonne italienne en Espagne, puis actif résistant en Italie, Giuseppe BIFOLCHI (1895-1978), qui devient un temps maire de Balsoranno. Avec ces deux fédérations, les combattants anarchistes mettent sur pied le 14/04/1946 à Milan un *Mouvement Partisan « Espagne Libre »* pour soutenir les luttes armées libertaires en Espagne. La solidarité internationale et la promotion de l'utopie de la lutte armée restent encore très fortes ; l'espoir d'un renversement du franquisme déborde alors du cadre étroit du mouvement anarchiste[560].

---

[554] Cf. surtout LA TERRA Giovanni *Le sommosse del ragusano (dicembre 1944-gennaio 1945)* (1980), Ragusa: Ed.Sicilia Punto L, 53p, 2° edizione, 1998 & ROMANO Giosuè Luciano *Moti rivoluzionari nel ragusano Dicembre 1944-gennaio 1945*, Ragusa: Sicilia Punto L, 167p, 1998

[555] BARBAGALLO Salvo *Una rivoluzione mancata*, Catania: Bonanno, 1974

[556] MANGIAFICO Antonio/GURRIERI Pipo *Non si parte ! ? Non si parte ! Le sommosse in Sicilia contro il richiamo alle armi*, Ragusa: Sicilia Punto L, 63p, 1991

[557] LEGGIO Franco *I «picialuori» degli asfalti ragusani per la gestione diretta delle miniere*, -in-Il Libertario, Milano, a.IV, n°148, 27/10/1948

[558] LEGGIO Franco *Nelle miniere del Ragusano. Gestione diretta o licenziamento*, -in-Terra e Libertà, Siracusa: a.III, n°1, 17/04/1949

[559] LEGGIO Franco (A cura di Pippo GURRIERI) *Le parole e i fatti. Cronache, polemiche, reportages 1946-1959* Ragusa: Sicilia Punto L, 172p, 2007, p.40 & 65

[560] NOVARINO Marco
*La propaganda del movimiento anarquista italiano contra el regimen de FRANCO y el atentado contra el consulado*

»

## 8. Conseillisme et mouvements de base depuis les années 1960 et 1970

En Italie, divers mouvements renouent avec les espoirs conseillistes des années 1920 et ceux issus de la résistance et de la Libération, mais le font de manière souvent spontanées (sauf ceux délibérement menés par les organisations syndicales ou politiques). C'est pourquoi la filiation ou l'analogie avec les mouvements antérieurs semblent «*arbitraires*» ou délicates à établir[561].

La première initiative idéologiquement importante est celle lancée en Sardaigne par Tommaso SERRA (1900-1985)[562], vieux militant anarchiste et ancien responsables de la Colonne italienne durant la Guerre d'Espagne.

Avec son Gruppo d'Azione Diretta centré sur Cagliari et la proche province, il lance l'idée de la **CAS-*Collettività Anarchica di Solidarietà*** en juin 1960.

Le projet s'inspire sans doute des collectivités libertaires espagnoles de 1936-1938 que SERRA a connu durant son passage en terre ibérique. Il est également proche de l'essai mené par la CNT dans l'exil français à Aymare (Lot) de 1947 à 1954 environ[563] dans la mesure où il veut être un centre de soin, d'hébergement et d'accueil solildaire pour les militants âgés, fugitifs ou démunis[564]. Il se rattache aussi forcément à toute une tradition coopérative, mutualiste et/ou utopique que le mouvement italien a promu ou soutenu.

Si cette communauté est peu connue entre écrits militants et histoire de l'anarchisme ou de l'utopisme italien, c'est aussi parce qu'il a été bien peu soutenu par une FAI sceptique, centrée sur d'autres actions ou objectifs, et sans doute refroidie par l'échec relatif d'Aymare. La FAI n'évoque la CAS que dans son *Bollettino interno* de 1962, et avec peu d'ampleur. D'autre part la faiblesse relative de l'anarchisme sarde a eu du mal à développer l'initiative et à la rendre emblématique.

La CAS s'établit à Barrali (un peu au nord de Cagliari), pays plutôt plat dans une Sardaigne largement montagneuse, dans lequel Tommaso va finir sa vie en 1985. Au départ elle couvre près de 2200 m², puis du fait de modification de la carte agricole, elle va être obligée de louer d'autres terrains. Elle vise à l'autoproduction et l'autoconsommation, en pratiquant petit élevage et cultures locales (fruitiers et vignes, qui aujourd'hui -visite en 2011- semblent encore l'activité dominante du secteur).

Ce centre proche du modèle coopératif de production développe aussi de multiples activités culturelles et politiques, et devient un centre de propositions et d'échanges pour tout le mouvement sarde, tant anarchiste que communautaire. Les débats, le regroupement d'archives, l'animation culturelle s'y installent progressivement.

En fait, le vrai succès et le principal rayonnement de la communauté de Barrali se produit avec la vague hippie et soixante-huitarde. Les visiteurs sont alors nombreux, souvent posant de gros problèmes d'hébergement ou des conflits liés par exemple aux consommations illicites, comme me l'a rappelé avec humour en octobre 2011 le biographe de Tommaso SERRA et son continuateur avec l'Arkiviu Bibrioteka de Guasila, Costantino CAVALLERI. Le chos générationnel vaut aussi pour les milieux libertaires !

---

*español de Genova en 1949*, -in- AAA *La oposición libertaria al regimen de FRANCO. 1936-1975. Memorias de las III Jornadas Internacionales de Debat Libertario – Valencia 1990*, Madrid, FSS, 918p, 1993

[561] LANZARDO Liliana *Luttes spontanées et organisation - Notes sur les luttes de la FIAT 1968-1973* -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.179-250, mars-juin 1974, p.180

[562] CAVALLERI Costantino *Biografia di Tomaso SERRA (1900-1985) Vol.I*, Guasila (CA): Arkiviu Bibrioteka T.SERRA, 1992

[563] Cf. ANTONY Michel *A.3.b) Quelques « Milieux libres » français (et belges) depuis la fin du XIX°*-in-*VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension*, Magny Vernois: fichier sur le même site, 1° publication 1995, 129p, automne 2011

[564] PISTIS Maria Teresa *Storia dell'anarchismo in Sardegna. Dal Secondo Dopoguerra ai primi anni Novanta* Guasila (CA): Arkiviu Bibrioteka T. Serra, 144p, aprile 2009, p.33-37

»

La CAS s'éteint pratiquement avec la mort de son fondateur en 1985. Elle a finalement peu touché le mouvement anarchiste insulaire (faible participation) et italien (faibles appuis) et reste aujourd'hui bien oubliée, même si parmi les «indignés» rencontrés à Cagliari quelques uns avaient de vague notion de la collectivité de Barrali.

Depuis le début des années 1960 (MARZOCCHI parle de 1964), des « ***Consigli di quartier*** » - *Conseils de quartier*, tentent dans les grandes villes italiennes de gérer (auto-gérer) des problèmes de logements, d'approvisionnement. Ils renouent avec des formes de démocratie directe, « *d'assembléisme* » mais ne sont pas forcément révolutionnaires. Au contraire bien des municipalités les reconnaissent et s'appuient sur eux. C'est une forme de ce que Murray BOOKCHIN appelle le municipalisme qui pourrait être libertaire. Ils sont partiellement constitués de couches populaires, de syndicalistes ce qui d'une certaine manière renoue avec les comités de quartiers de Rio et de São Paulo que j'ai évoqué ci-dessus. Ils peuvent apparaître comme une forme anticipatrice du projet utopique libertaire et « *être considérés comme une anticipation, en régime bourgeois, de ce que pourraient devenir les organes de regroupement communaux, régionaux, interrégionaux de producteurs et de consommateurs, agissant pour coordonner leur activité à tous les niveaux, et n'étant rien d'autre que des exécuteurs de la volonté exprimée par des assemblées qui les désignent et peuvent les révoquer à tout moment* »[565]. En bonne logique anarchiste, MARZOCCHI rappelle l'importance du fédéralisme libertaire, et la nécessité « *de déconcentrer au maximum l'administration des choses* »[566], pourvu que cette déconcentration se fasse sans les structures étatiques, qu'elles soient nationales ou régionales, donc comme il l'écrit par ailleurs, « *sans préfets, État ou Régions* »[567].

En fin des années 1960 et 1970, l'Italie est comme la plupart des pays développés et politiquement assez libéraux, marquée par la multiplication des **communes, collectifs, squats et groupes autogérés**. Moins qu'en Californie ou en Allemagne, certes, mais le mouvement reste important (Cf. mon chapitre sur les *Essais utopiques libertaires de petites dimensions*, fichier accessible sur le même site). Elles sont toutes intéressées par l'expérience antérieure et durable de Tommaso SERRA à Barrali décrite ci-dessus. Nombreux sont les passages de communautaires ou militants ou parasites parfois auprès des vieux anarchistes sardes.

Dans ces mêmes années, et toujours vivaces aujourd'hui, se développent des **formes associatives de base, plus ou moins d'esprit syndicaliste révolutionnaire, visant une démocratie plus directe et une autonomie des luttes et de la gestion**. Divers **comités ouvriers, comités d'usines, comités d'ateliers, CdZ-Consigli di Zona-Conseils de Zone**[568]**…** parfois ouverts aux non-ouvriers se constituent dans les centres de production et parfois dans lieux d'habitats (quartiers).

Les organisations territoriales présentent l'énorme avantage de décloisonner le mouvement interne à l'usine, de s'ouvrir aux nouvelles thématiques socio-culturelles, et surtout de proposer de combattre le système capitaliste sur tous les fronts, pas seulement sur celui de la production. Comme le note Antonella MARAZZI, il s'agit d'un «*saut qualitatif*» issu de 1968-1969, avec prise en charge de tous les problèmes sociétaux[569] (enseignement, logement,

[565] MARZOCCHI Umberto *Assemblee spontanee e Consigli di quartier, I-III*, -in-Umanità Nova, 26/07, 02/08 & 09/08/1969, -in-SACCHETTI Giorgio, *Senza frontiere*, 2005, p.327

[566] MARZOCCHI Umberto *Assemblee spontanee e Consigli di quartier, I-III*, p.329

[567] MARZOCCHI Umberto *Decentramento regionale, ma senza prefetti, Stato, Regioni*, -in-Umanità Nova, 03/02/1968, -in-SACCHETTI Giorgio, *Senza frontiere*, 2005, p.318

[568] BERNOCCHI Piero *L'auto-organisation au niveau social*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.147-162, mars-juin 1974, p.155

[569] MARAZZI Antonella *«Pour une gestion ouvrière de la santé et de l'environnement»*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.163-178, mars-juin 1974, p.163

»
santé, environnement…), depuis l'usine mais bien au-delà, comme dans les exemples cités qui mettent surtout en avant les problèmes sanitaires et les nuisances : MONTEDISON de Spinetta Marengo, ZOPPAS de Pordenone, ou les fonderies San Giorgio PRA. Malheureusement les CdZ restent peu nombreux et surtout localisés dans le Nord industriel, et ailleurs, seulement en Campanie (analyse concernant 81 CdZ en 1972[570]). CdZ et *comités de quartiers* enracinent donc le mouvement parmi les masses, pas forcément ouvrières, et se lient à d'autres initiatives, par exemple avec les squats pour les questions du logement. Les liaisons horizontales entre ces initiatives restent cependant trop marginales, et un de leurs principaux défauts est celui du localisme.

Dans les centres citadins diverses organisations donnent forme progressivement aux **CUB**[571] et autres **COBAS**… qui rivalisent avec l'USI reconstituée pour organiser les travailleurs libertaires. (Cf. mon chapitre traitant de l'anarcho-syndicalisme dans *Les libertaires face à l'utopie, entre critiques et projets*, fichier sur le même site). Ces mouvements tentent de créer l'unité à la base, et rivaliser avec le vieux syndicalisme de la péninsule et son idéologie centraliste. Comme le note Roberto MASSARI, en reprenant le slogan des étudiants «*nous sommes tous des délégués*»[572], ces organisations renouent avec la mouvance libertaire, antiautoritaire et/ou autogestionnaire du passé, même s'ils sont souvent lancés ou récupérés par l'extrême gauche plutôt marxisante.

Ils apparaissent, souvent spontanément, dès 1968 dans quelques usines milanaises (CUB de PIRELLI Bicocca) ou de la côte vénitienne (MONTEDISON de Porto Marghera) et dans le secteur du bâtiment à Rome (notamment SPINACETO). Ils s'étendent surtout en 1969 à tout le Nord industriel, un peu au Centre et au Sud. Parmi les plus significatifs on peut citer le CUB de la BORLETTI à Milan fondé en juillet 1969 (lancé en partie par le *Groupe Étudiants-Ouvriers*, et s'intégrant ensuite dans le Comité d'usine), celui de Porto Torres en Sardaigne (un des rares comités d'usine du Mezzogiorno), ou le Comité de Base de la FATME à Rome. Là aussi on note une forte présence des étudiants et de l'extrême gauche (Potere Operaio), d'où la relative importance rapidement prise par le *Comité de Base des Étudiants et Ouvrier*s. Il est un des principaux artisans de la création du Comité d'usine de la FATME.

Dans le monde rural quelques ***legghe bracciantili*** - *ligues de travailleurs agricoles* font écho aux comités de base urbains. Mais les liens avec le monde citadin ou ouvrier sont rares et trop distendus.

Parmi les mouvements « *basistes* » qui se sont développés durant le « *mai rampant* » italien qui courre de 1969 à 1979, on trouve les « ***delegati di reparto*** » (en gros des délégués d'atelier[573]) et les « CdF-***Consigli di Fabbrica*** » qui se sont multipliés dans les usines de la péninsule, mais surtout dans le triangle nordique (Gênes-Turin-Milan). Ils sont peu appuyés par les grandes centrales (CGdL, CISL, UIL), sauf en tant qu'organes de cogestion, liés au parti, syndicat ou à l'État, donc comme nouvelle forme des ***délégués syndicaux*** qui étaient plus ou moins reconnus depuis le début des années 1960. La grosse différence, c'est que ces délégués syndicaux sont dans un premier temps nommés, non élus, et qu'ils ne sont qu'un rouage, pas une manifestation d'autonomie.

Seuls les anarchistes et les diverses branches du syndicalisme révolutionnaire, et la gauche extra-parlementaire, renouant avec la tradition de 1919-1920 voient dans les « *expérimentations les plus hardies* » de « *grandes possibilités révolutionnaires à condition*

[570] BERNOCCHI Piero, *op.cit.*, mars-juin 1974, p.156-157
[571] BIANCHI Giuseppe/ MERLI BRANDINI P./MEROLLA A. *I CUB: Comitati Unitari di Base. Ricerca su nuove esperienze di lotta operaia: PIRELLI, BORLETTI, FATME*, Roma: Coines edizioni, 142p, 1971
[572] MASSARI Roberto *Gestion ouvrière des luttes. Des Comités Unitaires de Base aux conseils d'usine* -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.101-146, mars-juin 1974, p.104-105
[573] AGLIETTA Roberto/BIANCHI Giuseppe/MERLI BRANDINI Pietro *I delegati operai. Ricerca su nuove forme di rappresentanza operaia*, Roma: Edizioni Coines, 177p, 1970

»
*qu'ils soient conçus dans un esprit libertaire et solidaire* »[574]. La condition requise réside dans l'indépencance de ces organes et leur ouverture à tous les ouvriers, pas aux seuls syndiqués comme le veut le triumvirat des syndicats officiels.

Le cas le plus emblématique du « *mai rampant italien* » est sans doute celui de la FIAT à Turin « *aux mains des ouvriers* » en 1968-1970, surtout durant le fameux « *automne chaud* »[575] : des pratiques d'autogestion se heurtent au conformisme d'un mouvement syndical institutionnel dépassé, notamment celui de la CGdL. Les anciens de la *Lega Studenti Operai-Ligue Étudiants Ouvriers* sont, au départ, très actifs. Une ***Assemblée Ouvrière Étudiante*** y fonctionne rapidement, et les ***délégués d'atelier*** acquièrent un rôle majeur dans les diverses phases des conflits, devenant aux yeux des OS des «*dirigeants de la base*»[576], même si une volonté de les intégrer institutionnellement dès 1969 désarmorce partiellement leur rôle autogestionnaire. Ils restent «*les principaux interprètes de l'autonomie et de l'initiative ouvrière*»[577]. Mais rapidement *Lotta Continua, Potere Operaio* et le *Movimento Studentesco*, entre autres, cherchent à diriger le mouvement de base et contribuent à en briser sa spontanéité et son ouverture, tout en donnant au syndicalisme traditionnel et à la gauche classique des arguments pour le contester et pour refaire surface.

Ces délégués ouvriers se sont donc vite généralisés, même si c'est presqu'uniquement le Nord qui compte une forte densité. 1 500 sont reconnus officiellement, mais il y en sans doute 5000 au début des années 1970. Ils sont souvent l'ossature des ***conseils d'usines*** qui se généralisent au début des années 1970. Roberto MASSARI parle de 700 créations dans son article de 1974, soit en 3 ou 4 ans, alors que dans le même temps ne fleurissent que 70 sections syndicales. Cette belle envolée n'empêche pas leur institutionalisation assez rapide et la perte de leur portée émancipatrice au profit de «*fonctions parasyndicales et parapolitiques*»[578]. À terme le conseil ouvrier n'est plus qu'une simple structure de base du syndicat, comme l'affirme la CGiL en 1970 ; «*le syndicat a parfaitement su récupérer l'élan spontané des masses*»[579]. Nous sommes alors loin de leur origine spontanée et autonome.

## J. LA TRADITION DES KIBBOUTZ (OU KIBBUTZ, OU KIBBOUTZIM) ISRAELIENS

Les kibboutzim sont méconnus, méprisés et souvent trop caricaturés : pointes avancées du militarisme sioniste, expérimentations «socialistes ethniques» (Frank MINTZ), puisque purement juives, évolutions capitalistes évidentes…

Leur côté socialiste utopique communautaire et parfois libertaire est pourtant à redécouvrir.

### 1. Judaïsme et mouvement libertaire

La présence de militants d'origine juive est très forte dans les mouvements révolutionnaires (BUND, bolchevisme…) en fin du XIX$^{ème}$ siècle et au début du XX$^{ème}$. C'est

[574] MARZOCCHI Umberto *Sindacati e Consigli di fabbrica*, -in-Umanità Nova, 14/11/1970, -in-SACCHETTI Giorgio, *Senza frontiere*, 2005, p.470
[575] GIACHETTI Diego/SCAVINO Marco *La Fiat in mano agli operai. L'autumno caldo del 1969*, Pisa, BFS, 220p, 199
[576] MASSARI Roberto *Gestion ouvrière des luttes. Des Comités Unitaires de Base aux conseils d'usine* -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.101-146, mars-juin 1974, p.136
[577] MASSARI Roberto *Gestion ouvrière des luttes. Des Comités Unitaires de Base aux conseils d'usine* -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.101-146, mars-juin 1974, p.141
[578] LANZARDO Liliana *Luttes spontanées et organisation - Notes sur les luttes de la FIAT 1968-1973* -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris: Anthropos, n°26/27, 260p, p.179-250, mars-juin 1974, p.182
[579] LANZARDO Liliana, *op.cit.,* mars-juin 1974, p.208

»
bien sûr le cas dans la mouvance anarchiste, surtout dans ce « *yiddishland libertaire* »[580] qui s'étend surtout en Russie, Pologne, Paris, Royaume Uni, Bulgarie, Argentine et bien sûr aux États Unis. Aux XIX° & XX° siècles, surtout avec une relecture hétérodoxe du marxisme, bien des militants et intellectuels d'origine juive se réclament de l'anarchisme ou s'en rapprochent fortement : Gustav LANDAUER, Martin BUBER, Franz KAFKA, Gershom SCHOLEM, Walter BENJAMIN, Franz ROSENZWEIG, Leo LÖWENTHAL, Paul GOODMAN, Julian BECK, Judith MALINA, Noam CHOMSKY, Murray BOOKCHIN, Arturo SCHWARZ… pour n'en citer qu'un petit nombre.

Certains juifs et/ou analystes rappellent que l'hébraïsme comporte quelques traits libertaires, comme par exemple un certain égalitarisme, ou l'antiétatisme[581].

D'autres mettent l'accent sur la portée libertaire de l'utopisme et du messianisme juifs[582].

Furio BIAGINI met surtout en avant la liberté[583], notamment celle qui revendique le droit d'interprétation, la nécessaire solidarité avec autrui (surtout les étrangers et les plus démunis[584]) et des normes assurant une certaine autonomie des individus. Idées sans doute contestables, car l'interprétation peut être toute opposée, comme pour tout credo religieux. Par ailleurs BIAGINI reprend, en la développant, l'importance libératrice du messianisme radical juif, notamment en trois moments clés (d'après BERTI) : le mouvement de Shabbetày TZEVI ou Shabtaï TZVI (1626-1676), celui de Jacob ben Judah LEIB dit Jacob FRANK (1729-1791) et celui de Yisrael ben ELI'EZER dit Baal Shem TOV (1698-1760)[585].

Chez nombre d'intellectuels proches de l'anarchisme se développe même un soutien au sionisme, mais sous la forme de la reconnaissance d'une nation[586] plus que sous celle d'un État. C'est le cas de Bernard LAZARE (1865-1903)[587], Mécislas GOLDBERG (1869-1907)[588] ou Henri DORR (correspondant du *Libertaire*, pseudonyme de Lucien WEIL 1865-1914 ?) à l'époque de l'Affaire DREYFUS. Des anarchistes non juifs comme KROPOTKINE ou Élisée RECLUS approuvent ce mouvement à l'origine. Aux ÉU des militants prestigieux (Shaul YANOVSKY, Moshe KATZ, Israel KOPELOFF), notamment autour de Fraye Arbeter Shtime, pensent que le sionisme, face à la montée des pogroms de la fin du XIX° siècle, devient malgré tout une « *réponse à la question de la survie juive* »[589].

Il en est de même de Joseph TRUMPELDOR (1880-1920), soldat et animateur des Légions Juives, qui se réclamait cependant de KROPOTKINE et de TOLSTOÏ, même si la droite israélienne l'a aujourd'hui largement récupéré. Il est l'un des passeurs des idées

---

[580] IZRINE Jean-Marc *Les libertaires du Yiddishland. Panorama d'un mouvement oublié*, Paris-Toulouse, Alternative Libertaire & Le Coquelicot, Mémoires n°2, 95p, 1998

[581] Cf. par exemple SOMMERMEYER Pierre *Questionnaire sur et autour d'un ouvrage*, -in-*Anarchiste (L') et le juif, histoire d'une rencontre*, À contretemps, N° spécial, Paris : n°35, 44p, p.04-10, septembre 2009

[582] Cf. surtout le beau livre de LÖWY Michael *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe Centrale* Paris : PUF, 259p, 1981 et *Le cas particulier du messianisme juif* -in-ANTONY Michel *VI. Traces utopiques et libertaires dans le temps et dans l'espace*, *B. Des traces anarchistes dans certains mouvements millénaristes et messianiques ?*, Magny Vernois : Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 147p, août 2008

[583] BIAGINI Furio *Torà e libertà. Studio sulla corrispondenze tra ebraismo e anarchismo*, Lecce: Edizioni I Libri di Icaro, 271p, 2008

[584] BERTI Francesco *Torah e libertà*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.40, n°3(352), p.73-76, aprile 2010

[585] Cf. *3. Le cas particulier du messianisme juif*, -in-ANTONY Michel *VI. Traces utopiques et libertaires dans le temps et dans l'espace. B. des traces anarchistes dans certains mouvements millénaristes et messianiques ?*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1°édition 1995, 154p, juin 2010

[586] BOULOUQUE Sylvain *Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël*, -in-Gavroche, n°101, oct.1998

[587] ORIOL Philippe *Bernard LAZARE anarchiste et nationaliste juif*, Paris, Champion, 1999 & ORIOL Philippe *Bernard LAZARE*, Paris, Stock, 548p, 2003

[588] COQUIO Catherine *Mecislas GOLDBERG (1869-1907). Passant de la pensée*, Paris, Maison Neuve & Larose, 504p, 1994

[589] AVRICH Paul *L'anarchisme juif aux États-Unis* (1988), -in-*Anarchiste (L') et le juif, histoire d'une rencontre*, À contretemps, N° spécial, Paris : n°35, 44p, p.29-41, septembre 2009, p.36

»
communistes-anarchistes dans le mouvement des kibboutzim vers 1910 et se disait lui-même « *anarcho-communiste et sioniste* »[590].

C'est aussi le cas de Mark YARBLUM (1887-1973), qui s'oppose pourtant à KROPOTKINE[591], YARBLUM affirmant qu'il existe un sionisme non religieux et libertaire, et qu'il ne faut pas le confondre avec le messianisme.

Cependant, comme avec toute approbation du phénomène national, la dégénérescence vers le nationalisme est un risque évident : d'où la notion de « *socialisme sioniste* »[592], qui va encourager parfois les implantations kibboutziques. Mais à la différence d'aujourd'hui, ce sionisme d'alors n'est pas compris de manière totalement péjorative.

Ce «*curieux socialisme*»[593] mêle utopisme et aspects libertaires à d'autres traditions très paradoxales. Ainsi un kropotkinien comme Gershom SCHOLEM imagine même un sionisme libertaire, misant plus sur l'utopie d'un nouveau monde débarrassé des scories de l'ancien, que sur la création d'un nouvel État[594]. Il milite en Allemagne dans les années 1910 avec le groupe anarchiste *Jung Juda* qui vise à la construction d'une « *communauté* » et non pas d'un État centralisé.

Arnold MANDEL, militant en France de l'Union Anarchiste, s'affiche lui aussi sioniste et anti-étatiste[595].

Même dans les années 1930, Sylvain BOULOUQUE note que dans *l'Encyclopédie anarchiste*, le sionisme est toujours considéré comme un « *mouvement généreux* », même si sa dérive étatique est anti-libertaire et contre-révolutionnaire. Il faut reconnaître qu'à l'époque, on mélange volontiers sionisme et expériences communautaires menées surtout dans le cadre des kibboutzim, car les « *kibboutz passionnent les anarchistes* »[596].

## 2. L'utopie du kibbutz et ses traces libertaires

Le *kibbutz* ou *kibboutz*, comme le terme *kvoutza* ou *kwuza*, signifie groupe, communauté ; le pluriel est *kibboutz* ou *kibboutzim* (*kvutzot* pour les communautés) ; les habitants sont des *kibboutzniks*.

### *a) Premières analyses et propositions*

Sur le plan historique, il semble que les premières colonies en *Eretz Israël* (Terre d'Israël) se font vers 1882, et obtiennent l'appui de l'ICA (*Jewish Colonization Association*) créée en 1891. Vers 1900, la vision de colonies socialistes s'affirme de plus en plus, tant en milieu marxiste (par exemple avec Ber BOROCHOV 1881-1917) qu'anarchiste, mais aussi post-fouriériste. Maurice RASJFUS cite le socialiste russe Nacham SYRKIN (Naham SIRKIN 1868-1924) qui évoque les phalanstères[597] dans sa présentation des communautés agraires et culturelles. Il est l'auteur en 1898 du livre écrit en russe *La question juive et L'État-juif socialiste*. Le projet pour la Galilée de Saül LANDAU (*Ma'hnayim*) est un autre exemple. Mais attention, le terme de « *colonie* » est ambivalent, et concerne tout autant comme ici un projet communautaire à portée sociale et alternative, qu'un établissement de type colonial au sens impérialiste du terme. Les communautés anarchistes qui existent partout dans le monde à la

[590] GORDON Uri *Noi anarchici contro il muro*. Intervista di Andrea STAID, -in-A Rivista anarchica, Milano : a.39, n°6-346, p.27-31, estate 2009, p.29
[591] KROPOTKINE Pierre *Noch Vegen Anarchizm un Tsionism,* Buenos Aires, Kropotkin-Zamelbuch, 1947, cité –in- Ni patrie, ni frontières, n°8-9, mai 2004
[592] RAYMAN Paula *Kibbutzim : the vanguard of zionist-socialism*, -in-Interrogations, n°6, mars 1976
[593] RAJSFUS Maurice *Le sionisme : une utopie à géométrie variable,* -in-Utopie critique *L'évolution sociale est désespérement lente, n'est-ce-pas, ma chérie ?,* Paris: Syllepse, n°1, p.79-91, automne 1993, p.83
[594] Cf. JACOBSON Eric *Gershom SCHOLEM entre anarchisme et tradition juive*, -in-BERTOLO Amedeo et autres *Juifs et anarchistes*, Paris-Tel Aviv, Éditions de l'éclat, p.53-74, avril 2008
[595] MANDEL Arnold *Nous autres juifs*, Paris, Hachette, 1978
[596] BOULOUQUE Sylvain *Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël*, -in-Gavroche, n°101, oct.1998
[597] RAJSFUS Maurice *Le sionisme : une utopie à géométrie variable,* -in-Utopie critique *L'évolution sociale est désespérement lente, n'est-ce-pas, ma chérie ?,* Paris: Syllepse, n°1, p.79-91, automne 1993, p.83

»
même époque se désignent volontiers sous le nom de « *milieux libres* », mais aussi de « *colonies anarchistes* » ou de « *colonies communistes* ».

Influencé par Theodor HERZL (1860-1904) qu'il rencontre dès l'année de la parution de son *L'État juif* (1896), l'anarchisant français Bernard LAZARE se positionne de plus en plus en faveur des colonies (au sens d'établissements communautaires, bien évidemment). Mais son antiétatisme et son antinationalisme agressif libertaire le font s'opposer au sionisme officiel, et rompre avec HERZL dès 1898-99. Il n'en reste pas moins un curieux libertaire sioniste, qui affirme de plus en plus sa judaïcité[598]. Il reconnaît aux juifs, avec lesquels il s'assimile de plus en plus vers la fin de sa vie, le droit, comme à toute minorité, de pouvoir se regrouper et de disposer d'elle-même. C'est donc également une forme de nationalisme, mais au nom du pluralisme et de la liberté. Les anarchistes ont en effet toujours montré une forte solidarité avec les minorités, et comme ils se positionnent pour un fédéralisme de communes autonomes, on peut comprendre qu'ils sont parfois favorable au « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». Certes, avec les dérives du XX° siècle et dans le cas d'Israël avec les méfaits que connaissent les peuples arabes, cette vision anarchiste philo-sioniste va presque totalement disparaître après les années 1930.

Le Kibboutz serait un « *non-échec exemplaire* » pour Martin BUBER, disciple de KROPOTKINE et de Gustav LANDAUER, qui en fut une des grandes références, au moins pour ceux qui s'inspirent des idéaux libertaires et kropotkiniens. LANDAUER surtout, et son ami BUBER dans la foulée, développent au début du XX° siècle de nombreuses idées sur des communautés autonomes et fédérées qui annoncent au moins partiellement l'organisation kibboutzique[599].

Quelques libertaires tolstoïens mettent en avant les idées de *Haskelah* (*Les Lumières*) : « *équité, entraide et communautarisme* »[600], et rejoignent en cela la pensée kropotkinienne. L'ami de TRUMPELDOR, Zvi-Grisha SCHATZ, introduit le tolstoïsme dans les communautés de Palestine vers 1910.

Le populisme russe, la pensée kropotkinienne et le tolstoïsme ont effectivement fortement marqué le parti *Hapoel Hatzaïr* (ou *Ha'poel Hatzaïr -Le jeune travailleur*) qui se fonde en Palestine vers 1905. De ce mouvement naissent les premiers kibboutz. Ce parti va également être un des principaux fondateurs dans les années 1920 du syndicat *Histadrout,* mais les libertaires y seront bien peu présents. Pourtant c'est ce parti qui traduit en russe quelques textes de KROPOTKINE. Le biélorusse Yitzhak TABENKIN (1887-1971), un des dirigeants d'envergure du parti *Hapoel*, disposerait d'une solide base libertaire, même si ses charges ultérieures en laissent peu de trace. Aharon David GORDIN (1856-1922)[601] est un des autres responsables influencés par l'anarchisme, par NIETZSCHE et par TOLSTOÏ : il est sans doute également proudhonien, car il mise primordialement sur le travail manuel collectif comme moteur de régénération. *Hapoel Hatzair* est également dirigé par Haim (ou Chaïm) ARLOZOROV (1899-1933) qui serait l'auteur d'un essai sur KROPOTKINE ; leur revue *Ma'abarot*, d'après Michael LÖWY, aurait d'ailleurs publié une présentation du « *Communisme anarchique* » dans son numéro 3 de 1921, ce que confirme Yaacov OVED[602]. Ce dernier note également qu'un des premiers livres publiés en hébreu en Palestine fut *L'entraide* de

[598] WILSON Nelly *BERNARD-LAZARE : l'antisémitisme, l'Affaire DREYFUS et la recherche de l'identité juive* Paris, Albin Michel, 461p, 1985 (p308 & ss)
[599] Cf. ANTONY Michel C*. 7. Des kropotkiniens de l'aire germanique et judaïque : Martin BUBER, Gustav LANDAUER, Gershom SCHOLEM…*, -in-*V. Quelques œuvres utopiques libertaires ou résolument anarchistes...*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 137p, mai 2008
[600] RAYMAN Paula *Kibbutzim : the vanguard of zionist-socialism*, -in-Interrogations, n°6, mars 1976, p.126
[601] GORDON Uri *Noi anarchici contro il muro*. Intervista di Andrea STAID, -in-A Rivista anarchica, Milano : a.39, n°6-346, p.27-31, estate 2009, p.29
[602] OVED Yaacov *L'anarchisme dans le mouvement des kibboutz*, -in-BERTOLO Amedeo et autres *Juifs et anarchistes*, Paris-Tel Aviv, Éditions de l'éclat, p.195-206, avril 2008, p.196

»
KROPOTKINE en 1923. C'est pourquoi on peut comprendre que Yitzhak TABENKIN, un des leaders de l'important mouvement « *Kibbutz Hameyuhad* » se déclarait anarcho-communiste. Même plus tard, lorsque le mouvement kibboutzique s'institutionnalise, et se fait parfois pro-marxiste, l'œuvre de KROPOTKINE reste étudiée, ou traduite, notamment par la maison d'édition *Kibbutz Hameyuhad* (*Autour d'une vie*). KROPOTKINE semble avoir également fortement influencé le jeune Berl KATZNELSON (1887-1944)[603] lui aussi sioniste de gauche d'origine biélorusse, et plus tard très actif dans la Légion juive et le travaillisme.

Les jeunesses sionistes du début du XX$^{ème}$ siècle semblent très intéressées par les volontés d'expérimentations autogérées formulées tant par BUBER que par LANDAUER. Le « *système communautaire décentralisé* » et « *avec nationalisation des terres* » du « *KROPOTKINE allemand* » (LANDAUER) plaît beaucoup à un militant d'origine ukrainienne, Aaron David GORDON, qui s'en souviendra dans ses essais à Degania, mais également aux mouvements *Hapoel Hatzair* (*Le Jeune T*ravailleur) et *Zeirei-Zion* (*Les jeunes de Sion*). OVED note que bien des militants du *Hashomer Hatzaïr* (*La jeune Garde*) veulent appliquer les idées de LANDAUER, notamment ceux impliqués dans la coopérative de Bitaniya Illit[604] qui serait peut être vécue comme « *une communauté anarchiste* ». Meir YA'ARI (1897-1987), connaisseur de KROPOTKINE, leader de l'*Hashomer Hatzaïr,* développe dans sa jeunesse des vues en faveur des réseaux fédéraux de communautés autonomes qui sont très proches du fédéralisme anarchiste. Par la suite il passe au marxisme et à la réhabilitation du politique.

Un autre mouvement, la *Gdud Ha Avodah - Bataillon du Travail*, s'inspirant des positions « *travaillistes* » de Joseph TRUMELDOR, est à l'origine d'une communauté aux principes libertaires.

L'anarchiste Aharon SHIDLOVSKY est un des fondateurs du kibboutz Kvutzat Kinneret.

Plus étonnant et intéressant pour exprimer le rayonnement de la pensée libertaire est l'invite faite à LANDAUER (sous proposition de Martin BUBER) en 1919 par le jeune Nachum GOLDMAN (qui sera en 1976 président du *Congrès Juif Mondial*) afin d'aider à clarifier les volontés utopiques et constructives des pionniers du sionisme[605]. Cela en dit long sur cette influence de LANDAUER, pourtant si rarement citée aujourd'hui dans les ouvrages sur les kibboutzim. C'est d'autant plus remarquable que jamais LANDAUER ne s'est réclamé du sionisme, à la différence de BUBER.

Un autre libertaire méconnu, le « *rêveur insoumis* » Franz KAFKA[606] s'intéresse lui aussi aux pionniers et avoue rêver s'intégrer au mouvement en Palestine. Lié au milieu anarchiste praguois avant 1912 et lecteur de KROPOTKINE, KAFKA s'insère largement dans cet ensemble d'intellectuels juifs portés par les idées antiautoritaires exprimées par les premiers kibboutzim. En 1918, son ouvrage *La Communauté des travailleurs non possédants* est à la fois une description superficielle de ce que doivent être les premiers kibboutzim, et une œuvre à tonalité utopique libertaire en faveur des petites communautés[607].

Dans les années 1930, un groupe de jeunes socialistes issus des kibboutz se nomme « *Socialistes libres* » et n'hésitent pas à étudier des textes anarchistes, voire à publier des analyses libertaires. C'est le cas de Yitzak TAVORI (1913-1944), membre du kibboutz Afikim.

Certains anarchistes ou libertaires vont participer au conflit espagnol dans les années 1930 et confirmer les rapprochements entre collectivités libertaires et kibboutzim, ce qui va contribuer à renforcer l'intérêt des militants et écrivains libertaires.

Une reprise des idées libertaires se ferait jour dans les années 1950-1960, sous la poussée des analyses de BUBER qui réside de plus en plus en Israël. OVED fait référence à

[603] GONCHAROK Moshe *La stampa anarchica yiddish in Israele*, -in-Bollettino Archivio G. Pinelli, Milano, *Speciale Anarchici ed Ebrai*, n°15, 48p, aprile 2000, p.42-43
[604] OVED Yaacov *op.cit.*, p199
[605] YASSOUR Avraham *Gustav LANDAUER e Nachum GOLDMAN. Un carteggio (1919*), –in-RSDA, a.8, n°1-15, Pisa, BFS, gen.-giu.2001
[606] LÖWY Michael *Franz KAFKA, rêveur insoumis*, Paris, Stock, 188p, 2004, p.45 & ss
[607] LÖWY Michael *Franz KAFKA, rêveur insoumis*, Paris, Stock, 188p, 2004, p.46

»
*Shedemot*, journal du mouvement Ihud Hakvuzot Vehakibbutzim qui propose quelques analyses d'auteurs libertaires (sur LANDAUER, n°11-12 de novembre 1963). À Tel Aviv, un groupe anarchiste d'origine surtout polonaise est animé par Eliezer HIRSHAUAGE, historien du mouvement anarchiste de son pays d'origine. Un des militants et penseurs parmi les plus actifs serait alors Abba GORDIN (1887-1964). Ancien militant communiste libertaire après la révolution russe, il émigre aux ÉU puis s'installe en Israël après 1958. Il ouvre un cercle culturel libertaire à Tel Aviv : l'ASHUACH et dirige la revue *Problemen - Problemot* de 1959 à 1964. L'ASHUACH compterait alors près de 150 membres. Dans les années 1960 son œuvre est poursuivie par Shmuel ABARBANEL puis dans les années 1970 par Joseph LUDEN (polonais né en 1908). ASHUACH et *Problemen* (165° numéro en décembre 1989) durent jusqu'à la fin des années 1980. LUDEN tente alors la sortie en 1991 (un seul numéro), toujours en yiddish, de *Freie Stimme*, dernière publication mondiale en yiddish[608] ; comme GORDIN ce fut un des principaux animateurs de la *Freedom Seeker's Association*[609].

Depuis les années 1960-1970 on note un petit renouveau anarchiste. Quelques libertaires intègrent le groupe *Matzpen - La boussole*. Toma SCHICK est active dans l'Internationale des *Résistants à la Guerre* et dispose d'un certain échos parmi les réfractaires à l'armée. Les historiens Giora MANOR et Avraham YASSOUR se penchent de plus en plus sur l'anarchisme. Punks, étudiants, pacifistes, écologistes libertaires… se font connaître par des mouvements d'action directe : fêtes, occupations de lieux, diffusions de tracts et éditions diverses. Uri GORDON évoque le Salon Mazal et l'importance de l'Infokiosk à Tel-Aviv et d'Indymedia Israël.

Après la chute de l'empire soviétique, un nouveau regard s'est fait sur les origines des kibboutz et sur l'influence trop sous-estimée des libertaires : rééditions et analyses sont relativement nombreuses. Chaïm SEELIGMANN et Eliahu REGEV semblent être parmi les intellectuels les plus marqués en ce sens d'une refondation libertaire du mouvement kibboutzique.

Aujourd'hui, le kibboutz Samar est souvent cité comme étant un des kibboutz anarchistes de longue durée. C'est en son sein que fut écrit par Uri GORDON son ouvrage *Anarchy alive !*

Bien des libertaires feront le voyage en Israël pour contacter des *kibboutzniks* et analyser, comme le fait Augustin SOUCHY, la forme de « *communisme libertaire naturel et expérimental* » que certains mettent en œuvre. L'anarchiste allemand semble toujours partager cette analyse dans ses mémoires de 1977, écrites en allemand, avec un chapitre qui s'intitule « *Au pays des kibboutzim* »[610]. Il avait déjà publié en 1954 à México un ouvrage qui en faisait mention intitulé *El nuevo Israel*. Vers 1960, il affirme dans ses mémoires avoir publié une étude comparative : *Étude sur les coopératives agricoles au Mexique, en Israël, en Espagne et à Cuba*. Le terme « *coopératives* » étant plutôt à traduire par « *collectivités* » (on dirait communautés dans les années 1970). En 1984 son *Voyage dans les kibboutzim* est publié en allemand[611]. Ainsi, malgré l'évolution capitalistique du kibboutz, un militant libertaire pouvait toujours rester fidèle aux bonnes impressions des premiers contacts : il a fait deux visites en Israël, en 1951 et en 1962.

[608] GONCHAROK Moshe *La stampa anarchica yiddish in Israele*, -in-Bollettino Archivio G. Pinelli, Milano, *Speciale Anarchici ed Ebrai*, n°15, 48p, aprile 2000, p.42-43
[609] GORDON Uri *Anarchy alive ! Les politiques antiautoritaires de la pratique à la théorie,* Lyon: ACL, traduit par Vivien García, 248p, 2012, p.191
[610] SOUCHY Augustin *Attention anarchiste ! Une vie pour la liberté (1977)*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 258p, 2006
[611] SOUCHY Augustin *Reisen durch die Kibbuzim*, Reutlingen, Trotzdem-Verlag, 65p, 1984

»

On peut également citer l'anarcho-syndicaliste espagnol Joseph RIBAS qui s'installe avec sa famille dans le Kibboutz *Hahotrim* (vers Haïfa). Il en est de même avec le militant milicien Ramón évoqué par Élie BARNEVI[612].

Quant à l'historien anarchiste britannique d'origine canadienne George WOODCOCK (1912-1995), il renforce l'intérêt des libertaires au sortir de la Seconde guerre mondiale sur ce qu'il considère une expérience libertaire « *d'application de la théorie anarchiste* »[613]. Jean MALINE renforce ce trait en faisant des « *Communes libres en Israël* » un lieu d'application du communisme libertaire[614]. Dans les années 1945-1980, Sylvain BOULOUQUE montre que nombreux sont en France les articles qui idéalisent des kibboutzim jugés trop rapidement libertaires[615].

### b) La réalité du kibboutz et ses évolutions

Le mouvement kibboutzique, vraiment fondé en Israël dès 1909 (malgré les antécédents cités ci-dessus) après une grève ouvrière (communauté de *K'vutsat Degania*), se développe surtout à partir des années 1920. Il intègre évidemment le sionisme dont il représente l'axe colonisateur, mais contrairement aux affirmations péremptoires de Paula RAYMAN (article cité de la revue *Interrogations*), il offre également d'autres aspects dans lesquels les libertaires peuvent se reconnaître.

Les anarchistes y sont présents dans toutes leurs tendances, mais surtout les kropotkiniens (dont Martin BUBER) et les tolstoïens comme Aaron David GORDON (1856-1922) ou Joseph BARATZ (1890-1968)[616], plus quelques réfugiés rescapés du mouvement makhnoviste[617]. Ainsi le village coopératif *Nahalal* (en fait un *moschaw* et non un kibboutz) est fondé entre autre par l'anarchiste tolstoïen et végétarien Nathan CHOFZI vers 1920. Après l'échec de la Guerre civile espagnole, quelques libertaires ibériques comme Joseph RIBAS (indiqué ci-dessus), pas forcément juifs d'ailleurs, se fixent en Israël.

Il semble que la présence anarchiste, où ses fondements théoriques, sont surtout présents dans le *Hashomer Hatzair* qui fonde le mouvement *Hakkibutz Ha'artzi*[618]. C'est une formation proche du parti d'extrême gauche Mapam.

Ils s'inspirent peut-être également de l'utopie d'HERZL, *Altneueland* de 1902, qui alors imprégné des écrits libertaires, propose une sorte de *Gemeinschaft* (communauté) plus ou moins proudhonienne composée de multiples petites communautés ouvertes, reposant sur l'adhésion volontaire. Leurs pratiques s'inspirent des coopératives, du syndicalisme et du mutualisme d'origine française surtout, à cette époque nettement influencés par l'anarchisme[619].

L'origine idéologique du mouvement est cependant évidemment plurielle : socialisante et sioniste, nationaliste juive mais également parfois marquée d'un net esprit libertaire et communiste (au sens socio-économique). La grande majorité est laïque, mais une minorité de kibboutz religieux est apparue à la fin des années trente. Dans un article de *La Rivista anarchica* de Milan (n°214 – 1995) Giora MANOR parle du kibboutz dominé aujourd'hui par une idéologie philo-marxiste, mais pratiquant toujours des méthodes globalement libertaires.

---

[612] Cf. BOULOUQUE Sylvain *Paradoxes anarchistes sur la « question juive»*, -in-*Anarchiste (L') et le juif, histoire d'une rencontre*, À contretemps, N° spécial, Paris : n°35, 44p, p.17-23, septembre 2009, p.23

[613] WOODCOCK George *Esperienze libertarie-collettiviste in Palestina*, -in-Volontà, Napoli : a.II, n°6, 1947

[614] MALINE Jean *Les communes libres en Israël. Leur caractère - leur vie*, -in-Le Libertaire, n°203 & 204, 18 & 25/11/1949

[615] BOULOUQUE Sylvain *Paradoxes anarchistes sur la « question juive»*, -in-*Anarchiste (L') et le juif, histoire d'une rencontre*, À contretemps, N° spécial, Paris : n°35, 44p, p.17-23, septembre 2009, p.23

[616] MALRAUX Clara *Civilisation du kibboutz*, Genève, Gonthier, 188p, 1964

[617] IZRINE Jean-Marc *Les libertaires du Yiddishland. Panorama d'un mouvement oublié*, Paris-Toulouse, Alternative Libertaire & Le Coquelicot, Mémoires n°2, 95p, 1998

[618] GOMEZ Freddy *L'anarchiste et le juif*, –in-Ni patrie, ni frontières, Paris, n°8-9, mai 2004, p.157

[619] TROUSSON Raymond *Théodore HERZL ou l'utopie dans l'histoire*, -in-*D'utopie et d'utopistes*, Paris, L'Harmattan, 1998

»

Ces considérations me permettent donc d'analyser « *l'utopie kibboutzique* » parmi les grands exemples d'utopies libertaires, un peu comme l'ont fait les historiens anarchistes George WOODCOCK et Augustin SOUCHY[620] ou le journaliste du *Libertaire* Jean MALINE, mais avec bien plus de recul et de critique. Giora MANOR, membre du kibboutz Mishmar Ha-Emek, affirme également en 1993 que « *la réalité kibboutzique est basée sur la pensée anarchiste, et non pas marxiste…* »[621] : volontariat, antiétatisme, mise en commun, entraide, fédéralisme, pluralisme démocratique… sont pratiqués, mais, malheureusement pour l'anarchisme, rarement explicités idéologiquement.

Le mouvement des kibboutz reste un des rares exemples d'autogestion sur le long terme, puisque encore aujourd'hui (début du XXI$^{ème}$ siècle) il compte plus de 250 communautés (269 en 2005) pour près de 130 000 membres. L'ensemble forme moins de 4% de la communauté israélienne en fin du XX$^{ème}$ siècle, alors qu'il en représentait moins de 8 % à la fondation de l'État en 1947. D'autres chiffres évoluent entre 6% et 3 %[622]. Il y a net déclin relatif, mais pas disparition. On peut parler plutôt de stabilité numérique, en chiffres bruts.

À côté du kibboutz existent d'autres formes communautaires en Israël, comme le *moshaw* ou *moschaw*, communauté surtout agraire et assez proche des coopératives intégrales, où le travail et la propriété sont communs, mais pas la répartition. Dans certains cas, les moshaw sont plus proches des fermages coopératifs que des collectivités. La vie privée est souvent plus importante que dans les kibboutzim, et les appartements la plupart du temps seraient privés.

Un kibboutz fait en moyenne entre 500 et 600 ha, et regroupe près de 450/500 membres. Il s'agit plus d'un gros centre communautaire, que d'un village autogéré ; il est souvent assez comparable aux cités-jardins[623], tant les espaces cultivés et les espaces verts se multiplient. Les activités rurales et urbaines y sont toujours complémentaires, rarement antagonistes. L'engouement pour le jardinage est une caractéristique qui est forte dès les origines, et qui continue à étonner Clara MALRAUX lors de ses visites vers 1960, surtout en contradiction avec le désert ou la steppe environnante.

Le kibboutz se présente, pour l'analyste Bruno BETTELHEIM[624], comme « *un idéal devenu réalité quotidienne* ». David CATARIVAS ajoute que « *c'est la réalisation humaine la plus proche de l'idéal utopique de paix et de solidarité* »[625]. De la même manière, Arthur KOESTLER affirme que « *les colonies ont transformé une idée apparemment utopique en une réalisation significative malgré sa petite échelle* ». Stanley MARON parle de « *principale expérience communautaire du XX$^{ème}$ siècle qui se pose comme alternative, tant à la société urbaine qu'à l'économie de marché* ». Dès 1964, pour Clara MALRAUX, ce « *prodigieux laboratoire socio-économique* », véritable « *enclave socialiste dans un monde capitaliste* » repose sur des principes « *d'autogestion* »[626]. Elle reprend l'affirmation de l'anarcho-syndicaliste Augustin SOUCHY, spécialiste des collectivités espagnoles, qui parlait lui de « *seule réalisation de socialisme volontaire dans le monde* »[627].

---

[620] SOUCHY Augustin *El nuevo Israël*, Buenos Aires, 1957
[621] MANOR Giora *La natura anarchica del kibbutz* (1993), -in-Bollettino Archivio G. Pinelli, Milano, n°15, 48p, aprile 2000, p.19-21
[622] MERHAV Peretz *Crise au Kibboutz ?*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.179-186, janvier-mars 1976
[623] MARON Stanley *Mercato e comunità. Il kibutz tra capitalismo e utopia*, Milano, Eléuthera, 132p, 1994
[624] BETTELHEIM Bruno *The Children of the dream* 1979 - *Les enfants du rêve*, Paris, Laffont, 393p, 1979
[625] CATARIVAS David *Vivre au kibboutz,* Paris, Stock, 253p, 1983
[626] MALRAUX Clara *Civilisation du kibboutz*, Genève, Gonthier, 188p, 1964, p.65, 74 & 81
[627] MALRAUX Clara *Civilisation du kibboutz*, Genève, Gonthier, 188p, 1964, p.182

»

Le kibboutz apparaît comme une vraie « *utopie vivante* »[628] qui reposerait pour Arrik DELOUYA sur 4 valeurs principales très proches des positions anarchistes et souvent confondues avec elles :

1. Le volontariat, donc l'association libre, et son pendant, le possible abandon ou départ également volontaire. Le kibboutz est donc bien « *cette communauté jouissant d'une autonomie économique totale et constituée par des membres qui y adhèrent en toute liberté* » et dont « *le départ peut, à tout moment, être librement décidé* »[629]. Ce volontariat est également mis au premier plan par Yves DURRIEU[630]. Le volontariat existe aussi pour l'adhésion du kibboutz à la fédération de son choix.
2. L'égalité absolue à tous les niveaux, et une sorte pratiquée de communisme libertaire, malgré une relative rareté des biens produits (ce qui empêche le rêve utopique de société d'abondance et de la « *prise au tas* », vision qu'ont osée certains anarchistes qui lisaient KROPOTKINE de manière trop schématique). La répartition se fait en fonction des besoins, non du travail fourni, un adulte âgé, un infirme ou un jeune enfant prétendant aux mêmes droits qu'un actif dans la force de l'âge. Le principe d'égalité solidaire est essentiel.
3. L'autonomie (par rapport à l'État) et l'autogestion ou démocratie directe existent presque partout malgré d'inévitables dérives centralistes. Il s'agit bien en théorie d'un « *monde sans pouvoir ni coercition* », et d'un monde « *sans État* » comme le rêve l'anarchisme. Cette autogestion (on devrait dire cette utopie) nous précise S. JONAS est «*à la fois économique, sociale, municipale et urbanistique ; (c'est également) une autogestion de la production, de l'enseignement et de la culture* »[631]. La démocratie directe repose sur la primauté de l'Assemblée Générale, expression fondamentale de tous les membres, qui au début était au moins hebdomadaire, et qui exerçait les trois pouvoirs législatifs, judiciaire et surtout exécutif, comme l'a développé Menachem ROSNER[632]. Les enfants, par groupes d'âge, sont encouragés également à pratiquer cette auto-administration de leurs activités et à multiplier les assemblées et les comités. Pour éviter la recherche de place lucrative les kibboutzim ne donnent pas d'avantages matériels aux fonctions exercées, et poussent à la rotation des tâches : la dégénérescence bureaucratique est donc fortement limitée.
4. Le collectivisme parfois quasiment intégral, est pratiqué avec parfois des formes coopératives plus modérées. Il touche autant le domaine de la production que celui de la vie quotidienne (repas, buanderie…) et de la vie culturelle (loisirs, éducation…). Mais la remontée des pratiques individualistes tend à réduire cette dimension.

Comme idéaux, pratiques et utopies libertaires de cette *Lebensgemeinschaft* (communauté de vie, pour Martin BUBER) on peut également rajouter :

- La haine de l'argent (dès 1911 il est banni du 1er kibboutz, Degania). Dans *La Tour d'Ezra*, Arthur KOESTLER[633] résume bien ces idéaux libertaires, même s'il n'utilise pas ce terme : « *leurs traits fondamentaux étaient les mêmes : le réfectoire commun, les ateliers, la maison des enfants, la prohibition du travail salarié, l'abolition de la monnaie, du troc et de la propriété privée ; la distribution des tâches selon les capacités de chacun et celle des produits selon les besoins* »
- Une éducation autogestionnaire et anti-autoritaire, proche de l'idée anarchiste d'éducation intégrale comme tente de le prouver Bruno BETTELHEIM ; un kibboutznik interviewé par Clara MALRAUX affirmait que « *notre système d'éducation n'est jamais autoritaire,*

[628] DELOUYA Arrik *Le kibboutz ou l'utopie vivante*, L'Aigle, Publications Orientalistes de France, 131p, 1982
[629] MALRAUX Clara *Civilisation du kibboutz*, Genève, Gonthier, 188p, 1964, p.15
[630] DURRIEU Yves *Le kibboutz autogestionnaire : résister à un environnement hostile*, -in-Autogestions, *Pérou 1968-1980. Quand les militaires s'en mêlent…*, Toulouse: Privat, n°04, p.491-498
[631] JONAS S. *Autogestion kibboutzique ,*–in-Autogestion, n°5 & 6, mars-juin 1968
[632] ROSNER Menachem *Principes, types et problèmes de la démocratie directe dans les kibboutzim*, in-Autogestion, n°2, avril 1967
[633] KOESTLER Arthur *Thieves in the night/La tour d'Ezra*, 1947

»

*(puisque) nous ne connaissons ni bulletin, ni sanction, ni ''redoublage'' (sic)* »[634]. Mais « *les blâmes publics* » parfois pratiqués sont tout de même très problématiques !

- L'absence théorique de différence homme-femme, même pour les tâches ardues (militaires notamment) dans la pratique ; cependant cette vision est sans doute désormais erronée, le kibboutz devenant « *une société profondément sexiste* »[635] ; dès les années 1960 cette évolution était mise en valeur avec un retour massif des femmes dans des fonctions culinaires et éducatives, et dans les autre services. Cependant l'esprit pionnier persiste, et des femmes résistent face à cette évolution, et elles sont souvent soutenues par leurs camarades masculins.
- L'absence de différences selon les âges, les personnes âgées du kibboutz continuant à assurer une fonction sociale ou productive, et à être écoutées dans les assemblées et conseils.
- L'absence de hiérarchies, de grades ; même des élus ou hauts fonctionnaires reviennent au kibboutz faire leur tâche, comme n'importe quel autre membre ;
- Le refus de l'héritage dans une vision très bakouninienne ;
- Les multiples regroupements fédéralistes et une solidarité ou entraide proches des positions kropotkiniennes.
- Une position parfois fouriériste favorable au travail attrayant, avec pratique de la rotation des tâches.

Quelques traits étonnants rapprochent également le kibboutz des essais utopiques anarchistes ibériques du début du XX$^{ème}$ siècle : le puritanisme, l'ascétisme, voire un certain refoulement sexuel, une volonté de ne pas abuser des bienfaits. Pour confirmer ces rapprochements, après son voyage dans les kibboutz en septembre 1969, l'écrivain argentin Ernesto SABATO fait l'éloge du communisme anarchiste dans la revue *Raices* de Buenos Aires.

Mais déjà avant lui, Augustin SOUCHY, Gaston LEVAL avaient mis l'accent sur la comparaison entre collectivités et kibboutz, et pas seulement pour le mode de vie, mais pour l'organisation et la force des idéaux.

Mais les traits négatifs en sens libertaire sont également nombreux :
- le sionisme reste fortement affirmé.
- l'engagement militaire est de grande importance, tant comme place militarisée (miradors, murailles parfois) que pour la formation de cadres.
- l'évolution vers plus de centralisme est manifeste.
- l'apparition de stratifications qui limitent l'égalité : sociales, selon le sexe ou selon le kibboutz (processus d'hétérogénéisation idéologique et socio-économique analysé par Avraham YASSOUR dans de nombreux écrits)
- la primauté de l'appartenance ethnique et religieuse (« *une société de vrais croyants* » dit BETTELHEIM).
- pire peut être note Maurice RAJSFUS, l'expansionnisme colonial serait fortement représentée dans les kibboutzim[636]. Cela est rarement confirmé (ou abordé) dans d'autres analyses et il semble que la vague des colonies en milieu palestinien dans les années récentes n'ont rien à voir avec l'esprit communiste communautaire des kibboutzim. Il s'agit surtout de colonisation au sens péjoratif du terme, appuyée par la droite et l'extrême droite et les religieux radicaux.

L'individualisme et la vie familiale l'emportent peu à peu sur l'égalitarisme et le collectivisme, et un certain conformisme et une certaine uniformité, repoussent le pluralisme et l'aspect communiste libertaire des débuts.

---

[634] MALRAUX Clara *Civilisation du kibboutz*, Genève, Gonthier, 188p, 1964, p.119 & 130
[635] SILVER Vivian *Egli créo l'uomo e la donna*, -in-Volontà, L'utopia comunitaria, 1989
[636] RAJSFUS Maurice *Le sionisme : une utopie à géométrie variable,* -in-Utopie critique *L'évolution sociale est désespérément lente, n'est-ce-pas, ma chérie ?,* Paris: Syllepse, n°1, p.79-91, automne 1993, p.86

»

Il s'ouvre de plus en plus au consumérisme, parallèlement avec un renforcement de la cellule familiale, certes élargie, comme l'analyse Stanley MARON. En effet les succès économiques des kibboutzim offrent la possibilité d'une consommation plus massive des biens et des produits. La vie frugale voire austère imposée par les difficultés initiales ou choisie idéologiquement n'est aujourd'hui plus de mise, et bien moins acceptée par les nouvelles générations.

Les rapports salariaux s'y développent, mais, remarque SOUCHY, « *le salariat n'est pas la fin des kibboutzim* »[637], car le salaire n'est pas en soi un élément déterminant si s'applique une égalité forte, sans hiérarchie des fonctions. L'évolution récente lui donne tort. De plus en plus de kibboutzim emploient une main d'œuvre extérieure, surtout pour les travaux pénibles, ce qui introduit d'autres disparités sociales, et renforcent des clivages socio-économiques évidents.

La vague néolibérale s'amplifie depuis les années 1999, plus des $^{2}/_{3}$ des kibboutz auraient abandonné désormais le collectivisme[638].

La démocratie directe et le sens communautaire semblent en recul, l'assistance aux Assemblées générales se réduit fortement.

Le kibboutz, avec désormais plus d'un siècle d'existence (ce qui est en soi un énorme succès), reste un îlot utopique encore un peu isolé et un peu marginal (« *tour d'ivoire* », « *oasis* » dit KOESTLER), voire parfois sectaire, malgré son ouverture de plus en plus forte sur le monde israélien (université, travaux industriels extérieurs, service militaire…). Près de 1,7% des israéliens vivent dans les kibboutz, et contribuent à fournir près de 6% du PNB national vers 2007.

Mais son rayonnement (et une certaine mythification) dépasse sa faible importance statistique et continue à manifestement peser, y compris à l'extérieur du pays. Le développement du tourisme (et non plus de l'apport solidaire de travailleurs extérieurs) dans les kibboutzim sont à la fois une chance d'ouverture, un apport économique supplémentaire, mais aussi une des causes de leur alignement de plus en plus rapide sur la société globale israélienne.

L'utopie libertaire, présente parfois dans les premières années, semble bien lointaine désormais, et de plus en plus limitée.

Par contre une tendance (relativement) nouvelle, contre libéralisme et productivisme, se met en place ou se renforce dans les kibboutzim ou à proximité d'eux : il existe en Israel vers 2013 près d'une soixantaine de communautés alternatives (57 selon l'article de la Repubblica[639]). Elles tentent des essais de production plutôt biologiques et expriment globalement une volonté de développement harmonieux, refusant la croissance à tout prix. L'écologie et le respect du milieu, l'ouverture aux autres, la convivialié et la mutualisation sont des traits omniprésents dans ces communautés.

Certaines sont de vrais kibboutzim (comme Lotan dans le secteur désertique d'Arava), d'autres sont des communautés agraires le plus souvent rattachées à un kibbutz mais administrativement indépendantes (Hukkuk vers le Lac de Tibériade, occupe une partie des terres d'un kibbutz), d'autres enfin sont des communautés agricoles ou des collectivités villageoises plus indépendantes (à Nahalal en Galilée). La communauté écologique d'Hukkuk date de 1945 et concerne une quarantaine de familles. Le kibbutz écologique de Lotan qui date de 1983 est lié à l'hébraisme réformiste. Nahalal se forme vers 2011 et se rattache à un des premiers kibboutzim (1921).

---

[637] SOUCHY Augustin *Attention anarchiste ! Une vie pour la liberté (1977)*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 258p, 2006, p.176

[638] BENSIMON Corinne *Kibboutz. Un riche bastion du collectivisme*, -in-Libération, Paris, p.16, 07/05/2008

[639] SCUTO Fabio *Com'è verde il bio kibbutz*, -in-D La Repubblica, n°862, p.50-58, ottobre 2013

»

L'idéologie est plurielle, entre un écologisme rattaché à la tradition hébraïque et des tenants de l'écologie sociale dont au niveau mondial l'anarchiste étatsunien Murray BOOKCHIN fut le principal théoricien.

Un tourisme vert ou écologique, vers quelques communautés qui ont fait ce choix, permet de conserver une certaine autonomie et particularité sympathiques[640].

## K. LES « COLLECTIVITES » ESPAGNOLES : VERS LE COMMUNISME LIBERTAIRE...

**Juventudes Libertarias de Cataluña - Jeunesses Libertaires de Catalogne - 1937**

« *Solutions révolutionnaires*

***Pour la guerre*** *: le peuple en armes, regroupé par affinité, formant des cellules de vrais combattants, coordonnées entre elles.*

***Pour la culture*** *: l'école rationaliste, jusqu'aux études supérieures, sous le contrôle des professeurs, des étudiants et des parents.*

***Pour l'ordre public*** *: le peuple en possession de tout l'armement pour sauvegarder ses libertés.*

***Pour l'économie*** *: socialisation de toutes les richesses.*

***Pour la vie locale*** *: une commune libre gérée par des assemblées générales ouvertes à tous.*

***Pour la vie sociale*** *: la fédération de toutes les communes avec des congrès réguliers et des comités de gestion fédérés*[641]*.* »

Cette simple affiche du mouvement anarchiste de la jeunesse suffit pour comprendre pourquoi l'Espagne révolutionnaire entre de plein-pieds dans l'histoire des utopies rêvées et des utopies vécues. On comprend mieux ainsi la position d'un Guy DEBORD, qui affirme que « *l'anarchisme a réellement conduit, en 1936, une révolution sociale et l'ébauche, la plus avancée qui fut jamais, d'un pouvoir prolétarien* »[642], même s'il fait une grave erreur sur la visée finale, discutable et anti-libertaire, dans sa formulation de « *pouvoir prolétarien* ».

Le mouvement libertaire espagnol est le principal mouvement anarchiste mondial, ne serait ce que par son ampleur numérique, qu'aucun autre mouvement révolutionnaire n'a jamais atteint : la CNT - *Confédération Nationale du Travail* (souvent nommée CNT-AIT) aurait frôlé les 1 500 000 membres fin 1936. Il faut ajouter dans les années 1930 les dizaines de milliers de jeunes libertaires des JJLL - *Jeunesses libertaires* ou de la FIJL - *Fédération Ibérique de la Jeunesse Libertaire*, et les autres dizaines de milliers de femmes regroupées dans le mouvement *Mujeres Libres* - *Femmes Libres*. La FAI - *Fédération Anarchiste Ibérique* regroupe aussi plusieurs milliers de personnes, mais souvent ils sont également membres de la CNT. Si on y ajoute les athénées, écoles rationalistes, mouvements affinitaires autonomes et autres associations, on découvre une extraordinaire nébuleuse qui touche toute l'Espagne (et le Portugal) même si Andalousie, Aragon, Catalogne et Levant sont les régions les plus « *libertaires* ».

Cette primauté de l'anarchisme ibérique est due aussi à ses multiples activités et à leur colossale dimension. On peut citer les multiples expérimentations utopiques et tentatives de réaliser le communisme libertaire. C'est la démonstration de la faisabilité de cet idéal dans une société industrielle, note Pier Francesco ZARCONE[643], et pour René LOURAU un des rares

[640] VON BARDELEBEN Elvire *Kibboutz. Comme un hommage en Galilée*, -in-Libération, Paris: p.62-63, 08-09/02/2014

[641] Cf. l'affiche reproduite dans *Espagne 1936-1975. Les affiches des combattants de la liberté (tome 2)*, St Georges d'Oléron, Éditions Libertaires, 160p, 2007, p.92

[642] DEBORD Guy *La société du spectacle*, Paris : Buchet Chastel, 176p, 1969, p.75

[643] ZARCONE Pier Francesco *Spagna libertaria. Storia di collettivizzazioni e di una rivoluzione sociale interrotta 1936-1938*, Bolsena : Massari, 240p, 2007,p.8

»
exemples en acte de moyen pour assurer le dépérissement de l'État[644]. Il faut y ajouter les essais pédagogiques, les insurrections, parfois de type millénariste, qui parsèment son histoire, l'œuvre écrite impressionnante (il suffit de regarder mes dossiers bibliographiques qui font une large place à la production anarchiste ibérique[645]), une presse omniprésente à différentes périodes, l'importance de l'art graphique, du cinéma, du théâtre social... et les innombrables lieux de rencontres : athénées, écoles, veillées, sorties champêtres, campings… La contre culture anarchiste, tout à la fois ancrée dans une culture ouvrière ou populaire (au bon sens du terme) plus large, propose une alternative «*idéale*» qui renforce la cohésion des militants et l'ampleur utopique de la théorie[646].

Enfin sa participation essentielle et marquante durant la Guerre Civile de 1936 est sans doute aujourd'hui la période la plus analysée du mouvement anarchiste et est un des plus grands mouvements d'utopie réalisée de l'histoire, à mon avis le plus grand par le nombre de gens touchés, l'ampleur géographique atteinte, et les multiples domaines bouleversés (économie, culture, justice, armée…). Je rejoins donc ce qu'écrit l'écrivain espagnol Francisco CARRASQUER, qui affirme « *que le phénomène le plus important de toute l'histoire sociale du XX*$^{ème}$ *siècle, c'est la prodigieuse expansion libertaire en Espagne* »[647]. Dans le même sens et plus récemment, l'anarchiste franco-argentin Eduardo COLOMBO estime que « *la période qui va de cette date (19 juillet 1936) aux évènements de mai 1937 à Barcelone peut être considérée comme l'expression la plus avancée de la lutte sociale et révolutionnaire dans le processus d'émancipation humaine ouvert par la Révolution française* »[648]. Même une vision récente très critique du mouvement autogestionnaire reconnaît que la révolution de 1936 présente «*une vraie rupture du consensus capitaliste*»[649]. Bien sûr, ce sont des libertaires qui écrivent ces remarques, et il faut les relativiser, surtout si on lit les articles de Julián CASANOVA qui rappelle à juste titre que cet « *âge d'or de l'anarchisme*»[650] est dû à des considérations extérieures étrangères à son essence : le coup d'État des rebelles. Primauté des évènements militaires qui est en fait le propre de bien des révolutions (La Commune, 1917, Espagne…). Je partage cependant les remarques de l'historien catalan Antoni CASTELLS DURAN qui rappelle que « *l'expérience des collectivisations en Catalogne est l'unique tentative existante jusqu'à nos jours pour mettre en pratique le socialisme libertaire dans une société industrielle, ce qui lui confère une importance exceptionnelle au niveau mondial, tant du point de vue historique qu'économique et social* »[651].

Dans un ouvrage très fouillé de 1967-1968 pour analyser la « *réussite remarquable* » « *stupéfiante en temps de guerre* »[652], des expériences libertaires de 1936, Noam CHOMSKY se dressait contre les mandarins de son temps, gagnés à l'idéologie impérialiste ou libérale, et

---

[644] LOURAU René *L'autogestion comme condition du dépérissement de l'État*, -in-Autogestion et Socialisme, *Recherches sur l'autogestion. Autogestion de la recherche ?*, Paris: Anthropos, n°41-42, p.145-166, juin-septembre 1978

[645] ANTONY Michel *Anarchisme Espagnol et Utopies Libertaires*. *Partie 1 de A à G*, *Partie 2 de F à M*, *Partie 3 de N à Z*, Magny Vernois, Fichiers sur le même site, 1° édition 1995, 132p + 60p + 85p, juin 2007

[646] Cf. un article un peu trop fourre-tout mais d'une grande richesse pour les pistes avancées de NAVARRO NAVARRO Francisco Javier *Los educadores del pueblo y la «revolución interior». La cultura anarquista en España*, -in-CASANOVA Julián Coord. *Tierra y Libertad. Cien años de anarquismo en España*, Barcelona: Editorial Crítica, Colección Crítica contrastes, 320p, p.191-217, 2010

[647] CARRASQUER Francisco *Felipe ALAIZ. Estudio y antología del primer escritor anarquista español*, Madrid, Júcar, 280p, 1981

[648] COLOMBO Eduardo *Post-scriptum sur l'Espagne révolutionnaire*, -in-*De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*, Paris, 2001

[649] DES PROLÉTAIRES *Contre le mythe autogestionnaire*, Infokiosk, 80p, décembre 2009, p.06

[650] CASANOVA Julián *Guerra y revolución : la edad de oro del anarquismo española*, -in-Historia social, Valencia, n°1, p.63-76, 1988

[651] CASTELLS I DURAN Antoni *La trasformazione collettivista a Barcelona*, –in-RSDA, Pisa, a.6, n°2(12), luglio-dicembre 1999, p.79

[652] CHOMSKY Noam *L'amérique et ses nouveaux mandarins* (1968), Paris, Seuil, 331p, 1969

»
dénonçait la falsification de l'histoire qu'ils cautionnaient. L'exemple espagnol lui fournissait un excellent champ d'études.

L'originalité de la révolution espagnole tient donc évidemment à son caractère libertaire et fédéraliste, puissamment utopiste, rarement rencontré ailleurs, sauf peut-être dans l'Ukraine makhnoviste ou le Mexique des frères MAGÓN et de ZAPATA. KAMINSKI, en 1936, en traversant la Catalogne ne s'y trompe pas : « *la révolution apparaît sous de multiples formes et lentement du chaos surgit le monde nouveau. Un chaos avec toute sa grandeur et ses horreurs, avec sa stupidité et son génie spontané, enfanté dans la douleur* »[653].

### 1. Des traces communautaires espagnoles anciennes...

Depuis 1943, et surtout avec la réédition de 1962, Gerald BRENAN a beaucoup insisté sur ces traditions communautaires ibériques dans son fameux *El labirinto español - Le labyrinthe espagnol*.

Il reprenait partiellement des idées diffusées à propos des collectivismes agraires en fin du XIXème par l'intellectuel aragonais de Monzón-Graus, Joaquim COSTA (1846-1911)[654], qui a beaucoup marqué la mouvance libertaire[655] : ce costicisme (*costismo*) est apparent dans de nombreux textes et initiatives des collectivités aragonaises comme l'analyse Alejandro DÍEZ TORRE[656]. Une collectivité comme celle d'Hijar édite un billet avec deux portraits : COSTA et ASCASO (le reponsable régional CNT)[657].

BRENAN cite également l'œuvre de Don Juan Antonio POSSÉ *Vestigios del primitivo comunismo en España* de 1883. Il s'inspire également du livre de DÍAZ DEL MORAL sur les agitations andalouses[658] en exagérant les traits issus de ce qui n'est qu'une « *monographie limitée dans l'espace et le temps* »[659].

Il ne faut pas oublier l'important travail théorique de l'écrivain anarchiste Felipe ALAIZ, d'ailleurs ancien proche du mouvement littéraire *costiciste* (de COSTA) du Haut Aragon dont il est issu : *Hacia una Federación de Autonomías Ibéricas/Vers une Fédération des Autonomies Ibériques* dont la partie 3 (sur 20) traite du *Municipio español desde la epoca romana/La commune espagnole depuis l'époque romaine*.

Plus récemment Alejandro DÍEZ TORRE note que l'imaginaire collectif pro-communiste libertaire ou pro-collectiviste mélange deux grandes sources : «*les propagandes théoriques de l'anarcho-communisme et les traditions communales d'un paléo-comunisme, socialement confraternelles*»[660].

Pour aller vite, BRENAN cite plusieurs fondements possibles, que j'enrichis avec d'autres apports :

1. Il faudrait commencer par rappeler que dans cette Espagne absolutiste et fortement hiérarchisée et centralisée, les résistances et sociabilités locales, régionales, plus ou moins horizontales, ont toujours été très prégnantes, même si rarement libertaires, comme le rappel par exemple l'ouvrage collectif *Solidarités et sociabilités en Espagne XVI-XX°*

[653] KAMINSKI Hans Erich *Ceux de Barcelone*, 1937
[654] COSTA Joaquim *El colectivismo agrario en España*, 1898
[655] DUEÑAS LORENTE José Domingo *Costismo y anarquismo en las letras aragonesas*, 366p, 2000
[656] Cf. notamment les deux chapitres *Simbiosis costista* & *Costismo y regionalización social* dans DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009
[657] DÍEZ TORRE Alejandro, 2009, *op.cit.*, p.155
[658] DÍAZ DEL MORAL Juan *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, Madrid, Revista de Derecho Privado, 586p, 1929
[659] MAURICE Jacques *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas 1870-1936*, Barcelona, Crítica-Gribaljo, 417p, 1990, p.9
[660] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.26

»

*siècles*[661]. Depuis la nuit des temps, il semble que les communautés montagnardes de bergers basques se passent des structures étatiques et autoritaires[662]. Le *batzarre* (assemblée populaire) assure les liens politiques et sociaux, et *l'auzalan* (travail pour la communatués) permet de garantir l'aide mutuelle[663].

2. Les tendances utopiques collectivistes espagnoles de l'Époque Moderne, exprimées par Miguel CAXA de LERUELA dès 1631, prolongées par les idées de nationalisation de la terre de Pedro de VALENCIA ou par le système mixte issu des *Discursos* de Martínez de la MATA en 1659. Même un Alvarez OSSORIO aurait en 1686 proposé de mettre fin aux propriétés et à l'argent.
3. Les traditions autonomistes. On peut évoquer les «*Hermandades*». Une hermandad est une association entre communes ou forces politiques pour assumer différentes tâches de manière autonome. L'hermandad à visée économique est évoquée ci-dessous dans les traditions communalistes qui visent à résoudre collectivement les problèmes se posant dans ce domaine. Pour les aspects de services d'ordre, de défense militaire ou de contrôle politique, on peut citer la *Hermandad General de Andalucía* qui entre 1295 et 1325 agit comme une forme d'autogouvernement sur tous les aspects de la vie locale[664].
4. Les traditions communautaires et communalistes, s'exprimant notamment dans les coopératives des piémonts pyrénéens, dans la force des « *fueros/assemblées* » et « *concejos/conseils* » municipaux (ceux de Léon et de Sepúlveda dès le XI°), dans les biens «*communales*» (« *tierras de propios* » et « *tierras del común* ») ou dans les pratiques collectives liées à l'élevage (« *mesta* » et « *derrotas* ») des plateaux centraux, ou dans les usages collectifs de répartition de l'eau de *l'huerta* valencienne... Le *Tribunal de las Aguas* s'appuyant sur les *Comunidades de regantes*, fondé en fin du X° siècle à Valence, et se prolongeant à l'époque contemporaine reste un bel exemple de gestion autonome et d'arbitrage et de résolutions des conflits entre pairs. Élisée RECLUS analyse longuement cette réalité dans sa *Nouvelle Géographie Universelle* qu'il débute en 1876 et met en avant ces « *simples laboureurs librement élus par leurs égaux, non comme les plus versés dans la chicane, mais comme les plus sensés et les plus honnêtes* »[665]. Dans le splendide village blanc gaditan de Vejer de la Frontera existe encore fin XX° siècle la pratique de *Las hazas de la suerte*, qui consiste en un tirage au sort de 232 parcelles, qui sont réparties tous les 4 ans à d'autres propriétaires. Les « *hazas* » datent visiblement du XIII° siècle, en pleine Reconquête et on été codifiés aux XVI°, et confirmés aux XIX et XX° siècles. Cet usage collectif, égalitaire, original a fixé les paysans dans une zone de conflits et sans doute limité émigration et tentatives révolutionnaires[666]. En présentant les collectivisations de 1936, l'anarchiste internationaliste Gaston LEVAL renoue avec cette tradition[667], qui est toujours évoquée positivement par le milieu libertaire actuel, comme le fait le britannique Colin WARD[668]. Quant aux pratiques liées à l'élevage, ALAIZ récuse cependant le rôle novateur des éleveurs, et s'intéresse plutôt au « *campo común/champ commun* » des petits et moyens agriculteurs indépendants ; il fait également remonter les tendances coopérativistes

[661] *Solidarités et sociabilités en Espagne XVI-XX° siècles*, Paris: Annales littéraires de Besançon-Les Belles Lettres, 406p, 1991

[662] SANTOS VERA Sales/MADINA ELGUEZABAL Itziar *Comunidades sin Estado en la Montaña Vasca*, Navarra: Editorial Hagin, Colección Buruz Buru, 116p, 2012, p.11

[663] SANTOS VERA Sales/MADINA ELGUEZABAL Itziar, 2012, *op.cit.*, p.13

[664] GARCÍA FERNÁNDEZ Manuel *Los orígines medievales del regionalismo andaluz*, -in-ah, Andalucía en la historia, a.VII, n°25, p.40-45, julio-septiembre 2009

[665] LOYER Barbara *La nation et les peuples qui la composent : une vision géopolitique de l'Espagne*, -in-Hérodote, n°117, Paris, La Découverte, Spécial *Élisée RECLUS*, 215p, 2005, p.94

[666] *Vejer de la Frontera. Las hazas de la suerte* -in- *Viaje por el problema agrario. La Janda (1882-1982). Alternativas e hitos del movimento campesino*
Benalup-Casas Viejas, Asociación Brezo y Casteañuela, p.85-90, 2007

[667] LEVAL Gaston *Espagne libertaire 1936-1939. L'œuvre constructive de la Révolution espagnole*, Paris, La Tête de Feuilles, 1971

[668] WARD Colin *Reflected in water : a crisis of social responsability*, London, Cassell, 1996

»

et collectives aux premiers temps de l'occupation romaine. GÓMEZ CASAS met en avant les traditions des *Germanías* et *Hermandades* du pays valencien ou des Baléares, à l'origine d'une forte rébellion contre le pouvoir central au début du XVI$^{ème}$ siècle[669]. On peut évoquer également les *Mancomunidades*, ces essais de regroupements autonomes et plus ou moins fédéraux entre municipalités ; en fin 1932 elles réapparaissent à Piedratajada. Abel PAZ (Diego CAMACHO) insiste encore en 2004 sur l'importance de la tradition des des communautés de Castille et de tous les comuneros depuis le XVI° siècle[670].

5. La tradition fédéraliste et cantonaliste («*fédéralisme municipaliste*»[671]): cela vaut surtout pour le jeune Pi Y MARGALL (1824-1901), traducteur de PROUDHON en Espagne (notamment du *Principe Fédératif* en 1868). Ce futur président éphémère de la Première République de 1873 publie cette même année son *Idea exacta de la federación* où l'influence proudhonienne est forte, ne serait-ce que dans la proposition de pactes « *sinalagmáticos, communtativos y bilaterales*... ». C'est pourquoi ABRAMSON présente ce « *fédéralisme pactiste* » comme une « *utopie* »[672]. Son premier livre de 1854 *La reacción y la revolución* était déjà un pamphlet anti-autoritaire très élaboré. Pour confirmer ces analyses, on peut rappeler que dans *L'idée générale de la révolution au XIX$^{ème}$ siècle* et dans *Contradictions politiques. Théorie du mouvement constitutionnel au XIX$^{ème}$ siècle*, PROUDHON affirme que « *la Commune est par essence, comme l'homme, comme la famille, comme toute individualité ou collectivité intelligente et morale, un être souverain. En cette qualité, la Commune a le droit de se gouverner elle même, de s'administrer*… »[673]. Les libertaires et fédéralistes ibériques surent avec talent et diversité faire passer ce principe du bisontin dans la réalité. Dans la *Circulaire* fédéraliste de 1876, sans doute rédigée par Pi Y MARGALL, les principes défendus s'appliquaient à l'autonomie villageoise, provinciale et nationale[674]. Fermín SALVOCHEA ne renie pas cette héritage margallien dans son Andalousie qu'il projette fédéraliste libertaire. Un demi siècle plus tard, Aniceto LLORENTE, fédéraliste républicain modéré dans la lignée de MARGALL, et non anarchiste, n'en publie pas moins un livre essentiel, au titre éloquent en forme de vrai programme libertaire : *El federalismo integral. La federación de los pueblos y de las clases sociales y la reducción del poder público – Le fédéralisme intégral. La fédération des peuples et des classes sociales et la réduction du pouvoir public*[675]. En Espagne la filiation républicaine fédéraliste est donc bien vivace dans l'anarchisme[676], et inspire largement les engagements de Pedro VALLINA, Juan MONTSENY, Francisco FERRER ou Eduardo BARRIOBERO pour citer quelques cas. Les 3 premiers ont connu SALVOCHEA, et le dernier, toujours républicain, reste membre de la CNT jusqu'à son assassinat par les franquistes en février 1939.
6. Les traditions coopératives et collectives lancées notamment par les socialistes et l'UGT, en Catalogne surtout, ou d'une manière plus générale en milieu rural dans sa phase plus

---

[669] GÓMEZ CASAS Juan *Sociología del anarquismo hispánico. Volumen 1*, Madrid, Libertarias, 142p, 1988, p.100

[670] PAZ Abel *La révolution libertaire*, -in-*Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire*, Toulouse: PU du Mirail, 336p, p.91-98, 2004, p.91

[671] MATO ORTEGA José Manuel *Introdución* de MATO ORTEGA José Manuel y MORENO TELLO Santiago (Coordinadores) *Fermín SALVOCHEA (1842-1907): historia de un internacionalista. Una herramienta para el futuro. Vol.I*, Cádiz: Diputación Provincial de Cádiz - Servicio de publicaciones, 350+32p, p.11-15, 2010

[672] ABRAMSON Pierre-Luc *Las utopías sociales en América Latina en el siglo XIX* (Thèse Lille 1993), México, Fondo de Cultura Económica, 407p, 1999, p.73

[673] PROUDHON P.-J. *Contradictions politiques. Théorie du mouvement constitutionnel au XIX$^{ème}$ siècle* –in-*Œuvres complètes*, Nouvelle édition Rivière, 1952, p.128 & 245

[674] RAMA Carlos M. *La crise espagnole au XX° siècle*, Paris, Fischbacher, 414p, 1962, p.60-62

[675] LLORENTE Aniceto *El federalismo integral. La federación de los pueblos y de las clases sociales y la reducción del poder público*, Tortosa, Marcelus, 1919

[676] Cf. les rappels faits par GUTIÉRREZ MOLINA José Luis *La cuestión social como problema de orden público. Fermín SALVOCHEA: del republicanismo al anarquismo*, -in-MATO ORTEGA José Manuel y MORENO TELLO Santiago (Coordinadores) *Fermín SALVOCHEA (1842-1907): historia de un internacionalista. Una herramienta para el futuro. Vol.I*, Cádiz: Diputación Provincial de Cádiz - Servicio de publicaciones, 350+32p, p.213-232, 2010, p.219

»

« *gauchisante* » des années 1930. Alain CRAPAUD parle de 465 coopératives pour environ 120 000 membres[677]. Luis GARRIDO[678] développe cet aspect dans son étude sur la province andalouse de Jaén. L'originalité de cette contrée est la prédominance socialiste (donc de l'UGT et sa fédération agraire – la FETT) face à un mouvement anarchiste moins implanté. L'UGT s'appuie principalement sur le décret des « *Arrendamientos colectivos* » (sorte d'autogestion de terres louées) de Largo CABALLERO du 19/05/1931, qui propose une légalisation graduelle et pragmatique d'essais pré-collectivistes. Toujours en Andalousie, les exemples de La Janda (zone alors marécageuse de la province de Cadix) compare même les *Comunidades Campesinas (Communautés paysannes*) et les *granjas colectivas* (*exploitations collectives)* promulguées par la II° République à des formes qui rappellent les ejidos mexicains : les libertaires y sont réticents, mais ils ne peuvent pas omettre l'ébauche de démocratie directe qui apparaît alors. Ainsi en mars 1936 à Malcocinado[679], les responsables (*cabazaleros*) sont élus, et des structures collectives se multiplient : boulangerie, coopérative, infirmerie, maréchal ferrant… Une bonne partie des collectivités qui éclatent en 1936 semblent bien s'inscrire dans cette logique et le passage de *l'arrendimiento* à la collectivité est fréquemment signalé. Ces études présentent surtout l'intérêt de nous mettre en garde face à une interprétation trop pro-anarchiste du phénomène des collectivités. Il ne faut cependant pas écarter la CNT de ces analyses en faveur des coopératives. Ainsi en GAlice la CRG (CNT régionale) est favorable au coopératisme en zone rurale à condition que ce soit «*une coopération directe ; comme fruit d'une organisation de classe qui fait de la coopérative un des piliers de la future libération du paysan asservi*»[680]. Diverses expérimentations ont lieu, par exemple dans le secteur de La Corogne en janvier 1933 ; une coopérative laitière met en relation les producteurs avec des syndicalistes, notamment le syndicat de Teixero. Dans la Fédération commarcale de San Pedro de Nós se met en place sur un modèle analogue la Sociedad de Criadores de Cerdos "La Unidad" pour les élèveurs de porcs.

7. Toutes les propositions mutualistes, collectivistes, communistes de l'anarchisme international depuis GODWIN et PROUDHON, en passant par KROPOTKINE et Federico URALES (Juan MONTSENY) ou les médecins libertaires Augusto Moisés ALCRUDO SOLÓRZANO et Isaac PUENTE[681].
8. Et surtout la puissance utopique (et mystique ?) de l'anarchisme rural, surtout en Andalousie. BRENAN dans une analyse classique, reprise parfois sans nuance, de manière équivoque et avec beaucoup de schémas préconçus[682] par HOBSBAWM dans ses *Primitive rebels* de 1959, lance l'idée d'un anarchisme dont les adeptes « *sont des hommes qui entendent réaliser leur utopie* » de la même manière que les hérétiques religieux ou les millénaristes. *« Leur utopie est presque aussi ascétique et sévère que la première utopie judéo-chrétienne* » affirme-t-il. Son ami Franz BORKENAU allait à l'époque dans le même sens fort caricatural : « *l'anarchisme est un mouvement religieux* ». Ils s'inspirent tous en fait, et parfois mécaniquement, de DÍAZ DEL MORRAL qui a créé le mythe dans son célèbre

[677] CRAPAUD Alain *Regard sur la campagne de l'Espagne 1936-39*, -in-La Rue, *L'Espagne libertaire*, Paris n°37, 104p, p.69-76, 2ème trimestre 1986, p.70

[678] GARRIDO GONZALÉZ Luis *Colectividades agrarias en Andalucía : Jaén (1931-1939*), Madrid, Siglo 21, 175p, 1979, p.10

[679] Cf. *Viaje por el problema agrario. La Janda (1882-1982). Alternativas e hitos del movimento campesino* Benalup-Casas Viejas, Asociación Brezo y Casteañuela, 133p, 2007, p.24-26

[680] PEREIRA Dionisio *A CNT na Galicia 1922-1936*, Santiago de Compostela: Laiovento, 244p, 1994, p.151

[681] Cf. les diverses parties spécialisées (notamment KROPOTKINE, anarchisme ibérique…) dans ANTONY Michel *V. Quelques œuvres utopiques libertaires ou résolument anarchistes*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 199p, avril 2012

[682] Cf. surtout la très fouillée analyse démontant la présentation par HOBSBAWM des faits andalous dans MINTZ Jerome R. *Los anarquistas de Casa Viejas* (1982) Granada-Cádiz-Benalup-Casas Viejas: Diputaciones, 458p, 2006, p.380-389

»

ouvrage sur les révoltes paysannes[683], ou de l'écrivain Ramón María de VALLE-INCLÁN (1866-1936) qui faisait de Fermín SALVOCHEA un «*santo laico*» et un «*apóstol del proletariado*»[684].

Sans appuyer cette « *idiosyncrasie* » systématique qui ferait des espagnols un peuple libertaire « *inné* », il reconnaît cependant que « *ces caractères : particularisme, indépendance, égalitarisme, justice, don quichottisme, individualisme pris séparément ou hors de tout contexte historique, peuvent être des éléments à intégrer dans l'anarchisme historique militant, et même dans l'anarchisme comme doctrine philosophique », sans oublier d'y ajouter la « fibre communautair*e »[685]. Tous les écrits de Jacques MAURICE, notamment sur les paysans anarcho-syndicalistes de Jerez, prouvent au contraire un fort pragmatisme du mouvement d'où les critiques faites à DÍAZ DEL MORRAL, mais également à HOBSBAWM et BRENAN[686]. Ces deux derniers sont définitivement contrés par Diego CARO CANCELA (qui s'appuie sur Manuel GONZÁLEZ DE MOLINA[687]) : il révèle les approximations et surtout, ce qui est grave pour une historien de la trempe d'HOBSBAWN, la reconpilation de traits sommairement définis, apportés sans preuve ni analyse critique des sources[688]. En 2010 Dolors MÁRIN affirme la même chose et s'oppose résolument à toute notion de messianisme anarchiste, mettant au contraire en avant une forme utopique du pas à pas, changeante et progressive[689]. Aujourd'hui il ne reste guère qu'ÁLVEREZ JUNCO pour encore développer cet aspect messianique dans une mise au point récente fort décevante par ses aspects un peu caricaturaux, mais riche en questionnements[690].

De toute manière l'anarchisme ibérique est marqué par une vie communautaire ou collective particulièrement riche. Les militants, sympathisants, compagnons de route… s'engouffrent dans une nébuleuse assez exceptionnelle de ce « *mouvement social anarchiste (composé par) les lieux de travail, les syndicats avec leurs nombreuses sections et commissions, les quartiers (barriadas) où tous se connaissent, et qui, avec leur filet de relations, se convertissent en une toile intersyndicale de débats et de synthèses, les athénées culturelles, les écoles rationalistes, les groupes espérantistes, excursionnistes, naturistes, les cafés de tertulias, les rédactions des publications, les coopératives… et ces universités ouvrières qu'étaient les prisons…* »[691]. Cette riche tradition déborde du cadre libertaire, et s'exprime également dans « *maisons du peuple* », centres sociaux, culturels et de loisirs, que le parti de LERROUX développe en Catalogne dès 1906. Du côté des groupes affinitaires catalans surtout, les anarchistes puisent également largement dans l'existence de cercles ouverts, les *penyes* (une *penya* ou *peña*) et de cercles amicaux plus fermés, les *colles* (une

---

683 DÍAZ DEL MORAL Juan *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, Madrid, Revista de Derecho Privado, 586p, 1929

684 Cité par MARCHENA Domínguez José *La génésis del mito: Fermín SALVOCHEA y la Revista Gadítana (1867-1868)*, -in-MATO ORTEGA José Manuel y MORENO TELLO Santiago (Coordinadores) *Fermín SALVOCHEA (1842-1907): historia de un internacionalista. Una herramienta para el futuro. Vol.I*, Cádiz: Diputación Provincial de Cádiz - Servicio de publicaciones, 350+32p, p.235-324, 2010, p.243

685 GÓMEZ CASAS Juan *Sociología del anarquismo hispánico*, p.101

686 Cf. surtout MAURICE Jacques *El anarquismo andaluz, un avez más*, Granada, Universidad-EUG, 302p, 2007

687 GONZÁLEZ DE MOLINA Manuel *Los mitos de la modernidad y la protesta campesina. A propósito de « Rebeldes primitivos » de Eric J. HOBSBAWN*, -in-Historia Social, Valencia: Fundación Instituto de Historia Social, n°25, p.113-157, 1996

688 CARO CANCELA Diego *La historiografía sobre los sucesos de Casas Viejas* -in-BREY Gérard/GUTIÉRREZ MOLINA José Luis *Los sucesos de casas viejas en la historia, la literatura y la prensa (1933-2008)*, Benalup-Casas Viejas: Fundación Casas Viejas 1933-diputación de Cadix, 624p, p.29-48, 2010, p.34

689 MARÍN SILVESTRE Dolors *Anarquistas. Un siglo de movimiento libertario en España*, Barcelona: Ariel, Colección Historia, 490p, 2010, p.19

690 ÁLVAREZ JUNCO José *La filosofía política del anarquismo español*, -in-CASANOVA Julián Coord. *Tierra y Libertad. Cien años de anarquismo en España*, Barcelona: Editorial Crítica, Colección Crítica contrastes, 320p, p.11-32, 2010, p.29-30

691 GURUCHARI Salvador *Bibliografía del anarquismo español 1869-1975. Anotaciones para una bibliografía razonada*, Barcelona, La rosa de foc, 381p, 2004, p.15

»
*colla*)[692]. Il faudrait rajouter les *centres, casinos, tertulias, liceos, reuniones, veladas (veillées), fomentos*, et autres *sociétés-sociedades*[693]…

En période insurrectionnelle et révolutionnaire, mais pas seulement, il faut y ajouter juntes, comités, collectifs, colonies et communes, sans compter les centres pour femmes, prostituées, et les organismes de secours pour jeunes et orphelins, les milieux de jeunes… Un extraordinaire foisonnement prépare théoriquement et pratiquement une masse énorme de militants, d'autant qu'autrefois, comme le note l'écrivain GOMEZ-ARCOS, « *l'entraide était une loi non écrite, mais scrupuleusement observée* »[694].

Mais l'anarchie n'est malheureusement pas l'attitude naturelle des espagnols comme l'affirme stupidement pour une fois un Abel PAZ qui est souvent plus inspiré[695]. Ni d'aucun peuple d'ailleurs. Car pour un pays qui a connu tant de mouvements dictatoriaux, ecclésiastiques et militaires… il serait si simple d'affirmer le contraire...

## 2. L'idéal du communisme libertaire : anticipations

Le communisme libertaire (ou plutôt le communalisme) s'impose en Espagne dès les années 1870, même si c'est au début sous une forme collectiviste. Dès 1872 la base espagnole de la Fédération Régionale de l'AIT (cette base étant constituée par la fédération locale des unions de métiers) est considérée à la fois comme élément de l'organisation de combat dans la société actuelle et comme « *la commune libre de l'avenir* », dualité qui va imprégner tout l'anarcho-syndicalisme. Dès 1876 les réunions « *comarcales/provinciales ou régionales* »[696] de la Fédération Régionale Espagnole proposent « *une première ébauche de la commune libre et indépendante conçue dans la perspective de la future société de l'anarchisme espagnol* »[697]. En 1878 le *Programa de realización inmediata - Programme de réalisation immédiate* de la Fédération régionale andalouse est un vibrant appel aux réalisations communistes-libertaires. Josep TERMES l'historien de la Première Internationale en Espagne notant que « *déjà se dessinait une commune libertaire qui aura une si grande place dans l'histoire du mouvement anarchiste hispanique* »[698]. L'essor du communisme anarchiste a lieu dans les années 1880, avec Miguel RUBIO (1882) et surtout avec *La Justicia Humana* de Barcelona en 1886 et le développement dès 1888 d'un des journaux les plus célèbres de l'anarchisme ibérique, *Tierra y Libertad*, slogan que lancent à la même époque les anarchistes magonistes au Mexique, et que le cinéaste britannique Ken LOACH va faire connaître dans les années 1990 avec *Land and Freedom*. La venue en Espagne de MALATESTA donne définitivement l'avantage au communisme anarchiste ou libertaire sur un collectivisme anarchiste qui persiste pourtant chez un militant aussi prestigieux que Ricardo MELLA et qui, seul cas en Europe dans la mouvance anarchiste, garde de profondes influences.

Dès 1919 la CNT fait du communisme libertaire, plus souvent appelé alors « *comunismo anárquico* », son objectif final. Les congrès successifs de 1931 et de 1936 confirment cette orientation logique du mouvement libertaire espagnole.

Cet idéal s'affine, et repose sur de nombreux écrits littéraires et utopiques ou programmatiques surtout dans les années 1920 et 1930. La thèse en 1978 de Xavier

---

[692] GODICHEAU François *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 460p, 2004, p.39

[693] Cf. *Solidarités et sociabilités en Espagne XVI-XX° siècles*, Paris: Annales littéraires de Besançon-Les Belles Lettres, 1991, p.337

[694] GOMEZ-ARCOS Agustín *L'enfant pain*, Paris, Points Seuil, 1983, p.231

[695] PAZ Abel *La révolution libertaire*, -in-*Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire*, Toulouse: PU du Mirail, 336p, p.91-98, 2004, p.97

[696] La comarca peut se traduire par territoire, région, circonscription, une aire géographique qui dépasse l'aire communale.

[697] PANIAGUA Xavier *Anarquistas y socialistas*, Madrid, 1999

[698] TERMES Josep *Anarquistas y sindicalistas en España 1864-1881*, Barcelona, 2000

»
PANIAGUA sur ce qu'il appelle la « *Sociedad libertaria* »[699] en fait une présentation critique mais très complète.

Les mouvements insurrectionnels du début des années 1930 : ceux de Manresa en 1932, de Terrassa en 1933, de Casas Viejas avec le vieux militant Seisdedos de 1933... en sont quelques exemples.

En janvier 1932, le bassin minier du Haut Llobregat et du Cardoner connaît le « *premier essai de révolution sociale* » en Espagne, avec « *5 jours de communisme libertaire* »[700]. La charge utopique est très forte, et Federica MONTSENY le théorise dans son article de *La Revista Blanca* du 15/01/1932, *Hacia une nueva aurora social - Vers une nouvelle aurore sociale*. Il semble en fait qu'il s'agit plus d'un putsch que d'une révolution populaire spontanée, ce qui permet à César LORENZO de dénoncer la schizophrénie des libertaires espagnols, surtout les activistes de la FAI : hostiles à toute autorité, ils en viennent à tenter de prendre le pouvoir violemment, ce qui rapproche plus leurs actions de la tradition des pronunciamientos ibériques et des souhaits de dictature du prolétariat que de la révolution antiautoritaire[701]. Ainsi « *le putsch de janvier 1932, qui devait être un essai, une expérience vécue du communisme libertaire, fut en réalité sa négation : le pouvoir politique ne fut pas aboli, il changea de mains* ».

Le 14 février, la ville de Terrassa tombe pour deux jours aux mains des libertaires. Du 15 au 18 du même mois, c'est Saragosse qui connaît pratiquement une mini-révolution.

En début janvier 1933, la Catalogne s'enflamme sous les coups de boutoirs des Comités de Défense CNT et des groupes affinitaires de la FAI. Barcelone tente le 8 janvier une véritable guerre civile, de très courte durée cependant. Le village de Cerdanya-Ripollet en Catalogne, pour prendre un exemple, nous ramène à l'affaire italienne du Bénévent de 1877. Une petite municipalité est occupée par un groupe de libertaires, les archives brûlées devant la population rassemblée, le drapeau noir dressé, la propriété privée et l'argent condamnés…Au nom de la « *idea/l'idée, l'anarchie* » et de la « *fraternité universelle* », l'exploitation de l'homme par l'homme est rejetée hors de ce nouveau monde utopique. Le communisme libertaire est proclamé. Cependant à la différence du mouvement malatestien, ici l'idéal est désormais connu, les militants semblent plus préparés, et le mouvement n'est pas autant isolé.

Mais ce mois de janvier 1933 reste tristement fameux pour les terribles faits de Casas Viejas, aujourd'hui Benalup de Sidonia. De pauvres paysans, ravagés par la faim et le manque de terre dans cette province de Jerez au large de la montagne de Ronda, sont sensibles aux revendications libertaires et tentent une insurrection avec des moyens dérisoires. Dans un superbe reportage, « *à chaud* », l'écrivain Ramón SENDER[702] encore largement influencé par un anarchisme qu'il va bientôt abandonner, révèle l'aspect populaire, un peu mystique et très simple du communisme libertaire vu par les agriculteurs andalous. Il dénonce avec un style extraordinaire la collusion entre une République honteuse qui sert des latifundistes méridionaux sans scrupules, et des forces de l'ordre terrifiantes (Gardes civiles et d'assaut) qui se croient encore en manœuvre dans le Rif. Le résultat est un des pires massacres de cette époque (plus de 20 assassinats) : il anticipe les désastres sanglants des Asturies et de la Guerre Civile. Le journaliste anarchiste Miguel Pérez Córdon a de belles pages pour décrire cet essai généreux de communisme libertaire à Casas Viejas pour le journal de la CNT : « …*l'annonce du communisme libertaire n'est pas seulement une utopie mais se présente de manière réaliste, même s'il ne dure que quelques heures. La distribution de vivres se fait entre tous les habitants… Tous sont également dotés. Le Comité révolutionnaire signe quelques bons,*

[699] PANIAGUA Xavier *La sociedad libertaria*, Barcelona, Critica, 1982
[700] BRADEMAS John *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930-1937)*, Barcelona, Ariel, 295p, 1974, p.87-88
[701] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.114
[702] SENDER Ramón J. *Viaje a la aldea del crimen (Documental de Casas Viejas),* écrit en février 1933, publié en 1934 et enfin réédité en 2003 aux éditions Vosa

»
*lesquels sont présentés dans les magasins pour prendre vivres, vêtements… Tout cela dure environ trois heures. Trois heures de communisme pour obtenir la sympathie des plus réticents. La joie est dans tous les visages. Profusion d'accolades et de poignées de mains ! Un vrai sentiment fraternel unit spontanément toutes les personnes pour l'organisation des distributions, et déjà se mettent sur pied des projets d'organisation collective de la production. Le drapeau rouge et noir, déployé la nuit précédente dans le local syndical, comme symbole d'un monde nouveau dans lequel disparaîtra pour toujours l'injustice et la tyrannie, ouvre la voie d'une ère de liberté, d'égalité et d'amour entre tous les êtres humains* »[703].

Face à la droite revenue au pouvoir, en partie à cause de l'abstentionnisme anarchisme systématiquement pratiqué lors des élections législatives de novembre 1933, un Comité National Révolutionnaire animé par Isaac PUENTE déclenche une nouvelle insurrection en début décembre 1933. Ce comité comprend les futurs chefs militaires de 1936 DURRUTI ou Cipriano MERA. Des mouvements, combats violents, grèves et guérillas urbaines éclatent dans une douzaine de régions à travers toute l'Espagne. Des tentatives de proclamation du communisme libertaire sont parfois émises, surtout dans le Haut Aragon.

Ainsi, une des rares anticipations des collectivisations de 1936 est vécue par les habitants de la petite localité aragonaise d'Albalate de Cinca. Dans ce pays, toujours écrasé aujourd'hui par le soleil et la sécheresse, malgré la proximité de la Cinca, la puissante CNT animée surtout par la famille CARRASQUER, réussit à occuper Albalate le 08/12/1933. Pendant plus de 2 jours, le communisme libertaire est activé. Les réactionnaires sont enfermés dans le Centro Obrero (Centre ouvrier) et la municipalité se transforme en Comité révolutionnaire ; les 4 axes principaux sont bloqués par des barricades. Ce bref moment d'anarchie durement réprimé (plus de 100 arrestations), la localité le doit à une tradition forte de collectivisme et de militance libertaire. Déjà en 1932 la municipalité avait acheté par choix collectif des terres ducales dont une partie avait été immédiatement remise à chaque famille, le reste étant travaillé et géré en commun[704]. Tout le secteur autour de Monzón en décembre 1833 ressemble un peu à Albalate, notamment Alcampel qui dresse fièrement le drapeau rouge et noir, abolit propriété privée et argent, et propose des bons pour distribuer équitablement les produits[705].

Dans ce même mois de décembre 1933, le Comité Révolutionnaire de Zaragoza, dans un *Manifeste*[706], résume très simplement les aspirations communistes libertaires d'alors : « *Une fois abolie la propriété privée, toute la richesse reste à la disposition de la collectivité. Les usines, ateliers et tous les moyens de production seront saisis par les prolétaires organisés, mis sous contrôle et administrés par le comité d'usine… À la campagne, les terres et tout ce qui constitue la richesse du village doit être à la disposition de la commune (municipio) libre* ». La monnaie est bien sûr abolie, le commerce est remplacé par l'entraide et le troc, et les milices *(cuadros de defensa*) assurent l'autodéfense.

L'ensemble des actions de décembre sont durement réprimées : des dizaines de morts, des milliers d'emprisonnés, une CNT décapitée et divisée… La perte d'influence est d'autant plus profonde qu'au sein de l'anarchisme ibérique le mouvement est jugé durement, car très

[703] PÉREZ CORDÓN Miguel *Por el agro andaluz íí Casas Viejas !! Continuá la represión. Rasgos,* -in-CNT, 18/01/1933, désormais dans GUTIÉRREZ MOLINA José Luis *Casas Viejas. Del crimen a la esperanza. María SILVA « Libertaria » y Miguel Pérez Cordón : dos vidas unidas por un ideal (1933-1939)*, Córdoba, Almuzara, 478p, 2008, p.353

[704] CARRASQUER Félix *Maternidad, escuela y collectividades en Aragón*, -in-ALBA Victor, *Los colectivizadores*, Barcelona, 2001

[705] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.48-49

[706] *Un manifiesto que han lanzado la CNT y la FAI*, -in-CNT, 09/12/1933,reproduit –in- AMORÓS Miquel *La revolución traicionada. La verdadera história de BALIUS y Los Amigos de DURRUTI*, Barcelona, Virus, 444p, 2003, p.66

»
autoritaire et centralisé, donc plus du type « *de pur bolchevisme* » que de l'esprit libertaire : c'est le terrible jugement d'Eusebio C. CARBO cité par PEIRATS et par César LORENZO[707].

En octobre 1934 éclate l'insurrection asturienne, à dominante socialiste, mais soutenue par la CNT. On parle également souvent de « *Commune asturienne* » pour désigner cette insurrection d'octobre.

Dans ce grand mouvement asturien d'octobre 1934, la CNT, dominante dans la localité industrielle de La Felguera (peut être plus de 4 000 mineurs affiliés au syndicat) y instaure des pratiques conseillistes qui tranchent nettement avec celle des communistes minoritaires ou celle des socialistes majoritaires dans le bassin minier. Un livre affirme même que les Asturies ont connu « *15 jours de communisme libertaire* »[708]. Des comités populaires gèrent le quotidien, ravitaillement et commerce, des entreprises pratiquement autogérées travaillent pour équiper les groupes d'actions (armes, explosifs…), des comités de quartiers se dressent dans quelques localités... L'autogestion locale s'accompagne de la solidarité vis à vis de l'extérieur puisque ces groupes d'action de La Felguera partent directement pour aider la résistance ouvrière à Oviedo, pourtant massivement socialiste.

Sur tous ces points les Asturies annoncent ce que va être la situation catalane en été 1936. La « *commune asturienne* » possède plus d'aspects libertaires qu'on ne l'écrit souvent, surtout si on se souvient que l'anarchisme est nettement dominant, en plus du bassin de la Felguera cité, dans le grand port de Gijón, à Candás, Villaviciosa... Malheureusement pour les libertaires et pour le succès de l'entreprise, les socialistes locaux n'arment qu'au compte-gouttes le fort mouvement de Gijón, ne voulant pas d'un triomphe purement anarchiste : la réaction va donc pouvoir s'engouffrer dans ce secteur mal défendu.

Il n'en demeure pas moins qu'aux Asturies, la CNT semble pour la première fois de son histoire co-participer à des expériences de gouvernement provisoire : en 1936, vis-à-vis de la Généralité catalane, puis du gouvernement madrilène, elle ne fera que généraliser ces pratiques.

Antonio ELORZA, dans un article de synthèse qu'il a présenté au Colloque d'Amsterdam de 1988 sur *L'anarchisme espagnol et ses traditions culturelles*, rappelle que pour l'anarcho-syndicalisme ibérique, « *le début des années 30 est un temps d'utopie* »[709]. Il note divers cheminements qui cumulent en 1936 :

1. Les expérimentations insurrectionalistes, surtout animées par la FAI, et déjà signalées ci-dessus part PANIAGUA.
2. La multiplication des lieux de débats, de discussion souvent avec forte participation : « *Aujourd'hui il n'y a pas de tertulias (rencontres entre amis), de conversations ou polémiques qui ne laisse une place à l'étude des possibilités d'implantation du communisme libertaire* » écrit VILLAVERDE dans le numéro de CNT du 17/11/1932 ; dans le même sens Felix CARRASQUER (1905-1993) met en avant l'importance des « *giras* » (virées entre amis, avec souvent des activités culturelles liées) et autres actions culturelles[710]. Son témoignage est précieux, car il fut un important participant des mouvements éducatifs et anarcho-syndicalistes des années 1930, et un analyste des idées autogestionnaires ensuite.

   Il faut ajouter l'importance extraordinaire de la propagande écrite, notamment les journaux et revues ; il y aurait eu 900 titres anarchistes entre 1869 et 1939, dont 175 pour la

[707] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.121
[708] VILLAR Manuel *El anarquismo en la insurrección de Asturias : la CNT y la FAI en octubre de 1934* Barcelona, Etyl, 1935/Madrid, FAL, 199p, 1994
[709] ELORZA Antonio *Utopía y revolución en el movimiento anarquista español*,-in-*L'anarquismo español y sus tradiciones culturales*, 1995
[710] CARRASQUER LAUNED Felix *Les collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Paris, CNT-RP, 296p, 2003, p.11

»

seule période révolutionnaire[711]. Et chose rare, la très grande majorité des journalistes provenaient des milieux populaires et du monde du travail manuel.

3. La réflexion (et confrontation) théorique et pratique au sein des divers courants de l'anarcho-syndicalisme espagnol et dans l'AIT. Félix CARRASQUER toujours lui confirme cet aspect, et rappelle que la pratique d'assemblées dans tous lieux et en toute circonstances, avec une réelle démocratie directe et égalitaire, est à la fois un lieu d'échanges, de formation et de décision, qui a fortement préparé dans la CNT les futures activités similaires de nombreuses collectivités, surtout dans son Aragon[712]. Ainsi lors de la réunion de la Fédération des Travailleurs de la Terre à Jérez de la Frontera à la mi-janvier 1932 Miguel PÉREZ CORDÓN présente un plan de collectivisation pluraliste et combinée, respectant les libertés des intéressés : fermes individuelles, fermes communales, fermes syndicalistes[713]. C'est une étonnante anticipation des futures collectivisations de 1936. Si ce jeune militant et journaliste établit un tel plan, c'est bien que les idées essentielles sont déjà bien intégrées à l'échelon militant. La preuve : les débats de Jérez, jugés importants, sont immédiatement diffusés à travers toute l'Espagne.
4. Les très nombreuses « *petites utopies* » de revues, journaux, pamphlet, écrits éducatifs… Des revues comme *Estudios*, *Iniciales* ou *Orto*… sont au premier plan.
5. L'essor des projets utopiques d'ampleur qui se multiplient dans les années 30, comme je l'ai longuement analysé[714].

On peut ajouter à cette liste un 6° point : l'importance de la « *base sociétaire* »[715] de l'anarchisme espagnol, la multiplicité des associations qu'il développe depuis ses origines, depuis les groupements culturels, notamment les fameux « *ateneos* » (athénées[716]) jusqu'aux groupes spécifiques ou d'affinités (dont la FAI de 1927 est l'expression la plus importante), en passant par les multiples groupes sectoriels, activistes, militants, pédagogiques… Une contre-société s'est réellement développée : elle a préparé aux contacts, aux échanges, à l'œuvre partagée, aux rudiments de la gestion… des générations de militants qui naturellement vont retrouver leurs réflexes dans les collectivisations qui surgissent en 1936. Pendant la résistance au pronunciamiento, les effets d'une « *longue histoire d'éducation ouvrière* » et la forte perméabilité « *à la pensée utopique* » comme l'analyse longuement l'ancien poumiste Victor ALBA.

Quant aux premières collectivisations antérieures à l'été 1936, elles constituent un 7° point évident, notamment dans la province de Badajoz en Estrémadure, lorsque des dizaines de milliers de paysans, ugétistes et cénétistes, occupent et travaillent plus de 3 000 propriétés en fin mars 1936. Toujours unitairement, la mise sous contrôle de la *Compañia Madrileña de Urbanización* le 17 mars 1936 révèle que diverses tendances du mouvement ouvrier, et pas seulement les libertaires, sont favorables aux occupations. Même si le jeu « *gauchiste* » de CABALLERO y est pour beaucoup, il nous faut donc remarquer que les socialistes sont eux aussi préparés, et on comprend mieux ainsi leur future participation aux vastes mouvements de collectivisations de l'été[717].

---

[711] MADRID SANTOS Francisco (MADRID Paco) *La presse anarchiste avant 1939*, -in-SOLIDARIDAD OBRERA/LE MONDE LIBERTAIRE *101 ans de CNT et d'anarcho-syndicalisme. D'hier et de demain un combat pour la liberté*, Paris: Le Monde libertaire, n° exceptionnel, HS, n°41, 72p, p.41-43, 15/04-14/06/2011

[712] CARRASQUER LAUNED Felix *Les collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Paris, CNT-RP, 296p, 2003, p.169

[713] MINTZ Jerome R. *Los anarquistas de Casa Viejas* (1982) Granada-Cádiz-Benalup-Casas Viejas: Diputaciones, 458p, 2006, p.218-219

[714] ANTONY Michel *G.5. Apogée utopique anarchiste ? L'Espagne des années 1920 et 1930*, -in-*V. Quelques œuvres utopiques libertaires ou résolument anarchistes*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 199p, mars 2012

[715] SOLÀ Pere *La base societaria de la cultura y de la acción libertaria en Cataluñya de los años treinta*, -in-*El anarquismo español y sus tradiciones culturales*, 1995

[716] NEUVILLE Richard *Les athénées libertaires en Espagne*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.103-106, 2010

[717] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Paris, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.279

»

Le théoricien le plus connu en est Isaac PUENTE, médecin anarchiste dont l'ouvrage est une référence de premier plan dans tout le mouvement espagnol. Ce docteur, plutôt pacifiste, est assassiné par les franquistes en 1936. Il reprend les grandes notions kropotkiniennes si diffusées en Espagne et s'appuie sur les théoriciens assez traditionnels de l'anarchisme ibérique, notamment la famille URALES.

Ses positions (avec des nuances) ont peu à peu gagné l'ensemble du mouvement. La conférence régionale de Saragosse des 03-04/04/1936 présente un projet de «*propiedad social colectiva*», transition vers le communisme libertaire. Lors du Congrès National de la CNT de Saragosse en mai 1936, les 649 délégués de plus de 988 syndicats (peut-être 560 000 représentés pour un total évalué à 1 500 000 membres) réaffirment cet idéal utopique, en même temps d'ailleurs que des positions plus réformistes ! C'est le fameux texte : *Concepción Confederal del Comunismo Libertario*, qui résume le Point 8 du Congrès. C'est incontestablement le texte le plus idéologique et le plus important (par la force numérique et militante de la CNT de l'époque) dans ce domaine.

Il est important de noter que le Congrès avait été précédé par un immense travail de réflexions syndicales à la base pour préciser justement les idées à appliquer en vue d'une réorganisation sociale en profondeur. Peut être 150 motions avaient été déposées, et le Congrès va les prendre en compte et les intégrer de différentes manières. L'idéologie communiste libertaire n'est donc pas imposée par un ou deux idéologues archaïques comme on le présente parfois de manière simpliste, mais repose sur un bien commun, une pensée communaliste diffuse, qui imprègne pratiquement tous les courants libertaires d'alors.

Le texte foncièrement « *anarchiste* » de Saragosse semble cependant moins ouvert que les propositions exprimées par ailleurs par PUENTE, qui alliait sans exclusive les efforts du syndicalisme et des communes libres. Mais il n'en intègre pas moins une croyance dans les innovations techniques pour faciliter la vie socio-économique des communes libres et fédérées. C'était déjà la position de KROPOTKINE et ce sera quelques décennies plus tard la position du communalisme libertaire étasunien autour de Murray BOOKCHIN. Faire de la position sur le communisme anarchiste un pur produit des rêveries arcadiennes est donc une simplification trop polémique.

La Guerre civile de 1936 à 1939 va permettre de réaliser des expérimentations à grande échelle, même si l'explosion sociale est largement spontanée. Ces essais explosent partout, sans plan préconçu, mais souvent avec des notions vagues qui forment le fond commun de la mouvance cénétiste des années 1930.

Les écrits de Diego ABAD de SANTILLÁN, théoricien plus économiste et plus au fait des réalités industrielles modernes, en peaufine les aspects durant cette Guerre Civile, mais en rogne les éléments trop utopiques, au nom d'une vision plus pragmatique et un peu plus centraliste du mouvement social.

Diego CAMACHO, relatant tous ses écrits et leur diffusion, insiste sur la longue préparation et l'omniprésence de la propagande libertaire qui permirent le choix du communisme libertaire et des idéaux autogestionnaires en 1936. Dans une interview à la *A Rivista Anarchica* de Milan en décembre 1998 (n°250) il dit notamment que « *les révolutions ne produisent pas de miracle : elles font seulement affleurer ce qui existe déjà* » et plus loin *« les révolutions, si avant qu'elles ne se produisent, ne sont pas dans la tête des gens, ne peuvent pas développer un caractère nettement déterminé*. »

Pour résumer, une tension utopiste puissante (surtout en Andalousie), une idéologie communiste libertaire sommaire (« *mystique destinée à purifier le monde* » caricature Cesar M. LORENZO[718] qui reprend en 2006 les idées pourtant à nuancer de Gérald BRENAN énoncées un demi-siècle auparavant) et une forte « *culture de la subversion* » et de la révolte existent de

[718] LORENZO César M. *op.cit.,* p.38

»
manière diffuse, même hors du mouvement libertaire, dans l'Espagne des années 1920-1930. L'explosion de 1936, en supprimant bien des verrous, va donc spontanément s'appuyer dessus et en ranimer la flamme.

Certes il ne faut pas exagérer les antécédents et le poids de l'idéologie, car sans le coup d'État manqué il ne se serait sans doute rien passé, au moins avec une telle intensité et une telle ampleur. Mais il semble tout de même très excessif d'écrire, comme le fait Julián CASANOVA, que les « *collectivités agraires n'eurent pas de clairs antécédents* »[719].

### 3. Les « collectivités » libertaires de 36-39 : « une utopie réalisée »

«…*ce fut probablement les seuls vrais efforts pour un changement radical à grande échelle de tout le XX° siècle…*»
Harold BARCLAY anthropologue canadien - 1982[720].

La « *Catalogne, Ukraine libertaire* » Camillo BERNERI (-in-*Guerra di classe*).

En Aragon, « *dans les régions orientales, la guerre servit de laboratoire pour quelques unes des expérimentations révolutionnaires les plus radicales que l'histoire ait connues* »
Julián CASANOVA - 1999[721].

#### *a) Une révolution sociale d'ampleur dans la Guerre civile*

Innombrable est désormais la bibliographie concernant les aspects révolutionnaires et les collectivités et autres comités, alors que ces données furent longtemps oubliées, dénigrées et minorées, tant par l'historiographie de droite que par celle de gauche où prédominait une vision étatiste et centraliste majoritaire, sans compter les falsifications notamment dans les mouvances staliniennes. Il faut bien reconnaître également que le succès du film *Land and Freedom* de Ken LOACH (1995) leur a donné un renouveau d'intérêt. Le réalisateur affirmait d'ailleurs que les collectivisations « *furent un des rares moments dans l'histoire de l'humanité où on vit un peuple prendre le contrôle de sa propre vie* »[722].

Pour les anarcho-syndicalistes français de la CGT-SR[723], ce n'est ni plus ni moins qu'une « *magnifique aurore qui se lève à l'horizon radieux, annonciatrice des temps nouveaux* ». L'anarchiste Roland BOSDEVEIX reste plus prudent mais tout aussi élogieux : «*l'expérience espagnole reste sans doute l'un des plus probants exemples d'application de nos théories*»[724].

La très forte charge utopique est toujours constatée par les historiens, parfois revendiquée par les anarchistes et sympathisants, et les qualificatifs abondent[725] : « *la utopia anarquista* » pour Antonio ELORZA en 1973, « *el sueño igualitario - le rêve égalitaire* » pour CASANOVA en 1988, « *il sogno collettivista - le rêve collectiviste* » pour Claudio VENZA en 1992… Mais les anarchistes se méfient du terme utopie employé à toutes les sauces, et mettent plutôt l'accent sur le caractère bien réel des expérimentations ; ainsi BOSDEVEIX poursuivant l'analyse citée ci-dessus affirme «*que nos idées n'ont rien d'utopiques, qu'elles sont réalisables…*». Tous ont tort dans leurs formules à l'emporte pièce car des actions réelles

[719] CASANOVA Julián *Anarquismo y violencia política en la España del siglo XX*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 2007, p.24
[720] BARCLAY Harold B. *People Without Government : an Anthropology of Anarchism* (1982 & 1990), London: Kahn & Averill & Cienfuegos Press, 4° ed., 162p, 2009, p.114
[721] CASANOVA Julián *Poder y revolución social : El Consejo de Aragón*, -in-*Les espagnols et la Guerre civile*, Biarritz, Atlantica, p.211-230, 1999
[722] -in-Correo A, n°28, p.18, noviembre 1995
[723] BERTHUIN Jérémie *De l'espoir à la désillusion. La CGT-SR et la révolution espagnole*, Paris, CNT-RP, 2000
[724] BOSDEVEIX Roland *La collectivisation libertaire en Espagne : une réussite*, -in-La Rue, *L'Espagne libertaire*, Paris n°37, 104p, p.57-66, 2ème trimestre 1986
[725] Cf. la très riche analyse historiographique de CATTINI Giovanni & SANTACANA Carles *El anarquismo durante la Guerra Civil : algunas reflexiones historiográficas*, -in-Ayer, n°45, madrid, 2002

»
et palpables peuvent évidemment avoir une cause et une porté utopiques, et c'est à mon avis l'énorme intérêt des essais espagnols de 1936-1938.

Quelles que soient les analyses, une réalité demeure incontestable : les collectivisations espagnoles et la généralisation du contrôle ouvrier dans les entreprises ont représenté la plus vaste et la plus profonde expérimentation de démocratie directe, d'autogestion et de mouvement solidaire autonome de toute l'histoire sociale mondiale. Elles ont posé les bases d'une alternative sociale, politique et culturelle qu'on ne trouve quasiment jamais ailleurs à une telle échelle, surtout provenant des intéressés eux-mêmes. «*La solidarité fut placée au plus haut degré et s'impose comme la norme principale des collectivités*»[726] : solidarité entre les membres de la collectivité, avec attention particulière aux plus nécessiteux (femme notamment les plus âgées, hommes au front, enfants…), et solidarité entre collectifs. La Commune de Paris, les expériences russes de 1905 et 1917, les essais californiens dans la révolution mexicaine, les tentatives conseillistes ici ou là en Allemagne, Hongrie ou Italie… quels que soient leurs intérêts, sont largement dépassées par le court printemps de l'anarchie comme le nomme ENZENBERGER.

Je reste toujours stupéfait, par exemple en dépouillant systématiquement la belle revue *Autogestion* (devenue *Autogestion et Socialisme* elle est née en 1966 et se prolonge jusqu'au début des années 1980) éditée en France par Anthropos, de voir comment on a pu, par exemple, gloser interminablement sur le contrôle ouvrier russe de 1917 (limité et si vite effacé) ou sur l'expérience yougoslave, alors que le cas ibérique restait marginal et marginalisé malgré les efforts - par exemple - de René LOURAU, Frank MINTZ ou Daniel GUÉRIN.

L'autre grande originalité de cette révolution espagnole tient au fait qu'elle est due surtout (mais pas exclusivement) au mouvement anarchiste ou libertaire espagnol, « *qui est le parti révolutionnaire par excellence, grâce au nombre de ses adhérents, à l'appui qu'il trouve dans l'histoire de ses luttes révolutionnaires et à son programme ultra-révolutionnaire* » (selon l'universitaire latino-américain Carlos RAMA[727]). Certes il ne faut pas caricaturer : par exemple la grande CNT, d'esprit et de programme libertaires, compte évidemment des membres non anarchistes (sans doute majoritaires), y compris par endroit des poumistes, trotskistes voire communistes, sans compter des socialistes réformistes.

Ce qui a sans doute le plus étonné les contemporains fut la spontanéité initiale, un sens immédiat des responsabilités, et l'extrême hétérogénéité de ce mouvement difficile à présenter et à définir, mais incontestablement surgi sans direct mot d'ordre imposé. Comme le note Jacques MAURICE : « …*à la campagne, la collectivisation fut une réponse contingente aux problèmes de l'heure : il fallait finir la récolte, rentrer les moissons ; il fallait nourrir les miliciens, approvisionner les grands centres urbains, tout en remplaçant à l'improviste les propriétaires et administrateurs exécutés ou en fuite. De là le caractère improvisé de cette collectivisation, et également la diversité de ses formes qui provient autant de la variété des structures agraires de l'Espagne d'alors que des liens avec les forces politico-militaires qui s'établirent localement ou régionalement…* »[728]. Cette spontanéité, cette initiative populaire est importante : « *Il faut le dire clairement, la révolution espagnole fut faite par le peuple, non par la CNT et la FAI comme organisation* »[729]. Pour une fois dans l'histoire, un très important mouvement populaire et autonome a montré sur une vaste échelle sa «*capacité politique*» (pour faire plaisir à

[726] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977,p.18

[727] RAMA Carlos M. *La crise espagnole au XX°siècle*, Paris, Fischbacher, 414p, 1962, p.219

[728] MAURICE Jacques *Une miraculée : la Fédération Nationale de Paysans anarcho-syndicalistes*, Colloque de Paris, 07-08/11/1986, -in-*Autour de la Guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne nouvelle, p.79-87, 1989 et désormais en espagnol dans MAURICE Jacques *El anarquismo andaluz, un avez más*, Granada, Universidad-EUG, 302p, 2008, p.279

[729] ZARCONE Pier Francesco *Spagna libertaria. Storia di collettivizzazioni e di una rivoluzione sociale interrotta 1936-1938*, Bolsena : Massari, 240p, 2007, p.56

»
PROUDHON) pour tenter de gérer sa propre vie, et y a réussi pour quelque temps. L'urgence de l'heure a imposé la prise de décisions rapides, y compris dans les moindres détails : 48 heures après le début du soulèvement (le 24/07/1936), le Comité de Benabarre en Aragon détermine l'heure d'ouverture des commerces et des cafés, les prix des produits de première nécessité, affirme assurer la régularité des échanges (contrôle des poids), les horaires de travail dans les champs[730].

Ce mouvement d'évidente essence libertaire, mais foncièrement spontané et issu de la base, a souvent été en butte aux libertaires structurés. Ainsi la CNT se proposait, au lendemain de la révolution, d'abandonner son idée de communisme libertaire, pour montrer sa loyauté et affirmer sa volonté de partager les responsabilités avec les autres mouvements catalans, notamment sur le plan militaire[731]. La grande majorité des dirigeants, tant CNT que FAI, choisit sciemment le « *collaborationnisme* »[732] étatique, au lieu de soutenir sa base et son vieux projet social réaffirmé pourtant peu de semaines avant lors du Congrès de Saragosse. En mai 1937, tous les appareils libertaires (certes selon des motivations très diversifiées) soutiennent de fait les positions pro-gouvernementales, au détriment de celles de leurs adhérents qui sont derrière les barricades. Sur le plan du féminisme révolutionnaire, les trois composantes du mouvement libertaire : CNT, FAI, FIJL refusèrent de reconnaître le novateur Mujeres Libres comme une quatrième composante. Tout cela ne doit pas surprendre celles et ceux qui ont analysé les structures organisationnelles et leur fixation ; elles sont toutes en retard sur les mouvements populaires quand ceux-ci se déchaînent. Elles adoptent toutes un langage de respectabilité et de raison lorsque leur pouvoir propre est remis en cause ou minoré. Ainsi la libertaire CNT, voire la FAI, n'eurent pas toujours un comportement anarchiste en tant que structure.

Mais devant une base si radicale, et devant le fait accompli, elle est vite forcée de s'associer aux collectivisations, de les reconnaître et de les contrôler. Le 27/08/1936 le *Bulletin d'Information de la CNT-AIT-FAI* demande : « *Tous les travailleurs de toutes les industries doivent immédiatement prendre en main les entreprises (incautación) en les collectivisant. Cela doit se faire rapidement, en nommant aussitôt le Conseil ouvrier (Consejo Obrero) qui gèrera l'industrie…* ». Témoin engagé, l'anarchiste internationaliste Augustin SOUCHY a bien décrit en avril 1937 cette explosion spontanée : « *on ne peut pas cependant parler d'une socialisation ou d'une collectivisation appliquée suivant un plan bien tracé. En fait il n'y eut pratiquement rien de préparé d'avance, tout dut être improvisé. Comme dans toutes les révolutions, la pratique dépasse la théorie* »[733].

Mais SOUCHY manque un peu de recul dans ce texte. Comme je le rappelle ci-dessus, il faut relativiser la notion de « *spontanéité* » car comme le dit Eduardo COLOMBO dans l'article cité précédemment, « *les réalisations révolutionnaires des travailleurs espagnols ont été le résultat de l'enracinement idéologique et organisationnel de l'anarchisme* ». « *70 ans d'intense propagande et de luttes libertaires* » avaient donc porté leurs fruits « *en disséminant dans le prolétariat espagnol des idées et des objectifs sociaux bien particuliers* »[734]. Julián CASANOVA ne dit pas autre chose en réfutant schématiquement toute notion de spontanéité

[730] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.46-49
[731] Cf. SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.31
[732] ZARCONE Pier Francesco *op.cit*, p.68
[733] AAA *Espagne 1936. Les affiches des combattants de la liberté*, Paris, Monde Libertaire & Éditions Libertaires, 160p, 2005, p.86
[734] ZARCONE Pier Francesco *Spagna libertaria. Storia di collettivizzazioni e di una rivoluzione sociale interrotta 1936-1938*, Bolsena : Massari, 240p, 2007, p.86

»
créatrice et en mettant l'accent sur le seul rôle des Comités révolutionnaires dans la prolifération des collectivités aragonaises[735].

Les premiers ouvrages militants en langue française (ou traduits en français) parmi les plus importants, mais sans doute trop nettement favorables au mouvement anarchiste, sont ceux de Gaston LEVAL, Daniel GUÉRIN, Noam CHOMSKY, Frank MINTZ et l'incontournable réédition de l'ouvrage de la CNT sur les *Collectivisations, l'œuvre constructive de la révolution espagnole* dont la première édition date de 1937[736], signée de Paul FOLGARE (en réalité Pablo POLGARE) et Agustín SOUCHY[737]. L'ouvrage de Carlos SEMPRUN-MAURA est plus critique, car il refuse à juste titre de céder à l'hagiographie, fut-elle libertaire. En langue espagnole, le livre en 4 volumes du militant libertaire Juan PEIRATS sur *La CNT dans la révolution espagnole* est une mine de renseignements. Enfin les remarques lumineuses de Gerald BRENAN en *Appendice* à son édition de 1962 sur le « *mouvement soviétique* » populaire, réel et profond de l'Espagne de 1936 sont à relire avec attention. D'Allemagne nous proviennent les écrits anarchistes d'Augustin SOUCHY et surtout l'œuvre universitaire, sans doute la plus complète sur les collectivisations, de Walther BERNECKER. Plus récemment la courte mise au point de Frédéric GOLDBRONN et de Frank MINTZ dans le *Monde Diplomatique* nous offre un bon résumé[738]. L'ouvrage du poumiste Victor ALBA[739], favorable et critique (sans doute par son passé marxiste révolutionnaire minoritaire) est un des plus précis et des plus profonds pour l'analyse et l'actualisation du mouvement, et nous offre quelques interviews de qualité d'anciens « *collectivisateurs* ». La très riche monographie aragonaise d'Alejandro DÍEZ TORRE[740] est une des plus fouillées, et rejoint par sa distanciation professionnelle bien des ouvrages d'historiens non engagés, même si la sympathie pour l'utopie en acte est évidente. On peut en dire de même de l'œuvre plus localisée (4 communes de la zone d'Huesca dont il a analysé de riches sources : Alrorricón, Benabarre, Capdesaso et Peñalba) de Pelai PAGÈS en 2013[741].

Lors de l'éclatement du coup d'État militaire de l'été 1936, la résistance populaire et républicaine triomphe dans une grande partie de l'Espagne et repousse le succès franquiste jusqu'en 1939, ce qui présente un des rares essais de résistance semi-victorieuse à la montée des fascismes de toute la décennie. Immédiatement, le peuple en armes mêle assez spontanément guerre et révolution sociale. Là où les influences libertaires sont les plus ancrées (mais pas seulement, le POUM *Parti Ouvrier d'Unification Marxiste* et même souvent l'UGT *Union Générale du Travail* socialisante sont largement présents) apparaissent une multitude d'essais que l'on peut par anachronisme appeler autogestionnaires. Dans les campagnes surgissent différentes formes de collectivités agraires, et dans de nombreuses communes de toutes dimensions bien des services, des ateliers ou des industries passent sous totale collectivisation (socialisation), ou sous contrôle ouvrier, communal ou syndical. La forme coopérative est bien diffuse également.

---

[735] CASANOVA Julián *Poder y revolución social : El Consejo de Aragón,* -in-*Les espagnols et la Guerre civile*, Biarritz, Atlantica, p.211-230, 1999 & -in-CASANOVA Julián *Anarquismo y violencia política en la España del siglo XX*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, p.123-151, 2007, p.144

[736] SOUCHY Agustín/FOLGARE Paul *Colectivizaciones. La obra constructiva de la Revolución española. Ensayos, documentos y reportajes*, Barcelona, Tierra y Libertad, 196p, 1937

[737] Cf. GURUCHARRI Salvador *Bibliografía del anarquismo español 1869-1975. Anotaciones para una bibliografía razonada*, Barcelona, La rosa de foc, 381p, 2004, p.165

[738] GOLDBRONN Frédéric/MINTZ Frank *Une utopie réalisée. Quand l'Espagne révolutionnaire vivait en anarchie*, -in-Le Monde Diplomatique, décembre 2000

[739] ALBA Victor *Los colectivizadores*, Barcelona, Laertes, 286p, 2000

[740] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid: PUZ, 540p, 2009

[741] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013

»

Les premières formes sont d'ailleurs imposées par la nécessité, puisque ce sont les secteurs de l'alimentation qui sont concernés. Immédiatement après sont touchées toutes les activités liées au front. Ainsi à Barcelone, dès le 24 juillet 1936, le jour où sort de la ville la première colonne menée par DURRUTI, est mis sur pied un *Comité d'approvisionnement* (*Abastos*) que les libertaires ouvrent aux autres forces révolutionnaires en acceptant même que l'UGT compte autant de membres que la CNT, alors que dans la ville l'écart numérique est très grand entre les deux centrales.

La défaite républicaine et l'hostilité, parfois très violente (Cf. l'écrasement militaire mené par les colonnes dirigées par des chefs communistes, LISTER étant le plus connu et le plus haï, aidé notamment par l'intransigeant stalinien italien Vittorio VIDALI, qui agit sous le pseudonyme de Carlos CONTRERAS), des républicains et surtout des communistes (par un des PC les plus staliniens de l'époque) conduisent ces essais à l'isolement, à l'échec et pire sans doute à l'oubli. L'histoire officielle (stalinienne et franquiste mêlées) ou académique (où le poids d'un marxisme dogmatique fut longtemps prépondérant) a très souvent largement minimisé ce phénomène qui fut le plus vaste et le plus profond essai communautaire libre de toute l'époque contemporaine. Sur 24 millions d'espagnols, la CNT anarcho-syndicaliste compte plus de 1 million de membres, peut-être 2 à son apogée de fin 1936 ; les collectivités vont toucher près de 2 millions de travailleurs... si on s'en tient à des estimations « *basses* ». Des millions de femmes, d'enfants, de retraités et de vieillards vont y être longuement impliqués, sans compter les réfugiés provenant de régions occupées par le franquisme. Si on ne s'arrête qu'au cas de Barcelone (qui compte plus d'un million d'habitants dans les années 1930), certes capitale reconnue de l'anarchisme ibérique, on peut rappeler que de 70 à 80% des entreprises sont collectivisées.

Un ouvrage récent (1997) très critique sur l'anarcho-syndicalisme espagnol et sur le rêve libertaire jugé « *archaïque* », celui de Julián CASANOVA *De la calle al frente - De la rue au front* publié à Barcelone, pense qu'il y a eu au moins 1 500 collectivités agraires, dont 863 cénétistes, plus 135 « *mixtes* » donc également avec participation anarchiste, soit l'immense majorité. Ce chiffre est sans doute sous-estimé, mais il rejoint l'évaluation de MINTZ faite en 1974 - 1 865 collectivités industrielles, agraires et de services[742] et reste dans la fourchette de 1 500 à 2 000 proposée par Alejandro DÍEZ TORRE[743]. En 2013 MINTZ parle encore de près de 2000 collectivités, sans compter les industries catalanes massivement sous contrôle ouvrier, voire en pleine autogestion[744]. Il estime que sont concernées près de 1 838 000 personnes (au minimum), soit selon les périodes entre 27% à 35% des actifs.

Il n'est pas inintéressant de constater que même l'UGT socialisante s'est, elle aussi, ralliée au modèle anarcho-syndicaliste avec 415 collectivités reconnues. Mais par endroit ce syndicat bloque le mouvement, notamment dans un secteur clé, celui des banques.

Les régions les plus touchées sont dans l'ordre de présence anarchiste, l'Aragon (entre 400 et 500 collectivités selon les auteurs, pour un total de près de 600 localités), le Levant ou Pays valencien (peut-être un millier de collectivités ; il en resterait près de 500 en 1938) et la Castille-La Mancha (entre 300 et 400). L'Andalousie, autre terre fortement anarchisante, est moins touchée que prévue car la guerre y est rapidement défavorable au camp républicain ; mais la densité des collectivités reste très forte dans la zone qui résiste au pronunciamiento, avec importance des socialistes vers Jaén. C'est l'Aragon peu peuplé et fort de profondes traditions libertaires qui a sans doute le plus fort taux d'implantation[745] (Cf. ci-dessous). Quant à la Catalogne si fortement libertaire, la faible ampleur des collectivités rurales (entre 50 pour LEVAL et 100 pour d'autres) étonne à première vue ; tout simplement, le mouvement

[742] MINTZ Frank *Malgré la guerre, malgré le sabotage*, -in-Cuadernos de Ruedo Ibérico, 1974
[743] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.13
[744] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.152-154
[745] CARRASQUER LAUNED Felix *Les collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Paris, CNT-RP, 296p, 2003

»
anarchiste est dans cette région principalement urbain, et dans les campagnes les libertaires doivent compter avec des mouvements catalanistes et/ou de petits propriétaires (les *rabassaires* notamment) fortement implantés. Cependant MINTZ parle tout de même de près de 300 à 400 collectivités rurales[746] ! CASTELLS I DURÁN le confirme en 2010[747] : cette région prioritairement industrielle a donc été sous-estimée pour les collectivisations. En Catalogne plus de 80% des entreprises et des services seraient concernés par différentes formes de contrôle ouvrier («*espèce d'autogestion hybride*» note BOSDEVEIX[748]) ; pour LEVAL cela concerne près de 70% des entreprises du Levant.

Les origines des collectivités sont massivement spontanées. Mais elles sont aussi assez souvent par la suite le fait des milices ou colonnes et des syndicats (pas seulement la CNT), ou des Comités révolutionnaires nés lors du conflit, puis au fur à mesure du déroulement de la guerre, de l'intervention militaire de corps ralliés à l'anarchisme ou au POUM comme le montre le film cité. L'expressionniste allemand Carl EINSTEIN (1885-1940) qui combat dans la colonne DURRUTI rappelle que partout «*où pénètre la colonne, on collectivise*»[749] ; c'est sans doute excessif, mais ce témoignage ne doit pas être sous-estimé, et il demeure incontestable que quelques collectivités ont été imposées ou fortement encouragées, ce qui est loin du spontanéisme annoncé et hors de toute conception réellement anarchiste du mouvement social.

Le total touché est d'une grande imprécision statistique puisque les chiffres de terres expropriées représentent de 40 à 75 % des terres totales (dans la zone républicaine, bien sûr). Même le chiffre le plus bas semble extraordinaire, et fait de l'Espagne de 1936 le seul exemple à vraiment grande échelle, dans l'espace et dans le temps, de réalisation de l'utopie anarchiste (appelée souvent plus tard « *autogestion* »), utopie qui a concerné « *plusieurs millions d'individus* » comme le rappelle Gaetano MANFREDONIA en 2001 ; DÍEZ TORRE parle d'au moins 3 millions et rappelle en comparaison que la population active dans la zone républicaine tournait autour de 5 millions[750]. Frank MINTZ, qui revoit à la baisse ses estimations larges des années 1970 (près de 3,2 millions) propose en 1999 un nombre minimal tournant autour de 1,8 millions, et rejoint ainsi les chiffres assez bas (1,5M) de l'anarchiste britannique Vernon RICHARDS[751]. Pour plus de précision, si on prend en exemple le Congrès extraordinaire des Collectivités aragonaises de Caspe, le 14/02/1937, on note la présence de près de 600 délégués pour environ 500 collectifs (regroupés en 275 collectivités), soit environ 300 000 personnes sur les 500 000 de l'Aragon libéré[752]. Un ouvrage très récent, avec un superbe titre, confirme ces chiffres de paysans aragonais travaillant pour l'éternité, et évoque près de 600 villages touchés[753]. Même si on ne retient que les 300 000 collectivistes comptabilisés par le socialiste Alardo PRATS à la mi 1937, cela représente 70% de la population de l'Aragón républicain.

---

[746] MINTZ Frank *Autogestion et anarcho-syndicalisme. Analyse et critique sur l'Espagne 1931-1990*, Paris, CNT-RP, 136p, 1999, p.45

[747] CASTELLS I DURAN Antoni *Les collectivisations en Catalogne*, -in-SOLIDARIDAD OBRERA/LE MONDE LIBERTAIRE *101 ans de CNT et d'anarcho-syndicalisme. D'hier et de demain un combat pour la liberté*, Paris: Le Monde libertaire, n° exceptionnel, HS, n°41, 72p, p.20-22, 15/04-14/06/2011

[748] BOSDEVEIX Roland *La collectivisation libertaire en Espagne : une réussite*, -in-La Rue, *L'Espagne libertaire*, Paris n°37, 104p, p.57-66, 2ème trimestre 1986, p.63

[749] EINSTEIN Carl *La colonne DURRUTI* (1936), -in-*Histoire de l'anarchisme, des anarchistes, et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Vol.6 Espagne, la révolution sociale contre le fascisme*, Paris-Bruxelles: Monde Libertaire-Alternative Libertaire, Increvables anarchistes, n°6, p.37-40, 1999

[750] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.13

[751] MINTZ Frank *op. cit.,* p.46

[752] GIMENEZ Antoine & LES GIMÉNOLOGUES *Les fils de la nuit. Souvenirs de la Guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque, Les Giménologues, 560p, 2006, p.250

[753] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid : PUZ, 540p, 2009

»

L'autogestion est assurée soit par le(s) syndicat(s), soit par le comité révolutionnaire local, soit par la collectivité ou commune elle-même, ou une forme mixte de ces trois solutions. Dans maints exemples aragonais ou catalans on trouve des mouvances larges intégrant CNT, UGT et parfois des partis comme la FAI, la IR-Izquierda Republicana ou le POUM. Andora de Teruel ou Gelsa de Ebro sont des exemples de collectivités gérées conjointement par CNT-UGT et IR. L'intervention des socialistes, des communistes et de l'UGT est au départ plutôt spontanée, mais par la suite un entrisme pour détourner les collectivités ou pour les contrôler s'opère, surtout de la part du PCE. Il en est de même d'anciens caciques, de petits propriétaires voire de militants d'IR. La création de nouvelles sections UGT (le «*neougetismo*»[754]) est souvent lié à ce phénomène en Aragon et Catalogne surtout. L'entrisme se fait également dans les divisions contrôlées par les anarchistes, y compris dans la célèbre Colonne DURRUTI, dans ce cas l'entrisme est communiste. Cependant l'UGT a globalement participé aux collectivisations, les modérant parfois, et en faisant comme pour les libertaires, «*une école pratique du Socialisme*»[755]. Comme quoi la pensée expérimentale utopique est largement partagée.

Il existe également des formes proches qui s'ajoutent ou qui complètent l'ensemble (coopératives, associations autonomes, services publics associatifs…). Ces formes mixtes sont trop peu analysées, notamment les coopératives ; or, elles sont à la fois une école de formation, un lien pluraliste entre différentes pratiques (entre collectivités et agriculteurs individualistes) et un moyen de coordonner les choix économiques. En Aragon, leur rôle, quasi omniprésent, est attesté et bien présenté dans l'ouvrage de Felix CARRASQUER[756]. Ce mouvement mutualiste néo-kropotkinien touche tous les secteurs, éducation, économie, arts et spectacles, santé… et dépasse même les seules collectivités. Ainsi dans la santé, la CNT qui regroupe plus de 40 000 adhérents dans sa *Fédération Nationale des services sanitaires*, crée la *Médica Popular* pour permettre aux plus démunis d'obtenir « *assistance médicale et chirurgicale gratuites* ». Au niveau national, CNT et UGT créent un *Comité Unifié de Sécurité Sociale*, sorte d'assurance mutuelle, qui vise avant tout à soutenir ses membres touchés par des accidents du travail.

Parfois, les collectivités sont lancées initialement par les colonnes, et des formes autoritaires ou d'imposition des choix «*autogestionnaires*» ont existé, au détriment de l'image d'Épinal que diffusent parfois certains militants anarchistes. À ce sujet, il est bon de rappeler que la guerre, comme toute guerre, a entraîné son lot d'exactions, de dérives autoritaires, et que l'anarchisme, malheureusement, n'a pas toujours tout fait pour les juguler. Enfin il y eut des résistances populaires aux collectivisations, ce qui prouve que le mouvement, s'il fut largement majoritaire, ne fut jamais unanimiste, comme l'a prouvé récemment Josep TERMES[757]. Cependant, le fait que des agriculteurs «*individualistes*» continuent à exister dans les secteurs à forte prégnance libertaire et à fort taux de collectivisation prouve que le volontariat a toujours été (au moins partiellement) préservé, et que la nécessaire liberté de choix a été préservée.

Il y a eu dans ces régions et en Catalogne une « *réelle inversion de l'ordre social* » reconnaît l'auteur, surtout si on tient compte des collectivités industrielles et de services, innombrables surtout à Barcelone. Dans cette ville, près de 70% des entreprises ont été collectivisées.

### *b) Objectifs et premières réalisations :*

Un des grands étonnements pour quasiment tous les observateurs de l'époque provient de l'incroyable reprise du travail et d'une vie presque normale dès les premiers jours de la

[754] DÍEZ TORRE Alejandro, 2009, *op.cit.*, p.96

[755] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.123

[756] CARRASQUER LAUNED Felix *Les collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Paris, CNT-RP, 296p, 2003

[757] TERMES ARDEVOL Josef *Misèria contra pobresa. Els fets de la Fatarella del gener de 1937 : un exemple de resistència pagesa contra la collectivizacío agrària durant la Guerra Civil*, Catarroja-Barcelona, Editorial Afers, 2005

»
lutte : « *La révolution construit. Le travail ne s'interrompt en aucun lieu, les champs sont cultivés, les récoltes engrangées, les routes reconstruites et tous les travaux commencés sont poursuivis, même s'il s'agit de constructions, qui, de sûr, ne serviront jamais à ce à quoi on les destinait* » raconte KAMINSKI dans un ouvrage enthousiaste sur la Catalogne que l'anarchiste PEIRATS compare à juste titre aux *10 jours qui ébranlèrent le monde* de John REED[758]. KAMINSKI, tout en reconnaissant l'ampleur des destructions du camp républicain, ajoute que : « *si la guerre civile détruit d'immenses valeurs, ce n'est pas du fait des révolutionnaires. Ceux-ci tendent à détruire les symboles, mais respectent de manière ingénue et parfois exagérée tout ce qui leur paraît de quelque utilité* », comme il le découvre en visitant des collectivités. Dans un autre passage il s'émerveille devant la bonne marche des transports publics dans la « *Barcelone rouge et noire* », juste quelques jours après l'échec de la rébellion ; cette remise en marche due à l'initiative des seuls syndicalistes aurait été plus rapide que ce qui s'était passé dans le même secteur dans la Russie de 1917[759].

Les objectifs principaux des collectivités et autres comités sont de réaliser «*l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme*»[760] (Barbastro, 27/11/1936) et de mettre en place l'entraide ou mutualisme. Ainsi à Castejón de Monegros, la collectivité porte le nom de *Colectividad de Hombres Libres*. Cependant la pensée kropotkinienne et les multiples déclarations en faveur du communisme libertaire sont souvent aménagées et partiellement réalisées dans des essais avant tout pragmatiques et variés. La diversité des membres et des situations, sans compter les moments choisis pour l'analyse, obligent à relativiser bien des déclarations.

Dans de nombreux cas cependant l'utopie anarchiste renoue avec bien des écrits utopistes anciens, et supprima l'argent ; il fut remplacé parfois par des bons («*bonos*») de travail – le « *vale* » ou le «*tiquet*», et le « *carnet* », ou «*libreta*» du producteur-, ou par des monnaies locales («*moneda de curso local*» à Benabarre), souvent des monnaies de papier, les « *duros de cartón* », ou par un carnet familial, ou par le troc mutualiste et les services publics gratuits... Juan MARTINEZ ALIER dans son enquête agraire (la persistance des latifundios) dans la Campiña de Córdoba dans les années 1960 montre que l'expérience de collectivités libertaires et l'usage des « *vales* » restent très présents dans l'imaginaire rural[761], mais pas toujours positivement. En analysant les monnaies des coopératives catalanes sur la longue période, Antoni LÓPEZ LLUCH nous apporte[762], aux dires de Salvador GURUCHARRI[763], la meilleure preuve « *objective* » de l'importance des collectivités et autres associations de l'aire catalane : l'ouvrage présenterait graphiquement l'ensemble des bons et monnaies utilisées. Certe la monnaie officielle (appelée parfois «*Moneda de Estado*») est conservée également la plupart du temps, pour les acquisitions extérieures, ou les cas exceptionnels[764]. D'autre part il faut se souvenir que certains villages sont sous forme mixte : une communautaire (quelle que soit sa forme), et le reste des habitants continuant à vivre et

[758] KAMINSKI Hans Erich *Los de Barcelona* (1937), version espagnole, Barcelona, Parsifal, 2002
[759] BRADEMAS John *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930-1937)*, Barcelona, Ariel, 295p, 1974
[760] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.68-71
[761] MARTÍNEZ ALIER Juan *La estabilidad del latifundio. Análisis de la interdependencia entre relaciones de producción y conciencia social en la agricultura latifundista de la Campiña de Córdoba*, Paris, Ruedo Ibérico, 420p, 1968, p.139
[762] LÓPEZ I LLUCH Antoni *Les monedes de les cooperatives catalanes 1850-1950*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, 3t., 1506p, 1983
[763] GURUCHARRI Salvador *Bibliografía del anarquismo español 1869-1975. Anotaciones para una bibliografía razonada*, Barcelona, La rosa de foc, 381p, 2004, p.162
[764] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.76

»
travailler sous forme individuelle ou familiale ; or ces derniers conservent eux, parfois, la monnaie nationale (cas d'Esplús, avant la création de la *Colectividad única*).

Pour limiter l'usage de l'argent et «*contrôler le commerce*»[765], la plupart des collectivités créeent des magasins collectifs (*almacenes comunales*) et/ou coopératives de consommation et/ou services spécialisés, en vue de «*supprimer le commerce*»[766]. La puissante et ancienne tradition du coopératisme en Espagne est renforcée par le mouvement des communes et des collectivités ; c'est pourquoi si on trouve quelques coopératives plus ou moins autonomes, la plupart sont liées à la Colectividad ou à l'Ayuntamiento, ou aux deux. Parfois la fédération comarcale aide la coopération dans les villages les plus démunis. L'UGT y pousse fortement, mais également la CNT.

Les acquisitions dans ces coopératives peuvent se faire grâce à un crédit en «*vales*» que possède chaque collectiviste (cas d'Azanuy en Aragon), ou par attribution de parts de récoltes ou de biens, fixées en assemblées.

Le *trueque* (troc ou inter-échanges de produits) est très répandu entre les collectivités et/ou coopératives, et entre collectifs ruraux et urbains.

Le prêt (*préstamo*) gratuit (de semences surtout) et le don (*los donativos*) sont très fréquents, surtout envers des collectivités en difficultés, ou pour le front ou les hôpitaux. Municipalités, collectivités, fédérations comarcales et syndicats sont aux premières loges, suivis par les partis républicains, pour relancer les demandes et assurer les répartitions.

On échange aussi de la main d'œuvre pour aider à des travaux collectifs, ou pour une récolte à rapidement mener.

En cas de rareté, globlale, particulière ou conjonturelle… c'est la collectivité ou le consejo comunal qui définit le rationnement temporaire et ses normes. Ce sont eux aussi qui menacent de sanctions et de réquisitions celles et ceux qui cacheraient leurs produits, ou qui en consommeraient abusivement. Le commerce illégal ou marché noir est durement contré.

Des essais de salaires uniformes (« *salaire unique* », voire « *salaire familial - jornal familiar* ») sont entrepris, mais cela ne vaut pratiquement jamais pour les femmes (trace inégalitaire terrible de l'ancien régime[767]), ce qui est une énorme lacune de la révolution espagnole[768]. Pire le salaire familial dans certains cas renforce d'une certaine manière le paternalisme traditionnel en limitant le poids économique des femmes et des jeunes : ainsi à Binéfar le salaire d'un homme seul est de 23 pesetas par semaine, celui d'un couple de 30 pesetas, de 33 s'il compte un enfant de moins de 10 ans ; une famille de 3 adultes et de 2 enfants, 45 pesetas[769] : si la femme veut son autonomie, sur quel salaire pourrait-elle s'appuyer ? D'autre part la base souvent renâcle face au salaire unique (*sueldo único*), voulant maintenir souvent une hiérarchie en fonction des tâches, du type de travail, de l'effort individuel, du besoin de stimulants économiques… Ce sont toutes de bonnes justifications, mais en désaccord avec le fondement même de l'anarchisme de type kropotkinien, dont s'inspire largement l'anarcho-syndicalisme ibérique. Des années plus tard, le mouvement autogestionnaire des LIP en France, après des débats passionnés pour se partager équitablement leur trésor de guerre, cède lui-aussu devant les revendications de la base, et maintient une certaine hiérarchie des rémunérations.

---

[765] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.159

[766] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939), op.cit.,* 2013, p.84

[767] SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.128

[768] Cf. surtout sur ces problèmes MINTZ Frank *Autogestion et anarcho-syndicalisme. Analyse et critique sur l'Espagne 1931-1990*, Paris, CNT-RP, 136p, 1999, p.26

[769] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.150

»

Mais il y a une critique du salaire unique qui est plus intéressante, celle qui lui préfère le salaire familial[770], car ainsi on peut mieux prendre en compte les anciens, les enfants, les personnes malades… et proposer donc une prise en charge plus solidaire et plus humaine de tous les habitants. Les anciens dispensés de travail régulier, mais pas volontaire, sont pris en compte après 60 ou 65 ans (comme à Barbastro). À Castejón de Monegros, l'accord de mai 1937 fixe le salaire des jeunes de moins de 8 ans à 1 peseta ; les jeunes entre 8 et 14 ans, les femmes au foyer et les anciens qui ne travaillent pas touchent 2 pesetas. Les anciens qui travaillent reçoivent 3 pesetas, comme tous les actifs au-delà de 14 ans, et les femmes qui travaillent au champ 2,50 pesetas[771]. Nous sommes en présence d'une rétribution qui tient compte du travail, mais qui ne se réduit pas à celui-ci : c'est une énorme avancée sociale et révolutionnaire, trop souvent sous-estimée. Le terme salaire n'a alors plus guère d'utilité si on le prend au sens strict.

L'échelle des salaires reste donc sensible dans l'Espagne des collectivités de 1936-1939, malgré un net tassement des extrêmes et pour la première fois des salaires attribués à des catégories sociales, sexistes ou d'âge jusqu'alors oubliées. Pire peut-être, les écarts de revenus entre collectivités exposent des inégalités insoutenables pour les militants conscients, et pas seulement entre collectivités agraires et collectivités industrielles, mais aussi dans un même secteur ou dans une même branche.

Certes il faut relativiser les écarts qui n'ont jamais été aussi faibles, et se méfier des chiffres bruts : par exemple le salaire familial accordé à Binéfar (Aragón) varie de 2 à $6^1/_2$ pesos, mais les 2 pesos valent pour une personne seule, alors que les $6^1/_2$ concernent une famille de quatre personnes[772]. À Monzón les écarts entre une personne seule (homme ou femme, ce qui est notable) et un couple est de 5 à 9 pesos[773]. D'autre part les calculs comparatifs sont loins d'être simples puisque certaines communautés règlent en monnaie locale ou en bons.

Enfin la masse des services gratuits (santé, éducation, aides aux voyages…) ne sont pas ici comptabilisés.

Pour des salaires de spécialistes, par exemple les médecins, sont pris en compte leurs besoins professionnels. À côté de leur rétribution, on tente parfois de mettre en place un fonds communautaire (entre collectivités) qui leur fournisse ce dont ils ont besoin[774].

D'autres actions consistent à brûler les cadastres (trait fréquent de tous les mouvements similaires depuis la Révolution française au moins), bouleverser les hiérarchies, réquisitionner les moyens et les terres, encourager le travail et la consommation collective en respectant les travailleurs pauvres indépendants, et les petits propriétaires républicains... dans un climat qui rappelle bien des mouvements révolutionnaires ou millénaristes du passé. Certes des violences, des exécutions sommaires... ont terni ce mouvement, mais ne peuvent en aucun cas en supprimer l'importance. À la différence de la répression systématique et officielle de la zone franquiste, les exactions dans le secteur républicain, bien réelles, sont le plus souvent spontanées, et parfois contrées par des militants attentifs comme le cénétiste Eugenio SOPENA à Barbastro[775] et surtout «*l'ange rouge*» Mechor RODRÍGUEZ GARCÍA (1893-1972)

[770] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.135

[771] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.137

[772] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA), *op.cit.*, p.84

[773] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA), *op.cit.*, p.130

[774] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.141-142

[775] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca, op.cit,* 2013, p.42

»
connu pour avoir empêché un grand nombre d'exécutions sommaires et assoupli le sort des prisonniers madrilènes dont il avait la responsabilité.

Dans la plupart des cas le mouvement libertaire tolère les petits propriétaires indépendants ou familiaux, à condition qu'ils n'embauchent pas de salariés et qu'ils «*n'exploitent personne*» comme l'assurent les collectivistes de Binéfar, puisqu'il n'y a plus de patrons ni d'ouvriers ! Ils accueillent même parfois les membres en difficultés de familles reconnues capitalistes ou franquistes. Les isolés, qui hésitent à rejoindre la collectivité, sont nommés rapidement «*individualistas*».

Si la collectivisation semble systématique pour les terres des « *factieux* » immédiatement saisies, et pour les terres des grandes propriétés restées mal ou non cultivées, les autres terrains ne sont concernés que si leurs utilisateurs en sont d'accord. À Fabara le point 4 du *Reglemento de la Colectividad* rappelle que «*la participation n'est pas obligatoire mais libre, et sans coercition aucune de la part de quiconque*». Le point 17 indique que «*tout travailleur qui souhaite sortir de la collectivité peut le faire librement*»[776]. C'est pourquoi dans ce village aragonais, au début, n'entrent dans le collectif que la moitié des habitants.

Dans certains cas, les droits individuels des collectivistes sont affirmés, parfois de manière large comme à Benabarre (Aragon) : chacun peut posséder des animaux (poules, lapins, colombes, mais aussi porcs), disposer d'un jardin (huerto) et conserver les matériels nécessaires à l'usage familial. Le seul contrôle étant l'inscription dans le carnet du producteur[777]. Cela nous évoque le droit au lopin individuel que l'URSS sera parfois obligée de concéder aux membres des kolkhozes.

Ainsi le pragmatisme est partout affirmé, la plupart du temps en conservant les libertés individuelles, même si des excès sont connus.

Il faut attendre le décret d'octobre 1936 pour que la collectivisation connaisse un début de réglementation, qui ne sera jamais totalement appliqué.

### c) Questions de définitions et de classifications…

Dès l'époque de la Guerre civile, la multiplication des types de productions collectives pose problème et nécessite une réglementation. Le Conseil de l'Économie CNT-UGT du Levant (Valence) est un de ceux qui tentent cette coordination avec rigueur, notamment dans un texte publié en début décembre 1936 : *Bases reguladoras de incautaciones, colectivizaciones, control e industrias libres*[778]. Je tente d'expliciter les termes ci-après.

Dans une petite brochure[779] éditée par la CNT-AIT de l'Empordà, Marciano CÁRDABA ébauche une typologie de ces collectivités en milieu rural. C'est une tâche sans doute plus intellectuelle que réelle, car comme le rappelait KAMINSKI pour la fin de 1936 « *nous cherchons en vain des solutions uniques ou des formules communes* » puisque « *chaque village est autonome et s'organise comme il le souhaite* ». Partout alternent des formes mixtes, variant selon l'appartenance politique de ses membres ou selon le pur hasard : dans la région de Puigcerdà (dominée par les anarchistes de septembre 1936 à avril 1937) analysée par

[776] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne,* Toulouse: Au Coquelicot, traduit par Anita Ljungqvist, 72p, 2012, p.49-50
[777] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.73-74
[778] CONSEJO DEL ECONOMIA (Valencia) *Bases reguladoras de incautaciones, colectivizaciones, control e industrias libres*, Début décembre 1936
[779] CNT-AIT Sindicato de Oficios Varios *Revolución social en el Empordà 1936-1939*, Figueres, 44p, 2000

»
Jean-Louis BLANCHON[780], collectivisations, contrôle ouvrier, coopératives se mêlent et s'entrecroisent. Il faudrait sans doute utiliser le terme collectivités au pluriel quand on désigne une localité, ce serait plus conforme à la réalité du terrrain : ainsi Fraga aux portes de Lérida compte une trentaine de collectifs en 1937 lorsque LEVAL visite la ville, sans compter les regroupements d'agriculteurs et de pasteurs. Umberto MARZOCCHI rappelait encore en 1968 que l'imbrication entre communalisme et syndicalisme autogestionnaire était la clé de la compréhension des collectivités : « *la gestion directe de la production par les syndicats, l'administration de la chose publique par les communes, le lien étroit entre communes et syndicats… sont la clé des collectivités libertaires* »[781]. Ce n'est pas toujours simple, car les syndicats parfois font obstacle aux collectivités, en affirmant que ce qu'elles veulent mettre en place existe déjà dans la proposition syndicaliste révolutionnaire ; c'est par exemple objet de débat dans l'assemblée générale fondatrice à Alcampel, dans la comarca de Monzón, le syndicalisme auto-suffisant étant plutôt proposé par un responsable poumiste, alors que la collectivité est jugée plus large et plus opérationnelle par les militants cénétistes libertaires[782].

Il n'en demeure pas moins qu'au début du mouvement, la confusion est grande entre collectivité, commune et sections syndicales, sans compter que les mêmes personnes appartiennent souvent aux trois structures. C'est seulement en 1937 que les collectivités sont plutôt chargées des aspects socio-économiques et que les communes assument plutôt les aspects politiques et culturels. Mais ce ne sont que des tendances, il y a encore des collectivités qui applique une forme communautaire englobant tous les aspects de la vie de leur secteur géographique.

Pour le seul Empordà, Marciano CÁRDABA a découvert l'existence de plus de 48 de ces communautés. Il propose de les regrouper en trois formes principales :

1 ***la collectivité agraire (colectividad agraria)*** proprement dite, assez autonome et réellement autogestionnaire, assez pluraliste dans sa composition.
2 ***la section de travail collectif***, dépendante souvent d'un Conseil Municipal pour une tâche partielle.
3 ***la municipalisation*** (il parle de ***comuna aldeana***) de la vie sociale, souvent dans un sens communiste-libertaire tant la présence d'une puissante CNT s'y fait sentir.

José BORRAS spécialiste des essais communautaires aragonais confirme partiellement cette typologie. Il dénonce le terme de «*collectivité*» devenu un terme générique peu nuancé désignant toutes les expériences. Pour lui comme pour Marciano CÁRDABA, il faut distinguer la ***commune libre,*** touchant d'emblée (été et automne 1936) la majorité des villages aragonais du camp républicain, de la ***collectivité*** proprement dite qui intervient un peu plus tard[783]. La *commune* touche tout un village, tente de s'autogérer dans un cadre assez isolé et applique un communisme libertaire assez naïf et impulsif. La *collectivité* se fonde sur le volontariat, et ne concerne qu'une partie des habitants. Elle succèderait à la commune en fin de l'année 1936. Ses formes varient selon une pratique anarchiste-collectiviste (le salaire dépend strictement du travail) et une pratique plus anarchiste-communiste (la rétribution est fonction des besoins). À mi chemin, la forme de rétribution familiale fut souvent utilisée.

En réalité les formes mixtes et mouvantes dans le temps ont été prépondérantes, et sous toutes les appellations possibles, sans compter que dans la réalité, commune et collectivité, voire sections syndicales, se confondent, car toutes elles sont animées le plus

[780] BLANCHON Jean-Louis *Expérience anarchiste de Puigcerdà 1936-1937* (1999),–in-*L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires*, Actes du Colloque International de Toulouse, 27-29/10/1999, Lyon, ACL, 560p, 2001
[781] MARZOCCHI Umberto *Spagna 19 luglio '36 – Francia maggio '68*, -in-Umanità Nova, 20/07/1968, -in-SACCHETTI Giorgio, *Senza frontiere*, 2005, p.407
[782] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.64
[783] DUPONT Cédric *Ils ont osé ! Espagne 1936-1939*, Toulouse, Los Solidarios, 407p, 2002

»
souvent par les mêmes personnes. Certaines collectivités sont purement paysannes, d'autres purement industrielles ou tertiaires, d'autres mixtes. Certaines ne touchent que les volontaires et donc une seule partie de leur localité, d'autres sont dites «*totalitaires*» (terrible terme !) car englobant toute la localité comme avec la *Colectividad Única* de Peñalba ou la colectividad de Graus ; il n'est alors pas étonnant que syndicat, collectivité et conseil municipal soient parfois à orientation et direction quasi unique, CNT-FAI, au moins au début pour Peñalba[784]. L'anarchiste allemand Augustin SOUCHY, qui a visité une centaine de collectivités, rappelle dans ses mémoires[785] ce pluralisme et cette diversité, et met l'accent sur une spontanéité qui explique pourquoi nombre de collectivités échappaient à tout modèle, fut-il libertaire, d'où parfois les rappels à l'ordre autoritaires ( !) des dirigeants syndicalistes. Ainsi Juan LÓPEZ qui rappelle en 1938 que « *les collectivités doivent dépendre du syndicat, qui donne la véritable conception du régime de propriété qui doit prévaloir* »[786]. Un marxiste autoritaire n'aurait pas dit autre chose, en remplaçant syndicat par parti !

Mais la diversité est plus forte que le désir de rationalité centraliste des apparatchiks, fussent-ils libertaires. Dans le petit village de Sariñena, celui des ancêtres de Daniel PINÓS[787], dans les Monegros aragonais, qui vit passer les brigades poumistes, anarchistes (DURRUTI) et plus tardivement les tanks des contre-révolutionnaires communistes de LISTER, les terres sont cultivées de trois manières : les petits fermiers et ouvriers agricoles continuent comme par le passé sur leur terres, alors que les grandes exploitations expropriées sont partagées de moitié : une pour les paysans pauvres pour lesquels on procède à une distribution, l'autre moitié restant bien commun du Comité et travaillée collectivement.

Quand le syndicat l'emporte dans la gestion, ce qui, il faut le reconnaître, est le cas principal en ville, on peut employer le néologisme de « ***sindicación*** » qu'utilise PANIAGUA (p.283 de sa thèse), qui peut s'écrire aussi ***syndicalisation*** (Cf. Victor ALBA), mais le terme entraîne alors une confusion. La CNT utilisait avant 1936, et au moment du Congrès de Saragosse, la notion de « ***gestion syndicale*** » pour ce cas précis, puisque le mot autogestion était alors inconnu.

Sinon, les termes usités à l'époque de la guerre civile sont multiples. Juste avant, avec le décret du 20 mars 1936 l'Institut de Réforme agraire prévoyait déjà l'expropriation de certains domaines («*tales fincas serán **expropriadas***»[788]). Le principal adjectif après la révolution est ***incautado*** (saisi, récupéré, exproprié ou réquisitionné sans indemnité) ; cela est effectué et donc géré par un Comité de Gestion, un Comité de Incautación ou par l'entière collectivité ou le Consejo Comunal. Le terme est aussi employé pour désigner la prise de pouvoir, un comité s'emparant de la Commune, et détruisant souvent au passage les titres et actes détenus comme à Esplús en Aragón[789]. On emplie aussi l'appellation ***requisado*** (identique au précédent mais plutôt pour les biens mobiliers). Un bien exproprié à des fascistes connus ou à des émigrés est ***apropriado*** (récupéré). La communauté (on trouve parfois le terme ***colectivo***) organisée est collectivisée (***colectivizado***) et non socialisée (mais le terme de ***socializado*** est lui aussi bien fréquent, notamment dans le Nord Ouest), ce qui ferait trop marxiste autoritaire aux yeux d'une majorité très libertaire. Les entreprises ou ateliers non totalement collectivisés

[784] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.206
[785] SOUCHY Augustin *1936-1939 : dans la Guerre civile espagnole*, -in-*Attention anarchiste ! Une vie pour la liberté*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 258p, 2006, p.95
[786] MINTZ Frank *Autogestion et anarcho-syndicalisme. Analyse et critique sur l'Espagne 1931-1990*, Paris, CNT-RP, 136p, 1999, p.38
[787] PINÓS Daniel *Ni l'arbre, ni la pierre*, Lyon, ACL, 128p, 2001
[788] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.88
[789] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.95

»
sont sous contrôle ouvrier (***controlados*** = contrôlés par un Comité de Contrôle) ou sous contrôle gouvernemental (***intervenidos***).

Mais KAMINSKI et BRADEMAS nous rappellent que même lorsque ces appellations sont visibles, la réalité est souvent multiple ou divergente par rapport aux concepts. Rien n'est figé et déterminé une fois pour toute. Par exemple si on se sert des recommandations du *Consejo de Economía* fondé le 11/08/1936 (Catalogne ?), 5 réalités sont encouragées ; je me permets de compléter la liste :

1. la ***colectivización*** bien sûr, pour les grandes propriétés, les grandes entreprises, les services publics et les transports… Mais le terme de ***incautación*** est plus fréquent.
2. la ***expropriación***, la ***requisición***, la ***incautación y colectivización*** pour les terres, les entreprises abandonnées, les moulins, les fours, les rafineries d'huile, les centrales électriques, les banques, mais aussi parfois les troupeaux, les grains, les jambons… Dans les domaines agraires, c'est souvent à la suite d'une ***invasión***[790] spontanées des terres. Le décret du 07/10/1936 tente à réglementer ces récupérations de terrains, uniquement aux dépens des seuls propriétaires ennemis du régime. Pour cela, des *Juntas calificadoras provinciales* sont selon les régions plus ou moins actives.
3. ***el régimen cooperativo*** pour le commerce… Mais on trouve également des ***colectividades cooperativas*** parmi les paysans du Levant[791].
4. ***el control obrero - contrôle ouvrier*** voire ***la nacionalización*** (ce qui est très rare dans un document anarchiste) pour le secteur bancaire… Mais il existe des contrôles ouvriers dans tous les secteurs, y compris ruraux, comme les JSU de Altorricón l'assument dans le domaine *incautado* qui leur est confié[792]. Idem pour la Raffinerie d'huiles fines de Benabarre.
5. ***el control sindical obrero - contrôle syndical ouvrier*** pour les entreprises restant privées[793].
6. Une autre forme pourrait s'ajouter : celle des ***alojamientos***[794], des espèces de contrat d'occupation pour fixer des populations souvent sans terres ; mais de fait, il s'agit souvent d'une occupation réelle.
7. Et les formes mixtes, souvent indéfinissables si on ne retient que le titre choisi : ainsi la commune aragonaise de Binaced (Huesca) crée un ***Comité de Défense et d'Approvisionnement Local*** qui est bel et bien une sorte de commune autogérée, mais qui co-gère avec le Conseil municipal apparemment un temps maintenu[795]; cela tient sans doute au fait qu'il fallait composer avec les républicains, la CNT locale étant moins forte dans cette localité que dans les autres villages de la comarca.
8. La ***socialisation*** concernerait la collectivisation de toute une branche d'activité si on suit la CNT de 1936 et Carlos SEMPRUN-MAURA qui prend l'exemple catalan de l'industrie du bois[796].

---

[790] GARRIDO GONZALÉZ Luis *Colectividades agrarias en Andalucía : Jaén (1931-1939*), p.21

[791] CNT-AIT FEDERACIÓN REGIONAL DE CAMPESINOS DEL LEVANTE *Administratión (La) en el campo. Normas para la organización administrativa basadas en la aplicación de un sistema unico de la contabilidad que deberà llevarse en las Colectividades Cooperativas Confederales de Trabajadores Campesinos*, Valencia, Sindicato del Papel y Artes Gráficas, 1937

[792] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.94

[793] BRADEMAS John *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930-1937)*, Barcelona, Ariel, 295p, 1974, p.196-197

[794] GARRIDO GONZALÉZ Luis *Colectividades agrarias en Andalucía : Jaén (1931-1939*), p.22

[795] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.74

[796] SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.92-93 et 97 et suivantes

»

Le terme qui s'impose aujourd'hui malgré ses imperfections est cependant celui de ***collectivisation***, voire pour les militants et historiens récents celui ***d'autogestion*** (MINTZ, CARRASQUER…) et de ***self-management*** (Murray BOOKCHIN, Sam DOLGOFF[797]). De nombreux témoins affirment que le mot ***collectivisation*** fut définitivement adopté par l'économiste cénétiste Juan P. FÁBREGAS LLAURÓ (1893-1966) alors qu'il fait office, en été 1936, de Conseiller pour l'Économie à la Généralité de Catalogne.

L'autogestion concerne la gestion et le travail collectif, «*l'exploitation agricole étant autogérée par les paysans qui y travaillaient eux-mêmes, sans aucun ordre qui ne soit issu de leur assemblée. Elle demandait une forte volonté, l'acceptation des normes collectives, la foi dans le travail et la confiance en un avenir de fraternité et solidarité*»[798].

On devrait cependant réhabiliter la notion de ***socialisation***, bien sûr celle par en-bas, non imposée par un pouvoir transcendant. La « *socialisation* » fut en effet une notion largement présente sur les tracts, journaux, brochures et surtout les affiches libertaires de 1936-1939. Sur les seules affiches, ce serait avec « *liberté* » et « *révolution* » le terme-slogan le plus couramment employé, alors que curieusement le mot « *anarchie* » ou la formule « *ni dieu ni maître* » sont pratiquement absents[799].

### *d) Appui mutuel, Coordination et Fédéralisme*

Des essais d'ententes sont multiples, et pas toujours efficaces.

Il ne faut pas oublier, comme je l'ai développé ci-dessus, que chaque localité collectivisée est déjà une coordination en tant que telle puisqu'il faut bien fédérer tous les regroupements : sections d'activités, groupements culturels, collectivités ou coopératives… sans compter que les individualistes laissés libres de choisir sont souvent intégrés également dans la construction

Un des premiers exemples, ci-dessus signalé pour l'industrie du bois, est la volonté CNT de «*socialiser*» c'est-à-dire de réunifier toutes les activités d'une même branche. Comités et syndicats tentent d'élaborer une coordination solidaire, et une vraie rationalisation de la production. Mais il s'agit surtout d'une «*gestion syndicale*», pas forcément d'une gestion directe par les intéressés eux-mêmes[800]. Ce fédéralisme syndical est appliqué surtout dans les Syndicats régionaux du bois, de la Métallurgie, des Transports et de la Menuiserie, mais touche aussi tous les autres secteurs. Il s'inspire largement des positions de José NEGRE, un des principaux fondateurs de la CNT en 1910.

Les collectivités, en se fédérant, agissent souvent d'abord au niveau de la comarca ou du canton (25 fédérations cantonales dans l'Aragon « *républicain* »). À Binéfar (Aragon), une Federación (la *Comarcal de Colectividades*) assure les moyens techniques, notamment bancaires, pour permettre les échanges et l'entraide entre collectifs, ne serait-ce qu'en établissant des comptes courants pour les achats[801]. Des caisses d'entraide sont parfois

---

[797] DOLGOFF Sam *The anarchist collectives. Workers' self-management in the Spanish Revolution 1936-1939* Montreal, Free Life, 194p, 1974

[798] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.118

[799] AAA *Espagne 1936. Les affiches des combattants de la liberté*, Paris, Monde Libertaire & Éditions Libertaires, 160p, 2005, p.128

[800] SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.102

[801] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.77

»
créées, comme par exemple les *Cajas de Compensaciones agrícolas* comme celle fondée par Esteban PALLAROLS XIRGU (exécuté en 1943 à Barcelone) dans la Comarcal de Liria (Valencia)[802]. Une banque de crédit et d'inter-échanges (*Banco de Credito e Intercambio*), d'essence proudhonienne est également esquissée. Des échanges de produits ont lieu entre collectifs. Les commissions administratives des collectivités (locales ou comarcales) font souvent le lien entre communautés proches, et plus haut, de manière fédérale. Les magasins communaux de comarcas (*almacenes comarcales*) se développent surtout à partir de février 1937 ; ils sont souvent autonomes, mais nombreux sont ceux qui agissent en lien avec le Conseil d'Aragon. L'entraide concerne aussi les machines agricoles, les déplacements de main d'œuvre, l'adduction d'électricité ou d'eau courante…

Dès août 1936 la collectivité de Valderrobres développe l'appui mutuel et encourage un inter-échange (des produits et de la main d'œuvre) qui dépasse même le cadre comarcal[803]. Depuis le 13/09/1936 celle d'Alcorisa met en place un centre coopératif comarcal, y compris pour les services électriques, les semences, les engrais, les services sanitaires… Des bons d'échanges (*vale*) sont aussitôt tirés. On voit ainsi que c'est toute la vie locale qui est concernée, pas seulement l'économie. Les hôpitaux comarcaux apparaissent dans plusieurs endroits comme Binéfar, Barbastro…

Parmi quelques cas assez efficaces de coordination ou de fédéralisme, on peut citer la *Fédération Régionale des Collectivités de Barbastro* (Aragón) qui regroupe plus de 30 collectivités, et qui cherche à promouvoir l'entraide entre elles, et un développement plus équilibré, en liaison avec des localités plus industrielles comme Monzón. Monzón, cœur de l'école de militants, de l'hôpital et de la sucrerie qui sont trois des points d'appuis du mouvement, est assez emblématique de ces localités qui dépassent pour un temps leur importance réelle, en donnant à l'utopie des aspects bien concrets. L'exemple de la raffinerie autogérée de Monzón doit nous rappeler que les collectivités rurales ne sont pas seulement agraires, mais qu'elles possèdent aussi maintes entreprises ou artisanats ou autres services autogérés.

Autre exemple : la collectivité de Graus (qui intègre presque la totalité de ses 3 300 habitants, exceptés 160 récalcitrants) sert de pivot aux 39 villages de son aire géographique. On y trouve tous les services, et les nouveaux besoins sont assurés par des formes semi-coopératives, y compris par les commerçants privés. Une «*Caja comunal - Caisse communale*» coordonne réserves économiques et financières. La collectivité est en fait le liant entre toutes les initiatives et tous les organismes qui renversent le cacicisme et créent une nouvelle société horizontale et autogestionnaire. Il s'agit donc plus d'un réseau local assez diversifiée que d'une structure unique et monopolisante.

L'étape suivante est donc la fédération au niveau de la région (*Fédération des Collectivités* de février 1937 en Aragón - Congrès de Caspe), ce qui évite le « *localisme* » appauvrissant et inégalitaire, qui a pourtant existé et a été durement combattu[804] et développe le fédéralisme traditionnel en milieu libertaire. La plupart des Fédérations comarcales suivent la fondation de la régionale[805]. Une forme de planification des cultures est ainsi mise en place. La Fédération aragonaise est sans doute un des meilleurs exemples, et un des plus représentatifs : lors de sa création, 456 délégués représentaient 275 collectivités soit un peu moins de 150 000 membres. Son secrétaire, un instituteur, José MAVILLA fait le lien avec le

[802] MOLINA MATEO Juan Manuel (MOLINA J. M.) *El movimiento clandestino en España 1939-1949,* México: EMU, Primera edición, 524p, 1976, p.43
[803] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.58
[804] cité à plusieurs reprises sous le terme de « *localisme* », ou de « *néocapitalisme* » par MINTZ Frank *Autogestion et anarcho-syndicalisme. Analyses et critiques sur l'Espagne 1931-1990*, Paris, CNT-RP, 136p, 1999, p.46
[805] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.59

»
Conseil d'Aragon, notamment avec les secteurs Économie et Agriculture qui sont sans doute les plus concernés par la coopération. Les 4 fonctions principales de cette FRCA-*Federación Regional de Colectividades Agricolas de Aragón* sont :
1- évaluation et contrôle de l'économie en général
2- création d'un centre régional de la statistique
3- création d'un bureau d'inter-échanges à la fois entre les collectivités et avec les autres régions
4- édification d'une caisse de compensation interne et externe[806].

La rencontre collectiviste d'Angués avait déjà mis sur pied une forme de marché régional des collectivités pour assurer la coordination commerciale[807], et renouait ainsi avec une certaine forme de proudhonisme.

La solidarité permet d'aider les groupements les moins avantagés. En effet, si on suit un partisan de ce mouvement, les collectivités reposent sur 3 piliers : le *volontariat*, *l'égalitarisme* et la *solidarité* ou *coopération*, qu'il appelle parfois *aide mutuelle*, en redonnant au vieux mot d'ordre kropotkinien *d'entraide*, si cher en terre ibérique, toute sa place[808] : le Congrès de Caspe déjà cité précise dans les statuts de la Fédération nouvellement créée qu'il faut « *propager intensément les avantages du collectivisme basé sur l'entraide* ». Mieux encore, elle se donne aussi comme but de tout faire pour étendre la collectivisation et ses échanges à l'extérieur, l'entraide intérieure étant ici complétée avec l'entraide extérieure. Parmi les liens extérieurs des collectivités aragonaises, on cite souvent la Regional de Campesinos de Levante-La régionale agricole du Levant.

Pour une plus grande région, et avec un succès économique semble-t-il important en 1937, l'exemple du *CLUEA* (*Comité Levantin Unifié d'Exportation des Agrumes*) permet à la République de récupérer des devises à la suite des ventes sur les marchés étrangers. Il regroupe le très puissant SURTEF - *Syndicat Unique Régional des Travailleurs de l'Exportation Fruitière* (CNT) et son homologue de l'UGT (le STES). Mais l'opposition communiste et gouvernementale, et la création concurrente d'une *Centrale d'Exportation* brouille les cartes, réduit l'enthousiasme des travailleurs, et dénature l'expérience qui cesse pratiquement en 1938.

Au niveau national, la *Federación Nacional de Campesinos* - CNT est tardive (juin 1937) et surtout trop centrée sur des revendications de type syndical, même si parfois elle soutient des positions présentées par les Collectivités.

Les liens nécessaires dépendent alors surtout des plénums du mouvement (CNT, AIT ou les deux) ; mais les autres composantes et les ministères contrôlent et renforcent le centralisme et l'autoritarisme dans les décisions.

#### *e) Le problème de la légalisation*

Face aux collectivités, le pouvoir républicain national est totalement désemparé dans un premier temps. Il va cependant vite se ressaisir, comme l'analyse très concrètement Luis GARRIDO à Jaén pour le cas des collectivités agraires.

En fait le pouvoir légal (tout comme la CNT d'ailleurs) officialise dans un premier temps ce que le peuple a créé de lui-même. Ensuite l'encadrement imposé permet progressivement d'en réduire l'autonomie et l'augestion, et de mettre fin à la dispersion des pouvoirs. Mais les

[806] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.143
[807] DÍEZ TORRE Alejandro, 2009, op.cit., p.129-130
[808] CARRASQUER LAUNED Felix *Les collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Paris, CNT-RP, 296p, 2003, p.170

»
*Juntas Calificadoras de Incautaciones* chargées de légaliser l'occupation des biens des ennemis du régime (en fuite ou exécutés) ne se mettent vraiment en place qu'en fin 1937[809].

- *Le Décret du 08/08/1936* essaye de légaliser les occupations des terres abandonnées ; il s'agit surtout d'une légalisation de l'existant, les terres étant remises officiellement, selon les cas aux collectivités (reconnaissance de fait d'une autogestion), aux organisations syndicales (syndicalisation ?) ou aux municipalités (municipalisation).
- *Le Décret du 15/09/1936*, cette fois sous l'influence communiste hostile aux collectivisations (le Ministre de l'agriculture est le membre du petit PCE Vicente URIBE) s'efforce d'accentuer le contrôle et la coordination en développant dans chaque municipalité des comités Agraires de Front Populaire.
- *Le Décret du 07/10/1936* procède à une sorte d'étatisation ou de nationalisation générale. Les travailleurs ne conserveraient qu'une sorte d'usufruit de terres qui resteraient propriété collective d'État. Seules les terres d'ennemis déclarés du régime peuvent faire l'objet d'occupation.
  Ce décret ne sera réellement effectif qu'au milieu de l'année 1937, tant les résistances, essentiellement libertaires, se font vives. Il faut les attaques des Brigades gouvernementales parfois pour détruire des collectifs qui pourtant vont souvent ensuite se reconstituer.

- À Barcelone, la Généralité impose avec difficulté le *Décret du 24/10/1936* sur les *collectivisations et le contrôle ouvrier* qui légalise et limite de fait les collectivisations, en reconnaissant également le droit à l'existence de la propriété privée. Cependant il reconnaît le fait accompli, et donc valide les essais autogestionnaires, voire en incite d'autres comme le remarque César LORENZO[810]. Son acceptation est l'œuvre assidue du « *ministre* » cénétiste de l'Économie, Juan P. FÁBREGAS. On lui doit « *25 décrets de régulation de l'économie et 86 règlements* » d'après les recherches menées par Walther BERNECKER, et cela durant la courte période de son mandat : 26/09-17/12/1936[811].
- Il faut dire que depuis le 09/10/1936 le *Décret sur les municipalités (ayutamientos)* a déjà régularisé les Comités antérieurs, et imposé un pluralisme entre partis et syndicats, qui de fait a réduit la part souvent prépondérante prise durant l'été par la CNT.
- *Le Décret sur les concentrations industrielles du 30 janvier 1937* doit beaucoup au nouveau « *ministre* » de l'Économie, l'anarchiste Diego ABAD DE SANTILLÁN.
- *Le Décret du 27/08/1937* privilégie les coopératives agricoles aux collectivités, c'est en tout cas la position que les communistes font passer. Les collectifs non autorisés sont condamnés. Ce fait nous confirme la relativement faible implantation libertaire dans les campagnes catalanes, à l'inverse de l'Aragon ou du Levant, ou de l'Andalousie.

- Dans le Pays Valencien, le Conseil d'Économie établit les *Bases reguladoras de incautaciones, colectivizaciones, control e industrias libres*, texte approuvé le 01/12/1936. La vraie collectivisation touche théoriquement les entreprises abandonnées, celles des fascistes et celles de plus de 50 employés. Ailleurs persiste propriété privée et/ou contrôle ouvrier ou syndical. La réalité est bien sûr plus mouvante que le texte.

[809] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.90
[810] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.185
[811] Cite par CASANOVA Julián *Anarquismo y violencia política en la España del siglo XX*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, p.348p, 2007, p.19, note 8

»

- Il faut enfin rappeler que les collectivisations devaient vraiment gêner politiquement la gauche traditionnelle ; on ne comprendrait pas autrement l'intensité des destructions des collectivités causées par des régiments républicains, le plus souvent à commandement communiste. La région libertaire et autonome de Monzón en a particulièrement souffert en mai 1937[812] et dans les mois suivants, réussissant à se reconstituer un peu partout mais partiellement.

### f) *Conclusion partielle : réussites et difficultés du communisme libertaire appliqué*

En tout cas, dans la geste anarchiste et pour les historiens suffisamment impartiaux, ce mouvement de collectivisations de 1936-37 est le principal moment de l'expérimentation anarchiste et/où utopique, autonome et autogestionnaire au XX$^{ème}$ siècle, et sans doute de tous les temps. Pour les militants, ces collectivités « *démontrent que l'anarchisme n'est pas une utopie irréalisable... Face à l'État, l'anarchisme prévalut pendant un certain temps. Cela ne fut pas un rêve, mais quelque chose d'émouvant qui fonctionna* »[813].

Ce « *système communautaire, qui peut apparaître d'une simplicité presque primitive* »[814] a donc fait ses preuves, comme les jeunes anarchistes barcelonais Abel PAZ, Victor GARCÍA, Liberto SAARAU ont pu l'expérimenter dans les environs de Lerida (à Cervia, exactement). Les productions ont souvent augmenté, ou été maintenues, ce qui est déjà une performance avec le contexte défavorable et une grande masse d'hommes adultes pris par les fronts ; c'est le cas à Esplús, malgré une centaine d'hommes volontaires ou réquisitionnés et hors du village[815].

Cependant ce fut loin d'être superbe, car « *ce n'était pas la société parfaite, celle-ci d'ailleurs ne se réalisera jamais* » reconnaît Abel PAZ[816]. Ce ne fut pas une utopie totalement réalisée, mais une expérimentation très plurielle et inégale selon les régions et les moments, preuve de l'hétérogénéité des mouvements, des idéologies, des contextes régionaux et provinciaux, et de la proximité du front. Dans une des meilleures synthèses sur l'Espagne en 1936-1939, Bartolomé BENASSAR, pourtant souvent très critique et parfois simpliste (il reprend par exemple les analyses sur le « *mouvement messianique* » « *sécularisé* » que serait très largement l'anarchisme ibérique) reconnaît l'ampleur de « *cette extraordinaire révolution économique et culturelle* »[817]. Pourtant le titre de son ouvrage reste bien classique et ne parle que de « *la guerre et ses lendemains* ». Cela ne l'empêche pas de reconnaître « *le passage à l'acte de l'utopie* »[818], dans ce « *laboratoire du siècle* » que fut cette « *authentique révolution* », « *la plus profonde et la plus complète du siècle* »[819] au niveau européen.

## Quelques difficultés, problèmes et aspects irrésolus de l'autogestion espagnole

L'environnement fut pourtant très hostile et difficile pour les collectivisations et pour la forme autogestionnaire qu'elles illustrent ; on peut en résumer quelques traits essentiels :
- un capitalisme mondial, sous toutes ses variantes, fortement hostile aux secteurs autogérés.

[812] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977, p.143-156
[813] CNT Sevilla *Anarquismo básico*, Madrid, FAL, 1998
[814] PAZ Abel *Viaje al pasado/Barcelone 1936*, Barcelona 1995/Quimperlé 2001
[815] CNT-AIT (REGIONAL DE ARAGÓN, RIOJA Y NAVARRA) *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca). Con notas sobre la represión comunista*, Huesca: Ediciones Cultura y Acción, 160p, 1977,p.116-120
[816] FIORE Ariana *L'utopia permanente. Un vecchio anarchico spagnolo (Abel PAZ-Diego CAMACHO) ricorda la Rivoluzione del'36*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.34, n°298, p.37
[817] BENASSAR Bartolomé *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 548p, 2004, p.186
[818] BENASSAR Bartolomé *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, p.263
[819] BENASSAR Bartolomé *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, p.276

»
- une crise économique mondiale des années 1930 qui a touché également l'Espagne et qui se marque par une forte dépression, surtout dans la zone catalane, ainsi que par une forte inflation.
- des ruptures économiques accentuées par la guerre avec de grands partenaires commerciaux, l'Allemagne nazie bien sûr, mais aussi la démocratique France.
- une guerre civile qui désorganise toute l'économie, qui coupe le pays en deux, qui happe les meilleurs éléments pour les envoyer au front, qui force à donner le primat à tout ce qui touche le conflit, et qui draine vers le front une grande quantité de produits… En Catalogne la saignée pour l'industrie textile serait de près de 25 000 militants cénétistes et près de 3 000 ugétistes[820]. Il est sûr que ces révolutionnaires combatifs et déterminés vont manquer pour l'organisation de l'arrière garde et la défense des grands principes.
- une tradition assez individualiste dans le monde rural, avec la volonté ancienne de posséder sa propre exploitation.

D'autre part les collectivités doivent en toute solidarité prendre en charge un grand nombre de groupes malmenés par le conflit : orphelins, blessés et handicapés, personnes âgées plus nombreuses du fait du départ des jeunes… et bien sûr les familles des hommes mobilisés. Ce bel effort à un coût supplémentaire évident.
- des divisions provinciales et des positionnements particularistes difficiles à contrer dans une Espagne traditionnellement divisée, même si le milieu libertaire était un des moins gangrénés par les volontés régionalistes ou indépendantistes. Sans compter parfois un égoïsme de certaines collectivités qui n'appliquent pas le principe kropotkinien d'appui mutuel[821].
- des moyens rares ou absents, ou fournis au compte-goutte : énergie, moyens de transports, apports techniques… La plupart des collectivités n'ont en fait, sur le plan économique, que mutualisé la misère ambiante, d'où les évidentes difficultés à venir.
- l'absence de fonds tient ici au fait que, comme lors de la Commune de Paris e 1871, les révolutionnaires espagnols ne prennent pas en main l'appareil bancaire et financier. Pire, très rapidement une bonne partie des fonds part pour l'URSS en contrepartie des armes fournies !
- des mentalités archaïques qui restent fortes, avec une apathie d'un certain nombre, et une faible participation de beaucoup, et toujours une grande marginalité de la femme qui profite somme toute bien peu de la révolution (sauf pour la formation, les aides sociales et sanitaires… ce qui n'est déjà pas rien). Le poids des *individualistas* est toujours très fort (notamment en Aragon), et les *colectivistas* doivent en tenir compte.
- des oppositions politiques puissantes : mouvements étatistes, républicains, régionalistes, de petits propriétaires… comme PSOE, PCE, ERC… et même l'UGT souvent. Même le POUM, pourtant proche des collectivisations, conserve une analyse léniniste et donc autoritaire et centraliste.
- des collectivités (surtout rurales) qui ont dû faire face aux bombardements (souvent incendiaires pour détruire les récoltes), assauts, destructions (causées autant par les brigades communistes que par les attaques franquistes…).
- des partis politiques et des classes sociales hostiles et en attente pour prendre leur revanche : petite bourgeoisie, cadres politiques, fonctionnaires, bureaucrates et techniciens... Ces cadres socio-économiques sont une des causes du maintien de la hiérarchie des salaires dans certaines collectivités. Il faut ajouter la nouvelle classe bureaucratique qui apparaît rapidement à l'arrière dans l'économie, la culture et le social, et qui est très vite en butte à une autogestion qui la nie de fait[822]. La «*dictature des comités*» fait aussi parfois bien du mal aux principes libertaires et horizontaux qu'ils disent pourtant défendre.

[820] SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.103-104
[821] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.15
[822] Cf. long développement dans SEMPRUN MAURA Carlos, 1974, op.cit., p.149-161

»
- le maintien de différences salariales au sein des collectivités, et entre elles (au profit surtout des collectivités industrielles par rapport aux rurales), rend difficile la coordination du mouvement, et entraîne aussi des mécontentements et une certaine démobilisation[823].
- et enfin un mouvement libertaire (CNT-FAI) qui renie souvent ses principes et qui bloque parfois les initiatives révolutionnaires et autogestionnaires. La FIJL a vécu plus en symbiose avec le mouvement réel. La CNT est éclatée, les sections locales se fondant souvent avec les collectivités. Mais très vite une couche bureaucratique apparaît, surtout du côté de ceux qui ont une vision syndicale de la société future, et qui préfèrent la socialisation à la collectivisation. Quant à la direction nationale, elle penche très vite du côté de la collaboration antifranquiste et, hormis des actes de solidarité contre la répression, ne soutient pas vraiment le mouvement bien trop autonome des collectivisations. La FAI est également parfois réticente, ou alors minimise le collectivisme, pour en faire une simple étape de transition vers le communisme libertaire : rien n'est simple !
- sans compter une durée d'existence bien trop courte pour en valider tous les acquis, même si certaines collectivités de Castille et du Levant résistent jusqu'en 1939. En Aragon les collectivités durent au maximum 18 mois[824].
- la guerre aux collectivités menées par l'État et les corps d'armée dirigés souvent par des responsables communistes non seulement détruisent bien des structures et des collectifs dans l'été 1937, mais décapitent également le mouvement : les responsables sont jetés en prison ou incorporés d'office dans les forces militaires.
- l'évolution difficile, les conflits internes, les pressions extérieures, l'entrisme de composantes hostiles… entraînent une baisse de l'enthousiasme initial. Pourtant la reprise incroyable des collectivités aragonaises après les raids militaires en fin 1937 et en début 1938 révèlent cependant la force de ce mouvement collectif et ses capacités à réagir.

Il faut aussi rappeler que l'historiographie n'est pas toujours utilisable sur les collectivités. Elle est souvent trop tardive, au départ trop peu rigoureuse, et trop hagiographique du côté des libertaires. Elle est majoritairement et/ou résolument hostile du côté du reste de la gauche, du franquisme et des universitaires, tous privilégiant l'analyse de la guerre et des faits militaires et politiques d'ensemble sur toutes les autres composantes. La pesanteur du marxisme d'après guerre fait même triompher un temps une vision stalinienne et très critique, alors que dans certaines régions, des militants communistes ont parfois participé aux mouvements collectifs.

**Quelques avantages et innovations liés à l'exercice de l'autogestion ibérique :**

Et bien, malgré ces inconvénients très lourds, la réussite est souvent au rendez-vous, tant pour les productions, la productivité, l'accroissement des surfaces cultivées… que pour les avantages sanitaires, sociaux et culturels, et surtout pour l'apprentissage de la démocratie la plus directe possible, même si ce n'est pas la révolution prévue. Avec CASTELLS DURAN[825] on peut notamment mettre en avant ces avantages de la collectivisation, et pas seulement pour la Catalogne industrielle :
- une démocratie rénovée, souvent horizontale et fédérale, fondée au départ sur l'égalité des personnes et des fonctions, et procédant en toute transparence au sein d'assemblées générales ouvertes. Les premières charges ou fonctions ne donnaient lieu en général à aucun avantage particulier, ce n'est qu'au bout de quelques mois que le processus bureaucratique s'est reconstitué. Dans les collectivités unies et actives, le rôle des partis politiques est

[823] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.152
[824] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.235
[825] CASTELLS I DURAN Antoni *La trasformazione collettivista a Barcelona*, –in-RSDA, Pisa, a.6, n°2(12), luglio-dicembre 1999, p.75

»
marginalisé, au profit des structures collectives centrées sur les efforts socio-économiques. Les vieilles querelles ou les antagonismes politiques parasitaires sont donc dans un premier temps fortement réduits. L'assembléisme est la règle générale dans les collectifs.
- des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité bien modifiées, avec création (ou récupération) de nombreux bâtiments spécialisés : ateliers mécaniques, infirmerie, hôpitaux, centres de formation, écoles... Partout le standard de vie et les conditions laborieuses semblent avoir été considérablement améliorés, ne serait ce que par la mutualisation des moyens mécaniques modernes, de réalisations (irrigation, acheminement d'eau potable ou d'électricité) et de structures sociales collectives. La mécanisation du travail agricole aurait progressé de 50%[826]. La seule rotation des tâches et le fonctionnement par brigade de travailleurs allègent le travail et le rendent sans doute plus attractif et plus productif.
- de fortes réductions des différences salariales et des conditions de vie, y compris (rarement) pour les femmes. La hiérarchie des salaires fut parfois - rarement - supprimée, mais elle fut toujours limitée.
- la prise en charge solidaires des réfugiés et/ou des malmenés par le conflit : malades, handicapés, blessés, orphelins… et le respect et la prise en charge des jeunes et des personnes âgées. Quasiment toutes les collectivités l'assument, y compris parfois sous la forme salariale. Le mutualisme et la solidarité deviennent les valeurs basiques de la nouvelle société. Comme je l'ai exposé ci-dessus, les rétributions sont détachées du seul travail, et la volonté est bien d'aller vers une égalisation des situations pour toutes les composantes sans exceptions, et une mise en place de plus en plus systématique de la «*justice distributive*»[827].
- malgré une société qui reste paternaliste voire machiste, la place des femmes a bien évolué tant sur le rôle socio-politique (miliciennes, ambulancières, Mujeres libres…) qu'au niveau culturel : santé, éducation… qu'économique (large participation à l'effort de guerre et au sein des collectivités rurales, ou dans les entreprises). Les tentatives contre la prostitution et pour la reconnaissance des divorces et de l'avortement sont une belle nouveauté dans l'Espagne républicaine. La femme profite du vide laissé par les hommes au front et par la mise à l'écart des vieilles traditions qui les desservaient. Elles occupent un rôle nouveau, accru et sont souvent l'élément modérateur des conflits et celles qui veillent à l'équilibre et à l'égalité dans le nouveau système. Les femmes des collectivités ou des entreprises sous contrôle donnent raison à FOURIER et aux rares socialistes qui dès le XIX° siècle affirmaient qu'une civilisation se jugeait par la place donnée aux femmes, ou prise par elles.
- sur le plan économico-social, de fortes réductions de l'autoritarisme et du pouvoir de la technobureaucratie, et donc un fort apprentissage des responsabilités et du partage des décisions par un monde travailleur qui en était jusqu'alors exclu.
- de nombreuses créations de services sociaux, d'entraide, d'assistance, de coordination, d'éducation, de santé... Partout fleurissent cuisines collectives, buanderies, crèches ou dispensaires, écoles ou orphelinats, colonies de vacances, centres de promotion de la femme, cours du soir, centres culturels…

La prise en charge de toutes et tous, de la naissance à la mort, impose la création de services sociaux nouveaux. Par exemple la Collectivité barcelonaise *Espejos, cristales y vidrios planos* met en place des mesures pour limiter le travail (6 heures par jour), limiter l'âge au travail et assurer la médecine gratuite pour toutes et tous[828].

Les loisirs ne sont pas oubliés ; théâtre et salles de cinéma improvisées cotoient les cafés ou autres lieux conviviaux. Dans la communauté aragonaise de Fabara, Nils LÄTT évoque le café collectif du *Circulo Agricola de San Isidro* dans lequel on se réunit devant une

[826] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.19
[827] PAGÈS I BLANCH Pelai *El sueño igualitario entre los campesinos de Huesca (1936-1939). Colectivizaciones agrarias durante la Guerra Civil (1936-1938),* Huesca: Sariñena Editorial - Salvador Trallero editor, 266p, 2013, p.141
[828] GENOFONTE M. *«Espejos, cristales y vidrios planos». 2/ Barcelona 1936 : historia de una colectividad obrera* -in-La Campana, Pontevedra: IVª Época, n°0-3, p.20, 31/07/2009

»
tasse de café[829]. Bon espérantiste le suédois donne des cours d'esperanto dans l'Ateneo de la collectivité qui contient le joyau libertaire, *El Hombre y la Tierra* d'Élisée RECLUS.
- une politique fréquente pour limiter le chômage et partager le travail, avec également la volonté dans pas mal de collectivités d'assurer la rotation des tâches, surtout pour les travaux pénibles. La hiérarchie des tâches est également limitée, tout travail étant revalorisé, surtout s'il est soumis à la rotation.
- une forte amélioration de la formation et de l'information des travailleurs, et de leurs familles.
- une nette prise en charge des besoins des consommateurs ou utilisateurs pour améliorer produits et services…
- de premiers efforts pour adapter l'agriculture à l'environnement et aux nécessités écologiques et pour moderniser les structures (notamment avec les «*granjas de experimentación*») : vers une agriculture plus «*rationaliste*»[830].
- un enthousiasme au moins au début qui rend les épreuves moins ardues et qui permettent parfois des travaux et des activités collectives dans la joie et la bonne humeur… Les cadences difficiles sont mieux acceptées et parfois augmentées, puisque «*pour la première fois on organisait la société pour soi-même*»[831].
- l'ouverture sur l'extérieur, vis-à-vis des visiteurs espagnols ou étrangers, des autres collectivités, des syndicats… Certaines collectivités ont un rôle exemplaire, sans pour autant s'ériger en modèle. Mais elles contribuent à étendre le réseau, à encourager les iniatives et à renforcer la validité des idées autogestionnaires et libertaires. Sur ce plan, un des meilleurs ouvrages parlant des collectivités et de leur exemplarité est dès 1937 celui du socialiste Abelardo PRATS Y BELTRÁN, *Vanguardia y retaguardia de Aragón. La guerra y la revolución en las comarcas aragonesas - Avaant-garde et arrière-garde en Aragon. La guerre et la révolution dans les comarcas aragonaises* ; il est plusieurs fois réédité. Il estimait que les meilleures réalisations devenaient «*un lieu attractif pour les travailleurs aragonais* (et bien au-delà) *et une école de reconstruction économique et morale de notre Patrie*»[832].
- le succès économique est donc souvent présent : il se manifeste par l'accroissement des productions, par l'accroissement des superficies cultivées, par la diversification des cultures, par l'accroissement de la mécanisation et de la sélection des semences, par l'usage plus massif des engrais, par la spécialisation de cultures en fonction du milieu et par l'adaptation de nouvelles techniques dans une approche de «*géographie sociale*» aboutissant à un «*paysage économiquement rationnel*»[833]… Ainsi la contribution des collectivités et entreprises sous contrôle est majeure dans le développement des industries de guerre, la production d'agrumes, l'essor des industries agro-alimentaires, le développement des communications (Cf. les fameux tramways de Barcelone)… Pour les industries de guerre, et la reconversion d'autres secteurs, la part de la CNT est prépondérante, d'autant que la majorité de ces sociétés sont catalanes ; il faut rappeler à Barcelone le rôle clé d'Eugenio VALLEJO et à Madrid celui du Délégué des Industries de Guerre dans la Junta de Defensa : Lorenzo ÍÑIGO.

Bref, il s'agit d'un moment extrêmement fort pour la société espagnole républicaine, qui correspond à une belle entrée dans la modernité et dans des pratiques sociales alternatives. On comprend mieux l'impact que cette période a laissé dans les esprits, malgré la nuit franquiste, la démission de certains historiens et les falsifications staliniennes.

Dans certains endroits, le franquisme a sans vergogne réutilisé des réalisations faites par les collectivités[834] ce qui prouve leur intérêt socio-économique incontestable.

---

[829] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne,* Toulouse: Au Coquelicot, traduit par Anita Ljungqvist, 72p, 2012, p.40-41
[830] DÍEZ TORRE Alejandro, 2009, *op.cit.*, p.114 & ss
[831] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne,* Toulouse: Au Coquelicot, traduit par Anita Ljungqvist, 72p, 2012, p.52
[832] DÍEZ TORRE Alejandro, 2009, *op.cit.*, p.42
[833] Cf. les analyses de Myrna Margulies BREITBART
[834] DÍEZ TORRE Alejandro, 2009, *op.cit.*, p.10

»

En 2003, en pleine Andalousie, le petit village de Marinaleda poursuit des rêves d'autogestion collectiviste. La démocratie participative s'y accompagne de travaux collectifs, de coopératives de production (*El Humoso*) où est pratiqué le salaire unique… L'ironie de l'histoire veut que ce rêve communautaire post-Guerre civile soit assumé aujourd'hui par les descendants de ceux qui ont contribué à le détruire en 1936-37 : les derniers communistes espagnols, et leur SOC (Syndicat ouvrier rural) ![835]

### 4. L'utopie du « peuple en armes »[836] = « le rêve en armes »[837].

Les antécédents sont nombreux, et pas seulement en camp anarchiste. La vieille tradition ibérique des bandes armées autonomes est très riche. La tradition de résistance sous forme de guérillas remonte à l'Antiquité, au moins au II° siècle avant notre ère. Il suffit de penser pour Moyen Âge et Époque Moderne aux ***remensas*** catalanes, aux ***germanías*** valenciennes et majorquines et aux ***comuneros*** castillans. La ***guerilla*** souvent victorieuse contre les troupes napoléoniennes est une autre référence importante, sans même parler des bandes carlistes et autres mouvements pyrénéens : ainsi en 1846-1849, un authentique mouvement populaire catalan, les ***matiners***, en grande partie récupéré par le carlisme, mène pendant 3 ans une véritable guerre civile. Les révoltes de Catalogne en 1842 & 1843, notamment le mouvement des « *sans-culottes* » barcelonais (les ***jamàncios***), ne peut être réduit que par une vraie et intense répression militaire.

Dans la tradition libertaire, la résistance fédéraliste et cantonaliste des années 1860-1870 fait partie de ces mouvements précurseurs, souvent magnifiés, et très populaires, fortement ancré tant dans les villes que dans les aires rurales. En Andalousie particulièrement, ce fédéralisme municipaliste dispose d'une base populaire forte, qui dépasse largement les milieux internationalistes, et n'hésite pas à organiser des bandes armées assez diffuses (notamment Sierras de Cádiz, de Líbar et de Ronda, région de Lebrija et région de Malaga)[838]. Dès la fin des années 1860 des ***Milices de la liberté*** regroupent les révolutionnaires, toutes tendances confondues : c'est surtout le cas dans la région valencienne. L'exemple idéal est fourni par la région de Cádiz (Cadix) et par l'action valeureuse et omniprésente de Fermín SALVOCHEA (1842-1907) qui a deux reprises lève et dirige des Bataillons de volontaires : en 1868-1869 il combat pour Cádiz ; en 1873 en tant que maire de la ville, il participe activement à l'insurrection cantonaliste. Le ***Bataillon de Volontaires de la République*** touche une bonne partie du canton. Défait il est condamné à vie, mais s'évade bientôt puis bénéficie d'une armistice[839]. Déjà, lors du soulèvement de la flotte en 1868 dans la baie gaditane, les groupes armés de civils ne furent pas négligeables, mais cela reste cependant un mouvement massivement militaire ; c'est semble-t-il différent lors de l'insurrection d'octobre 1869 en Andalousie : ce serait pour Antonio LÓPEZ ESTUDILLO le plus important soulèvement populaire armé sans appui de forces militaires[840]. À Valence, les internationalistes bakouninistes se lient aux autres socialistes, et intègrent là aussi les milices appelées ***Volontaires de la République***. En Aragon, José LÓPEZ MONTENEGRO (mort en 1908) est un des organisateurs du mouvement sur la capitale Saragosse ; il est expulsé de l'armée, fait

[835] MUSSEAU François *À Marinaleda, l'utopie s'accroche au pouvoir*, -in-Libération, 22/07/2003
[836] La notion de « *pueblo en armes* » est proposée pour chaque commune libre dans les résolutions du Congrès de Saragosse de mai 1936
[837] VAN DARL Julius *Le rêve en armes. Révolution et contre-révolution en Espagne 1936-1937*, 2001
[838] LÓPEZ ESTUDILLO Antonio *El obrerismo andaluz en el sexenio democrático: la irrupción de un nuevo agente político*, -in-MATO ORTEGA José Manuel y MORENO TELLO Santiago (Coordinadores) *Fermín SALVOCHEA (1842-1907): historia de un internacionalista. Una herramienta para el futuro. Vol.I*, Cádiz: Diputación Provincial de Cádiz - Servicio de publicaciones, 350+32p, p.59-100, 2010, p.76-77
[839] Collectif *Un anarchiste entre la légende et l'histoire, Fermín SALVOCHEA*, Vincennes, PUV, 159p, 1987
[840] LÓPEZ ESTUDILLO Antonio *El obrerismo andaluz en el sexenio democrático: la irrupción de un nuevo agente político*, -in-MATO ORTEGA José Manuel y MORENO TELLO Santiago (Coordinadores) *Fermín SALVOCHEA (1842-1907): historia de un internacionalista. Una herramienta para el futuro. Vol.I*, Cádiz: Diputación Provincial de Cádiz - Servicio de publicaciones, 350+32p, p.59-100, 2010, p.83

»
de la prison, puis participe à la création de la société ouvrière *La Fraternidad* en 1871. Il offre ensuite ses services aux défenseurs de Carthagène.

Pour lutter contre les pistoleros des années 1920 ou contre la dictature de PRIMO DE RIVERA, les anarchistes mettent progressivement sur pied des groupes d'actions, le plus souvent clandestins chargés des coups d'éclat, sabotages, guérilla urbaine, appui des grèves… C'est surtout la Catalogne qui est alors la vitrine de la résistance populaire active.

En 1931 ces mouvements se structurent en ***Comités de Défense CNT-Comités de Defensa CNT*** et en « ***cuadros de defensa*** » (groupes clandestins comprenant 6 militants syndicalistes), et s'apparentent de plus en plus à des groupes paramilitaires quasi autonomes par rapport à la centrale syndicale. C'est un incontestable vivier qui va fournir les cadres combattants de 1936 et la preuve qu'après les échecs insurrectionnels, la CNT et par derrière elle l'AIT (rôle d'Alexandre SHAPIRO) se dotait d'une pensée révolutionnaire plus conséquente[841]. Le Comité National des Comités de Défense (CNCD) se décline en Comités de Défense locaux, « *de comarca* », régionaux… Celui de Catalogne est présidé par Juan GARCÍA OLIVER, celui d'Andalousie par Rafael PEÑA et Julián ARCAS et Vicente BALLESTER… La FAI dispose également d'un ***Comité Nacional de Defensa y Peninsular*** avec Manuel RIVAS. Mais c'est seulement après les échecs de la «*gymnastique révolutionnaire*» des années 1931-1933 que le mouvement se restructure réellement en petits groupes (6 à 7 membres), se développe dans la clandestinité, et semble désormais plus lié à l'organisation CNT[842]. Ces groupes aguerris s'intègreront plus facilement comme centuries des milices de 1936.

À leur côté opèrent également des groupes d'actions affinitaires, plus ou moins liés à la FAI, et surtout à ses deux principaux groupes : ***Nervio*** avec ABAD DE SANTILLÁN et ***Nosotros*** avec DURRUTI.

En janvier 1936 à Barcelone, le Plenum péninsulaire des Régionales de la FAI cherche à renforcer les groupements de défense ; nous sommes alors à 6 mois du coup d'État.

Lors du coup d'État, la résistance populaire (spontanée le plus souvent), avec au premier plan de nombreux militants libertaires (et d'autres compagnons de route ou d'idée), met rapidement en place une sorte de dualité militaire, et de dualisme du pouvoir, qui n'est pas sans rappeler le début de la révolution russe. On peut parler avec François GODICHEAU de « *Révolution des Comités* » et accepter la majuscule à Comités, tant ces organes remplacent ou tendent à remplacer d'autres institutions, communales notamment[843].

Les patrouilles syndicalistes, les groupes armés de la FAI, les Comités de contrôle… alliés parfois à l'UGT ou au POUM (en Catalogne surtout) se transforment assez vite en organisations politiques et paramilitaires («*Comités révolutionnaires*» dans les villes et bourgades, et «*milices*» sur les fronts, notamment aragonais) qui vont fleurir pendant le « *bref été de l'anarchie* » (pour reprendre le titre d'un ouvrage de Hans-Magnus ENZENSBERGER consacré à DURRUTI). Ces comités très nombreux sont souvent unitaires et diversifiés ; ils fleurissent ici ou là, et parfois très rapidement comme le *Comité de Front Populaire* d'Altarricón (20/07/1936), le *Comité de Enlace Revolucionario* de Barbastro (19/07/1936), le *Comité de Enlace Antifascista* de Benabarre, le *Comité Antifascista* de Velilla de Cinca. Pour analyser cet aspect de la révolution de 1936, c'est l'ouvrage cité de Cédric DUPONT (après celui de BRADEMAS) qui offre une des meilleures synthèses. Les écrits d'Abel PAZ, surtout celui sur la

[841] Cf. surtout GUILLAMÓN Agustín *Los comités de Defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938). De los Cuadros de Defensa a los Comités revolucionarios de barriada, las patrullas de control y las Milicias populares* Barcelona: Aldarull Edicions, 254p, 2011

[842] GUILLAMÓN Agustín *Des comités de défense aux milices populaires*, -in-SOLIDARIDAD OBRERA/LE MONDE LIBERTAIRE *101 ans de CNT et d'anarcho-syndicalisme. D'hier et de demain un combat pour la liberté*, Paris: Le Monde libertaire, n° exceptionnel, HS, n°41, p.13-17, 15/04-14/06/2011

[843] GODICHEAU François *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 460p, 2004, p.104

»
*Colonne de Fer* de 1984[844] et les mémoires de Cipriano MERA et les écrits le concernant[845] permettent d'opposer deux positions face à la militarisation. Pour l'Aragon, ce sont les travaux de Julián CASANOVA qui sont parmi les plus documentés, et souvent aussi les plus critiques vis-à-vis de la mouvance libertaire.

En ville surtout se développent les *Comités Révolutionnaires* ou les *Comités locaux de Défense*. Ils possèdent des milices actives, et remplacent purement et simplement bien des municipalités. La tradition des « *soviets* » et celle du fameux « *double pouvoir* », illustrées au printemps 1917, se perpétuent dans l'Espagne de l'été 1936. Barcelone compte en fin juillet 11 sections, peut-être 700 miliciens dans les *Patrouilles de contrôle*, dont la moitié sont des anarcho-syndicalistes. Ces patrouilles dépendent en Catalogne du *Departemento de Interior*. Au début, le *Comité Central des patrouilles* sur Barcelone compte 7 anarchistes sur 11 membres. Les responsables sont donc essentiellement anarchistes, notamment José ASENS. Le *Département de Sécurité Intérieure* dépend d'Aurelio FERNÁNDEZ, et la *Commission d'investigation* de Dionisio EROLES, alors que les *patrouilles de contrôle* parmi les plus actives sont menées par José ASENS. Le *Comité de Investigación* qui les organise reste longtemps dirigé par les anarchistes. Tous ces comités locaux sont pratiquement indépendants et forment un « *foisonnement d'autonomies et de micro-gouvernements* » note LORENZO[846]. Leurs membres, leurs attributions, leur existence même sont constamment modifiés et remis en cause. En Aragon, dans les villes et villages restés républicains, ces divers comités portent des noms différents : *Comités antifascistes, Comités révolutionnaires, Comités de Défense…* et reprennent ici aussi des dénominations déjà utilisées dans le passé.

Le cas de Barcelone est sans doute celui qui offre le plus de dispositions concrètes, avec un rare effort de coordination assumé par le *Comité Central de Milicias Antifascistas de Catalunya - Comité Central des Milices Antifascistes* dans lequel dominent les libertaires, et surtout Juan GARCÍA OLIVER (1902-1980). Mais au nom de l'unité et de la solidarité, ils acceptent de n'en détenir que le tiers des sièges (3 CNT, 2 FAI sur 15 membres), ce qui très vite réduit leur prépondérance et ouvre une brèche aux staliniens, puisqu'ils vont s'emparer rapidement des 3 places (totalement disproportionné par rapportà sa force réelle en Catalogne) accordées à l'UGT. Ce Comité (fondé dès le 21 juillet), assume quasiment au début un rôle de mini-gouvernement de temps de guerre, tant sur Barcelone et dans toute la Catalogne que sur l'Aragon proche (le *Comité militaire d'Aragon* lui est au début lié). Les fonctions économiques (ravitaillement, maintien de la production et des services, approvisionnement par le *Departemento de Abastos*), sociales (santé, éducation, formation militaire dans une *Escuela de Guerra - École de Guerre* dirigée par GARCÍA OLIVER dans la caserne renommée « *BAKUNIN* » …), de sécurité (maintien de l'ordre parle *Departemento de interior*), culturelles (radio, presse)… s'ajoutent à ses fonctions militaires au sens propre du terme. Celles-ci deviendront essentielles par la suite, les autres fonctions étant assumées peu à peu par d'autres organismes, comme le *Comité central du Ravitaillement* ou le CENU (*Conseil de l'École Nouvelle Unifiée*) pour l'éducation. Le CCMAC est dissout en début octobre 1936. C'est la fin de la dualité du pouvoir et la preuve de la reprise en mains par l'État de ses pouvoirs auparavant perdus.

Manuel ESCORZA, responsable des *Servicios de Investigación* pour la FAI dans la région aragonaise a laissé parfois un sombre souvenir (mais les avis sont très partagés et Federica MONTSENY au contraire note l'inverse), tout comme Justo BUENO PÉREZ de la

[844] PAZ Abel *Chronique passionnée de la Colonne de Fer*, Barcelona, 1984/Paris, 2002
[845] LLARCH Joan *Cipriano MERA. Un anarquista en la guerra de España*, Barcelona, 1973
[846] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.167

»
Colonne DURRUTI[847]. En effet les *Secciones d'Investigación* jouent aussi le rôle de police à l'arrière et de contre-espionnage et leurs méthodes sont parfois expéditives : la seule localité de Pina de Ebro, présentée dans le livre cité d'Antonio GIMENEZ, aurait connu 23 assassinats-exécutions de leur fait. Avec le *Conseil de Défense d'Aragon* dès octobre 1936, une *Junta de Securidad* (animée par Francisco FOYO) remplace ou canalise ces sections un peu incontrôlées.

À la frontière française, la ville de Puigcerdà est jusqu'au printemps 1937 aux mains des anarchistes animés par Antonio MARTÍN qui jouent un rôle officiel que ne supportent pas les communistes. C'est en les affrontant que MARTÍN trouve la mort le 29/04/1937. En mars avril 1937, en effet, la « *contre-révolution* » triomphe dans le camp républicain, et les patrouilles, les conseils d'ouvriers et de paysans… sont désormais tous dissous ou incorporés de force dans les organismes officiels. Mais beaucoup sont réduits par la force et des militants du POUM ou de la CNT peuplent à nouveau massivement les prisons, quand ils ont de la chance, car parfois ils disparaissent purement et simplement, notamment dans les annexes du GPU que les soviétiques ont développé également en Espagne.

Le chant du cygne de l'utopie du peuple en armes apparaît en mai 1937, lorsque quelques colonnes confédérales (cénétistes) souhaitent marcher sur Barcelone pour écraser la contre-révolution menée conjointement par les communistes et le gouvernement en place. Mais elles sont contrées par leurs propres organisations, la CNT et la FAI, de plus en plus tentées par l'intégration dans le front républicain et une position bizarrement « *gouvernementaliste* ». Rares sont les anarchistes irréductibles, comme par exemple *La Agrupación de Los Amigos de DURRUTI/Le groupe des amis de DURRUTI*, qui le 05/05/1937 publie une proclamation[848] très dure contre la CNT et favorable au peuple en armes, comme lors des journées de juillet 1936.

Bref, partout durant l'été 1936 s'est établi un double ou triple pouvoir entre les structures étatiques nationales qui perdurent, les structures régionales ou syndicales qui se consolident, et les comités ou sections (communales, syndicales…) qui fleurissent partout, souvent spontanément un peu comme les soviets de 1917. Ces Comités représentent parfois une réelle démocratie directe, mais également un risque de féodalisme, de dispersion « *localiste* » dommageable pour la vie quotidienne et l'effort de guerre. C'est ce que César LORENZO dénomme souvent « *comitécratie* »[849].

Sur le plan militaire, sur les fronts divers de la République, interviennent des ***Bataillons*** ou ***Brigades*** (Pays Basque et Asturies), ou des ***Milices Confédérales*** (Centre) ou des Comités (par exemple dans la flotte, le *Comité rojo* du croiseur Jaime I est célèbre) ou des ***Colonnes*** ou ***Colonnes miliciennes*** (un peu partout). Il est bon également de rappeler que les libertaires sont souvent très nombreux dans des colonnes d'autres partis ou groupements, notamment dans le Nord Ouest, en Léon, mais aussi dans les hauts lieux de l'anarchisme comme Valence ou la Catalogne, et dans le pourtour madrilène… L'histoire des seules colonnes libertaires ne permet donc pas de clore l'histoire de l'engagement militaire ou guérillero des anarchistes d'Espagne. Ainsi *El Campesino* (Valentín GONZÁLEZ), ancien anarchiste et responsable d'une colonne communiste rappelle au cinéaste Armand GUERRA que sa colonne compte une majorité de cénétistes[850]. Une colonne du front de Madrid, la colonne PUA, malheureusement connue pour ses exactions et heureusement aussi pour son

[847] Cf. sa longue biographie, fort controversée, dans le livre GIMENEZ Antoine & LES GIMÉNOLOGUES *Les fils de la nuit. Souvenirs de la Guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque, Les Giménologues, 560p, 2006, p.457…

[848] AMORÓS Miquel *La revolución traicionada. La verdadera história de BALIUS y Los Amigos de DURRUTI*, Barcelona, Virus, 444p, 2003, p.219

[849] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.335

[850] GUERRA Armand *A través de la metralla. Escenas vividas en los frentes y en la retaguardia*, Valencia, 1937 - Madrid, La Malatesta Ed, 206p+8p, 2005, p.64

»
courage au combat, regroupe des militants de toute tendance, avec de très nombreux libertaires[851].

Ces colonnes emploient souvent des ***groupes de guérilleros***, plus ou moins autonomes, sorte de francs-tireurs chargés de missions périlleuses, clandestines, avec souvent infiltrations dans le camp adverse pour déstabiliser, s'informer, libérer des prisonniers… : on peut désormais les appeler *Les fils de la nuit*, vu le superbe livre[852] qui leur rend hommage. Ces groupes portent des noms caractéristiques : *La Noche* de GALLART, *Los dinamiteros* de BATISTA, *Los Iguales* d'Agustín REMIRO MANERO (1904-1942), *La Banda negra* avec sans doute Antoine GIMENEZ… Certains de ces groupes subsisteront malgré la fin des colonnes, et parfois poursuivront pendant ou après la deuxième Guerre mondiale l'action militaire contre la dictature. Mais comme le note avec justesse César M. LORENZO, « *c'est l'un des paradoxes majeurs de la Guerre civile que le guérillero, personnage typiquement espagnol depuis l'époque de VIRIATHE (II° siècle av. notre ère) jusqu'aux guerres carlistes (XIX° siècle) n'ait pas fait son apparition en 1936, sauf dans de rares endroits et de façon très éphémère. Il n'y eut que des coups de main de commandos et des sabotages sporadiques en zone franquiste, à partir du mois d'octobre (1936)* »[853]. Juan GARCÍA OLIVER serait peut-être le seul dirigeant d'envergure à préconiser une guérilla systématique au sud (Sierra Nevada, Huelva…), dans un plan « *conspirativo-militar* » assez mal connu de début 1938 (*Plan Camborios*)[854]. Cependant, si on suit Nils LÄTT, il semble bien que les actions de guérilla et les intrusions derrière l'ennemi sont fréquentes, ne serait-ce que parce que les colonnes ne disposent pas de suffisamment de matériel pour mener des combats frontaux[855].

Après l'échec militaire, bien des membres de ces bataillons renouent avec la guérilla, comme le fait dans le León l'ancien commandant du Bataillon 206 Laurentino TEJERINA MARCOS (1895-1942).

À côté des Colonnes et groupements militaires, il faudrait citer toutes les actions à l'arrière ou dans le contre-espionnage. Les services de renseignements sont nombreux, comme le SIEP-*Service d'Intelligence Spécial Périphérique* dans lequel exercent Francisco PONZÁN VIDAL (1911-1944) et Juan CATALÀ BALANYÀ (1913-2012); le SIEP est rattaché à la 143° Brigade de la 24° Division républicaine. Le portugais Manuel Antonio BOTO[856] devient le spécialiste de l'infiltration dans les rangs de la fameuse et sans doute surdimensionnée «5° *colonne*» ; il travaille même pour le SIM d'assez sinistre mémoire et tout sauf libertaire !

Quant aux colonnes, elles présentent presque toutes au début les mêmes caractéristiques.

- Ces groupes sont composés par une très nette majorité de militants et sympathisants libertaires. La CNT assure le plus grand nombre de ces miliciens pour toute l'Espagne. Mais chaque colonne, même la plus anarchiste reste tout de même un incroyable mélange d'anarchistes réels, parfois d'anciens délinquants, de militants d'autres organisations qui veulent avant tout en découdre, de militaires, gardes civils et gardes d'assaut restés fidèles à la République. Par exemple la *Colonne de Fer* en août 1936, une des plus anarchistes, compterait près de 1 600 miliciens pour 2 200 individus, le reste étant composé souvent d'anciens militaires. Elle est dirigée par le «*DURRUTI valencien*» José PELLICER GANDÍA

[851] GUERRA Armand *Op. cit.*, p.78
[852] GIMENEZ Antoine & LES GIMÉNOLOGUES *Les fils de la nuit. Souvenirs de la Guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque, Les Giménologues, 560p, 2006
[853] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.252
[854] GARCÍA OLIVER Juan *Memoria sobre una organización de character conspirativo-militar que opera en la zona facciosa. Emitida por Juan GARCÍA OLIVER*, Barcelona, enero 1938
[855] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne,* Toulouse: Au Coquelicot, traduit par Anita Ljungqvist, 72p, 2012, p.23
[856] *O Internacionalismo anarquista*, -in-*Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa: Colibri-IHC, 196p, p.75-78, 1998

»

(1912-1942) aidé de son frère Pedro comme commissaire politique. Autre exemple, la *Section italienne de la colonne Francesco ASCASO* regroupe une majorité d'anarchistes et anarcho-syndicalistes italiens, mais également des républicains (PRI) et des *giallistes* (de *Giustizia e Libertà* de ROSSELLI) et des communistes critiques : c'est une des rares formations anarchistes mixte, revendiquée et statutairement organisée, et une des toutes premières de la guerre civile, puisqu'elle se fonde dès fin juillet 1936. Un mois plus tard elle se rend célèbre par son succès du Monte Pelato sur le front de Huesca. Dernier exemple, la Colonne milicienne d'Alcoy, environ 300 hommes, qui part sur le front andalous, compte parmi ses rangs Federico BORRELL GARCÍA, le fameux « *Soldado caído* » immortalisé par Robert CAPA[857].

- Leur composition témoigne d'une écrasante majorité d'hommes, avec de rares miliciennes, et de moins en moins plus on avance dans le conflit.
- Les femmes présentes sont souvent auxiliaires (médecine, alimentation…) voire compagnes ou prostituées, et participent rarement aux combats. Elles sont utilisées parfois comme faire valoir, pas toujours réjouissant d'ailleurs : la femme stylisée de "*Mujeres Libres"-CNT* qui appelle à l'unité de tous les lutteurs de la liberté est, malgré sa poitrine nettement marquée, bien peu féminine[858]. Celle qui en tenue prolétaire (avec le fameux mono azul - le bleu) appelle à aider les miliciens est malgré l'absence de robe plus conforme à une féminité assumée[859]. Mais cette affiche ne semble pas spécifiquement anarchiste malgré le drapeau rouge et noir. Il en est différemment d'une affiche CNT-AIT «*Por las milicias*» ; la femme là aussi avec le mono azul domine 5 soldats armés et porte fièrement le drapeau anarchiste et un révolver à la ceinture[860]. La photo proposée par Mary NASH d'une milicienne sans doute de l'été 1936[861] est plus intéressante : femme épanouie, avec un brin de fierté, portant le mono azul, le béret sans doute confédéral et le fusil en bandoulière. Pourtant les femmes soldats sont difficilement acceptées et pour peu de temps, malgré l'enthousiasme initial et le poids grandissant de l'organisation *Mujeres libres*. L'affiche de 1938[862] montrant les femmes au champ et les hommes partant au front est sans doute plus proche de la réalité. La *Colonne de Fer* en compte sans doute le plus et en est fière, mais c'est de l'ordre de 5 à 7% dans le meilleur des cas : pourtant cette section de femmes combattantes est célèbre. La colonne liée aux *Aguiluchos - Les petits aigles* avec GARCÍA OLIVER et Miguel GARCÍA VIVANCOS compterait cependant au départ 200 miliciennes sur 1500 membres en août 1936 ? Ce serait une très belle proportion. Ces femmes combattent rarement, comme le confirme Edi GMÜR qui parle de Pepita, seule femme combattante dans sa compagnie ; elle meurt exécutée par les fascistes en début avril 1937 pour avoir refusé de se renier[863]. S'agit-il de Pepita INGLÉS ? Nils LÄTT évoque la compagne espagnole du Groupe international qui meurt au combat dans les environs d'Huesca en mi avril 1937 ; là encore il s'agit sans doute de Pepita INGLÉS [864]. Conxa PÉREZ (née en 1915), membre de la Colonne ORTIZ, qui combat à Belchite, apporte une autre confirmation[865]. Pilar BALDUQUE une des responsables du QG de la Colonne DURRUTI va finir lieutenant de la 119° Brigade. Simone WEIL, alors compagnon de route

[857] JIMÉNEZ BARCA Antonio *El soldado,el fotógrafo y la muerte*, -in-El País, Madrid, 05/10/2008
[858] Cf. *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa: Colibri-IHC, 196p, 1998, p.137
[859] Cf. *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa: Colibri-IHC, 196p, 1998, p.151
[860] Cf. *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa: Colibri-IHC, 196p, 1998, p.183
[861] NASH Mary *Libertarias y anarcofeminismo*, -in-CASANOVA Julián Coord. *Tierra y Libertad. Cien años de anarquismo en España*, Barcelona: Editorial Crítica, Colección Crítica contrastes, 320p, p.139-165, 2010, p.160
[862] DÍEZ TORRE Alejandro *Trabajan para la eternidad. Colectividades de trabajo y ayuda mutua durante la Guerra Civil en Aragón*, Madrid-Zaragoza: La Malatesta-PUZ, 540p, 2009, p.162
[863] MINNIG Albert/GMÜR Edi *Pour le bien de la révolution*, Lausanne, CIRA, 144p, 2006, p.92
[864] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne,* Toulouse: Au Coquelicot, traduit par Anita Ljungqvist, 72p, 2012, p.28
[865] *Vies parallèles. Conxa PÉREZ et Enric CASAÑAS*, -in-SOLIDARIDAD OBRERA/LE MONDE LIBERTAIRE *101 ans de CNT et d'anarcho-syndicalisme. D'hier et de demain un combat pour la liberté*, Paris: Le Monde libertaire, n° exceptionnel, HS, n°41, 72p, p.66-68, 15/04-14/06/2011

»

des anarchistes, combat avec la Colonne DURRUTI à Pina del Ebro en août 1936 ; liée au *Groupe international* de la Colonne. Ce groupe compte la célèbre anarchiste française Mimosa (Georgette KOKOCZINSKI), jeune femme libérée, ardente, et voulant participer aux combats : sa mort le 16 octobre 1936 à Perdiguera, ainsi que celle de la militante germanique Augusta MARX, est un des moments atroces du livre de GIMENEZ. Dans le même groupe combat Rosario, c'est-à-dire Pepita INGLÉS, militante courageuse qui meurt au front aragonais en novembre 1936 ( ?). La colonne DURRUTI a compté également sur la présence de la militante turinoise Giuditta ZANELLA (1885-1962), dont le compagnon Ilario MARGARITA combat dans la ORTIZ. Ailleurs, Pepita URDA et l'ancienne anarchiste, plutôt poumiste alors, Mika ETCHEBÉHÈRE atteignent le grade de capitaine. Les mémoires de Mika[866] sont, parmi les plus beaux livres de souvenirs sur la guerre civile, un de ceux qui s'imposent par leur qualité humaine au même titre que ceux de KAMINSKI[867] ou d'ORWELL[868]. Mais même avec son prestige, la milice à laquelle elle appartient (Milice du POUM à Madrid en été 1936) ne compte que 4 à 5 miliciennes sur près de 150 combattants. Il faut donc le répéter : la très grande majorité des femmes au front furent des compagnes, des aides, des infirmières, des cuisinières, des prostituées parfois, malgré leur volonté d'assumer les mêmes charges que les hommes ; elles sont rarement célèbres, sauf peut-être la « *dinamitera* » Rosario SÁNCHEZ, une des trois seulement citée par Pier Francesco ZARCONE[869]. Dans les films *Land and Freedom* de Ken LOACH ou dans *Libertarias* d'ARANDA nous sont montrées ces féministes d'alors, en accord avec l'organisation *Mujeres Libres*, première organisation féminine anarchiste d'Espagne. Même des anarchistes aussi importantes qu'Emiliana (Émilienne) MORIN (compagne de DURRUTI) ou que Lola ITURBE n'eurent que des rôles subalternes. Rares sont donc celles, comme Anita LÓPEZ très active à Mérida contre l'offensive des rebelles militaires, ou la résistante Concha PÉREZ COLLADO, qui mènent la lutte et sont au premier plan, avant de repartir comme Concha assez piteusement à l'arrière. La jeune Sara BERENGUER (1919-2010) aide son père à recharger les arme au début de la révolution, mais on lui refuse d'aller au front ; par contre elle est chargée de distribuer des armes pour le Comité révolutionnaire, en pssède elle-même une et on lui attribue un temps un garde du corps[870].

- Ces colonnes connaissent une rapide internationalisation du recrutement, avec l'arrivée de militants étrangers dès juillet, bien avant l'organisation des mythiques *Brigades Internationales* qui furent elles surtout contrôlées par les militants communistes. La Colonne DURRUTI compte un *Groupe International* fondé à la mi-août à Pina de Ebro[871], où s'illustrent le militant franco-belge Louis MERCIER, alors connu sous le pseudonyme de Charles RIDEL, et son ami Charles CARPENTIER. C'est dans ce groupe que milite Antoine GIMENEZ dont le vrai nom italien est Bruno SALVADORI, et à qui nous devons des mémoires postérieures, un peu arrangées sans doute, mais irremplaçables pour comprendre l'engagement désintéressé de ces internationalistes. MERCIER sera plus tard l'auteur d'*Increvable anarchisme* l'un des livres les plus stimulants sur ce thème. Des français aussi célèbres que la philosophe Simone WEIL ou le surréaliste Benjamin PÉRET firent partie un certain temps de la colonne DURRUTI. Le *Groupe International* se structure surtout en août 1936. En fin octobre, il compterait près de 250 personnes. Il est dissout en fin juillet 1937. Si on prend encore l'exemple français, on peut également rappeler la *Centurie Sébastien FAURE*, liée à la *Colonne DURRUTI*, mais rattachée à la *Colonne ORTIZ*. Les allemands et autrichiens sont eux fort nombreux dans le *Groupe Erich*

[866] ETCHEBÉHÈRE Mika *Ma guerre d'Espagne à moi*, 1976
[867] KAMINSKI Hans Erich *Los de Barcelona/Ceux de Barcelone*, 1937
[868] ORWELL George *Hommage à la Catalogne*, 1955
[869] ZARCONE Pier Francesco *Spagna libertaria. Storia di collettivizzazioni e di una rivoluzione sociale interrotta 1936-1938*, Bolsena : Massari, 240p, 2007, p.139
[870] RAUSA Jacinte *Sara BERENGUER*, Paris: Alternative Libertaire/Monde Libertaire, 48p, 2000
[871] *Groupe international : organigramme et chronologie*, lu sur le net le 22/05/2006, http://www.plusloin.org/gimenez/article.php3?id_article=219

»

*MÜHSAM* de la colonne des *Aguiluchos*. Alexandre STARADOLZ, ukrainien et ancien makhnoviste, semble à lui seul faire le lien entre la révolution libertaire du Sud de la Russie et l'espagnole. Les suisses sont éparpillés dans diverses organisations, Albert MINNIG étant membre des *Aguiluchos* et Edi GMÜR étant incorporé dans le groupe anarcho-syndicaliste germanique (DAS - *Deutsche Anarcho-Syndikalisten*) du *Groupe International* de la Colonne DURRUTI[872] où s'illustre Rudolf MICHAELIS. On y trouve également le marin anarcho-syndicaliste suédois Nils LÄTT (1907-1988) passé par la France grâce au *Comité Anarcho-syndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat Espagnol* ; dans ses mémoires de 1938, traduites en français, on trouve son sauf conduit fourni par cette organisation[873]. L'ensemble des miliciens volontaires internationaux solidaires tourne autour des 2000 personnes[874].

- Un manque de moyens et de formation, qui va coûter très cher en vies humaines et parfois en échecs grotesques sur le terrain, est le lot commun. Mais un immense enthousiasme initial permet de compenser bien des manques face aux troupes « *rebelles* » décontenancées devant ces soldats de fortune, et qui agissent en désaccord avec toutes les règles militaires classiques. Malheureusement note SEMPRUN-MAURA[875], cette armée populaire se laisse vite enliser dans une guerre de position, et perd ainsi ses capacités de mouvements, en sous-estimant la guérilla. Toutes les forces anarchistes ou anarcho-syndicalistes (et poumistes) n'ont des appuis et des armes et matériels qu'au compte goutte, dès le début. La grande majorité des armes sont celles qu'ils ont saisies dans la zone républicaine (parfois par la force) et prises à l'ennemi. La réticence libertaire vis à vis de la militarisation et le poids croissant du PCE et des soviétiques qui détruisent tout ce qui existe sur leur gauche (c'est l'époque des Procès de Moscou) vont limiter encore plus les livraisons. Les échecs initiaux devant Saragosse, Huesca et Teruel trouvent dans ce problème des moyens une des raisons essentielles, sans oublier bien sûr erreurs humaines et autres imperfections évidentes…
- L'isolement et le manque d'appuis de la part des pouvoirs républicains sont quasi-systématiques et montrés par tous les observateurs lucides et non inféodés à Moscou : les armes n'arrivent que rarement, l'appui demandé lors d'offensives décisives en Aragon ne se produit pas, les colonnes à la périphérie madrilène ont du mal à se voir accorder la relève, les emprisonnements ou dénigrements sont immédiats pour la moindre peccadille… Cette hostilité bien compréhensible de la part d'un pouvoir craignant l'option révolutionnaire, tourne parfois au sabotage de l'effort de guerre et profite souvent unilatéralement aux autres forces républicaines, surtout communistes, d'autant que la pression soviétique est énorme. Je ne parle même pas du profit pour les forces franquistes !
- Mais il faut noter aussi que les milices et colonnes ne sont guère soutenues par les cadres du Mouvement libertaire, ceux-ci étant rapidement garant de la reprise en main, de la centralisation et de la militarisation. Cette nouvelle fracture entre l'aile révolutionnaire avancée et les cadres acquis au front populaire à l'arrière fragilise encore plus l'anarchisme, et en réduit l'impact militaire.
- L'encadrement repose au début sur le charisme des militants connus et très actifs, souvent issus de la FAI et de l'illégalisme des années 1920 : Domingo ASCASO, Buenaventura DURRUTI, Antonio ORTIZ, Gregorio JOVER… Quant au maçon Cipriano MERA, il dispose sur le front madrilène d'un considérable ascendant sur ceux qu'ils commandent, même si à tort peut-être, il est moins connu que DURRUTI. Dans l'irascible et puriste Colonne de Fer, José PELLICER, avec à peine 25 ans, est rarement critiqué. Au départ « *tous les chefs sont*

[872] MINNIG Albert/GMÜR Edi *Pour le bien de la révolution*, Lausanne, CIRA, 144p, 2006
[873] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne,* Toulouse: Au Coquelicot, traduit par Anita Ljungqvist, 72p, 2012, p.12
[874] LÄTT Nils *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne, op.cit.,* 2012, p.07
[875] SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.202-204

»

*élus et peuvent être destitués à tout moment* », chacun devant voter et justifier de son vote s'il est négatif, comme l'exige une certaine morale anarchiste hostile ici à l'abstention, comme nous le rappelle KAMINSKI. Cependant le leadership est peu remis en cause, et les responsables de colonnes disposent au départ d'un pouvoir qui est assez peu contrôlé. Cela pose problème pour la pureté des principes anarchistes, mais aussi pour les aspects militaires, car si le chef est incompétent sur ce plan, c'est toujours difficile pour le remplacer.

- L'aspect idéologique, révolutionnaire et social est initialement prépondérant ; il se manifeste dans l'abolition des grades, dans le soutien local aux collectivités, dans le lien permanent avec l'organisation CNT-FAI ou avec la FIJL, dans un habillement hétéroclite ou prédomine le fameux calot noir et rouge ou la tunique ouvrière bleue (le « *mono azul* »). Toutes les colonnes ou centuries ou divisions portent des noms évocateurs, le plus souvent de leaders et de théoriciens anarchistes célèbres (*MALATESTA, BAKOUNINE, SACCO et VANZETTI, ASCASO, DURRUTI, FERRER…*) ou des slogans ou des noms liés au mouvement (*Tierra y Libertad, CNT 13, España Libre, Libertad, Roja y Negra…*). La diversité, le pluralisme, l'anti-autoritarisme viscéral donnent une impression de pagaïe mais également une preuve inouïe de désintéressement et d'engagement militant, c'est « *la magnifique discipline indisciplinée des lutteurs anarchistes* »[876] affirme l'écrivain et journaliste Eduardo de GUZMAN en côtoyant la Colonne de Fer devant Teruel en septembre 1936.
- Cette force idéologique, ciment de bien des colonnes, leur permet de réaliser une vraie collectivité libertaire. Au départ les *Consejos de obreros y de soldados* et les *Comité de contrôle* (organismes de gestion politiques) renouent avec l'expérience russe de début 1917. L'utopie se réalise ici dans des conditions extrêmes, face à l'adversaire, dans l'impréparation totale, en devant tout gérer à la foi. La fraternité y est reine, la solidarité est la règle. Mais les conflits sont nombreux, et le départ (bientôt désertions ?) d'anarchistes purs et durs qui ne peuvent se plier aux règles minimales se produit assez fréquemment. Comme au début, les milices reposent sur le volontariat, ce choix est respecté le plus souvent. Une démocratie directe, avec élection des responsables et rotation des tâches si le besoin se fait sentir, est au début systématique. De la base, en passant par les centuries (environ 110 hommes dont une centaine de combattants) jusqu'aux divisions, tous disposent de délégués, de moyens d'expression (Cf. le fameux *Línea de Fuego* de la Colonne de Fer dès septembre 1936, ou *Más Allá* de la Colonne ASCASO, ou *Frente Libertario* pour les Colonnes du Centre) et les Assemblées générales de délégués sont fréquentes. Le fédéralisme est de rigueur. Le partage des tâches est au début pratiqué. Mais il ne faut pas s'illusionner, cette démocratie directe est limitée par l'ascendant de personnalités souvent exceptionnelles : DURRUTI n'est pratiquement jamais remis en cause et son pouvoir, exercé avec discernement (ce que reconnaît fermement son étonnant curé-secrétaire[877]), est quasi absolu. Mais les directions collectives restent fortes, même après l'acceptation de la militarisation : dans la colonne de Fer, le Comité de Guerre de 7 membres est un des meilleurs exemples. Dans la Colonne DURRUTI il compte au début (document officiel du 15/08/1936) 6 membres, qui représentent toutes les unités : il comprend le délégué des 9 Groupements (sorte de bataillons), celui des 3 Secteurs, celui des 45 centuries et deux responsables de secteurs sur trois, plus évidemment DURRUTI. Ainsi une Colonne qui compte près de 4 500 membres vit une expérience commune, où les rares militaires professionnels ne sont alors que conseillers, non représentés au Comité de Guerre. L'apogée de l'autonomie des colonnes s'exerce lors du Plenum des Colonnes tenu en début février 1937, à l'appel de la Colonne de Fer qui se fait critiquer par l'organisation confédérale (CNT-FAI) à ce propos. Pourtant une dizaine d'unités militaires sont venues officiellement, et une demi-douzaine d'autres à titre d'observateurs. Même le partisan de la militarisation Cipriano MERA, qui représente alors une des principales forces, y défend les

[876] GUZMÁN ESPINOSA Eduardo DE *La tragedia de Casas Viejas, 1933 - Quince crónicas de guerra, 1936* Madrid, Vosa, 176p, 2007, p.72

[877] ARNAL Jésus *Yo fui secretario de DURRUTI. Memorias de un cura argonés en las filas anarquistas*, 1995

»

positions de l'ensemble des miliciens. Mais c'est le chant du cygne : la militarisation est déjà acceptée par la majorité et le militarisme, évidemment, tue progressivement l'anarchisme initial.

Très vite ces colonnes s'organisent, occupent des casernes dans les villes pour former les volontaires, disposent de moyens sanitaires à l'arrière et au front. Certaines édifient des écoles, centres de formation et d'alphabétisation, dispensaires... Comme pendant la guerre civile en Russie, techniciens militaires et responsables politiques (pour ne pas dire commissaires) s'y côtoient. La discipline revient vite, les non-combattants sont parfois systématiquement chassés. L'activité syndicale et celle des collectivités et communes libres permettent de leur fournir une logistique bien défaillante, ce qui compense partiellement le faible appui gouvernemental. De nombreux militants viennent leur rendre visite et donner un coup de mains. Les colonnes en aidant ou même parfois en créant des collectivités agraires ou municipales, veillent (presque) toujours à laisser l'autonomie aux cadres villageois, et participent parfois aux travaux, essaient quand elles le peuvent de régler les charges… Mais il y a quelques abus, ce qui pousse les responsables à rappeler le rôle et la fonction d'un mouvement libertaire vis à vis des populations. Les jugements émis par les cadres de la colonne DURRUTI sont parfois très fermes, jusqu'à l'exécution.

La structure est assez classique : ainsi la Colonne DURRUTI est divisée en *Groupements* (9 principaux) ; chaque *groupement* compte 5 *centuries*, divisées elles mêmes en *groupes* de 25 individus (4 *groupes* par *centurie*). C'est essentiellement au niveau des *centuries* et des *groupes* que s'exercent la démocratie directe et l'élection des délégués.

Les plus célèbres de ces troupes sont en **Catalogne et Aragon**, les Colonnes *DURRUTI* (future *26° Division*), *ASCASO* (future *28° Division*) et la colonne *Sur-Ebre/Ebre Sud* (plus connue sous le nom de *Colonne Antonio ORTIZ* et future *25° Division*) sur le front aragonais. Cette dernière intègre bientôt la *Colonne* massivement aragonaise *CAROD-FERRER*. Elles proviennent pour la plupart de Catalogne. La *Colonne DURRUTI* quitte Barcelone le 24 juillet, moins d'une semaine après le soulèvement. En Aragon, la prise de Sietámo largement filmée rend célèbre les colonnes *ASCASO* et *Los Aguiluchos* (qui donne son titre à un des principaux documentaires de la période). Au nord la *Roja y Negra* (future *127° Brigade mixte*) côtoie *Los Aguiluchos* et intègre une colonne aragonaise originale, les *Milices antifascistes de Barbastro*.

Sur le **front central** (**Levant**, **Sud Aragon**, **Madrid**), la *Colonne de fer* (*Columna de Hierro* - future *83° Brigade*) est partie de Valence le 8 août et côtoie une autre force anarchiste levantine essentielle mais plus modérée, la *Colonne Domingo TORRES-José BENEDITO* (*Colonne Ibéria* et future *81° Brigade mixte*) elle aussi de Valence. La colonne *CNT 13* la rejoint bientôt ; dans la même région et sur le front de Teruel, les libertaires du Levant dominent également dans la *Temple y Rebeldía*. La CNT, pour contrer l'intransigeance de la *Colonne de Fer*, recrute également directement pour constituer la future *82° Brigade mixte*[878].

En **Castille**, dans la région madrilène domine la future *14° Division* de Cipriano MERA. Mais d'autres colonnes anarchistes sont célèbres : celles de *Feliciano Benito AYALA*, de *Teodoro MORA*, du lieutenant-colonel *DEL ROSAL* et du Commandant *Juan PEREA : la plupoart* combattent à Somosierra ou plus tard vers Teruel. Des cadres solidement formés sortent de la *Escuela de Salas*, étonnante école de guerre fondée par les anarchistes ! La *39° Brigade* confédérale semble être une des premières organisations militaires anarchistes structurée et disciplinée.

En **Euzkadi**, les libertaires moins nombreux et tardifs à s'organiser, d'où leur dispersion dans de nombreuses troupes diverses, contrôlent cependant tout de même 8 Bataillons : *BAKUNIN*, *MALATESTA*, *Isaac PUENTE*, *El Celta*, *SACCO y VANZETTI*, *DURRUTI*, *Manuel*

[878] LORENZO César M. *Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Saint Georges d'Oléron, Éditions libertaires, 559p, 2006, p.245

»
*ANDRÉS*, et un *Bataillon mixte*. Dans la province de **Santander**, les anarchistes dans leur grande majorité sont éparpillés unitairement dans les colonnes républicaines, mais la CNT contrôle tout de même les *Bataillons Libertad* (futur *126° Bataillon*) et *CNT-FAI* (futur *122° Bataillon*).

En **Asturies**, après la chute d'Oviedo (majoritairement socialiste) les libertaires dominent sur Gijón et sont omniprésents sur le front militaire, notamment via le *Comité de Défense*. Ils sont également très puissants dans le pays d'origine de DURRUTI, en **Léon**, et sont souvent enrôlés unitairement avec des socialistes, ce qui permet dans cette région comme en Asturies de faire contrepoids efficacement au PCE. Les libertaires dominent cependant une dizaine de *Bataillons* confédéraux sur environ 50 aux ordres du Conseil Interprovincial des Asturies et de Léon. Ils intègrent également des galiciens, comme le *Bataillon Galicia*.

En **Andalousie**, les libertaires contrôlent notamment la *Colonne Andalucia-Extremadura* et le *Bataillon Fermín SALVOCHEA*. Les milices des frères RODRÍGUEZ MUÑOZ vont servir en parie d'ossature à la future *88° Brigade mixte* commandée par Francisco. La *Colonne Francisco MAROTO* forme la future *147° Brigade* mixte. Dans la zone de Malaga, sur une dizaine de *Bataillons*, la moitié d'entre eux sont confédéraux durant l'été 1936, mais la CNT perd progressivement son influence et ne contrôlerait plus que 4 ou 5 bataillons sur 20 après la militarisation.

En **Estrémadure**, les libertaires sont très présents dans un régiment sur deux dans la partie de la Province de Badajoz restée loyaliste ; ils dominent notamment le *Bataillon Pío SOPENA*.

Les décrets de militarisation des milices en octobre 1936 (24/10/1936), difficilement approuvés par les anarchistes fidèles à leur idéal (et notamment par DURRUTI[879] et par la Colonne de Fer mais également par les anarchistes italiens de la Sezione Italiana), sont globalement acceptés par l'ensemble des colonnes, pour des raisons unitaires antifascistes[880], ou tout simplement pour enfin obtenir normalement des appuis et des armes et pour être en accord avec les cadres anarchistes ou syndicalistes qui ont intégré les structures étatiques. Mais à la base, bien des miliciens renâclent contre la « *castocratie et la comitocratie* », contre le « *somnambulisme animal* » de la militarisation, y compris dans des colonnes essentielles (Colonne de Fer, Tierra y Libertad, DURRUTI…). Le 18 novembre 1936, la proclamation de la Milice Antifasciste de la Colonne DURRUTI est très claire contre une militarisation contraire aux idéaux libertaires[881]. Sur le Front d'Aragon, il semble que vers Huesca, Domingo ASCASO soit un des chefs connus parmi les plus réticents. Un des plus beaux écrits de ces fabuleux réfractaires est publié dans la revue *faiiste* de Valence, *Nosotros*, en mars 1937 : il s'agit de cet exceptionnel pamphlet d'un ancien droit commun (il avoue l'assassinat d'un cacique), qui appartient à la Colonne de Fer depuis qu'elle a libéré la terrible prison de San Miguel de Los Reyes. Sa *Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937* fut surtout révélée par Burnett BOLLOTEN[882] et par Abel PAZ[883], avant d'être publiée par les éditions Champ Libre (puis Ivréa) en France. La charge utopique y est énorme, l'auteur avouant « …*et je m'abandonnais souvent avec joie à des rêves d'aventures, songeant avec une imagination enfiévrée à un monde dans lequel je n'avais jamais vécu, mais que je désirais*… ». Il rappelle que dans les premières lignes « *nosotros en las trincheras vivíamos felices* » (*nous, dans les tranchées, nous étions heureux*) ; « *Por qué ? Porque ninguno era superior a ninguno. Todos amigos, todos compañeros, todos guerrilleros de la Révolución* »

[879] Cf. surtout AMORÓS Miguel *DURRUTI dans le labyrinthe*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 119p, 2007
[880] Cf. SANS SICART Juan *« Commissaire de choc » L'engagement d'un jeune militant anarchiste dans la Guerre civile espagnole*, Lyon, ACL, 264p, 2007
[881] Cf. *Habla DURRUTI*, -in-Balance, Barcelona, n°25, luglio 2002
[882] BOLLOTEN Burnett *The Grand Camouflage*, New York, 1961
[883] PAZ Abel *Chronique passionnée de la Colonne de Fer*, Barcelona, 1984/Paris, 2002

»
*(Pourquoi ? Parce que personne n'est supérieur à personne. Tous amis, tous compagnons, tous guérilleros de la révolution*).

Parmi les plus irréductibles à la militarisation figurent également les anarchistes italiens, qui réaffirment fréquemment leur « *ferme volonté de rester des miliciens volontaires et d'être totalement maître de leur individualité* » (déclaration du *Comité du Front* du 15/11/1936)[884]. Le 27 avril 1937 la *Section italienne* (à l'époque *Bataillon italien*) préfère s'auto-dissoudre. La plupart des miliciens italiens combattent ensuite dans les rues de Barcelone contre les menées communistes en mai 1937 et dépassent souvent les idées de leur théoricien le plus connu, Camillo BERNERI, qui est assassiné durant ces mêmes évènements.

Cette militarisation au début ne change pratiquement rien pour les colonnes du Nord. Les grades sont introduits, les militaires prennent un peu plus de rôle, mais les colonnes restent assez homogènes en 1937 pour préserver leur organisation interne et leur ciment idéologique. La 26° Division conserve le tutoiement et le rôle déterminant du comité de Guerre, même si parfois Ricardo SANZ laisse apparaître des traces d'autoritarisme, notamment vis à vis de son commissaire politique Ricardo RIONDA.[885] Mais dans les Colonnes du Centre la militarisation est plus rapide, de la part des dirigeants eux-mêmes (Cipriano MERA) ou de la part du pouvoir central. La Colonne de Fer, soumise à de multiples pressions et isolée, doit souvent céder alors qu'elle était peut-être la plus homogène dans sa pensée anarchiste. Elle résiste longtemps mais finit par céder en mars 1937 pour devenir la 83° Brigade.

On ne dira jamais assez, cependant, ce drame qu'a été la militarisation pour des militants majoritairement idéalistes, au meilleur sens du terme. Dans ses superbes mémoires, stupéfiantes vu l'extraordinaire parcours qu'il a subi, le jeune officier républicain (et non anarchiste malgré quelques sympathies pour leur idéal) Arthur Kéry ESCORIGUEL décrit très bien cette rupture subie : « *J'avais été témoin d'un fait très important dans cette guerre, qui laissait les rêves, les idéalismes et peut-être ''les utopies'' de côté pour admettre que nous allions de plus en plus vers une guerre classique, de ''territoire''. La dissolution des milices, et l'intégration de celles-ci aux Unités Militaires de la nouvelle Armée de la République fut très dure pour les hommes volontaires du front. Ils avaient l'impression qu'ils perdaient quelques chose qui les accrochait à leurs rêves : les droits sociaux, humains, de justice mais surtout à leurs idéaux politiques ou syndicaux pour lesquels la plupart de ces combattants du front s'étaient battus dans les barricades. Le port d'un uniforme, le salut militaire, la discipline, l'arrivée des officiers de réserve mobilisés, des jeunes sortis des Écoles de Guerre, mais surtout des appelés, coupaient pour ces volontaires de la première heure leurs «''rêves'' chaque fois plus amoindris. Les pertes subies avaient diminué leur nombre ! Le ''cordon ombilical'' qui les rattachait à leurs idéaux était coupé ! Les noms romantiques de leurs colonnes ''Liberté'', ''Rouge et Noir'', ''Aiglons'' etc.. étaient remplacés par les nouvelles numérotations sans âme. En plus, les nouveaux incorporés obéissaient pour la plupart à la mobilisation forcée. Les jeunes officiers républicains plus formés pour la guerre que pour la ''révolution'' parlaient un autre langage* »[886]. Bref cet enthousiasme initial perdu est certainement une des causes de la défaite, par des gens qui se sentent évidemment moins concernés, et moins mobilisés.

En 1936, Camillo BERNERI ne disait pas autre chose[887], en regrettant ce qui pour lui était une trahison de la part des dirigeants du mouvement anarchiste. Sa position simple était de maintenir la guerre révolutionnaire, seul moyen de tenir tête, voire de triompher face aux armées nationalistes grâce à l'enthousiasme et à l'intérêt maintenus des militants. Noam

[884] DI LEMBO Luigi *La sezione italiana della colonna Francisco ASCASO*, -in-RDSA, Pisa, a8, n°2(16), 2001, p.56
[885] ARNAL Jésus *Yo fui secretario de DURRUTI. Memorias de un cura argonés en las filas anarquistas*, 1995
[886] ESCORIGUEL Arthur Kéry *Le parcours d'un républicain espagnol*, Besançon , Maîtrise, 278p, 2002
[887] BERNERI Camillo *Guerra di classe*, 1936

»
CHOMSKY reprend cette analyse du philosophe italien en 1968[888] et son principal biographe récent l'illustre de solide manière[889].

Les militants anarchistes vont cependant assumer dans l'armée régulière des carrières étonnantes, et parfois prestigieuses.

En Andalousie, Miguel PÉREZ CORDÓN fuyant la répression passe à Ronda, puis Malaga puis Carthagène et intègre d'abord l'école de guerre (janvier 1937) puis le journalisme aux armées : ce journaliste et militant assassiné en 1939 est favorable à l'unité d'action et à la militarisation[890]. C'est également le cas du jeune Joan SANS SICART (1915-2007) qui a eu un rôle politique important dans diverses armées. Au nom de la CNT, il entre dans l'école des cadres de Pins del Vallès (l'actuel Sant Cugat), et en sort major avec une responsabilité de Commissaire politique républicain de bataillon. Il devient commissaire dans la 142° Brigade mixte, puis dans la 121° Brigade mixte de la 26° Division dès août 1938, et enfin dans la 72° division ; il finit même « accidentellement » commissaire du XVIII° Corps d'Armée durant la retraite de Catalogne. Son témoignage est intéressant, car il est partisan (du moins c'est ce qu'il écrit avec le recul) dès le départ d'une militarisation nécessaire, au nom de l'efficacité, mais sans renier sa formation libertaire et son franc parler. Il montre surtout que certains anarchistes, trop réfractaires, furent plus un frein qu'un avantage sur le plan militaire. Il révèle enfin bien des faits souvent peu traités de la fin de la guerre, et notamment le fait qu'en Catalogne il y eu de vraies résistances militaires face à la dernière offensive franquiste, alors que la plupart des historiens affirment que la Catalogne s'est pratiquement rendue sans combats. Lui-même logiquement impliqué dans la vision militaire du conflit, y compris dans le camp d'Argelès-Saint-Cyprien où il est conduit, redevient naturellement anarchiste après et assume dans l'exil français des charges importantes pour la CNT. Il fait partie de la direction du réseau Saint-Lys-Muret-La Montagne noire dans la résistance en France.

D'autres trajectoires sont parfois exemplaires, comme pour le major-général Miguel GARCÍA VIVANCOS à la 25° division, Antonio ORTIZ (commandant de la 24° Division), Ricardo SANZ (commandant de la 26° Division, ex Colonne DURRUTI) ou surtout Cipriano MERA à la tête de la 14° Division. José PELLICER, le plus antimilitariste peut-être, devient commandant de la 83° Brigade (ex Colonne de Fer). L'étonnant Cipriano MERA, simple milicien ouvrier madrilène en juillet 1936, est major en octobre, et atteint le grade de lieutenant-colonel le 04/04/1937, équivalent de général, et prend la tête du IV° Corps d'Armée, Région Centre en octobre 1937. En début 1939 il est pratiquement maître de Madrid où il a largement contribué à écraser le coup d'État communiste : le *Consejo Nacional de Defenso* de CASADO lui doit l'essentiel de son existence et de ses moyens[891] ; pour rester auprès de CASADO, Cipriano MERA s'est même fait remplacer à la tête du IV° Corps par Liberino GONZÁLEZ. Exilé après la défaite, interné à Oran, livré à FRANCO en 1942 par Vichy, il parvient à s'enfuir en France en 1947 et meurt à Paris en 1975, en ayant finit sa vie comme il l'avait commencée, dans une maison modeste, après avoir repris son métier de maçon.

Mais ce n'est pas le cas de Buenaventura DURRUTI, le plus célèbre, qui meurt étrangement le 19 novembre 1936 sur le front madrilène, en pleine gloire, après les beaux combats menés par sa colonne. Son enterrement à Barcelone quelques jours plus tard est l'occasion de la plus grande manifestation qu'ait connue l'Espagne républicaine (et peut-être toute l'Espagne contemporaine). Sa mort et l'ampleur de ses obsèques sont en quelque sorte le chant du cygne de la révolution espagnole, « *la fin de la période de l'exaltation révolutionnaire* » (Joan LLARCH)[892].

---

[888] CHOMSKY Noam *L'amérique et ses nouveaux mandarins* (1968), p.286
[889] MADRID SANTOS Francisco *Camillo BERNERI, un anarchico italiano (1897-1937)*, Libro 3, Pistoia, 1985
[890] Cf. GUTIÉRREZ MOLINA José Luis *Casas Viejas. Del crimen a la esperanza. María SILVA « Libertaria » y Miguel Pérez Cordón : dos vidas unidas por un ideal (1933-1939)*, Córdoba, Almuzara, 478p, 2008
[891] IGLESIAS Ignacio *Las ultimas semanas de la República española*, -in-Interrogations, Paris, n°1, décembre 1974
[892] Cité par AMORÓS Miguel *DURRUTI dans le labyrinthe*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 119p, 2007, p.97

»

En Catalogne, le ***Comité Central des Milices Antifasciste de Catalogne*** est largement sous l'influence des anarchistes, même si ceux ci ont accepté quasiment dès le début de partager leur pouvoir avec les autres forces révolutionnaires. La *Généralité* va obtenir sa dissolution le 27/09/1936, rendue effective début octobre et mettre fin à ce pouvoir gigantesque qu'ont pris les anarchistes et qu'ils n'ont pas su ou pas voulu conserver. Pourtant leur présence est toujours bien réelle, Aurelio FERNÁNDEZ continuant à assumer un rôle essentiel comme secrétaire de la *Junte de Sécurité de Catalogne* tout en restant en contact avec EROLES qui dispose toujours de beaucoup de pouvoir à la Préfecture.

Sur ce CCMAC dont les libertaires magnifient le côté révolutionnaire et de démocratie directe, la position exprimée par Carlos SEMPRUN-MAURA est fort dérangeante[893]. Il note que ce Comité n'est ni élu, ni contrôlé par les masses, tous ses membres ayant été désignés par les organisations. Sa composition n'exprime pas le poids réel des libertaires, mais bien déjà leur recul puisqu'au nom de la collaboration, ils ont accepté la sur-représentation d'autres forces (UGT et PSUC particulièrement). D'autre part il est, tout comme le gouvernement de la Généralité, dépassé par les réalisations spontanées qu'il n'a pas engendrées, et qu'il a au mieux soutenues. La vraie révolution est donc ailleurs.

C'est en Aragón, du fait de l'ancienne et puissante tradition libertaire, et du fait de l'enjeu que constitue pour l'anarchisme la libération de Saragosse que se mettent en place les organisations les plus efficaces et durables. En octobre 1936 est créé le ***Conseil Régional de Défense d'Aragon***, décidé lors du *Plenum* libertaire (avec les représentants des organisations CNT, FAI, FIJL, des Colonnes anarchistes opérant dans la région et de plusieurs dizaines de collectivités) de Bujaraloz du 06/10/1936. Son responsable est Joaquín ASCASO, militant du bâtiment et un des responsables de la colonne ORTIZ. Son rôle civil principal est d'appuyer les collectivités, notamment lors de la création de leur Fédération Régionale à Caspe, aux portes de Saragosse et dans le secteur de la Colonne DURRUTI, en février 1937 (les 14 et 15). Il cherche également à donner à l'arrière une vie sociale et économique moins bouleversée par les exigences du conflit, et il fait parfois obstacle aux prétentions de colonnes qui se conduisent souvent en pays conquis. Ce Conseil est totalement anarchiste et syndicaliste jusqu'à la mi-décembre 1936, les anarchistes conservant ensuite la moitié des responsabilités. Y entrent des militants communistes, socialistes, syndicalistes (Partito Sindicalista) et de la Gauche républicaine (Izquierdia Republicana). Sa reconnaissance officielle par Madrid ne se fait qu'à ce moment là. Il se bureaucratise, et du fait de la rareté des moyens et de la pression militaire, il applique peut être plus un « *communisme de guerre* » qu'un communisme libertaire : c'est la thèse de Julián CASANOVA[894]. Il n'est dissout qu'en août 1937, là aussi sous pression conjointe des forces gouvernementales et du PCE. Ce Conseil d'Aragon est un des très rares exemples de direction libertaire dans l'histoire des mouvements sociaux, et peut être comparé à l'État-Major de l'Armée Insurrectionnelle d'Ukraine sous le commandement de MAKHNO.

## 5. Rares prolongements du rêve libertaire sous le franquisme

De 1939 à 1975, l'anarchisme ibérique perd son impact, tant du fait des luttes internes (la CNT est divisée de 1945 à 1960 environ), souvent très dures, que de la force de la répression franquiste et des multiples échecs militaro-insurrectionnels.

Le rêve utopique persiste, de manière fortement atténuée, dans l'affirmation idéologique et dans les quelques tentatives de lutte armée, mais également dans quelques milieux de vie, en France, au Mexique et ailleurs.

### ➔La lutte armée, les essais de guérillas, et les maquis :

[893] Cf surtout SEMPRUN MAURA Carlos *Révolution et contre-révolution en Catalogne 1936-1937*, Tours: Mame, 308p, 1974, p.65-66

[894] CASANOVA Julián *Anarquismo y violencia política en la España del siglo XX*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 2007, p.55

»

Dès 1936 dans les zones franquistes, et dès 1939, au lendemain de la défaite, des anarchistes résistent comme en fin avril 1939 les jeunes du groupe *Pallarès* qui affrontent la police à Barcelone. D'autres gagnent la Sierra (montagne) d'abord pour fuir la répression, parfois pour y conserver des bribes organisationnelles et y monter des centres de regroupements, très vite combattants. L'action est souvent spontanée et non coordonnée ; elle est de surcroît très diversifiée selon les régions. L'isolement reste la règle, ce qui n'exclut pas les coordinations régionales comme en Asturies ou en Andalousie.

Depuis l'été 1936 les résistants galiciens se réfugient dans les secteurs montagneux ; les groupes sont nombreux, mais souvent sans lien avec les organisations au moins jusqu'en 1942 avec la Federación de Guerrillas de León y Galicia[895]. Vers Lugo et Ourense, rôle important dès 1938 d'Abelardo GUTIÉRREZ ALBA (1912-1978). Dans le Nord le mouvement de José NEIRA FERNÁNDEZ (III° Agrupación) agit jusqu'en 1943. Dans le Sud les "*contrebandiers*" de Juan SALGADO sont encore présents en 1947. En 1948, depuis la France, plusieurs soutiens sont donnés à l'Agrupación de Milicias Gallegas. Il faudrait aussi compter les nombreux libertaires qui appartiennent au communiste Ejército Guerrillero de Galicia.

D'autres galiciens fuient et rejoignent les différentes milices galiciennes (Agrupaciones de Gallegos Libertarios) surtout dans les Asturies, ensuite à Madrid et en Catalogne et au Levant. La plupart sont sans doute dispersés dans les multiples mouvements, orrganisations ou corps d'armée, pas forcément anarchistes.

L'Andalousie est une de ces régions actives, surtout la proximité de Málaga et de Granada. C'est le cas par exemple de la petite guérilla menée par Antonio RAYA GONZÁLEZ (ancien responsable de la 88e Brigade mixte) jusque vers 1942, date de son écrasement et de la mort d'Antonio à Granada. Autour d'Amería œuvre un autre célèbre combattant : El Carbonero (Antonio MANCHÓN JIMÉNEZ, tué fin 1941 ?). En début 1944, la Sierra de Málaga reçoit l'appui de l'ancien commandant de la 70e Brigade, Bernabé LÓPEZ CALLE (1899-1949). Étonnant personnage, ancien garde civil républicain, qui rejoint l'anarchisme, ce légendaire Commandante Abril réussit à coordonner divers mouvements dans l'Agrupación Fermín Galán ; ce réseau, divisé en 4 zones, s'étend de Malaga à Jerez et couvre pratiquement toute l'Andalousie méridionale[896].

En Castille, vers Tolède d'autres libertaires sont très actifs, voire hégémoniques dans les mouvements armés unitaires (Cf. Francisco BLANCA PINO, dit « *Veneno* » dans la 23e division du IIe Groupement de Guérilla).

D'autres maquis existent dans les montagnes entre Asturies, León (guérilléros de la Vecilla en 1943) et Cantabrie (guérilléros de Mataporquera en 1943).

Mais dès le début des années 1940, la plupart sont écrasés, et le mythe du « *peuple en armes* » n'a jamais pu être vraiment réactivé, sauf dans la tête de quelques militants.

Dans l'exil notamment français, les militants libertaires qui échappent à la répression se mêlent aux résistances locales et aux réfractaires des maquis ; comme ils sont nombreux, on les trouve dans tous les mouvements, y compris ceux plus marqués politiquement comme l'AGE-*Agrupación Guerilleros Españoles* ou les FTP-*Francs-Tireurs et Partisans* pourtant pro-PC : ainsi dans le Gers et l'Ariège surtout. Ils poursuivent en armes, ou en réseaux leur lutte fondamentale contre tous les fascismes.

Dans la zone toulousaine et dans le Massif central, ils sont particulièrement actifs dans la résistance. Michel SAHUC, dans une remarquable étude[897], liste une trentaine de maquis ou de réseaux dans lesquels ils sont implantés, mais malheureusement il mélange secteurs locaux

[895] FERNÁNDEZ FERNÁNDEZ Eliseo/PEREIRA Dionísio *O anarquismo na Galizia, 1870-1970 : apuntes para unha enciclopedia,* Santiago de Compostela: Positivas, 292p, 2004, p.141-144

[896] MOLINA MATEO Juan Manuel (MOLINA J. M.) *El movimiento clandestino en España 1939-1949,* México: EMU, Primera edición, 524p, 1976, p.392

[897] SAHUC Michel *La résistance anarchiste espagnole en France*, -in-*Un regard noir. La mouvance anarchiste au seuil de la Seconde Guerre mondiale et sous l'occupation nazie (1936-1945)*, Paris: Éditions du Monde Libertaire, 164p, p.96-100, 2008

»
et départementaux, ce qui est difficile à évaluer. Les anarchistes et anarchosyndicalistes sont dominants ou très influents dans le maquis du COFRA et celui du barrage de l'Aigle (avec José GERMÁN GONZALÉZ) et de Bort-les-Orgues en Corrèze. Il faut citer également le Gers, et surtout le Limousin avec l'importance acquise par Emilio CASTRO BALLESTA. À Montluçon, les anarchistes sont bien présents avec LE REY. Antonio TÉLLEZ SOLÁ, futur historien de la guérilla libertaire, participe à la libération de Rodez et aux combats dans le Sud Aveyron ou plus au Nord à Decazeville. On peut citer la forte participation libertaire, dont quelques espagnols, dans les réseaux *L'Insurgé* (plutôt dans le lyonnais) et *Libérer et Fédérer* (plutôt dans le toulousain). Le «*commandant Raymond*» (Ramón VILLA CAPDEVILLA, héros plus tard de la résistance contre le franquisme), avec des dizaines de militants, réussi de nombreux coups de mains et étoffe le bataillon *Libertad*.

Dans les Pyrénées surtout le réseau Pat O'LEARY contribue à de multiples passages de juifs, de soldats, de militants, de moyens matériels…, grâce surtout à l'audace et au sens de l'organisation d'un responsable cénétiste aragonais «*François VIDAL*» (Francisco PONZÁN VIDAL, né en 1911, exécuté le 17/08/1944). Brillant disciple de l'artiste anarchiste Ramón ACÍN (exécuté à Huesca en août 1936), PONZÁN VIDAL a fait ses classes dans la 127° Brigade républicaine, dans le groupe Libertador et dans le SIEP (ci-dessus). Après sa mort il reçoit le grade de capitaine à titre posthume. Il est lié à l'Intelligence Service britannique (commandant MARSHALL) du début de 1940 jusqu'au 14 juin 1940. L'IS l'utilise surtout comme passeur, tout en lui donnant des moyens pour d'autres activités (évasions, distribution de propagande, espionnage…). Après le départ de MARSHALL, c'est l'officier français du CE-*Contre Espionnage* Robert TERRES alias lieutenant TESSIER qui prend la relève dans les liens officiels avec le guérillero anarchiste[898]. Paco et son groupe deviennent d'officiels membres du nouveau CE, devenu curieusement TR-*Travaux ruraux,* pour échapper à la surveillance nazie. En fin 1940-début 1941, le groupe renoue avec les britanniques (réseau de Ian GARROW). Après l'arrestation de GARROW, c'est Pat O'LEARY qui devient responsable. PONZÁN diversifie les liens et œuvre aussi pour les belges (réseau Sabot en Andorre) et d'autres britanniques (réseau Bret MORTON en Ariège et Andorre). En début 1943 après le démentèlement du réseau O'LEARY (arrêté en mars), c'est Marie-Louise DISSART depuis Toulouse qui en assure la direction. Paco arrêté en avril 1943, livré à la Gestapo à l'été 1944 est fusillé avec une cinquantaine d'autres résistants à Buzet sur Tarn en août 1944, leurs corps étant ensuite brûlés. Un de ses principaux lieutenants, Juan CATALÀ BALANYÀ, éternel emprisonné et évadé, crée en fin 1943 pour 6 mois son propre réseau de passeurs jusqu'à son arrestation en janvier 1944. Évadé en mars 1947 il continue ses activités en France où il va purger encore des années de prison. Il est un des rares militants de l'époque à mourir tardivement (2012).

Parfois des libertaires intègrent la Légion étrangère (en Afrique du Nord et au Moyen Orient notamment) et l'armée régulière (notamment les RMVE – *Régiments de Marche des Volontaires Étrangers*). L'entrée dans la Légion de ceux qui avaient combattu son équivalent espagnol (le Tercio) à dû pourtant être difficile psychologiquement à effectuer. Les militants actifs sont nombreux dans l'armée d'Afrique, surtout celle dirigée par LECLERC. On compte ainsi l'ancien responsable militaire en Aragon, Antonio ORTIZ. Les anarchistes sont donc particulièrement actifs dans la 13° DBLE, et les militants de la FAI furent remarqués par Pierre MESSMER dans la Compagnie qu'il dirige[899].

Il a fallu en France attendre l'année 2004 pour rendre enfin hommage à ces combattants qui participent fortement à la libération, surtout dans le cadre de la 2e DB de LECLERC : ainsi

[898] GOUTTE Guillaume *Passeurs d'espoir. Réseaux de passage du Mouvement Libertaire Espagnol (MLE) 1939-1975,* Saint-Georges d'Oléron: Les Éditions libertaires, 230p, 2013, p.102
[899] Cf. *Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire*, Toulouse: PU du Mirail, 336p, p.18-21, 2004, p.171

»
la 9e Compagnie (appelée la «*nueve*» car presque exclusivement composée d'espagnols) dirigée par Raymond DRONNE[900], celle qui fait entrer les premiers chars dans Paris, est majoritairement composée d'anarchistes espagnols. Certains de ces chars se nomment *Casas Viejas*, *DURRUTI* ou *ASCASO* et renvoient ainsi directement à l'histoire de l'anarchisme ibérique. Les autres évoquent surtout les péripéties de la 2° République et du conflit de 1936-1939.

Dans cette période l'idéal libertaire est sans doute encore fort dans les cœurs, mais il s'exprime peu, et laisse de rares traces face aux impératifs militaires primordiaux.

Depuis l'exil, les velléités de rentrer en Espagne n'ont jamais cessé. Ainsi un premier « *commando* » du groupe *Libertador* de Paco (Francisco) PONZÁN passe la frontière dès le 11/05/1939 ! Ce groupe, lié à la résistance française, connu parfois sous le nom de *Réseau Pat O'LEARY*, fait de multiples incursions en Espagne, et maintient un temps le lien entre Exil et Intérieur. Il n'a pourtant pas de soutien vraiment officiel des responsables du MLE en France alors qu'il est reconnu par les Alliés !

En 1941 le groupe de Angel TARÍN HARO agit jusqu'à l'exécution de son chef en novembre à Valence.

En Cantabrie dans les années 1939-1941 le groupe d'El Cariñoso (José LAVÍN COBO) forment la Brigade MALUMBRES (en l'honneur d'un socialiste assassiné en juin 1936). Il est constitué d'anciens cénétistes du front asturien et ne survit pas longtemps à la mort de son leader, abattu à Santander le 27/11/1941.

Cependant il faut attendre la fin de la guerre pour que ce mouvement s'intensifie. Vers 1944, dans les Pyrénées, de multiples essais de relance de la guérilla, à partir de la France, vont connaître une succession d'échecs à l'automne : un premier (?) groupe d'environs 25 guérilleros passent les Pyrénées par le Val Farrera le 22/09/1944, en octobre ils seraient plusieurs milliers, entrés à l'ouest par le col de Roncevaux et le Roncal et à l'est par le Val d'Aran. Cette opération est surtout menée par les communistes sous couvert de l'UNE-Union Nationale Espagnole, mais les libertaires y sont présents, notamment Antonio TÉLLEZ SOLÁ qui est lieutenant d'un des groupes. Ces échecs rapides (dès fin octobre) empêchent une vraie renaissance du mouvement libertaire dans le nord ibérique, et accentuent les divisions ; les libertaires déjà minoritaires quittent en masse l'UNE. De toute manière, à l'automne 1948, le PC abandonne la lutte de guérilla ; les anarchistes sont pratiquement les seuls à encore s'en réclamer, et de manière bien diversifiée et divisée.

Ainsi des « *groupes de défense* » ou « *groupes d'action (grupos de acción)* » (noms que les libertaires donnent aux groupes combattants à cette époque) se maintiennent, parfois totalement aux marges du MLE officiel, malgré la création au Congrès de Paris de 1947 d'une *Comisión De Defensa* de 5 membres qui devait développer l'action directe contre FRANCO. Ainsi en 1946 le MIR de José Luis FACERÍAS, puis en 1947 le MLR-Mouvement Libertaire de Résistance qui en est issu sont marginalisés, car jugés trop autonomes par les responsables parisiens ou toulousains ! Sans moyen, le groupe ne peut que s'auto-dissoudre en février 1948.

Ces «*bandoleros*»[901] sont souvent livrés à eux-mêmes, et organisés autour d'une ou plusieurs personnalités déterminées et sans doute charismatiques. Leur combat relève plus de l'héroïsme (parfois jusqu'à l'excès) et de la volonté ultime de cohérence, que d'un réel choix militaire de reconquête. Leur isolement s'accentue au fil des années et les critiques internes qu'ils subissent, souvent injustes, les réduisent à n'être que des jusqu'auboutistes irrationnels. Mais ils ont toujours disposé de multiples connivences, de militants espagnols isolés ou clandestins (José BORRAS depuis l'Ariège, à Pamiers), des anciens compagnons de la résistance française, voire des membres des forces de l'ordre avec lesquels ils ont un temps combattu contre le nazisme. En Espagne même, les liens sont plus sporadiques et irréguliers,

[900] Cf. DRONNE Raymond *La Libération de P*aris, Paris: Presses de la Cité, 1970
[901] GOUTTE Guillaume *Passeurs d'espoir. Réseaux de passage du Mouvement Libertaire Espagnol (MLE) 1939-1975,* Saint-Georges d'Oléron: Les Éditions libertaires, 230p, 2013, p.59

»
tant la répression est omniprésente. Mais sans réels moyens, ces groupes doivent vivre sur l'habitant, et en commettant de nombreuses «*expropriations*» ; celles-ci contribuent encore plus à «*salir*» le mouvement en permettant de le faire passer comme l'œuvre de vulgaires bandits. Rectifiant le tir, les autorités du MLE par la suite rejettent les expropriations et cherchent à amplifier les aspectis idéologiques et symboliques, tentant de frapper le franquisme à sa tête[902].

Dès octobre 1945, le premier groupe d'action de Francisco SABATÉ dit Paco (1914-1960) retourne à Barcelone. SABATÉ est un des plus actifs militants illégaliste encore en vie et son expérience remonte aux actions du début des années 1930 avec son groupe Los Novatos : reprise d'armes, expropriations, attaques de banques… toujours pour la cause anarchiste.

En fin des années 1940, les groupes les plus actifs sont ceux de Francisco SABATÉ, de Marcelino MASSANA, de José Luis FACERIAS, de « Los Maños », de Ramón VILA CARAQUEMADA[903]. C'est vraisemblablement la région barcelonaise qui est la plus touchée.

Entre 1946-1950 le groupe de Los Maños est au départ lancé par Wenceslao GIMÉNEZ ORIVE (1922-1950) dit WENCES et par ses amis Simón GRACIA FLERINGAN et Mariano AGUAYO MORÁN (1922-1994), tous provenant du quartier de l'Arrabal de Saragosse. Ils passent par les Jeunesses socialistes clandestines, puis gagnent les rangs libertaires. Un madrilène prend alors de l'importance : Daniel GONZÁLEZ MARÍN dit Rodolfo et le groupe est réellement constitué en début 1949. Il compte selon les moments entre 6 et 8 personnes, dont un indic découvert tardivement. Wenceslao se suicide, blessé, après un heurt avec la police en début 1950. D'autres membres du groupe sont exécutés en décembre 1950.

Le groupe de Francisco SABATÉ agit également en France au début des années 1950, lié à celui de Marcelino MASSANA, en pratiquant la reprise individuelle (notamment attaques à main armée dans la région lyonnaise) pour obtenir des moyens pour continuer le combat.

À partir de 1948, avec l'abandon de la lutte armée de la part du PCE (qui en était sans doute le principal élément), la CNT (surtout et presque uniquement celle de l'exil) reste seule à promouvoir la tactique des maquis et de la guérilla. L'isolement est désormais la règle. Les actions restent marginales, coupées des militants de l'intérieur qui tentent plutôt une action politique, plus démocratique que militaire. Les échecs se répètent, les groupes sont souvent incontrôlables et très critiques vis-à-vis de la direction parisienne ou toulousaine. C'est pourquoi l'exil à son tout stoppe en 1951 tout appui officiel à la guérilla.

Dans les années 1950 et 1960, des guérillas anarchistes, souvent hors du mouvement libertaire de l'intérieur, et timidement soutenues par le MLE de l'exil, sont cependant assez prestigieuses pour redonner force à l'activisme anarchiste et pour redonner foi aux espérances de 1936. L'histoire récente leur rend hommage, mais la littérature en a rarement traité sauf peut-être quelques écrits d'André HÉLÉNA[904]. SABATÉ, toujours lui, tente de regrouper les forces en créant les *Grupos anarcosindicalistas* en début 1955.

Mais ces groupes sont extrêmement minoritaires, isolés, dépourvus de tout, trahis parfois… Ils subissent une érosion continuelle, et une répression impitoyable, qui les font disparaître quasi totalement en fin des années 1950. Ainsi disparaissent Wenceslao GIMÉNEZ ORIVE blessé au combat, suicidé le 09/01/1950, Manuel SABATÉ, exécuté le 24/02/1950, José Luis FACERIAS assassiné le 30/08/1957, Francisco SABATÉ LLOPART tué à San Celoni le 05/01/1960, Ramón VILA CAPDEVILA dit CARAQUEMADA mort lui aussi au combat le 07/08/1963. Seuls parmi les grands noms du « *guérillerisme* » anarchiste, Marcelino MASSANA BANCELLS meurt tardivement, en 1981 en Ariège.

Dans le monde les succès du castrisme (révolution cubaine de 1959) relancent les choix pro-guérilla, y compris en camp anarchiste, notamment avec le *Movimiento España 1959* au

[902] GOUTTE Guillaume *Passeurs d'espoir. op.cit.,* 2013, p.69
[903] Cf. quelques références dans ANTONY Michel *Terrorismes anarchistes. L'utopie de la propagande par le fait*, Dossier chronologique sur le même site, mise à jour permanente, première édition 1998, 2005
[904] Cf. surtout HÉLÉNA André *Le cheval d'Espagne (1959)*, Paris, Éd. E-dite, 152p, 2000

»
Mexique (Octavio ALBEROLA). Dès 1962 l'action militante, plus sous forme de sabotages ou de destructions (dans entreprises, infrastructures, sites institutionnels du franquisme…) et de « *reprises individuelles* » (contre des banques ou des magasins surtout), alterne avec quelques projets d'attentats contre FRANCO lui-même[905]. La FIJL-*Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires* est souvent au premier rang dans ce nouvel activisme, et apparaît bien vite comme une des plus impliquées. Les attentats, vols, ou enlèvements touchent également d'autres pays, comme l'Italie. Ces mouvements d'action directe sont orchestrés uniquement depuis la France ou le Mexique, voire l'Italie, avec peu de liens réels avec les rares militants de l'intérieur. C'est lors du Congrès de réunification de Limoges en 1961 que la *Commission de Défense* s'est dotée d'un organisme clandestin d'action, nommé *Defensa Interior* constitué de 7 membres à ses débuts. Il s'agit souvent de militants prestigieux : le plus haut responsable militaire anarchiste de la guerre Cipriano MERA, l'ancien ministre Juan GARCÍA OLIVER, Germinal ESGLEAS, Vicente LLANSOLA, Juan GIMENO, Octavio ALBEROLA, Acracio RUIZ. Cette organisation était souvent nommée « *le sous-marin* », en insistant sur son rôle clandestin au sein des lignes ennemies. Les Groupes d'Action qui en dépendent agissent vraiment dès 1962, mais pour une courte période.

Mais le manque de moyens et les graves rivalités internes, l'absence de coordination des actions, et la violence de la répression franquiste (Cf. l'assassinat officiel, au garrot, des jeunes libertaires DELGADO et GRANADO en 1963) et française (dissolution de la FIJL en fin 1963) amènent la fin de *Defensa Interior* au Congrès de Montpellier de 1965. La stratégie de lutte armée, malgré quelques actions héroïques, a globalement échoué. Pire elle a contribué à générer (ou envenimer) des antagonismes durables entre les diverses tendances de l'exil libertaire.

**➔ une timide conservation de l'idéal utopique du communisme libertaire**

Pour la CNT (dont le nom regroupe la plupart du temps dans l'exil et en Espagne les 3 branches du mouvement : CNT, FAI et FIJL et donc équivaut de fait au MLE – *Mouvement Libertaire Ibérique*), la référence à la position en faveur du communisme libertaire exprimée à Saragosse au Congrès de la CNT de mai 1936 n'est jamais remise en cause, mais elle est différemment mise en avant, selon les groupes et selon les périodes.

Le vrai gardien de l'orthodoxie idéologique est « *l'exil* », où des 1945 les « *puristes* » (Federica MONTSENY et son compagnon Germinal ESGLEAS notamment) dominent le *Comité National CNT-MLE*. Les délégations du Royaume Uni et d'Afrique du Nord soutiennent ces orthodoxes, coupés de plus en plus d'une CNT de l'Intérieur qui est massivement « *possibiliste* ». Leur rigidité doctrinale doit autant à une volonté de cohérence qu'à la nécessité de faire oublier les errements de la collaboration gouvernementale de 1936 jugée désormais néfaste. C'est aussi une manière de se distinguer de la CNT de l'intérieur et d'en refuser la domination[906]. En avril 1947, au Congrès de Paris, le texte suivant assure le prolongement des choix de Saragosse de 1936 : « *Notre mouvement a comme finalité l'implantation du communisme libertaire sans étapes de transition et en promouvant des tactiques conformes à nos principes* »[907]. La visée utopique est inchangée, mais paraît bien dérisoire dans la nuit de l'exil, et en tenant compte d'une Espagne totalitaire qui se renforce progressivement cette année là avec l'éclatement de la Guerre Froide qui lui est favorable.

Le repli immobiliste sur les principes et sur l'idéologie la plus ancienne, sans aucun regard sur une réalité socio-économique changeante, devient pour la CNT de l'exil (sauf une minorité possibiliste ou rénovatrice) un dogme intangible définissant un « *monde heureux* » et

[905] Cf. ANTONY Michel *Terrorismes anarchistes. L'utopie de la propagande par le fait*, 2005
[906] Cf. l'analyse approfondie faite par HERRERÍN LÓPEZ Ángel *La CNT durante el franquismo. Clandestinidad y exilio (1939-1975)*, Madrid, Siglo XXI, 468p, 2004
[907] HERRERÍN LÓPEZ Ángel *La CNT durante el franquismo. Clandestinidad y exilio (1939-1975)*, p.98

»
totalement « *irréel* »[908] : les membres de la faction auto-proclamée « *révolutionnaire* » se « *réfugiaient dans cet autre passé glorieux et le prenaient comme fond d'inspiration pour la construction du futur. Leur intransigeance idéaliste les amenait à maintenir intactes leurs références idéologiques, défendant ainsi le syndicalisme révolutionnaire, l'action directe et le communisme libertaire ; ils portaient une particulière attention à la tactique à développer pour détruire la dictature franquiste, qui se limita à rien d'autre que "l'action subversive". Même si, avec le passage des années, cela ne fut plus guère qu'une posture dans leurs grandes déclarations plus qu'une authentique action organisée. En conséquence, sur ces fondements idéologiques s'appuyèrent des résolutions de tonalité archaïque, indifférentes à leur possible réalisation. Cela, en définitive, créa leur propre "monde heureux", et irréel, même si idéologiquement parfait* ».

Plus modérés et plus ouverts, les minoritaires du *Subcomité* français sont cependant majoritaires en Espagne. À l'intérieur, en effet, si le communisme libertaire reste constamment réaffirmé, en s'appuyant toujours sur les piliers que sont autonomie et fédération, le pragmatisme et un certain gradualisme s'imposent.

Avec le passage des ans, il lui est substitué le terme de « *socialisme libertaire* », qui intègre la reconnaisse de la démocratie, voire de la république tout autant que les aspects libertaires.

Les libertaires de la clandestinité sont plus favorables aux alliances tant aux Asturies et au Pays Basque (ce qui est traditionnel) qu'en Catalogne : en mai 1961 est fondé le *Pacte unitaire* (*ASE – Alliance Syndicaliste Espagnole*) avec l'UGT et le syndicat basque STV, qui durera jusqu'à la fin du franquisme. On y parle de contrôle ouvrier sur la production et de quasi autogestion sur les futurs biens expropriés. Il s'agit bien ici d'une sorte de symbiose entre le vieux courant collectiviste libertaire cénétiste et la vision ugétiste d'un État limité et au service des travailleurs. La CNT de l'Intérieur se positionne donc à son Plenum de février 1947 pour une sorte « *d'Estado sindicalista* » qui est bien une reconnaissance d'un État minimal, même si contrôlé par les syndicats. Le Plenum tenu en France en 1958 renforce ce revirement idéologique et le perfectionne sur le plan socio-économique en traçant une société future contrôlée par un *Conseil National de l'Économie*.[909]

Cette CNT d'Espagne met donc forcément de l'eau dans son vin, passe des accords, accepte des représentations « *politiques* ». L'idéal du communisme libertaire est donc en Espagne de plus en plus mis de côté, même si la réunification tardive de la CNT de l'exil en 1960 a redonné un certain poids aux anarchistes déterminés.

Dans l'immédiate après-guerre quelques coopératives et tentatives de gestion directe réapparaissent (comme Mondragón), mais non liées à l'anarchisme.

Dans les années 1970, quelques rares expériences autogestionnaires sont à noter : «*Númax, une usine de matériel électrodomestique autogérée par les ouvriers en réponse à la tentative de fermeture illégale de la part des patrons, dont l'expérience est restée incarnée dans deux films documentaires Joaquím Jordá : Númax vit et 20 ans ce n'est pas rien. Certaines des expériences de ces années ont survécu malgré tout jusqu'à aujourd'hui, comme l'entreprise barcelonaise Mol Mactric, capable de réaliser aujourd'hui les châssis d'une ligne du Metro de Barcelone, le train et des centaines de machines industrielles pour des entreprises comme General Motors ; ou l'imprimerie Gramagraf, occupée il y a 25 ans, et qui aujourd'hui appartient au groupe éditorial coopératif Cultura 03*»[910].

Avec l'effondrement des années 2010 et l'aiguillon constitué par les Indignados, quelques nouvelles expériences surgissent, comme la coopérative d'électricité renouvelable

[908] HERRERÍN LÓPEZ Ángel *La CNT durante el franquismo. Clandestinidad y exilio (1939-1975)*, p.396
[909] HERRERÍN LÓPEZ Ángel *La CNT durante el franquismo. Clandestinidad y exilio (1939-1975)*, p.397
[910] Cf.http://iceautogestion.org/index.php?option=com_content&view=article&id=511%3Afabricas-recuperadas-y-autogestion-en-la-nueva-realidad-de%20espana&catid=19%3Anoticias&lang=es&utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+Icea+%28ICEA%29, consulté le 02/01/2013

»
Som Energía fondée en décembre 2010 ou comme le journal Público, qui a arrêté d'être édité en version papier le 23 février 2012, et qui voit une partie de ses anciens employés constituer la coopérative Más Público.

## L. MOUVEMENTS PLUS OU MOINS LIBERTAIRES DANS LES PAYS DITS DU «SOCIALISME REEL»

### 1. Cogestion ou Autogestion d'État en Yougoslavie

La Yougoslavie est un cas à part de l'empire soviétique.

La forte personnalité de TITO (Josip BROZ 1892-1980), vieux renard du Komintern notamment à l'époque de la guerre d'Espagne, et fin connaisseur des intentions réelles de STALINE, confère au pays un degré d'autonomie réel mais assez spécial. Il a vu disparaître quasiment toute la génération des brigadistes internationaux, dont il fut un des responsables, et connaît bien les risques pesant sur lui dans la galaxie stalinienne.

Il dispose surtout d'un poids gigantesque au sortir de la guerre mondiale. La résistance yougoslave est une des plus puissantes, efficaces et autonomes de l'époque. Elle a su combiner guerre traditionnelle et guerre de guérilla, et s'est inspirée des combats en Espagne. Koča POPOVIĆ (1908-1992), marxiste hérétique et surréaliste, diplômé en philosophie à la Sorbonne, appartient à l'armée républicaine espagnole. Son expérience militaire lui permet de diriger les troupes d'élite du titisme dès 1941, notamment la Première Brigade Prolétaire. Curieux personnage, antimilitariste, indiscipliné (refusant parfois d'exécuter des ordres de TITO) il est un chef admiré et talentueux, souvent victorieux. Il sort ensuite un livre sur *La guerre de libération nationale et la science marxiste de la guerre* et conserve un grand rôle dans le nouveau régime (notamment comme chef d'État-Major), il sera par exemple un des interlocuteurs essentiels du Che GUEVARA lors de son passage en Yougoslavie en 1959[911]. Mais sa liberté de parole, son refus des honneurs et ses exigences démocratiques contre tout nationalisme et tout centralisme bureaucratique le brouillent de plus en plus avec les autres dignitaires du régime ; il se retire de la vie politique en même temps qu'il est mis sur la touche par TITO.

Cette guérilla a bénéficié (parfois) des aides soviétiques et alliées, et peut donc jouer entre les deux camps en formation. Elle s'appuie sur des forces balkaniques qui dépasse le monde des slaves du Sud, par exemple vis-à-vis des bulgares. Elle a surtout réalisé une unité nationale dans les combats, ce qui facilitera l'unité imposée par TITO ensuite. L'idée fédérale est choisie dès 1943 par le *Conseil Antifasciste de Libération Nationale de yougoslavie* (AVNOJ).

La rupture avec STALINE, mais également avec son modèle, devient brutale en 1947-1948 avec la création du Kominform, et plus modérée après la mort du dictateur en 1953, et surtout après 1955-1956 et le très relatif assouplissement krouchtchevien.

Cette originalité yougoslave se manifeste donc sur 4 plans principaux :

- une autonomie politique dans le cadre des relations internationales, surtout avec Koča POPOVIĆ qui a quitté l'armée pour les Relations extérieures : non alignement ?
- une conception particulière du système socio-économique : «*propriété sociale*» (en réalité étatique ou plus exactement garantie par l'État ?)[912] des moyens de production, autonomie des centres de productions et autogestion ?
- une organisation interne pour intégrer États et nationalités : fédéralisme, centré plus sur les communes que sur l'individu[913] ?, mais fédéralisme d'essence proudhonienne très original dans un empire soviétique qui utilise cette notion sans la pratiquer.

[911] KOWALEWSKI Zbigniew Marcin *Che GUEVARA entre luces y sombras de la revolución yugoslava*, -in-Quaderni della Fondazione Che Guevara, Bolsena: Massari, n°8, p.96-113, 2009-2010

[912] LUBEN Dusan *Les bases du système socialiste en Yougoslavie*, -in-Autogestion, *L'autogestion yougoslave*, Paris: Anthropos, n°8, 192p, p.99-134, juin 1969, p.103

»
- une (très) relative reconnaissance du pluralisme (malgré le parti unique), qui se manifeste par l'existence de cercles dissidents (Praxis), l'importance des marxistes hérétiques et parfois un peu prolibertaires (Trivo INDJIĆ, Rudi SUPEK, Milan KANGRGA, Milovan DJILAS, Edward KARDELJ…), et l'intégration de traditions culturelles (surréalisme, anciens d'Espagne…) qui sont partout ailleurs réprimées et écartées dans le camp dit socialiste. Mais il ne faut pas se leurrer, les adversaires reconnus sont durement réprimés, comme tous ceux nommés un peu rapidement «*pro-Kominform*», et internés dans le terrible camp de concentration de Goli-Otok.

Autrefois plutôt critiquée par tous les camps, l'expérience yougoslave titiste (de la guerre mondiale à la mort de TITO en 1980) semble aujourd'hui réévaluée, tant elle est «*exceptionnelle par son ampleur et son audace innovatrice*»[914], et par la diversité des situations.

La plus forte caractéristique du modèle yougoslave se fonde réellement vers 1950. Elle se forme dans un système d'économie mixte, qui pactise entre marché et étatisme, et qui propose des solutions autogestionnaires qui touchent progressivement tous les aspects de la vie sociale et économique. Les choix yougoslaves, quoiqu'on pense de leur validité, «*a introduit la nécessité du pluralisme dans la recherche des moyens pour la construction du socialisme*»[915], ce qui est éminemment positif.

Pour faire simple, on peut dire que nous sommes face à une forme de cogestion étonnante, qui n'enlève cependant rien à la puissance de l'État et à l'autocratie titiste et à celle de son parti, la LCY - *Ligue des communistes Yougoslaves*.

Mais les écrits et quelques belles réalisations permettent de maintenir des idées hétérodoxes, au sein de la Yougoslavie d'abord, et dans tout le Bloc de l'Est qui s'en inspire pour contrer le modèle stalinien. Tous les mouvements dissidents, surtout hongrois ou tchécoslovques, vont analyser l'autogestion yougoslave, et d'une certaine manière la renforcer et la justifier. En Occident, et surtout en Algérie ben-belliste (1962-1965 essentiellement) ces idées vont se greffer à celles de socialistes indépendants pour esquisser une autre voie vers le socialisme, riche de promesses plus que de réalisations concrètes.

Cette autogestion titiste a cependant connu plusieurs phases et on peut retenir la chronologie établie par Catherine SAMARY[916] mais on y ajoutant une période préparatoire quelle a sans doute un peu sous-estimée.

1945-1953 : balbutiements autogestionnaires[917] : propositions de gestion démocratique et autonome dans la loi de 1945 sur les députés ouvriers ; circulaire de 1949 sur les conseils ouvriers consultatifs. Apparition des premiers conseils ouvriers élus dès 1951, après la loi fondamentale sur la gestion des entreprises du 26/06/1950.

1- 1953-1965 : mise en place de la voie autogestionnaire, proposée comme modèle et surtout comme alternative possible pour le socialisme international ; période de combats et de renforcement de l'unité des diverses tendances et régions face au possible danger stalinien. Domination des dispositions étatiques, de la planification… même si la bureaucratie et l'hypercentralisation sont combattues, et si l'autogestion atteint progressivement toute la vie sociale et politique. Catherine SAMARY a sans doute pris la date départ de 1953 en fonction de la loi fondamentale de cette année là qui étend le système autogestionnaire aux territoires. Il faut noter également la loi communale de 1955 (la commune «*cellule de base territoriale de l'autogestion*»), les additifs de 1958 qui s'appliquent à la culture, la santé, le logement..., ceux

[913] MATIĆ Milan *L'autogestion sociale et les éléments nouveaux du système électoral en Yougoslavie* -in-Autogestion, *L'autogestion yougoslave*, Paris: Anthropos, n°8, 192p, p.75-98, juin 1969, p.87

[914] SAMARY Catherine *Yougoslavie: pour une appropriation plurielle des bilans*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.608-628, 2010, p.613

[915] BOURDET Yvon/CORPET Olivier *L'autogestion sans TITO*, -in-Autogestions, *Pérou 1968-1980. Quand les militaires s'en mêlent…*, Toulouse: Privat, n°04, p.485-490, 1980

[916] SAMARY Catherine *op.cit.*, p.618-621

[917] LUBEN Dusan *Les bases du système socialiste en Yougoslavie*, -in-Autogestion, *L'autogestion yougoslave*, Paris: Anthropos, n°8, 192p, p.99-134, juin 1969, p.117-118

»
de décembre 1959 sur les services sociaux des communes… et tout ce qui concerne la répartition avec «*la loi du revenu*» de 1961. La 3° Constitution du 7 avril 1963 fait de la Yougoslavie, dans une belle formule «*un État fédéral de peuples librement unis et égaux en droits…* (mais plus encore) *une communauté socialiste démocratique fondée sur le pouvoir du peuple travailleur et de l'autogestion*»[918].
2- 1965-1971 : établissement d'un socialisme de marché, avec réduction du rôle de la planification, et ouverture vers des méthodes de réhabilitation partielle du profit, les recettes des unités de production pouvant être partiellement utilisées localement. Pour justifier ce choix, les yougoslaves mettent l'accent sur le fait qu'il ne sont qu'à une étape de transition (vers le socialisme) et qu'ils doivent donc tout à la fois composer (sur le plan international) et promouvoir des formes d'autonomie et de coopération non étatiques (à l'intérieur)[919]. Ainsi il semble que les unités de base autogestionnaires acquièrent plus d'autonomie de décision, au moins par rapport aux communes[920] ; le rôle du directeur devient également moins important, face au conseil d'entreprise. Ainsi la Yougoslavie évolue comme tous les pays de l'Est vers une économie moins autoritaire, suite sans doute aux analyses de LIBERMAN[921].
3- 1971-1980 : reprise en main titiste (répression systématique), malgré quelques concessions institutionnelles (Constitution de 1974) et sociales, donnant plus de rôle aux travailleurs et aux usagers. Les intellectuels critiques les plus radicaux sont privés de moyens d'expression comme *Praxis* ou *Filosofija*. L'autogestion qui n'avait jamais vraiment connue d'autonomie est «*étouffée*»[922].
4- 1980-1989 : rapide détérioration du système face à la crise et à l'absence de démocratie interne. La mort de TITO accentue l'évolution, et on doit reconnaître qu'il était à lui seul une des justifications et le réel ciment de l'entreprise menée.
5- retour au libéralisme et à la privatisation après 1989 et dislocation de l'autogestion, mais également du fédéralisme, et essor des mouvements centrifuges et régionalistes dans le pire aspect du terme.
6- période actuelle des années 2000 : légère reprise des luttes autonomes et parfois autogestionnaires, comme à Zrenjanin dès la fin 2003 avec la première grève avec occupation de Jugoremedija (sans doute la première en ex-Europe de l'Est. En 2007-2008[923], dans la même localité se développent les occupations dans les usines **Bek** (abattoir), **Šinvoz** (matériel de transport) et **Jugoremedija** (industrie pharmaceutique), cette dernière tentant une forme d'autogestion fondée sur l'actionnariat ouvrier.

Autre particularité du régime, le maintien d'un <u>fédéralisme</u> plus accentué qu'en URSS, permet là aussi de proposer une autre vision socialiste. TITO, souvent brutalement, maintient l'unité entre des ethnies et des traditions nationales et nationalistes pourtant fort opposées parmi tous les slaves du sud (yougoslaves) présents dans ce jeune État.

Les Républiques et autres entités jouissent tout de même de fortes autonomies, et pas seulement dans le texte de 1974 qui le confirme.

Ce fédéralisme est cependant limité par le poids du parti communiste et l'œil vigilant de la bureaucratie étatique qui n'a jamais été totalement éradiquée. En fait l'État central semble s'être démultiplié dans chaque République, y générant des bureaucraties locales avec parfois

[918] LUBEN Dusan, *op.cit.*, juin 1969, p.126
[919] RAPTIS Michel *L'autogestion au dernier congrès de la LCY*, -in-Autogestion, *L'autogestion yougoslave*, Paris: Anthropos, n°8, 192p, p.24-40, juin 1969
[920] LUBEN Dusan *Les bases du système socialiste en Yougoslavie* (suite), -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.155-190, septembre-décembre 1969, p.159
[921] VILAIN Éric *Réflexions sur l'autogestion en Yougoslavie,* -in-*Occupons-nous de nos affaires ! AUTOGESTION !,* Le Monde libertaire, Paris: HS, n°49, p.08-09, mai-juin 2013
[922] TADIC Ljubomir *L'autogestion étouffée*, -in-Autogestions, *Les habits neufs du président TITO*, Toulouse: Privat, n°6, p.167-174, 1986
[923] FREMEAUX Isabelle/JORDAN John *Zrenjanin*, -in-*Les sentiers de l'utopie*, Paris: La Découverte-Zones, 320p, p.215-236, 2011

»
des caractères ethniques de plus en plus accentués[924] : le germe était dans le fruit pour l'éclatement ultérieur.

Dans le cadre des unités de production, l'intérêt des travailleurs est limité par les enjeux de pouvoir et l'absence d'un réel centre de décision : comme en Algérie, les comités techniques, l'assemblée générale, le conseil de surveillance et la direction… accentuent querelles et concurrences épuisantes. Si on y ajoute les interventions des conseils municipaux et le poids des cellules du parti et des sections syndicales, on comprendra que le jeu démocratique n'est ni direct, ni autonome. L'autogestion reste alors limitée et contrôlée.

Il est également important de rappeler, malgré la présence de pensées libertaires marginales (notamment lors des évènements de 1968-1969), que le cadre général reste un marxisme critique, qui vise à supprimer le salariat et donc le capitalisme, mais qui condamne la dégénérescence de la voie suivie par Moscou, et la bureaucratisation négative qui s'incarne dans ce que l'on nomme la nomenklatura. Cette idéologie a la chance de bénéficier de personnalités de renom, trop indépendantes certes, et de ce fait par la suite réprimées : notamment Milovan DJILAS (1911-1995) et Edvard KARDELJ (1910-1979).

Cette domination de la pensée et de la pratique marxiste (même hétérodoxe) et de ses conceptions étatistes et centralistes malgré tout, fournit sans doute une des raisons principales de l'échec final de l'autogestion, le régime (et les principaux intéressés) n'ayant pas voulu ou pas osé s'en prendre au contrôle étatique, et réduisant de ce fait au minimum la démocratie autogestionnaire et la dimension alternative de celle-ci. Les organisations politiques et syndicales ont donc soutenu le régime autoritaire en place, et très rarement les classes populaires, le syndicalisme passant pour une vraie courroie de transmission. De ce fait les multples grèves connues sont souvent parties de la base ou des organes d'autogestion, et n'ont disposé d'aucun réel soutien des organisations institutionnelles[925].

En 1969, Nadjan PASIĆ rappelle qu'il existe en Yougoslavie une «*conception étatiste de l'autogestion assez développée*» (ce qu'il nomme parfois «*autogestion verticale*»), à la fois dans la réalité et dans les esprits[926]. Certes les erreurs de l'ouverture au marché ont contribué aussi au pourrissement du système, mais je ne pense pas, comme les marxistes, que ce soit la raison principale de l'échec de la voie yougoslave. L'autogestion n'a jamais été réelle en Yougoslavie, elle a toujours dépendu du pouvoir en place qui s'est bien gardé de s'autolimiter, et pire, qui a utilisé le concept pour mieux s'imposer et réprimer tous les dissidents[927].

Dans l'ancienne Yougoslavie aujourd'hui éclatée, les drames ethniques et nationaux/nationalistes, et la crise économique… laissent peu de place aux mouvements autogestionnaires et/ou libertaires.

Il est à noter cependant en février 2014 l'étonnante *Déclaration des citoyens de Tuzla* (et de Sarajevo et Bihac, en Bosnie-Herzegovine) qui revendique pour le bien public et la moralisation de la vie politique :
1- le maintien de l'ordre public, grâce à la coopération entre la société civile et les autorités.
2- l'élection dans le canton de Tuzla d'un gouvernement purement administratif.
3- remise en cause des privatisations et rétablissement des services publics, sous le contrôle des travailleurs et des autorités publiques.
4- vers une moindre différence de revenus entre élus et employés.

[924] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.91
[925] JOVANOV Neca *Des grèves de l'autogestion*, -in-Autogestions, *Les habits neufs du président TITO*, Toulouse: Privat, n°6, p.245-254, été 1981
[926] PASIĆ Nadjan *Aperçu critique des différentes conceptions de l'autogestion*, -in-Autogestion, *L'autogestion yougoslave*, Paris: Anthropos, n°8, 192p, p.41-74, juin 1969
[927] Cf. surtout MEISTER Albert *Pour en finir avec l'autogestion yougoslave*, -in-Autogestions, *Les habits neufs du président TITO*, Toulouse: Privat, n°6, p.255-258, été 1981

»
5- la suppression des émoluments et primes des élus.
6- la fin des revenus attribués aux anciens élus qui ne sont plus en charge.

### 2. Grèves et occupations tchécoslovaques de 1953

En juin-juillet 1953, près de 130 usines sont touchées par des grèves alors que des émeutes éclatent un peu partout, dans les environs de Prague et de Pilsen particulièrement.

Cette résistance prend parfois des allures plus radicales, avec occupation d'usine, comme Skoda, usine d'armements.

Les motivations sont diverses : autonomie ouvrière, revendication démocratique, antistalinisme, pro-américanisme…

La répression est bien sûr immédiate et systématique.

### 3. Résistances berlinoises en 1953

Dans la toute nouvelle RDA - *République démocratique Allemande* ou *Allemagne de l'Est*, grèves et manifestations de juin 1953 à Berlin-Est rappellent l'importance d'un mouvement ouvrier qui fut le plus important de l'Europe occidentale.

Les grèves et émeutes contre les forces d'occupation soviétique et les forces de l'ordre du pays sont d'une grande intensité, et entraînent une répression de grande dimension. Contre les chars soviétiques les révoltés envoient des pierres ; rares alors sont ceux qui comme Albert CAMUS se rangent du côté des grévistes berlinois (discours à la Mutualité du 17/06/1953). À gauche libertaires et humanistes se rejoignent quasiment seuls dans la réprobation.

### 4. Hongrie 1956 « première révolution antitotalitaire » ?

#### *a) Quelques antécédents libertaires antérieurs à 1956*

La Hongrie a déjà connu un mouvement soviétiste en 1919, dans la vague déclenchée par les révolutions russes : la République des Conseils du 21 mars au 1° août. Malgré la dictature marxiste et personnelle de Béla KUN (1886-1939 ?), on pouvait évoquer des aspirations libertaires, comme l'analyse l'historien anarchiste français Roland BARDY (Roland BIARD) en traitant de la (première) *Commune de Budapest*[928]. Le groupe anarchiste d'Otto KORVIN avec Janos LÉKAI s'appelle même « *Les gars de LÉNINE* », preuve s'il en est de la confusion idéologique qui règne alors. Dans le 8° arrondissement de Budapest, une majorité d'anarchistes sont élus. Et de nombreux anarchistes appartiennent à l'Union des Socialistes Révolutionnaires hongrois.

Mais ces anarchistes hongrois sont les grands perdants de ce mouvement qui se rattache à l'orthodoxie pro-bolchevique[929] et qui comme son modèle réprime ou liquide rapidement les anarchistes. Il s'agit plus d'un mouvement révolutionnaire classique qu'autogestionnaire comme l'affirme Dominique GROS[930]. Cela n'empêche pas l'existence de mouvements plus ou moins spontanés et autonomes, parfois même opposants aux politiques de compromis des partis socialistes, ce que révèle également l'auteur pour novembre 1918, et particulièrement dans les secteurs ruraux[931].

Le fondateur du syndicalisme agricole, CSIZMADIA, est chassé du gouvernement en avril 1919. Une petite minorité se rallie et milite au sein du PC, avec Tibor SZAMUELLY. Ce

[928] BARDY Roland *1919, la Commune de Budapest*, Paris, éd. de la Tête de feuilles, 244p, 1972
[929] Cf. DAUPHIN MEUNIER Achille *La commune hongroise et les anarchistes (mars 1919-août 1919)*, Paris, Librairie Internationale, 1926
[930] GROS Dominique *Les conseils ouvriers, espérance et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920* Dijon: Université de Bourgogne, Thèse, 1973 & GROS Dominique *La fondation de la République et la lutte pour le pouvoir des conseils en Hongrie*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°30-31, p.29-62, mars-juin 1975, p.35
[931] GROS Dominique, 1975, *op.cit.*, p.49

»
fondateur de l'ancienne *Union anarchiste* est pendu, malgré son ralliement, avec le poète anarchiste Otto KORWIN en 1919. Le groupe des tolstoïens de KRAUSZ est disloqué par la force. Les rares rescapés seront regroupés autour du vieux militant TOROCKOI (né en 1865). Josef REVAI, ancien anarchiste antimilitariste, fondateur de *Tett* (*L'action*) en 1919 passe à la gauche du PC et rejoint le marxisme-léninisme. L'opposition à Béla KUN ne persiste alors qu'au sein de groupements anarcho-syndicalistes marginaux.

Actifs pendant la 2° Guerre mondiale, avec surtout le *Groupe des jeunesses libertaires* de CHRIST et d'A. KORSAKINE, les anarchistes sont à nouveau décimés par les socialistes d'État dès la fin des années 1940.

### b) *L'explosion conseilliste de 1956*

En 1956, la Hongrie (également un peu la Pologne, mais sur un autre registre - Cf. émeutes de Poznan de juin 1956[932]) connaît un rejet populaire massif du totalitarisme soviétique, d'où cette formule de « *première révolution antitotalitaire* »[933] proposée par Claude LEFORT et reprise par d'autres écrivains dont François FEJTÖ[934]. La makhnovtchina dressée contre les Blancs et les bolcheviks de 1920, la révolution espagnole anti-franquiste et anti-stalinienne de 1936-1937, les mouvements de résistance italiens contre le nazi-fascisme, la révolte de Berlin en 1953… auraient sans doute pu être définis de la même manière avec encore plus de justesse.

Mais il est vrai qu'en Hongrie, le mouvement est très vaste et très résolu, la résistance active face aux chars soviétiques le prouve aisément. À la suite de manifestations pacifiques de mi-octobre 1956, en lien parfois avec la tentative antistalinienne polonaise, la composante très orthodoxe du parti communiste hongrois et l'URSS réagissent violemment et militairement. Les pouvoirs en place ont visiblement peur dela contagion et ont bien compris la virulence antistalinienne (Cf. les statues de STALINE abattues) et au-delà anti système soviétique de laplupart des manifestants.

La résistance et les organismes populaires se radicalisent et permettent au pays de connaître une quinzaine de jours insurrectionnels et libérés : les fameux « *12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique* »[935], pour détourner le titre de l'ouvrage célèbre de John REED[936]. Très vite la répression s'abat et le mouvement est récupéré, édulcoré puis définitivement effacé un an plus tard.

À l'époque, le soutien révolutionnaire aux hongrois est assumé par les surréalistes, les anarchistes et divers mouvements marxistes critiques (les revues *Socialisme et Barbarie* ou *Études* de Bruxelles, quelques groupuscules trotskistes et conseillistes…). Albert CAMUS encore, non seulement dénonce et prend position, mais aide matériellement les persécutés[937] du communisme stalinien. Proche des anarchistes au sortir de la guerre, Le *Groupe surréaliste* publie *Hongrie Soleil levant !* en novembre 1956. Le manifeste paraît dans *Le libertaire*. Quant à Albert CAMUS, lui aussi à l'époque proche des libertaires, dans un meeting parisien du 15/03/1957, il glorifie la « *la liberté que nous ont rendu les hongrois* »[938]. Dans son intervention, il compare Espagne 1936 et Hongrie 1956, dans un parallèle que font souvent les anarchistes : « *la Hongrie est pour nous aujourd'hui ce que fut l'Espagne il y a 20 ans* ».

---

[932] MARIE Jean-Jacques/NAGY Balazs *1956. Pologne-Hongrie*, Paris, EDI, 368p, 1966
[933] LEFORT Claude *La première révolution anti-totalitaire*, -in-KENDE F./POMIAN K. *1956 : Warsowie - Budapest*, Paris, Seuil, 1978
[934] FEJTÖ François *Budapest, l'insurrection. La première révolution antitotalitaire*, Bruxelles, Complexe, 1990
[935] SEBESTYEN Victor *Budapest 56. Les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris, Calmann-Lévy,442p, 2006
[936] Son ouvrage sur l'insurrection bolchevique de 1917, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, est un des grands succès de la diffusion militante
[937] LEBESQUE Morvan *CAMUS par lui-même,* Paris: Seuil, 192p, 1963, p.144
[938] CAMUS Albert *La libertà che ci hanno resa !*, -in-Volontà, a.X, n°7, 01/04/1957

»

L'aspect libertaire de cette explosion populaire apparaît de diverses manières.

La démarche est profondément spontanée ; tout le monde est dépassé, même le héros et homme d'État populaire Imre NAGY qui, au départ, ne comprend rien au mouvement, avant de se rallier et d'assumer les idéaux de 1956, ce qu'il paie de sa vie en juin 1958.

Les principales exigences, la revendication de liberté et de pluralisme, sont éminemment libertaires, même si la plupart des hongrois ne remettent pas en cause l'État, mais au contraire se rangent massivement derrière lui pour en assurer une base plus démocratique. Un des axes forts des divers textes publiés est celui d'élections libres. Cela implique le multipartisme, et donc le rejet pur et simple du parti unique qui est une des caractéristiques essentielles des soi-disant « *démocraties populaires* ». On peut faire le parallèle avec les revendications de Kronstadt en 1921, qui revendiquaient une « *3°révolution* » axée sur liberté et multipartisme.

Les anarchistes eux-mêmes reconnaissent ces aspects modérés : « *Ces conseils ne veulent pas remplacer le pouvoir officiel, ils veulent simplement faire pression sur le gouvernement pour le retour de NAGY, l'évacuation des troupes russes, et la réorganisation de l'économie* »[939]. Le point numéro 1 du Conseil ouvrier de Miskolc (28/10/1956) semble emblématique : « *Nous demandons un gouvernement provisoire, vraiment démocratique, souverain et indépendant, qui luttera pour un pays libre et socialiste*… ». Rien ici n'est anarchiste au sens fort du terme. Mais les anarchistes comme bien d'autres ont largement milité pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc pour le départ des forces d'occupation du Pacte du Varsovie.

Cependant, tous reconnaissent qu'un sang neuf de rébellion irrigue le monde, et qu'il s'exprime dans le mouvement hongrois : « *à Budapest, face aux versaillais de Moscou, la jeunesse -par delà tout espoir rebelle au dressage stalinien- lui a prodigué un sang qui ne peut manquer de prescrire son cours propre à la transformation du Monde* » affirment les amis de BRETON.

Anticipant en quelques sortes les mouvements des années 1960, les évènements de Budapest et d'autres villes hongroises mettent en valeur la soif de dialogue, de s'exprimer et la floraison incroyable des écrits, et la bonne humeur étonnante de bien des participants comme en témoignent les documents photographiques d'alors[940]… : « *on pourrait éditer trente volumes de documents sur le seul mois d'octobre dans la seule Hongrie* »[941] ! L'autre point commun est l'importance des mouvements de jeunesse et d'intellectuels en 1956 comme en 1968. Ainsi en octobre 1956, c'est la jeunesse étudiante hongroise qui nous évoque le campus de Nanterre de 1967-1968. Les intellectuels critiques du fameux Cercle PETÖFI sont parmi les premiers à se dresser contre le régime d'occupation.

Comme dans bien d'autres mouvements de cette ampleur (mars 1871, février 1917, juillet 1936…) l'action prend de l'ampleur en réunissant divers acteurs : étudiants, ouvriers, ménagères, mais également quelques militaires qui se rangent au côté de l'insurrection ; ainsi à Budapest, le colonel MALETER et ses quelques blindés, passent du côté des insurgés ; MALETER paiera lui aussi de sa vie sa volonté d'être aux côtés du peuple.

Bien des soldats fraternisent et l'armement des insurgés provient souvent de cessions spontanées effectuées par des militaires.

L'autodéfense s'organise très vite, et fait renaître l'idée des milices : de superbes photos d'époque nous renvoient souvent ces gens relativement sereins, habillés en civil, souvent en train de sourire, et qui tiennent cependant des fusils automatiques (d'origine soviétique, ironie !) dans les mains. Le service d'ordre est assumé par des délégués de diverses usines, le nombre à fournir leur étant donné.

---

[939] LATAQUE Ambroise *La révolution hongroise, 1956*, -in-Le monde libertaire, Paris : 1966

[940] cf. surtout LESSING Erich/BAUQUET Nicolas/FEJTÖ François/KONRAD György *Budapest 1956. La révolution*, Paris-Wien : Biro éditeur, 250p, 2006

[941] MARIE Jean-Jacques/NAGY Balazs *1956. Pologne-Hongrie*, Paris : EDI, 368p, 1966, p.VII-VIII

»

La présence de femmes armées est réelle sur de nombreuses photos, et là encore, le parallèle est possible avec la Barcelone de l'été 1936. Par choix tactique pour éviter une nouvelle répression, les femmes sont massivement présentes lors de la manifestation du 4 décembre pour commémorer les victimes dues à l'intervention des soviétiques le 4 novembre.

Le rôle massif de la jeunesse (50% des élus du conseil de l'usine de Ferenc TÖKE ont entre 24 et 28 ans) anticipe ce que seront les mouvements soixante-huitards.

Le plus intéressant dans le cas hongrois tient cependant au surgissement généralisé (« *la prolifération* »[942]) des comités et conseils et à l'atmosphère de grève générale. Cette grève, méconnue, qui s'est généralisée dès le 4 novembre en réaction à la deuxième offensive des troupes soviétiques, se prolonge d'ailleurs jusqu'en janvier 1957.

Ces conseils sont tous très indépendants, sinon autonomes, et ne se laissent pas souvent impressionner par les dirigeants présents (cadres politiques, syndicalistes, intellectuels) qui tentent de les orienter. «*Rien ne pouvait* (alors) *être imposé aux ouvriers*» confirme Ferenc TÖKE, vice président du Conseil Ouvrier Central du Grand Budapest[943].

Dans le monde du travail, les conseils apparaissent dès octobre 1956 et ne seront définitivement abolis qu'en décembre 1957, après avoir subi répression ou tentative de récupération par le pouvoir et les syndicats : il s'agit d'une sorte de *yougoslavisation* des conseils, si on ose le néologisme. François FEJTÖ parle même "*d'autogestion*" des grandes usines et reconnaît l'influence du système yougoslave sur bien des organisations hongroises[944]. Ferenc TÖKE rappelle lui aussi l'importance des regards tournés vers la Yougoslavie, l'existence des conseils yougoslaves, certes sans doute mythifiés, permettent de penser que la voie choisie en Hongrie est possible.

Très vite donc l'aspect soviétique (au sens fort et originel du terme) est mythifié car il renvoie au soviétisme révolutionnaire initial (ce qui redore le blason des origines de la Révolution russe), aux revendications conseillistes et autogestionnaires, et à l'image toujours très vive de la Commune de Paris qui en serait le prototype. Bien des ouvrages, surtout militants, analysent la « *Commune de Budapest* »[945] ! Le texte surréaliste cité renvoie aux « *versaillais* » pour dénoncer la répression ! Et on peut dire que les soviétiques et leurs alliés hongrois aux ordres font presque mieux que les bourreaux de THIERS : plusieurs milliers de morts dans l'insurrection, près de 35 000 arrestations dont les $^{2}/_{3}$ sont jugés et condamnés, plusieurs centaines d'exécutions, des milliers de déportés et emprisonnés dans divers pays du Pacte de Varsovie, sans compter une émigration plus ou moins clandestine qu'on peut chiffrer sans doute à près de 200 000 personnes. Une vraie saignée !

Presque tous ils développent une activité politique et économique, et dans les usines ils ne se cantonnent jamais à la seule gestion ou à la seule production. La notion d'ébauche de dualité du pouvoir est donc fondée, mais n'est générale qu'après le 4 novembre et l'invasion soviétique ; dès lors la méfiance vis-à-vis de tous les pouvoirs en place, y compris vis-à-vis de tous les partis, les amènent à penser à une autonomie politique accrue. Ces conseils, par leur existence même (par forcément par leur thématique) représentent effectivement un axe libertaire essentiel, car ils remettent au premier plan le spontanéisme et l'autonomie populaire que le totalitarisme n'a pas pu extirper, sans compter des formes de libre expression et de démocratie directe. Dans les usines, les élus doivent être pour la plupart encore attachés à la production. On sent ici la méfiance vis-à-vis de leaders coupés de la base, et une ferme résistance face à toute bureaucratisation. Ferenc TÖKE rappelle que la grande majorité des

[942] KÖRÖSI Suzanne *I consigli operai*, -in-A Rivista anarchica, Milano : n°3(73), a.IX, aprile 1979
[943] TÖKE Ferenc *Conseils ouvriers à Budapest en 1956* (1957), -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.07-44, 2010, p.210
[944] BAUQUET Nicolas/FEJTÖ François/KONRAD György/LESSING Erich *Budapest 1956. La révolution*, Paris-Wien : Biro éditeur, 250p, 2006, p.28
[945] ANDERSON Andy *Ungheria '56. La Comune di Budapest. I consigli operai*, Milano, Zero in Condotta, 238p, 1990

»
membres du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest sont des ouvriers qualifiés ; il n'y a que 4 ou 5 ingénieurs dont 2 sont d'origine ouvrière comme lui-même[946].

Ils forment de fait, malgré la timidité de leurs textes, une sorte de pouvoir populaire autoproclamé, certes à titre provisoire : le mouvement hongrois renoue avec la dualité du pouvoir du printemps 1917 en Russie. Ces Comités révolutionnaires se développent à Budapest et ses banlieues, dans d'autres villes et dans nombre de villages magyars.

Dès la mi-novembre divers comités dont celui d'Ujpest (banlieue de Budapest) appellent à la formation d'un Conseil central. Des regroupements s'opèrent dans les arrondissements. Ces conseils esquissent ainsi une sorte d'organisation décentralisée, aux teintes fédéralistes, notamment à Budapest avec le rôle coordinateur assumé par le *Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest* qui s'adresse aux usines et aux arrondissements. Son *Appel* du 27 novembre 1956 exprime une forte volonté de regrouper tous les soviets (pour fonder un Conseil Central national), à condition qu'ils soient « *élus par la base avec des méthodes démocratiques* », ce qui rejette tout syndicalisme officiel, de type « *courroie de transmission* » du régime. Au contraire *l'Appel* affirme que « *l'adhésion aux syndicats doit être libre* ».

On peut aussi tenter un parallèle avec les réunions françaises préparant les Cahiers de Doléances à la veille de 1789 : ainsi le Conseil de l'usine de Ferenc TÖKE est chargé d'établir un «*cahier de revendications*».

Et ces soviets expriment le vœu d'une alternative au modèle économique de type « *soviétique* » (sens caricatural celui-là) en condamnant la planification autoritaire, le rôle de courroie de transmission des syndicats, et en revendiquant la propriété des moyens de production («*les ouvriers ont exprimé le désir de devenir propriétaires de l'usine*»[947]) et des formes de gestion démocratique : en gros, des notions de contrôle ouvrier sinon d'autogestion, voire la réapparition du slogan fameux : « *les usines aux ouvriers !* » Sur le plan de la distribution, du commerce, *l'Appel* déjà cité demande aux conseils « *d'organiser le contrôle public des marchés et des halles centrales* » : en dépassant le seul secteur de la production, le Conseil Central dépasse la simple autogestion et autoproduction des usines pour assumer un rôle à l'échelle du pays entier, englobant la question fondamentale de toute révolution : celle de l'approvisionnement et du maintien des commerces permettant aux populations de continuer à vivre quasi normalement.

Dans le monde de l'époque, la seule référence autogestionnaire pratiquée (hormis les kibboutzim) est le système étatique yougoslave : les hongrois les dépassent très largement, en refusant de n'être que des rouages d'un État qui resterait totalitaire. D'ailleurs la Yougoslavie ne soutient pas la Hongrie en révolte, jugeant se mouvement dangereux car plus radical que le sien, et pouvant en cas de réussite, faire tâche d'huile ; TITO va même donner son accord à l'intervention - triste realpolitik !

Le mouvement écrasé à Budapest et ailleurs (plus durement peut-être dans les petites villes hongroises) est bien un mouvement d'essence libertaire, par son autodétermination, sa revendication d'autonomie et sa volonté organisationnelle qui propulse des formes de démocratie directe et d'autogestion. Il l'est aussi par sa dimension authentiquement populaire et massive, sans doute avant les polonais de Solidarność, le premier grand mouvement populaire antitotalitaire en camp communiste depuis Cronstadt 1921.

Mais il n'est pas anarchiste, ni par ses composantes, ni de manière revendiquée. Le mouvement anarchiste hongrois est quasiment totalement inexistant, même dans l'exil, à la différence des mouvements bulgares ou tchèques qui vivotent encore à cette époque. Il est, pour le dire un peu schématiquement, social-démocrate et légaliste : le socialisme en soi est

[946] TÖKE Ferenc *Conseils ouvriers à Budapest en 1956* (1957), -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.07-44, 2010, p.224
[947] TÖKE Ferenc *op.cit.*, p.212

»
rarement mis en question (la propriété des moyens de production devant cependant passer partiellement aux conseils), l'État est maintenu, mais démocratisé… *Des aspects nationalistes, certes marginaux, réapparaissent également : « Quel que soit le tour nationaliste qu'ont dû prendre la résistance polonaise et la révolution hongroise, il s'agit d'un aspect circonstanciel, déterminé avant tout par les pressions colossales et forcenées de l'État ultranationaliste qu'est la Russie. Le principe internationaliste de la révolution prolétarienne n'est pas en cause* » tempère le texte surréaliste. Mais le nationalisme et la revendication traditionnaliste sont tout de même bien présents.

Cependant, par la suite, les analyses d'István BIBÓ, éphémère ministre (1 jour !) d'Imre NAGY, et condamné ensuite à perpétuité (amnistié en 1963) se rattachent à la mouvance libertaire. Il se positionne pour une organisation sociale « *an-archique* » et contre l'étatisme[948]. Il pointe des volontés autogestionnaires pour écoles, entreprises et le monde de la recherche scientifique. En espérant une société de services mutuels, avec la coordination d'un État minimaliste, il se rattache quelque peu à la tradition proudhonienne.

Même un ancien parlementaire comme Gaspar Miklos TAMAS renoue avec la tradition libertaire de son pays (« *mon point de vue politique est issu de la tradition anarchiste, socialiste, syndicaliste* ») et assume « *le socialisme libertaire qui correspond à ses convictions* » dans un esprit foncièrement en accord avec « *la tradition de l'internationalisme antiétatique* ». Né pourtant en 1948, petit garçon en 1956, il évoque la Commune de Budapest en termes assez élogieux dans un des premiers livres hongrois (1983) critique vis-à-vis de son propre pays et des régimes dits du « *socialisme réel* »[949].

En fin des années 1970, Libertarius ( ?) publie en samizdat une brochure intitulée *Hongrie 84*, en lien avec les écrits dystopiques d'ORWELL.

De 1988 à 1990 le Groupe anarchiste *Autonomia*, mêlant anarchisme et écologisme, renoue également avec des propositions de type soviétique au bon sens du terme. Il s'est appuyé sur un Colloque scientifique sur l'anarchisme tenu dans l'Institut d'Études Politique du PC hongrois ! en avril 1986, avec les remarques d'Eugen Heinrich SCHMIDT et d'Erwin BATTHAVANY.

### 5. Des conseils en Tchécoslovaquie en 1968-1969

La Tchécoslovaquie est un des rares pays de l'Est européen à disposer d'un passé démocratique, syndicaliste et relativement autonome. Les revendications nationales déjà anciennes du monde tchèque surtout (moins en Slovaquie apparemment) ont sans doute pesé dans cet esprit frondeur, particulariste en recherche d'autonomie.

Ce sont presqu'exclusivement les tractations de la Guerre Froide qui ont placé de force («*coup de Prague*» 1848) le pays dans le giron soviétique. Cela a été mal vécu et le régime autoritaire n'a jamais été, comme en Pologne, accepté par la majorité de la population.

Sur le plan militant, la mise en place de conseils de travailleurs dans les entreprises en 1944-1945 prouve la vitalité des syndicats.

Ensuite des traces de gestion ouvrière demeurent dans les comités d'entreprise dépendant du syndicalisme (textes de 1959). Même si la bureaucratie, l'étatisme et un syndicalisme devenant simple rouage du parti en réduisent la portée, ces expérimentations et l'exigence d'une plus grande démocratie ouvrière sont patents avant 1968[950].

---

[948] KEMENY István *L'an-archie selon BIBÓ*, -in-Iztok, Revue libertaire sur les pays de l'Est, n°11, p.31-35, septembre 1985

[949] TAMAS Gaspar Miklos *L'œil et la main. Introduction à la politique*, Genève, Noir, 99p, 1985

[950] BÁRTA Miloš *Les conseils ouvriers en tant que mouvement social*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.03-36, septembre-décembre 1969, p.9

»

Malgré répressions et mises au pas, il reste des riches traditions démocratiques anciennes, des traces de dissidences et d'autonomie, qui parviennent à survivre aussi au sein des structures du régime.

Par exemple, au début des années 1960, le 3° Congrès des écrivains dénonce l'autoritarisme, le culte de la personnalité, et se positionne pour une libéralisation du régime.

Dans le domaine technique et scientifique, les travaux de l'équipe de Radovan RICHTA (Cf. leur synthèse de 1966 La civilisation au carrefour) ébauchent des idées de libéralisation et renouent avec un socialisme humaniste et favorable à la participation des travailleurs[951].

Comme dans tous les pays de l'Est, malgré critiques et prudence, le modèle hétérodoxe yougoslave est souvent analysé, l'autogestion parfois débattue. En 1968, avec le vent de libéralisation en cours, même le PCT - Parti communiste Tchécoslovaque, accepte de rajouter le terme dans ses textes programmatiques ! Le pouvoir en place se sent forcé d'évoluer et propose plutôt des formules de cogestion où les producteurs seraient de «*co-entrepreneurs socialistes*»[952]. Le cadre général est plutôt celui d'une évolution réformiste, à la yougoslave, qui pactiserait peut-être avec l'économie de marché ?

Mais dans cette période soixante-huitarde du «*Printemps de Prague*», ce sont surtout les mouvements sociaux d'en-bas (assemblées, grèves…)[953] qui s'expriment en faveur d'une plus grande autonomie décisionnelle[954]. Des «*comités d'initiative*», qui s'appellent ensuite «*conseils*» apparaissent durant l'été comme «*des champignons après la pluie*»[955], notamment dans l'usine Wilhelm Pieck de Prague. Leur projet autogestionnaire est sans doute un des plus pensés et avancés, l'Assemblée générale étant souveraine, et le directeur étant nommé par le Conseil d'entreprise[956].

La résistance à l'invasion soviétique les multiplie : 120 en fin 1968, ils sont peut être 500 durant l'été 1969. Ils concerneraient plus de 800 000 travailleurs (dans la moitié des entreprises industrielles du pays et dans le secteur des travaux publics), soutenus par des millions de citoyens[957]. C'est donc bien un incroyable mouvement de masse qui s'est ébranlé, même s'il ne touche pratiquement pas la partie slovaque. Le nouveau régime libéral tente de les institutionnaliser sous le nom de «*conseils d'entreprises*» dans le projet de loi de janvier 1969, mais il n'en demeure pas moins qu'ils se sont souvent constitués spontanément, en s'appuyant sur un syndicalisme devenu plus autonome vis-à-vis du pouvoir politique. Ainsi les conseils ouvriers sont propulsés par les syndicats dans les $^{2}/_{3}$ des cas[958], et les choix des délégués se font dans la plupart des cas par des élections libres, portant sur des candidats authentiquement issus des entreprises concernées.

Leurs pratiques sont éminemment démocratiques : élections représentatives, contrôle, attention portée à la réalité du lien social et productif entre le travailleur et son entreprise (au risque de marginaliser les travailleurs d'implantation récente ou extérieurs)[959]… Leurs idées

[951] MORDER Robi *Printemps de Prague*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.545-552, 2010, p.546
[952] MORDER Robi *op.cit.*, p.548
[953] BÁRTA Miloš *Les conseils ouvriers en tant que mouvement social*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.03-36, septembre-décembre 1969
[954] *Conseils ouvriers en Tchécoslovaquie*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°11-12, mars-juin 1970
[955] SLANSKY Rudolf *Les premiers pas de l'autogestion dans une usine tchèque de constructions mécaniques* -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°7, 192p, p.39-56, décembre 1968, p.39
[956] *Projet de statuts de l'autogestion des travailleurs de l'usine W. Pieck (Smichov, 29/06/1968)*,-in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°7, 192p, p.48-56, décembre 1968
[957] FIŠERA Joseph & Vladimir *Les conseils ouvriers tchécoslovaques à la pointe de l'autogestion*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°11-12, p.03-24, mars-juin 1970
[958] BÁRTA Miloš *Les conseils ouvriers en tant que mouvement social*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.03-36, septembre-décembre 1969, p.13
[959] PLÍVA stanislas *Remarques sur les statuts provisoires des conseils ouvriers*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°11-12, 268p, p.99-116, mars-juin 1970, p.103

»
sont le plus souvent en avance par rapport à celles du PCT et même des syndicats pourtant avec des cadres renouvelés.

L'autogestion, ou tout au moins le contrôle ouvrier, notamment vis-à-vis des directeurs, sont plus couramment avancés. Ils mettent en avant le rôle primordial de l'Assemblée générale comme à l'usine Pieck (article 2)[960]. Leur volonté d'indépendance (même discrète) vis-à-vis du parti et des comités syndicaux émerge donc bien ici ou là. Conscients de l'émiettement et du localisme, ils ont tenté lors d'un plénum, avec des délégués de 182 entreprises nationales[961], tenu à Plzeň (Pilsen) en janvier 1969, de mettre sur pied une coordination nationale. Les conseils sont liés au Mouvement Syndical Révolutionnaire, mais en préservant leur autonomie.

C'est sans doute pour cela que le pouvoir (allié aux occupants soviétiques) s'en prend aux «*tendances extrémistes et anarchisantes*»[962], qui forment le vrai épouvantail du socialisme d'État.

Il ne faut cependant pas se tromper : si l'autogestion semble bien visée comme objectif ultime par les militants les plus conscients, la tendance globale est sans doute restée dans un premier temps dans le cadre d'une «*co-gestion modernisatrice avec l'État*»[963]. Les conseils furent gestionnaires, démocratiques, mais rarement[964] les seuls pouvoirs exécutifs de leur entreprise ; certains eurent ce pouvoir «*intégral*», d'autres un simple droit de veto. Ils se sont surtout tournés sur les problèmes salariaux ou les conditions de travail, remplaçant en quelque sorte le syndicalisme traditionnel jugé inefficace. Ils sont assez peu représentatifs de la sociologie de l'époque : les délégués sont à plus de 96% des hommes[965] et à plus des $^{2}/_{3}$ des techniciens : femmes, ouvriers et non ou peu qualifiés sont donc fortement sous représentés. D'autre part, la moitié des délégués analysés par BÁRTAS en 1969 sont membres du PCT, leur autonomie reste donc toute relative.

Mais leur existence de fait, malgré les limites, la diversité et le modérantisme, dans un pays du bloc soviétique est un symbole fort en faveur de la résurgence des volontés émancipatrices et anti-autoritaires.

La répression et les purges les privent très rapidement de toute réalité autonome et des soutiens extérieurs (interdiction de l'Union des étudiants, dissolution de l'Union des Écrivains…). Les rares conseils restant préfèrent l'autodissolution, comme celui de Skoda en novembre 1969.

Il faudra attendre la Charte 77 pour renouer avec des vélléités d'autonomie et de dissidence.

### 6. Démocratie directe et dissidence dans la Pologne de Solidarnosc

La Pologne (République Populaire de Pologne), de par sa culture propre, au nationalisme vigoureux aux forts accents catholiques, n'a jamais été totalement intégrée au Bloc soviétique, malgré les apparences orthodoxes d'une vile bureaucratie d'État (*nomenklatura*). La richesse de son agriculture, et l'importance de sa classe ouvrière, alliée à une intelligentsia aussi critique que la tchécoslovaque, lui ont permis de promouvoir quelques

[960] *Projet de statuts de l'autogestion des travailleurs de l'usine W. Pieck*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.558-561, 2010
[961] DVOŘAK Stanislav *Les conseils ouvriers discutent d'eux-mêmes*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°11-12, 268p, p.141-158, mars-juin 1970, p.141
[962] MORDER Robi *op.cit.,* p.550
[963] FIŠERA Joseph & Vladimir *Les conseils ouvriers tchécoslovaques à la pointe de l'autogestion* -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°11-12, p.03-24, mars-juin 1970, p.15
[964] PLÍVA stanislas *Remarques sur les statuts provisoires des conseils ouvriers*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°11-12, 268p, p.99-116, mars-juin 1970, p.110
[965] BÁRTA Miloš *Les conseils ouvriers en tant que mouvement social*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°9-10, p.03-36, septembre-décembre 1969, p.19

»
attitudes autonomes, dont l'explosion du syndicat *Solidarité* est sans doute le plus beau fleuron à son apogée en 1981-1982.

Dès 1944-1945 quelques ébauches de contrôle ouvrier étaient apparues spontanément. Mais ils sont vite contrôlés par un État populaire très autoritaire. Cela n'empêche pas la persistance de pensée hétérogène et d'espoir d'autonomie, tant en milieu paysan qu'ouvrier[966].

En 1956, le soulèvement ouvrier de Poznan et «*l'octobre polonais*» s'étaient en quelque sorte joints aux mouvements hongrois pour commencer à mettre à mal l'emprise soviétique. Quelques conseils ouvriers déjà se mettent en place ; vite réprimés, ils resteront souvent de manière clandestine l'ossature d'une résistance ouvrière qui ressurgit ici ou là : ports de la Baltique en 1970, grèves d'Ursus et de Radom en 1976…

Intellectuels ou étudiants contestataires ne baissent jamais les bras, comme l'indique les manifestations du printemps 1968. Au milieu des années 1970, le *Manifeste des 59* reste une référence de la pensée indépendante, tout comme «*l'Université volante*» qui se met en place peu après.

Au sein de l'intelligentsia, des écrits remettent en cause le socialisme à la soviétique et s'inspirent d'expérience par en-bas. Le plus diffusé en occident reste l'écrit de 1964 de Jacek KURON (1934-2004) et de son compagnon Karol MODZELEWSKI (né en 1937) *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, publiée en France en 1969[967]. Marxiste critique, KURON s'était servi de ses liens avec le scoutisme, et ensuite du KOR - *Comité de Défense des Ouvriers* (*Komitet Obrony Robotników)* fondé en 1976 en réaction à la répression anti-grève, pour proposer des démarches socialistes hétérodoxes.

Mais il ne faut pas oublier l'importance d'autres intellectuels, comme par exemple le pédagogue autogestionnaire Janusz KORCZAK (1878-1942), qui reste extrêmement populaire dans son pays.

Le pouvoir, de manière édulcorée, se sent donc obligé d'inscrire quelques idées d'autogestion ou de responsabilité ouvrière dans certaines de ses productions. Mais il s'agit surtout de cogestion d'État, et de textes laissés sans réalité de terrain, comme celui sur «*l'autonomie ouvrière*» de 1958.

La montée progressive d'un syndicat de masse indépendant (peut-être 10 millions de membres), cas unique dans une démocratie dite populaire (et ailleurs), va permettre de poser le problème différemment : «*dès novembre 1980 (Solidarnošč) revendique une "autogestion authentique"*»[968] pour bien se différencier des ébauches étatiques alors en vigueur. Plus qu'un programme, il s'agit d'abord au départ d'une «*autogestion des luttes*». La théorie va s'affiner ensuite.

La «*brèche*» ouverte à des odeurs de mouvement soixant'huitard[969] et pour les anarchistes et autres libertaires, Gdansk 1981 renvoie à Cronstadt 1921. C'est le titre d'une conférence parisienne menée notamment par l'UTCL-*Union des Travailleurs Communistes Libertaires* et Daniel GUÉRIN. Il faut dire que le concept d'indépendance de Solidarnošč leur donne raison : c'est l'autonomie affirmée par rapport «*aux employeurs, au parti et au gouvernement*» et c'est en quelque sorte la revendication de l'apolitisme tel que défini par la Charte d'Amiens[970].

---

[966] BABEAU André *Les conseils ouvriers en Pologne*, Paris: A. Colin, 309p, 1960
[967] KURON Jacek/MODZELEWSKI Karol *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais* (1964), Paris: Maspero, 1969
[968] DELLA SUDDA Bruno/HARDY Jean-Pierre *Solidarnosc*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.574-582, 2010, p.575
[969] Cf. Revue Autogestions, *Pologne : la brèche ?*, Toulouse: Privat, n°05, 134p, printemps 1981
[970] BUJAK Zbigniew *Qu'est ce qu'un syndicat indépendant et autogéré ?*, -in-Autogestions, *Pologne : la brèche ?*, Toulouse: Privat, n°05, p.37-44, printemps 1981

»

Solidarnošč s'inspire de diverses expériences (éloignées ou plus proches comme 1956 et surtout décembre 1970), et s'ouvre à de multiples influences. Le KOR l'intègre en 1981 au Congrès de Gdansk et en profite pour se dissoudre, mais garde une certaine influence sur le *Comité Inter-entreprise de Formation* de Solidarnošč. Toute l'intelligentsia socialisante, humaniste ou chrétienne sociale lui apporte un soutien très large et hétéroclite. La majorité du clergé fait tout pour lui donner assistance. L'aspect massif et pluraliste du mouvement explique les grandes disparités régionales et idéologiques qui s'en inspirent, et surtout son grand pragmatisme. L'autogestion c'est plus une pratique évolutive et diversifiée qu'une idéologie de combat ; l'unité principale tourne autour de la démocratisation nécessaire du régime[971] et le respect du pluralisme.

La grande importance du syndicat reste sa volonté d'autonomie ouvrière et sa revendication autogestionnaire. Les thèses pour l'autogestion des travailleurs de mai 1981 en forment la principale expression, et proposent une «*république autogestionnaire*» qui déborde le cadre de la seule entreprise[972] en insufflant la création d'une *Fédération nationale de l'autogestion*[973].

Si l'objectif est de limiter le rôle de l'État, du parti ou du syndicat officiel, ce n'est pas cependant une réelle vision anarchiste (anti-étatique) qui se dégage. L'objectif est plus de réaliser une démocratie populaire au sens propre du terme, la plus directe et contrôlée possible, dans les instances politiques comme dans les instances économiques et culturelles.

De même, sur le plan économique, Solidarité ne veut pas tout détruire, et vise, comme parfois en Yougoslavie, à combiner au mieux la planification et l'économie de marché. On comprend mieux ainsi sa proximité avec la CFDT des années 1970.

Dans les années 1980, dans le domaine universitaire, le rêve d'une «*république universitaire autogérée*»[974] s'effondre rapidement, mais les tenants de l'autonomie et de l'autogestion résistent encore après le coup d'État. Ils tentent de maintenir des bribes de pouvoir aux Conseils d'université. Les étudiants ont acquis le droit à une représentation pluraliste dans des comités baptisés un peu trop rapidement d'autogestion.

Mais au cœur du rigide et autoritaire système soviétique, cette renaissance polonaise propose d'incontestables «*hypothèses utopiques*»[975], même si l'État a su encadrer l'autogestion dans deux textes bien corsetés votés par la Diète polonaise le 25 septembre 1981 : la loi sur Les entreprises d'État et la loi sur L'autogestion du personnel de l'entreprise d'État. Les conseils des travailleurs n'y sont opératoires que s'il y a accord avec les organes d'État[976]. Il semble bien que sur les 5886 entreprises concernées (sur 6512) en mars 1983, le rôle essentiel des Conseils soit plutôt une forme de contrôle ouvrier minimal que de pouvoir autogestionnaire autonome. Cela explique le peu d'activité de ses structures[977] qui apparaissent vite décevantes par rapport à l'utopie originelle qui a amené leur création.

Cependant pour le côté optimiste des choses, ces concessions étatiques aux idées autogestionnaires prouvent leur enracinement alors dans la société[978]. D'autre part, le maintien des structures «*conseillistes*» a permis à une minorité de maintenir de liens et de contrer

---

[971] KUCZYNSKI Waldemar *Stabilisation et réformes économiques* (octobre 1980), -in-Autogestions, *Pologne : la brèche ?*, Toulouse: Privat, n°05, p.59-70, printemps 1981

[972] SOLIDARNOŠČ *Programme. La république autogestionnaire*, Supplément à L'alternative, Paris: n°14, 1982

[973] DELLA SUDDA Bruno/HARDY Jean-Pierre *Solidarnosc*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.574-582, 2010, p.576

[974] FRYBES Marcin *L'autogestion universitaire en Pologne 1980-1984*, -in-Autogestions, *La république des experts*, Toulouse: Privat, n°18, p.101-108, 1984

[975] LOURAU René *Vers une nouvelle intelligentsia ?*, -in-Autogestions, *Pologne : la brèche ?*, Toulouse: Privat, n°05, p.77-84, printemps 1981

[976] Cf. surtout HARTMAN Jan *Incertitudes polonaises*, -in-Autogestions, *La gauche maladroite,* Toulouse: Privat, n°15, p.75-86, 1984

[977] L'article de Jan HARTMAN parle de 10 à 20% de conseils actifs, ce qui fait tout de même entre 588 et 1176 cas.

[978] SOLIDARNOŠČ *La Pologne, 5 ans après*, -in-Autogestions, Toulouse: *Les coopératives dans la crise*, Privat, n°22, p.31-40, 1985-1986

»
parfois l'autoritarisme officiel (peut-être entre 5 à 15% des conseils de 1984-1985). Après le boycott de ces structures, Solidarnošć a évolué et a choisi une forme d'entrisme.

### 7. Lames de fond en Chine populaire

Les premières mobilisations et l'apparition des premiers dissidents datent :
- de 1957 pour l'opposition de nombreux milieux intellectuels
- de mouvements spontanés et imprévus lors de la RC - «*Révolution culturelle*» de 1966-1971 : dans ce vaste règlement de compte interne, avec totale manipulation des masses, surtout les jeunes, apparaissent des grèves, des mutineries et quelques réelles tentatives pour en finir avec les autorités en place ; mais les forces de l'ordre, surtout l'armée (épargnée volontairement par la RC), les écrase partout assez rapidement. Les naïfs qui avaient cru à la réalité des mots d'ordre contre la bureaucratie laissent la vie ou leur liberté dans l'aventure.
- ces quelques réactions étudiantes et ouvrières datent surtout des années 1968-1969.

Pékin ne connaît son premier grand «*printemps*» qu'en 1978 avec des prolongements en 1979[979], même si on l'appelle officiellement le «*second printemps de Pékin*». Des jeunes, souvent du monde étudiant, manifestent spontanément, et s'en prennent au pouvoir totalitaire. C'est surtout la Bande des quatre qui est visée, mais au-delà c'est la réfutation de tout un pouvoir corrompu, d'une société sans démocratie, et d'une violence longtemps insensée et violatrice des droits des individus. La fin de la Révolution dite culturelle et la mort de MAO ont pu faire penser à une libération possible du régime. Les mots d'ordre contestataires mettent en avant l'idée de «*cinquième modernisation*», celle qui devrait proposer des réformes démocratiques. Elle a surtout été proposée par WEI Jingsheng.

Mais la répression est immédiate. WEI passe en procès en octobre 1979.

Pourtant comme dans toutes les soit-disant démocraties populaires, des manifestants ont réinventé la liberté de parole et de manifestation, et se sont dotées de structures associatives libres, bien que très temporaires. Durant cette période apparaissent des organisations nouvelles, dont La Ligue pour les Droits de l'Homme en Chine fondée par le dissident REN Wanding, pseudonyme de REN An (né en 1944). Emprisonné sous la Révolution Culturelle, il n'avait été réhabilité qu'en 1978. Il purge à nouveau 4 années, et repart au combat lors des mouvements des années 1988-1989 et subit une nouvelle arrestation en juin 1989. Libéré il tente de créer en 1998 un éphémère Parti Démocrate Chinois.

Un deuxième mouvement important marqué par de fortes manifestations éclate entre décembre 1986 et janvier 1987. Il touche surtout le monde intellectuel et surtout les étudiants.

Le plus grand mouvement spontané et contestataire (depuis 1949) couvre la période d'avril à juin 1989[980] : ce sont les nouveaux «*50 jours de Pékin*»[981]. Le mouvement dépasse la capitale, il explose partout, de manière spontanée, mais touche principalement les villes ; par exemple les manifestations de Xi'an et de Changsha ont précédé celles de la capitale. Durant cette période c'est également «*l'effervescence étudiante*» qui est la plus motivée et active, mais elle repose sur un mécontentement socio-politique large, qui touche autant les classes pauvres majoritaires (notamment les millions de migrants ruraux) et les intellectuels (particulièrement ceux liés au journalisme), sans compter les minorités ethniques (par exemple les ouigours du Nord Ouest). Les leaders sont souvent très jeunes, une vingtaine d'années, alors que ceux du mouvement de 1979 avaient en moyenne la trentaine.

[979] PINO Ángel/HUANG San/EPSTEIN L. *Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin*, Paris: Christian Bourgois, 1980
[980] PINO Ángel/HUANG San *Dossier : Le déclin de la dynastie Deng*, -in-Iztok, Paris: n°18-19, 160p, juin 1990
[981] DERON Francis *Les 50 jours de Pékin. Chronique d'une révolution assassinée 15 avril-3 juin 1989*, Paris: Christian Bourgois, 1989

»

L'autre trait marquant est l'apparition d'une «*nouvelle culture*»[982], démocratique, citoyenne, alliant traditions chinoises et humanisme universel. Elle se manifeste surtout par le renouvellement de structures collectives de lutte et de propositions : les comités apparaissent partout, certains évoquant d'ailleurs les mouvements antérieurs hors de Chine comme le «*Solidarnosc des étudiants de Beida*». On ne peut souhaiter meilleur éloge des résistants polonais. Dans la capitale se met en place une *Union autonome des citadins* et surtout une *Union provisoire des étudiants* qui cède bientôt la place à une *Union Autonome des étudiants de Pékin*.

Dans le monde du travail surgit l'équivalent le 21/04/1989 : *Union Autonome des ouvriers de Pékin.* Elle s'ouvre en fait bien au-delà de la seule capitale. Cette organisation ouvrière indépendante est une rareté dans le monde asiatique, et si au départ elle agit en soutien aux mouvements étudiants, elle acquiert très vite une capacité propre d'intervention : ravitaillement, organisation de grèves et débrayages… Sa thématique générale rejoint celle du mouvement démocratique pour «*renverser la dictature et le totalitarisme*» (Déclaration des ouvriers), mais s'axe plus profondément sur des revendications de classe et de travail, et de niveau de vie. Elle apparaît donc parfois comme une sorte de syndicat libre. On trouve son homologue dans maints villes, comme Xi'an, Hanzhou, Nanshang, Canton, Tianjin ou Shanghaï… comme en attestent les informations concernant la répression de leurs membres[983]. Cela n'est guère étonnant, d'autant que l'Union pékinoise s'est adressée par Manifestes (reproduits dans le dossier cité) tant aux ouvriers du monde entier (Adresse aux ouvriers de tous les pays) qu'à leurs compatriotes de toute la Chine (Adresse aux compatriotes de tout le pays) et d'ailleurs (Adresse aux compatriotes d'Outre-mer). Cette volonté solidaire, d'auto-organisation démocratique, de liens horizontaux avec d'autres lieux… n'est pas sans nous rappeler la Commune de Paris : même volonté de tout assumer, et de le faire dans l'urgence tant le régime en place et son armée sont menaçants.

Depuis Hong Kong la solidarité est coordonnée par *le Comité des citoyens pour le soutien au mouvement patriotique et démocratique.* À Paris les étudiants chinois s'appuyent sur la *Maison de la Démocratie.* Réfugié juste après les évènements, YAN Huai dirige la *Section Française de la Fédération pour la démocratie en Chine* qui popularise le mouvement et essaie de porter secours aux internés. Cette fédération est présente dans plus de 10 pays dès l'année 1989[984]. L'Union autonome des Ouvriers de Chine en exil tente de maintenir la flamme et se réfère nettement à la tradition des syndicats libres, comme ceux de l'ex-URSS ou Solidanosc en Pologne[985].

Lors des affrontements sur Tian'anmen les manifestants se sont constitués en groupe d'autodéfense, appelé pompeusement *Quartier général de la défense*, dont la jeune CHAI Ling était responsable[986].

Manifestations, grèves, pétitions et déclarations, émeutes, grèves de la faim… fleurissent un peu partout et évoquent une Révolution culturelle réellement spontanée cette fois. Même la presse officielle est forcée d'y faire parfois allusion tant l'ampleur est phénoménale. La manifestation de Pékin du 27 avril 1989 est la plus importante qu'ait connue la capitale depuis 1949. Celle du 4 mai toujours à Pékin concernerait plus de 80 établissements

---

[982] Cf. le bel article de HUAN Linshan *La lutte entre une ancienne et une nouvelle culture*, -in-Iztok, *Le déclin de la dynastie Deng*, Paris: n°18-19, 160p, p.125-129, juin 1990

[983] Cf. le riche dossier de PINO Ángel *Les ouvriers de Pékin ont commencé à s'organiser. Notes pour servir à l'histoire de l'Union autonome des ouvriers de la capitale*, -in-Iztok, *Le déclin de la dynastie Deng*, Paris: n°18-19, 160p, p.81-124, juin 1990

[984] Cf. YAN Huai *«Nous sommes tous des ennemis du pouvoir». Entretien avec YAN Huai*, -in-Iztok, *Le déclin de la dynastie Deng*, Paris: n°18-19, 160p, p.151-157, juin 1990

[985] UNION AUTONOME DES OUVRIERS DE CHINE EN EXIL *Pour la fondation d'une section de l'Union autonome des ouvriers de Chine en exil. Esquisses programmatiques*, -in-Iztok, *Le déclin de la dynastie Deng*, Paris: n°18-19, 160p, p.158-160, juin 1990

[986] CHAI Ling *Je suis CHAI Ling… Je suis toujours vivante*, -in-Iztok, *Le déclin de la dynastie Deng*, Paris: n°18-19, 160p, p.68-74, juin 1990

»
scolaires, et mobiliserait environ 200 000 personnes ; elle est appuyée dans de nombreuses autres villes, y compris à l'étranger. À la mi-mai plus de 2 millions de personnes manifestent dans tout le pays.

Les évènements de 1989 sont ambigus vus de l'extérieur, car par sincérité ou par tactique, bien des manifestants évoquent HU Yaobang le leader déchu, brandissent le portrait de MAO ou chantent l'Internationale. Tous les textes évoquent des demandes partielles, pragmatiques (par exemple la liberté de la presse, la convocation d'une vraie Assemblée nationale populaire…) mais leur généralisation et l'intensité des demandes font que l'ensemble devient vite détonnant.

Les insurgés et dissidents développent donc un authentique soulèvement populaire libertaire et démocratique, matiné de fierté patriotique et de volonté d'une légalité enfin généralisée : «*Vive la liberté ! Vive la démocatie ! Vive le peuple ! Vive la légalité !*». «*Après un siècle de sommeil, le peuple se réveille*»[987]. D'autres textes s'en prennent à «*l'autocratie*», à la «*tyrannie*», à la «*dictature*» et aux «*privilèges*».

Le régime l'a bien compris et à tout mobilisé pour l'anéantir. La loi martiale, l'enrôlement pro-régime de nombreux paysans, la répression et la censure… écrasent vite le mouvement.

Les échos (surtout ceux du massacre de début juin) et les photos de la place Tian'anmen demeurent encore aujourd'hui comme un superbe symbole de liberté.

En 2011, en lien avec l'effervescence démocratique qui bouleverse tout le monde moyen-oriental, notamment les pays de culture arabe ou berbère, et souvent majoritairement islamiques, la Chine connaît des vélléités de mobilisations. Elles sont souvent menées par des anciens des mouvements précédents comme l'écrivain dissident CHEN Wei, un des leaders de 1989. Il avait déjà connu la prison à plurieurs reprises. La peur de la Chine de voir se généraliser le «printemps arabe» a conduit à une répression sévère et immédiate : ainsi CHEN Wei est condamné à 9 ans de prison par le tribunal de Suining (Sichuan).

## M. LES ESSAIS DE VINOBA BHAVE EN INDE. DANS LA LIGNEE DE THOREAU, TOLSTOÏ ET GANDHI…

### 1. Traces libertaires indiennes en fin du XIX° -début du XX° siècle

Avant GANDHI le penseur Swami VIVEKANANDA (1863-1902) affirmait en 1899 que « *viendra le temps où s'instaurera la puissance des travailleurs en tant que tels. Il ne s'agit pas pour les travailleurs de prendre la place des capitalistes et des gouvernants actuels ; il faut que les travailleurs sur la base d'un mode d'expression et d'activité qui leur soit propre dirigent tous les pays de l'Union. Le socialisme, l'anarchisme, le nihilisme… sont les porte-drapeaux de cette révolution* »[988].

Vers 1900, sous l'initiative du proudhonien Ananda COOMARASWAMI, plusieurs militants se positionnaient également pour soutenir une société égalitaire de petits producteurs libres.

Jiddu KRISHNAMURTI (1895-1986) s'apparente lui à un mixte entre STIRNER et TOLSTOÏ. Dans les années 1920 il réfute toutes les croyances et les dogmes et développe des idées libertaires en pédagogie et libération de soi qui vont connaître une belle renommée après les sixties[989].

---

[987] RABUT Isabelle *Kouhao et Biaoyu. Choix de slogans du mouvement démocratique à Pékin*, -in-Iztok, *Le déclin de la dynastie Deng*, Paris: n°18-19, 160p, p.51-60, juin 1990, p.54

[988] Cf. *Histoire Générale du Socialisme*, Vol.II, Paris, PUF, 1974

[989] Cf. ANTONY Michel *7. d) La pédagogie libertaire de Jiddu KRISHNAMURTI*, -in-*VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension, B. Essais utopiques libertaires surtout pédagogiques : des « utopédagogies »*, Magny Vernois, fichier sur le même site, 1° édition 1995, 144p, novembre 2011

»

## 2. GANDHI un «anarchisme non-violent» (CERVERA-MARZAL) :

En Afrique du Sud d'abord, puis en Inde des germes libertaires se fondent dans la pensée de Mohandas Karamchand GANDHI (1869-1948), via THOREAU et surtout TOLSTOÏ que le mahatma lisait, et qu'il reconnaît comme source primordiale de sa conception du monde. Il crée même un ashram vers Johannesburg qu'il nomme Ferme TOLSTOÏ.

Ces influences libertaires lui permettent de déclarer en juillet 1932 dans « *Young India* » que « *dans l'État idéal, il n'y a pas de pouvoir politique, car il n'y a pas d'État* »[990]. Son idéal est celui «*d'un état d'anarchie éclairée*» où «*chacun serait son propre maître*»[991]. NEHRU disait que GANDHI est «*un rebelle-né dont la philosophie était plus ou moins celle d'un anarchiste*»[992] et GANDHI lui-même affirmait que «*ce qui ressemble le plus à l'anarchie parfaite serait une démocratie fondée sur la non-violence*»[993]. Cette «*horreur de l'État*»[994] est pour l'article de CERVERA-MARZAL le premier grand axe de rapprochement entre anarchisme et non-violence gandhienne. GANDHI semble effectivement réinjecter dans le monde moderne la vision radicalement anti-étatiste de l'anarchisme, puisqu'il affirmait que « *l'État est la violence en forme concentrée et organisée* ».

Contre l'État centralisé et bureaucratique, il préconisait, en vrai libertaire, une fédération reposant sur les pratiques d'autonomie de ses composantes, et sur la valorisation de l'entraide et de la coopération, ce qui le rattache cette fois au message kropotkinien. Le fédéralisme gandhien «*qui repose sur la communauté de villages*» est également pour Manuel CERVERA-MARZAL le 3° grand point de rapprochement d'avec l'anarchisme. Les villages mettraient sur pied une forme d'autogestion administrative qui englobe tous les aspects de la vie sociale, éducation, sécurité, services publics de tout type, etc. L'objectif citoyen et participatif suppose de faire agir et décider, de bas en haut, la totalité de la communauté.

Le courant de résistance, de désobéissance civile, de non-violence (« *ahimsa* »), est donc rattaché à l'anarchisme non-violent et à tous les mouvements de résistance civile et/ou civique. Cette forme d'action (le *satyagraha - force de la vérité* en hindi) se veut cohérente avec l'objectif annoncé de société libérée et permettant la liberté de tous ses membres. Cette cohérence entre moyens et fin rattache également GANDHI à l'anarchisme pour CERVERA-MARZAL. L'action gandhienne est d'abord lancée massivement pour contrer les mesures de fichages du gouvernement britannique entreprises vers 1906 dans tout le Transvaal ; GANDHI lui-même est emprisonné en 1907. En 1915, de retour en Inde, il applique principes et méthodes dont il a pu contrôler l'efficacité en Afrique du Sud, puisque le mouvement du *satyagraha* a forcé vers 1914 l'occupant britannique à jeter un peu de lest. Mais il faut attendre l'après guerre pour que le mouvement s'étende et se généralise : première grande campagne de résistance non-violente (*satyagraha*) en 1919. Il renouvelle l'action en 1920-1921, et à nouveau en 1930.

Enfin toute sa pratique militante est un hommage et une résurgence de la tradition d'action directe de l'anarcho-syndicalisme. Sa doctrine de résistance non-violente[995], dite *satyâgraha*, qui repose sur le double sens de « *vérité* » et de « *force* », justifie la détermination[996].

---

[990] BRETON Roland *La culture libertaire n'appartient-elle qu'au Nord ?*,-in-*La culture libertaire*, Lyon, ACL, 1997
[991] Cité par CERVERA-MARZAL Manuel *GANDHI de l 'antilibéralisme à l'anarchisme non-violent*, -in-Réfractions, *Indignations… Occupations… Insurrections…*, Paris: n°28, p.125-141, printemps 2012, p.125
[992] Cité par LASSIER Suzanne *GANDHI et la non-violence*, Paris: Seuil, 2000, p.132
[993] Cité par CERVERA-MARZAL Manuel *GANDHI de l 'antilibéralisme à l'anarchisme non-violent*, -in-Réfractions, *Indignations… Occupations… Insurrections…*, Paris: n°28, p.125-141, printemps 2012, p.134
[994] CERVERA-MARZAL Manuel, 2012, *op.cit.*, p.134
[995] Cf. GANDHI *Résistance non-violente*, Paris, Buchet-Chastel, 2007
[996] SHEEHAN Seán M. *Ripartire dall'anarchia. Attualità delle idee e delle pratiche libertarie*, Milano, Elèuthera, 176p, 2004, p.120

»

On peut donc réévaluer les idées gandhiennes, dans une vision pré-autogestionnaire des mouvements sociaux, surtout autour du concept de « *swaray* » ou « *swaraj* »[997]. En Italie, Mauro ORRÍCO fait de ce concept une sorte de synonyme d'autogestion et d'auto-gouvernement[998].

Il ne faut cependant pas faire de GANDHI un anarchiste dans tous les sens du terme. Il est profondément religieux, même s'il se montre souvent fort hostile à l'organisation des religions. Il accepte l'économie de marché (car préférable au centralisme du socialisme autoritaire) et reconnaît le droit à la propriété privée «*comme un moindre mal*»[999], même si lui-même a la force et la volonté de la refuser. Certains de ses actes et slogans doivent également beaucoup à son sens de l'opportunité et de la diplomatie. Dans sa propre famille, les enfants et proches sont souvent quasi-obligés de suivre une voie étroite, non choisie, très spartiate : nourriture basique et pauvre, végétarisme draconien, habillement simple, abstinence sexuelle, anglophobie trop systématique… Cet autoritarisme, disons domestique, se retrouve également dans la vie publique, GANDHI reconnaissant le rôle essentiel des leaders, dont lui-même.

### 3. Vinova BHAVE et une première forme d'horizontalisme

Dans les années 1960, le mouvement ***Sarvodaya,*** lié à Vinoba BHAVE (1895-1982) et à Jayaprakash NARAAYAN, reste éloquent, puisque dans certaines régions d'après Henri ARVON un village sur 5 l'aurait adopté[1000]. Sans attache particulièrement nette avec l'anarchisme, ce mouvement de communautés artisanales se trouve plutôt à l'aile gauche, parfois libertaire, du Parti du Congrès ou plus exactement dans l'aile radicale de ceux qui se réclament des idées de GANDHI. Il entre dans la tradition de la non-violence active qu'a popularisée GANDHI. Mais de nombreuses analyses en milieu libertaire classent BHAVE dans le mouvement anarchiste ou anarchisant et des revues prestigieuses comme *The Raven* (Royaume Uni), *Reconstruir* (Argentine) ou *Volontà* et *A Rivista anarchica* (Italie) prolongent cette réflexion. Le poète étatsunien Karl SHAPIRO (1913-2000) fait de GANDHI et de BHAVE ses maîtres à penser[1001].

C'est en 1951 qu'est créé ***Seva Sang*** (Assemblée pour le service de tous). Une certaine redistribution des terres est immédiatement entreprise. Les principaux axes de ces collectifs indiens se fonderaient donc sur le mouvement du ***bhudan*** (don de la terre) et sur celui du ***gramdan*** (forme de coopérative ou communauté villageoise). La non violence reste le pivot de ce mouvement, et c'est sans doute ce qui intéresse Lanza DEL VASTO quand il étudie Vinova BHAVE[1002]. Karl SHAPIRO le note également, la pertinence de l'action de BHAVE et de ses proches tient au fait qu'il n'humilie pas l'adversaire (les grands exploitants notamment), la fermeté des demandes et les exigences sociales n'excluant pas le respect.

« *L'assembléisme* » démocratique qui caractérise ces communautés permet également de les comparer avec des mouvements plus nettement libertaires, surtout lorsqu'en 1977 une bonne partie des membres refusent de participer aux élections indiennes.

C'est ce que fait l'anarchiste japonais Taiji YAMAGA (1892-1970) qui rencontre BHAVE dans les années 1960. Il est lui-même membre de *l'Internationale des Résistants à la Guerre* d'inspiration « *néo-gandhiste* ». En bon libertaire, il rapproche les communautés indiennes des kibboutz israéliens ou des collectivités espagnoles des années 1930.

Cependant le mouvement est jugé trop réformiste et gradualiste pour les anarchisants indiens favorables à une action directe collective plus violente ou plus déterminée. Ces « *gentle*

---

[997] COX Peter *Re-evaluating GANDHI: Swaraj and Swadeshi in 'Environmental' Activism*, Equinox publishing, Vol.9, Issue 1, p.105-123, april 2004

[998] ORRÌCO Mauro *Pillole anarchiche*, Roma, Malatempora, 120p, 2005, p.28

[999] Cité par CERVERA-MARZAL Manuel *GANDHI de l 'antilibéralisme à l'anarchisme non-violent*, -in-Réfractions, *Indignations… Occupations… Insurrections…*, Paris: n°28, p.125-141, printemps 2012, p.129

[1000] ARVON Henri *L'anarchisme au XX° siècle*, Paris, PUF, 1979

[1001] SHAPIRO Karl *On the revival of anarchism*, -in-Liberation, n°5, feb.1961

[1002] DEL VASTO Lanza *Vinova o la nueva perigrinación* Buenos Aires, 1957

»
*anarchists* »[1003] sont donc partiellement rejetés. C'est la position de Jayapa KASK NARAYON[1004].

### 4. L'anarchisme religieux de KRISHNAMURTI

À la pensée « *anarchiste religieuse* »[1005] indienne on peut ajouter les écrits d'Uppaluri Gopala KRISHNAMURTI (1918-2007) qui se présente avant tout comme un « *anti-gourou* ». Il s'est souvent dressé contre les institutions sclérosées, les rituels trop stéréotypés (il aurait refusé par avance tout rituel pour sa propre mort), les religions autoritaires et les pensées systématiques qui s'autoalimentent et s'auto-justifient au point de réfuter toutes les autres de manière totalitaire (il parle même de pensée « *fasciste* » !)… Ses positions le font parfois apparaître comme « *terroriste spirituel* » ou « *nihiliste* ».

Refusant dogmes et préjugés, il inspire un salutaire courant rebelle au sein de l'hindouisme, mais ses disciples se sont souvent trouvés sur le continent européen où il a passé l'essentiel de sa vie (Suisse, RU et surtout Italie où il meurt).

Avec sa vision de L'état naturel, il se rapproche peut être du primitivisme étatsunien, va même jusqu'à avancer Federico BATTISTUTTA. Refusant tout droit de propriété sur sa pensée et donc ses livres, il se rapproche du mouvement du « *Copy left* » et du « *free* » sur l'internet.

## N. FRANCE 1968 : UNE NEO-UTOPIE LIBERTAIRE EN ACTE ?

« *Soyez réalistes, demandez l'impossible !* » Censier
« *L'imagination prend le pouvoir* » Sciences Po
« *Le rêve est réalité* » Censier
« *Je décrète l'état de bonheur permanent* » Sciences Po

«*68 n'est d'aucune Église…*
*68 a été un souffle de liberté et de passion antiautoritaire…*»
Pino BERTELLI *Insurgiamo !* 2012[1006]

« *En tant qu'organisations, les différents groupes gauchistes n'ont ni prise ni influence sur les évènements* » note de manière bien excessive Isabelle SOMMIER[1007] qui inclut les anarchistes dans ces mouvements, ce qu'eux-mêmes réfutent d'ailleurs. Très réduits ils n'en sont pas moins présents dans certaines initiatives connues, à Strasbourg, à Nanterre, à la Sorbonne ou à Saint Nazaire par exemple, et bien sûr également dans quelques usines comme le cas de ma région montbéliardaise le confirme. Mais ils ont le plus souvent «*pris le train en marche*» et sont comme les autres organisations «*tombés sur le cul*» devant l'explosion du mouvement, comme le note à juste titre Maurice JOYEUX pour la FA[1008].

Il est vrai qu'en mai 1968, dans le cas français, on peut noter la rareté des anarchistes « *estampillés* », et au contraire l'apparent triomphe de la mythologie révolutionnaire marxiste et de ses avatars : les vrais héros seraient MARX, MAO et surtout le « *Che* » GUEVARA tué en 1967 et en train de devenir un martyr, et un symbole passe-partout, mondialement reconnu. À part Nanterre, et de rares localités de province, « *l'anarchisme organisé n'a pas vraiment eu une grande influence sur mai 1968* »[1009] reconnaît Jean-Pierre DUTEUIL. Dans les entreprises,

---

[1003] OSTERGAARD Geoffrey *The gentle anarchists : a study of the leaders of the Sarvodaya movement for non-violent revolution in India* New York, Oxford UP, 1971
[1004] Cf. A Rivista anarchica n°168, 1989
[1005] BATTISTUTTA Federico *L'anarchismo religioso di U. G. KRISHNAMURTI*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.38, n°337(6), p.99-100 & p.114, estate 2008
[1006] BERTELLI Pino *Insorgiamo! Insurgiamo! L'insurrezione nell'epoca del social network*, Bolsena: Massari, 128p, 2011, p.73
[1007] SOMMIER Isabelle *Les gauchismes*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.295-305, 2008
[1008] JOYEUX Maurice *Mai 68… sous les plis du drapeau noir*, -in-Le Monde libertaire, Paris: juin 1988
[1009] DUTEUIL Jean-Pierre *Intervista* con JARRY Éric, -in-Bolletino Archivio G. PINELLI, Milano, n°13, p.19-26, agosto 1999, p.25

»
le beau livre de Xavier VIGNA sur *L'insubordination ouvrière* n'évoque quasiment jamais les libertaires, sauf quelques traces d'anarcho-syndicalisme (Vendée), et après mai la tendance «*anarcho-maoïste*» surtout incarnée par la GP-Gauche prolétarienne

C'est le grand paradoxe de 1968 qui fait survivre des mouvements autoritaires archaïques alors que les évènements apparaissent à l'époque et encore plus au fil des ans comme foncièrement libertaires : «*un instant de feu*», un éclair note LE BRIS[1010], « *une éruption juvénile, libertaire, hédoniste, antiautoritaire* » écrit le couple ROTMAN sans craindre schématismes et répétitions[1011]. Un renouveau de l'utopie libertaire, qui clot le cycle mortifère engendré par l'échec de la révolution espagnole, développe Daniel BARRET[1012]. Et pourtant ces évènements utilisent parfois les oripeaux des socialismes les plus autoritaires ; l'illusionnisme politique va faire croire à (presque) toute une génération que la Chine maoïste est une utopie libertaire et que le Che était un antiautoritaire. Même si à la Sorbonne un révolutionnaire inspiré écrit que « *GODARD est le plus con des suisses pro-chinois* ». Au moment où on redécouvre la makhnovtchina, les collectivités aragonaises de 1936 ou la révolte de Cronstadt écrasée sans pitié sur ordre de TROTSKY, le trotskisme ose se présenter comme le symbole du renouveau. En 2008 Dany COHN BENDIT nous rappelle à juste titre que « *Les groupes autoritaires gauchistes à l'idéologie totalitaire, étaient relativement nombreux. Mais ce qui se passait dans les rues était en contradiction totale avec cette surdétermination idéologique des maoïstes, trotskistes et même de la nôtre, les libertaires… Les minorités politiques étaient complètement imprégnées d'une conception passéiste de la prise de pouvoir. Cela n'intéressait pas la majorité des gens qui étaient dans la rue* »[1013]. Judith REVEL[1014] confirme en mai 2008 : la victoire ne se résume pas à la prise du pouvoir, et justement si mai 68 est si important, c'est que l'échec politique final (en terme de pouvoir) n'efface pas la rupture (révolution ?) culturelle et sociale qui se produit alors.

Le paradoxe entre cette incroyable liberté qui naît et qui s'exprime, et le maintien de groupements rigides, archaïques s'inspirant d'idéologies d'un autre âge (notamment les différentes sectes marxistes, anciennes et nouvelles, dont l'UEC – *Union des Étudiants Communistes* fait partie) est bien décrit, presque à chaud (1970), dans *Derrière la vitre* de Robert MERLE dont toute la trame se déroule sur la seule journée du 22 mars à Nanterre.

D'autre part, ce mouvement libertaire s'accompagne également d'une tendance de fond « *moderniste* »[1015], d'adaptation intelligente au capitalisme, intéressante pour son rejet des archaïsmes et d'une hiérarchie sclérosée, mais qui brouille les cartes et empêche de concevoir 68 uniquement en sens libertaire au sens strict du terme. La confusion ressort également du fait que le terme libéral, au sens large, est tout à la fois positif (sur le plan des mœurs par exemple) et figé (comme schématique synonyme de capitalisme).

Jean-Claude CARRIÈRE reconnaît cette dualité de l'époque, puisque pour lui « *l'utopie parisienne de 1968 hésitait entre une anarchie délibérée (le drapeau noir) dont nous cherchions quelques exemples dans la Catalogne des années 1930, et le soviétisme broyeur dont les illusions se dissipaient difficilement* »[1016].

### 1. 1968 ici et ailleurs… Les riches années 1960-1970

Avant d'aborder le cas français, il convient de rappeler que le mouvement de 1968 est un mouvement global qui touche toutes les sphères politiques mondiales dans la période 1967-

[1010] LE BRIS Michel *Le paradis perdu*, Paris: Grasset-Figures, 370p, 1981, p.28
[1011] ROTMAN Charlotte & Patrick *Les années 68*, Paris, Seuil, 344p, 2008, p.239 et 245
[1012] BARRET Daniel (SPÓSITO Rafael) *Los sediciosos despertares de la anarquía*, Buenos Aires: Libros de Anarres - Nordan Comunidad - Terramar ediciones, Colección Utopía Libertaria, 272p, 2011, p.24
[1013] Cf. Nouvel Observateur, Paris, p.20, 27 mars-2 avril 2008
[1014] *Mai L'héritage*, Libération, Paris, 24 & 25 mai 2008, p.III
[1015] STERN Henri *Mai 68, refus total ou récupération ?*, -in-Interrogations, Paris, n°3, juin 1975
[1016] CARRIÈRE Jean-Claude *Les années d'utopie 1968-1969*, Paris, Plon, 2003, p.76

»
1970, et qui renoue avec toutes les explosions plus ou moins libertaires du passé, puisqu'il est à la fois un «*renouveau*» et une «*continuité*» comme le notre à juste titre Daniel GUÉRIN[1017].

Rappelons quelques exemples internationaux :

- **Allemagne occidentale (RFA)** : révolte surtout de la jeunesse, des étudiants, et montée d'une mouvance anti-autoritaire. Une dégénérescence terroriste perdure une bonne dizaine d'années.
- **Argentine** : montée du syndicalisme alternatif et antipéroniste avec la *CGT de los Argentinos* en mars 1968 ; mouvement culturel et artistique de 1968 ; *Cordobazo* de mai 1969 qui touche différentes villes et pousse à des grèves nationales… Le mai français, le guévarisme et l'action internationaliste (Vietnam, Algérie…) forment un mélange pluriel et ambigu[1018].
- **Chine (RPC)** : mouvement contestataire, mené par la jeunesse estudiantine surtout à Pékin avec la grande répression de 1969. Et mythe persistant d'une révolution culturelle alors mal comprise.
- **États-Unis** : permanence des mouvements contre la guerre malgré un retrait progressif des ÉU ; mouvements des quartiers pauvres et des ghettos ; radicalisation du mouvement noir, avec les Black Panthers ; poings levés aux jeux olympiques de México.
- **Italie** : mouvement surtout en 1969-1970 avec l'automne chaud. Les tentations putschistes d'extrême-droite empêchent pendant longtemps une lecture en clé libertaire, pourtant illustrée par les mouvements du Nord (VALPREDA, PINELLI…) et les résistances libertaires dans le Mezzogiorno.
- **Japon** : montée du mouvement étudiant et de groupements radicaux ; redécouverte du passé libertaire japonais.
- **Kosovo** : mouvement autonomiste et antiserbe.
- **Mexique** : mouvement surtout étudiant durement réprimé dans la Place des 3 Cultures à México DF. = massacre de Tlatelolco.
- **Pays Bas** : prolongement du phénomène Provo apparu dès 1965 (le Nederland est précurseur), notamment à la mairie d'Amsterdam. Essor des idées des squatteurs, les futurs Krakers et Kabouters.
- **Pérou** : coup d'État réformateur, réforme agraire, appui de mouvements populaires…
- **Tchécoslovaquie** : résurgence d'une volonté démocratique et conseilliste à Prague en 1968.
- **Yougoslavie** : divers mouvements, notamment d'étudiants et enseignants, souhaitent généraliser l'autogestion et obtenir plus d'autonomie ; ils sont parfois liés à la revue Praxis (1964-1975)

### 2. Quelques appuis et antécédents anarchistes et libertaires en France

Des traces anarchistes réapparaissent un peu partout, le plus souvent hors des organisations traditionnelles, même si certaines se font connaître. Les études sur l'anarchisme réapparaissent et sortent enfin du sensationnalisme et de l'omniprésence des «*bandits tragiques*». On doit rappeler les très nombreux écrits du libertaire canadien George WOODCOCK (1912-1995) ; son *Anarchism. A history of libertarian ideas and movements* date de 1962 et vient juste d'être traduit en italien par Feltrinelli en 1966. L'historien britannique James JOLL (1918-1994) publie *The Anarchists* en 1964. Le français Jean MAITRON (1910-1987) multiplie les études, largement entreprises depuis 1951 avec *Histoire du mouvement anarchiste en France* ; sa tribune principale est la revue *Le Mouvement social*. Le sociologue proudhonien Georges GURVITCH (1894-1965) fait beaucoup pour relancer les analyses autogestionnaires etrevoir les soviets en sens libertaire. Daniel GUÉRIN (1904-1988) ouvre vraiment les études générales et mondiales sur la pensée et les mouvements libertaires en dépassant l'anarchisme au sens restreint du terme ; son *L'anarchisme de la doctrine à la*

[1017] GUÉRIN Daniel *Mai, une continuité, un renouveau,* -in-Pour un marxisme libertaire, Paris: Laffont, p.261-266, 1969 & *Pour le communisme libertaire* (1984), Paris: Spartacus, série B, n°164, p.163-167, février 2003

[1018] Cf. le bel article de TARCUS Horacio *« Le « Mai argentin » Des lectures de la Nouvelle gauche jusqu'au Cordobazo »,* -in-Matériaux pour l'histoire de notre temps, BDIC, n°94, p. 85-92, 2, 2009

»
*pratique* publié en 1965 connaît une retentissante réédition en 1968. Depuis les Pays Bas Arthur LEHNING (Paul-Arthur MÜLLER LEHNING 1899-2000) sort les prestigieuses *Archives BAKOUNINE* depuis 1961, dans une austère et rigide couverture bleue sombre. En 1967 Simone DEBOUT-OLESKIEWICZ publie après un siècle et demi de retard le *Nouveau Monde Amoureux* de Charles FOURIER ; s'il est un texte emblématique de la révolte individuelle, jouissive et antiautoritaire, c'est bien celui-ci ; Daniel GUÉRIN le comprend bien et va sortir bientôt des extraits fouriéristes qui vont contribuer à populariser l'auteur. Si WOODCOCK ou MAITRON sont pessimistes sur un futur de l'anarchisme, de jeunes intellectuels se rebiffent, comme Tomás IBÁÑEZ qui en 1964, dans l'article *Perspectives anarchistes* publié dans la revue *Action libertaire*, critiquent ce pessimisme ; IBÁÑEZ note même que le néocapitalisme engendre notamment dans la jeunesse un rejet de tout «*modèle hiérarchique*», et annonce même une crise profonde, qui ne sera pas seulement économique, mais aussi «*psychologique*» (terme assez mal choisi pour désigner sans doute les aspects sociétaux). C'est un des rares textes anarchistes qui anticipent un peu 1968[1019].

Bien des manifestations libertaires sont spontanées et ne se rattachent pas à une ou l'autre des structures du mouvement. Mais certains groupes ou quelques personnalités ont joué un rôle évident.

L'organisation traditionnelle, la FA ou FAF-*Fédération Anarchiste Française,* compte peu en 1968. Elle est surtout dominée (de manière un peur fermée et parfois dogmatique), par l'équipe de Maurice JOYEUX (1910-1991), notamment le Groupe Louise Michel, et par les individualistes. Elle va connaître de multiples départs.

Ainsi, d'abord dans, puis hors de la FA après 1964, l'UGAC - *Union des Groupes Anarchistes Communistes* fondée en 1960, entretient des ponts avec divers courants politiques et développe largement les idées autogestionnaires, avant leur apogée post-soixante-huitarde. Cette ouverture est mal vécue par les puristes et orthodoxes de tout poil, alors qu'au contraire c'est un critère qui fait de l'UGAC une organisation anticipant un peu l'esprit de mai. Guy BOURGEOIS (1922-2004), sur la Bourgogne et l'Est (et surtout à Mâcon) a une certaine influence, acquise notamment à l'époque des réseaux de porteurs de valise contre la guerre d'Algérie, mais aussi par ses liens avec la Libre Pensée, la franc-maçonnerie, les Maisons de jeunesse... Il a animé la revue *Le Libertaire de Mâcon* dans les années 1950. C'est à lui qu'on s'adresse pour tenter des coordinations, et il répond toujours présent, avec un esprit ouvert et pluriel. Bon connaisseur du mouvement anarchiste et de l'autogestion yougoslave, il sait appuyer de nombreux mouvements novateurs et va influencer bien des libertaires sur Besançon pendant les diverses épopées où les LIP sont au premier plan. *Perspectives anarchistes-communistes* (plus tard TAC - *Tribune Anarcho-Communiste* qui perdure jusque dans les années 1990) est une revue de grande qualité, mais très marginale pour sa diffusion. En 1966 l'UGAC a sorti une *Lettre au mouvement anarchiste international* qui connaît une bonne renommée en 1968[1020] ; je me souviens de sa belle diffusion dans la librairie MASPÉRO du Quartier Latin, et des discussions qu'elle occasionnait dans diverses soirées.

Dans *La Voie communiste* (1958-1969), animée notamment par le marxiste hétérodoxe Denis BERGER (1932-2013) se cotoient libertaires et militants marxistes, liés à l'époque par un anticolonialisme bien enraciné.

Sorti de la FA depuis 1967 l'alsacien René FUGLER (dit René FURTH, né en 1934) anime la revue *Perspectives anarchistes,* qui connaît 9 numéros entre décembre 1966 et mars

[1019] IBÁÑEZ Tomas *Perspectives anarchistes* (1964), -in-IBÁÑEZ Tomás *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*, Paris: Rue des Cascades, 200p, p.31-36, 2010
[1020] UGAC *Lettre au mouvement anarchiste international*, Paris, Les Amis de Bakounine, 70p, 1966

»
1972. Il est célèbre pour son texte clarificateur mais non sectaire de 1967 : *Formes et tendances de l'anarchisme*.

Cette courte brochure compte presqu'autant que celle de Maurice FAYOLLE (1909-1970) parue en 1965 : *Reflexions sur l'anarchisme*. Organisateur (son *De l'organisation anarchiste* est de 1963) il se heurte aux individualistes au sein de la FA, et anime depuis 1967 une tendance appelée à un bel avenir lorsqu'elle prendra son indépendance en 1970 : l'*Organisation révolutionnaire anarchiste* (ORA).

Entre 1950 et 1968 les *Cahiers de Contre-courant* relancent des thématiques oubliées, mais souvent en concordance avec l'air du temps : pédagogie libertaire, libre sexualité… Francisco FERRER, Madeleine PELLETIER, Jeanne HUMBERT, Sébastien FAURE ou E. ARMAND peuvent à nouveau être revendiqués.

Le groupe qui est le plus symbolique du renouveau anarchiste est uni autour de la revue *Noir et Rouge* (46 numéros de 1958 à 1970), publiée par des anciens des GAAR - *Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire*, depuis avril 1956. Bien des membres de l'UGAC y ont appartenu. Les GAAR se sont détachés de la FCL en décembre 1955. Au milieu des années 1960 il est lié aux CLJA - *Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes* et au LEA, notamment sur Nanterre (Cf. ci-dessous). Revue de grande qualité, elle renoue elle aussi avec le conseillisme libertaire, l'autogestion[1021] et la tradition des collectivités espagnoles. Un de ses principaux animateurs est l'artiste et militant Christian LAGANT (1926-1978), qui disparaît fin 1978 (suicide ?). Comme l'UGAC, *Noir et Rouge* est un mouvement résolument anarchiste, mais théoriquement ouvert, contribuant un peu au rapprochement entre anarchisme et conseillisme, et souvent iconoclaste par rapport aux orthodoxes de la FA.

La LEA-*Liaison Étudiante Anarchiste*, apparaît en octobre 1963 à partir d'initiatives de militants plutôt ancrés à La Sorbonne ; c'est surtout en 1968 que le groupe de Nanterre domine. Parmi les fondateurs, Tomás IBÁÑEZ membre de la FIJL, et Richard LADMIRAL de *Noir et Rouge*.

Ce même mois d'octobre 1963 est créé le CLJA - *Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes*, avec toujours une forte présence de Tomás IBÁÑEZ. Il s'éteint en 1968.

FIJL, CLAJ et sans doute LEA ont contribué à la réussite à Paris de la *Rencontre internationale des jeunes anarchistes* des 16-17/04/1966, avec la représentation de 7 pays.

C'est dans cette mouvance des jeunesses, avec l'aide théorique de Tomás et l'art graphique de René DARRAS que va sortir en fin 1963-début 1964 le fameux A cerclé qui peu à peu va symboliser toute la mouvance anarchiste, libertaire et bien au-delà[1022]. La proposition en est faite publiquement dans le n°48 du *Bulletin des Jeunes Libertaires*, en avril 1964. Mais ce sont surtout les anarchistes milanais dès 1966 qui assument enfin sa diffusion hors du microcosme parisien.

Depuis le Congrès de la FAF de Toulouse de 1964, des jeunes se sont organisés : ils fondent la JRA - *Jeunesse Révolutionnaire Anarchiste*.

Sur Montreuil le groupe TOGEM (MEGOT inversé) de la FA est proche des lycéens.

Dans les lycées essentiellement, provenant de la JRA, la JAC - *Jeunesse Anarchiste Communiste*, nettement distante de la FA vers 1966-67, est d'emblée présente dans les mouvements que les diverses tendances révolutionnaires coordonnent. Pratiquement aucun membre de la JAC n'a appartenu à la FA affirme Marc TOMSIN, ni avant ni après 1968. La JAC dispose d'une revue, *Arcane*, et de quelques groupes actifs évoqués par DUTEUIL,

[1021] Cf. par exemple GUÉRIN Daniel *L'autogestion contemporaine*, -in-Noir et Rouge, n°31-32, octobre 1965-février 1966

[1022] IBÁÑEZ Tomás *Né à Paris, mis en œuvre à Milan, des milliers de mains l'ont créé de par les rues du monde…* (2005), -in-IBÁÑEZ Tomás *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*, Paris: Rue des Cascades, 200p, p.273-282, 2010

»
notamment le groupe « *MAKHNO* » de Lille ou « *VARLIN* » de Paris. Au lycée Jean-Baptiste SAY, Alain SÉGURA se sent proche vers 1966 du groupe qui édite une feuille anarchisante. Il y rencontre René RIESEL ; tous les deux sont ensuite sensibles aux sirènes situationnistes.

La JAC et des membres du CLJA soutiennent et promeuvent les idées provos venues des Pays Bas. En mars 1967 une manifestation-happening des provos français préfigure le mouvement de 1968[1023]. La venue en France en 1968 du dessinateur satirique provo WILLEM (Bernhard Willem HOLTROP, né en 1941) contribue à renforcer la tonalité libertaire et provocatrice du mouvement.

Avec les frères ennemis trotskystes de la JCR, ils sont parmi les fondateurs des CAL - *Comités d'Action Lycéens* sur Paris en janvier 1968, et sont parfois moteurs comme au Lycée Jacques-Decourt avec François RECANATI, ou au Lycée Voltaire avec Guil TEITLER (qui n'est cependant pas adhérent au groupe anarchiste) et Marc TOMSIN[1024]. Ce dernier, ainsi que François RECANATI, était à la fois membre de la JAC et des CAL. Michel FRANTZ lui aussi parmi les jeunes militants reconnus, n'est cependant plus lycéen en 1968. Sur Louis le Grand réapparaissent quelques anciens à l'esprit libertaire bien marqué rappelle Rolf en 2008[1025]. Beaucoup de ces militants inspirent sans doute l'ouvrage plus tardif (1969-1971) de Lionel CHOUCHON *Les petits anars*[1026]. Bien des jeunes de ces diverses structures vont se lier au CLJA évoqué ci-dessus.

Le syndicalisme lycéen, en liaison avec les étudiants, émerge au fil des discussions, à Condorcet ou ailleurs. Même la FA y est sensible[1027], bien que peu implantée.

Bien des libertaires participent également aux divers mouvements conseillistes ou marxistes antiautoritaires, comme ICO - *Informations et Correspondance ouvrières* né en 1958 (pont entre d'anciens de *Socialisme ou Barbarie* et anarchistes de *Noir et Rouge*). ICO est animé entre autres par Pierre BLACHIER (mort en 1997), militant anarchiste ouvrier spécialisé à Boulogne Billancourt puis à Flins. Membre de la CNTF et de la FA et à son GLI-*Groupe de Liaisons Internationales*, il est lié à la revue durant toute son existence de 1960 à 1973.

Il faut également évoquer la revue *Autogestion. Études, débats, documents* éditée depuis décembre 1966 aux éditions Anthropos. Elle regroupe un grand nombre de marxistes critiques (Yvon BOURDET, Serge JONAS, Henri LEFEVBRE, Pierre NAVILLE…) et pour certains bientôt libertaires, et des penseurs de l'anarchisme ou des mouvements antiautoritaires (Georges GRUVITCH, Jean BANCAL, Henri DESROCHE, Daniel GUÉRIN, Albert MEISTER, René LOURAU, Georges LAPASSADE...). Elle s'intitule un peu plus tard *Autogestion et Socialisme*. Elle contribue grandement à préparer les esprits et à donner un ton novateur aux interprétations de 68. Ensuite, après les évènements, elle surfe sur la vague de la nouvelle utopie associative et contribue énormément à sa clarification. Cette revue reste, encore aujourd'hui, une référence rarement atteinte pour l'utopie autogestionnaire prise dans un sens pluriel.

C'est plus évident encore, et un peu plus tard, avec les fameux et bien nommés *Cahiers de Mai* fondés par Daniel ANSELME en mai 1968, qui durent jusqu'en 1974. Les animateurs de cette formidable et très originale revue militante conçoivent le journalisme (écrit et filmé) comme un nécessaire travail d'auto-production et d'auto-émancipation ouvrière. Les militants du journal se mettent au service des luttes, privilégiant les expressions autonomes des acteurs, et refusant de donner des analyses à-priori. Encore en 2009, j'ai entendu le souvenir ému de Charles PIAGET, leader des LIP, qui évoquait le dévouement de l'équipe des *Cahiers de Mai* pour former et épauler discrètement le groupe qui va sortir Lip-Unité. Lors de la journée du 16 novembre 2013 à Besançon fêtant les *Quarante ans de Lip*, organisée par Solidaires et AC!,

[1023] FREMION Yves *Provo. Amsterdam 1965-1967,* Paris: Nautilus, 240p, 2009
[1024] DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008 ? P.121
[1025] *Témoignages*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.37-42, mai 2008, p.39
[1026] CHOUCHON Lionel *Les petits anars, Novembre 1969-mars 1971*, Paris, Julliard, 1971
[1027] MIRA-MILOS Arthur *Pour un syndicalisme lycéen*, -in-Le Monde libertaire, Paris: février 1968

»
Dominique DUBOSC, ancien des Cahiers, a rappelé en présentant son beau film *Le goût du collectif*, le sens de leurs activités.

L'importance des *Cahiers Spartacus* de René LEFEUVRE (1902-1988) dans toute la mouvance révolutionnaire ou critique, est à rappeler également. Ses petits ouvrages bon marché sont toujours intéressants, éclectiques, pluralistes. Ils permettent d'obtenir des textes rares ou anciens pour renouer avec les grands ancêtres et promouvoir idées libertaires et conseillistes.

Proches des situationnistes, d'autres groupes anarchistes quittent notamment la FA qui s'enferme derrière une orthodoxie un peu hors du temps. Ce sont le Groupe *Sisyphe* (bientôt appelé GAR - *Groupe d'Action Révolutionnaire*), et peu après le Groupe de Ménilmontant, puis celui de Rennes (*Nestor MAKHNO*)[1028].

René RIESEL, issu de l'anarchisme, et de plus en plus pro-situationniste, va se rendre célèbre avec les fameux *Enragés* de Nanterre. Il s'appuie sur Gérard BIGORGNE et Patrick CHEVAL. Le terme, qui fait fortune (« *Nous sommes tous des enragés* » 13/05/1968) relie la Grande Révolution française à l'époque immédiatement contemporaine.

Sur le plan artistique, certains anarchistes se servent de la notoriété de Georges BRASSENS (ancien « *permanent* » de la FA, écrivant dans *Le Libertaire* sous le pseudonyme de Géo CÉDILLE) et surtout de celle de Léo FERRÉ qui affiche alors ses idées anarchistes. Il faut rappeler le Gala du Groupe Louise MICHEL qui a lieu le 10 mai 1968. Léo FERRÉ accompagné au piano par Paul CASTANIER y remplace Georges BRASSENS et chante pour la première fois sur scène *Les Anarchistes*. Avec lui s'expriment entre autres Consuelo IBANEZ, Henri GOUGAUD, Anne VANDERLOVE[1029]. Léo a découvert l'anarchisme vers 1930 (surtout STIRNER affirme-t-il) et chante pour les anarchistes depuis 1948.

Toujours dans la chanson commencent à émerger le parolier libertaire Étienne RODA-GIL, bientôt le chanteur pacifiste RENAUD (né Renaud SÉCHAN en 1952) qui passe plusieurs semaines dans la Sorbonne occupée, et Bernard LAVILLIERS (né Bernard OULION en 1946) malgré son passage au PCF ; LAVILLIERS sort son premier gros album en 1968 ; pendant les évènements il chante dans des usines lyonnaises. Le superbe poète et chanteur libertaire italien Fabrizio DE ANDRÉ (1940-1999) rappelle l'importance des thématiques tirées des chansons de BRASSENS, et de sa contribution en Italie à diffuser les idées nouvelles[1030]. Sa mort trop tôt contribue encore dans les années 2000 à lui donner une place primordiale parmi les chanteurs libertaires italiens, mais bien au-delà, tant son registre est ouvert à la gamme de la bonne chanson populaire de son pays. Dans le lointain Équateur, l'héritage libertaire des BRASSENS et FERRÉ est assumé par Jaime GUEVARA (né en 1954).

La tournée du *Living Theatre*, troupe coordonnée par les anarchistes Judith MALINA et Julian BECK, sert aussi de point d'appui. Leur rôle à l'Odéon occupé, puis à Avignon en 68, reste dans toutes les mémoires, et leur « *partouze* » est toujours célèbre : corps nus et provocateurs, sur scène et parfois dans la rue. Après une belle résistance, le groupe est expulsé du festival et de la ville. L'impact de ce groupe, entre commune libertaire et compagnie artistique, est considérable pour l'époque. Je me souviens encore de l'ampleur de la mobilisation, peu après, à Besançon lors de son passage ; nous nous étions retrouvé nombreux à écrire un tract anarchisant à partir de leur parcours. *Paradise Now* ! très belle formule post-soixante-huitarde.

---

[1028] CHOLLET Laurent *Mai 1968. La révolte en images*, Paris, Hors collection, 112p, 2007, p.25

[1029] *La nuit du 10 mai 1968*, -in-*Histoire de l'anarchisme, des anarchistes, et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du Libertaire et du Monde Libertaire. Vol.8. 1945-1968. Avec un A comme Culture*, Paris-Bruxelles: Monde Libertaire-Alternative Libertaire, Increvables anarchistes, n°8, p.32, 2000

[1030] LANZA Luciano *Conversazione con Fabrizio DE ANDRÉ sul Sessantotto*, -in-Bollettino Archivio G. PINELLI, Milano : n°31, 32p, p.14-15, giugno 2008

»

À la croisée des chemins (surréalisme, situationnisme, anarchisme) des personnalités comme Jean-Jacques LEBEL ou l'écrivain Alain JOUFFROY vont donner d'autres références à un mouvement qui se cherche. LEBEL par sa connaissance et sa pratique des happenings est déjà soixante-huitard avant 1968. Il joue un rôle moteur dans l'occupation de l'Odéon[1031] et sa critique du festival marchand d'Avignon connaît un grand écho[1032]. JOUFFROY qui mêle STIRNER et FOURIER à Marcel DUCHAMP s'oppose à tout dogmatisme et propose une vision libertaire de *L'individualisme révolutionnaire*[1033]. Il reprend les idées de « *brèche* » et d'anti-autoritarisme du mouvement, en souhaitant constituer un « *contre-État multiforme et multicellulaire* »[1034]. L'écrivain Paul VIRILIO se prend pour un second de COHN-BENDIT en s'intitulant son «GIAP» si on en croit CHARRIÈRE[1035].

Le peintre et écrivain Jean DUBUFFET est encore plus radical et propose même « l'abolition de l'art » dans un des ses ouvrages les plus libertaires, paru justement en 1968 : *Asphyxiante culture*[1036].

On peut évoquer également le ton utopique, ouvert et iconoclaste de la revue *Utopie* fondée en 1966, qui se situe entre esprit libertaire et marxisme critique[1037].

Au niveau intellectuel, d'autres anarchistes (et pas seulement) soutiennent les riches analyses de Daniel GUÉRIN (1904-1988) qui est l'intellectuel le plus côté (certes plutôt marxiste-libertaire ou communiste libertaire comme il le corrige lui-même) de ces années là dans la mouvance libertaire. Il acquiert en mai une notoriété supplémentaire. Il agit désormais de concert avec toute une frange d'intellectuels de gauche. C'est un des signataires de *l'Appel des intellectuels* paru dans *Le Monde* du 07/05/1968 «*contre la violation du territoire universitaire*» (occupation de la Sorbonne du 3 mai) et pour le soutien au mouvement, et au SNES-Sup, syndicat qui leur sert d'ailleurs de boîte à lettres[1038]. Il siège donc logiquement avec SARTRE dans le *Comité de Soutien aux Étudiants frappés par la répression* le 8 mai 1968. Son ouvrage de vulgarisation sur l'anarchisme paru chez Gallimard en 1965 est dans toutes les mains[1039] et va connaître un très grand nombre de rééditions. Toujours en 1965 il sort l'anthologie la plus célèbre sur l'anarchisme *Ni dieu ni maître*, dans une superbe édition avec couverture noire et une écriture rouge, que les collectionneurs et militants s'arrachent encore aujourd'hui[1040]. Ce sera ensuite un des plus gros succès de vente des éditions Maspéro puis La Découverte, qui reprennent la suite des éditions suisses. L'ami Daniel est sur tous les fronts et répond présent à de nombreux groupes, dans et hors le milieu anarchiste. Il débarque souvent avec des piles d'ouvrages, les siens et ceux des éditions proches, qu'il offre à bas prix ; j'en ai profité lors de son passage sur Besançon après 1968, et lorsqu'avec un groupe libertaire local nous avons organisé une semaine sur l'autogestion. GUÉRIN mêle toutes les luttes et regroupe divers milieux, l'aile libertaire de divers courants marxistes et/ou anticolonialistes, les premiers mouvements revendiqués homosexuels, de nombreux groupements des anarchismes…

Les surréalistes et néo-fouriéristes libertaires comme Jean SCHUSTER, Pierre KLOSSOWSKI, Jean-Louis BÉDOUIN… apportent leur soutien dans divers manifestes avant que René SCHERER assume totalement la convergence entre fouriérisme et anarchisme.

---

[1031] Cf. photo -in-FAURÉ Christine *Mai 68 jour et nuit*, Paris, Gallimard-Découvertes, 126p, 1998, p.65
[1032] LEBEL Jean Jacques *Procès du festival d'Avignon, supermarché culturel*, Paris : Belfond, 1968
[1033] JOUFFROY Alain *L'individualisme révolutionnaire*, Paris, UGE-10X18, 2° édition augmentée, 342p, 1975
[1034] JOUFFROY Alain *Op.cit.*, p.158-162
[1035] CHARRIÈRE Christian *Le printemps des enragés*, Paris : Fayard, 430p, 1968, p.177
[1036] DUBUFFET Jean *Asphyxiante culture*, Paris, Minuit, 1968
[1037] VIOLEAU Jean-Louis *L'expérience 68, peinture et architecture entre effacements et disparitions*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.222-233, 2008, p.228-230
[1038] Cf. KRAVETZ Marc & autres *L'insurrection étudiante. 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire* Paris: UGE-10/18, 512p, 1968, p.93
[1039] GUÉRIN Daniel *L'anarchisme de la doctrine à la pratique*, Paris, Gallimard, 192p, 1965
[1040] GUÉRIN Daniel *Ni dieu ni maître. Anthologie de l'anarchisme*, Lausanne, La Cité, 673p, 1965

»

Au niveau syndical, des libertaires maintiennent des liens avec le mouvement libertaire espagnol et ses succédanés français (CNT et CNT-F - *Confédération Nationale du Travail-France*) ou militent au sein de la CGT-*Confédération Générale du Travail* (Fédération du livre, par exemple), de la FEN-*Fédération de l'Éducation Nationale* (surtout dans la tendance *École émancipée*, que ce soit au SNI-*Syndicat National des Instituteurs*, au SNES-*Syndicat National des Enseignements du Second Degré*, au SNES-SUP…), et dans l'UNEF-UGE (Union Nationale des *Étudiants de France-Union des Grandes Écoles*). Dans la «*CGPC*» (CGT dominée par le PCF), violemment antigauchiste et hors du mouvement général, des contestataires se manifestent, refusant la ligne orthodoxe et réactionnaire. Ainsi le 8 mai, le syndicat CGT-FSM-*Fédération Syndicale Mondiale* du bronze d'art appelle à l'unité étudiants-travailleurs[1041].

Le cas de FO, où les anarchistes curieusement sont souvent liés aux trotskistes les plus rigoristes, les lambertistes, est original. FO est une nébuleuse, peu marquée à gauche, et ouverte à toutes les mouvances, ce qui fait que le syndicat apparaît parfois très avant-gardiste ou totalement réactionnaire selon les endroits.

Le cas d'Alexandre HEBERT[1042] (né en 1921) à l'UD CGT-FO de Nantes est à ce titre remarquable, et a des conséquences sur les mouvements qui éclatent à Sud Aviation. La région de Nantes-Saint Nazaire fait vraiment figure de lieu encore marqué par l'anarchisme, ce que confirme Marco, docker, qui évoque les conférences des anciens LAPEYRE et LORULOT[1043]. En 1960-61 le Groupe Fernand PELLOUTIER de Nantes est un des fondateurs du journal *L'anarcho-syndicaliste*, journal de l'UAS - *Union Anarcho-Syndicaliste*. On trouve parmi les animateurs Alexandre HEBERT et Serge MAHÉ. Dans le milieu étudiant actif précocement (1967 et début 1968) deux jeunes leaders incarneraient un esprit anarchiste très marqué : Germinal COSSIC et Juvénal QUILLET[1044]. À Nantes le 14 février 1968, les drapeaux rouges et noirs mêlés forment « *un coït formidable et scandaleux* »[1045] !

La jeune CFDT (1964) en pleine déconfessionnalisation est ouverte à de nouveaux courants, et va bientôt accueillir un courant libertaire et/ou autogestionnaire qui fait souche dans certaines localités, comme à Besançon, ou qui est solidaire comme à Perpignan[1046]. L'anarcho-syndicaliste Jacques BLAIZE (1941-2003) rejoint la CFDT en 1968 ; il est par la suite un des cadres de la centrale dans le Val de Marne ; il est secrétaire général de l'UD 94 en 1978. À Besançon, dans l'Union locale dans laquelle je milite autour de 1968, j'ai connu des idées et des ami-e-s plus ou moins libertaires dans l'éducation, le textile et l'horlogerie. Des fédérations comme HACUITEX ou le SGEN-Syndicat Général de l'Éducation Nationale participent, partiellement, mais de plus en plus, à ce vaste mouvement d'idées. Pour le SGEN les idées autogestionnaires et celles de pédagogie active sinon libertaire sont au diapason du mouvement qui monte. Dans l'entreprise Renault à Cléon, la CFDT est à la pointe d'un mouvement festif, radical et d'essence parfois libertaire, qui contamine même la CGT locale. Dans cette CFDT et au-delà, les libertaires sont parfois liés aux militants du PSU, petit parti pluraliste et perméable à l'idéal autogestionnaire, comme le mouvement de LIP à Besançon peut en témoigner. Le rôle de cette centrale turbulente, ouverte et iconoclaste va relancer bien des thématiques dans les années 1966-1976, avant qu'elle ne replonge dans le conformisme et le conventionnel avec son recentrage de la fin des années 1970.

---

[1041] KRAVETZ Marc & autres *L'insurrection étudiante. 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire* Paris: UGE-10/18, 512p, 1968, p.250-251

[1042] BONNEMAISON Joël *Alexandre HÉBERT, cinquante ans de luttes syndicales*, Éditions du Rocher, 1996

[1043] OLIVERA Philippe *Les livres de mai*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.144-157, 2008

[1044] CHARRIÈRE Christian *Le printemps des enragés*, Paris : Fayard, 430p, 1968, p.196

[1045] Belle formule de Yannick GUIN citée par DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.102

[1046] GOUTTE Guillaume *Passeurs d'espoir. Réseaux de passage du Mouvement Libertaire Espagnol (MLE) 1939-1975,* Saint-Georges d'Oléron: Les Éditions libertaires, 230p, 2013, p.166

»

Mais pour les anarchistes, c'est bien la vieille CNT espagnole (on devrait dire franco-espagnole désormais) qui reste une des grandes références, et qui est lieu d'échanges et de rencontres. Leurs locaux sont ouverts, et sur Paris ils accueillent des groupes fort diversifiés.

Dans le milieu éducatif, bien des libertaires sont fidèles à la tendance *École Émancipée* qui regroupent libertaires et trotskistes avec d'autres militants des pédagogies antiautoritaires et/ou autogestionnaires. Les militants de la pédagogie FREINET sont souvent en symbiose avec pacifisme et anarchisme, et avec les idées autogestionnaires qu'ils pratiquent à leur manière depuis déjà plusieurs années.

Certains penseurs et praticiens de la pédagogie institutionnelle[1047], proches de l'anarchisme ou des pensées antiautoritaires, ont un vrai rayonnement sur l'UNEF, la MNEF ou les mouvements de Nanterre au milieu des années 1960 : Jean OURY, Georges LAPASSAGE, René LOURAU, Félix GUATTARI. Animateur du CRAC - *Comité d'Action Révolutionnaire d'Agitation Culturelle*, LAPASSADE s'inscrit fortement dans le mouvement de mai. LAPASSADE est aussi un des occupants connus de la Sorbonne et un des compagnons de route du *Living Theatre* avec lequel il vivrait plusieurs mois. René LOURAU est moins tranché et dans son article sur la «*transe institutionnelle*» à Nanterre[1048], il relativise le mouvement. Il existe aussi des remises en cause de l'université et des projets alternatifs dans d'autres universités, comme à Strasbourg fief d'anarchistes et de situationnistes, ou à Grenoble. Dans cette ville depuis 1967 un mouvement commencé fin 1967 débouche à l'été 1968 sur un séminaire plus ou moins autogestionnaire autour de la notion de développement[1049].

Même si *Libres enfants de Summerhill* n'est publié qu'en 1970 par François Maspéro, les idées et les écrits d'Alexandre Sutherland NEILL (1883-1973) sont en partie déjà connus des militants pédagogiques libertaires de la fin des sixties. *The free child* est de 1953 et son *Summerhill : a radical approach to education* date de 1962.

On peut dire la même chose des théoriciens de l'antipsychiatrie, qui sans être forcément libertaires, dénoncent le totalitarisme de l'institution et ses aspects autoritaires et rêvent de faire sauter « *les murs de l'asile* ». Là encore on retrouve les frères OURY[1050], l'engouement pour NEILL et Summerhill, la radicalité libertaire de DELIGNY, les références de plus en plus nombreuses à Wilhelm REICH, etc. tous plus ou moins importants pédagogiquement, ce que j'ai essayé de présenter dans le document cité.

Dans la sphère plus large de l'objection de conscience, de la résistance passive et de la non-violence, il faut rappeler le rôle majeur de Louis LECOIN (1888-1971) qui fut même proposé pour le prix Nobel en 1964. Il anime l'Union pacifiste de France, à laquelle collabore parfois l'écrivain libertaire franc-comtois Bernard CLAVEL (1923-2010). Avant sa mort soudaine en 1960, Albert CAMUS fut aussi de ses soutiens. Son journal Liberté (1958-1971) très peu diffusé, bénéficie d'une bonne renommée. L'anarchiste May PICQUERAY (1898-1983) y participe et prolonge après la mort de LECOIN son héritage avec Le Refractaire (foondé en 1974).

Fondé en 1965, la belle revue *Anarchisme et non-violence* est relativement bien diffusée au moment des évènements. Elle compte 33 numéros avant de s'arrêter au printemps 1974. Ses riches thématiques débordent largement l'anarchisme stricto-sensu.

---

[1047] Cf. ANTONY Michel *25. Quelques essais d'autogestion et de réalisations libertaires récents*, -in- *VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension - C. Essais utopiques libertaires surtout pédagogiques : des « utopédagogies »*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 111p, février 2009

[1048] LOURAU René *Nanterre : la transe institutionnelle*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°7, 192p, p.27-37, décembre 1968

[1049] LE BOTERF Guy *Une expérience d'autogestion dans la formation*, -in-Autogestion et Socialisme, *Autogestion et formation*, Paris: Anthropos, n°13-14, p.55-87, septembre-décembre 1970

[1050] MATONTI Frédérique *Les nouvelles frontières du normal et du pathologique*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.158-171, 2008

»

Il faut aussi rappeler que depuis le milieu des années 1960 des actions directes, de résistance ouvrière ou paysanne… renouent avec le vieil anarcho-syndicalisme. En janvier 1968 Caen et ses environs connaissent ce que la presse appelle « *la jacquerie* ». En 1967, dans la grève de la Rhodiaceta de Besançon, émergent des actions unitaires et assembléistes qui préfigurent 68 ; quelques militants cédétistes s'inspirent de l'anarchisme. Et bien sûr les anarchistes sont présents dans l'autre longue grève de 1967 à Saint Nazaire…

### 3. Des traces anarchistes multiples en 1968…

Nombreux sont les textes, images et photos de 68 qui évoquent l'anarchisme, ou ce «*mélange d'anarcho-syndicalisme ou de proudhonisme*» que même Raymond ARON a su discerner[1051]. Le texte « *Anarchie* » est placardé sur une statue de la Sorbonne occupée[1052].

Les drapeaux noirs (ou rouge et noir) alternent souvent avec les drapeaux rouges, ces *red* et *black flags* illustrant la *French Revolution* pour des analystes étatsusiens[1053]. Ils sont déjà apparus à Nantes lors des mouvements étudiants de février 1968[1054]. C'est un drapeau noir et un rouge mêlés qui surplombent la banderole « *L'Odéon est ouvert* »[1055]. La Bourse du Travail place de la République est décorée de la même manière le 13 mai. Et jusqu'en juin, «*rouge et noire la Sorbonne est en fête*»[1056] (la formule désignant autant les couleurs que l'état d'esprit). Le 23 mai les 2 couleurs sont dressées sur la Faculté des lettres de Besançon, comme dans beaucoup d'autres universités de France. Rétrospectivement, Maurice JOYEUX se rappelle la présence des anars et de leur bannière dans maints manifs, locaux occupés ou conférences à Assas, Censier, La Sorbonne… au point qu'il ose intituler - certes avec un peu d'ironie - son article *Mai 68… sous les plis du drapeau noir*[1057].

Ces drapeaux provoquent l'étonnement de la vieille libertaire, amie d'Élisée RECLUS qu'est Alexandra DAVID-NÉEL[1058] qui croyait ce mouvement disparu ! À Marseille, les rares anarchistes comme Sylvie sont surpris par le nombre de drapeaux noirs qui apparaissent alors qu'ils n'y sont pratiquement pour rien[1059]. Les policiers énumérant les emblèmes des manifestants de la gare de Lyon, le 24 juin à Paris, notent apparemment étonnés « *qu'il y a même quelques drapeaux noirs* »[1060].

Bien des affiches de 68, qui utilisent principalement ces deux couleurs, n'hésitent pas à alterner drapeaux ou emblèmes noirs et rouges, comme dans la caricature de SINÉ qui montre une manifestation renversant une statue représentant la vieille maison France[1061]. Dans le même ouvrage rétrospectif, une *Proposition pour un drapeau* montre deux oiseaux stylisés qui se font face, l'un rouge, l'autre noir.

Lors du rassemblement de Charléty en fin mai, l'emblème de l'anarchie est bien présent, trop aux yeux d'un PCF totalement dépassé par les évènements, et qui parle alors de ces « *lugubres drapeaux noirs de l'anarchie* »[1062] qui domineraient la réunion ! Tous les témoins

---

[1051] Cité par FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.76
[1052] Cf. photo -in-FAURÉ Christine *Mai 68 jour et nuit*, Paris, Gallimard-Découvertes, 126p, 1998,p.103
[1053] SEAL Patrick/McCONVILLE Maureen *Red Flag, Black Flag, French Revolution 1968*, New York : 1968
[1054] CHARRIÈRE Christian *Le printemps des enragés*, Paris : Fayard, 430p, 1968, p.195
[1055] FAURÉ Christine *Mai 68 jour et nuit*, Paris, Gallimard-Découvertes, 126p, 1998, p.45
[1056] CHARRIÈRE Christian *Le printemps des enragés*, Paris : Fayard, 430p, 1968, p.330
[1057] JOYEUX Maurice *Mai 68… sous les plis du drapeau noir*, -in-Le Monde libertaire, Paris: juin 1988
[1058] Cf. CHALON Jean *Le lumineux destin d'Alexandra DAVID-NEEL*, Paris, Perrin, 1985 - Paris, France Loisirs, 498p, 1985, p.471
[1059] *Témoignages*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.37-42, mai 2008, p.42
[1060] MATHIEU Lilian *Les manifestations de mai-juin 1968*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.195-206, 2008, p.201
[1061] Reproduite dans CABU/CAVANNA/COHN-BENDIT/GÉBÉ/SINÉ/WOLINSKI *Mai 68*, Neuilly-sur-Seine, Lafon, 2008
[1062] Photo et citation -in-CHOLLET Laurent *Mai 1968. La révolte en images*, Paris, Hors collection, 112p, 2007, p.89

»
s'accordent en tout cas pour reconnaître leur importance au milieu des drapeaux rouges plus classiques[1063].

BAKOUNINE est placardé presque autant que MARX sur les murs des universités… Beaucoup pensent d'ailleurs qu'on lui doit le fameux « *Ni Dieu ni Maître* » (souvent présent en mai) qui est plutôt d'origine blanquiste. Même Alain GEISMAR, pourtant leader marxiste et maoïste, place le russe dans la liste de ses ouvrages à lire.

BAKOUNINE passe sans doute mieux que le PROUDHON entaché à juste titre d'antiféminisme. Cependant même le bisontin est présent, par exemple dans l'aspiration fédéraliste et autogestionnaire, ou dans l'esprit ou la forme de certains slogans. Ainsi dans l'Odéon occupé, le slogan « *nous refusons d'être … récupérés, HLMisés, diplômés, endoctrinés, sarcellisés, sermonnés, matraqués, manipulés, gazés*… »[1064] nous évoque irrésistiblement les célèbres répétitions proudhoniennes, notamment celle de son *Idée générale de la révolution au XIX° siècle* (1851) « *être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé*… » et ainsi de suite sur 16 lignes ! À la Sorbonne un grand portrait du bisontin est visible plusieurs semaines, et les anarchistes établissent à proximité des tables de ventes ou figure par exemple le livre sur PROUDHON[1065] du professeur Georges GURVITCH (mort pourtant en 1965)[1066].

Si l'on reste au niveau des slogans, le nombre d'entre eux dénonçant le piège électoral est un beau clin d'œil à une des positions les plus partagées par les libertaires. « *Des veaux, dévots, des votes* », « *Élections pièges à cons* », « *non à la farce électorale* »… Le Comité de grève Hachette rappelle que même pour décider de la poursuite ou non de la lutte, « *le vote est une tromperie* »[1067].

Le RIMBAUD rebelle et la révolte surréaliste libertaire refont surface avec par exemple l'action de Jean-Jacques LEBEL et de sa revue au nom d'époque, *Le Pavé,* tirée à 200 000 exemplaires par le *Mouvement du 22 Mars*[1068]. Les photos nous montrent des militants souvent joyeux, voire hilares, qui mêlent gestes traditionnels (poings levés) avec une décontraction assez sympathique : je pense ici à la photo du 22 mars 1968 au moment de l'occupation des locaux administratifs de Nanterre[1069]. Le jeu, la farce… est un des aspects incontournables du 68 français, au point qu'un Raymond ARON (et sans doute un peu Claude FOHLEN) n'y voit guère que fête et « *psychodrame* », bref une « *tragi comédie* »[1070].

Sur Strasbourg, dès 1966, une BD détournée par André BERTRAND s'intitule « *Le retour de la colonne DURUTTI* » (sic) avec une faute sans doute volontaire (Buenaventura DURRUTI 1896-1936).

À l'université de Tours en janvier 1968 la grève du département de sociologie prend de rares allures de pré-autogestion libertaire, mais cela n'a pas de suite et même la formule d'autogestion est vite repoussée.

---

[1063] CHARRIÈRE Christian *Le printemps des enragés*, Paris : Fayard, 430p, 1968, p.322
[1064] FAURÉ Christine *Mai 68 jour et nuit*, Paris, Gallimard-Découvertes, 126p, 1998, p.1
[1065] GURVITCH Georges *PROUDHON, sa vie, son œuvre*, Paris: PUF, Philosophes, 116p, 1965
[1066] ANSART Pierre *Georges GURVITCH, proudhonien*, -in-*Archives proudhoniennes 2007. Lectures de PROUDHON au XX° siècle. Actes du Colloque du 2 décembre 2006*, Paris: Bulletin annuel de la Société P.-J. PROUDHON, p.123-132, 2007, p.131
[1067] FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.49
[1068] LEBEL Jean Jacques *Intervista*, -in-Bolletino Archivio G. PINELLI, Milano, n°11, p.35-38, agosto 1998
[1069] Elle est reproduite une nouvelle fois par Libération, 21/03/2008, p.39
[1070] FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.15

»

Dans l'ENI-École normale d'instituteurs de Besançon, bientôt occupée, des débats ont lieu à partir du livre clé de Daniel GUÉRIN en 1967 et 1968. Mon ami Gérard, futur permanent CFDT, y évoque la makhnovtchina.

Les anarchistes sont aussi présents et connus, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Pourtant leur tradition pousse à l'action collective, au refus des chefs et à l'action directe. Les méthodes d'action, rapidement prises, rapidement exécutées renouent bien sûr avec la tradition syndicaliste-révolutionnaire si ancrée dans la France d'avant 1914. La création le 7 mai du journal *Action*, dépendant au départ de l'UNEF, du 22 Mars et des CAL, reflète bien cet état d'esprit activiste et sa popularité, au service des Comités d'action : les exemplaires s'arrachent immédiatement.

Quelques anciens apportent leur solidarité, comme l'individualiste MAURICIUS (Maurice VANDAMME 1886-1974) qui débat avec les révoltés[1071]. Son ancienne compagne Rirette MAÎTREJEAN (Anna Henriette ESTORGES 1887-1968) meurt cette année là, immobilisée par la maladie ; elle ne prend pas part à un mouvement dont elle a été sans doute une des initiatrices, ce qu'évoque très bien le beau livre d'Anne STEINER. Le maçon et ancien haut responsable militaire de la République espagnole Cipriano MERA (1897-1975) est un des rares grands de l'exil ibérique proche du mouvement de 68[1072], alors que la majorité des figures historiques sont plutôt méfiants et hors du coup.

Des anarchistes tiennent une permanence de plusieurs semaines dans un étage de la Sorbonne. De nombreux anarchistes sur Nanterre participent au *Mouvement du 22 Mars* (surtout Jean-Pierre DUTEUIL de la *Liaison des Étudiants Anarchistes - LEA* de Nanterre) ou aux différents comités. Ils sont souvent jeunes et partiellement liés au mouvement traditionnel, sauf certains de ceux qui se rattachent à l'organisation *Noir et Rouge* de Christian LAGANT, comme COHN-BENDIT. *Noir et Rouge* est un très petit groupe-revue qui date environ de 1962. Il s'étoffe un peu en 1967-1968 avec des adhérents de la région parisienne agissant notamment sur Nanterre. Il compte à certains moments sur la présence de Franck MINTZ (qui se spécialise dans les études autogestionnaires) et qui écrit parfois sous le nom d'Israël RENOF. Et après mai, Jean-Jacques LEBEL qui s'est rendu célèbre dans l'odéon occupé, y participe.

Dans le mouvement du 22 mars, on trouve aussi d'autres libertaires, pas forcément « *encartés* ». Quelques uns appartiennent à la FIJL - *Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires*, vieille organisation espagnole qui survit dans l'exil, et qui résiste tant qu'elle le peut au conformisme des vieilles organisations (CNT, FAI, MLE…) ; cette volonté dissidente explique qu'elle accueille pas seulement les «*jeunes*» mais va bien au-delà. C'est le cas d'Agustín SÁNCHEZ (1936-2006) et surtout de Tomás IBÁÑEZ GRACIA (né en 1944) qui se souvient de 1968 comme du «*moment le plus exaltant*»[1073] de sa vie et en rappels les «*forts accents libertaires qu'il charriait*», tout en s'étonnant qu'ils avaient surgi spontanément, alors que lui et d'autres avaient milité pendant des décennies pour en faire appraître seulement quelques bribes. Arrêté à Flins, inquiété par la police, il est assigné à résidence en Corrèze pendant 6 mois. D'autres sont membres de la FGERI - *Fédération des Groupes d'Étude et de Recherche Institutionnelle*, en liaison avec Georges LAPASSADE et René LOURAU et d'autres chercheurs et pédagogues libertaires. LAPASSADE, «*ce zélé fonctionnaire de l'anarchie*» et «*commis-voyageur de la contestation*»[1074] est un des principaux initiateurs de l'occupation de la Sorbonne.

[1071] STEINER Anne *Rirette l'insoumise,* Tulle: Mille sources, 154p, 2013, p.133
[1072] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.215
[1073] IBÁÑEZ Tomás/GOMEZ Freddy *Conversation avec Tomás IBÁÑEZ*, -in-À contretemps, *Figures de l'anarchisme chez Tomás IBÁÑEZ*, Paris: n°39, 32p, p.15-31, janvier 2011, p.23
[1074] CHARRIÈRE Christian *Le printemps des enragés*, Paris : Fayard, 430p, 1968, p.168

»

La LEA formule dès le milieu des années 1960 des positions fédéralistes et revendique l'héritage d'action directe de l'ancien syndicalisme français (Cf. en décembre 1965 leur brochure *Positions sur l'enseignement et le syndicalisme*)[1075].

*L'anarcho de Nanterre,* du GAN - *Groupe anarchiste de Nanterre*, sort son numéro 1 en mai 1966, soit deux ans avant les « *évènements* ». Depuis 1967 ces anarchistes se prononcent pour une TSRF - *Tendance Syndicale Révolutionnaire Fédéraliste*, notamment au sein de l'UNEF. Dénonçant la légèreté de bien des historiens, Jean-Pierre DUTEUIL nous aide a resituer pas mal des membres de ces deux groupes (GAN et LEA)[1076].

En début 1967 a lieu la première occupation du bâtiment des filles de la cité universitaire. En novembre 1967 une semaine de grève pose de nombreux jalons qu'on retrouve moins d'un an plus tard dans toutes les facs de France. Le 22 Mars n'est pas né en 1968 !

À Lyon le *Mouvement du 22 Mars* soixante-huitard local est nettement anarchiste, « *luxembourgiste* » (conseilliste) et ouvert aux « *situs* » (situationnistes), et accueille la jeune Claire AUZIAS (17 ans), future auteure du mouvement. Un des militants et orateurs les plus reconnus est Sylvain (Alain MACÉ 1936-2013). Une des ossatures du mouvement lyonnais est le groupe BAKOUNINE de Villeurbanne (auquel appartient MACÉ) proche de *Noir et Rouge*[1077] et scissionniste de la FA. Il se soude avec des trotskistes dissidents de la JCR, et plutôt libertaires[1078]. La communauté de nom avec Paris tient peut-être au fait qu'un des principaux libertaires lyonnais, l'ébéniste Michel MARSELLA (qui se suicide en 1983) est alors ami de Jean-Pierre DUTEUIL. Après Mai, Alain MACÉ représente la Fédération anarchiste Monégasque en exil au Congrès de Carrare en Italie, rappelle Claire (gag ou réalité ?) ; il est un peu lié au situationnisme via René RIESEL. Une de ses compagnes est la luxembourgiste Françoise ROUTHIER.

Sur Besançon le *Mouvement du 22 mars-Besançon* se manifeste également fin mai.

Dans la région d'Avignon est très actif l'anarchiste d'origine espagnole Vicente MARTÍ (1926-2006) ; il apporte son soutien aux divers mouvements d'occupation.

L'ancienne FA - *Fédération Anarchiste* est longue à se mettre en marche, et à intégrer les nouveaux venus, plutôt contestataires même au sein de leur organisation. Le Congrès de l'AIT à Carrare en Italie aux lendemains des évènements sera même un lieu d'affrontements assez durs entre anciens et nouveaux libertaires. C'est pourtant en mai 68 qu'est fondée la revue *La Rue* (37 numéros jusqu'en milieu de 1986) par le Groupe libertaire Louise Michel du XVIII° arrondissement ; certes le couple fondateur Suzy CHEVET et Maurice JOYEUX sont plutôt des anarchistes orthodoxes, et critiques par rapport aux évènements.

Dans l'Yonne, Léandre VALÉRO (né en 1924), ancien de la CNT, de la FCL et du MLNA-Mouvement Libertaire Nord Africain, est très actif dans l'Yonne.

À Macon et dans sa région, Guy BOURGEOIS noue de nombreux contacts. J'ai déjà évoqué ailleurs l'importance des analyses de l'UGAC, alors autonome avant sa dissolution en 1969.

En 1968, la tendance ORA - *Organisation Révolutionnaire Anarchiste* commence à se mettre en place de manière autonome, après avoir été un courant communiste libertaire de la FA (journal *L'Organisation Libertaire*), en suivant les principes de Maurice FAYOLLE. Les membres de l'ORA signent leurs tracts ORA et non plus FA[1079]. Leur tract du 7 mai (?), mettant l'accent sur les côtés antibourgeois et «*extraparlementaires*» des luttes menées, affirme

[1075] LIAISON DES ÉTUDIANTS ANARCHISTES *Anarchistes en 1968 à Nanterre. Textes et Tracts*, La Bussière, Acratie, 59p, mai 1998, p.19
[1076] Cf. DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008,p218
[1077] AUZIAS Claire *Intervista*, -in-Bolletino Archivio G. PINELLI, Milano, n°11, p.29-34, agosto 1998
[1078] PUCCIARELLI Mimmo *Claire l'enragée. Entretien avec Claire AUZIAS*, Lyon, ACL, 128p, 2006, p.45
[1079] *Pour un nouveau mai 68*, Alternative libertaire, Paris, Dossier spécial, n°173, p.11-22, mai 2008, p.22

»
fièrement être «*dans la lutte*»[1080]. Cette autonomie leur coûte cher : accusés de « *fractionnisme* » au congrès de la FA de Marseille en novembre 1968, ils sont rapidement obligés de sortir de la Fédération.

Les jeunes militants sont présents à la Sorbonne (le fameux escalier B où se trouve Guy MALOUVIER), dans des mouvements lycéens. Une crèche « *anarchiste* » fonctionne dans la vénérable institution. L'ORA est aussi présente lors du concert de FERRÉ à la Mutualité et dans la nuit des barricades du 10 mai. Un de ses responsables est gravement blessé par une grenade (Robert GUILLAUME). Rolf DUPUY est présent rue Mouffetard. Il y rappelle la présence de RODA-GIL fils de libertaire et ami et parolier de Julien CLERC.

L'air du temps (et déjà avant 1968[1081]) est résolument antiautoritaire, et il peut donc sembler que « *la pyramide hiérarchique avait fondu comme un pain de sucre au soleil de mai* » selon la belle formule due vraisemblablement à la plume de René VIÉNET[1082]. Donc « *le chant profond de mai 68 était à l'évidence libertaire (antiautoritaire, antihiérarchique)* »[1083]. Il pense même de manière excessive que « *pour la première fois en France, l'État a été ignoré* »[1084]. Tous les carcans, les dogmes, les séparations artificielles (liées à la fonction, l'âge, le sexe…) semblent momentanément brisés dans cette immense « *fête libertaire où la barrière arbitraire, répressive, entre vie quotidienne et activité politique avait elle aussi (ouf !) volé en éclats. Car c'est en mai, ne l'oublions pas, que s'est trouvé posé avec autant de force l'unité des désirs individuels et de la lutte commune contre l'autorité et l'exploitation* »[1085]. Bref, mai 1968 semble donc « irrécupérable » par les mouvements et organisations traditionnelles, comme essaie de le démontrer Carlos SEMPRUN-MAURA.

Un tract de mai 1968 signée par « *Une camarade yougoslave qui en sait long* » est un bel exemple de cette tradition libertaire et anarchiste qui renaît dans le mouvement français. Ainsi elle propose de « *changer la vie, savoir mourir, pratiquer la fête fouriériste, vivre le quotidien, espérer du désespoir, savoir 1905, Cronstadt, la Catalogne, Budapest 1956…* ». Aussi faut-il « *détruire le pouvoir sans le prendre* ». Ne pas citer 1917, c'est évidemment refuser le pouvoir de type bolchevique[1086].

### 4. Un mouvement d'esprit utopique et libertaire ?

Il est difficile d'analyser mai 68 tant les influences et aspects sont divers, avec au moins 3 origines pour Irène PEREIRA :

1- socialiste
2- démocratique
3- contre-culturelle[1087].

Cependant, l'esprit de mai, frondeur, passionné, volontariste est, par la plupart des analystes, reconnu comme porteur d'un air libertaire (ou antiautoritaire) évident : un très

[1080] KRAVETZ Marc & autres *L'insurrection étudiante. 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire* Paris: UGE-10/18, 512p, 1968, p.199
[1081] Dans son article *Les transformations de la discipline dans un lycée de province*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.75-88, 2008, Muriel DARMON montre qu'idées et pratiques contestatrices ou rénovatrices préexistent, au moins depuis la fin de la 2° Guerre mondiale, y compris au sein de l'institution.
[1082] VIÉNET René *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1968 – réédité à l'identique en 1998, p.136
[1083] SEMPRUN-MAURA Carlos *Les révolutions mortes et les autres (l'irrécupérable Mai 1968)*,-in-Interrogations, Paris, n°2, mars 1975, p.82
[1084] VIÉNET René *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, 1998, p.210
[1085] SEMPRUN-MAURA Carlos *Les révolutions mortes et les autres (l'irrécupérable Mai 1968)*,-in-Interrogations, Paris, n°2, mars 1975, p.79
[1086] -in-VIÉNET René *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, 1998, p.313
[1087] PEREIRA Irène *L'Esprit de 68. Quel héritage contestataire pour aujourd'hui ?*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.05-16, mai 2008, p.16

»
« *présent esprit libertaire* » (DUTEUIL) donc, malgré la faiblesse du mouvement anarchiste. «*Mai 68, c'est par-dessus tout un sentiment absolu et jouissif de liberté…*»[1088]. Plus que des revendications catégorielles ou traditionnelles, il cherche des solutions pour «*modifier la vie quotidienne… transformer les relations entre individus*» et en cela il ne peut s'inscrire que dans la longue durée, être «*le début d'une lutte prolongée*»[1089]. « *De ces semaines que retenir ?* » se demande Michel WINOCK. Comme beaucoup il répond que « *la dimension la plus évidente du mouvement est celle d'une émancipation des individus, à quelques corps qu'ils appartiennent, contre la hiérarchie autoritaire qu'ils affrontent dans leur existence. Toutes les instances d'encadrement de la société, la Famille, l'État, l'École, l'Université, l'Armée, l'Église, le Parti communiste, ont subi de plein fouet la critique soixante-huitarde* »[1090]. En fait il ne dit pas autre chose que Jean-Pierre DUTEUIL qui rappelle toujours en 2008 que s'il fallait retenir un seul caractère de 68, ce serait « *la critique de la hiérarchie* »[1091], de toutes les formes de hiérarchies, politiques, sociales, culturelles, familiales, sexuelles… Toutes les structures figées et hiérarchiques sont donc remises en cause : « *entre dominants et dominés, professionnels et profanes, entre le ''normal'' et le ''déviant''* »[1092]… et la liste peut se prolonger. IBÁÑEZ prolonge cette réflexion en mettant en avant «*un nouvel imaginaire antagoniste*»… qui reposait sur «*la dérision des institutions et des valeurs les plus ringardes*»[1093]. Bref un mouvement de 68 qui est «*parcouru par l'esprit des idées anarchistes : la révolte contre le conformisme bureaucratique, le refus de la politique de parti, la mise en avant d'une nouvelle culture libératrice qui permet une authentique auto-réalisation individuelle*» note l'anthropologue David GRAEBER[1094].

Bref les militants d'alors sont très nombreux dans la lignée de tous les réfractaires libertaires : des insurgés, des insoumis, de vrais dissidents… ce que quelques universitaires récents regroupent dans le concept « *d'insubordination* » celle-ci qui, juste après les évènements, « *fait figure de laboratoire de la société future et de base d'une transformation radicale* »[1095]. Boris GOBILLE remet en avant la « *vocation d'hétérodoxie* » et la force de la « *subjectivation dissidente* ». Il note que lorsqu'il dénaturalise et défatalise « *la division verticale et horizontale du travail social, le mouvement critique de Mai emprunte à la tradition anarchiste, aux marxismes hétérodoxes, mais aussi à la critique artiste du capitalisme* »[1096].

Mai 68 ouvre donc bel et bien une « *rupture* » (si bien analysée par Pierre VIANSSON-PONTÉ) », ou une « *brèche* », que de nombreux militants et chercheurs vont dès 1968 mettre en avant[1097], y compris plus tard dans le concept libertaire de TAZ - *Zone Autonome Temporaire*. C'est une « *brèche imprévue* (pratiquée) *dans les manières tenues pour acquises et jamais questionnées de penser le monde, autrui et soi-même* » en mettant en avant les « *ruptures d'allégeances* » pour rompre le « *consentement* » servile[1098]. Mai 68 apparaît dans la lignée de LA BOÉTIE, s'élevant contre toute servitude volontaire. L'historien marxiste, parfois philo-libertaire, Jean CHESNEAUX insiste pour prendre 1968 « *comme brèche et comme étape*

[1088] GUYOT Sébastien/VERLANT Gilles *1968. L'année des révolutions*, Paris: Fetjaine, 96p, 2008, p.53
[1089] HERNANDEZ Hélène *Mai 68, le début d'une lutte prolongée ?*, -in-Le Monde libertaire, Paris: juin 1988
[1090] WINOCK Michel *La révolution a-t-elle eu lieu ?*, -in-L'Histoire, n°330, avril 2008, p.58
[1091] DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.11
[1092] GOBILLE Boris *Mai-Juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.15-34, 2008, p.21
[1093] IBÁÑEZ Tomas *Mai 68, au-delà du souvenir mais très loin de l'oubli* (2008), -in-IBÁÑEZ Tomás *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*, Paris: Rue des Cascades, 200p, p.344-356, 2010, p.356
[1094] GRAEBER David *Nuove istituzioni e corpi politici. Intervista di Andrea STAID,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.43, n°5(381), p.86-88, giugno 2013
[1095] *Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, 445p, 2008, p.13
[1096] GOBILLE Boris *La vocation d'hétérodoxie*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.274-291, 2008, p.288 & p.279 pour les deux citations
[1097] CASTORIADIS Cornélius (sous le pseudonyme COUDRAY)/Claude LEFORT/Edgard MORIN *Mai 68 : la brèche*, Paris : Fayard, 1968
[1098] GOBILLE Boris *Mai-Juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.15-34, 2008

»
», pour s'en servir, pour rebondir et « *pouvoir aller plus loin* »[1099]. Il rejoint VIANSSON-PONTÉ qui affirme que « *rien ne sera plus tout à fait "comme avant"* »[1100] ou les grévistes de Rhône-Poulenc (Vitry) qui affirment «*alors que l'on nous avait toujours refusé la parole, nous l'avons prise, nous avons appris à parler et cela est irréversible*»[1101].

La liberté est présente partout, dans le langage et la magie du verbe d'abord (ce que Raymond ARON caricature sous la formule de « *marathon de palabres* »[1102], dans l'habillement qui enfin explose hors des normes et conventions, dans le refus de toute norme ou convention, dans la dérision et la joie de vivre. « *La parole se libère, cinglante, irrévérencieuse, souvent moqueuse…*»[1103]. Elle explose en effet dans la manière de se comporter, d'échanger, de critiquer et contester, de flirter et d'aimer, ou de rêver si on ne passe pas encore aux actes. Même un philosophe classé à droite comme Luc FERRY reconnaît l'émergence positive du « *mariage d'amour* » et l'importance du rôle accru des jeunes et des femmes[1104]. Vie sociale et vie personnelle s'entremêlent dans un chaud tourbillon. Ceux qui ont connu l'ambiance des AG, comités, commissions et forums (comme celui de l'usine Peugeot de Sochaux), le tutoiement systématique, la facilité et un certain érotisme des contacts, le droit d'être soi, le droit à la parole et le droit d'être écouté, même dans ses pires délires… après avoir subi une société conventionnelle, autoritaire et conformiste savent de quoi je parle. Bref, la contrainte individuelle, la soumission du corps et de l'esprit sont de plus en plus intolérables dans les années 1960, et 68 ne fait que rendre plus palpable une évolution inéluctable contre la « *domination rapprochée* »[1105] qui remonte à loin et qui se prolonge ensuite.

Même le carcan religieux, depuis si longtemps combattu par la grande majorité des variantes de l'anarchisme, tend à se rompre alors de l'intérieur[1106], d'autant que nombre de militants issus de mouvements chrétiens (Témoignage Chrétien, CIMADE, AOC, JAC, JEC, JOC, CFTC, CFDT…) rejoignent la contestation et exaltent la volonté de libération. Dans le mouvement bisontin (Besançon - Franche Comté) auquel je participe, bien des militants autogestionnaires et plus ou moins libertaires en sont issus, à commencer par l'emblématique Charles PIAGET déjà très célèbre sur LIP et dans sa région.

Cette liberté revendiquée et surtout vécue est sans doute le plus bel éloge posthume qu'on peut faire à BAKOUNINE. La vie, le présent l'emportent donc sur un futur incertain. Les «*forces du dehors*»[1107] font irruption partout, dans toutes les institutions, à commencer par l'université, et bouleversent les normes, les habitudes, les comportements. Il faut jouir du présent, imposer ses croyances, son mode de vie… L'aspect utopique est donc à la fois vécu et rêvé en 1968, comme d'ailleurs dans la plupart des mouvements populaires du passé. Il n'y a donc pas de conflit entre l'idéal projeté et les essais à chaud de le réaliser, ne serait-ce bien sûr que partiellement.

Ce « *communisme utopique* » qu'analyse à chaud Alain TOURAINE[1108], semble la meilleure expression d'une « *contre-utopie libertaire et anti-autoritaire, communautaire et*

---

[1099] CHESNEAUX Jean *Du passé faisons table rase*, Paris : Maspéro, 192p, 1976, p.12
[1100] Cité par FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.89
[1101] Cité par VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.48
[1102] Cité par FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.75
[1103] HERNANDEZ Hélène *Mai 68, le début d'une lutte prolongée ?*, -in-Le Monde libertaire, Paris: juin 1988
[1104] COHN-BENDIT Daniel & FERRY Luc *Que reste-t-il de 68 ?*, -in-Le Nouvel observateur, Paris, 31 janvier-6 février 2008, p.83
[1105] Cf. pour reclasser Mai 68 dans le plus long terme l'article de MEMMI Dominique *Mai 68 ou la crise de domination rapprochée*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.35-46, 2008
[1106] Cf. l'article de SERRY Hervé *Église catholique, autorité ecclésiale et politique dans les années 1960*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.47-61, 2008
[1107] SCHÉRER René *Fonction utopique de l'université* (mai 1990), -in-*Utopies nomades* (1996), Dijon: Les Presses du Réel, 216p, p.128-150, 2009, p.129-130
[1108] TOURAINE Alain *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Seuil, 290p, 1968, p.11

»
*spontanéiste* », c'est à dire tout ce qui définit la mouvance anarchiste. Dans sa conclusion, le sociologue de Nanterre constate que le mouvement s'est dressé « *contre l'État* », au nom de la société, du peuple… C'est le trait sans doute le plus communément admis pour définir le mouvement anarchiste.

Ce mouvement inclassable est un «*cadeau aussi inouï que précieux*»[1109]. La spontanéité rayonnante de mai 68, que met également en avant SEMPRUN-MAURA, est en fait une reconnaissance de l'auto-organisation des masses. Les collectifs, les commissions se créent dans un joyeux fouillis, dans le délire verbal parfois, mais arrivent à fonctionner et à faire preuve d'efficacité, car tous ces mouvements reposent sur un engagement volontaire communicatif de nombreux individus. Presque un siècle après, on retrouve des analyses de tonalité bakouninienne sur la capacité propre des masses à gérer leur vie et leurs activités, et à s'organiser librement, hors de tout schéma contraignant.

Henri LEFEBVRE insiste également sur l'importance de l'autogestion[1110], comme expression valorisée en 1968. Certes, il cherche à la mettre en accord avec sa vision d'un marxisme ouvert, mais il n'en cache pas les valeurs libertaires essentielles d'auto-organisation et d'antiétatisme et d'anti-centralisme. Il prône bien sûr l'autogestion généralisée, comme seuls les anarchistes et les situationnistes le font et le feront après 1968.

Il insiste également sur la spontanéité, l'innovation inattendue, le côté « *inouï de Mai* »[1111], trait essentiel de ce mouvement sans chef et sans complot, en tout cas sans meneur unique, car leaders politiques et syndicaux restent très souvent au premier plan. Daniel COHN-BENDIT met pourtant l'accent là-dessus dans le livre qu'il cosigne avec son frère Gaby[1112], car c'est une manière de montrer la faible prégnance marxiste sur le mai français, et pourfendre un communisme devenu « *sénile* ». Ce n'exclut pas bien sûr les leaders ponctuels, ou le poids des fortes personnalités. Toute la publication situationniste, notamment depuis *De la misère en milieu étudiant* de 1967 met en avant cette spontanéité révolutionnaire qui doit permettre l'autogestion généralisée. Les tendances profondes libertaires sont supérieures au jargon pseudo marxiste que les « *situ* » utilisent jusqu'à la nausée, et la plupart du temps, dans la plus profonde incompréhension.

Le concept de spontanéité doit énormément également aux situationnistes, qui en font une sorte de préalable à toute rébellion libératrice, et qui la présentent comme un symbole de véracité des mouvements sociaux, car non pollués par des idéologies fermées. Ce qu'ils oublient souvent de dire, c'est qu'ils empruntent très largement sur ce point les idées d'Henri LEFEBVRE, mais leur brouille (en tout cas celle de DEBORD) avec le philosophe fait que ses écrits sont souvent occultés. Dans *L'irruption de Nanterre au sommet*, que LEFEBVRE écrit à chaud en 1968[1113], la spontanéité est revalorisée mais également relativisée. Le philosophe de Nanterre cherche à démontrer, ainsi que l'a fait MARCUSE, que spontanéité, et conscience et projet révolutionnaires, forment un mélange révolutionnaire efficace. Sans spontanéité, il n'y aurait « *ni mouvement ni évènement* »[1114] et en bon libertaire, il poursuit « *par conséquent, pour tous les pouvoirs, la spontanéité, c'est l'ennemie* ». Car en effet, dans cet ouvrage, si le marxisme (ou plutôt les analyses marxiennes) reste(nt) une référence forte, la critique d'essence libertaire de LEFEBVRE se fait de plus en plus évidente : comme il le rappelle, les positions centralistes et étatistes ne sont désormais « *plus satisfaisantes ni sur le plan théorique ni sur le plan pratique*»[1115].

---

[1109] IBÁÑEZ Tomas *Mai 68, au-delà du souvenir mais très loin de l'oubli* (2008), -in-IBÁÑEZ Tomás *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*, Paris: Rue des Cascades, 200p, p.344-356, 2010, p.349
[1110] LEFEBVRE Henri *Sur l'autogestion*, -in-*L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 177p, 1968
[1111] GOBILLE Boris *Mai-Juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.15-34, 2008, p.21
[1112] COHN-BENDIT *Le gauchisme. Remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Seuil, 271p, 1968
[1113] LEFEBVRE Henri *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 177p, 1968
[1114] LEFEBVRE Henri *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 177p, 1968, p.79
[1115] LEFEBVRE Henri *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 177p, 1968, p.45

»

Bien des années plus tard, un rien nostalgique, mais fidèle à sa manière au mouvement soixante-huitard (dont il reste un des principaux porte-paroles), Dany rappelle qu'il reste peut-être « *le symbole du ''parler-vrai'', le ''dernier des Mohicans'' animé d'une spontanéité parfois un peu ''infantile'' mais toujours, oh combien !, ''sympathique et libératrice''* »[1116].

Le spécialiste de PROUDHON qu'est le sociologue Pierre ANSART ne dit pas autre chose quand il affirme peut-être un peu vite que « *la majorité des étudiants manifestèrent ce que l'on peut nommer une ''sensibilité anarchiste'', un sens certain de la contestation libre, une aptitude à soutenir les expressions et les gestes anti-autoritaires et anti-bureaucratiques, avec une spontanéité bien anarchiste* »[1117].

En 2003, avec CARRIÈRE, on peut penser que « …*l'utopie française de mai 68 avait ceci de particulier qu'elle détruisait sans construire. Apparemment. Elle fut pourtant… dans l'histoire des utopies, précisément par sa soudaineté, sa jeunesse, sa radicalité et son refus de présenter comme obligatoire une société préfabriquée, la plus féconde et finalement la plus réaliste de toutes* »[1118]. L'ami de BUÑUEL, dans son ouvrage « *mélancolique* » (le terme *mélancolie* apparaît souvent dans le texte) a bien mis en valeur ce qu'il ne partageait pas totalement à l'époque, le refus des utopies figées, et la soif d'une société plus ouverte et plus permissive, bref plus libertaire, et plus favorable « *à la santé du drapeau noir* » qu'aux systèmes du socialisme dit réel.

Un autre grand trait de 1968, lié au mouvement libertaire mais pas seulement, c'est le sens de la fête, le défoulement collectif, l'ironie frondeuse et déjà une volonté de libérer les sens et les corps qui marquent le mouvement. «*Ce fut aussi une fête merveilleuse, une expérience qui donnait du plaisir et un sentiment de bonheur*» note Tomás IBÁÑEZ[1119]. 1968 fut «*le plus extraordinaire des Festivals fouriéristes*» note Jean CHRISTIAN[1120] à la suite de René SCHÉRER qui s'enthousiasme de ces «*cohortes jubilatoires…* (avec) *l'enthousiasme des petites hordes fouriéristes*»[1121] qui investissent tous les lieux et toutes les thématiques de manière spontanée. Charles FOURIER, Wilhelm REICH, Herbert MARCUSE sont bien des ancêtres reconnus de la volonté d'épanouissement sensuel[1122]. Henri LEFEBVRE avait déjà bien mis en avant l'importance de la fête, comme aussi certains écrits situationnistes. En tout cas, « *le comique le plus débridé, la fantaisie, la joie* », des bals « *inénarrables* » n'ont pas lieu qu'à Strasbourg[1123]. Il faut y ajouter une sexualité libérée et revendiquée qui est bien dans l'esprit du temps, et qui elle aussi est pensée sinon vécue comme une fête libératrice. Nostalgique et résolument soixante-huitard, Philippe SOLLERS rappelle en ce sens que « *Mai 68 a été une libération incroyable. Temps ouvert, espace ouvert, nuits éclatantes, bouleversements à tous les niveaux, rencontres flamblantes, grandes marches sans fatigue dans Paris paralysé, déploiement physique* »[1124] : de belles formules pour évoquer la libération des esprits et des corps. 68 constitue bien un aboutissement et une rupture sur tous ces plans.

---

[1116] COHN-BENDIT Dany *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, Paris, Barrault, 1986, p.10
[1117] PESSIN Alain/PUCCIARELLI Mimmo *Pierre ANSART et l'anarchisme proudhonien*, Lyon, ACL, 120p, 2004, p.76
[1118] CARRIÈRE Jean-Claude *Les années d'utopie 1968-1969*, Paris, Plon, 2003, p.73
[1119] IBÁÑEZ Tomas *Mai 68, au-delà du souvenir mais très loin de l'oubli* (2008), -in-IBÁÑEZ Tomás *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*, Paris: Rue des Cascades, 200p, p.344-356, 2010, p.349
[1120] CHRISTIAN Jean *FOURIER-FREINET. Finalités utopiques pour une pédagogie réaliste*, -in-Autogestion et Socialisme, *Charles FOURIER*, Paris: Anthropos, n°20/21, 240p, p.115-158, septembre-décembre 1972, p.151
[1121] Cité par CHRISTIAN Jean, *op.cit.,* eptembre-décembre 1972, p.153
[1122] BOUCHET Thomas *Les fruits défendus. Socialismes et sensualité du XIX° siècle à nos jours,* Paris: Stock, 352p, 2014, p.229
[1123] FEUERSTEIN Pierre *Printemps de révolte à Strasbourg. Mai-juin 1968*, Strasbourg, Saisons d'Alsace, 115p, 1968, p.82
[1124] -in-Nouvel Observateur, p.118, 18-24/10/2007

»

Cette fête prend donc parfois des allures de carnaval prolongé, de « *saturnales* », qui bouleversent autant les destins individuels que les pensées et modes de vie collectifs : « *transgression des tabous en tout genre, fugues de jeunes hors du domicile parental, séparations des couples…* »[1125].

Il est bon aussi de rappeler que la grève générale qui touche des millions de personnes à la mi-mai (7 millions au moins), et qui double largement le nombre record atteint par les grèves de 1936, est d'une certaine manière un rappel du mythe sorélien et des propositions anarcho-syndicalistes du début du XX° siècle. Le nombre colossal (le plus fort mouvement du XX° siècle ?) ne doit pas faire oublier que c'est seulement le $^{1}/_{3}$ des actifs d'alors (20 millions) ; mais c'est vrai également que ces 7 millions bloquent quasiment tout, et que les actifs restants sont dans leur grande majorité sans activité. La vie sociopolitique d'alors est complètement bloquée.

Cependant, si le Grand soir est espéré, il est néanmoins assez peu présent dans les discours ; il manque des POUGET et des YVETOT aux syndicats de 1968 ! Les plus radicaux se comptent aux marges, étudiants, jeunes ouvriers, souvent non syndiqués, militants révolutionnaires… La seule certitude de ces grèves générales de 68 est qu'elles ne sont pas lancées par les grandes confédérations syndicales[1126] : leur côté autonome et spontané en sort grandi.

À sa manière, le mouvement de mai 68 réinvente donc l'action directe de l'ancien syndicalisme-révolutionnaire, avec des méthodes d'action et « *d'insubordination* »[1127] qui touchent autant les étudiants qu'une partie de la classe ouvrière.

Pour les libertaires, l'antimilitarisme, le refus des frontières et l'internationalisme forment une base très forte de leur pensée. Mai 68 a beaucoup fait également en ce sens, ne serait-ce que par le rôle initiateur des anciens opposants à la Guerre d'Algérie (via l'UGAC, la FCL en milieu anarchiste, ou même l'UNEF et le PSU), ou par la forte participation aux manifestations de soutien du peuple indochinois contre l'impérialisme yankee, ou par le soutien accordé aux jeunes du contingent qui luttent contre « *l'encasernement* » et pour la « *fraternisation* » (Cf. l'étonnant *Appel du 15° RIMECA de Mutzig* du 22 mai 1968[1128]). Il est important de rappeler ici qu'une grande partie de la contre-culture étatsunienne lancée contre la guerre du Vietnam est souvent proche des thématiques anarchistes (Joan BAEZ, Paul GOODMAN, une partie du mouvement hippie…). Les libertaires en France sont également nombreux à se ranger du côté des travailleurs immigrés. Si les CAL ou le Mouvement du 22 Mars (où les anarchistes sont nombreux) sont très concernés par cette problématique, force cependant est de constater que l'idéologie anti-impérialiste ressort plutôt des mouvements gauchistes plus ou moins marxisants (la Ligue Communiste ou la Cause du Peuple ensuite…)[1129].

Enfin, mais ce n'est pas spécifique aux libertaires, un des autres traits novateurs de 1968 est de dépasser le cadre relativement étroit des révolutions passées, trop centrées sur le travail et les rapports économiques, pour aborder des thématiques plus sociales et plus culturelles : la lutte contre le pouvoir passe aussi dans le couple et la sexualité, avec un rôle nouveau assumé par les femmes, dans la vision écologique, dans la transmission du savoir… Tout cela n'est novateur que parce que massivement abordé en 1968 et après, même si des

[1125] WINOCK Michel *La révolution a-t-elle eu lieu ?*, -in-L'Histoire, n°330, avril 2008, p.55
[1126] PUDAL Bernard & RETIÈRE Jean-Noël *Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.207-221, 2008, p.208
[1127] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique*, Rennes, PUR, 378p, 2007
[1128] FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.42-44
[1129] BERTRAND Romain *Mai 68 et l'anticolonialisme*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.89-101, 2008

»
initiateurs et penseurs avaient développés ces thèmes depuis fort longtemps[1130]. Par contre il faut modérer tout schématisme sur le féminisme qui explose alors ; cela reste le fait d'une minorité, sans doute active et prenant peu à peu de l'importance, mais la société reste conventionnelle et dans le milieu du travail, les femmes, plus grévistes que par le passé, restent mineures et contrôlées, y compris sur le plan de la sexualité[1131].

### 5. Des formes d'organisations liées aux utopies libertaires et autogestionnaires : autonomie, autogestion, fédéralisme…

Les formes d'organisation les plus novatrices mises en place en mai se rangent fortement dans la meilleure tradition libertaire, liées à la démocratie directe ou à ce que DUTEUIL nomme « *la démocratie mouvementiste* »[1132], concept assez novateur et qui gagnerait à être réutilisé, même s'il touche surtout les pratiques issues du Mouvement du 22 Mars. Les principales notions mises en avant concernent l'éclosion d'un débat plus ouvert et démocratique, l'anti-hiérarchie[1133] et l'autonomie[1134], et bientôt celles d'autogestion.

Par exemple, malgré des leaders mis en avant par les médias (incontournable Dany !) l'absence de leaders reste une pratique courante, et l'anonymat est souvent pratiqué dans la plupart des comités. La très grande majorité des graffitis ou affiches ne sont pas signés. À *l'Atelier Populaire des Beaux Arts*, ces affiches sont présentées en AG, choisies collectivement et réalisées et diffusées immédiatement sans signatures, par un travail collectif ininterrompu, avec rotation, de jour comme de nuit. Belle attitude contre le droit d'auteur et l'appropriation individuelle d'une imagination collective[1135] On assiste ici à un vrai positionnement libertaire en matière artistique, ne serait-ce que part « *la dilution de l'artiste dans un collectif* »[1136]. Et avec un net refus des hiérarchies, puisque « *les responsabilités sont provisoires et tournantes* ». Le fonctionnement semble similaire dans les deux autres centres de production artistique militante : les Arts Déco et l'École de Médecine.

Un autre des points forts de mai est cette « *réinvention des formes sociales* » aux dires de René LOURAU[1137], assistant à Nanterre qui théorise sur l'autogestion et la pratique lui-même par le biais de la pédagogie institutionnelle. *Le Manifeste universitaire* (mai 1968) proposé par Claude FOHLEN[1138] propose l'*Autogestion* en 2° point sur 4. Ces formes s'inspirent de deux axes révolutionnaires fortement liés mais distincts, la « *démocratie directe* » qui est plutôt de l'ordre du politique, et la « *démocratie autogestionnaire* » qui est plutôt de l'ordre du social : mais évidemment les interférences sont multiples. On peut y ajouter la recherche de l'autonomie, sociale, politique mais également personnelle et corporelle, en reprenant une citation de Raoul VANEIGEM ; « *occuper les lieux de travail pour les transformer en lieux de création, occuper son propre corps pour le transformer en lieu de jouissance, occuper la terre pour y implanter une véritable présence humaine* » est « *en substance le projet le plus vivant* » de mai 1968[1139]. « *La première de ces formes sociales a été l'Assemblée générale* » poursuit LOURAU, qui porte en elle les idées de démocratie, de transparence,

[1130] Cf. sur ce point DUTEUIL Jean-Pierre *Intervista* con JARRY Éric, -in-Bolletino Archivio G. PINELLI, Milano, n°13, p.19-26, agosto 1999
[1131] Cf. VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.43-44
[1132] DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.203
[1133] DENIS Pierre *Un mouvement pour l'autogestion ? de la réflexion à l'action révolutionnaire*, -in-Autogestion, *Autogestion et la révolution de Mai*, Paris: Anthropos, n°5-6, 218p, p.49-62, mars-juin 1968
[1134] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.213 & ss
[1135] Cf. *No©opyright. Sorbonne 68. Graffiti*, Paris, Verticales, 1998
[1136] VIOLEAU Jean-Louis *L'expérience 68, peinture et architecture entre effacements et disparitions*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.222-233, 2008, p.223
[1137] LOURAU René *Intervista*, -in-Bolletino Archivio G. PINELLI, Milano, n°11, p.38-44, agosto 1998
[1138] FOHLEN Claude *Mai 1968. Révolution ou psychodrame ?*, Paris : Dossiers Clio, 96p, 1973, p.36
[1139] VANEIGEM Raoul *Pour une internationale du genre humain*, Paris, Le Cherche Midi, 189p, 1999 puis Paris, Folio Actuel, 265p, 2001, p.134

»
d'anti-hiérarchie, de spontanéité… et qui dépasse la somme de ses composantes en tant que force collective, si on reprend l'idée développée en son temps par PROUDHON. Le 13 mai, les occupants de la Sorbonne (déclarée «*ouverte*»), par tract, annonçaient fièrement «*L'université de Paris sera désormais gérée par les comités d'occupation et de gestion constitués par les travailleurs, les étudiants et les enseignants*»[1140] : le rêve unitaire et le rêve autogestionnaire inextricablement mêlés…

La première forme (démocratie directe) va être récupérée et vidée de son sens révolutionnaire dans les années 1970 et 80, alors que la deuxième (autogestion) sera détruite et oubliée, car irrécupérable[1141], et également contournée (cogestion, participation…).

En tout cas toutes les situations sont utilisées, toutes les « *brèches* »[1142] sont possibles pour proposer des alternatives. Le concept de brèche, d'hétérotopie chère à FOUCAULT ou de TAZ d'Hakim BEY sont donc en gestation en 1968.

Le meilleur (en tout cas le plus célèbre) exemple libertaire français est sans doute le ***Mouvement du 22 mars***, créé dans la faculté de Nanterre. Pour certaines méthodes d'action, et son état d'esprit pluraliste, on pourrait y associer le **MAU** - ***Mouvement d'Action Universitaire***. Comme son nom l'indique, le Mouvement du 22 Mars est un mouvement « *de type nouveau* », pas une secte dit TOURAINE, pas un groupuscule dit KRAVETZ. Il apparaît en fait comme une sorte de symbole très représentatif, de «*catalyseur*», de «*ferment*» (Guy MICHAUD[1143]) de ce qu'a été 1968, et comme un contre-projet dans la théorie et l'action au modèle léniniste encore à l'époque dominant. Une de ses militantes le confirme : ce n'est « *ni une organisation d'avant-garde, ni un mouvement de masse, mais quelque chose de spécifique* » car le Mouvement « *estime qu'il n'y a pas de modèle révolutionnaire, qu'au contraire la révolution c'est la coupure radicale avec le passé* »[1144]. Il est effectivement pluraliste et non dogmatique par principe, et refuse de se couler dans un moule ou de représenter un seul groupuscule ou une seule tendance. L'aile libertaire y est cependant la plus active, notamment avec Jean-Pierre DUTEUIL qui y a consacré un superbe livre rétrospectif[1145], et avec l'aura qu'est en train d'y acquérir Dany COHN-BENDIT. En plus du pluralisme assumé, même avec des trotskistes parfois très autoritaires (la JCR-*Jeunesse Communiste Révolutionnaire*), le « *22 mars* » renoue avec les pratiques de l'anarchisme début du siècle : « *basisme* », « *assembléisme* », démocratie et action directes… Cet « *assembléisme* » est réel : le 22 Mars tient n mai des AG presque quotidienne, auxquelles prennent part selon les cas de 100 à 300 personnes.

Il est donc tout « *à la fois un foyer, un moteur et une figure qui permet de se voir et de se comprendre, une force à la fois réelle et symbolique* » note bien longtemps après Daniel BLANCHARD[1146]. Le 22 Mars teste une utopie vécue et anticipe une utopie rêvée, un peu comme tous les mouvements novateurs de l'histoire des révoltes et révolutions depuis la nuit des temps : « *ils tentent une expérience et une jouissance immédiate d'une société qui n'existe pas encore, mais que préfigure une socialité authentique, c'est-à-dire sans codes qui figent et*

---

[1140] KRAVETZ Marc & autres *L'insurrection étudiante. 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire* Paris: UGE-10/18, 512p, 1968, p.440

[1141] PORCARO Mimmo *Aspetti dell'idea di rivoluzione negli anni '70 in Italia*, –in-RSDA, Pisa, BFS, a.9, n°2(18), luglio-dicembre 2002

[1142] MORIN Edgard/COUDRAY Jean-Marc/LEFORT Claude *Mai 68 : la brèche, première réflexion sur les évènements*, Paris, Fayard, 1968

[1143] KRAVETZ Marc & autres *L'insurrection étudiante. 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire* Paris: UGE-10/18, 512p, 1968, p.472-473

[1144] *Tribune du 22 Mars* du 03/06/1968, -in- Mouvement du 22 Mars *Mai 68. Tracts et Textes*, La Bussière, Acratie, 64p, mai 1998, p.20

[1145] DUTEUIL Jean Pierre *Nanterre, 1965 –66 – 67 – 68. Vers le mouvement du 22 mars*, Mauléon, Acratie, 240p, 1988

[1146] BLANCHARD Daniel *Actualité de Mai*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.17-26, mai 2008, p.25

»
*séparent, ni instrumentalisation, une perpétuelle mise en œuvre de cette "faculté de commencer" par quoi ARENDT traduisait "liberté"* »[1147].

Le Mouvement du 22 Mars est donc à la fois un des modèles et un des promoteurs des fameux CAR - *Comités d'Action Révolutionnaire*, « *nouveau type d'expression et de lutte* » ; dans leur tract du 15/05/1968 ils en appellent à la généralisation et répètent plusieurs fois « *Constituons des Comités d'Action Révolutionnaire !* » ou « *Organisons nous sur nos lieux de travail en CAR* »[1148].

Il dispose de multiples Commissions, dont 4 sont essentielles, ne serait-ce que pour référencer la thématique principale : Luttes étudiantes et ouvrières, Université critique, Luttes anti-impérialistes, Culture et créativité. Il faut y ajouter celle de l'approvisionnement.

Son goût de la provocation, du scandale, de l'action directe, à la suite des Provos néerlandais ou des situationnistes strasbourgeois, est une marque très nette de la liberté assumée par l'anarchisme d'alors.

Cette occupation festive du terrain a donc fait du mouvement un des rares interlocuteurs reconnus et très médiatisé, et lui a donné une aura et un pouvoir d'influence bien au-delà de ses forces et de son impact réels. Sur le moment, il est considéré comme la force « *déterminante* » de ce qu'on ose appeler à chaud la « *révolution étudiante* », comme le prouve ce petit ouvrage centré sur les *Barricades de mai* sortit chez Solar au 2e trimestre 1968[1149].

Le mouvement de Nanterre, comme celui de Strasbourg (où sont très actifs les situationnistes) datent tous deux de la fin 1967 (1966 pour Strasbourg). Ils précèdent le mois de Mai, servent de modèle ou de référence, et pour Nanterre de fer de lance. Ils annoncent la « *floraison d'autogestion* »[1150] dans l'université et dans les lycées : essor des AG – Assemblées Générales, des Commissions, des Comités d'Action. Il en est de même du MAU - Mouvement d'Action Universitaire, lié à l'UNEF-Sorbonne depuis mars 1968, qui agit un peu sur les mêmes bases que Nanterre.

Les CA- *Comités d'Action* sont vraiment le symbole organisationnel du mois de mai, et le mot d'ordre pour les stimuler est lancé par diverses sources dès les premiers jours de mai, y compris de manière anonyme, comme ce tract qui s'intitule *Pour que la révolte ne soit pas un feu de paille d'un jour. Comment former un comité d'action ?* (4 ou 5 mai[1151]). Il insiste sur son caractère pluriel, plus large donc que les organisations traditionnelles, et donc plus attractif et plus souple. Il propose une structure horizontale, la *Coordination provisoire des comités d'action*, pour le Quartier latin. Mais si ces CA appellent à l'unité, recherchent des coordinations et autres convergences, leur trait dominant reste leur autonomie, de mouvement et d'idées : «*à chaque comité son initiative de propagande auprès des travailleurs*»[1152] rappelle le tract signé Les Comités d'Action (7 mai ?)

Ces CA surgissent sous des noms diversifiés, mais prioritairement font référence aux comités (soviet, conseil, collectif, collectivité… sont nettement moins utilisés) : Comité d'Action (CA) tout simplement, Comités d'Action Révolutionnaire (CAR), Comité de Défense contre la Répression (CDR), Comités d'Action Lycéens (CAL), Comités d'Action Universitaire (CAU), Comités d'Action Étudiants-Ouvriers (CAEO de la Halle aux Vins), Comités d'Action du 3 Mai (CA3M), Comité Intersyndical de Coordination à Saclay (CIC), Comités d'Occupation (CO de la Sorbonne dès le 13 mai), Comité de Liaison Étudiants-Ouvriers (CLEO de la Sorbonne), Comité d'Action Travailleurs-Étudiants (CATE de Censier…), Comité de Coordination des Facultés, Comités d'Usine et ou d'Ateliers parfois appelés Comités de Base, Comité d'Action

[1147] BLANCHARD Daniel *op.cit.*, p.25-26
[1148] Mouvement du 22 Mars *Mai 68. Tracts et Textes*, La Bussière, Acratie, 64p, mai 1998, p.12-13
[1149] LABRO Philippe *Les barricades de mai*, Paris, Solar, 1968
[1150] LEGOIS Philippe *L'autogestion universitaire en mai-juin 1968 : portée et limite, discours et pratiques*, -in- *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Sorbonne, 2003, p.482
[1151] KRAVETZ Marc & autres *L'insurrection étudiante. 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire* Paris: UGE-10/18, 512p, 1968, p.103
[1152] KRAVETZ Marc & autres *op.cit.*, p.193-194

»
des Travailleurs Étrangers, Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés en France (CLOTIF), Comités de Quartiers, Comités de Secteurs (il y en aurait 5 dans le XIII° arrondissement parisien), Conseils d'unité au CEA de Saclay[1153], Coordinations ou AG inter-facultés (comme à Montpellier) se développent partout. Une vague d'étudiants, quelques professeurs, quelques militants extérieurs renouent avec les traditions conseillistes. Des ouvriers et des agriculteurs (souvent jeunes), des marginaux, des femmes, des immigrés, des intellectuels… soit rejoignent le mouvement, soit constituent leurs propres comités, de manière cependant plus corporatiste. La plupart des partis cherchent à s'en inspirer : le PSU et des trotskistes avec les Comité d'Action Populaire (CAP), le PCF avec les Comités d'Actions pour un Gouvernement Démocratique et Populaire (CAGDP). En 2008 DUTEUIL insiste encore sur ces CA de toute forme qui présentent la vraie « *épine dorsale et la chair de la révolte de 1968* »[1154]. Plus de 460 seraient répertoriés fin mai. Du 7 mai 1968 à avril 1969, les CA surtout parisiens disposent d'un journal très diffusé *Action*. *Les Cahiers de Mai* est l'autre organe célèbre qui en assure la promotion.

Il semble qu'un autre des grands précurseurs soit le *Conseil étudiant* que les situationnistes et autres groupuscules établissent sur Strasbourg le 07 mai 1968. Comme ils l'affirment eux-mêmes, il est « fondé sur la démocratie directe » et contre toutes les bureaucraties[1155]. Le 11 mai, la Faculté des Lettres est occupée ; un drapeau noir y est dressé pour plusieurs semaines. Ce même 11 mai est proclamé la totale « *autonomie* » de l'université strasbourgeoise. Là encore, Strasbourg, ville pourtant bien sage et conformiste, sert de modèle aux autres universités. Les textes et graffitis font presque tous l'éloge de l'action directe et mettent en avant les « *Comités Unitaires de Base* » (l'Italie libertaire de « *l'automne chaud* » et du « *mai rampant* » de 1969-1979 reprendra le terme de CUB et autres COBAS pour désigner les mouvements autogestionnaires de base) comme dans un texte important largement diffusé sur Strasbourg, situationniste à l'évidence : *Adresse à tous les travailleurs* (30/05/1968). Ce même texte lutte pour « *le pouvoir des Conseils de travailleurs* ».

Le mouvement néo-conseilliste le plus radical s'incarne dans le CMDO - *Conseil pour le Maintien Des Occupations*, créé le 17 mai par des anciens du Comité d'occupation de la Sorbonne. Il va durer jusqu'à son autodissolution le 15 juin 1968. Enragés et situationnistes y dominent. Ils tentent de mettre en conformité leur mouvement avec leurs objectifs conseillistes : basisme, spontanéisme, assembléisme… sont des qualificatifs plus ou moins autorisés qui caractérisent le CMDO, qui fonctionne comme « *une assemblée générale ininterrompue* » issue « *d'une unité spontanément créée dans les conditions d'un moment révolutionnaire* »[1156]. Dans un tract du 15 mai, « *Définition minimum des organisations révolutionnaires* », il est mis en avant le fait « *qu'une telle organisation refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant* »[1157]. Au moins en théorie, la cohérence semble forte entre moyens et fins libertaires. En fait la spontanéité est souvent de façade, car le milieu situationniste est nettement dominant et dominateur. Cependant cette organisation est une des plus intéressantes aux niveaux des mots d'ordre : les affiches reproduites dans le livre de VIÉNET et consorts sont éloquentes : « *Occupation des usines* », « *Le pouvoir aux conseils de travailleurs* », « *Fin de l'université* », « *Abolition de la société de classe* »… sont simples et directs. Écrits en blanc sur fond sombre, ils sont efficaces en termes de communication. Seule une reprise détournée de la proposition de SÉYÈS donne forcément un texte plus dense « *Que veut le mouvement révolutionnaire maintenant, Tout, Que devient-il entre les mains des partis*

[1153] TRIPIER Maryse *La revendication des "conseils d'unité" au Commissariat à l'Énergie Atomique en mai-juin 1968*, -in-Revue française de sociologie, p.351-367, juillet-septembre 1970
[1154] DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.127
[1155] FEUERSTEIN Pierre *Printemps de révolte à Strasbourg. Mai-juin 1968*, Strasbourg, Saisons d'Alsace, 115p, 1968, p.27 et suivantes
[1156] VIÉNET René *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* 1998, p.168
[1157] VIÉNET René *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* 1998, p.271

»
*et des syndicats, Rien, Que veut-il ? La réalisation de la société sans classe par le pouvoir des conseils ouvriers* ».

*L'adresse à tous les travailleurs* du 30 mai 1968, cité plus haut avec ses implications sur Strasbourg, du Comité Enragés-Internationale situationniste est sans doute un des textes qui révèlent le mieux l'influence libertaire (démocratie directe, autogestion, fédéralisme, indépendance et autonomie…) puisque « *les travailleurs n'ont pas d'autres voies que la prise en main directe de l'économie et de tous les aspects de la reconstruction de la vie sociale par des comités unitaires de base affirmant leur autonomie vis-à-vis de toute direction politico-syndicale, assurant leur auto-défense et se fédérant à l'échelle régionale et nationale ». « La démocratie est directe et totale* »[1158].

Le groupement ICO - *Information Correspondance Ouvrière* est un autre de ces mouvements conseillistes, mêlant positions libertaires et vieilles traditions marxistes.

Le mouvement des occupations s'étend rapidement aux écoles, aux universités, aux médias et au domaine de la culture : occupation de l'Odéon (apparemment sur proposition, entre autres, de Jean-Jacques LEBEL), de l'ORTF, de l'École Nationale Technique de la Photographie et du Cinéma (ENTPC), sont des exemples connus, qui s'appuient sur les tentatives faites dans les universités. Les EGCF - *États Généraux du Cinéma Français* qui s'ouvrent le 17 mai à l'ENPC - *École Nationale de Photographie et de Cinématographie*, sont parmi les exemples les plus marquants, et par le terme employé, les plus symboliques, de cette vague assembléiste qui se répand partout. La Sorbonne a même été décrétée « *Université autonome populaire* », et ouverte à tous ! Tant à la Sorbonne qu'à l'Odéon, les membres de la troupe du *Living Theatre* sont très présents, et appuient le CAR-Odéon (*Comité d'Action Révolutionnaire*). Au Festival de Cannes, une poignée de cinéastes contestataires occupent la grande salle du Palais du Festival. Fin mai se tiennent à Suresnes les États généraux du cinéma, à forte tonalité anti-centraliste (le CNC - *Centre National de la Cinématographie*, est « *supprimé* » depuis le 21 mai !).

J'ai 17-18 ans en 1968 et je fais partie des animateurs du Comité d'occupation de l'École Normale d'Instituteurs (ENI) de Besançon (rue de Montjoux).

Entré dans cette institution à 15 ans en 1965 (promotion 1965-1969), j'y découvre des cercles d'initiation sociale stimulants : club UNESCO, cellule de VO-Voix Ouvrière avec l'ami Michel PY (que je retrouve toujours très actif sur Lure par la suite), ébauche du syndicalisme (surtout le SGEN-CFDT ; discussions avec mon autre ami de longue date Gérard JUSSIAUX), discrète présence des JC, formation CEMEA, groupes cinématographique et théâtral… Avec ma promotion nous nous lançons dans des mouvements mi-potaches, mi-contestataires contre la bête répression (concours anti-scotch contre les retenues, les fameuses et stupides "colles" quasi systématiques qui nous faisaient rester des dimanches supplémentaires à Besançon), contre le bizutage imbécile et quasi-institutionnel de l'EN… Nous établissons une caisse de solidarité pour réparer nos bêtises, surtout lors des homériques batailles de pollochons… Bref nous avons déjà une expérience collective et conviviale avant les évènements, renforcée par le fait que nous sommes quasiment tous internes.

En mai pendant près de 10 jours nous sommes presque totalement seuls dans l'ENI, nous c'est-à-dire les élèves-futurs maîtres, essentiellement ceux de terminale et surtout la mienne (TB) et très peu de post-bac ; pas mal d'élèves de premières également et quelques uns de seconde. La direction et l'administration apeurées ont pratiquement totalement disparu, les professeurs et surveillants sont aux abonnés absents sauf de rares mobilisés comme l'omniprésent Joseph PINARD et notre étonnant professeur de philosophie GISARD (ou GIZARD ?) qui passent parfois. L'autoritaire directeur Pierre LAFILLE, pourtant de forte personnalité, se retranche dans ses appartements et ne met plus les pieds dans une école qui

[1158] Comité Enragés – Internationale situationniste *Appel à tous les travailleurs*, Paris, 3p, 30/05/1968

»
temporairement ne lui appartient plus ; ce fut une de nos plus étonnantes surprises. Nous auto-organisons tout : entretien-nettoyage des locaux, gestion de la cuisine et préparation de maigres repas, organisation de la solidarité avec les ouvriers des usines proches (WEIL surtout), liens réguliers avec la faculté des lettres et autres écoles en mouvements. Pour la nourriture, l'intendant GOMEZ sympathisant d'un mouvement qui lui rappelle sa jeunesse et ses engagements dans le Calvados (si je me souviens bien), nous remet cérémonieusement et amicalement les clés du garde-manger. Les volontaires pour toutes les tâches sont toujours nombreux, que ce soit pour aller chercher les tracts à l'université du centre ville ou pour la corvée des patates à éplucher. Nous vivons en permanence une vie collective agrémentée de débats, avec la réalisation de tracts, de grands panneaux d'affichage, de banderoles... Ces dazibaos spontanés utilisent toute la documentation accumulée, articles des rares journaux édités alors et surtout tracts à foison recueillis ici et là.

Pour le 13 mai, nous organisons un défilé particulier pour la grande manifestation en ville. Trace de notre corporatisme (?) ou volonté de mettre en avant notre solidarité renforcée, nous manifestons avec nos blouses blanches, sorte d'uniformes obligatoires que nous portions alors. Le matin de la manifestation, petite alerte : des gendarmes sont aux portes de l'École normale ! En fait c'est mon père, gendarme du pays de Montbéliard mobilisé sur Besançon (à la caserne Trépillot je crois), qui est venu embrasser son fils. Très beau souvenir pour moi : l'amour paternel sans aucune remarque ou remontrance, alors que je saurai par la suite que mon père est inquiété et menacé de transfert à cause de ses fils agités, moi au sein de l'EN et un autre de mes frères qui fait le piquet de grève chez Peugeot.

Ces souvenirs personnels sur un mouvement modeste mais étonnant entraînent plusieurs remarques :

- la force de la spontanéité dans un milieu pas forcément préparé à une telle action (très jeune et somme toute peu politisé). À l'époque la majorité est à 21 ans, autant dire qu'il n'y a pratiquement aucun majeur dans le mouvement.
- l'importance et la force du collectif qui permet de se dépasser, de sortir de soi et d'innover socialement dans un cadre qui ne nous y a aucunement préparés.
- la pratique - sans conceptualisation ni conscience réelle évidemment - d'ébauche d'autogestion découvrant la répartition et la rotation des tâches naturellement vécues et les vibrantes et interminables assemblées.
- l'influence massive et durable, pour celles et ceux qui y ont participé, de ce bouleversement des conditions d'existence. C'est une des plus riches et enthousiasmantes expériences de ma vie, elle a marqué maints engagements futurs et explique sans doute ma constance dans l'engagement collectif associatif et la recherche sociale.
- c'est un bon exemple pour montrer la rupture essentielle que fut 68 pour une jeune génération qui jusqu'alors était plutôt écrasée par une société pleine de conventions et de pressions autoritaires.

Des étudiants et des écrivains créent le *Comité d'Action étudiants-écrivains* (le CAEE) autour de MASCOLO, Marguerite DURAS, Robert ANTELME… qui est un des mouvements parmi les plus radicaux : en proposant un « *communisme de pensée* », en ne signant pas certains textes, le CAEE présente une vraie alternative au droit d'auteur et rejoint le mot d'ordre situationniste de recopier, reproduire par tous les moyens les textes qu'ils publient. N'avaient-ils pas écrit au dos de *De la misère en milieu étudiant* (1967) : « *ce texte peut être librement reproduit, traduit ou adapté même sans indication d'origine* ».

L'exemple de l'École des Beaux Arts devenant un Atelier populaire (du 14 mai au 27 juin) qui vit et produit pour le mouvement dans son ensemble est celui qui a laissé le plus de souvenirs palpables de ces tentatives d'autoproductions militantes.

»

Rue Michelet se met en place un Institut Autogéré d'Urbanisme, auteur d'un tract de 1968 intitulé *Autogestion*[1159] avec Jean-Paul JUNGMANN et Hubert TONKA. Le tract se termine par la proclamation :

«*À bas la participation, la parité dans la cogestion, le réformisme et la rénovation*
*L'étudiant, dans le procès de travail, est un travailleur !*
*Pour les conseils de travailleurs !*
*Pour l'autogestion !*»[1160].

Cette autogestion balbutiante, notamment à partir des remarques de l'Institut d'Urbanisme, est débattue et théorisée lors d'un grand débat à Paris-Censier autour d'animateurs de la revue *Autogestion*, prestigieuse production d'Anthropos qui sort depuis1966. On y trouve Henri LEFEBVRE, Serge JONAS, Anatole KOPP, Jean PRONTEAU, René LOURAU, Alain MEDAM… La teneur des débats[1161] permet d'éclairer les thèmes forts de cette période : autonomie, liens étudiants-ouvriers, redécouverte de la démocratie directe et des conseils…

Il est à noter que les militants de Bruxelles ont fait la même chose, occupant leur Palais des Beaux Arts. Une des plaques, attribuée à Marcel BROODTHAERS, s'intitule « Drapeau *noir* »[1162] !

L'autre grande innovation de mai en terme organisationnel et en méthodes d'action, c'est la vague **d'occupations d'usines, de services et d'administrations ou de branches du secteur public**, avec au début quelques **séquestrations** de cadres ou de chefs d'entreprises. Il faut rappeler que ce mouvement, largement développé dans les années 1930, reprenait de l'importance au milieu des années 1960, ne serait-ce qu'en 1967 avec l'occupation de mines en Lorraine, des usines à Homécourt ou les aciéries d'Hayange. Il y a donc bien une préhistoire de Mai en milieu ouvrier, et des actions autonomes qui ne doivent parfois rien à d'autres milieux, ce qui remet en cause la chronologie imposée des évènements[1163]. Les mouvements antérieurs semblent principalement d'origine syndicale, alors qu'en 1968 les syndicats seront parfois débordés par une base ouvrière souvent jeune et non syndiquée.

L'ampleur du mouvement ouvrier se manifeste dès le 11 mai, mais éclate vraiment avec le 13 mai et la manifestation nationale. La grève générale est alors actée par CFDT et FO, qui rejoignent l'UNEF et la FEN. Le 13 mai, plus de 450 meetings et manifestations ont lieu, dont beaucoup dans les villes ouvrières.

Les premières usines importantes touchées sont Sud Aviation-Bouguenais (vers Nantes) le 14 mai et Renault-Cléon (Seine-Maritime) et les NMPP-Paris le 15 mai. Ensuite c'est KLEBER à Elbeuf et LA ROCLAINE à Saint-Étienne du Rouvray. Le 16 mai Sud Aviation de Saint Nazaire, la plupart des grandes usines du Havre et quasiment l'ensemble du groupe RENAULT entrent dans la danse. Le 17 mai, d'après les Renseignements généraux qui méconnaissent la réalité du mouvement et donc sous-estime son ampleur, au moins 23 grosses usines sont occupées[1164] ; le 18 mai ils en notent plus de 100 pour le seul secteur privé. Les **occupations** sont de plus en plus la norme après le 20 mai[1165] : c'est alors «*une*

[1159] VIOLEAU Jean-Louis *L'expérience 68, peinture et architecture entre effacements et disparitions*, -in-*Mai-juin 68*, Paris : Éditions de l'Atelier, p.222-233, 2008, p.225
[1160] *Autogestion !*, -in-Autogestion, *Autogestion et la révolution de Mai*, Paris: Anthropos, n°5-6, 218p, p.61, mars-juin 1968
[1161] *Table ronde à Censier sur les possibilités de l'autogestion universitaire (12/06/1968)*, -in-Autogestion, *Autogestion et la Révolution de Mai*, Paris: Anthropos, n°5-6, 216p, mars-juin 1968
[1162] VIOLEAU Jean-Louis *op.cit*, p.223
[1163] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.26
[1164] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68, op.cit*, p.29
[1165] SOMMERMEYER Pierre *Sous les pavés la grève*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.27-36, mai 2008

»
*vague déferlante*» (Xavier VIGNA) qui va culminer fin mai. Les grèves, avec ou sans occupation, auraient mobilisé entre 3 et 4 millions d'ouvriers.

Sur Sud Aviation (Bouguenais), des influences anarcho-syndicalistes sont notables, et expliquent sans doute la précocité du mouvement et sa radicalité : vote massif de l'occupation, et **séquestration** du directeur et de cadres. Peu après à Cléon la direction est elle aussi «*consignée*». À UNELEC (Orléans) le directeur est «*enfermé*». À Caudebec-les-Elbeuf, la direction de la CIPE est séquestrée ; la même chose touche directions, cadres ou ingénieurs de nombreuses autres usines : Kléber-Colombes (Elbeuf), Rhône-Poulenc (Elbeuf), Sidelor (Deville-les-Rouen), Dresser-Djardin (Le Have), Snecma (Gennevilliers), Thomson-Houston (Chauny), Dubly (Bohain), Citroën Messian (Cambray)… Ce phénomène, souvent spontané, parfois revendiqué, est notoirement condamné par la CGT, ce qui explique sa faible durée et sa relativement faible expansion.

De nombreuses entreprises commencent à se prendre en mains, tant dans le privé comme Thomson (Bayeux), Rhône-Poulenc (Vitry) ou Sud Aviation (Bouguenais), Massey-Ferguson à Lille, que dans le public (centres d'EDF de Cheviré…). La CSF à Brest, LIP à Besançon, PÉCHINEY à Noguères, l'Observatoire de Meudon… ébauchent l'autogestion ou des formes qui y tendent : commissions ouvrières de Brest, comités de Saclay, auto-organisation de quelques centres AGF, assembléisme, mais très rarement autoproduction… Toutes des formes que « *LIP 1973* » va peu après largement populariser.

Mais de la « *cogestion* » aux soviets, il y a loin parfois comme nous l'indique Daniel BLANCHARD[1166] à propos d'un des exemples qui ont marqué l'imaginaire de l'époque : le « *soviet* » du CEN - Centre d'Études Nucléaires de Saclay[1167].

Il n'y a pas que des anarchistes, très loin de là, dans ces mouvements éparpillés et souvent pluralistes eux aussi. Mais la tradition de démocratie directe renaît et l'emporte parfois, et crée une dynamique qui dépasse les appareils, au grand dam de la CGT (on disait alors PCGT par dérision, en milieu libertaire ou gauchiste) qui va commencer son lent déclin. Seule la jeune CFDT (née en 1964), et quelques fédérations ou tendances de la FEN (*École Émancipée*) ou de FO, plus ouvertes et iconoclastes, vont enfourcher un temps la vague autogestionnaire. Dès le 15 mai la CFDT dans un communiqué, parmi d'autres revendications, ajoute avec force «*le droit des travailleurs à la gestion de l'économie et de leur entreprise*»[1168].

Une affiche de 68 proclame « *Soutien aux usines occupées. Pour la victoire du peuple* »[1169], avec en arrière plan une usine stylisée envahie par une masse de personnes. Un tract d'un CAR parisien met en point 1 de son programme « *En occupant les usines, nous avons entre les mains le pouvoir de demain* »[1170]. Le point 5 affirme « *Que nos comités de grève deviennent de véritables conseils de travailleurs, et qu'ils prennent en main la gestion des usines…* ». Et, tirant les conséquences de mai, le 08 juin 1968 le Mouvement du 22 Mars revendique « *l'autogestion partout* »[1171].

Dès le 16 mai, le *Comité d'occupation de la Sorbonne* (alors dominé par *situationnistes* et *enragés*) a bien senti l'importance de ce mouvement ouvrier qui manquait jusqu'alors de radicalité. Dans un *Appel* publié le même jour, il se positionne pour « *l'occupation immédiate de toutes les usines de France et à la formation de conseils ouvriers* »[1172]. Les comités de la Sorbonne dès le 19 mai appellent à cette généralisation. Mais la marche sur Renault-

[1166] BLANCHARD Daniel *Actualité de Mai*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.17-26, mai 2008, p.18
[1167] *Des Soviets à Saclay*, Paris : Maspéro, Cahiers Libres n°127, 1968
[1168] Cité par VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.29
[1169] Reproduite dans GÉBÉ/CABU/CAVANNA/COHN-BENDIT/SINÉ/WOLINSKI *Mai 68*, Neuilly-sur-Seine, Lafon, 2008
[1170] Cité -in-DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.157
[1171] DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.234
[1172] VIÉNET René *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* 1998, p.87

»
Billancourt, qui a rejoint le mouvement le 16 mai à la suite d'une « *grève sauvage* », est bloquée par la CGT qui empêche ainsi la rencontre étudiants-ouvriers.

L'autre référence est bien sûr celle des grandes occupations festives et rarement auto-productives de 1936. Mais il faut rappeler que les occupations de 1968 sont moins massives que celles de 1936, et moins médiatiques, l'essentiel alors se passant hors des usines, alors qu'au moment du Front Populaire la plupart des militants ont choisi l'enfermement à l'intérieur des bâtiments. En 1968, ne restent guère dans les usines que des piquets de grève composés massivement par des syndicalistes, et souvent peu favorables à l'ouverture sur l'extérieur. Les «*forteresses*» ouvrières se closent souvent, notamment là où sévit une CGT mise pour la première fois en échec et qui raidit ses positions exclusivistes pour sauver sa vision des choses.

Les entreprises concernées pratiquent rarement l'**autogestion** (confondue souvent avec **participation, autonomie ouvrière**, **pouvoir syndical**, voire **cogestion**). Elle reste en pratique très minimale le plus souvent et touche peu d'entreprises. Les projets les plus évoqués concernent la CSF à Brest[1173] et à Issy-les-Moulineaux (contrôle de l'organisation du travail)[1174], Usinor-Dunkerque, Sud-Aviation, Lecq (Douay), Couthon-Samofor (La Courneuve) même si dans ce dernier cas il ne s'agit (ce qui est déjà essentiel) que «*d'un droit de regard et de contestation de la gestion de l'entreprise*»… Mais au-delà de ces cas précis l'aspiration autogestionnaire est bien plus large, et ressort de divers groupements ou tendances, et surtout de réflexions menées par la CFDT… Le terme autogestion, même si encore peu clair, a été entendu par de nombreux militants dans des feuilles fédérales ou dans les débats dans les UL et UR. Les expériences yougoslave, algérienne, coopératives ou conseillistes… y ont déjà été évoquées.

Cette « *tendance gestionnaire* » et d'autonomie est la grande utopie libertaire que propulse les « *évènements* », même si comme le note peut-être trop radicalement Xavier VIGNAT «*elle ne correspond pas à une expérience, mais fait l'objet de débats*». Cette volonté d'une gestion alternative semble «*correspondre à une aspiration assez diffuse parmi les grévistes de mai-juin 1968*»[1175]. Alain TOURAINE affirme donc sans doute un peu vite (en tout cas pour la réalité ouvrière) que « *pour les utopistes de mai, le thème central c'est l'autogestion* »[1176]. Le Mouvement du 22 Mars, dans un article sur *Autogestion et narcissisme*, recommande cependant un peu de prudence et de rigueur, en rappelant que « *l'autogestion comme tout mot d'ordre peut être mis à toutes les sauces* »[1177] et qu'il est donc nécessaire d'en préciser contexte et contenus. Et le vrai mouvement d'autogestion explose seulement avec LIP 1973, conséquence de 68 certes, mais pas en 1968. FAURÉ ou DUTEUIL confirment que « *les expériences autogestionnaires sont à l'époque inexistantes, à de très rares exceptions* »[1178].

Le mouvement de Mai renoue pourtant avec les mouvements conseillistes ou de type soviétique libertaires qu'on retrouve au départ de toutes les grandes révolutions. Partout fleurissent, souvent spontanément, *Comités de base, Comités d'Action, Comités de grève, Comités d'Ateliers*… Et la CFDT reprend l'idée proudhonienne sur la capacité politique des classes ouvrières et leur nécessaire autonomie : «*auto-gestion, participation : du préfabriqué ? Non - C'est à définir et construire par les travailleurs*» (Syndicalisme, 25/05/1968). Mais évidemment, ce n'est pas parce qu'une grève ou un conflit sont menés par un Comité ou Conseil, ou en Assemblée générale, que l'autogestion est au bout du chemin : il ne s'agit souvent que d'une forme de lutte misant sur la démocratie directe.

---

[1173] PORHEL Vincent *L'autogestion à la CSF de Brest,* -in-DREYFUS-ARMAND et al., *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles: Complexe, 2000
[1174] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.65
[1175] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, *op.cit,* p.51 & 52
[1176] TOURAINE Alain *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, p.285
[1177] Mouvement du 22 Mars *Mai 68. Tracts et Textes*, La Bussière, Acratie, 64p, mai 1998, p.47
[1178] FAURÉ Christine *Mai 68 jour et nuit*, Paris, Gallimard-Découvertes, 126p, 1998, 79

»

Un des exemples les plus mis en avant pour illustrer l'autonomie ouvrière est celui des Comités de base chez Rhône-Poulenc à Vitry. Ils sont entre 30 ou 40, et procèdent à l'élection démocratique d'un CC-Comité Central de Grève. Les syndicats sont donc apparemment mis sur la touche, mais en fait ils restent déterminants au sein du Comité Exécutif issu du CC. La CFDT assume cette division, la CGT la repousse tant qu'elle peut. On a l'impression d'anticiper de 4 ans les relations syndicats-Comité d'Action chez LIP à Besançon. Autre point commun, la transparence des débats, les comités de Vitry dispose des enregistrements des accords ; chez LIP ils seront parfois menés en direct, le patron faisant face à une assemblée générale. Enfin ultime similitude entre les comités de 68 et LIP, l'ouverture sur l'extérieur de nombreuses organisations, et l'ouverture du comité à l'ensemble des ouvriers, qu'ils soient syndiqués ou non.

D'autres usines possèdent ce type de structures d'auto-administration sinon d'autogestion, parfois sous d'autres appellations ; elles apparaissent parfois en 68 mais se développent surtout après, comme un net rebondissement des idées de mai au sein des luttes. Elles débordent les syndicats, sans forcément être contre eux, ainsi Brandt (Lyon), Carbone Lorraine (Gennevilliers), Caterpillar (Grenoble), les Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire), Citroën (Choisy), Citroën (Javel), Coder (Marseille), Colgate-Palmolive (Compiègnes), la CSF (Issy-les-Moulineaux), DMA (Billancourt), Hispano-Suiza, Les Batignolles (Nantes), Massey-Ferguson (Marquette), Renault (Cléon), Thomas-Brandt (Lesquin)…

Mais la réalité usinière est plus floue, et l'utopie moins belle et moins partagée qu'on pourrait le croire[1179] : présence assez minoritaire dans l'usine par rapport au nombre d'ouvriers concernés, organisation quasi militaire de l'occupation, vision rigoriste et puritaine largement partagée[1180], pouvoir masculin affirmé surtout la nuit, maintien de la primauté syndicale…

**L'autoproduction** n'est qu'évoquée : encore une fois ce sont les affiches qui nous parlent le mieux, ne serait-ce que celle qui indique « *Le patron a besoin de toi. Tu n'as pas besoin de lui* » et qui montre au plan supérieur un patron dont les machines actionnées par un travailleur lui remplissent les poches, alors que l'image inférieure montre l'ouvrier produisant désormais pour lui seul, le patron ayant disparu[1181].

Elle semble avoir existé à Péchiney Noguères (Lacq, Basses Pyrénées)[1182], mais sous une forme imparfaite et sans perspective autre que de montrer l'autonomie ouvrière et de garantir la sécurité en maintenant les cuves en fonctionnement. On cite également Perrier (Montigny-les-Bretonneux) qui continue un temps à fonctionner pour livrer les hôpitaux. La CFDT évoque encore Piles Leclanché (Poitiers) et Rhônes Poulenc (Vitry) où le contrôle est assumé essentiellement par les comités. Une vélléité de reprise de production se manifeste également chez Massey-Ferguson (Lille) ou dans l'usine de Saint-Auban (Alpes Maritimes).

**L'auto-organisation économique**, sous forme de « *double pouvoir* », de « *soviet* »[1183] ou de « *commune* », voire de «*gestion directe*», apparaît également très rarement, sauf en Loire Atlantique.

Dans la région nantaise, les tentatives sont effectivement plus appuyées, on va même parler de « *Commune de Nante*s »[1184] et donc renouer avec un autre mythe révolutionnaire

[1179] Cf. VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines,* Rennes: PUR, 382p, 2007, p.37 & ss
[1180] VIGNA Xavier *L'insubordination ouvrière dans les années 68, op.cit.*, p.44
[1181] Reproduite dans GÉBÉ/CABU/CAVANNA/COHN-BENDIT/SINÉ/WOLINSKI *Mai 68*, Neuilly-sur-Seine, Lafon, 2008
[1182] LOURAU René *Gestion directe, action directe*, -in-Autogestion, Paris: Anthropos, n°7, 192p, p.133-152, décembre 1968
[1183] « *le soviet de Nantes* » titrent ROTMAN Charlotte & Patrick *Les années 68*, Paris, Seuil, 344p, 2008, p.187
[1184] GUIN Yannick *La Commune de Nantes*, Paris, Maspéro, 1969

»
(celui de la Commune de 1871[1185]), tant la ville et son pourtour semblent sous l'emprise des comités. L'autogestion dépasse ici l'université et le monde du travail (ouvriers et paysans) pour s'occuper de la vie tout court. Le Comité Central de grève, en lien avec la Municipalité nantaise, édite même des bons d'essence pour gérer au mieux la pénurie et assurer un minimum de services.

Des organisations savoyardes agissent de la même manière en réalisant des bons d'achats[1186]. Sur Marseille, une cantine autogérée fonctionne un temps à Seratel et une volonté d'autogérer son ravitaillement est tenté dans une entreprise de réparations navales[1187].

Dans d'autres régions, comme autour de Nantes, quelques cantines s'organisent, et pratiquent des ramassages de nourriture, des achats groupés, souvent avec de jeunes agriculteurs qui participent au mouvement.

Sur Nantes-Saint Nazaire, la force d'un mouvement libertaire ancien et enraciné (curieusement en milieu paysan ou dans FO et l'UNEF locale) y est sans doute pour quelque chose. Les références au « *double pouvoir* » sentent bon l'année 1917 et quand le Mouvement du 22 Mars, copiant les formules guévaristes sur le Vietnam, espère « *12, 20 Nantes en France et en Europe* »[1188] on met bien l'accent sur le rôle symbolique fort de la région nantaise, et de ses comités qui ont essaimé dans toute l'agglomération.

Durant l'été, les rares militants qui restent dans les campus et les universités tentent de prolonger un mouvement qui s'étiole rapidement. Quelques Universités d'été se mettent en place pour fédérer les énergies et utiliser au mieux les diverses tentatives de démocratie directe exercées en mai-juin 1968. À Strasbourg, une *UCP – Université Critique et Populaire* se présente comme une vraie « *école de la révolution* » mais mêle analyses révolutionnaires et pratiques réformistes sur l'enseignement et la gestion[1189]. Dans l'après-mai, l'Université de Vincennes[1190] tente pour une dizaine d'années de conserver des traces de l'idéologie libertaire réactivée par le mouvement : égalité, autonomie, anti-hiérarchie…

Dans les usines et services occupés, la résistance de prolonge aussi en juin, mais depuis le discours de DE GAULLE (30 mai) et la reprise en main du gouvernement, la répression se fait de plus en plus opérationnelle et de plus en plus dure (Flins 6 juin, Sochaux 11 juin…). Le retour progressif à l'ordre est pour tous ceux qui pensaient que tout était possible une amère désillusion et une vraie incompréhension : comment un mouvement d'une telle ampleur s'est-il aussi vite dégonflé.

## O. UN PORTUGAL QUI CONNAIT UNE EXPLOSION LIBERTAIRE EN 1974

### 1. La « Révolution des œillets » et son arrière plan

En avril 1974, une étonnante, voire «*extravagante*»[1191], révolution (« *la révolution des œillets* ») met fin à une des dernières dictatures de l'Europe occidentale (*L'Estado Novo* de SALAZAR 1932-1970, puis de CAETANO 1970-1974).

Étonnante, car menée par des militaires ballotés entre « *rupture et continuité* »[1192], souvent de jeunes officiers, d'où l'appellation parfois de « *mouvement des capitaines* ». La

[1185] C'est aussi le cas pour le monde étudiant Cf. SCHNAPP Alain/VIDAL-NAQUET Pierre *Journal de la Commune étudiante, textes et documents, novembre 1967-juin 1968*, Paris, Le Seuil, 1969
[1186] DUTEUIL Jean-Pierre *Mai 68, un mouvement politique*, La Bussière, Acratie, 250p, 2008, p.190
[1187] SOMMERMEYER Pierre *Sous les pavés la grève*, -in-*De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, Réfractions, Paris : n°20, p.27-36, mai 2008, p.38
[1188] Mouvement du 22 Mars *Mai 68. Tracts et Textes*, La Bussière, Acratie, 64p, mai 1998, p.30
[1189] FEUERSTEIN Pierre *Printemps de révolte à Strasbourg. Mai-juin 1968*, Strasbourg, Saisons d'Alsace, 115p, 1968, p.60
[1190] Cf. partie sur Vincennes dans ANTONY Michel *VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension. B. Essais utopiques libertaires surtout pédagogiques : des « utopédagogies »*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 96p en avril 2008
[1191] DELLA SUDA Bruno *Révolution des œillets, Poder popular et autogestion*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.568-574, 2010, p.568

»
plupart sont membres du MFA - *Mouvement des forces Armées*. Certains soldats et officiers ont également rejoint le SUV-*Soldats Unis Vaincront*, favorable aux comités de soldats.

Étonnante également car quasiment sans violence. Certes, le régime englué dans une morosité économique forte, et dans des conflits coloniaux, mourrait progressivement de l'intérieur. Mais l'ampleur et la spontanéité joyeuse du mouvement ont marqué tous les contemporains et ressuscité un fort enthousiasme pour les expériences ibériques, d'autant que la participation populaire est très forte.

Pendant une courte période (1974-1975), des accents libertaires auto-émancipateurs, anti-étatiques, et une certaine volonté autogestionnaire se font sentir : « *des valeurs de liberté* » sont mises systématiquement en avant, d'où l'aspect « *libertaire* » parfois évoqué[1193]. Des occupations de terres, de logements et d'entreprises et quelques mises en gestion directe, menées spontanément et appuyées essentiellement par des militants qui sont paradoxalement proches du PCP. Elles renouent sans trop le savoir avec la tradition anarchiste et anarcho-syndicaliste portugaise[1194], avec ce « *courant frondeur, fier, volontaire, subversif* » « *au riche imaginaire utopique* » (Jorge VALADAS) qui domine le socialisme lusitanien au début du XX° (surtout sous la I° République 1910-1926 et même jusqu'en 1934 avec la rébellion de la ville industrielle de Barreiro[1195]). Il y a bien un « *libertarisme spontané* » (João FREIRE) qui explose en Lusitanie.

En effet, avant la prise du pouvoir de CAETANO et la répression qui va suivre, le mouvement ouvrier portugais (la CGT) était très fortement lié à son voisin espagnol, où prédomine alors l'anarcho-syndicalisme de la CNT. Dès 1927, l'ossature politique de cette CNT est partiellement assumée et revendiquée par la FAI, qui justement se nomme *Fédération Anarchiste Ibérique*, et non pas seulement hispanique, le Portugal étant une des « *regiones* » de la FAI.

L'action libertaire au Portugal est ancienne, et une tradition néo-proudhonienne s'installe dès les années 1871-72[1196], notamment avec le futur socialiste Antero DE QUENTAL. Carlos DA FONSECA en analyse l'impact sur la « *génération de 1852* »[1197]. L'anarcho-communisme est plus tardif, et s'impose au détriment du proudhonisme vers 1886-1887, dans sa formulation kropotkinienne. Comme en Espagne voisine, le prince KROPOTKINE et Élisée RECLUS sont les auteurs les plus lus et diffusés en milieu libertaire, et au-delà. La *Fédération Portugaise* de l'AIT reste un foyer actif de militants anti-autoritaires, proudhoniens, bakouninistes mais également saint-simoniens et républicains fédéralistes.

Les anarchistes sont actifs dès le début du XX° siècle, surtout à Lisbonne, ville insurgée en octobre 1910 et soumise à une grève quasi générale en janvier 1912. Dans les campagnes, c'est toute la zone de *l'alentejana* au sud qui connaît déjà des mouvements proches de ce que seront les expropriations des années 1970. La même année 1912, un anarchiste et libre penseur, Angelo JORGE écrit une utopie communiste libertaire récemment rééditée au Portugal[1198] : il s'agit d'*Irmânia*. Pendant la 1° Guerre mondiale, un mouvement antimilitariste très puissant tente de s'opposer à l'entrée en guerre du Portugal ; c'est le cas du groupe autour du journal *A Aurora*, mené par l'anarchiste Neno VASCO. En 1917, des émeutes de la faim, durement réprimées, entrainent une nouvelle grève générale à Lisbonne.

---

[1192] KUNTZ Joëlle *L'armée portugaise : rupture et continuité*, -in-Interrogations, n°7, 1976
[1193] FREIRE Joâo *Les anarchistes du Portugal*, Paris, CNT-RP, Version simplifiée et mise à jour de la thèse de 1988, 336p, 2002,p.317 et suivantes
[1194] Cf. bibliographie : ANTONY Michel *Anarchisme, utopies et mouvements libertaires portugais*, fichier sur le même site, 1° édition 1995, 8p, août 2006
[1195] DE ALMEDA Vanessa *Um momento de viragem, do 18 Janeiro de 1934 ao hastear da Bandeira Vermelha em 1935*, Ed. Camara do Barreiro, 2005
[1196] VALADAS Jorge *La mémoire et le feu, l'envers du décor de l'Euroland*, Marseille, L'Insomniaque, 128p, 2006, p.9
[1197] DA FONSECA Carlos *Introduction à l'histoire du mouvement libertaire au Portugal*, Lausanne, CIRA, 34p, 1973
[1198] JORGE Angelo *Irmânia*, 1912 - Porto, José Eduardo REIS, Edições Quasi, 2002

»

Au Portugal, la *Confederação General de Trabalho* (CGT) assume des positions très semblables à celle de son homonyme française d'avant 1914 : un syndicalisme libertaire d'action directe. La première forme en est l'UON - *União Operária Nacional* (1917-1919). Dès 1919 (jusqu'en 1934) la CGT-P avait adopté une résolution qu'on pourrait avec un léger anachronisme qualifier d'expropriatrice et d'autogestionnaire : « *nous tenons pour indispensable l'expropriation des moyens de production. Ces moyens de production doivent devenir la propriété des producteurs, être gérés par le Conseil d'entreprise, et les produits doivent être distribués équitablement par les syndicats* »[1199]. C'est une sorte de symbiose entre anarcho-syndicalisme et soviétisme. L'influence du syndicalisme révolutionnaire francophone (POUGET surtout) reste forte pendant longtemps au Portugal.

Quelques tentatives de réalisations « *soviétiques* » au sens premier du mot, permettent de donner l'illusion de l'existence d'un « *double pouvoir* », comme au printemps 1917 en Russie, mais il est plus dans les rêves (souvent léninistes d'ailleurs) de l'extrême gauche de l'époque que dans la réalité des faits. Cependant des libertaires appuient le mouvement, comme le groupe *A Ideia*, et le militant et théoricien João FREIRE, et font tout pour promouvoir « *l'expérience portugaise* »[1200], sans en nier les énormes limites. João FREIRE évoque diverses communes ou colonies agricoles comme en 1917-1918, la *Commune de la Lumière* dans l'Alentejo, et la *Commune d'Albarraque* à proximité de Sintra dans les années 1920-1930[1201].

Depuis le *1° Congrès anarchiste national* de novembre 1911, les mouvements anarchistes se sont développés partout dans le pays, accompagnés de dizaines de revues (Liste dans l'ouvrage de Carlos DA FONSECA). Mais l'ensemble reste fort disparate, malgré un choix communiste anarchiste et syndicalistes révolutionnaire largement majoritaire. Ce n'est qu'en 1923 que les anarchistes tentent un premier regroupement d'envergure, avec l'UAP-*União Anarquista Portuguesa*. Le théoricien et orateur, véritable Sébastien FAURE portugais (Carlos DA FONSECA), qu'est Heliodoro SALGADO est une cheville ouvrière omniprésente du mouvement lusitanien et ses ouvrages sont largement diffusés.

## 2. Le Portugal de 1975 entre autogestion, cogestion et contrôle ouvrier

Dans le monde rural : quelques occupations, autogestions et coopératives agraires :

C'est surtout l'Alentajo, le sud, ou le PCP encore fortement pro-soviétique est influent, qui est le cœur du mouvement d'occupation des terres, essentiellement après l'hiver 1974-1975. Les grands domaines incultes (*latifundia*) sont souvent la proie des expropriateurs, paysans très pauvres pour la plupart, qui cherchent à occuper une parcelle de terrains cultivables. Le travail collectif a du mal à démarrer, les revendications portent parfois sur la demande de parcelles individuelles (ce qui amène un retour à l'exploitation privée), et production et consommation sont souvent le fait de coopératives, comme la *Santana* que décrit SOUCHY dans son ouvrage. Ce retour au privé est net dans le regroupement opéré par des petits fermiers, qui en début mars 1975 occupent les sols à Alcasar do Sal. Pourtant le mouvement a été souvent novateur, incluant parfois les femmes alors que le milieu est très paternaliste : ainsi le domaine occupé à Gambia, qui fonde la *Cooperative I de Maio*, leur doit beaucoup.

Une coopérative d'Argeas, créée en janvier 1975, qui mise sur la solidarité effective (l'aide mutuelle), qui établit le salaire familial (comme parfois dans les communes libertaires ou collectivisations l'Espagne de 1936) et qui multiplie les centres de décisions collectifs et crée un magasin coopératif, ressemble fort à une expérience « *kropotkinienne* » aux yeux du militant

[1199] SOUCHY Augustin *Portugal 1975. L'expérience de la révolution lusitanienne*, -in-*Attention anarchiste ! Une vie pour la liberté*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 258p, 2006, p.218

[1200] A IDEIA *L'esperienza portoghese*, -in-A Rivista Anarchica, Milano, n°76, sett.1979

[1201] Cf. le chapitre sur le Portugal -in-ANTONY Michel *VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension. 1° Partie sur Les Microcosmes*, Magny Vernois, Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 72p, octobre 2007

»
libertaire qui la visite[1202], ou lui permet également d'évoquer les kibbutzim. Il faut dire qu'Augustin SOUCHY est alors un des plus importants connaisseurs et analystes des mouvements communautaires mondiaux, titre que les militants et les universitaires lui reconnaissent volontiers. Argeas innove en maints endroits (rotation des tâches) et dépasse le seul cadre de la productin, puisqu'elle cherche à gérer également les problèmes de santé et d'éducation[1203].

La Coopérative de Casebres dans l'Alentajo semble égalent renouer avec la prise au tas kropotkienne puisque les salaires sont mis en réserve, et que «*selon les besoins de chacun, on tire plus ou moins sur la caisse*». Là aussi, avec l'aide de l'État, des services sociaux complètent la dimension du collectif : écoles, santé…

À Figueira (dans l'Algame) le collectif occupe les maisons vides, développe la coopérative de consommation et édifie un Centre socio-culturel ouvert à tous, bien au-delà des limites de la commune.

Le mouvement a été large et puissant, mais aboutit à une réforme agraire aux effets limités : la loi de Réforme Agraire du 28/07/1975 limite les latifundia et donne une sorte de label aux coopératives.

Dans le monde artisanal et industriel et des services, les exemples autogestionnaires sont plus rares, certaines sources parlent de 400 sites touchés par les occupations (?) mais peu par l'autogestion, même si Yvon BOURDET avance le chiffre de 200 entreprises autogérées (estimation du Ministère portugais du Travail - octobre 1975)[1204].

Les occupations concernent surtout les biens vacants, ou plus ou moins abandonnés par leurs propriétaires, comme ce fut le cas en Algérie en 1962, et comme ce sera le cas en Argentine près de 30 ans plus tard. Cette «*auto-administration des biens vacants*» (BOURDET) diffère de l'autogestion dans le sens où il s'agit d'une volonté de conserver actif l'outil de travail, mais sans forcément témoigner d'une idéologie ou d'une volonté autogestionnaire et anti-autoritaire.

D'autres activités dites autogestionnaires sont menées pour tenter de sauver des entreprises en difficulté, ou à l'appel de petits patrons sans ressources… L'aspect conjoncturel et localisé, et la variété des motivations limitent là aussi le côté émancipateur du mouvement. Ainsi la revue *Combate* cite surtout les secteurs du textile, de la confection, du meuble et des produits laitiers, c'est-à-dire des secteurs économiquement en crise et défavorisés[1205]. La revue a édité une liste de 42 entreprises en luttes pour 1974 (supplément du 15/01/1975), liste complétée par 14 autres en 1975[1206].

Cette autogestion se traduit par l'apparition de Commissions de gestion, qui souvent comprennent une partie seulement des travailleurs, et qui de ce fait confisquent souvent le rôle des assemblées générales quand elles ont lieu. Partis de gauche et syndicats souhaitent eux transformer ces essais d'autogestion en mouvements de coopératives ou de cogestion, et en garder le contrôle. L'autogestion réelle semble donc rarement appliquée, et ne laisse place qu'à des tentatives louables d'auto-organisations et de coopératives, qui ont rarement une visée anticapitaliste et antiétatique globale[1207]. Au contraire même, puisque le PSP-Parti Socialiste portugais et les maoïstes du MRPP-*Movimento Reorganizativo do Partido Proletariado*, lors du

[1202] SOUCHY Augustin *Portugal 1975. L'expérience de la révolution lusitanienne*, p.225
[1203] *Visites de coopératives*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.88-94, janvier-mars 1976, p.88-90
[1204] BOURDET Yvon *Révolution et institutions*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.05-26, janvier-mars 1976, p.21
[1205] COMBATE *L'autogestion au Portugal* (n°23, 16/05/1975), -in-La lanterne noire, Meudon-la-Forêt: n°4, p.41-42, décembre 1975
[1206] COMBATE *Liste des entreprises en lutte* (Supplément du n°15, 17/01/1975), -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.55-67, janvier-mars 1976
[1207] AGATHE *À propos de l'autogestion*, -in-La lanterne noire, Meudon-la-Forêt: n°4, p.43-44, décembre 1975

»
congrès de septembre 1975 des entreprises autogérées, parlent plutôt de coopératives de production dans le cadre traditionnel du système économique portugais[1208].

SOUCHY cite l'hôtel Praja Grande das Arribas, le premier de ce type à être autogéré, et pour un temps assez emblématique du mouvement. Il tient le rôle qu'aura dans l'Argentine des années 2000 l'hôtel BAUEN de Buenos Aires. Si on suit l'anarchiste allemand, l'occupation de l'usine de filetage Florescente de Lisbonne (février 1975) est même tolérée par l'État, avec une sorte de reconnaissance officielle de sa *Comision de Trabalhadores*.

Mais la majorité des cas sont plutôt des exemples de cogestion, ou, au mieux de contrôle ouvrier partiel. Les importants chantiers navals Lisnave entrent dans ce cadre, tout comme de nombreuses cliniques privées qui désormais fonctionnent d'abord pour leurs usagers et leurs personnels.

On peut cependant citer quelques LIP portugais :

- José-Maria CARVALHO évoque son soutien à l'usine textile occupée **Sogantal** d'Estrada da Atalaia. Une cinquantaine d'ouvriers (surtout des femmes) y pratiquent la rotation des gestes, l'égalité des salaires et des formes d'autogestion à base d'assemblée souveraine. Une partie de la production (vêtements) est vendue directement par les travailleurs. L'expérience autogestionnaire va durer près d'un an et demi[1209], avec de réels essais de limitation des pouvoirs institutionnalisés et une réelle «*rotation*» des charges[1210].
- Autre cas de la même eau, l'occupation, l'autogestion et la vente du stock (février 1975) partiellement pratiquées dans l'usine de confection **Artedu** à Braga. La détermination est grande, les ouvriers et la population locale aidant à repousser l'intervention des forces de police.
- **Sousabreu** mène également une longue occupation autogestionnaire, et vend serviettes et articles de bain pour s'autofinancer.

Il faut dire que dès août 1974, le décret sur les entreprises de plus de 50 salariés impose la création d'un Conseil d'entreprise. Si celui-ci reposait sur des militants conscients ou déterminés, il pouvait donc servir à établir ce contrôle ouvrier, sinon il devenait une simple structure pour une vague cogestion.

Cela n'arrête cependant immédiatement pas les grèves et les essais d'autocontrôle, comme la grande grève de la TAP dans le transport aérien en 1975 soutenue par les anarchistes. Cela n'empêche pas non plus les essais de coordination horizontale, comme le *Comité Inter-entreprises* de Lisbonne-Setúbal qui relie près de 36 sites industriels[1211].

Dans de nombreux quartiers urbains et dans quelques communes apparaissent comités de quartiers («*moradores*»), comités de locataires et comités de villages. Bien des logements sont occupés et parfois autogérés, mais il s'agit plus d'une organisation populaire pour résoudre la crise du logement que d'un vrai exercice de contre pouvoir, même si la démocratie populaire directe semble bien réelle[1212].

Si on suit l'article concernant surtout Porto, dès avril-mai 1974 une première commission de moradores apparaît dans le quartier défavorisé de Sao Jaão de Deus au nord de la ville ;

---

[1208] BOURDET Yvon *Révolution et institutions*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.05-26, janvier-mars 1976, p.22

[1209] CARVALHO FERREIRA Jose-Maria *Un paradis sur terre à construire jour après jour*, -in-PUCCIARELLI Mimmo/PATRY Laurent *L'anarchisme en personnes. Entretiens avec Eduardo COLOMBO, Ronald CREAGH, Amedeo BERTOLO, John CLARK, Marianne ENCKELL, José Maria CARVALHO FERREIRA*, Lyon, ACL, 368p, 2006, p.343

[1210] LA LANTERNE NOIRE *Portugal: la lutte autonome des travailleurs*, -in-La lanterne noire, Meudon-la-Forêt: n°3, p.26-34, juin-juillet 1975

[1211] CARVALHO FERREIRA Jose-Maria *Opt.cit.*, p.344

[1212] D'ARTHUYS Béatrice/GROS Marielle-Christine *Les commissions de «moradores» : organisation ou pouvoir populaire*, -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.35-53, janvier-mars 1976

»
elle rédige une sorte de cahier de doléances, un cahier de revendications. L'exemple se propage et se coordonne sur toute la ville, notamment au moyen d'une Assemblée plénière issue des divers comités. Des logements vides sont occupés. Le SAAL-*Service d'Appui Local Itinérant* fondé en juillet 1974 fournit aides et conseils, tant sur les plans urbanistiques et techniques que sur les modèles organisationnels (coopérative ou association). En été 1975, pour la seule ville de Porto, 27 associations formées et 22 en formation montrent que les besoins sont réels et le mouvement assez ample. Dans la contrée proche une dizaine d'autres structures sont en mouvement.

Ce type de réseau est horizontal, entre habitants, architectes et techniciens, volontaires du MFA, chômeurs… et s'ouvre peu à peu à d'autres thématiques : santé, crèches populaires, éducation, développement de coopératives de consommation…

La CRAMO-*Commissions Révolutionnaires Autonomes de Locataires et Occupants* tente d'aller plus loin dans sa *Déclaration de principe* de novembre 1975 (publiée par A Battalha n°25 du 22/11/1975)[1213] : l'objectif est une société socialiste s'appuyant sur des organes populaires locaux et autonomes, fondé sur la démocratie directe des assemblées générales. À Porto la Commission d'habitants de la rue Justino Teixera cherche à créer une commune de construction et de consommation qui rompt avec le capitalisme privé et avec le capitalisme d'État[1214].

« *L'utopie* » du «*Poder popular*», surtout libertaire, mêlée au renouveau du socialisme portugais, est évidemment limitée, mais a cependant réellement été renouvelée par l'expérience portugaise[1215]. La majorité des partis en place (PCP et extrême gauche) ont cependant tout fait pour la limiter, et contrôler les incontrôlables, en essayant d'imposer le contrôle ouvrier plus qu'une possible autogestion[1216]. Libertaires, LUAR - *Ligue pour l'Unité et l'Action Révolutionnaire* et parfois le MES - *Mouvement de la Gauche Socialiste*, proches d'Otelo SARAIVA DE CARVALHO (militaire de haut grade né en 1936)… font cependant heureusement exception.

Le printemps lusitanien conserve donc un grand impact « *symbolique* »[1217], aux yeux des anarchistes comme des observateurs et sympathisants, qui mettent en avant les aspects « *anarchistes et rebelles* » de leur pays[1218], d'autant que ceux-ci ont résisté à près d'un demi-siècle de dictature.

Mais une fois l'envol utopique des années 1970 passé, le Portugal sombre à nouveau dans la crise sociale et l'oubli de son passé. Rares sont les mouvements qui renouent avec les associations libertaires ou acrates du début du XX°. Jorge VALADAS cite 3 mouvements qui s'inspirent encore de cette tradition : la *Biblioteca dos Operários e Empregados* de Lisbonne, le *Sport Musas e Benfica* de Porto et le *Clube Aljustralence* d'Aljustrel[1219]. Quant à la revue *Utopia*, au nom emblématique, elle se veut « *organe anarchiste de culture et d'action, et donc de revendication du patrimoine historique des idées libertaires…* » (Cf. son site http://www.utopia.pt/). La renaissance de groupes anarchistes dans les années 1970 (la FARP

[1213] CRAMO (*Commissions Révolutionnaires Autonomes de Locataires et Occupants)*
*Déclaration de principe* de novembre 1975 (A Batalha n°25 du 22/11/1975) -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.73, janvier-mars 1976
[1214] *Textes écrits par les travailleurs*? -in-Autogestion et Socialisme, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris: Anthropos, n°33-34, 249p, p.69-87, janvier-mars 1976? P.85
[1215] BRAGA Teófilo *Utopie et socialisme au Portugal : actes du colloque de Paris, 10-13 juillet 1979*, Paris, Fondation Goulbenkian, 1982
[1216] DELLA SUDA Bruno *Révolution des œillets, Poder popular et autogestion*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.568-574, 2010, p.572
[1217] FREIRE Joâo *Le symbolique et le politique dans la révolution portugaise (Lisbonna 1979)*, -in-La Rue, *Autogestion*, Paris, n°29, 1° trimestre 1981
[1218] ZARCONE Pier Francesco *Portogallo anarchico e ribelle*, Pescara, Samizdat, 218p, 2004
[1219] VALADAS Jorge *La mémoire et le feu, l'envers du décor de l'Euroland*, Marseille, L'Insomniaque, 128p, 2006, p.124, note 117

»
- *Fédération Anarchiste de la Région Portugaise*, l'ALAS - *Alliance Libertaire et Anarcho-Syndicaliste*…) et d'organes prestigieux (*A Batalha*, *A Ideia*…) ne permettent pas vraiment d'enraciner un anarchisme divisé et très minoritaire.

## P. LES LABORATOIRES D'UTOPIE LATINO-AMERICAINS FIN XX° - DEBUT XXI° SIECLE

Reprenant (souvent sans le savoir) les traditions indigènes (et/ou indianistes) et libertaires du magonisme, du zapatisme ou du puissant syndicalisme libertaire (CGT, IWW, FORA, FORU, les FORP…) l'Amérique latine redevient laboratoire(s) d'utopie(s), où les «*éclairs autogestionnaires*»[1220] et les tentatives de démocratie plus ou moins directe se multiplient. Tout le continent est en ébullion, le feu couve à nouveau dans ce «*volcan latino-américain*»[1221]. L'utopie s'y renforce tant dans les esprits que dans le foisonnement des réalisations. Elle s'accompagne d'un (relatif) déclin des mouvements autoritaires et d'une floraison inattendue mais bien réelle et exponentielle de la mouvance anarchiste et libertaire, floraison et réveil que Daniel BARRET a tenté de décrire et de comprendre dans un livre désormais essentiel sur cette partie du monde. Au milieu des années 2000, en remettant à jour 4 ans après sa carte de l'anarchisme latino-américain, il constate que le nombre de groupements a tout simplement doublé[1222], qu'il s'est rajeuni, et que les nouvelles thématiques imposent de revoir un passé présenté parfois comme figé et inadapté aux besoins de l'heure.

Mais entre l'autonomie radicale, libertaire et souvent novatrice de multiples mouvements sociaux par en-bas et les nouveaux caudillisme de gauche (Venezuela ou Bolivie), les ambiguités demeurent fortes.

### 1. Quelques tentatives autogestionnaires dans le Chili d'ALLENDE

Au Chili, l'anarchisme s'est moins développé, à la différence par exemple du voisin argentin, ce qui n'exclut pas une forte tradition anarcho-syndicaliste dans les IWW, la FECH, la CGT, la FORC[1223], etc.

Cependant des mouvements libertaires, revendiquant le *poder popular-pouvoir populaire*, tant dans les milieux de vie que dans les milieux de travail, ont été parfois intenses. Lors de la grande grève de 1956, les anarchistes sont encore membres de la centrale qu'ils ont largement aidé à naître : la CUT-*Centrale Unique des Travailleurs.* Ils font tout pour instaurer une forme de contrôle ouvrier mais face au modérantisme des socialistes et des communistes, ils sont perdants dans l'affaire.

Quelques libertaires de la VOP et du GAP soutiennent le régime d'ALLENDE, y compris militairement. Les anarchistes chiliens ont par exemple parfois soutenu le MIR-*Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (qu'ils ont contribué à fonder en 1965 avant de s'en retirer) pour développer ce concept opérationnel qui mise sur la spontanéité, les organisations démocratiques par en bas et l'horizontalité des rapports humains et sociaux[1224]. Les libertaires soutiennent dès la fin des années 1960 les mouvements d'expropriation (*expropriaciones*) qui touchent les banques et les terres, comme à Puerto Montt en mars 1969, occupation qui se termine par un massacre. Quelques usines sont occupées, comme COOTRALACO en septembre 1969 ; quelques uns de ses ouvriers réclament l'autonomie ouvrière et se dressent

[1220] NEUVILLE Richard *Amérique latine*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.63-66, 2010,p.64
[1221] GAUDICHAUD Franck *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris: Textuel, 2008
[1222] BARRET Daniel (SPÓSITO Rafael) *Los sediciosos despertares de la anarquía*, Buenos Aires: Libros de Anarres - Nordan Comunidad - Terramar ediciones, Colección Utopía Libertaria, 272p, 2011, p.177
[1223] Cf. ANTONY Michel *Anarchisme chilien, mouvements et utopies libertaires & autogestionnaires*, Magny Vernois: fichier sur le même site, 1° édition 1995, 60p, octobre 2012
[1224] GUTIÉRREZ DANTON José Antonio *Los libertarios y las lecciones del golpe de Estado en Chile* (11 de septiembre de 1973), -in-Hombre y Sociedad, 2003, Cf. http://www.anarkismo.net/article/9846, consulté le 20/03/2012

»
contre l'État et le gouvernement, indiquant que le contrôle ouvrier reste insuffisant en terme d'émancipation[1225].

De 1970 à 1973, pendant la présidence de Salvador ALLENDE (1908-1973) des pratiques autonomes et antiparlementaires se développent plus ou moins spontanément, avec parfois le soutien des libertaires (comme ceux du syndicat du cuir avec Vicente TAQUIAS VERGARA) ou de la VOP et du MIR (qui les promeut mais qui vise également à les contrôler[1226]). ALLENDE est un leader socialiste réformiste, mais d'une grande rigueur, et doté d'une formation assez éclectique : il est lié à un coordonnier anarchiste (Giovanni dit Juan DE MARCHI[1227]) dans sa jeunesse qui lui apprenait les échecs et lui parlait politique et évoquait BAKOUNINE, KROPOTKINE, MALATESTA et LAFARGUE ; ALLENDE a lu BAKOUNINE[1228].

Sur le plan politique et spatial ils touchent surtout la capitale et quelques villes comme Concepción ou Valdivia, et les secteurs ruraux déjà bien tenus par quelques communautés indigènes. En juillet 1972 c'est Concepción qui ouvre la voie avec *l'Assemblée du peuple*, lancée par les étudiants, mais appuyée au départ par la plupart des partis de gauche et par un grand nombre d'associations de base (149 ?[1229]). Certains mouvements comme le MIR pensent que c'est le moteur attendu pour établir des conseils communaux appliquant la démocratie la plus directe possible.

Mais ces mouvements se heurtent à l'opposition du PC chilien et de la majorité de la centrale CUT qui y voient surtout un mouvement concurrent et incontrôlable, et pour le cas de Concepción à l'intransigeance d'ALLENDE car il privilégie la légalité socialiste.

En fin 1972, pour contrer la « *Huelga de los jefes - Grève des chefs* » hostile au gouvernement populaire, des travailleurs s'emparent de quelques usines. Lors des occupations ont lieu quelques tentatives d'autoproduction[1230], sous contrôle ouvrier plus que sous forme de réelle autogestion semble-t-il[1231]. Des *Consejos de Trabajadores* tentent de réaliser une mythique dualité du pouvoir.

La gauche du PS et du syndicalisme semble appuyer ces initiatives populaires. Le pouvoir en place propose même en 1972 un *Projet de loi sur le Système national d'autogestion*[1232] et semble s'engager dans une voie socialiste qui évoque parfois la Yougoslavie.

Le contrôle ouvrier, et dans certains cas une forme limitée de participation ouvrière, se structurent avec une triple limitation :
1- ce n'est assurément pas l'autonomie ni l'autogestion, car tout est sous contrôle étatique.
2- le syndicalisme reste le moteur principal, par exemple en étant le seul à pouvoir convoquer l'Assemblée générale ou à diriger le Conseil coordinateur.
3- cela ne concerne - malgré l'extrême gauche - que le secteur public ou nationalisé ou mixte.

---

[1225] UNOS PROLETARIOS (?) *A 40 años del golpe. Desmitificar nuestra historia, romper con toda idolatría y continuar la lucha revolucionaria por fuera y en contra de la institucionalidad capitalista,* 30p, sett. 2013, p.30
[1226] LEIVA FLORÉS Sebastián *Teoría y práctica del poder popular : los casos del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, chile, 1970-1973) y del Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario (PRT-ERP, Argentina, 1974-1976)*, Santiago: Tesis par optar al grado de Magíster en Historia, marzo 2007 Cf. http://www.archivochile.com/tesis/04_tp/04tp0014.pdf, 237pA4, consulté le 20/03/2012
[1227] GERNONE Sebastiano *Salvador ALLENDE 100 años ! Un regalo para el Presidente : Juan DE MARCHI maestro del "chico" Salvador ALLENDE,* Site : http://www.telestreetbari.it/content/view/530/5/, mis en ligne le 18/06/2008, consulté le 6/12/2013
[1228] *Dossier Chili 1973*, L'Histoire, n°391, p.43, septembre 2013
[1229] DUHAMEL Olivier *Chili ou La tentative. Révolution/Légalité*, Paris: Gallimard, 278p, 1974, p.157
[1230] GAMBONE Larry *El movimiento libertario en Chile*, -in-Site Anarchopedia, Consulté le 06/10/2008, http://es.anarchopedia.org/El_movimiento_libertario_en_Chile, p.18
[1231] GAUDICHAUD Franck *Poder Popular au Chili*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.516-530, 2010, p.519
[1232] *Projet de loi sur le Système national d'autogestion* (extraits), -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.527-530, 2010

»

L'organisation repose sur 5 organes de bas en haut[1233] :

1- l'Assemblée générale
2- l'Assemblée des Unités de Production dans chaque département
3- le Comité de production
4- le Comité coordinateur des travailleurs de l'entreprise ; les élus y retrouvent les représentants syndicaux, et c'est le syndicat qui dirige le comité.
5- le Conseil d'administration et le Directeur.

Plutôt que de contrôle ouvrier, on devrait parler de contrôle syndical avec participation ouvrière, même si les élus ouvriers au CA ne peuvent pas être aussi des dirigeants syndicaux. Quand on connaît le réformisme de la CUT et le poids des communistes en son sein, on peut comprendre que l'autogestion n'est pas à l'ordre du jour. D'autre part le poids de l'État (au début : 5 administrateurs sur 10 plus le directeur, donc la majorité des 11 dirigeants) et l'importance de la planification font que l'expérience reste totalement encadrée, et expliquent l'extrême modestie de cette «*autogestion*», d'autant que celle-ci est alors instrumentalisée par la droite chrétienne - et donc pas forcément populaire à gauche.

Hors des usines, en en liaison avec elles, sont constitués les *Cordones industriales*[1234], qui mobilisent de nombreux quartiers populaires (*barrios*) et réintroduisent un essai d'autogestion parfois en opposition au pouvoir étatique. Mais les «*barrios auto-gobernados*» restent assez rares. Un des plus célèbres est le *Cordón Industrial Cerrillos Maipú* dans la banlieue de Santiago. Il déborda largement du lieu de travail pour prendre une dimension gestionnaire globale. L'idée, comme celle de l'Assemblée populaire, est d'édifier un contre-pouvoir par le bas, mais en écartant les partis politiques.

Dans divers quartiers (*barrios)* se mettent en place des organes plus ou moins autonomes, souvent d'auto-organisation et d'autodéfense, appelés parfois *Comandos Comunales* (comme celui de Barrancas depuis juillet 1972) ou *Consejos comunales*. Durant le premier semestre de 1970 les occupations de terrains urbains amènent la création de 7 «*campamentos-campements*» à Santiago. Ce mouvement des *pobladores* permet parfois d'atteindre un véritable municipalisme libertaire ou autogéré, comme dans le quartier de La Nueva Habana[1235]. Ce lieu est en fait le regroupement de 3 des 7 campements issus des occupations de 1970.

Dans quelques quartiers, les collectifs tentent de bloquer le marché noir, et mettent en place une coordination et une rationalisation de la distribution alimentaire et des prix[1236]. Des *comités d'approvisionnement et de contrôle des prix* ou *Juntas de Abastecimiento y Control de Precios* se développent avec parfois l'appui de certains secteurs gouvernementaux.

Ils s'organisent parfois pour des services de première nécessité ; ainsi apparaissent quelques *Consejos de Salud - Conseils sanitaires*.

On trouve l'équivalent des *Cordons* dans le monde rural, avec l'organisation de *Consejos - Conseils ruraux*.

Dans certaines régions rurales, surtout à peuplement mapuche, des terres sont momentanément occupées et gérées par les communautés. En 1970 sont créés une quinzaine de ces secteurs libérés appelés «*corridas de cercos*».

---

[1233] DUHAMEL Olivier *Chili ou La tentative. Révolution/Légalité*, Paris: Gallimard, 278p, 1974, p.176
[1234] GAUDICHAUD Franck *Études du mouvement social urbain chilien:«pouvoir populaire constitutant» et dynamique des Cordons industriels (1970-1973)*, Rennes: PUR, 2005
[1235] GAUDICHAUD Franck *Poder Popular au Chili*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.516-530, 2010, p.521
[1236] TAQUIAS VERGARA Vicente (URBANO) *Cittadino del mondo*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.41, n°1(359), p.51-56, febbraio 2011

»

On assiste à des formes de regroupements horizontaux, qui rappellent les idées du fédéralisme libertaire, notamment avec la Coordination de juillet 1973 sur la région de Santiago. Mais les Cordons restent fortement influencés par les mouvements d'extrême-gauche majoritairement marxistes et par le FTR-Frente de Trabajadores Revolucionarios en ville et par le MCR-Movimiento de Campesinos Revolucionarios à la campagne, ce qui en limite les aspects libertaires. De même l'État et le Parti Socialiste cherchent aussi à contrôler le mouvement pour ne pas être dépassés.

Lors du coup d'État de PINOCHET en septembre 1973, ces *Cordones* et *Comandos* ou *Consejos* seront souvent parmi les résistants les plus déterminés, et donc parmi les plus réprimés. Dès le 5 septembre le regroupement : *Coordinadora Provincial de Cordones Industriales / Comando Provincial de Abastecimiento Directo / Frente Único de Trabajadores en Conflicto* adresse une lettre à Salvador ALLENDE pour lui demander de plus s'appuyer sur le mouvement populaire et de se radicaliser en marchant plus résolument vers le socialisme. Ils proposent 12 exigences qui expriment plus un accroissement de l'engagement de l'État qu'une extension des idées libertaires et autogestionnaires[1237] :

1- réquisition des moyens de transports pour contrer la grève droitière des chauffeurs de camions.
2- réquisition du personnel médical en grève, y compris en appliquant la loi de sûreté de l'État.
3- mise en place d'une distribution populaire pour l'alimentation et d'un contrôle étatique pour contrer la grève des commerçants.
4- extension du contrôle ouvrier sur production et distribution industrielle.
5- mise en place du contrôle des armements.
6- châtiment des coupables de la répression des marins de Valparaíso y Talcahuano.
7- châtiment des coupables de la répression des paysans de Cautín.
8- jugement et peine maximale pour les auteurs de coup d'État.
9- défense et maintien de l'autonomie du média populaire Canal 9 de TV.
10- dénonciation de la répression frappant Jaime FAIVOVIC, subsecretario de Transportes.
11- soutien à l'ambassade de Cuba et expulsion de l'ambassade des ÉU.
12- défense et protection des défenseurs du peuple : Carlos Altamirano, Mario Palestro, Miguel Henríquez, Oscar Garretón.

## 2. Essais de démocratie directe dans le Brésil contemporain

La tradition libertaire, anarchiste-communiste et anarcho-syndicaliste est très forte au Brésil de la fin du XIX°-début du XX°, et elle se manifeste encore surtout dans les deux grandes mégapoles dans les années 1920 (Cf. ci-dessus).

Depuis les années 1980-1990, des tentatives de démocratie directe, de «*démocratie venue d'en bas*»[1238], de « *socialisme par en bas* », de « *pédagogie de la libération* » (Paulo FREIRE)[1239], d'expériences communalistes (la mythique voie initiée par Porto Alegre) et d'autogestion se sont multipliées. Tout cela reste cependant fort modeste à l'échelle de cet État-continent, et les espérances que la venue au pouvoir de LULA a pu donner, sont aujourd'hui bien retombées.

Les libertaires eux-même sont désormais bien présents[1240], par exemple avec ENELIB (Encontro Estadual de Estudantes Libertários do Rio de Janeiro**)**, rencontre de 1999. En 2000 Florianópolis est le lieu de la Rencontre Internationale de Culture libertaire. À São Paulo l'ICAL-

[1237] UNOS PROLETARIOS (?) *A 40 años del golpe. Desmitificar nuestra historia, romper con toda idolatría y continuar la lucha revolucionaria por fuera y en contra de la institucionalidad capitalista,* 30p, sett. 2013, p.28-29
[1238] CARDOSO Ruth/SACHS Céline *Brésil, la démocratie venue d'en bas*, -in-Autogestions, Toulouse: *Les coopératives dans la crise*, Privat, n°22, p.17-30, 1985-1986
[1239] Cf. ANTONY Michel *22. Pragmatismes libertaires : Paul GOODMAN et Paulo FREIRE*, -in-*VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension : les « utopédagogies »*, Magny Vernois, fichier sur le même site, 1° édition 1995, 90p, septembre 2007
[1240] FARJ *Anarquismo Social e Organização*, São Paulo: Faísca Publicaçãoes Libertárias, 256p, 2009, p.40-42

»
Institut de Culture et d'Action libertaire semble bien actif. Après la mort d'Ideal PERES (1925-1995) le CELIP-Cercle d'Études Libertaires Ideal Peres poursuit son œuvre surtout dans l'État de Rio de Janeiro. Dans cette même ville se fonde la FARJ en août 2003. Elle est liée à la CAB-Coordenação Anarquista Brasilerira, fondée en 1996 et à la FAU urugayenne et à de multiples organisations à travers le monde comme Alternative libertaire et la FdCA italienne.

### *a) Un Mouvement des Sans Terre pratiquant l'auto-organisation*

De manière sporadique et au départ souvent spontanée, les organisations qui regroupent les paysans sans terre (massivement dans la zone du sertao du Nordeste) se sont peu à peu fédérées, notamment vers 1984 dans le MST - *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*[1241] (Cf. *http://www.mst.org.br/*). Les travailleurs agricoles sans terre se chiffrent à plusieurs millions (4 ?) alors que 3% de la population possèderait près des $^{2}/_{3}$ des terrres !

Né dans le Sud, le MST touche tout le pays et comprendrait en 2007 «*plus de 350 000 installations et 150 000 campements-acapamentos*». Les occupations de terre, plus ou moins spontanées, ont toujours existé au Brésil, mais ce jeune mouvement a tenté de les généraliser et de les coordonner, ce qui a perdu en spontanéité mais a gagné en efficacité (connaissance des lois et des médias par exemple) et en autodéfense (paramilitaire ou juridique).

Si l'axe revendicatif sur la terre est bien sûr dominant, l'effort éducatif pour toutes et tous et auto-organisé est devenu primordial, dans tous les campements (il y aurait plus de 3000 écoles en 2007) et aussi au niveau fédéral avec la création en 2005 d'une «ENFF - *École nationale Florestan FERNANDEZ*» a Guararema.

Toutes ces initiatives présentent plusieurs traits qui les rapprochent de mouvements se réclamant de la démocratie directe et parfois des idées libertaires, malgré une volonté massivement exprimée de redistribution des terres, d'une vision réformiste de la «*Réforme agraire pour la justice sociale et la souveraineté populaire*» (V° Congrès MST - juin 2007), et du rôle fondamental initial de l'Église (qui explique sans doute l'importance de la vision «*mystique*» toujours présente dans le MST et le poids des théologiens de la Libération ou des *Communautés Ecclésiales de Base*) :

- Autonomie du mouvement vis-à-vis des partis, syndicats et Églises, comme dans la bonne vieille tradition du syndicalisme révolutionnaire.
- Idéologie pluraliste, sans exclusive ni alignement dogmatique, même si le marxisme ou les sociologues et pédagogues brésiliens et les chrétiens proches de la théologie de la libération sont bien représentés (Josué de CASTRO, Paulo FREIRE…). Cependant le MST développe une pensée ou «*mystique*» utopique propre, basée sur des notions de solidarité, d'égalité homme-femme, de convivialité, d'esprit collectif et festif, et d'anticapitalisme dont Ademar BOGO, dirigeant historique, est un des promoteurs.
- La dignité est comme pour beaucoup de mouvements sud-américains un autre axe fort : le MST cherche la convivialité solidaire et veut imposer le respect des êtres et des choses ; bien des pratiques cherchent donc aussi à épargner la nature, notamment dans le choix de méthodes écologiquement appropriées.
- Pratique organisationnelle antiautoritaire : parité homme-femme imposée; hiérarchie et autorité de leadership restreintes; mise au point d'une direction collective à base d'assemblées générales; répartition des tâches et multiplication des commissions; contrôle de la base... Cela n'exclut pas le sens des responsabilités et l'acceptation d'une discipline de groupe par rapport aux actes et aux décisions prises.
- Pratiques d'actions directes : sabotages, occupations plus ou moins « *sauvages* » et expropriations plus ou moins légalisées, autoorganisation, autodéfense parfois violente… Il faut rechercher les ac tions massives, avec le plus grand nombre possible, pour ne pas sombrer dans l'aventurisme d'une avant-garde isolée et non représentative.

[1241] ROMAGNOLI Serena *Continuare a piantare alberi. Storia e progetto del Movimento Sem Terra brasiliano* -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.241-256, 2008

»

- Auto-organisation scolaire, pour l'alphabétisation mais également pour la formation des militants.
- Prise en mains collective des terres expropriées légalement, souvent sous forme coopérative de production et/ou de commercialisation, dans le sens du commerce équitable. La COPAVI du Paraná (à Paranacity) est souvent l'exemple pris pour montrer le succès de ces méthodes pragmatiques et modestes[1242].
- Mais les phénomènes de réelle gestion collective ou d'autogestion indépendante sont très rares…

On comprend ainsi pourquoi les groupes libertaires soutiennent le mouvement, notamment le Grupo Anarquista Mutirão qui succède au Grupo Açao Direta. De même, fin 1996 l'OSL-*Organisation Socialiste Libertaire* participe à la marche des «*sans-terre*». Le groupe d'écologie sociale Anarquismo e Natureza est également actif auprès du MST.

Mais la solidarité n'empêche pas l'analyse critique, comme celle du Laboratorio Libertario de Montevideo en 2012 qui reconnaît l'importance du MST, mais qui dénonce son organisation devenue de plus en plus verticale[1243].

### *b) Des tentatives communalistes de démocratie directe*

Depuis les années 1950-1960 perdurent et se développent différents lieux pluralistes de démocratie par en bas, comme par exemple les *Associations d'Amis de Quartier*, ou les CEB-*Communautés Ecclésiales de Base*. La protection religieuse a permis d'aborder des thèmes vitaux, l'accès à l'eau, à l'éducation, aux crèches ; elle contribué à renforcer la demande en services publics de proximité. Même la dictature n'a pas trop osé y toucher. Le rôle des Assemblées a développé des rudiments de démocratie directe et largement promu le rôle des femmes, et donc timidement lancé des mouvements plus ou moins féministes.

Malgré la répression, les paysans ont poursuivi leurs tentatives d'organisations, plus ou moins autonomes, comme *La Ligue Paysanne* du Pernambouc en 1954.

Dans les années 1970 le *Mouvement contre la vie chère* a permis de décloisonner de nombreux centres trop localistes[1244]. D'autres regroupements se sont étendus comme les Comités d'aide aux prisonniers et de défense des droits humains, et comme celui d'organisation des bidonvilles (Rio 1979).

Un peu partout durant cette période, mais particulièrement dans la région de São Paulo, des initiatives plus ou moins autonomes et/ou autogestionnaires ont concerné des crèches, des cuisines populaires, des centres culturels et d'alphabétisation.

Depuis les années 2000, le MTD-*Movimento de Trabalhadores Desempregados* agit un peu comme son homologue argentin, revendiquant le droit au travail et développant toutes les initiatives de bases en soutien aux chômeurs ou aux licenciés. Implanté à Rio de Janeiro depuis 2001, il est soutenu par la FARJ. Durant la même période le FIST, regroupement des SDF (Sem-Teto) brésiliens dispose des mêmes appuis et agit de façon comparable, privilégiant l'action directe et les initiatives surprises forcément temporaires mais souvent médiatisées : par exemple en 2006 ont lieu de multiples occupations de maisons abandonnées dans le secteur de rio pour y loger le SDF.

La « *démocratie participative* », misant sur un débat avec la société civile, et une participation des élus avec ses représentants pour prendre des décisions, s'est multipliée au Brésil dans les années 1990-2000. Les décisions sont soumises parfois ensuite au contrôle populaire.

---

[1242] Cf. La Chronique, Amnesty International, p.09, octobre 2010

[1243] LABORATORIO LIBERTARIO *Lettera dal Sud America,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°9(376), p.134-139, dicembre 2012-gennaio 2013

[1244] CARDOSO Ruth/SACHS Céline *Brésil, la démocratie venue d'en bas*, -in-Autogestions, Toulouse: *Les coopératives dans la crise*, Privat, n°22, p.17-30, 1985-1986, p.22

»

Le cas de Porto-Alegre qui a tenté de réaliser cette gestion « *communaliste* » dans une des villes les plus prospères du pays, a souvent été citée en exemple. Dès 1988-1989 le PT-*Parti des Travailleurs*, et sa tendance de gauche trotskisante *Démocratie socialiste* s'imposent sur la ville. Dès 1988 Olivio DUTRA, syndicaliste du PT, accède à la mairie. Raúl PONT gagne également la municipalité en 1997. Ce dernier vise surtout à augmenter la participation populaire dans les prises de décision, et à limiter au maximum toute bureaucratisation du système.

Il s'agit d'une forme de démocratie ouverte, transparente, mais pas vraiment d'autogestion. Les citoyens sont amenés à participer, parfois à cogérer, mais les élus restent in fine les vrais décideurs. Pourtant de belles avancées semblent avoir eu lieu dans le domaine fiscal et la répartition du budget («*budget participatif*»), plus conforme aux vœux des habitants de Porto Alegre[1245] et surtout en lien avec les communautés de base des quartiers. Le budget aurait triplé, car reposant sur des impôts progressifs plus régulièrement récupérés, et par une lutte contre exonérations fiscales et évasion fiscale. Des dizaines de milliers de citoyens ont put rendre les investissements plus conformes à leurs besoins et donner la priorité aux logements sociaux, transports en commun, conduite d'eau potable, égoûts, éducation, santé et solidarité sociale et lutte contre la délinquance… Le succès du budget participatif a permis son extension brésilienne, avec près de 130 villes qui l'ont pratiqué et à servi de modèle dans le monde entier.

Mouvement mythifié au niveau international, la stupeur fut grande quand la municipalité de Porto Alegre a été récupérée par la droite aux élections municipales.

Ces formes d'initiatives par en bas sont appuyées par la base, et par l'Institut Brésilien d'Analyses Sociales et Économiques fondé en 1981. Il cherche à développer la participation active des dépossédés et des parties minorées de la population : femmes, habitants des bidonvilles, indigènes, descendants d'africains, sans terre… L'objectif est de développer des réseaux solidaires.

Entre 1998 et 2002 des expériences à plus vaste échelle intéressent l'État du Rio Grande do Sul, conquis lui aussi par le PT : l'ancien maire de Porto Alegre, Olivio DUTRA en devient gouverneur. La participation citoyenne a désormais concerné plusieurs centaines de milliers de brésilien, surtout lié au *Forum Gaucho de Défense de la Participation Populaire*.

Cette forme de municipalisme participatif inspire aussi quelques communautés pacifistes et non-violentes, particulièrement celles liées au mouvement UNIPAZ (créé à Brasilia en 1988) et son « *art de vivre en paix* », comme l'écrit son fondateur le français Pierre WEIL (né en 1924 à Strasbourg). Un des cas les plus connus est Altinopolis « *Cité de la paix et de la non-violence*» avec un fort engagement de son maire Marco ERNANI depuis les années 1990. Cette petite ville de l'État de São Paulo compte environ 15 000 habitants. Les pratiques collectives se sont multipliées (notamment dans l'exploitation du café) et la santé, l'éducation, la sécurité sont les secteurs qui ont le plus profité de cette initiative de réenchantement du monde comme le revendique son maire.

### *c) Quelques essais coopératifs et autogestionnaires*

En 2000 *l'Association Nationale des Travailleurs des Entreprises Autogérées* (ANTEAG) créée dans les années 1980 assurerait plus 100 000 emplois, mais seulement 20 000 de manière directe[1246]. Il s'agirait plutôt de coopératives, implantées dans les services, et un peu dans l'industrie (le textile) avec un cas original dans l'exploitation minière.

Les libertaires brésiliens appuient ces mouvements autonomes et autogestionnaires, notamment la FAG-*Federação Anarquista Gaúcha* qui a développé une coopérative de recyclage à Villa Pontilhão, et des groupements de récupération dans les favelas entourant

[1245] DELLA SUDDA Bruno/NEUVILLE Richard *Budget participatif*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.74-87, 2010

[1246] HASSOUN Martine *Radicalement pragmatique*, -in-Alternative libertaire, Paris, mai 2003

»
Porto Alegre, comme ceux de Gravataí (*Association des Charretiers et Chercheurs de Matériel Recyclable*, fondée en 1996). Dans les années 1997-1998 s'est montée la *Fédération des Recycleurs de Machines* qui regrouperait plus de 52 associations et coopératives de l'État de Rio Grande do Sul. Cette FAG, active depuis 1985 et officialisée vers 1994 est en liaison avec les anarchistes uruguayens de la FAU- *Federación Anarquista del Uruguay* et ceux de la FUCVAM- *Federación Uruguaya (o Unitaria) de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua*. Elle s'appelle gaucha car c'est le nom donné aux habitants de la région de Rio Grande do Sul[1247]. Grâce à ces appuis le mouvement aurait tendance à s'étendre dans le Brésil central dans les années 2000, comme dans le Minas Gerais.

En février 2002 les Rencontres Anarchistes Internationales, en parallèle avec le Forum Social Mondial, ont mis en avant ces nouvelles pratiques.

Dans le monde de l'économie solidaire apparaissent des associations ou coopératives de productions et/ou de commercialisation qui agissent «*sous forme autogérées*» et dans lesquelles le travail participe à l'émancipation humaine et communautaire[1248]. Parfois sont récupérées et remises en fonction certaines entreprises, comme les grande rafineries de canne à sucre du Maranhão. En se dotant d'une structure nationale et fédérale, et en s'appuyant sur le Secrétariat national à l'économie solidaire, le mouvement connaît une extraordinaire expansion, mais on assiste cependant à une institutionnalisation et à une certaine bureaucratisation de cette économie pourtant riche en potentialités.

#### *d) Récupérations et autogestion d'entreprises*

Comme en Argentine, il existe au Brésil quelques entreprises récupérées et/ou occupées. Le mouvement a commencé dans les années 1980 : «*145 entreprises … ont été récupérées et rendues à la production par l'autogestion ouvrière au cours des dernières décennies* (début XXI° siècle) *au Brésil. Seules 67 de ces récupérations restent actives à ce jour représentant 12 000 travailleurs*»[1249].

Divers mouvements appuient ces initiatives, opposants syndicaux, militants liés à la Théologie de la Libération, et quelques organisations libertaires. En 1994 est fondée l'*Association Nationale des Travailleurs d'Entreprises et d'Autogestion* (ANTEAG). En 2003 apparaît, suivant l'exemple argentin, le *Mouvement des Usines Occupées* ; sa position est plutôt favorable à l'étatisation-nationalisation des entreprises sous contrôle ouvrier, l'autogestion devenant alors marginale, comme forme participative de gestion. Depuis 2012 des projets de lois cherchent à donner un cadre juridique à ces initiatives ouvrières, notamment pour leur faire reconnaître un intérêt social et pour donner la «*possibilité d'expropriation et de transfert du contrôle des entreprises en faillite aux travailleurs*».

### 3. Les «communautés de Paix» en Colombie depuis les années 1980

La Colombie est un des pays relativement peu influencé par le mouvement libertaire, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de présence anarchiste dans ce vaste pays. D'autre part on redécouvre seulement maintenant ce que fut son influence, notablement plus forte que l'histoire officielle ou marxiste[1250] ne le laissait croire. L'apogée du mouvement se fait vers 1925. Un ouvrage récent (2011) du CILEP-*Centro de Investigación Libertaria y Educación*

[1247] MINTZ Frank *Le recycleurs d'ordure de Rio Grande do Sul (Interview d'un membre de la FAG)*, -in-Les Temps Maudits, Paris: CNT, n°11, 112p, p.67-72, octobre 2001
[1248] ZACCARIA Silvia/ZANCHETTA Aldo *Altri volti della resistenza popolare in Brasile*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.272-274, 2008
[1249] Site : http://www.autogestion.asso.fr/?p=4090, consulté le 21/03/2014
[1250] MESCHKAT Klaus/ROJAS José María *Liquidando el pasado : la izquierda colombiana en los archivos de la Unión Soviética*, Bogotá: Fescol, Taurus, 2009

»
*Popular* permet d'ouvrir des perspectives ignorées et de faire renaître bien des mouvements oubliés[1251].

Cet ouvrage révèle que l'influence étrangère fut notable, depuis le voyage d'un Élisée RECLUS non encore anarchiste[1252] à PROUDHON jusqu'aux militants des débuts du XX° siècle. On peut retenir par exemple le péruvien Nicolás GUTARRA à Barranquilla (animateur de la célèbre *Liga de Inquilinos - Ligue des locataires* fondée en été 1923 - menacé, arrêté il est finalement expulsé le 31/01/1924), le grec Evangelista PRIFTIS à Girardot y Neiva (avec la *Sociedad de obreros Libres-Société des Ouvriers Libres* en 1925 ; le succès de la grande grève entraîne l'arrestation puis l'expulsion vers l'Équateur en janvier 1926), l'italien Filipo COLOMBO et l'espagnol Juan GARCÍA à Bogotá et dans d'autres localités (tous les deux expulsés fin 1927). Pepe OLÓZAGA ancien militant magoniste introduit les idées libertaires mexicaines, alors que le russe Silvestre SAVITSKY (expulsé en juillet 1925) est peut-être au courant des premières tentatives soviétiques. Les liens avec l'anarchisme mexicain et surtout argentin (vision mythifiée de la FORA) semblent dominants.

Cela n'enlève rien aux influences endogènes et au pluralisme des sources du socialisme colombien, souvent «*métissé - mestizo*». Vers 1920 les méthodes d'action sont souvent comparables à celles du syndicalisme révolutionnaire, même si le projet idéologique de renversement social reste assez peu clair.

Les premiers groupes authentifiés communistes anarchistes apparaîtraient à Barranquilla vers 1919. *La Casa del Pueblo* de Bogotá fondée en 1921 accueille tous les courants. Un Premier congrès ouvrier colombien se tient en mai 1924, il est pluraliste mais les libertaires y sont déjà actifs, et parfois expulsés car trop radicaux comme Juan DE RIOS ROMERO. Bien des anarchistes participent en 1924 à la flambée de grèves (une bonne vingtaine) qui touche tout le pays. Les anarchistes sont influents à Barrancamerja autour du journal *Germinal* en 1925. L'anarcho-syndicalisme s'implante relativement tardivement par rapport aux autres pays du cône sud, avec en 1925 la FOC-*Federación Obrera de Colombia,* et en 1926 la création de la FOLA- *Federación Obrera del Litoral Atlántico* qui comprenait initialement 16 syndicats. Le II° congrès ouvrier de Bogotá de juillet 1925 affirme de nettes positions syndicalistes révolutionnaires, le discours inaugural au nom du Comité Central de l'US-*Unión Sindical* ayant été fait par l'anarchiste Carlos F. LÉON.

En fin des années 1920 anarchistes et anarchosyndicalistes colombiens redeviennent minoritaires, mais atteignent une «*clarté idéologique, tactique et organisative*» assez rare[1253]. Ils sont encore très actifs notamment à Bogotá et sur la côte, et lors des mouvements des «*bananeras*». Mais l'anarchisme semble disparaître peu à peu au milieu des années 1930.

Aujourd'hui, la renaissance libertaire colombienne s'est implantée dans les milieux intellectuels et universitaires (notamment via le CILEP- *Centro de Investigación Libertaria y Educación Popular*), dans certaines communautés indigènes (comme les U'WA qui luttent contre les multinationales du pétrole[1254]), et dans les réseaux alternatifs comme le *Colectivo ALS de XUE*, la *Coordinatoria Libertaria Banderas Negras* ou la RLPMK-*Red Libertaria Popular Mateo KRAMER* à Bogotá, dans le *Colectivo por la Objeción de Conciencia* de Medellín, ou dans quelques initiatives assembléistes dans les quartiers ou les lieux de travail. La RLPMK, sur son site, affirme «*croire fermement en la rébellion populaire, en l'autodétermination des*

[1251] CENTRO DE INVESTIGACIÓN LIBERTARIA Y EDUCACIÓN POPULAR (Editor) *Pasado y presente del anarquismo y del anarcosindicalismo en Colombia*, Buenos Aires: Libros de Anarres - CED INS - CILEP - Terramar - CGT, Colección Utopía Libertaria, 208p, 2011

[1252] Cf. VARGAS Oscar *Migraciones de ideas. Migraciones de sueños*, -in-http://www.cilep.net/reclus-oscar.pdf, 14p, consulté le 14/03/2012

[1253] PAREDES GOICOCHEA Diego Felipe *El anarcosindicalismo colombiano de 1924 a 1928 : hacia la claridad ideológica, táctica y organizativa*, -in-CENTRO DE INVESTIGACIÓN LIBERTARIA Y EDUCACIÓN POPULAR (Editor) *Pasado y presente del anarquismo y del anarcosindicalismo en Colombia*, Buenos Aires: Libros de Anarres - CED INS - CILEP - Terramar - CGT, Colección Utopía Libertaria, p.115-130, 2011

[1254] MARTÍNEZ Miguel *As raíces do militarismo e da mestizaxe en Colombia. As moitas guerras que libran os de abaixo*, -in-La Campana, Pontevedra: IIª Época, n°68, p.08-09, 09/12/1997

»
*peuples, en la construction organisée d'alternatives au pouvoir, et en une pensée critique et pour une société alternative… Aujourd'hui nous continuons collectivement à tenter de construire ces utopies… (creíamos firmemente en la rebeldía popular, en la autodeterminación de los pueblos, en la construcción organizada de alternativas de poder, en el pensamiento crítico y en una sociedad distinta... Hoy, …, seguimos construyendo colectivamente esas utopías*)»[1255]. Elle sort depuis 2009 un bulletin mensuel, *Organización*, et regroupe une bonne douzaine de collectifs, dont celui qui anime *Radio Despertar Libertario*. En milieu syndical, le syndicalisme intégré ou étatiste, très faible et divisé (entre CUT, CGT et CTC, et au sein de ces centrales), domine la vie colombienne ; comme le note Luis Alfredo BURBANO, les ouvriers argentins se doivent de retrouver leurs racines syndicales et notamment la vision anarchosyndicaliste[1256]. Depuis 1965 la CEDINS-*Corporación para la Educación, el Desarrollo y la Investigación Popular-Instituto Nacional Sindical* regroupe tous les partisans d'un syndicalisme alternatif.

Divers ouvrages récents de qualité - en plus de celui du CILEP ci-dessus cité - nous permettent de réparer oublis et erreurs concernant ce pays, comme les essais historiques d'Alfredo GÓMEZ MULLER (de 1980 mais réédité en 2009)[1257] et de Luis Alfonso FAJARDO SÁNCHEZ[1258]. Il faut y ajouter le *Diccionario Anarquista de emergencia* d'Iván Darío ÁLVAREZ et Juan Manuel ROCA[1259].

Écrasées entre armée, paramilitaires, guérillas autoritaires et narcotraficants, bien des communautés, souvent indigènes et rurales, mettent sur pied des territoires qu'ils veulent pacifiés et autonomes. Beaucoup de communes ou de territoires plus vastes ont créé des «*communautés de paix*»[1260]. Il y aurait plus de 100 cas reconnus vers 2006, mais l'article de *XXI* de 2014 parle de 8 seulement. Leur importance territoriale et numérique est très variée, par exemple la Communauté de Paix de San José de Apartadó (proche du Panama et une des plus analysées[1261]) compte lors de sa fondation en mars 1997 près de 1 300 paysans et leurs familles répartis dans une dizaine de hameaux ; elle est mise en valeur par Amnesty International dans sa *Chronique* de février 2012 et par la revue *XXI* durant l'hiver 2014.

Ces expériences reposent sur des idées et des activités qui peuvent se rattacher bien souvent à des mouvements ou pratiques libertaires, même s'ils sont plutôt proche de la théologie de la libération et d'activités indigènes traditionnelles :
- **autonomie** et **autodétermination** communale, refusant la logique des influences extérieures étatiques[1262] ou autres - cela suppose également une certaine autarcie ou **autosuffisance** alimentaire ne serait-ce que pour résister au blocus,

---

[1255] Cf. http://www.redlibertariapmk.org/, consulté le 21/12/2010
[1256] BURBANO Luis Alfredo *Alternativas a la crisis sindical colombiana desde la perspectiva del anarcosindicalismo*, -in-CENTRO DE INVESTIGACIÓN LIBERTARIA Y EDUCACIÓN POPULAR (Editor) *Pasado y presente del anarquismo y del anarcosindicalismo en Colombia*, Buenos Aires: Libros de Anarres - CED INS - CILEP - Terramar - CGT, Colección Utopía Libertaria, p.153-186, 2011
[1257] GÓMEZ MULLER Alfredo *Anarquismo y anarcosindicalismo en América Latina. Colombia, Brasil, Argentina, México*, Medellín: La Carreta editores, Colección La Carreta Política, 232p, 2009
[1258] FAJARDO SÁNCHEZ Luis Alfonso *Colectivo ALS de XUE. Una historia del anarquismo en Colombia : crónicas de utopía*, Móstoles: Madre y Tierra/Nossa y Jara, FELAL, 289p, 1999
[1259] ÁLVAREZ Iván Darío/ROCA Juan Manuel *Diccionario Anarquista de emergencia*, Bogotá: Grupo editorial Norma, 278p, 2008
[1260] PARDO Ruben Darío *Comunità di pace. Violenza politica e resistenza civile in Colombia*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.164-182, 2008
[1261] TARDY-JOUBERT Sophie *Maria qui n'a plus peur de la mort,* -in-XXI, Paris: n°25, p.120-131, janvier-mars 2014
[1262] ESPAÑOL Janneth/ANRUP Roland *Una comunidad de Paz frente al Estado y el Derecho Internacional* Stockholm: Ponencia para la conferencia "*Living between Fear and Expectation*", Instituto de Estudios Latinoamericanos, Universidad de Estocolmo, 12-14/05/2009, Cf. http://www.lai.su.se/gallery/bilagor/STCHLM_PAPERS_Espa%C3%B1ol%20&%20Anrup.pdf, 30p, consulté le 21/12/2009

»
- refus de la logique militaire[1263] et de l'autoritarisme d'où qu'ils viennent, et développement des notions de **neutralité**, et de zones de paix, même dans des aires réduites et isolées,
- pratique de méthodes d'action directe, de résistance civile et de désobéissance citoyenne essentiellement **non violentes**,
- mise en avant des forces collectives et de la **démocratie la plus large et la plus directe possible**, notamment par la pratique des assemblées générales, des consultations populaires et par d'autres mécanismes venus **d'en-bas**, par la base[1264],
- **participation active des femmes** tant dans les aspects économiques que dans l'administration, comme le révèle très bien l'importance acquise par la «*turbulente*» María FRIGIDA, héroïne de l'article de *XXI*, qui n'hésite pas à s'inspirer de GANDHI.
- recherche de **solutions alternatives sociales et économiques** au profit des personnes et des territoires, donc contre les formes capitalistes dominantes en Colombie, avec remise en avant des notions de **solidarité** et de **coopération**. À San José on se lance par exemple dans l'agriculture biologique, dans des essais de cultures nouvelles en altitude (comme le riz) et dans le développement des cultures médicinales.
- recherches de **solutions culturelles alternatives** pour permettre le développement harmonieux de chacun de ses membres : dispensaires, écoles, ateliers culturels ou artisanaux…
- promotion des valeurs de **respect de la légalité et de la liberté de pensée**, de **dignité**, de **liberté** et des **droits humains**, comme l'illustrent les *Comunidades de autodeterminación, vida y dignidad* de Cacarica,
- établissement progressif de **réseaux horizontaux** localement et nationalement entre ces expérimentations… Par exemple, l'ACIA-*Asociación Campesina Integral del Atrato* regrouperait dès 1987 près de 120 communautés afro-colombiennes dans la région du Choco. L'OIA - *Organización Indígena de Antioquia* en compterait 96 dès 1994. Sur le plan national apparaissent le réseau des *Communités en Résistance*, et *l'Université Paysanne de résistance Civile*[1265]…

Toutes ces communautés sont en butte à tous les pouvoirs : État, paramilitaires et guérillas (FARC surtout) qui ne peuvent les exploiter, qui ne les reconnaissent pas et qui en exterminent souvent les leaders. Pire ces associations deviennent des contre-pouvoirs et une forme efficace de société alternative : elles menacent donc les intérêts des groupes armés, d'où leur détermination à les contrer. La communauté de paix de San José de Apartadó aurait ainsi perdu par mort, la plupart du temps violente, près de 200 personnes entre 1997 et 2013.

Pour les aider à survivre, militants, humanitaires, étudiants… viennent souvent vivre dans ces communautés, et leur présence forme ainsi une sorte de bouclier qui limite les violences, parce que cette fois elles seraient rendues publiques et identifiées. Des *Brigades de paix internationales* se mettent en place pour leur offrir une aide plus dense, ainsi que diverses organisations religieuses et/ou pacifistes.

Elles œuvrent pour une vraie alternative de vie et de pensée, et se rangent donc évidemment parmi toutes les «*utopies concrètes*» libertaires et/ou citoyennes contemporaines.

### 4. Un indigénisme autonome en Équateur ?

[1263] VARGAS Q. Fernando A. *Comunidades de Paz: Estrategia de guerra*, Bogotá: Editorial Litotécnica, 2006
[1264] HERNÁNDEZ DELGADO Esperanza *Resistencia civil, artesania de paz: experiencias indígenas, afrodescendientes y campesinas*, Bogotá: Editorial Pontificia Universidad Javeriana-Suippcol, 2004
[1265] PARDO Ruben Darío *Comunità di pace. Violenza politica e resistenza civile in Colombia*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.164-182, 2008, p.180

»

Depuis 1986 la CONAIE - *Confederaciones de Nacionalidades Indígenas del Ecuador* apparaît comme une des structures les plus solides du monde latino-américain[1266]. Elle est présente dans toutes les régions du pays, la côte (CONAICE), les Andes (ECUARUNARI) et la partie amazonienne (CONFENAIE), et touche toutes les très variées communautés indigènes du pays, y compris le monde afro-américain de la région d'Esmeraldas (UOCE). En fin des années 1990, elle s'est dotée d'une organisation assez horizontale, le PK ou *Mouvement d'Unité plurinationale Pachakutik*.

Elle a obtenu une reconnaissance juridique en 1989, et pèse dans le débat politique par des alliances (mouvements de gauche, mouvements sociaux…) ou des interventions diverses. Elle a été capable d'organiser de fortes mobilisations et notamment des blocages routiers, au moins 8 importants entre 1990-2008. Sa force de nuisance et son rôle de lobby actif ont permis de contribuer à destituer plusieurs présidents de la République.

En mars 2011 l'Équateur est même un des tout premiers sur la planète à reconnaître le «*droit à la nature*», à son respect en tant que bien commun. Il s'agit d'un jugement rendu par la Cour de la Province de Loja en Equateur qui est le premier à rendre exigible les droits de la nature en l'occurence pour le fleuve Vilcabamba. Le procès a été entamé sur la base de l'article 71 de la Constitution equatorienne : «*La nature est sujet des droits qui lui sont reconnus par la constitution et la loi ; La nature a le droit d'exister de maintenir et de régénérer ses cycles vitaux, sa structure ses fonctions et ses processus d'évolution. Toute personne, communauté, peuple, a la capacité de demander à tout organisme public la reconnaissance des droits de la Nature. L'application et l'interprétation de ces droits se fera selon les principes établis par la Constitution. Dans le cas d'espèce il s'agit d'un dommage qui serait causé au Rio Vilcabamba dans la province de Loja au Sud de l'Equateur du fait de l'élargissement de la route Vilcabamba-Quinara*»[1267].

La reconnaissance du bilinguisme et la multiplication de centres éducatifs indigènes en Équateur lui doit beaucoup, tout comme un grand nombre de mesures sanitaires, financières ou sociales qui se sont développées ces dernières années. En 1997-1998, les droits collectifs défendus par la CONAIE ont été reconnus et inscrits dans la Constitution. Le beau centre culturel et librairie Abya Yala de Quito (http://www.abyayala.org/index.php) contribuent largement à diffuser des écrits importants, touchant autant l'Équateur que tout le monde amérindien.

Les aspects libertaires ou intéressants de cette structure sont nombreux, même si par moment son institutionalisation et une évidente «*bureaucratisation*», tout comme les liens étonnants avec le colonel Lucio GUTTIÉRREZ les limitent quelque peu :

- la mise en avant du **pluralisme**, et la revendication qu'on retrouve partout dans les mouvements indigènes évolués «*d'unité dans la **diversité***», ce qu'entre autres les mayas chiapanèques précisent dans leur appellation de «*monde des mondes*». En Équateur, le **Pachakutic** («*Mouvement d'unité plurinationale*») créé en 1996 confirme ce choix et tente de peser au niveau politique, plus comme groupe de pression représentatif de la sociologie nationale, et comme réel contre-pouvoir, que comme parti.
- l'importance du **communautarisme**, de la «***comunalidad***» qui apparaît de plus en plus partout comme un des traits dominants des cultures amérindiennes.
- la primauté d'une démarche de **coopération** et de **solidarité**, à l'intérieur des communautés et entre elles.
- la redécouverte ou la promotion de **formes de démocratie plus ou moins directes**, par et pour les intéressés eux-mêmes, donc jouant sur assemblées et délégation contrôlée et limitée

[1266] Merci à la riche synthèse de ZANCHETTA Aldo *CONAIE, il forte movimento indigeno dell'Ecuador*, -in- ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.191-198, 2008

[1267] Cf. GUDYNAS Eduardo *La izquierda marrón*, sur le site America Latina en movimiento, http://alainet.org/active/53106, 02/03/2012

»
de pouvoirs. Congrès indigènes, manifestations et mouvements souvent massifs mais non-violents sont la marque de fabrique de l'indigénisme andin.
- la redécouverte et le développement de **formes culturelles propres** oubliées ou déconsidérées, comme celles touchant à la santé traditionnelle ou à des méthodes agricoles spéficiques. Le respect indigène pour la terre mère pousse aussi au développement de pratiques écologiques ou durables, et à la mise en place d'un tourisme respectueux et solidaire. Sur ce dernier point, les conflits avec Rafael CORREA (né en1963, président en 2006) montrent que l'Équateur est loin d'avoir rompu avec une économie productiviste, et que ce président qui était apparu comme un facteur de rapprochement avec le monde autochtone se révèle souvent le pourfendeur de leurs activités principales, surtout contre les mouvements écologistes radicaux ou les organisations indigènes méridionales et amazoniennes (notamment les Shuars).

En juillet 2006 prolongeant et étendant l'expérience équatorienne se fonde à Cuzco la CAOI - *Coordination Andine des Organisations Indigènes*. Elle touche des peuples qui s'étendent de la Colombie à l'Argentine et au Chili, et aujourd'hui englobe également le monde amazonien. La COAI a contribué à *l'Appel des Peuples Indigènes* de 2009.

Plus récemment encore, face à un CORREA qui cède peu à peu aux multinationales pétrolières, un *Front de Défense de l'Amazonie* resserre les regroupements entre communautés et appuis extérieurs. La mobilisation est forte dans le Parc National Yasuní et parmi les peuples Shuar[1268].

### 5. Une Argentine libertaire à redécouvrir

La rébellion en Argentine s'inspire d'une multitude de courants : les résistances des amérindiens, notamment les Mapuches (surtout ceux de Pulmarí soutenus par les anarchistes[1269]), celle des noirs et mulâtres, ces afro-argentins si méconnus, celle des gauchos de la pampa, celles des libertaires d'origines européennes, celles des agriculteurs ou des ouvriers qui bloquent déjà les routes comme durant la crise de 1912 et qui anticipent ainsi les piqueteros du milieu du XX° siècle et du début du XXI° siècle…

#### a) Un anarcho-syndicalisme de grande ampleur (fin XIX° – début XX°)

L'Argentine, terre d'accueil des italiens et des ibériques et d'autres peuplades, est une nation importante pour le mouvement ouvrier et socialiste[1270] (malgré la nuit péroniste et la dictature) et pour l'anarchisme international[1271]. On a dit parfois de Rosario qu'elle était la « *Barcelone latino-américaine* » ou la «*Carrare latino-américaine*». Mais à Buenos Aires aussi on n'arrive pas à compter les groupes, *circúlos* (cercles), bibliothèques, *escuelas modernas* (écoles rationalistes), athénées ou *gremios* (groupements professionnels) libertaires, tant ils sont nombreux et de vie brève souvent ; en 1904 il y aurait une cinquantaine de centres pour la seule ville de Buenos Aires[1272]. Tous les courants de l'anarchisme sont fortement représentés, du courant utopiste incarné par Pierre QUIROULE[1273], aux « *illégalistes expropriateurs* »

[1268] BELLANI Orsetta *Quelle estrazioni devastanti,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.43, n°8(384), p.29-35, novembre 2013
[1269] COMISIÓN DE DERECHOS HUMANOS-CAÍN GRUPO ANARQUISTA *La única lucha que se pierde es la que se abandona. El pueblo Mapuche del Pulmarí reclama su territorio*, -in-La Campana, Pontevedra: IIª Época, n°45, p08-09,, 13/03/1997
[1270] BOURDÉ Guy *La classe ouvrière argentine (1929-1969)*, Paris, L'Harmattan, 500p, 2003 – Édition précédente 1990 ?
[1271] ZARAGOZA RUVIRA Gonzalo *Anarquismo argentino (1876-1902)*, Madrid, La Torre, 539p, 1996
[1272] SURIANO Juan *Anarquistas, cultura y política libertaria en Buenos Aires: 1890-1910* (2001), Buenos Aires: Manatial, 2° reimpresión, 362p, 2008, p.50
[1273] GÓMEZ TOVAR Luis/GUTIERREZ Ramon/VAZQUEZ Silvia A. *I. Utopías libertarias americanas - La ciudad anarquista americana de Pierre QUIROULE*, Madrid, Tuero, 354p, 1991

»
(formule d'Osvaldo BAYER[1274]) dont la figure de Severino DI GIOVANNI[1275] est sans doute la plus connue. Les anarchistes-organisateurs et les communistes-anarchistes sont cependant fortement dominants, à la suite des messages portés par les italiens comme Ettore (Hector) MATTEI, Pietro GORI (1898-1902), Fortunato SERANTONI (*Librería Sociológica* de Buenos Aires) ou Errico MALATESTA (vers 1885-1889). Ce dernier est à l'origine du *Circúlo (*ou *Centro) de Estudios Sociales* et du journal *La Questione Sociale* qui contribuent à enraciner les idées anarchistes dans le pays. Les espagnols de qualité ne sont pas en reste, si l'on pense par exemple à Antonio PELLICER PARAIRE ou à José PRAT. Ils aident à la sortie d'un autre journal prestigieux *La Protesta Humana* en 1897. L'important journaliste Eduardo GILIMÓN, lui aussi d'origine espagnole, tient le rôle «*d'intellectuel organique*» (Juan SURIANO) au sein de *La Protesta*.

Dans les milieux intellectuels l'anarchisme perce auprès de nombreuses personnalités. On peut citer le médecin de Rosario Emilio ARANA, l'écrivain et juriste Alberto GHIRALDO (1875-1946), le dramaturge Rodolfo GONZÁLEZ PACHECO (1881 ou 1882-1949) et son ami également dramaturge Tito L. FOPPA (1884-1960), le philosophe et médecin José INGENIEROS (1877-1925), le journaliste et polémiste Teodoro ANTILLÍ (1885-1923), le poète et dramaturge José DE MATURANA (1889-1917), le prix Nobel de biologie César MILSTEIN (1927-2001), l'écrivain Julio MOLINA y VEDIA (1874-1973), le médecin Georg Friedrich NICOLAI (né LEWINSTEIN, 1874-1964), le dramaturge d'origine uruguayenne Florencio SÁNCHEZ (1875-1910), l'hispano-paraguayen Rafael BARRETT (1876-1910), l'historien et écrivain Osvaldo BAYER (né à Santa Fé en 1927), l'historien et enseignant Ángel J. CAPPELLETTI (1927-1995), le philosophe, médecin et sociologue franco-argentin Eduardo COLOMBO (né en 1929 - en France depuis 1970), le poète de La Plata Fernando DEL INTENTO, les écrivains Félix B. BASTERRA et Pascual GUAGLIANONE (1882-1938), les poètes Alejandro SUX (1888-1959) et Federico Ángel GUTIÉRREZ, ainsi que l'urugayen Ángel FALCO (1882-1923), etc. Avant de passer au communisme, le jeune Álvaro YUNQUE, nacido Arístides GANDOLFI HERRERO (1889-1982) fut lié à l'anarchisme.

On peut rajouter les éducateurs libertaires et rationalistes, comme l'écrivain et pédagogue José María LUNAZZI (1904-1995), Julio BARCOS, Mario CHILOTEGUY et Lorenzo MARIO.

Mais c'est incontestablement le milieu ouvrier, celui des travailleurs, qui fournit l'essentiel des militants[1276]. Cela explique le rôle primordial de la FOA-*Fédération Ouvrière Argentine* (1901) puis de la FORA – *Fédération Ouvrière de la Région Argentine*[1277] (depuis 1904) : elles ont profondément marqué le pays. La FORA anarchiste, favorable au communisme libertaire («*communisme anarchiste*» du V° Congrès de 1905), fut hégémonique dans le mouvement ouvrier au moins jusqu'aux années 1920. Elle fut écrasée et réprimée par la dictature de José Félix URIBURU issue du coup d'État de 1930, et est assez vite tombée dans l'oubli.

Pourtant les liens avec la CNT espagnole ont souvent été étroits, ne serait ce que par le passage dans les deux centrales de cette extraordinaire figure de l'anarchisme international qu'est Diego ABAD DE SANTILLÁN, à qui on doit une des premières et importantes études de la FORA. Avec l'exode des anarchistes espagnols de 1939, le mouvement anarchiste récupère quelques forces, mais cela semble sans lendemain.

La FORA n'est pas seule dans un mouvement anarcho-syndicaliste affirmé ou dans le mouvement syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire. Elle compte avec la rivalité (minoritaire) de la FORA 9° Congrès, avec l'anarchosyndicaliste USA et avec la CORA notamment, d'autant que des militants lilbertaires appartiennent également à ces centrales plutôt pragmatiques.

[1274] BAYER Osvaldo *Les anarchistes expropriateurs-Los anarquistas expropriadores y otros ensayos*, Lyon, ACL, 1996-Buenos Aires, Legasa, 1986 – première édition 1974
[1275] BAYER Osvaldo *Severino DI GIOVANNI, l'idealista della violenza*, Iglesias, Coll.Valera, 1975
[1276] SURIANO Juan *Anarquistas, cultura y política libertaria en Buenos Aires: 1890-1910* (2001), Buenos Aires: Manatial, 2° reimpresión, 362p, 2008, p.129-130
[1277] ABAD DE SANTILLAN Diego *La FORA : ideología y trayectoria de movimiento obrero revolucionario en la Argentina*, Buenos Aires, Proyeccion, 1971-1ed. Buenos Aires: Nervio, 312p, 1933

»
Même la CGTde 1930 comprend encore quelques libertaires importants, puisqu'elle est surtout une fusion de la CORA et de l'USA.

Dans les années qui suivent la 2° Guerre mondiale, la FOCN - *Fédération des Ouvriers des Chantiers Navals* est encore plus radicale ; elle est à l'origine de la grande grève de Buenos Aires de 1956.

Dans les années 1920, l'apparition de «*colectivos libertarios*» anticipe les phénomènes de récupérations des années 2000.

Pour contrer la Grande Crise se développent en maints endroits des soupes populaires, des comités de chômeurs (une Coordination s'installe dans la ville de Buenos Aires), des mouvements solidaires de tout type, souvent assumés prioritairement par les femmes… maintiennent vivace les traditions d'action directe et de solidarité populaire[1278]. Les chômeurs et les sans domicile fixe lancent expropriations et squats, appuyés par le journal *El Desocupado*. Produits ou matériels expropriés sont redistribués aux nécessiteux par des comités ou des syndicats.

De 1934 à 1942 l'Argentine connaît son affaire SACCO & VANZETTI : la lutte intense pour la libération des «*prisonniers de Bragado*». 3 militants anarchistes, accusés à tort d'un attentat, croupissent à perpétuité, après avoir connu de nombreuses tortures. Ils sont finalement libérés à la suite d'une incroyable et longue campagne de solidarité qui dépasse largement le milieu libertaire.

En 1935-1937, des grèves longues quasi insurrectionnelles (comme en début janvier 1936 surtout dans le secteur de la construction), avec piquets de grève et blocages de rues et de voies ferrées, unifient les résistances des salariés et des habitants des quartiers concernés, essentiellement à Buenos Aires et Cordoba.

Tous ces mouvements ont mis en avant l'autonomie des individus et des collectifs et la volonté autogestionnaire, piliers d'un socialisme par en bas, foncièrement anti-hiérarchique et anti-centraliste. C'est aujourd'hui encore diffus, malgré la réécriture de toute l'histoire sociale, par le péronisme et la dictature militaire ; comme le note Guillermo ALMEYREDA, en marxiste ouvert et antidogmatique (ce qui devrait être un pléonasme), «*les luttes actuelles sont le résultat dela contribution des anarchistes et des socialistes du début du XX° siècle*»[1279].

### *b) Mouvements d'autonomie depuis le milieu du XX° siècle*

Le mouvement coopératiste est ancien en Argentine, souvent réformiste et en demande à l'État pour une meilleure reconnaissance. Mais certains essais permettent une gestion par les travailleurs eux-mêmes de la production et de la commercialisation, ou de certains services.

Parmi ces derniers est assez connu l'expérience de transports collectifs (*colectiveros*) dans les années 1920-1940 avec la mise en place d'une fédération de transporteurs visant à régulariser le trafic et les tarifs et à coordonner l'ensemble des transports urbains[1280]. Malgré leurs rivalités, anarchistes de l'UCh (Union des chauffeurs - liée à la FORA V°) et syndicalistes révolutionnaires de la FOCh (Fédération ouvrière des chauffeurs - membre de la CGT en 1931) surent poser les idées de contrôle ouvrier dans ce secteur et ébaucher des formes pré-autogestionnaires.

[1278] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.137
[1279] ALMEYRA Guillermo, *op.cit*, p.16
[1280] CALVAGNO Joaquín *Los colectiveros y la Federación de Líneas de Autos Colectivos. Transportes, sociedad y política en Buenos Aires (1928-1945),* Buenos Aires: IV Encuentro de investigardores sobre anarquismo, CeDInCI/UNSAM, 28pA4, junio 2013

»

Depuis 1948, la CORPICO - *Cooperativa Regional de Electricidad, de Obras y Otros Servicios de General Pico Ltda* (Province de la Pampa)[1281] est assez originale pour être présentée. Elle dispose de la longue durée (plus de 60 ans), elle rayonne sur un secteur géographique assez ample, elle est de bonne tenue économique, est bénéficiaire et en cours de diversification : énergie, entretiens, téléphonie, établissements sanitaires… Ce n'est pas l'autogestion mais c'est la preuve qu'une coopérative peut assurer des services essentiels aux usagers, en mettant en avant des coûts accessible et une vraie accessibilité égalitaire.

Bien des peuples autochtones se sont servi du modèle coopératif pour assurer leurs subsistances ou pour prendre en main la distribution de leurs productions ; c'est le cas des Mapuches dans le Río Negro, ou de la communauté de Tinkunatu dans la région de Salta.

Sous la présidence d'Arturo Umberto ILLIAN (1963-1966), qui est considéré plutôt comme intègre et défenseur des classes populaires, éclate un mouvement d'occupations de grande ampleur, coordonné surtout par la CGT. Peut-être 4000 entreprises sont occupées[1282] ou plus (10 000)[1283], parfois avec séquestration des cadres ; une grève générale est lancée ; des transports sont bloqués… Bref on est devant un mouvement qui sur certains points annonce celui de 2001.

En 1966, le mouvement étudiant est très actif, surtout à Córdoba, avec l'occupation du quartier de Clínicas, mais également à Rosario et Corrientes. Une deuxième vague de protestations à Córdoba, les étudiants étant cette fois soutenus par la CGT, se traduit par des heurts très violents avec la police (occupation d'un poste de police) et l'armée. ALMEYREDA parle de cette «*mini-insurrection*» comme d'un «*68 argentin*» trop méconnu.

En 1968-1969 *El Rosariazo* et *El Cordobazo* bouleversent les villes de Rosario et de Córdoba, donnant à la révolte populaire et étudiante des avants goûts organisationnels et utopiques, et une pratique alternative des *pobladas* (mouvements autonomes de quartiers ou d'agglomération) que le mouvement du début des années 2000 va généraliser. C'est un vrai mouvement populaire spontané, par en bas, qui contribue à abattre la dictature. Des groupements quasiment paramilitaires se mettent en place (*Grupos de Acción*) et procèdent à des «*récupérations*» tout en menant le combat contre les forces de l'ordre. Le mouvement s'étend dans la plupart des centres de la région de Córdoba, la vague perdurant jusque vers 1975. Il semble de plus en plus encadré (ou stimulé) cependant par des groupements d'extrême-gauche. Ainsi au milieu des années 1970, le PRT-ERP, un peu comme le MIR chilien ou la FAU uruguayenne, développe le concept de «*poder popular-pouvoir populaire*» et celui de «*dualidad de poderes-dualité de pouvoirs*», qui renvoie à la tradition conseilliste et autogestionnaire[1284].

Dans la nébuleuse des mouvements de guérilla, une étude reste à faire pour montrer non seulement la présence de militants anarchistes ou d'origine anarchiste dans quelques mouvements (surtout à la gauche du péronisme), mais également l'importance de la pensée libertaire pour quelques organisations. La forte personnalité de l'ancien membre de la FAI Abraham GUILLÉN semble incontournable (1913-1993).

---

[1281] BRINATI José *Cuando una cooperativa funciona, el caso CORPICO*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.142-143, 2008

[1282] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.139

[1283] DE GRACIA Guillaume *L'horizon argentin. Petite histoire des voies empruntées par le pouvoir populaire (1860-2001)*, Paris: CNT-RP, 582p, 2009, p.364

[1284] LEIVA FLORÉS Sebastián *Teoría y práctica del poder popular : los casos del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, chile, 1970-1973) y del Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario (PRT-ERP, Argentina, 1974-1976)*, Santiago: Tesis par optar al grado de Magíster en Historia, marzo 2007 Cf. http://www.archivochile.com/tesis/04_tp/04tp0014.pdf, 237pA4, consulté le 20/03/2012

»

Depuis les années 1978-1980 se multiplient des autogestions d'usines et des occupations de terres (109 en 1981 ?). D'importantes initiatives solidaires, de marchés plus ou moins autogérés, se sont répandues dans tout le pays, sous forme de «*ferias francas-foires franches*» dans le Nord Est ou de réseaux surtout urbains de «*commerce juste (équitable) - red de comercio justo*»[1285] comme celui de Córdoba[1286]. Partout ont été mis en avant «*commensalité, coopération et réciprocité*», loin devant toute recherche de profit. L'essentiel est la préservation d'un mode de vie, respectueux des coutumes ancestrales, de la nature environnante, et d'une production non destructrice, visant avant tout à assurer l'autonomie alimentaire dans le cadre rural. Bref nous sommes à des années lumières de l'économie de marché du monde capitaliste : profit à tout prix, intermédiaires, imposition de l'extérieur… sont exclus. L'économie sociale solidaire est vue ici de manière intégrale, en totale alternative au système mondial. L'autonomie, le fonctionnement horizontal en réseaux, une organisation par en-bas et autogérée, au profit des propres intéressés… sont les mots clés de ces diverses initiatives qui ont proliféré après 2000. L'exemple du *Réseau Tacurú* sur Buenos Aires est à ce titre assez exemplaire[1287]. Son site (http://www.redtacuru.com.ar/) s'affirme comme un «*Réseau d'Économie Solidaire tissant des Réseaux pour le changement social*», une sorte d'internet (réseau de réseaux) de l'échange équitable et autogéré.

Depuis 1977, le mouvement des *Madres de la Playa de Mayo* a également contribué à redonner courage, dignité et sens de l'initiative populaire à toute une société civile traumatisée par l'énorme répression et son cortège de «*disparitions*» (plusieurs milliers : 30 000 ?). L'initiative fut spontanée, partie d'en-bas, et au début seulement soutenue par quelques membres d'un clergé choqué par l'horreur des méthodes utilisées par la dictature issue du coup d'État de 1976.

Il y a d'ailleurs eu également formation de quelques CEB-*Communautés Ecclésiales de Base*, souvent là aussi à base largement féminines. Plus tard bien des femmes sont à la tête de comités de piqueteros, ou organisées socialement dans leur milieu de vie, comme en 1995 avec la création du MML dans l'agriculture (*Movimiento de Mujeres Agropecuarias en Lucha*). Le MML, loin au départ de toute vision idéologique radicale, a pourtant dû très rapidement s'auto-organiser, et réinventer des formes de luttes d'action directe, et des liens de solidarité pour arriver à contourner le silence des autres entités concernées et pour contrer les ventes et enchères et l'appauvrissment généralisé des petit(e)s paysan(ne)s endetteé(e)s.

Les *Madres,* femmes courageuses, s'organisèrent plus formellement en 1979, de «*manière parfaitement horizontale, sans prévoir aucune hiérarchie*»[1288].

Elles se sont malheureusement divisées en 2 groupes hostiles en 1986, et un péronisme aux multiples mouvances les instrumentalise parfois, mais leur impact et leurs activités restent forts encore aujourd'hui, et pas seulement de manière symbolique. Elles ont vraiment contribué à générer un mouvement, qui a d'ailleurs fait tâche d'huile, regroupant tous les courants par en bas actifs en Argentine : chômeurs, indigènes, militants politiques… et notamment une grande partie des anarchistes, en particulier Osvaldo BAYER (né en 1927). Je me suis rendu comptre de l'importance de cet intellectuel militant en mars 2010 lors d'un voyage à Buenos Aires. Ce libertaire est devenu une sorte de référence incontournable de ce que l'Argentine compte de résistances et de rébellions antiautoritaires : il préface et encourage de multiples ouvrages,

[1285] GARCÍA GUERREIRO Luciana *Autogestión y mercados*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.33-35, 2008

[1286] AIMAR Natalia/MACKEY Pamela *Los «campos de experimentación» : la Red de Comercio Justo del Movimiento de Campesinos de Córdoba*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.48-49, 2008

[1287] PERELMUTER Tamara *Comercio Justo desde la Red Tacurú*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.54, 2008

[1288] ZAMBURRU Ugo *¿Que se vayan todos? I movimenti sociali dopo «l'Argentinazo»,* -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.283-301, 2008, p.287

»
films, conférences ou activités diverses, et son nom illustre le local et l'Université populaire des Mères face au Congrès. Ce vaste ensemble compte une cafétaria solidaire, une belle librairie militante, une grande salle de conférence et d'autres ouvertes pour toutes activités proposées. Comme l'hôtel BAUEN, c'est un des lieux principaux de la militance argentine au XXI° siècle, et d'une forme de tourisme social et solidaire.

### c) Des mouvements auto-organisés, autoproductifs et parfois « autogestionnaires » récents et massifs (depuis les années 1990)

Avec l'effondrement de l'économie argentine en fin du XIX° et surtout au début du XXI° siècle (rébellion des 19 et 20 décembre 2001), le pays semble renouer avec une conscience et une pratique libertaire : c'est « *l'argentinazo* »[1289]. La crise a tout ravagé, et ses effets rappellent la Ruhr des années 1920 ou l'effondrement de Wall Street en 1929. Ce désastre partiellement imprévu a sans doute permis à une bonne partie de la population, et du mouvement social, de s'émanciper pour un temps de la tradition péroniste, et de tenter d'autres alternatives.

Un vaste mouvement social, parti de la base, s'est révolté[1290] afin de vider le pays de ses parasites, et de se débrouiller sans eux : « *Que se vayan todos ! Qu'ils s'en aillent tous !* » était le slogan comme le reprend un ouvrage récent[1291]. Mais ce mouvement, ce qui est assez rarement dit[1292], a précédé l'effondrement de 2001 : dans les années 1990 déjà, le nombre de mobilisations passe de 1000 à plus de 2000 par an, et celles-ci s'étendent progressivement à tout le pays. Ils sont souvent radicaux, mais rarement violents, malgré des vagues plus ou moins forte comme le *santiagazo* de 1993 : incendies et/ou mises à sac d'immeubles souvent administratif ou résidentiels, assauts contre la police à Santiago el Estero. Même chose dans les milieux pétroliers, comme à Neuquén en 1995.

Des notions ressurgissent : action directe, blocages et piquets, autogestion[1293], « *horizontalisme* » et assembléisme (*asambleismo*) - par opposition aux visions hiérarchiques ou verticales des mouvements de type léninistes par exemple[1294] -, pouvoir décentralisé, autonomie et volonté de récupérations industrielles ou de services… Elles renouent, le plus souvent sans le savoir, avec les vieux messages autogestionnaires et d'action directe de l'anarcho-syndicalisme argentin, et sont parallèles à ces méthodes qui fleurissent dans toute l'Amérique latine. La volonté de travailler en réseaux égalitaires et démocratiques s'est développée dans de multiples centres[1295]. Tout cela nous renvoie aux mouvements coopératifs traditionnels et à ceux autogestionnaires des années 1960 et 1970, au « *on produit on vend et on se paie* » de LIP, comme le note Cécile RAIMBEAU avec son article *En Argentine, occuper, résister, produire*[1296].

Certes tout n'est pas parfait et l'autogestion n'est que poudre aux yeux parfois, simple « *gestion ouvrière* » ou esquisse d'organisation coopérative, brocardée par les marxistes[1297], ou

---

[1289] DAVRANCHE Guillaume/HASSOUN Martine *La leçon de l'argentinazo,* -in-Alternative Libertaire, Paris, juin 2003
[1290] ZIBECHI Raúl *Genealogía de la revuelta*, Buenos Aires, Nordan comunidad, 244p, 2003
[1291] ALMEYRA Guillermo *Qu'ils s'en aillent tous ! Luttes sociales et autogestion en Argentine (1990-2004)*, Paris, Syllepse, 2006
[1292] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.144-146
[1293] CAFARDO Analía/ DOMÍNGUEZ Paula *Autogestión obrera en el siglo XXI*, Buenos Aires, Centro Cultural de la Cooperación, 2003
[1294] SITRIN Marina *Horizontalism : Voices of popular power in Argentina*, London, AK Press, 2006
[1295] LEVALLI Nahuel *Construir trabajo desde la carencia: El Frente Popular Darío SANTILLÁN*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.100-104, 2008
[1296] RAIMBEAU Cécile *En Argentine, occuper, résister, produire*, -in-Le Monde diplomatique, septembre 2005
[1297] LUCITA Eduardo *Entreprises sous gestion ouvrière : le succès et ses dangers*, -in-Correspondencia de Prensa - Bulletin d'information. Réseau solidaire de la Gauche radicale. Année III, n°9228, Rédaction : germain@chasque.net, 11/01/2006 & -in-Traduction : Élise VALLADE, pour RISAL : http://www.risal.collectifs.net/

»
par les partisans d'une totale autonomie ouvrière[1298], mais un vrai mouvement inattendu s'est produit en Argentine et sert désormais de référence, de «*laboratoire social mondialement important*»[1299].

Les classes moyennes et populaires ont lancé le « *mouvement des casseroles* » (*cacerolazos*) qui renouait parfois avec la reprise individuelle de l'anarchisme d'autrefois, car aux marges du mouvement, des assauts contre banques et magasins révélaient l'état incroyable de désagrégation socio-économique du pays. Cette tradition de résistance court toute l'histoire argentine, et avait déjà largement touché bien des villes dans les années 1980 (Rosario, La Plata, Córdoba…).

Dans les années 2000, les quartiers populaires ont créé parfois leurs propres monnaies locales, simples bons pour relancer l'échange, ce qui par certains côtés nous renvoie aux bons de la révolution libertaire espagnole de 1936-1937. Parfois, ils ont réhabilité le troc, hors des circuits monétaires, même parallèles : nous retrouvons là une trace de refus de la monnaie qui court dans toute l'histoire de l'utopie pensée et pratiquée. Dans ces quartiers se sont multipliés les centres culturels, les squats plus ou moins autogérés, et parfois même des sortes de groupes d'autodéfense qui nous évoquent les milices ouvrières. Le fameux centre socio-culturel et militant de *La Toma - La prise*, à Lomas de Zamora dans le Sud de Buenos Aires, s'est par exemple constitué à partir d'une ancienne usine métallurgique récupérée.

Les organisations de chômeurs et de militants ouvriers, les *piqueteros*[1300], se sont parfois dotés d'outils importants : ainsi est née le groupe Alavío (*Grupo Alavío, Video y Acción directa* - http://www.revolutionvideo.org/alavio/links.html). Un *piquetero* est souvent un travailleur sans emploi[1301], qui utilise des moyens simples pour s'imposer : occupations de lieux publics, barrages de voies de communication (piquets)...

Les premiers mouvements sont lancés en 1980, souvent liés aux CEB (comme à San Francisco Solan, La Matanza…)[1302]. Depuis 1987 ils sont souvent liés au Movimiento de villas y Barrios Carenciadas (quartiers défavorisés et bidonvilles) et aux CEBS-Comités Ecclésiaux de Base. Mais ils se constituent réellement et massivement vers 1995-1996, lorsqu'ils cherchent à se regrouper. Une *Comisión de Desocupados* se fonde à La Matanza dans la périphérie de Buenos Aires, puis devient un des premiers MTD - *Movimiento de Trabajaradores Desocupados - Mouvements de Travailleurs Chômeurs*. À General Mosconi (Salta) se forme dans ces années là l'UTD - *Unión de Trabajadores Desocupados*, pour s'opposer à la privatisation de la société pétrolière. En novembre 1997 se fonde le MTD de San Francisco Solano (Quilmes) ; les femmes y sont massivement présentes.

Le *Movimento Piquetero - Coriente Clasista y Combativa* bloque les rues dès avril 1996 et toucherait déjà 27 quartiers de la mégalopole. Une action forte et médiatique a lieu lors des manifestations unitaires du 01/05/1996 et de septembre 1996 sur la Place de Mai, place symbolique de toutes les activités sociales et politiques argentines. On compte une cinquantaine de barrages en 1997, 514 en 2000, 1383 en 2001. Leur apogée est atteinte en 2002 avec environs 2 300 « *piquetes* » ou barrages routiers, qui sont la forme qu'ils utilisent le plus, avec le blocage de ponts, carrefours, aéroports... Le premier grand barrage routier aurait eu lieu dans la province du Neuquén, au Sud, en fin 1994 ; cependant il en existe des exemples depuis les années 1930. Mais la forme de « *grandes manifestations à tournure*

[1298] DES PROLÉTAIRES *Contre le mythe autogestionnaire*, Infokiosk, 80p, décembre 2009
[1299] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.7
[1300] OVIEDO Luis *Una historia del movimiento piquetero*, Buenos Aires, Rumbos, 2001
[1301] ZIBECHI Raúl *10 ans de mouvement piquetero : le changement social en marche*, -in-*IRC, Programa de las Américas*, julio 2005 & -in-Bulletin du RISAL, Site : http://risal.collectifs.net/, n°102, 09/11/2005
[1302] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006140-141

»
*insurrectionnelle* » des *puebladas*[1303] a aussi largement été utilisée. Il semble même que les *piqueteros* l'emportent momentanément sur le mouvement syndical pour le nombre de conflits du travail, mais les statistiques sont complexes, car des syndicats sont aussi présents au sein du mouvement.

Un aspect notable de ces mouvements (MTD, piqueteros…) est la très grande proportion de femmes, soit employées au chômage agissant en propre, soit compagnes (*compañeras*) solidaires, soit membres des mouvements féminins comme celui des *Madres de Plaza de Mayo*… Dans une société restant marquée par le machisme, voici une belle évolution, qui nous rappelle un peu les coopératives du Chiapas dans l'aire mexicaine.

Bien des MTD se dotent du slogan « *Emplois, dignité et changement social* ». L'entraide redevient avec eux un axe fondamental d'une société pourtant à la dérive. Ils mettent au service des militants et chercheurs un ensemble de documents et d'informations vidéo au nom de « *l'action, l'organisation et la lutte pour construire une nouvelle subjectivité de la classe travailleuse* ». Ils proposent même une télévision communautaire. Un des plus actifs est le *Movimiento de Trabajadores Desocupados* de Solano (banlieue de Buenos Aires) ; un des pionniers et toujours mobilisé est le MTD La Matanza : tous les deux sont attachés à leur indépendance.

Ces divers groupements tentent de réaliser, « *ici et maintenant* » comme le note ZIBECCHI, une utopie concrète horizontaliste prenant en charge des aspects culturels, sanitaires, de consommation… et parfois ils réalisent des ateliers d'autoproduction ou des fermes pratiquant élevage et cultures à des fins alimentaires et se lancent dans les initiatives coopératives et autogérées. Mais ils ont pour cela besoin d'assistance, fournie par l'État ou les organisations, qui de ce fait instaurent un contrôle, ou une forme de clientélisme, pratique fréquente du péronisme, quelles que soient ses tendances. La distribution des sacs de nourriture, la répartition des aides financières, la prise en charge par l'État de salaires minimaux ou de services sociaux… non seulement rendent dépendant, mais en plus contribuent à maintenir une forme d'organisation assez verticale dans une structure qu'on aimerait pourtant décrire plutôt horizontaliste. Car il faut bien traiter avec l'État, et encadrer la redistribution des aides… d'où parfois même une semi-institutionisation de quelques organisations piqueteras. Leur idéologie est peu développée et appartient globalement au péronisme, malgré quelques mouvements marxistes ou libertaires (comme le MALO-Movimiento Anarquista de Liberación Obrera)[1304].

Parmi les exemples connus, « *l'UTD de General Mosconi, un village de 15.000 habitants, qui vivait de l'entreprise pétrolière publique privatisée par MENEM et qui fut un des berceaux du mouvement piquetero, est passé à une étape sans précédent : elle a 31 potagers, une ferme entière, un système de recyclage de bouteilles, des pépinières, des ateliers métallurgiques et de charpenterie dans lesquels sont fabriqués des chaises et des lits, une colonie agricole de 150 hectares, un élevage de porcs et d'autres animaux ; ils ont construit une cantine communautaire pour les indigènes de la zone et des salles de premiers soins. Il y a 2.000 personnes liées aux projets de l'UTD, établis dans des relations communautaires et horizontales, sur une population active de 8.000 personnes* »[1305]. « *De l'action directe à l'autogestion* » pourrait être à mon avis le slogan le plus intéressant de certains MTD. L'UTD dès le départ s'est posée la question du respect du milieu environnant, et a envisager une alternative sociale globale[1306], intégrant productions agricoles et sélections des semences, santé, éducation (par exemple la construction de l'école de Trementinal, à la frontière

[1303] ZIBECHI Raúl *Op. cit.*, p2
[1304] DE GRACIA Guillaume *L'horizon argentin. Petite histoire des voies empruntées par le pouvoir populaire (1860-2001)*, Paris: CNT-RP, 582p, 2009, p.461
[1305] ZIBECHI Raúl *Op. cit.*, p6
[1306] "GIPI" FERNÁNDEZ Juan Carlos *Recuperar la autonomía es recuperar el Estado*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.157-160, 2008

»
bolivienne), formations, écologie (occupations de terrains pour créer une réserve), traitement des déchets…

Le MTD La Matanza a lui développé la *Cooperativa Bario La Juanita*, qui proposait en 2006 de boulangerie, ateliers textile et de sérigraphie, un jardi d'enfants (garderie) et des centres sociaux et culturels[1307]. L'atelier de vêtement est célèbre car il travaille pour un créateur de mode très connu, Martín CHURBA, et dispose ainsi d'un rayonnement extérieur important. La coopérative s'est liée à d'autres centres souvent «*récupérés*» et avec un réseau de commerce équitable qui diffuse jusqu'en Europe (Italie).

Le MTD de Solano d'emblée essaie de gérer les questions d'auto-approvisionnement (réseaux de commerce solidaire) et de santé[1308]. Il lance ou appuie des tentatives d'auto-production. L'autonomie ou l'autogestion est ressentie par leur porte parole Naka JARA comme une utopie concrète, une manière d'avancer et de penser globalement, pas une fin toute faite. À la place du terme «*chemin*», elle préfère celui «*d'exode*» (nous sommes dans une MTD influencée par l'église locale) mais l'idée est la même. L'utopie se fait en marchant, quotidiennement.

Il est incontestable que ce vaste mouvement, surtout avec *piqueteros*[1309]*,* est celui qui par sa pratique autonome d'action directe, semble le plus en phase avec l'ancienne tradition anarcho-syndicaliste. Leurs méthodes organisationnelles ont d'ailleurs évolué dans le sens d'une certaine autogestion des luttes, de «*l'horizontalité*, *de la démocratie directe et de l'autonomie*»[1310] et pour les plus conscients comme Toti FLORES «*refus de toute aide de l'État*»[1311]: assemblées prioritaires, rotation des tâches (également pour raison de sécurité)… Pourtant, les MTD autonomes ne sont peut-être pas les plus nombreux, beaucoup de rattachant au syndicalisme ou à des organisations politiques, et pas mal étant récupérés par l'un ou l'autre des clans péronistes. Pire cette récupération amène parfois la création de «*bureaucratie piquetera*»[1312], c'est-à-dire l'antithèse de ce que le mouvement au départ exprimait. D'autre part, le blocage des routes, devenu aujourd'hui une forme de lutte reconnue, est appliqué par bien d'autres organismes ou associations, ce qui dépasse la nébuleuse des *piqueteros*. C'est à la fois leur succès (lutte exemplaire servant de modèle) et leur échec (ils sont de plus en plus dilués dans d'autres mouvances).

Les formes d'auto-organisation pullulent, dans le domaine scolaire, celui de la santé (Cf. l'association *Barrios de pié* qui prend surtout en charge les femmes), celui de l'alimentation (restaurants collectifs solidaires, comme en Bolivie) et de l'approvisionnement et toutes les formes d'échange solidaire, et même en amont dans le développement de jardins communautaires… mais également dans les tentatives d'autogestion des quartiers.

«*L'asambleismo*» se répand dans l'Argentine de la fin de 2001, notamment sous la forme des essais de démocratie plus ou moins directe dans un certain nombre de quartiers des grandes villes, et parfois à la campagne. Il reste cependant limité numériquement, peut être 200 assemblées pour la seule capitale en 2002, et ne concerne vraiment que les classes

[1307] FLORES Toty *¿Venimos del pasado o del futuro?*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.67-71, 2008
[1308] JARA Neka *La autogestión como éxodo. El MTD de Solano*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.169-172, 2008
[1309] SVAMPA Maristella/PEREYRA Sebastián *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos, 2003
[1310] *¿Que se vayan todos? I movimenti sociali dopo «l'Argentinazo»*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.283-301, 2008, p.295
[1311] FLORES Toty *¿Venimos del pasado o del futuro?*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.67-71, 2008
[1312] GOLDNER Loren *CLAUSEWITZ nella Pampa : un'instatanea argentina mentre l'America latina si sposta a sinistra*, -in-Collegamenty Wobbly, n°9, Nueva serie, a.V, n°1, p.30-43, gennaio-giugnio 2006, p.36

»
moyennes. Mais une autre source donne seulement 150 assemblées spontanées pour l'ensemble des grandes villes[1313] !

Pourtant cet exercice limité de souveraineté populaire, de prise en main au niveau des quartiers ou du voisinage d'un certain nombre de services, ou de prises de décisions collectives… redonnent une nouvelle vigueur aux visions anciennes sur le dualisme, le fameux double pouvoir qui avait caractérisé la «*révolution de février*» en Russie en 1917. L'autonomie de voisinage, l'impression de remplacer institutions et leaders politiques dans le processus décisionnel, la liberté de parole et l'intégration d'exclus traditionnels (femmes, jeunes…) ont laissé des traces profondes qui innervent d'autres tentatives. Les gens agissent d'eux-mêmes, c'est l'essentiel. L'État n'est plus indispensable, au moins dans leurs têtes. Entre illusions et rêves révolutionnaires, les assemblées argentines se réapproprient au moins symboliquement leur espace de vie et de travail, leurs barrios (quartiers). Leurs sujets de préccupation sont souvent très diversifiés, allant de la distribution de pain, à l'idée d'occupation des habitations pour se structurer (ainsi quelques assemblées de barrios semblent proches du mouvement des squatteurs), à celui de la politique nationale d'ampleur… Mais elles ne proposent pas une alternative uopique, elles la vivent naturellement : «*elles ne recherchent pas un monde nouveau; elles sont le monde nouveau*»[1314]. Les limites tiennent surtout au manque de coordination entre elles et au rôle jugé ambigu des partis politiques de gauche qui les voient comme une sorte de mouvement de masse propre à servir de courroie de transmission plus que comme mouvement de l'autonomie. Il semble cependant que des essais de fonctionnement en réseaux aient été tentés, à l'échelle de plusieurs quartiers, d'une ville voire en regroupant des assemblées de plusieurs villes ; leur durée et impact demeurent faibles, malgré l'enthousiasme à les décrire mis par Ezequiel ADAMOVSKY[1315].

Pour des gens dépourvus de moyens et ravagés par la crise et une paupérisation hyper-rapide, le *trueque* - le troc, s'impose et se généralise très tôt (milieu des années 1990) comme une méthode incontournable de vie et de survie, et comme l'expression concrète d'une conception plus idéologique, alternative et solidaire des rapports sociaux. Dès 1998 les centres de troc sont plus d'une centaine ; ils sont, à leur apogée, entre 5000 et 8000 en 2002[1316]. Échanges de marchandises, de travaux et de services, créations d'échoppes populaires, créations de monnaies particulières, appui de maintes municipalités pour garantir des micro-crédits ou la validité des bons créés… mobilisent sans doute plusieurs millions de personnes, dont beaucoup sont désignés comme des «*prosommateurs*» (à la fois producteurs et consommateurs). Même si de nombreux participants du troc ne le font que par intérêt immédiat ou dans un vain espoir de redevenir important sur le plan socio-économique sans forcément remettre en cause l'ensemble du système, il n'en demeure pas moins que ces initiatives sont socialement positives : elles redonnent de l'espoir, elles contribuent à récupérer l'estime de soi, elles créent du lien social novateur, elles contribuent à renforcer d'autres manières de vivre, travailler et échanger, et surtout elles renforcent les capacités d'auto-organisation et de l'autonomie et peuvent contribuer à rendre moins patent le rôle de l'État et des institutions.

L'autre intérêt des réseaux de trocs est qu'ils se répandent au-delà des frontières ou se reconnaissent dans des expériences étrangères[1317], contribuant ainsi à briser les

[1313] ADAMOSVSKY Ezequiel *Assemblées (Les) en Argentine*, -in-Les Temps Maudits, Paris: CNT, n°16, 128p, p.19-27, mai-septembre 2003, p.19
[1314] ADAMOSVSKY Ezequiel 2003, *op.cit.*, p.25
[1315] ADAMOSVSKY Ezequiel *Projet d'un réseau mondial des mouvements sociaux. La coordination des assemblées, un modèle pour le mouvement des mouvements*, -in-Les Temps Maudits, Paris: CNT, n°16, 128p, p.28-38, mai-septembre 2003
[1316] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.163-166
[1317] OVALLES Eduardo *Argentina es el país del mundo en el cual el fenómeno del trueque tiene mayor dimensión social*, Buenos Aires: Centro de Estudios Nueva Mayoría, 2002
Cf. http://www.nuevamayoria.com/invest/sociedad/cso080502.htm

»
cloisonnements nationalistes qui empoisonnent si souvent les relations de l'aire latino-américaine.

Un des exemples d'auto-organisation parmi les plus connus concerne dès la fin des années 1990 les éboueurs ou *cartoneros*, dont certains forment de vraies sociétés permettant d'abord une meilleure autodéfense car ce milieu, aux marges de la légalité, est très violent, et soumis également aux fortes pressions policières. Il leur a fallu se battre pour s'imposer dans le paysage social. La récupération de bâtiments non utilisés (squatts) permet une vie communautaire plus solidaire et plus économique : cuisines communes, entrepôts de produits récupérés, prise en charge des enfants, aides aux femmes… Enfin ces groupements limitent aussi les intermédiaires et autres gangs qui se faisaient payer un écho, et peuvent mieux bénéficier du fruit de leur pénible labeur. La forme évoque donc les coopératives, comme une des toutes premières d'entre elles, *El Ceibo*, qui squatte dans les quartiers de Palermo Viejo et Nuevos Rumbos à Lomas de Zamora, dans la périphérie de Buenos Aires.

Une coopérative récente, au nom superbe : *Reciclando Sueños - En recyclant les rêves*, propose même une vraie alternative écologique et économique pour la récupération-recyclage, et se lie également aux habitants pour les aider à trier et à penser collectivement le problème des déchets. De coopérative de service, elle est en passe de devenir également coopérative de production, et propose des produits recyclés qui rapportent plus[1318].

Pour mieux se défendre vis-à-vis de l'État et des grandes sociétés qui traitent les déchets, les *cartoneros* se sont regroupés en des espèces d'associations syndicales dont 3 sont notables vers 2007 : une plutôt pro-gouvernementale (MOCAAR - *Movimientos Cartoneros y Recicladores*), une formant un réseau de coopératives (*Riciclando Valores*) et la troisième «*de tendance autonomiste et anarchiste*» (UTRACA - *Unión de Trabajadores Cartoneros*).

Passant par Buenos Aires en 2010, on ne peut qu'être surpris de l'importance des cartoneros présents dans toutes les rues, y compris de jour, et qui trient sur trottoirs et chaussées, ou qui tirent leurs fameuses carioles, sans apparemment rencontrer d'opposition ni de réprobation manifeste. Ils font partie du paysage, et leur travail nécessaire et pacifique ne dérange plus guère les populations locales. Les touristes eux-mêmes s'y acclimatent très vite. Pourtant le spectacle n'est pas toujours au goût des commerçants et des passants, car cette activité manuelle longue et salissante laisse des rues souvent encombrées, et des déchets éventrés ici ou là ; effectivement, il faut aller vite, déranger le moins possible, espérer trouver les matières rares et intéressantes. Quant aux éboueurs municipaux, qui passent ensuite, ils doivent rager d'avoir plus de travail à faire, car l'éparpillement des déchets souvent hors des sacs qui les contenaient, est une contrainte supplémentaire à régler. Mais l'insertion, le tri indispensable, et la reconnaissance de tout un pan de la société locale est à ce prix.

L'aspect le plus intéressant de toutes ces initiatives provenant de la société elle-même semble résider dans les mouvements de récupérations d'usines (ERT-*Empresas Recuperadas por los Trabajadores*) ou de centres de services, délaissés par leurs propriétaires. La vague de reprises a démarré vers le milieu des années 1990, mais s'est surtout amplifiée en 2001 ; elle connaît son apogée vers 2003-2004, et se prolonge encore parfois aujourd'hui. L'Argentine est devenue une des nouvelles références mondiales en matière autogestionnaire[1319], même si ces luttes d'occupation ne sont d'abord et avant tout qu'une forme de défense, de réponse partielle et locale, à une société globalement inacceptable. Des réponses marginales, mais hautement symboliques et mobilisatrices, face à un problème global.

4 fédérations regroupent l'essentiel des centres récupérés : le « MNER - *Mouvement national des usines récupérées* » ($^1/_3$ des entreprises récupérées), le MNFRT - *Mouvement National des Usines Récupérées par les Travailleurs*, la FECOOTRA - *Fédération des*

[1318] ZAMBURRU Ugo *op.cit.,* p.292
[1319] NEUVILLE Richard *Entreprises récupérées en Argentine*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.371-383, 2010, p.371

»
*Coopératives de la Région de Buenos Aires* et la FENCOOTER - *Fédération des Coopératives de Travail d'Entreprises Reconverties*. Il faut ajouter la FACTA-*Fédération Argentine de Coopératives de Travail Autogérées* et l'UPEA-*Union Productive des Entreprises Autogérées*.

Le slogan, qui évoque celui des LIP, et repris de celui des sans-terres brésiliens, «*Ocupar, Résistir, Producir - Occuper, résister, produire*» est surtout diffusé par le MNER, et notamment Eduardo MURUA, «*associé d'IMPA, une coopérative métallurgique et plasturgique de Buenos Aires dont il a impulsé la récupération dès 1998*»[1320].

Toutes elles renouent de fait avec les vagues d'occupations du passé, comme celle de 1936 ou de 1968, si on ne retient que l'histoire sociale française. Il s'agit bien d'occupations, le plus souvent spontanées et non (ou très rarement) idéologiques et préparées, et au contraire avec parfois la caution légale puisqu'une loi autorisait ces reprises lorsque l'abandon était patent et que les outils de travail risquaient d'être bradés. Mais affirmer qu'il ne s'agit que d'une praxis et non pas d'une «*utopie antérieure*»[1321], c'est à la fois vrai (les occupations se sont faites dans l'urgence, le bricolage et face au vide social soudainement amplifié) et faux. En effet la volonté autogestionnaire existe au sein du mouvement alternatif - ouvrier ou plus large - depuis très longtemps, y compris en Argentine ; il suffit de lire les programmes de l'ancienne FORA et de se souvenir de la vague d'occupation d'usines argentines pendant la grande grève de mai-juin 1964 (avec c'est vrai à l'époque peu de processus de reprise de la production). Ce qui est certain c'est que le mouvement actuel est réellement parti de la base, les syndicats et partis l'ayant rarement soutenu, sauf peut-être le CTA - *Central de Trabajadores de la Argentina*, né en 1995 d'une scission de la CGT. Ce CTA, en s'ouvrant au-delà des seuls travailleurs, intègre aussi une partie de la société civile, ce qui le rend sans doute plus ouvert aux mouvements profonds.

Ces reprises concernent cependant quasi uniquement des usines (ou autres centres dans le domaine tertiaire notamment) abandonné(e)s, en détresse, et donc souvent très fragiles car sans stock ou avec des machines usagées, des locaux en déshérence, que reprennent quelques ouvriers ou employés, pas forcément préparés politiquement. Nous sommes donc loin de l'anarchisme militant et intransigeant. De la même manière la forme coopérative qui s'impose dans la majorité des cas est plus un compromis légal qui permet surtout de s'en sortir face à la justice et parfois d'obtenir des subsides ou des appuis plus ou moins légaux, qu'une forme autogestionnaire de prise en charge. Mais cela n'enlève rien bien sûr aux énergies militantes et à la qualité des interventions novatrices ou autonomes.

Le chaleureux film canadien *The Take-La Toma* (La prise = L'occupation) de Avi LEWIS et Naomi KLEIN en 2004 décrit bien les aspects essentiels du mouvement. Dans le film est évoqué le cas des céramiques de Zanón (*Cerámicas FASINPAT - Fábrica Zanón bajo control obrero = Usine sous contrôle ouvrier*) au Parc industriel de Neuquén. L'entreprise est souvent présentée dans la presse internationale, d'autant qu'avant la crise, elle était déjà de forte renommée. Les travailleurs (« *ouvriers de ZANÓN* ») eux-mêmes proposent un site très riche et solidaire au nom emblématique *http://www.obrerosdezanon.org/*. Les films militants d'Alavío sont nombreux à porter sur ce seul mouvement, tant à l'intérieur de l'usine que dans les mobilisations de soutien à l'extérieur. Il faut reconnaître que c'est une des rares « *recuperadas* » qui a réussi une nette reprise économique, en recréant des emplois, et «*sans aide gouvernementale*». Ainsi en octobre 2006 le collectif a obtenu une sorte de reconnaissance légale : « *l'autorisation juridique de gestion ouvrière* »[1322] pour trois ans : la «*coopérative*» FaSinPat - *Fábrica Sin Patrón* en est issue. La gestion est collective, non

[1320] BLOCH Baptiste *Eduardo MURUA le montenero qui récupérait des entreprises*, -in-Mediapart, 11/02/2011
[1321] REBÓN Julián *Empresas recuperadas: algunos interrogantes*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.87-89, 2008
[1322] MINTZ Frank *Piqueteros. 1/Entreprises récupérées en Argentine*, -in-*« Ordinaire (L') est extra ! ». Dossier autogestion et critique*, Paris : Les Temps Maudits, CNT, n°27, p.67-68, octobre 2008

»
hiérarchique («*une organisation entre pairs*»[1323]) et mise sur de fréquentes Assemblées générales. Les militants conscients comme Jorge ESPARZA n'ont confiance qu'en eux-mêmes, mais pas en l'État ni dans n'importe quel gouvernement. Le terme de gestion ouvrière, à lire ESPARZA, semble donc trop restrictif[1324]. FaSinPat ne fonctionne pas dans un monde clos : liée à d'autres coopératives et associations, à des centres culturels ou universitaires, elle pratique une solidarité active et développe (ou soutient) des services annexes indispensables : formation, santé, logements, cantines… Mais en fin 2008, tout semblait remis en cause. En début 2014 le succès persiste, les travailleurs de Zanón sont désormais propriétaires de tout l'appareil de production, et l'État de Neuquen prend en charge la dette ancienne. Ils sont près de 400 employés aujourd'hui, les 300 du début et une centaine d'embauches plus récentes[1325].

Dans ces lieux de travail occupés, la gestion par salariés et travailleurs eux-mêmes s'est mise en place. Dans tous les cas, malgré la nécessité de tenir compte du marché pour survivre, les critères mis en avant ont changé, l'efficience concernant plus la qualité de vie et l'équité que la productivité classique[1326]. L'autogestion spontanée du début a cependant vite été remplacée par un nécessaire pragmatisme, et des tractations avec les pouvoirs publics, pour se tourner vers une sorte de mouvement de coopératives, et /où des formes de propriété municipales ou étatiques. Beaucoup de collectifs cherchent à obtenir des pouvoirs publics un statut juridique de travailleurs autogestionnaires, comme ceux qui se sont regroupés dans l'ANTA (*Asociación Nacional De Trabajadores Autogestionados)*, née en 2005, membre de la CTA[1327]**.** La forme coopérative permet de ne plus être écrasée par les dettes de l'ancien patron ; elle limite également les impôts à régler… deux avantages financiers qui desserrent le garot bloquant les initiatives ouvrières.

Entre 160[1328], 200 centres[1329] ou 205[1330], majoritairement industriels mais pas seulement (le tertiaire est bien représenté, hôtels, centres culturels, magasins, imprimeries…) regroupent en 2010 près de 9 400 travailleurs en interne. Le livre édité par le groupe éditorial militant *Lavaca* : *Sin patrón. Fábricas y empresas recuperadas por sus trabajadores* - *Sans patron. Usines et entreprises récupérées par leurs employés*, les recense[1331] (contact *claudia@lavaca.org*). Selon d'autres sources, en 2008 il y aurait environ 220 centres occupés, pour près de 20 000 travailleurs concernés directement et 20 000 indirectement, ce qui semble excessif. Ce saut numérique s'expliquerait sans doute par une reprise de l'embauche et par la comptabilisation de coopératives importantes en plus des usines récupérées. En 2005 la dimension moyenne par centre serait de 57 employés, mais comme le rappelle Richard NEUVILLE, en excluant la coopérative sucrière Ingenio La Esperanza qui emploie 2 200

[1323] ESPARZA Jorge *Gestión obrera y eficiencia. La experiencia de Fasinpart (ex Zanón)*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.105-110, 2008,p.106
[1324] ESPARZA Jorge *op.cit*, p.110
[1325] MONTOYA Angéline *Zanon, symbole de l'autogestion ouvrière triomphante en Argentine*, -in-La Croix, 10/04/2014
[1326] TEUBAL Miguel *Criterios de eficiencia y critérios de equidad*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.90-93, 2008
[1327] ALMEIDA Rufino *La eficiencia como cuestión política. La Asociación Nacional de Trabajadores Autogestionados* -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.111-113, 2008
[1328] Liste de près de 160 firmes -in-NAROSKY Mirta *Duendes por la digitad*, *Ilustrado* por SHUFER (Fernando Adrián GÓMEZ) - *Prólogo* Osvaldo BAYER, Buenos Aires: Cooperativa Chilavert, Producción Guillermo PFLÜGER 40p, 2007, p.40
[1329] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.203
[1330] CARRETERO MIRAMAR José Luis *La autogestión viva. Proyectos y experiencias de la otra economía al calor de la crisis,* Madrid: Ediciones Queimada, *Prólogo* Carlos TAIBO, Colección Fuera de quicio, 158p, 2013, p.66
[1331] *Sin patrón. Fábricas y empresas recuperadas por sus trabajadores*, Lavaca Editora, 189p, 2004

»
travailleurs[1332]. En début 2014 une estimation du journal *La Croix* évoque encore 311 entreprises récupérées pour près de 13 450 emplois[1333].

Pour le tertiaire est emblématique le cas du *BAUEN*, célèbre hôtel prestigieux de cinq étoiles de Buenos Aires, proche de la place du Congrès (Callao 360), abandonné par ses propriétaires (fermé en décembre 2001), récupéré (début 2003) et maintenant géré par ses travailleurs sous forme de «*Coopérative BAUEN*». Un superbe livre (*Duendes por la dignitad - Lutins oeuvrant pour leur dignité*)[1334] pour tous (enfants et adultes) raconte de manière imagée, et sous la forme d'un conte, la geste de l'occupation, des travailleurs un peu effrayés assumant peu à peu la réalité de l'occupation et le recouvrement de leur dignité. Le BAUEN est devenu un des lieux de rencontres privilégié du mouvement social en Argentine : conférences, réunions d'organisations, activités culturelles… Lors de mes passages au BAUEN en mars 2010 j'ai mangé au restaurant de l'hôtel nommé symboliquement *Utopía* et j'ai constaté l'importance des manifestations solidaires qui perdurent avec vivacité : un symposium autour des tatouages assumés notamment par des coopératives, et du 08 au 10 mars 2010 la tenue de la première conférence internationale «*Derechos humanos y democratización : entre público y privado, entre local y global*». La présence de «*murales*» (peintures murales ou fresques), notamment ceux de Mirta NAROSKY réalisés en 2005, donne une tonalité militante et artistique supplémentaire à ce lieu pourtant discret malgré la taille, rien sur l'extérieur n'indiquant sa particularité coopérative. Cependant, pour survivre et conserver les emplois, l'hôtel reste ouvert, et le travail doit se faire face à un milieu capitaliste et concurrentiel inchangé, ce qui laisse peu de marges à un travail plus épanouissant[1335].

L'Hôtel Bauen reste en 2014 un point de référence ; le 21 mars s'y tient le *Cuarto relevamiento de Empresas Recuperadas* en la Argentina, animé par le secteur spécialisé sur cette thématique de la *Facultad Abierta* de Buenos Aires. Celle-ci a failli s'arrêter en début 2014, mais une bonne solidarité internationale a permis de maintenir les programmes et de confirmer la reconnaissance de cette antenne au sein de la *Facultad de Filosofía y Letras de la UBA*. Mais pour le Bauen le futur est problématique, une reprise hostile à l'autogestion est en vue ; les coopérateurs et leurs alliés en Argentine et dans le monde essaient de se mobiliser (avril 2014).

Un autre exemple particulièrement intéressant dans le domaine de la santé est la *Coopérative Fénix Salud*, qui compte aujourd'hui 45 travailleurs dans la clinique médicale « *récupérée* » *Instituto de Medecina y Cirurgia Cardiovascular (IMECC)* à Buenos Aires.

L'imprimerie *Cándido - Chilavert* dans le quartier de Pompeya est importante car elle sert le mouvement en publiant quelques ouvrages. Elle a été longuement occupée (8 mois) avant d'être enfin reconnue en octobre 2002 (http://www.imprentachilavert.com.ar/). Elle est revenue à la production et aux échanges culturels ; elle abrite un centre culturel, une bibliothèque, une galerie d'art…

Dans le domaine de la presse on peut citer le cas de *El Diario del Centro del País* à Villa María, province de Córdoba dépendant de l'entreprise éditrice Ctalamochita ; après une lutte sociale forte, les entrepreneurs abandonnent et laissent la place vers 2001 à une coopérative de 33 travailleurs au départ : *Comunicar*. Malgré les conflits internes, surtout politiques, l'activité se fait égalitaire, avec rotation des charges, notamment celle de la direction. Le syndicalisme reste implanté, ce qui nous rappelle que l'autonomie et la coopération n'exclut pas les problèmes sociaux.

---

[1332] NEUVILLE Richard *Entreprises récupérées en Argentine*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.371-383, 2010, p.376

[1333] MONTOYA Angéline *Zanon, symbole de l'autogestion ouvrière triomphante en Argentine*, -in-La Croix, 10/04/2014

[1334] NAROSKY Mirta *Duendes por la digitad*, *Ilustrado* por SHUFER (Fernando Adrián GÓMEZ) - *Prólogo* Osvaldo BAYER, Buenos Aires: Cooperativa Chilavert, Producción Guillermo PFLÜGER 40p, 2007

[1335] RESINO Fabio *Los límites de la autonomía. El Hotel BAUEN*, -in-GIARRACCA Norma/MASSUH Gabriela *El trabajo por venir. Autogestión y emancipación social*, Buenos Aires: Edición Antropofagía, 184p, p.114-116, 2008

»

Ces entreprises tentent encore de se relier à un réseau national (Cf. le MNER - *Mouvement des Entreprises Récupérées*). Le slogan en mars 2003 de la III° Rencontre des usines occupées et des travailleurs en lutte « *Obreros sin patrones- Ouvriers sans patrons* » est de forte connotation libertaire. Elles s'ouvrent parfois (trop rarement) sur le mouvement social, comme l'entreprise IMPA qui accueille les étudiants de Buenos Aires[1336]. Ils s'efforcent également de se rattacher à la mouvance latino-américaine (usines récupérées du Brésil, du Venezuela et de l'Uruguay par exemple). À Caracas a eu lieu récemment (2006) la première *Rencontre latino-américaine* d'entreprises récupérées, avec environ 600 travailleurs appartenant à 263 entreprises de huit pays.

Comme dans le Brésil des *Ligues de quartier* des années 1917-1920 (Cf. ci-dessus), bien des centres ou entreprises autogérés ont maintenu des liens serrés avec leurs quartiers, avec les populations proches, ce qui a permis de populariser leur lutte et d'éviter parfois la répression. La mobilisation et les luttes autour de l'usine textile BRUKMAN autogérée par des travailleuses montre bien la popularité du mouvement. Délogées à plusieurs reprises, les ouvrières de cette coopérative ont mis en branle toute une large mobilisation solidaire, et ont pu reprendre leurs ateliers. Les artistes, écrivains, quelques mouvements politiques… ont soutenu largement ces diverses tentatives alternatives. Comme dans le Mexique de la période révolutionnaire, des peintres muralistes se sont solidairement exprimés, notamment pour l'expropriation définitive des entreprises récupérées (Cf. le film des Groupes MASCARÓ & ALAVÍO de 2004 *Murales. Por la expropriación definitiva de las fábricas récuperadas*). Bien des universités ou centres de formation sont liés aux expériences autogestionnaires, pour assurer des formations techniques, comptables… ainsi l'Université Technique Nationale s'est mise au service du MNER, et des militants et intellectuels, liés aux Madres, soutiennent par exemple ZANÓN[1337].

Il semble que depuis 2004, ce mouvement faussement dit autogestionnaire, s'est un peu assagi. Il est plutôt aujourd'hui majoritairement « *coopérativiste* », notamment avec le *Mouvement national des Entreprises récupérées* (qui dresse une liste de près de 70 coopératives en 2003[1338]). Un groupe plus minoritaire pratique une forme de cogestion et d'étatisation (dès le nouveau pouvoir de Nestor KIRCHNER - président de la République depuis mai 2003 - et avec les syndicats modérés et domestiqués comme la CGT) ; dans de rares cas, cette cogestion permettrait des pratiques de contrôle ouvrier (Cf. ZANÓN ci-dessus[1339]). Comme on l'a déjà vu, cette demande d'étatisation ou de socialisation (prise en charge par l'État, selon les demandes, de l'outil de travail, des matières premières, de la formation, de la commercialisation…) nous entraîne loin de l'autogestion, et se relie plutôt aux expériences algériennes et yougoslaves des années 1960. Un texte de 2013 - très critique sur l'autogestion et sous-évaluant les expériences - indique que près de 10 000 travailleurs sont encore concernés par les entreprises récupérées ; celles-ci seraient encore au nombre de 320[1340].

La reprise en main par le péronisme des KIRCHNER marginalise désormais les mouvements radicaux ou autonomes, pire les criminalise parfois, comme celui des *piqueteros,* du moins ceux qui conservent leur autonomie. Et curieusement, du fait de la force mythifiée du péronisme et les échecs sociaux accumulés, toute une aile - jugée à l'extérieur de l'Argentine, radicale et alternative - n'est souvent qu'une composante très modérée des forces gouvernementalistes. Ainsi la confusion (ou tout au moins le pluralisme le plus varié) semble donc extrême et les sirènes du péronisme fonctionnent toujours très bien puisque de nombreux

[1336] DAVRANCHE Guillaume/HASSOUN Martine *La leçon de l'argentinazo,* -in-Alternative Libertaire, Paris, juin 2003
[1337] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.217
[1338] Cf. liste dans ALMEYRA Guillermo *op.cit.,* p.240-242
[1339] Conversation avec Jean PUYADE le 17/02/2006)
[1340] R. F. *Il Spettri di MARX all'hotel Bauen. Una lettera di lontano,* 4pA4, 2013

»
membres des entreprises autogérées se sont présentées aux élections pour certaines tendances péronistes : *Pôle social* ou *Parti de la Révolution démocratique*, voire le péronisme de droite extrême de Aldo RICO… Il y a toujours eu un courant plébéien et de gauche dans le péronisme, qui s'est maintenu malgré toutes les vicissitudes politiques du pays.

Rares contrepoids, quelques groupes de chrétiens de gauche, et de trotskistes comme le *Parti Socialiste des Travailleurs* ou le *Parti Ouvrier* gardent une petite influence dans quelques sites récupérés (Brukman, Ghelco…). Et on assiste à une timide reprise des études et mouvements libertaires…

Le 15 mars 2014, l'opposition ouvrière tente de se regrouper lors de la *Primer Encuentro Sindical Combativo*, dans le stade Atlanta de Buenos Aires. La plupart des tendances alternatives, et des représentants des mouvements des récupérations sont présents. Une journée nationale de marches, piquets et autres manifestations se déroule le 09/04/2014.

### *d) Et les libertaires argentins actuels ?*

Quant aux anarchistes, assez faiblement organisés aujourd'hui, sauf peut-être l'OSL – *Organización Socialista Libertaria - Organisation Socialiste Libertaire*, ils soutiennent différents mouvements au coup par coup. Ils reconnaissent le bien fondé de l'ensemble du mouvement, ses aspects spontanés, antihiérarchiques et encouragent expropriations et prises en main par les travailleurs de leur outil de travail. Mais leur influence semble très réduite, malgré leur présence dans la *Coordination Anibal VERÓN* du mouvement des chômeurs, et dans quelques syndicats : instituteurs, coursiers (SIMECA)… ou dans des entreprises récupérées (GHELCO à Buenos Aires)[1341]. Il semble que la plupart des libertaires soient cependant adhérents du CTA - *Central de Trabajadores Argentinos,* scission de la CGT de 1992. L'OSL publie d'*En la Calle* (*Dans la rue*). Elle est influente dans d'autres MTD, dont le *MTD Primero de Majo (1er Mai)*, ainsi que dans le *MTD Guillón-Zaizar* (du nom d'un quartier de Buenos Aires).

Apparu en même temps que l'OSL en 1997-1998, le groupe *AUCA – Rebelle* (en mapuche), organisation communiste-libertaire de La Plata[1342], tente elle aussi de faire vivre l'anarchisme dans la rue (« *el anarquismo en la calle* ») et s'appuie sur sa publication *Offensiva Libertaria*. C'est une organisation anarchiste révolutionnaire, qui se réclame de BAKOUNINE et de MALATESTA, les deux figures apparentes sur les pages centrales de leur site en début 2006 : http://www.nodo50.org/auca/. La grande force d'AUCA est de s'être intégré en 2001 dans le MUP – *Mouvement d'Unité Populaire*, avec d'autres composantes. Le MUP est bien présent parmi les *piqueteros*, les étudiants, plus à La Plata que dans le Grand Buenos Aires.

OSL et AUCA, toujours proches, même si l'AUCA semble plus frontiste, alors que l'OSL reste intransigeante sur l'autonomie des travailleurs, combattent ensemble dans le *Frente Popular Darío Santillán*. Cette organisation (dont le nom rappelle un militant tué par la police en juin 2002) serait toujours pour la revendication d'une «autogestion totale»[1343].

Du côté des vieilles organisations, la *Federación Libertaria Argentina - Fédération Libertaire Argentine* (FLA) et la FORA - *Federación Obrera Regional Argentina* (Section Argentine de l'AIT), le soutien aux initiatives anti-étatistes est plus marqué, notamment au travers de la publication FORA *Organización Obrera* (*Organisation ouvrière*). La FLA a remplacé depuis 1955 l'ancienne FACA - *Federación Anarco Comunista Argentina*. Mais ces deux organisations, très loin de leur ancienne puissance, semblent plus impliquées dans les Commissions de quartier et parmi les chômeurs du Grand Buenos Aires que dans les usines récupérées. L'antique revue *La Protesta* (depuis 1897 !) est toujours éditée par un groupe qui porte son nom sur Buenos Aires.

---

[1341] ORGANISATION SOCIALISTE LIBERTAIRE *Argentine. L'expérience politique des entreprises récupérées*, -in-Alternative Libertaire, novembre 2003

[1342] DAVRANCHE Guillaume *Anarchistes en Argentine : la génération montante*, -in-Alternative Libertaire, juillet 2005

[1343] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.265

»

Cet anarchisme marginal et divisé, favorable aux mouvements populaires récents, et souvent luttant à leurs côtés, n'a pas eu grande influence, ni sur leur éclatement, ni sur leur évolution. C'est vrai également de tous les autres groupes à la gauche du péronisme, même le trotskisme pourtant parfois plus présent.

Pire les évolutions récentes renouent avec le scionnisme si fréquent dans le mouvement argentin, notamment au sein de la FLA et de l'OSL. L'OSL donnerait naissance à elle seule à trois organisations en 2012[1344].

Cependant, pour qui visite l'Argentine du XXI° siècle, la présence libertaire reste bien présente. Elle apparaît de diverses manières : multiples maisons d'éditions, librairies (celle des Madres notamment au Centre de Buenos Aires), le poids culturel fort assumé par Osvaldo BAYER, le renouveau incroyable des études sur l'autonomie, l'autogestion, les expériences passées… et la liaison fréquente faite avec les mouvements sud-américains par en-bas…

Ces traces libertaires sont parfois également générationnelles ; ainsi Luis D'ELÍA, responsable modéré «*piquetero*», fondateur de la FTV-*Federación Tierra y Vivienda*, liée à la CAT, est le petit fils d'un anarchiste espagnol immigré. Quant il parle d'action directe et d'influence anarcho-syndicaliste dans le mouvement actuel, il est un des mieux placé pour l'avancer[1345]. Malgré ses liens avec le péronisme, et son pragmatisme, D'ELÍA affirme maintenir au sein de son mouvement, un des plus nombreux, des formes de démocraties directes essentielles : l'assemblée est toujours un des axes forts de la prise des décisions.

Le mouvement argentin issu de *l'Argentinazo* (débâcle de 2001) est donc bien un authentique mouvement de résistance sociale et populaire autonome dans son démarrage et dans certaines de ses issues actuelles, malgré un évident (ré)alignement récent sur le péronisme et l'étatisme. Il forme donc bien, sinon une utopie en acte, un véritable « *laboratoire de contre-pouvoirs* » comme le signale justement le livre de Daniel HÉRARD et Cécile RAIMBEAU (*Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*)[1346].

Et il est réellement au diapason, quoi que ce soit rarement explicité ou analysé, avec le vieux mouvement massif libertaire du pays, déjà favorable il y a plus d'un siècle à l'action directe et aux formes d'auto-organisation et d'autonomie[1347].

Aujourd'hui il faut noter la reprise militante assez forte de la FACA- *Federación-Anarco-Comunista-de-Argentina* (Cf. 2011 http://lafaca.org/ et contact: vivalafaca@gmail.com), influente sur San Miguel de Tucumán, Santa Fe, Rosario et le Grand Buenos Aires. Elle est proche de sa «*sœur*» (*hermana*) la FAU-Féderación Anaarquista Uruguaya. Il faut ajouter les liens qu'elle entretient avec divers mouvements comme la JAT- *Juventud Anarkista de Tucumán* (Cf. http://juventudanarkistadeltucuman.blogspot.com/, contact : jatucuman@gmail.com) et autres mouvements associatifs issus surtout de l'argentinazo. En juin 2011 elle se réunit notamment dans la «*fábrica recuperada Imprenta Chilavert*» de Buenos Aires.

## 6. Initiatives autogestionnaires au Pérou depuis les années 1960

### *a) Antécédents libertaires péruviens :*

[1344] MINTZ Frank *Histoire de la mouvance anarchiste : 1789-2012,* Paris: Noir et rouge, 333p, 2013, p.264

[1345] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.221

[1346] HÉRARD Daniel/RAIMBEAU Cécile *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*, Paris, Éditions Alternatives, 142p, 2003

[1347] DE GRACIA Guillaume *L'horizon argentin. Petite histoire des voies empruntées par le pouvoir populaire (1860-2001)*, Paris: CNT-RP, 582p, 2009

»

Le Pérou compte peu d'anarchistes revendiqués si on le compare au Mexique, à l'Uruguay ou à l'Argentine, mais il dispose de riches traditions ouvertes et plus ou moins libertaires, comme par exemple le marxisme hétérodoxe, intégrant toutes les subjectivités et particularités du monde andin (et au-delà) de José Carlos MARIÁTEGUI (1894-1930), ou l'utopie rationaliste, humaniste et solidaire (et/ou autotélique) de Francisco MIRÓ QUESADA CANTUARIAS (né en 1918)[1348].

Cependant l'histoire anarchiste du Pérou demande à être fortement revalorisée[1349], autour d'un syndicalisme révolutionnaire efficace et sans doute dominant au sein du mouvement ouvrier au début du XX° siècle et jusqu'au milieu des années 1920. Rôle important de la FORP-*Federación Obrera Regional de Peru* (fondée en 1913, dissoute en 1918 et recréée en 1919), et de la FOLL- *Federación Obrera Local de Lima* (créée en 1918 et réactivée en 1922). Parmi les organisateurs, une place importante est aujourd'hui reconnue à Manuel CARACCIOLO LEVANO (1862-1936)[1350].

Un place à part doit être accordée à quelques intellectuels de renom, comme surtout l'écrivain Manuel GONZÁLEZ PRADA (1844-1918).

Les liens avec la FORA argentine et l'intérêt pour la révolution mexicaine et ses aspects libertaires sont patents.

GONZÁLEZ PRADA, ancien libéral radical, passe à l'anarchisme (plus qu'à l'anarcho-syndicalisme dont il critique les insuffisances à la manière de MALATESTA) et au soutien du monde indigène et de sa culture propre. Il cherche à mêler les deux pensées dans une intéressante synthèse.

Il faut rappeler que dans la région andine, l'anarchisme est parfois en symbiose avec les mouvements autochtones[1351], notamment avec les traditions communistes et communautaires et d'échanges solidaires qu'il entretient encore parfois. L'anarchisme péruvien s'enracine donc dans son pays, enrichissant ainsi les apports européens. On a même parlé d'une certaine «*andinisation*» du mouvement[1352]. Cette sympathique évolution doit être cependant fortement modérée, car la confusion reste grande vis-à-vis du monde amérindien, notamment avec l'étonnante idéalisation de l'Empire inca, supposé «*communiste*» (*La Protesta* du 21/11/1914 parle de «*Comunismo imperial incaico*» !), et avec un appui acritique au messianisme salvateur. LEIBNER dans son article note qu'en 1915 le journal *La Anarquía* de Juan Manuel CARREÑO présente l'anarchisme comme «*la continuación evolutiva del sublime comunismo incaico - le prolongement du sublime communisme inca*».

Aisni, bien des libertaires, particulièrement ceux regroupés autour de *La Protesta* dans les années 1910 se tourne vers le monde indigène et soutiennent ses luttes, particulièrement lors du soulèvement de Rumi Maqui en 1915 et surtout pendant la multiplication des grèves dans la zone sucrière de Chicama (1912), suivies d'un terrible massacre d'ouvriers agricoles. Quelques personnalités évoluent alors vers l'anarchisme comme le journaliste radical de Trujillo Benjamín PEREZ TREVIÑO et Herminio CISNEROS responsable de l'*Asociación Pro-Indígena*.

En toute logique désormais, dans les années 1920, les anarchistes sont bien implantés dans le *Comité Pro-Derecho Indígena Tahuantinsuyo* et dans les révoltes indigènes qu'il soutient.

Il faudrait de la même manière rappeler la participation de libertaires aux mouvements guérilleristes des années 1960, notamment celui de la Valle de la Convención (Cuzco). Animés

---

[1348] MARTÍN ISABEL Mariano *La utopía racionalista* (Francisco MIRÓ QUESADA CANTUARIAS), -in-CERUTTI GULDBERG Horacio/PAKKASVIRTA Jussi *Utopía en marcha - Simposio «La concepción de la utopía desde América Latina (en homenaje a Fernando AINSA)», 52 Congreso Internacional de Americanistas, Sevilla, del 17 al 21 de junio de 2006*, Quito: Abya-Yala, 450p, p.209-220, junio 2009

[1349] Cf. DELHOM Joël *Le mouvement ouvrier anarchiste au Pérou (1890-1930 : Essai de synthèse et d'analyse historiographique,* -in-*í Viva la social ! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930)* Paris-Saint-Georges d'Oléron: Nada-Noir et Rouge-Les Éditions libertaires-América libertaria, p.219-247, 2013

[1350] LÉVANO LA ROSA César/TEJEDA RIPALDA Luis *La utopía libertaria en el Perú. Manuel y Delfín LÉVANO. Obra completa,* Lima: fondo Editorial del Congreso del Perú, 670p, 2006

[1351] KAPSOLI Wilfredo *Ayllus del Sol - Anarquismo y utopía andina,* Lima: ed. Tarea, 1984

[1352] LEIBNER Geraldo *La Protesta y la andinización del anarquismo en el Peru, 1912-1915,* -in-Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe, v.5, n°1, p.83-102, 1994, Cf. Site : http://www.tau.ac.il/eial/V_1/leibner.htm, consulté le 22/02/2014.

»
surtout par des trotskistes, ces actions disposaient de l'aide tactique et stratégique d'Abraham GUILLÉN. Mais, bien qu'anarchiste ayant connu les collectivisations ibériques, il s'oppose aux idées d'Hugo BLANCO qui souhaite généraliser les occupations de latifundios, car pour GUILLÉN cela entrainerait une perte de mobilité de la guérilla, et par la même ses chances de survie[1353].

### b) *L'autogestion des militaires 1968-1980*

Dans les années 1960-1970 (entre 1968-1979 environ) - sous régime militaire «*de gauche*» issu d'un coup d'État (03/10/1968) et de la «*Revolución de las Fuerzas Armadas*» qui se réclament du «*socialisme révolutionnaire*»[1354]- des pratiques communautaires et plus ou moins autogestionnaires très diversifiées sont mises en place et/ou encouragées. Il s'agit essentiellement d'un mouvement gestionnaire par en haut (comme les exemples yougoslave et algérien), impulsé par un État fort dominé par les militaires (notamment le général Juan Velasco ALVARADO 1910-1977), et non d'une action par en bas menée directement par les intéressés. En fait l'expérience essentielle qui nous intéresse ne dure que jusqu'en 1975, car après la chute d'ALVARADO, le virage à droite cette année là est manifeste.

C'est un phénomène lié aux caudillismes populistes ou dits de gauche, de type péroniste et chaviste, et non d'un mouvement libertaire. L'appui du PCP-*Parti Communiste Péruvien* et de la centrale CGTP qui lui est liée ont accentué la forme socialiste étatique ou autoritaire. Dès 1970 les militaires péruviens sont loués par CASTRO.

Les grands axes du nouveau régime sur le plan socio-économique sont :
- reprise en main étatique et nationale, via expropriations (la plus célèbre concerne la compagnie pétrolière IPC) et nationalisations ou contrôle étatique accru : usines, commerce d'exportation, banques nationales, haciendas… Les propriétaires sont indemnisés, mais sont incités à réinvestir leurs bons de réforme agraires dans le domaine industriel. En avril 1979 près de 16 000 propriétés agraires auraient été expropriées ; près de la moitié des terres cultivables seraient concernées[1355]. Quelques observateurs parlent de 2 millions de personnes concernées, soit le $^1/_3$ de la population rurale péruvienne.
- la *Ley de Reforma agraria*, tout en aidant les petits et moyens propriétaires, vise à la conservation des unités agraires de grandes dimensions pour éviter la dispersion et l'inefficacité.
- développement de structures associatives ou encouragement à celles existantes ; elles sont majoritairement de type coopératif : on parle de «*coopérativisation*» plus que d'autogestion[1356]. En avril 1979 1844 «*entreprises associatives*» fonctionneraient. Dans l'industrie et les services se met en place depuis 1970 la «*communauté industrielle*» et depuis avril 1974 (par décret loi 20 588) se développe un secteur de «*propriété sociale*» : dans les deux cas, c'est un moyen de donner plus de place aux travailleurs, d'accroître leur participation, mais ce n'est pas l'autogestion même si le mot est cité.
- effort pour développer des structures de coordination entre unités de base.
- contrôle étatique de la production, du système bancaire et des échanges. En 1971 est créée la COFIDE (Corporation financière de développement) pour stimuler les nouveaux acteurs et renforcer le secteur public.

Ce mouvement par en-haut n'empêche pas une volonté parfois sincère d'aider à un développement plus social et plus autonome, parfois avec l'appui des ***Ligas campesinas***. Ainsi l'État a mis sur pied une politique éducative d'envergure, et créé le **SINAMOS - *Système National d'Appui à la Mobilisation Sociale***, institution ambigue entre intérêts corporatistes

[1353] GUILLÉN Abraham *El pensamiento de Abraham GUILLÉN. Entrevista,* -in-Bicicleta, a.1, n°9, octubre de 1978 Cf. http://web.archive.org/web/20071208220208/http://www.tecnimar.com/ciclo/09/16.htm, consulté le 16/12/2012
[1354] ROUQUIÉ Alain L'État militaire en Amérique latine, Paris: Seuil, 480p, 1982, p.381
[1355] MEISTER Albert/RETOUR Didier *Pérou 1968-1980 : matériaux sur l'expérience autogestionnaire*, -in-Autogestions, *Pérou 1968-1980. Quand les militaires s'en mêlent…*, Toulouse: Privat, n°04, p.391-450, 1980, p.400
[1356] ROUQUIÉ Alain L'État militaire en Amérique latine, Paris: Seuil, 480p, 1982, p.385

»
d'une nouvelle bureaucratie, et engagement sincère, «*humaniste, socialiste et libertaire*» de certains de ses membres[1357].

L'ouvrage d'Albert MEISTER[1358] et les critiques de son livre faites par Julio Cesar NEFFA[1359] sont intéressants. MEISTER montre que l'autogestion y est balbutiante et peu opérationnelle pour contrer les pouvoirs économiques et politiques. NEFFA est plus optimiste sur les retombées de l'expérience.

MEISTER n'analyse vraiment que les **SAIS-*Sociétés Agricoles d'Intérêt Social***. NEFFA nuance un peu en mettant l'accent sur les réussites communautaires à défaut de réussite économique. Ces SAIS sont parfois des conglomérats coopératifs (sociétés mixtes) entre haciendas expropriées et communautés indigènes, avec de grandes disproportions autant sur le mode de fonctionnement que sur le niveau de richesse concerné. Elles sont surtout présentes sur les hauts plateaux. La taille est parfois impressionnante : la SAIS de Tupac Amaru regroupe 16 communautés. Elles sont peu nombreuses (une soixantaine sur les 1844 associations citées en 1979 soit à peine plus de 3%), par contre elles regroupent 19% des familles bénéficiaires. Le fonctionnement est d'apparence démocratique puisque l'Assemblée générale est souveraine, et donne une nette prédominance aux communautés indigènes. Mais le Conseil d'Administration devient lui affaire de spécialistes, de nouveaux «*notables*», et son «*gérant*» assume un pouvoir important. Les bénéfices réalisés permettent le développement de secteurs sous développés, dans le domaine sanitaire, de l'hygiène, de la scolarisation… Il semble qu'un des objectifs principaux des SAIS soit d'intégrer politiquement les communautés dans un système agraire qu'autrefois elles condamnaient ; MEISTER (dans l'article de la revue Autogestions) note qu'on leur donne l'apparence du pouvoir et de la propriété, mais qu'en fait elles ne décident rien et justifient par leur présence le statu quo : grandes propriétés de plus en plus capitalistiques.

Les **CAP-*Coopératives Agraires de Production*** quant à elles, en mettant surtout l'accent sur leur propre consommation, auraient vite abandonné leur valeur collective initiale. C'est le système principal surtout sur la côte : 578 sur 1844 soit 31,34% des associations de 1979. Leur succès économique, notamment dans le secteur sucrier, renforce les privilèges des membres par rapport aux sociétés environnantes et aux travailleurs saisonniers. La paysannerie péruvienne est donc désormais plus divisée que par le passé.

Les **Comunidades Laborales-*Communautés de travail***, qui concernent l'industrie ont été peu analysées par MEISTER, et surtout vite déconsidérées sur leur valeur de contre-pouvoir. NEFFA trouve que le sociologue suisse est ici trop caricatural puisque ces Communautés ont parfois réussi à limiter le rôle autoritaire des entreprises. Certes, il s'appuie sur les remarques acerbes des industriels eux-mêmes, et oublie que ceux-ci, pour mieux contrer les collectifs ouvriers, ont dû noircir et exagérer le tableau.

Les **EPS-*Empresas de Propriedad Social*** sont une forme démocratique de gestion adaptée au monde industriel et des services. La direction est plus ou moins liée à l'État, qui assure également l'aide économique et le contrôle final des activités.

C'est une forme qu'on pourrait appeler pré-autogestionnaire, avec même parfois une autonomie assez forte, comme à **Lima Metropolitana** fondée en fin 1974 à partir d'une

[1357] NEFFA Julio Cesar *Une conception pessimiste du développement*, -in-Autogestions, *Avez-vous vu passer la gauche?*, Toulouse: Privat, n°10, p.93-103, été 1982, p.96
[1358] MEISTER Albert *L'autogestion en uniforme, l'expérience péruvienne de gestion du sous-développement* Toulouse: Privat, 306p, 1981
[1359] NEFFA Julio Cesar *Une conception pessimiste du développement*, -in-Autogestions, *Avez-vous vu passer la gauche?*, Toulouse: Privat, n°10, p.93-103, été 1982

»
ancienne coopérative : assemblée générale et comités spécialisés pullulent[1360]. Mais cette entreprise de transport, qui réussit à établir une forte Assemblée des Délégués reste sous pression de l'État et des militaires, et participe peu aux grèves par exemple.

Dans ce secteur la FENATEPS-*Federación Nacional de Trabajadores de Empresas de Propriedad Social* a créé sa propre revue *Minka*.

Les **EAT- *Empresas Administradas por sus Trabajadores = Entreprises Administrées par leurs Travailleurs***, sous forme de coopératives de production, sont quasiment oubliées par MEISTER. Il développe pourtant le sujet antérieurement dans la revue Autogestions. Elles sont peu nombreuses (60 pour MEISTER ou 150 pour NEFFA) et sont surtout localisées à Lima et environs.

Elles seraient les seules formes issues d'une volonté de la base, car prolongeant des mouvements grévistes et d'occupations d'usines. Elles proviennent donc d'une lutte autonome menée par les intéressés eux-mêmes. Ces expériences ont donc laissé des traces dans l'esprit des participants, malgré le retour du conservatisme un peu partout. Ces formes d'autogestion ont cependant du mal à rivaliser avec les sociétés d'État et les coopératives plus ou moins contrôlées.

Elles se sont dotées d'une coordination : d'abord le Comité d'Aide Mutuelle en 1973, puis en 1978 le CEAT - *Comité des EAT* ; et d'un organe : *Autogestión : Boletín del Comite de Empresas Administradas por sus Trabajadores*. Elles disposent de l'appui du CIDIAG-*Centre d'Information et de Développement International de l'Autogestion*.

### *c) L'utopie urbaine de Villa El Salvador*

Au milieu des années 1970 des citoyens fondent la **Villa El Salvador** à près de 30km de Lima, dans une zone déshéritée. Autoconstruction, autogestion et gestion participative, espoir de prise en compte de la misère ambiante… draîne plusieurs centaines de milliers de personnes. De l'utopie originelle il reste une occupation démocratique des sols et des structures participatives horizontales sur la base de quartiers ou unités de base. Même le bidonville connaît des formes d'auto-organisation et d'auto-production solidaires[1361].

### *d) L'essor des restaurants autogérés*

Pour lutter contre la pauvreté, la faim et l'absence de dignité se sont édifiées au Pérou, surtout à Lima, des restaurants communautaires populaires solidaires (*comedores populares*). Ces espèces de "*restau du cœur*" péruviens, pour la seule ville de Lima, distribueraient plus de 500 000 repas gratuits au début des années 2000.

Ce sont surtout des «*comedores autogestionarios*» (autogérés)[1362], souvent par des femmes, et ils ont commencé dans les années 1970 dans des locaux récupérés, des squatts ou dans des écoles occupées ou en grève. Il s'agit bel et bien «*d'une vraie forme d'auto-organisation sociale*». Un regoupement de femmes a permis de donner une valorisation sociale supplémentaire : il s'agit de la FEMOCCPAALC - *Federación de Mujeres Organizadas en Centrales de Comedores Populares Autogestionarios - Fédération de Femmes Organisées en Centrales de Restaurants Populaires Autogérés*.

L'ampleur du mouvement est impressionnante. Leur nombre est proche des 200 en 1982, et serait autour des 1800 en 1988, pour dépasser les 5000 avec la crise de 1990-1991. Ce serait toujours ce chiffre qui se maintiendrait en 2003, avec plus de 150 000 membres. La

[1360] FREBOURG Jean-Claude *L'autogestion des autobus à Lima. Exemple d'une entreprise de propriété sociale* -in-Autogestions, *Pérou 1968-1980. Quand les militaires s'en mêlent…*, Toulouse: Privat, n°04, p.433-438, 1980
[1361] FAVREAU Louis *Villa El Salvador: économie solidaire, développement local et coproduction de services dans un bidonville*, -in-*Produire la richesse autrement*, Genève: CETIM, 2008
[1362] LORA Carmen *Creciendo en dignidad. Movimiento de comedores autogestionarios*, Lima: Instituto Bartolomé de las Casas, 251p, 1996

»
moitié est autogérée, l'autre partie étant soutenue par l'État («*administrée*» ou «*subventionnée*»).

La solidarité est donc tout à la fois une solidarité basique pour aider à survivre, et une solidarité de lutte pour soutenir les mouvements sociaux et pour donner des chances d'auto-organisations et d'émancipation au moins partielle à tous ceux qui y participent et qui en profitent. C'est donc une grande «*expérience communautaire et de résistance*» à vocation émancipatrice, note Raúl ZIBECHI[1363] : «*les femmes passent de l'isolement domestique à l'activité politique*». L'autonomie et la dignité[1364] sont deux des valeurs majeures de ce mouvement.

Cette étonnante «*solidarité des pauvres*» constitue pour le jésuite italien Armido RIZZI (né en 1933) le vrai «*or du Pérou*»[1365]. Mais il ne s'agit ni de charité, ni de clientèlisme note ZIBECHI, mais bien d'une solidarité active, qui profite aux associés comme à celles et ceux qu'ils aident.

En plus de l'aide alimentaire, les associé(e)s multiplient les initiatives, tant pour ramener des fonds que pour aider les communautés à se prendre en charge et à acquérir ce qui leur manque : alphabétisation, fêtes, animations culturelles et de loisirs, campagnes sanitaires et de planning familial…

Dans une résistance tout à la fois communautaire et écologique, les habitants de la région de Cajamarca (dans les Andes au Nord) s'organisent de manière exemplaire et courageuse. Ils résistent (manifestations, grèves, contrôle des eaux et des lacs…) et s'opposent depuis 2011 surtout au projet minier « *Conga* » (entreprise Yanacocha de la multinationale Newmont -Buenaventura). Un regroupement unitaire et large se manifeste notamment dans le «Front de défense des intérêts, des droits et de l'environnement de la province de Hualgayoc-Bambamarca à Cajamarca».

## 7. Un Venezuela bien ambigu sur le front des autonomies

« *í O Inventamos o Erramos ! - Ou nous inventons, ou nous nous trompons !*»
Simón RODRÍGUEZ - Début XIX° siècle

Le Venezuela est une des rares terres latino-américaines relativement peu touchée par l'anarchisme, malgré la présence à différents moments de personnalités assez fortes, souvent liées à l'immigration : Ángel CAPPELLETTI, Victor GARCÍA, Concha LLIAÑO GIL (née en 1916), la galicienne et membre de Mujeres Libres Sebastiana VITALES (1902-2000), Octavio ALBEROLA, Alfredo VALLOTA, Nelson MÉNDEZ, Rafael UZCÁTEGUI[1366]… L'apport des réfugiés espagnols après 1939 a été ici aussi influent, notamment les FIJL-*Jeunesses Libertaires Ibériques* et leur organe *Ruta*. L'ancien responsable du Conseil de Défense Révolutionnaire d'Aragon de 1936 (un des rares «*gouvernements*» anarchistes de l'histoire), Joaquín ASCASO BUDRÍA (1904-1908 ?-1977), arrivé vers 1948 y milite longtemps, notamment dans le groupe anarchiste *Fuerza única*, qu'il anime avec un autre grand nom de l'anarchisme de la Guerre civile, Antonio ORTIZ (1907-1996) lui-même commandant de la 25° Division républicaine et officier dans l'armée française durant la 2° Guerre mondiale. ORTIZ est au Venezuela depuis 1955 et a repris son travail de charpentier ; il retourne à Barcelona en 1987. ASCASO meurt à Caracas. On trouve également au Venezuela l'ancien insurgé cénétiste de Casas Viejas (1933), Germinal GARCÍA PÉREZ, qui devient mineur ; en 1961 il

[1363] ZIBECHI Raúl *Comedores populares de Perú: contra el hambre y soledad*, Programa de las Americas, 12/12/2007, -in- http://www.ircamericas.org/esp/4810, consulté le 23/12/2009
[1364] BLONDET Cecilia y TRIVELLI Carmen *Cucharas en alto*, Lima: IEP, 2004
[1365] RIZZI Armido *L'oro del Perù. La solidarietà dei poveri*, Bologna: EMI, 1984
[1366] Cf. la bibliographie ANTONY Michel *Anarchisme vénézuelien, mouvements et utopies libertaires*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 14p, été 2011

»
est toujours fidèle à sa terre et à ses idéaux[1367]. Juan CAZORLA PEDRERO (1920-2005) connu durant la résistance au franquisme comme Tom MIX s'installe à Caracas en 1961 après son expulsion de France ; il y crée un groupe FAI. Il meurt au Venezuela le 27/11/2005.

Cette faiblesse relative de l'anarchisme n'a pas empêché l'importance et le surgissement à différentes reprises de mouvements par en-bas.

Cela fut un peu le cas lors de l'insurrection de Maracay-Caracas en janvier 1958 qui a entrainé la chute de Marcos PÉREZ JIMÉNEZ.

Le mouvement le plus célèbre reste sans doute le *caracazo* de février 1989, qui avait quasiment immobilisé la ville de Caracas. Mais il y a des agitations dans tout le pays : le nom est donc trompeur et trop limité. Sur Caracas l'action se fait à partir de troubles profonds dans les services de transport ; la répression est évaluée entre 200 et 400 morts, voire 10 fois plus selon certaines sources. Pour la seule capitale, 372 morts sont reconnus officiellement, pour environ 2 000 quasi certains[1368]. Il est à noter que le militaire CHÁVEZ à la chance (?) d'être malade, et de ne pas participer à la terrible répression, et donc de ne rien perdre de sa popularité montante.

Dans les années qui précèdent la prise du pouvoir par CHÁVEZ, les mouvements civiques et sociaux s'accélèrent, et annoncent ce que l'Argentine va connaître peu après avec *l'argentinazo*. Cela semble culminer en 1994 : 293 blocages de circulation, 176 manifestations, 10 grèves civiques, 32 cas de pillages et 11 émeutes[1369]. *L'Asemblea de los Barrios de Caracas* (*Assemblée des quartiers*), et les *Comités de Tierras Urbanas*… ont révélé quelques traits autogestionnaires efficaces.

Il faut ajouter les mouvements culturels (par exemple les punks), les mouvements indigénistes et écologistes (CONIVE), ceux des droits de l'homme (avec PROVEA) et l'important mouvement des coopératives (47 000 recensées en 2008, mais seulement 15 745 encore actives)…

Des revues comme *Correo A* et surtout *El Libertario*, malgré leurs limites en taille, semblent aujourd'hui acquérir un relatif rayonnement (au moins pour la 2°).

Cette histoire contestataire, plurielle et alternative est actuellement occultée par un chavisme omniprésent, et qui se garde bien de la rappeler pour apparaître comme la seule alternative crédible et novatrice au Venezuela.

### *a) Remarques rapides sur les contradictions du « chavisme »*

Hugo CHÁVEZ (Hugo Rafael CHÁVEZ FRÍAS) est né le 28 juillet 1954 à Sabaneta dans les Llanos, au sud du Venezuela. Il meurt de cancer le 5 mars 2013.

Depuis le 2 février 1999 il est président du Venezuela après une belle victoire électorale (plus de 56% des voix).

Par sa formation, il allie une carrière sportive et militaire (études à l'Académie militaire) à une formation politique (Université Simon Bolivar). Dès les années 1980 il mêle nationalisme bolivarien et discours socialisants, en lien au début avec Douglas BRAVO, puis en rupture avec lui, notamment lorsqu'il fonde le *Mouvement Révolutionnaire bolivarien 200*, MBR-200 (*Movimiento Bolivariano Revolucionario 200*). En 1992, il tente deux coups d'États, qui ne se distinguent guère de la tradition des *pronunciamientos* et du caudillisme sud américain. Le «*putsch*» (terminologie choisie par Roberto MASSARI plutôt que celle de «*golpe*») de février 1992, le seul auquel participe directement CHÁVEZ (puisque pour celui de novembre il est en prison) s'effectue exclusivement au sein de l'armée, sans participation aucune de civils, et en

[1367] Cf. sa lettre du Venezuela du 4juin 1961 -in-MINTZ Jerome R. *Los anarquistas de Casa Viejas* (1982) Granada-Cádiz-Benalup-Casas Viejas: Diputaciones, 458p, 2006, p.443-445
[1368] MASSARI Roberto *Hugo CHÁVEZ tra BOLÍVAR e Porto Alegre*, Bolsena: Massari, 160p, 2005, p.29
[1369] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.202

»
rupture avec Douglas BRAVO, guérillero historique et intègre[1370]. CHÁVEZ, très autoritaire, s'oppose en effet aux autres forces insurrectionnelles qui veulent un mouvement mixte, équilibré, entre civils et militaires[1371]. Peu réprimé, et vite libéré, il affirme pourtant que la prison (1992-1994) a été pour lui une autre école de formation politique.

Avec son nouveau parti *Le Mouvement V° République* (*Movimiento Quinta República*, MVR), il remporte les élections de 1998 avec un superbe score, très inattendu, et Hugo CHÁVEZ devient président l'année suivante. Il s'appuie alors sur un mouvement populaire, démocratique et social, aux racines anciennes, et semble créer une vraie alternative politique radicale pour toute l'aire latino-américaine, ce qui lui amène des commentaires très favorables surtout de la part des antimondialistes étrangers. En fait ses partenaires proviennent de tout le champ politique vénézuélien, et l'édifice reste fragile et soumis à de multiples recompositions ultérieures. CHÁVEZ obtient très rapidement une nouvelle constitution, crée la *République Bolivarienne du Venezuela*, et connaît un nouveau succès avec la réélection de 2000 (presque 60%). Le soutien d'une grande partie des forces armées et celui de la majorité de la société civile lui permet de sortir renforcé du coup d'État de 2002 mené contre lui, et de discréditer les forces de gauche (politiques et syndicales) antichavistes qui se sont compromises avec le patronat et la droite. En décembre 2006, il est réélu avec près de 63%, prouvant ainsi que les péripéties défavorables (coup d'État, grèves, oppositions de droite et de gauche, mécontentement civique et social…) n'ont pas porté leur fruit, au contraire.

En gros le chavisme oscille entre deux fronts, deux politiques. Il est à mon sens assez proche de ce que fut le péronisme argentin, avec en pire une politique étrangère assez ahurissante et des attitudes parfois clownesques : rodomontades, phrases choc et violentes ou péremptoires et jeux de visages... et toujours théâtrales car en «*mage des émotions*»[1372], il sait s'en servir pour son propre maintien au pouvoir. Bref cet «*illusionniste*» (pour Gabriel GARCÍA MÁRQUEZ) se donne à voir, et le «*spectacle bolivarien*»[1373] est souvent loin des réalités vécues, et de la propre politique pragmatique du caudillo lui-même : le chavisme doit se lire en clé debordienne affirme Rafael UZCÁTEGUI[1374] dans un ouvrage essentiel pour reclasser le chavisme dans son espace et dans son temps.

1- <u>Le chavisme se présente en premier lieu comme un front populiste et caudilliste autoritaire (même si «*caudillo*» est pour CHÁVEZ un mot péjoratif qu'il récuse) assez classique en Amérique latine, mais nettement plus dangereux sur le plan de l'éthique</u> :

- Déclarations incendiaires et souvent violentes, sous forme fréquente « *d'orgie verbale* » ou de logorrhée[1375], qui rappelle bien des dictateurs et démagogues. Il utilise systématiquement les médias comme par exemple son émission hebdomadaire «*Alo Presidente*».
- Terminologie populiste de la rupture, de la « *troisième voie* » (comme BLAIR en son temps au RU - étonnante référence assumée par le «*révolutionnaire*» CHÁVEZ) et du « *changement* » pour faire croire à une réelle transformation possible, notamment contre le « *système des partis* », contre la corruption et contre les inégalités (qui sont de vraies plaies

[1370] Cf. BOVES José Tomás (pseudonyme) *Dans quelles circonstances Hugo CHÁVEZ est-il arrivé au pouvoir ?* -in-Polémica cubana, janvier 2013, Cf. http://www.polemicacubana.fr/?p=7529, consulté le 10/01/2013
[1371] Cf. BURGOS Elizabeth *Prologue* -in-LANGUE Frédérique *Hugo CHÁVEZ et le Venezuela. Una action politique au pays de BOLÍVAR*, Paris: L'Harmattan, p.07-21, 2003
[1372] UZCÁTEGUI Luis José *CHÁVEZ, mago de las emociones. Análisis psicosocial de un fenómeno plítico* Caracas: Lithopolar, 1999
[1373] BARCENA Daniel *Le spectacle bolivarien* (UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela: la Revolución como espectáculo. Una crítica anarquista al gobierno bolivariano*, Buenos Aires - Caracas - Madrid: LaMalatesta Editorial - Los libros de Anarres - El Libertario - Organización Nelson Garrido - Tierra de Fuego, 304p, 2010), -in-À contretemps, Paris: n°40, 32p, p.23-24, mai 2011
[1374] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.25
[1375] LANGUE Frédérique *Hugo CHÁVEZ et le Venezuela. Une action politique au pays de BOLÍVAR*, Paris, L'Harmattan, 240p, 2003, p.90

»

traditionnelles du Venezuela). L'objectif est de « *refonder la République* » et de créer « *un nouveau Venezuela* », rien de moins, donc tout est bon pour justifier le mouvement, ce qui explique la diversité paradoxale des influences mises en avance : pragmatisme au mieux, opportunisme au pire. D'un autre côté il y a forcément mélange de vérité et de sincérité, de « *démagogie et de messianisme* »[1376], dans ces prises de positions déclamées plus que réellement et systématiquement appliquées. Ce populisme évident se rattache à toute une tradition venezuelienne, et semble très proche par exemple de la première présidence de Rómulo BETANCOURT (1945-1948)[1377]. Enfin quand on connaît les tractations politiques, les multiples alliances ou regroupements et la manière dont fonctionnent les organisations du chavisme, on ne peut qu'être stupéfait par le bluff de ses déclarations «*antiparti*».

- Brouillage idéologique et versalité marquent les positions chavistes : il se déclare tour à tour bolivarien, maoiste, gramscien, libertaire, péroniste, chrétien… au gré des discours et des interlocuteurs[1378]. La propagande, à usage interne mais surtout pour l'extérieur, présente une réalité inconnue des personnes et des entreprises citées ; Nelson MENDÉZ évoque le cas du film *Fabricas tomadas (Usines récupérées*)[1379] qu'il a découvert à l'extérieur (et qui serait inconnu au Venezuela), et qui décrit des cas faussés et ignorés par les ouvriers des usines montrées dans le documentaire !
- Nationalisme et patriotisme exacerbés, avec un fondement « *bolivarien* » plutôt sympathique vu la popularité toujours actuelle de BOLIVAR, mais jouant sur les mythes nationaux plus que sur une histoire rationnelle et contrôlée : c'est partie de ce qu'on peut appeler la «*théologie bolivarienne*» (Luis CASTRO LEIVA). BOLIVAR était tout sauf un révolutionnaire socialiste et autogestionnaire (c'est Ezequiel ZAMORA - lui aussi cité - qui était fédéraliste), et si CHÁVEZ joue très souvent la carte du nationalisme, il se pose de fait donc comme penseur paradoxal antisocialiste (puisque le socialisme est l'antithèse du nationalisme) alors qu'il prône constamment l'inverse. Certes, on peut nuancer quelque peu, en notant comme le fait mon ami Roberto MASSARI que ce nationalisme bolivarien dépasse le cadre purement national pour s'étendre à une aire continentale plus vaste, mais cela ne change pas grand-chose sur le fond.
- Pouvoir fort (*liderazgo* plus que *caudillo* ?) et nettement renforcé (législation possible par décrets, évolution vers un parti unique et une présidence à vie ?)[1380] . Les libertaires ont lancé le slogan : « *Contre la (B)oligarchie, la démagogie et la corruption : lutte autonome de ceux d'en bas*» (la Boligarchie c'est l'Oligarchie Bolivarienne, ou Bolioligarchie)[1381]. Dès ses premières participations politiques, CHÁVEZ est connu pour son autoritarisme[1382]. En 2011 encore, malgré sa terrible maladie (qu'il a longtemps tenue secrète alors qu'il se montre comme un leader de la transparence démocratique), il prétend se représenter. Son expérience est donc devenue politiquement trouble et détournée, du fait de sa «*gestion personnalisée du processus révolutionnaire bolivarien*»[1383].
- Népotisme, «*paternalisme social*» (UZCÁTEGUI) et clientélisme : placement des hommes et des membres de sa famille (par exemple Asdrubal CHÁVEZ à la tête de *Petroleos de*

[1376] LANGUE Frédérique, 2003, *op.cit.*, p.41
[1377] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.179-182
[1378] MÉNDEZ Nelson *Chi salverà il Venezuela dal petrolio ? Intervista di Fabrizio ENTINI,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°9(376), p.156-16207-09, dicembre 2012-gennaio 2013
[1379] MÉNDEZ Nelson *Chi salverà il Venezuela dal petrolio ? Intervista di Fabrizio ENTINI,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°9(376), p.156-16207-09, dicembre 2012-gennaio 2013
[1380] ZIBECHI Raúl *Les images du socialisme*, Source : ALAI, Agencia Latinoamericana de Información (http://www.alainet.org/index.phtml.es) ; La Jornada (http://www.jornada.unam.mx), janvier 2007 Traduction : Marie-Paule CARTUYVELS, pour le RISAL (http://risal.collectifs.net), 19/02/2007
[1381] EL LIBERTARIO *El Libertario (Venezuela) parle en français – 1*, 74pA4, 2012, p.24
[1382] Cf. surtout LANGUE Frédérique *Hugo CHÁVEZ et le Venezuela. Une action politique au pays de BOLÍVAR*, Paris: L'Harmattan, 240p, 2003
[1383] MASSARI Roberto *Hugo CHÁVEZ tra BOLÍVAR e Porto Alegre*, Bolsena: Massari, 160p, 2005, p.13

»

*Venezuela*) dans la plupart des postes clés… Avec la nouvelle constitution de 1999, le président nomme les représentants des institutions judiciaires, morales et électorales. Dès les premières années, «*80% des postes à responsabilités dans le domaine législatif et exécutif, jidciaire ou électoral… sont occupés par des dirigeants ou partisans du nouveau régime*»[1384]. Apparition d'une caste privilégiée qui profite du système, bureaucrates, hauts fonctionnaires, responsables économiques : les « *boliburgueses* ». Pire il semble même que les réseaux de distribution, y compris et surtout les fameux magasins « *Mercal* », tombent aux mains de mafias peu inquiétées[1385].

- Usage des associations socio-économiques et culturelles comme «*courroies de transmission*», donc à la fois contrôlées et pratiquant à leur tour le contrôle contre toutes les autonomies. Les comités bolivariens sont autant des forces motrices pour les changements proposés que des centres d'espionnage de tout éventuel opposant, comme cela s'est déjà produit à Cuba. Depuis 2000 la réorganisation des syndicats, surtout la CTV, entraîne une forme de soumission au régime sous couvert de «*démocratisation*». Il est bon également de rappeler que dans maints cas les syndicats ont un regard déterminant sur les embauches, notamment dans le secteur clé de la construction depuis 2003. Le secteur public est considéré comme gouvernemental, et les manifestations de soutien au régime sont donc quasiment obligatoires pour les personnels[1386]. De même les services électoraux permettent le contrôle des inscrits et des votants, ce qui représente une forme de pression gigantesque vis-à-vis des salariés liés aux prébendes du régime.
- Culte de la personnalité, «*cesarismo democrático*»[1387] et «*populisme autoritaire*»[1388] : « *liderazgo* » (type de leadership) mettant en avant la notion d'homme providentiel. CHÁVEZ est dans la lignée de nombre de chefs d'États du XX° siècle et pas seulement dans l'aire américaine, même s'il présente un «*cacicisme new look*»[1389].
- Ce culte s'accompagne d'un culte des militaires et d'une forte militarisation de la vie publique[1390], uniformes, drapeaux, fonctionnaires militarisés… détestable dans une société qui proclame officiellement chercher à rétablir tous les droits civiques, d'autant que l'armée, et notamment celle du Venezuela, est rarement connue pour ses qualités démocratiques[1391]. Avec CHÁVEZ les militaires semblent omniprésents, d'autant qu'ils ont obtenu le droit de vote et qu'ils contrôlent toujours fortement les élections. Ils sont également de plus en plus autonomes, la nomination des hauts gradés échappant désormais au Congrès[1392]. À côté d'un militarisme évident, on peut également avancer le concept de «*prétorianisme*» pour mettre en avant le rôle politique accru de l'armée dans le nouveau régime[1393]. La source d'inspiration chaviste dans cette forme de militarisme «*de gauche*» (?) se trouve sans doute dans son admiration maintes fois proclamée pour le péruvien Juan VELASCO ALVARADO (le «*velascato*» entre 1968-1975). En tout cas il est clair qu'un chef d'État - à la fois président et chef suprême des forces armées - quasiment

---

[1384] Frédérique *Hugo CHÁVEZ et le Venezuela. Une action politique au pays de BOLÍVAR*, Paris: L'Harmattan, 240p, 2003, p.121
[1385] Cf. MARTÍNEZ Ibsen *Inaptitud y despilfarro en Venezuela*, El País, Madrid: 02/03/2008, p.43
[1386] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.78
[1387] VALLENILLA LANZ Laureano *El cesarismo democrático*, Caracas: El Nacional, 1999
[1388] ARENAS Nelly/GÓMEZ CALCAÑO Luis *Populismo autoritario: Venezuela 1999-2005*, Cendes: UCV, 2006
[1389] BOVES José Tomás (pseudonyme) *Dans quelles circonstances Hugo CHÁVEZ est-il arrivé au pouvoir ?* -in-Polémica cubana, janvier 2013, Cf. http://www.polemicacubana.fr/?p=7529, consulté le 10/01/2013
[1390] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.189
[1391] DECARLI Alberto *El mito democrático de las Fuerzas Venezolanas*, Caracas: Ediciones Comisión de Relaciones Anarquistas, Cuadernos de Cultura Libertaria, 2006
Cf. http://www.soberania.org/Archivos/elmitodemocratico.pdf, 31p, consulté le 03/08/2011
[1392] LANGUE Frédérique, 2003, *Op.cit.,* p.120-121
[1393] LANGUE Frédérique, 2003, *Op.cit.,* p.195-196

»

toujours en uniforme, ne pouvait pas tenir ses promesses initiales de fondre société civile et militaire de manière égalitaire ; c'est la société civile qui s'est militarisée, en quelque sorte.

- Culte du secret. Par exemple, comme le font tous les régimes autoritaires et manipulateurs, la réalité de la maladie de CHÁVEZ a été souvent dissimulée, notamment pour ne pas l'empêcher de se représenter. D'autre part pour un nationaliste venezuelien, aller se faire soigner à Cuba témoigne d'un beau mépris pour son propre service public de santé.
- Censure accentuée (Cf. fermeture de la chaîne RCTV, jugée trop critique…), établissement d'une forme de communication propagandiste officielle, changements culturels (avec reprise du concept ambigu de «*révolution culturelle*») et réécriture de l'histoire (Cf. la mise en avant bien orchestrée de l'ancêtre guérillero du président, MAISANTA ; Cf. également la liste interminable des titres et des fonctions dans sa biographie officielle…). L'opposition voit son rôle réduit, dans le pays comme à la chambre où elle est peu écoutée, et toujours fortement caricaturée par le président lui-même. Sans compter la répression et les interdictions ou limitations de déplacements : les militants du Mouvement Utopía Tercer Camino le savent bien ; par exemple Douglas BRAVO a notamment été interdit de sortie du territoire en octobre 2011 alors qu'il devait assumer des interventions pour la Fondation Guevara en Italie.
- Politique extérieure souvent aventuriste et sans moralité (FARC Colombiens, Libye de KHADAFI, Irak de Saddam HUSSEIN, Iran d'AHMADINEJAD, Corée du Nord, soutien au boureau Al ASSAD en Syrie…), déclarations ambigues (sur le monde juif notamment, ou sur le sionisme assimilé au fascisme, avec des positions frôlant le négationnisme, sans doute sous l'influence de l'idéologue raciste d'extrême droite Norberto CERESOLE[1394]). Sans compter une vision acritique et parfois délirante du modèle castriste, Cuba devenant « *la perle des Caraïbes* »… L'adage visiblement adopté par le chavisme «*mes ennemis de mes ennemis* (les ÉU) *sont mes amis*» est une politique sans éthique et fréquemment source de graves compromissions. Par contre elle est plus ancienne qu'on ne le pense, des révolutionnaires ayant autrefois fait des stages théoriques et surtout militaires dans la plupart des pays cités ci-dessus.
- Malgré un anti-yankisme forcéné et parfois dérisoire tellement il est caricatural, les ÉU demeurent le principal partenaire commercial du Venezuela, et leurs multinationales parmi les mieux implantées.
- Usage assez trouble des pétrodollars : le FONDEN (qui gère les revenus pétroliers) ne dépendant que de la présidence… La politique économique est d'ailleurs fortement inflationniste et ne profite guère (ou pas suffisamment) in fine au peuple vénézuélien, leur pays étant celui ou l'accroissement de l'appauvrissement est le plus fort de toute l'Amérique latine durant la dernière décade[1395]. D'autres chiffres, plus récents et surtout souvent fournis par les services vénézueliens eux-mêmes (mais aussi par l'ONU ce qui est moins sujet à caution), sont cependant plus favorables au régime, notamment sur la réduction de drastique récente de la part des pauvres. La pauvreté a donc bien été réduite, même si la rareté des biens, la hausse inflationniste (plus de 20% en 2012) ou la persistance des bidonvilles… se révèlent à ce sujet fort paradoxaux.
- Échec sur le plan de la sécurité et du bien être, et de ce fait «*perte du sens social*»[1396] et crise pour les droits humains. Le Vénézuela devient un des pays les plus dangereux de la planète, les homicides sont en très forte expansion sous le chavisme, malgré la création de nombreux gardes payés par les contributions publiques. Le taux d'homicides a été multiplié par 3 entre 1999 et 2009. Pire, une partie des homicides ont été commis par des membres des corps répressifs de l'État, et certains d'entre eux pour *El Libertario* s'apparentent à de pures et simples exécutions. Dans les prisons, les mafias règnent en maître et là aussi la

[1394] LANGUE Frédérique, 2003, *Op.cit.,* p.76
[1395] Cf. MARTÍNEZ Ibsen *Inaptitud y despilfarro en Venezuela*, -in-El País, Madrid: 02/03/2008, p.43
[1396] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.39 & 40

»

mortalité a explosé (il y aurait 366 morts et plus de 600 blessés pour l'année 2009). La corruption atteint les plus hauts sommets de l'État et reste la plupart du temps impunie, deux sinistres personnages étant même devenus ministres malgré les terribles exactions dont ils sont accusés : Luis REYES REYES et Ramón RODRÍGUEZ CHACÍN. La population, surtout celle aisée, se replie dans des maisons-bunkers, et partout on encourage les enfants à ne pas rester dans les rues… Sur le plan de droits humains l'association PROVEA, qui publie des rapports depuis 1989, mène une campagne exemplaire[1397].

Tout cela explique la ferme opposition des libertaires (notamment *El Libertario*) et de nombreuses mouvances syndicales (qui refusent la domestication en ne voulant pas être « *courroies de transmission* » du président) ou politiques de gauche face à son régime, même si une bonne partie de la gauche officielle le soutient encore, mais avec perte progressive des premiers fidèles.

2- <u>Le chavisme présente également un fort axe populaire et une volonté de soutien prioritaire aux pauvres et aux initiatives de base</u> qui rendent sympathiques certains aspects du régime (Cf. la 2° partie) et ont contribué à diffuser son mythe, surtout en Europe. Depuis 2003 les *Misiones sociales* tentent de bouleverser la société en profondeur, et au profit des classes les plus défavorisées et en faveur d'une «*économie sociale*» revendiquée.

Le plan santé (*Misión barrio adentro*), sorte de « *troc* » pétrole contre médecins avec Cuba, est une des plus belles initiatives, car les personnels de santé sont essentiellement répartis dans les barrios (quartiers) populaires. Mais les chiffres de ces centres sont loin de ceux annoncés (la ½ seulement des promesses semblent en voie de réalisation), et leurs personnels (avec étonnante discrimination boliviens-cubains, ces derniers apparaissant comme des salariés sous payés et donc discriminés) sont souvent des précaires ; pire ces dispensaires représentent une forme de concurrence négative pour le service public de santé, qui lui, peu soutenu, se détériore à grande vitesse et pâtit de son mauvais équipement. Pire encore, bien des dignitaires du régime se font soigner dans des cliniques privées ou à l'étranger, ce qui est humiliant pour le système sanitaire public vénézuelien. En 2011 CHÁVEZ lui-même se fait soigner à Cuba, et pas dans son propre pays : quel triste exemple et quel cinglant désavoeu !

Les plans d'alphabétisation (notamment les Missions ROBINSON), d'aides aux communautés, à la promotion de la femme (celles-ci étant souvent bien présentes dans les assemblées)… forment une vraie rupture avec les régimes antérieurs et sont sans doute la seule vraie réussite du régime.

Le plan habitat (environ 300 000 logements construits de 1999 à 2008) n'arrive cependant pas à résoudre le manque estimé à 3 000 000[1398], et se fait de manière inégalitaire, ce qui est d'autant plus inacceptable que les dignitaires du régime ont bien résolu le problème de leurs propres et belles habitations. La persistance des bidonvilles est sur ce plan la preuve visible de l'échec du régime.

Le plan de hausse salariale reste incontestablement un des plus positifs du monde, mais comme l'inflation est galopante (30,9% en 2009), la plupart des salaires réels soit stagnent, soit augmentent de très peu[1399]. La dévaluation du bolivar en janvier 2010 n'arrange pas grand-chose, sauf pour donner un petit coup de pouce au commerce international.

Bien entendu, cette incontestable politique sociale est très largement financée par les revenus pétroliers (Cf. le terme caricatural de « *Venezuela saudita* » pour le comparer à l'Arabie Saoudite) ou l'article de *Libération* « *le chávisme, un baril de socialisme* »[1400].

---

[1397] PROVEA = Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos
Cf. http://www.derechos.org.ve/, dernière consultation 03/08/2011.

[1398] EL LIBERTARIO *La protesta sociale in Venezuela*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.40, n°4(353), p.85-86 & 98, maggio 2010, p.86

[1399] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.61

[1400] THOMAS Gérard *Le chávisme, un baril de socialisme*, -in-Libération, Paris : p.30-31, 18/12/2008

»

Cette politique amènent certains soutiens d'altermondialistes peu regardants (la dictature castriste, *Le Monde diplomatique*…), mettant surtout en avant d'ailleurs sa radicalité antiyankee.

Il y a donc de réelles avancées sociales, mais est-ce pour autant l'autonomie souhaitée ou un socialisme attractif, ou s'exercerait un véritable double pouvoir[1401] ? Il y avait aussi quelques avancées sociales et populaires sous d'autres régimes autocratiques du XX° siècle ! Et les constitutions, même sympathiques (droit à la «*démocratie participative*», reconnaissance du concept de «*pouvoir citoyen*», encouragement aux coopératives… dans celle de 1999, largement approuvée à plus de 70%), ne veulent en soi rien dire d'absolu : la plus avancée et souvent citée, celle de 1936 en URSS, fut une incroyable manipulation stalinienne, contemporaine des grandes purges.

La méfiance minimale devrait donc s'imposer, mais hélas c'est rarement le cas pour les analyses concernant le chavisme, d'autant que beaucoup de visiteurs ne voient que la version officielle des choses, où participent à des visites préparées, pratique de toutes les dictatures nommée parfois «*villages Potemkine*».

### *b) « Des initiatives communautaires sous contrôle étatique »*

Ce titre provient d'un paragraphe d'un article récent d'Annick STEVENS[1402]. Il résume assez bien ce qu'est la politique sociale du « *chavisme* » en terme organisationnel, ce qu'on peut nommer aussi «*régime centraliste s'appuyant sur une mobilisation populaire encadrée*»[1403]. Les communautés vénézuéliennes - essentiellement les CLPP - *Conseils Locaux de Planification Publique* (2002), les coopératives et les « *Consejos Comunales - conseils communaux* » - semblent effectivement plus proches de la cogestion (simple «*participation à la gestion des entreprises expropriées*»[1404] ?) que de l'autogestion, pour le dire rapidement. Ils sont fondés par l'État, et doivent être reconnus administrativement : Loi de 2006 (*Ley de los Consejos Comunales*). L'État (ou parfois le parti présidentiel PSUV - *Parti Socialiste Uni du Venezuela*, ou le président lui-même) est le plus souvent à l'initiative, il finance largement (incitation évidente de bien des regroupements), et donc contrôle forcément ces initiatives. C'est une politique « *par en haut* » qui est menée au Venezuela, il n'est pas possible d'en douter. Le mouvement populaire existe bien, mais il est insufflé, canalisé par un leader charismatique et par l'appareil d'État, et ne dispose quasiment pas «*d'initiative propre*»[1405]. Dans les entreprises, les conseils ou comités de gestion ou de contrôle coexistent avec des directions traditionnelles : cela rappelle la cogestion allemande, ou « *l'autogestion* » sous contrôle étatique de la Yougoslavie titiste ou de l'Algérie ben-belliste. On peut noter parmi les exemples de cogestion industrielle les plus connus INVEPAL, usine de papier de l'État de Carabobo, ou ALCASA usine d'aluminium de Ciudad Guyana.

Pire sans doute, les mouvements de base autonomes et bien réels depuis longtemps au Venezuela sont soit confisqués par l'État (les «*cercles bolivariens* (devenant) *laboratoires de l'intégration*»[1406]), soit sont purement occultés ou condamnés comme contre-révolutionnaires (ce qui est une attitude classique de tous les pouvoirs autoritaires).

---

[1401] NEUVILLE Richard *Conseils communaux et double pouvoir au Venezuela*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.190-208, 2010

[1402] STEVENS Annick *Comment reprendre en mains le pouvoir politique ?*, -in-*Pouvoirs et conflictualités*, Réfractions, Lyon, n°17, 176p, hiver 2006-printemps 2007, p.117

[1403] MASSARI Roberto *Hugo CHÁVEZ tra BOLÍVAR e Porto Alegre*, Bolsena: Massari, 160p, 2005,p.19

[1404] NEUVILLE Richard *Conseils communaux et double pouvoir au Venezuela*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.190-208, 2010, p.191

[1405] ZANCHETTA Aldo *Movimenti sociali nel Venezuela bolivariano. Partecipazione democratica dall'alto o dal basso ?*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.183-1904, 2008, p.184

[1406] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.214

»

L'actuelle poussée politique vers la construction de « *communes socialistes* »[1407] plus marquées, largement encadrées localement par les militants du parti officiel, renforce cette étatisation des mouvements de base.

De ce fait les exemples de réelles tentatives d'autogestion sont fort rares. Le cas cité avec prudence par Roberto MASSARI pour VENEPAL (industrie du papier située à Morón) en 2005 ressort plutôt du contrôle ouvrier (voire de la cogestion) sous contrôle étatique[1408].

La CECOSESOLA (*Central Cooperativa de Servicios Sociales de Lara* - Fédération coopérative de services sociaux), créée dans l'État de Lara en 1967 dans le domaine du transport (donc bien avant le chavisme), semble garder encore aujourd'hui son indépendance et se développe aussi dans le domaine sanitaire et paramédical[1409]. Depuis 2009 la coopérative dispose d'un hôpital. Mais la diversification a eu lieu, les super marchés de CECOSESOLA écoulant les produits des multiples coopératives de production qui lui sont liées (peut être 50 groupemements communautaires, pour 1 200 travailleurs et environ 20 000 membres)[1410]. Son fonctionnement est passé d'une coopérative classique à une forme d'autogestion généralisée, sans structure hiérarchique, avec démocratie basiste et rotation des fonctions ; les travailleurs y sont «*multifonctionnels*». Les assemblées et réunions sont extrêmement nombreuses, au risque d'ailleurs de la lassitude causée par la réunionite, mais la démocratie égalitaire et solidaire est à ce prix. L'article cité avance même le chiffre de 20% du temps de chaque coopérateur qui serait consacré au fonctionnement démocratique.

Le CVCI-*Comité de Victimas contra la Impunidad* reste pour Rafael UZCÁTEGUI un des rares mouvements de base autonomes actuels[1411].

Nous sommes donc loin des positions classiques de l'anarchisme et on comprend mieux alors les réticences importantes des libertaires (et autres membres de la gauche antiautoritaire vénézuélienne), d'autant plus qu'ils mettent également en avant les cas de répression contre les dissidents qui sont loin d'être tous de droite ou membres de l'armée traditionnaliste.

La répression, mais c'est moins connu, s'en prend également aux mouvements sociaux de secteurs pourtant annoncés comme chavistes, par exemple l'importance des grèves et manifestations, majoritairement dans le service public.

Ces anarchistes justement font œuvre importante dans la reprise théorique du mouvement en revitalisant la pensée autogestionnaire libertaire. Je pense notamment aux écrits d'Alfredo VALLOTA et de Nelson MÉNDEZ, surtout leur très intéressant *Bitácora de la utopía : anarquismo para el siglo XXI*[1412].

Pour eux comme pour ZIBECHI dans l'article cité, l'exemple novateur et antiautoritaire du socialisme moderne se trouve plus dans le Chiapas, ou dans quelques initiatives par en bas de communautés boliviennes.

Cela n'enlève rien cependant à quelques créations intéressantes (les fameuses « *missions bolivariennes* »), qui bénéficient à une population jusque là trop écartée des revenus pétroliers. Pour une fois que les populations travailleuses et délaissées bénéficient d'une partie de la manne pétrolière, on ne peut que s'en féliciter. Mais c'est loin d'être nouveau au Venezuela, bien des gouvernements antérieurs ont fait de même. Il est bon de rappeler que

---

[1407] THOMAS Gérard *Le chávisme, un baril de socialisme*, -in-Libération, Paris : p.30-31, 18/12/2008

[1408] MASSARI Roberto *Hugo CHÁVEZ tra BOLÍVAR e Porto Alegre*, Bolsena: Massari, 160p, 2005, p.95-97

[1409] Cf. http://cecosesola.blogspot.com/, dernière consultation 03/08/2011

[1410] VERHOEVEN Johan/WUSTEFELD Edith *Cecosesola ou l'autogestion totale*, sur le site http://www.autogestion.asso.fr/wp-content/uploads/2013/04/cecosesola.pdf, consulté le 06/05/2013

[1411] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.232-233

[1412] MÉNDEZ Nelson/VALLOTA Alfredo *Bitácora de la utopía : anarquismo para el siglo XXI*, Caracas, sur le net, octubre 2000, Caracas, Ed. Biblioteca Universidad Central de Venezuela, 2001, Caracas, -in- *http://nodo50.org/ellibertario/ellibertario/tripalibros.htm*, A4, 139p, septiembre 2002

»
l'OPEP-*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* date de 1960, la *Petróleos de Venezuela sociedad anónima* (PDVSA) de 1975, et la nationalisation de 1976, et que contrairement à ce qui est dit ici ou là elle ne doit rien à CHÁVEZ.

La ligne directrice est cependant plutôt une politique pragmatique, pour faire bénéficier le plus grand nombre, et non pas une « *révolution* » comme le proclame à tort et à travers l'idéologie officielle. Le Venezuela connaît de fait « *une irruption spectaculaire de l'État providence* »[1413], rareté dans notre monde où le libéralisme semblait avoir tout écrasé.

Dans les secteurs économiques on voit fleurir :

- Des coopératives de production, surtout dans la pèche ou le domaine agraire. Les coopératives semblent exploser : de 800 en 1998 à 8 000 en 2006. Mais les chiffres concernant les coopératives sont souvent très contradictoires.
- Une nationalisation partielle des terres de grands domaines ou de latifundios laissés à l'abandon, ce qui permet aux coopératives agraires de s'implanter plus facilement. Il y a donc redistribution de terres, apparemment pas de mise en commun de celles-ci.
- Mais sur le problème des terres, de l'écologie et des choix du régime, les écologistes, la gauche non chaviste et les indigènes sont mobilisés contre des projets destructeurs ; une nouvelle opposition est en train de se redessiner, avec par exemple les mouvements des amérindiens Wayuu, Bari et Yukpa pour la défense de la Sierra de Perijá-Socuy. Le CONIVE-*Conseil National Indien du Venezuela* est monté au créneau appuyé par la plupart des organisations indigènes andines.
- Récemment l'État exproprie plusieurs secteurs en difficulté, s'en rend propriétaire, et y encourage une forme de contrôle ouvrier ou de cogestion. Dans certains cas - les EPDS *Entreprises de Production Sociale*, la gestion populaire semble plus complète, plus autonome.
- Mais le cas pétrolier, source essentielle de revenus du pays, reste très ambigu. Il s'agit ici d'une privatisation partielle et donc d'une nationalisation «*imaginaire*»[1414] - totalement contradictoire avec les discours du régime et les affirmations des aficionados - qui s'est mise en place depuis 1999 et surtout depuis 2007. Non seulement CHÁVEZ n'a rien à voir avec la nationalisation de 1975-1976, mais sa politique a au contraire permis à des firmes comme CHEVRON, BP, REPSOL, TOTAL de redevenir essentielles dans le pays[1415]. Ce point est largement méconnu (un CHÁVEZ néolibéral) et à lui seul mériterait de dénoncer la propagande mensongère du chavisme ; il est à noter par exemple que le film de Gabriele MUZIO (*Nuestro petrolio y otros cuentos*) de 2004 est toujours rejeté alors que le réalisateur était pourtant considéré comme un des grands soutiens du régime (il avait notamment en 2002 sorti le pro-chaviste *Venezuela: otro mundo es posible*). Cette politique trouble de néo-libéralisme caché a été une des causes du passage dans l'opposition de partisans notables de la première heure comme Douglas BRAVO.
- Des efforts dans le microcrédit pour aider des projets locaux et de petites entreprises. Là aussi il y a aménagement du capitalisme, et pas de création d'un autre modèle totalement alternatif.
- Un réseau plus équitable et bon marché de redistribution des produits, notamment alimentaires… C'est surtout le cas pour le réseau MERCAL depuis 2002 surtout, petite chaîne étatique de supermarchés. Mais sur ce plan, des analystes sont très prudents, mettant en avant le faible rayonnement du MERCAL et la réappropriation étatique des bénéfices. On assiste depuis quelques années à une baisse de la fréquentation de ces

[1413] PIRO Patrick *Qui est vraiment Hugo CHAVEZ ?*, -in-Politis, n°880, 15/12/2005
[1414] Cf. AL-SHEREIDAH Mazhar *La dimensión imaginaria en la nacionalización petrolera*, -in-Revista de Economía y Ciencias Sociales, v.1, n°12, p.125-146, abril 2006
[1415] UZCÁTEGUI Rafael *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Paris: Les Amis de Spartacus, Cahiers. Série B ; 181, 272p, 2011, p.124 & 131

»

établissements connus également pour leur manque d'hygiène et surtout pour les dures conditions de travail de leurs personnels.

- Un effort intense pour améliorer l'alimentation, mais au prix accentué de l'endettement extérieur (et donc de la dépendance vis-à-vis du marché mondial), avec des importations permises par les revenus pétroliers de plus en plus importantes. L'autre travers induit par ce recours massif à l'étranger, c'est l'essor de l'inflation dans le pays.

D'autre part, la forme de démocratie participative, plus proche et plus soucieuse des gens (au moins en apparence) se réalise sous différentes formes.

La plus présente est celle des conseils communaux (*Consejos Comunales*). Le pouvoir tient à ce qu'ils se constituent de manière horizontale, et qu'ils visent ultérieurement à supprimer l'État bourgeois (mais pas l'État tout court !). Ces conseils sont composés de 200 à 400 familles en milieu urbain, de 20 en milieu rural et d'une dizaine en secteur indigène. Leurs Assemblées générales semblent déterminantes. Leur rayon d'action est ouvert, et leur autonomie affirmée au moins dans les intentions. Mais le contrôle est omniprésent de la part des commissions étatiques locales, régionales et nationales, avec toute puissance in fine pour la Commission nationale présidentielle qui donne ou non l'aval à la création du Conseil communal. Sans compter le contrôle systématique pour les subventions de fonctionnement. Nous sommes loin de l'autogestion malgré les annonces spectaculaires faites par le régime dans ce domaine. Et en aucun cas - pour le moment - ces Conseils ne remplacent les actuelles municipalités.

De la même manière, le chavisme a voulu faire des syndicats le cœur de ce processus, mais la plupart des syndicalistes ont refusé cette étatisation de leur fonction. Un des syndicats, l'UNETE - *Unión de Trabajadores de Venezuela* revendique d'ailleurs son indépendance par rapport au gouvernement, surtout sa tendance autonomiste constituée par le CC-MURA - *Corriente Clasista Unitaria Revolucionaria Autónoma*.

La volonté actuelle de coordination (centralisation et contrôle accrus ?) sous forme de « *Communes socialistes* » demanderait une analyse plus fine. L'ambiguité ici est de rigueur, comme pour tout ce qui concerne l'ensemble des dispositifs chavistes. Certains observateurs notent l'influence de la base dans leur formation, d'autres insistent sur la poussée du gouvernement et du mouvement présidentiel pour les instituer, souvent en regroupant plusieurs Conseils communaux.

Les Conseils ou comités assument souvent la prise en charge de services publics locaux (santé, éducation, électricité, égouts, etc.). Ils ont des crédits pour rénover l'habitat public et privé. Ils coordonnent également des initiatives associatives éparpillées dans des comités de quartiers ou autour d'initiatives très précises et localisées, par exemple des maisons associatives. D'autre part la gestion de certains services commence partiellement à être effectuée par les Conseils : alimentation et habitat surtout, parfois pour les conseils les plus développés, éducation et santé[1416].

Dans les conseils et dans leurs organes de gestion, comme dans les comités spécialisés qu'ils mettent en place (santé, éducation, gestion de l'eau, etc.) émergent des notions sympathiques : apprentissage de la prise de parole, de la délégation de pouvoir, d'un mini contrôle des délégués et des fonds, d'un modèle assembléiste balbutiant (car participation assez réduite dans l'ensemble). Ce n'est pas la démocratie directe, ni de l'autonomie (car omniprésence de l'État et de ses agents) mais c'est toute de même une réelle innovation dans les modes de fonctionnements, y compris avec la participation accrue semble-t-il des femmes. L'autogestion dans ces Conseils est donc seulement balbutiante lorsqu'elle existe, « *en phase infantile* »[1417].

[1416] BONI Stefano *La democrazia diretta dei Consejos Comunales*, -in-A Rivista anarchica, Milano : a.38, n°9-340, p.37-40, dicembre 2008-gennaio 2009, p.39
[1417] BONI Stefano *op.cit.*, p.40

»

Une politique massive d'alphabétisation et de développement culturel accompagne cette promotion sociale et culturelle des classes pauvres. Bien des moyens sont fournis : organes de presse, salles de réunion, bibliothèques et fonds généraux…

À l'inverse ces multiples aides financières de l'État réduisent encore plus l'autonomie et la critique antiétatique, tant est grande la volonté de récupérer localement une partie des rentes pétrolières.

Certes, il faut rester dans la ligne bolivarienne, mais l'évolution est tout de même perceptible et des réalisations autonomes ou réellement menées par les intéressés eux-mêmes arrivent parfois à se mettre en place, comme dans le secteur rural, féminin (Cf. la *Coordinadora no gubernamental de Mujeres*) ou indigène, malgré une nette institutionalisation de ceux-ci. Le bilan est difficile à faire tant les positions partisanes brouillent toute analyse sérieuse.

Mais de nombreux observateurs, et pas seulement les plus « *anti-chavistes* », reconnaissent que les formes participatives ont pour le moment échoué, les luttes de pouvoir, l'autoritarisme, et la position dominante de l'État leur ont enlevé presque toute validité, sans compter que beaucoup d'entre elles n'étaient qu'imposées par en haut, et non pas voulues par en bas[1418]. La démocratie directe au Venezuela reste une réalité trop souvent inconnue, et peu pratiquée, malgré par exemple la création de «*cercles bolivariens*» censés donner l'initiative à la base. Il y a d'autre part un manque idéologique certain pour changer profondément de paradigme, la culture libertaire au sens large est marginale face aux cultures autoritaires bolivariennes (sous tous les sens du terme) et de type socialiste étatique ; le mythe cubain continue à faire des dégâts.

On comprend mieux ainsi les mécontentements sociaux à la gauche du chavisme. Cela explique l'importance des manifestations de rue, incompréhensibles pour les partisans du chavisme à l'extérieur : il y aurait eu 1763 manifestations entre octobre 2007 et septembre 2008, et 2893 entre octobre 2008 et septembre 2009[1419]. Le chiffre monte pour la seule année 2009 à 3297. Rubén GONZÁLEZ, militant syndicaliste, pourtant membre du parti du président et élu communal, en a fait les frais[1420].

Si on ose une comparaison historique, on pourrait certes comparer les Conseils communaux vénézuéliens aux communes ou soviets bolchevisés, mais pas aux collectivités aragonaises de 1936. Dans le premier cas, l'autogestion n'est que consentie, institutionnalisée et encadrée, par un pouvoir momentanément favorable et récupérateur en jouant sur principes réels et clientélisme généralisé.

## 8. Les communautés « néozapatistes » récentes du Chiapas et d'ailleurs...

### *a) Le Chiapas néozapatiste, utopiste et parfois libertaire*

Depuis la révolte du Sous-commandant MARCOS (sans doute Rafael Sebastian GUILLÉN) au Chiapas vers 1994, cette région mexicaine méridionale (et tous les secteurs hors Chiapas qui s'en inspirent) présente des traits (parfois) utopiques et libertaires intéressants, alors que le mouvement né vers 1983 était plutôt à rattacher à l'origine aux groupes paramilitaires classiques, plutôt postmarxistes, même si certains de ses cadres étaient d'anciens membres de l'OCEZ - *Organización Campesina Emiliano Zapata* (son leader Carlos DÍAZ SUÁREZ est assassiné en mars 1994). Cette organisation pluraliste et assez modérée fondée vers 1980 affirme déjà son autonomie vis-à-vis des partis et de l'État.

[1418] Cf. notamment DELLA FUENTE Yannick Hélène & LLENA Claude *De l'incontournable éco-socialisme du XXI° siècle*, -in-Entropia, *Décroissance & Utopie*, Lyon, Paragon, n°4, p.152-162, printemps 2008, p.168

[1419] EL LIBERTARIO *La protesta sociale in Venezuela*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.40, n°4(353), p.85-86 & 98, maggio 2010

[1420] EL LIBERTARIO *La vicenda del sindacalista Rubén GONZÁLEZ*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.41, n°5(363), p.27-29, giugnio 2011

»

C'est donc la liaison avec d'autres mouvements et celle avec la population locale, massivement indigène, qui ont conduit le néozapatisme à abandonner la priorité donnée à l'aspect militaire et à modifier considérablement sa stratégie et sa tactique politiques. Le livre récent de la journaliste philo-zapatiste Gloria MUÑOZ RAMÍREZ[1421] décrit très bien cette évolution.

Le mouvement a d'abord l'intelligence de s'appuyer sur les traditions démocratiques[1422], « *communautaristes* » et autonomistes indigènes des indigènes mayas, notamment les *Tzotziles, les Choles, les Tojolabales,* les *Zoques* et les *Tzeltales*. Claudio ALBERTANI évoque même quelques axes pré-autogestionnaires présents dans cette culture indigène particulière[1423]. Le Congrès indigène tenu les 12-15/10/1974 est parfois rappelé comme initiateur du cycle révolutionnaire, tout comme l'importance du *Centro Derechos Humanos Fray Bartolomeo de las Casas* fondé en 1984. Les révoltes sont anciennes et se multiplient après 1974, soit 20 ans avant l'insurrection. La destruction le 12/10/1992 de la statue de Diego DE MAZARIAGOS, le conquérant du Chiapas, à San Cristóbal est un beau prélude de la révolte zapatiste[1424]. Dès 1994 le soulèvement vise à réhabiliter les valeurs de «*communauté*», «*la soif d'autonomie*» et surtout «*de dignité*»[1425], et remettre l'éthique au premier plan, ce qui est primordial pour tous ces indigènes au «*cœur armé de conscience*»[1426] qui se considèrent comme des «*hommes droits*» à tous les sens du terme : dignes, et bien droits car en bonne santé[1427]. Alicia BARABAS affirme même que la continuité avec les rébellions du passé, et avec les fondements millénaristes et messianiques des peuples indigènes, est plus forte et plus évidente qu'on ne l'écrit : recherche d'autonomie et volonté persistante de décolonisation, rêve d'un retour au monde ancien fortement surévalué[1428] ; auparavant elle avait mis en évidence la simultanéité entre positions politico-sociales des mayas (tzotziles surtout) plus ou moins insurrectionnelles, et présages ou faits mythiques annonçant une forme de résurrection d'un monde libre et harmonieux antérieur à la Conquête[1429]. Le mouvement néozapatiste serait d'ailleurs aujourd'hui presque exclusivement composé d'indigènes, les métis n'y étant que très minoritaires (mais presque toujours à des postes clés). Dès le départ, le *Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène* assume cet indigénisme qui tranche avec toutes les autres insurrections et guérillas du passé, et à la limite nous renvoie aux guerres des Yaquis et aux positions solidaires de FLORES MAGÓN, plus que de celles de ZAPATA. L'intelligence de MARCOS et d'autres leaders de l'EZLN c'est d'accepter la réalité mystico-religieuse des peuples autochtones, sans dogmatisme, au contraire.

Une des autres sources du soulèvement, hormis l'antilibéralisme déclaré, la pauvreté extrême des indigènes et la volonté de briser l'accord de l'ALENA (NAFTA) avec le grand voisin états-unien, s'inspire aussi de l'attachement aux ***ejidos colectivos*** dans tout le Chiapas.

---

[1421] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004

[1422] ALBERTANI Claudio *Le correnti sotteranee,* -in-*…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, p.07-15, 1998, p.12

[1423] ALBERTANI Claudio *Guerre contro i Maya,* -in-BOLDRONI Massimo/DURÁN DE LA HUERTA Marta *Acteal, Chiapas… natale all'inferno,* Bolsena: Massari ed., p.67-88, 1998, p.74 & 88

[1424] ALBERTANI Claudio *I popoli indigeni e il mondo attuale*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.62-70, 2008

[1425] *Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain... Documents relatifs à la guerre indienne au Chiapas*, Montreuil : L'Insomniaque, 112p, 1994, p.06, 26 & 70

[1426] *Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain... Documents relatifs à la guerre indienne au Chiapas*, Montreuil : L'Insomniaque, 112p, 1994, p.07

[1427] Cf. leur vision utopiste dans ALBERTANI Claudio/BOLDRINI Massimo/RANIERI Paolo *…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, 160p, 1998, p.30

[1428] BARABAS Alicia M. *Utopías Indias. Movimientos sociorreligiosos en México*, Quito : Abya-Yala, 258p, 2000, p.12

[1429] BARABAS Alicia M. *Utopías indias. Esperanza al futuro*, -in-AGÜERO Oscar & CERUTTI GULDBERG Horacio, *Utopía y nuestra América*, Quito : Biblioteca Abya-Yala, n°28, p.69-83, 1996, p.80-81

»
L'ejido, de vieille tradition indigène, est une structure développée surtout à l'époque du mythique président Lazaro CARDENAS dans les années trente. Il remettait aux paysans des terres communautaires, indivises, mais réparties en lots, « *en possession* », pour chaque foyer. La gestion, l'entraide, la répartition des tâches se faisait de manière communautaire, « *assembléiste* ». Malgré un appui renouvelé sous la présidence de Luis ECHEVERRIA dans les années soixante dix, surtout au Chiapas, le mouvement a aujourd'hui disparu depuis la réforme agricole des années 1990. Mais la trace chargée d'utopie et d'espoir de ces lopins reste visible dans les paysages, les noms (***El Eden***, ***La Esperanza***, ***Emiliano ZAPATA***...) et les cœurs... pour qui traverse la région. Avant la révolte néo-zapatiste, des terres communales chiapanèques avaient été occupées en 1992, pour condamner la loi agraire qui se faisait justement aux dépends des ejidos[1430] ; quelques accrochages s'étaient développés dans la région d'Ocosingo. L'EZLN s'appuie donc sur des actes et un état d'esprit bien enracinés dans les populations locales. Si on remonte aux mouvements des années 1960 et 1970, on retrouve des organisations aux noms significatifs qui confirment cette analyse : par exemple *Unión de Ejidos Tierra* ou *Unión de Ejidos Lucha Campesina* (en 1975).

Car le néozapatisme, comme son nom l'indique, est dans la tradition des mouvements similaires, ZAPATA ou MAGÓN bien sûr (Cf. ci-dessus), mais également les diverses rébellions, surtout paysannes et rurales, comme celle du Guerrero (par exemple les mouvements de Lucio CABAÑAS et Genero VÁZQUEZ des années 1970, malgré leur caractère marxiste). Certains des membres du mouvement se réclament très fortement de *l'Alliance Nationale Paysanne Indépendante Emiliano Zapata* (1989-1993).

L'influence de « *l'Église des pauvres* », des ecclésiastiques proches du mouvement de la *théologie de la libération*... est également très forte. On cite souvent le rôle exemplaire de l'évêque de San Cristobal de Las Casas, Samuel RUIZ GARCIA (mort le 24/01/2010), qui a encouragé la reconnaissance d'une Église très syncrétique, proche des pauvres et donc des indigènes, et respectueuses des communautés. Un grand nombre de cadres intellectuels, associatifs et néo-zapatistes sont issus de cette Église « *engagée* ».

Les traditions de lutte du Chiapas sont ancrées dans l'imaginaire mexicain, malgré leur caractère souvent profondément religieux comme l'a noté Jacques SOUSTELLE[1431]. Les grandes révoltes mayas (*tzotziles* et *tzeltales*) des années 1712 (conflit à base religieuse forte, en référence à la vierge de Cancuc) et 1869 (conflit lié à la Guerre des Castes) ont laissé des traces, y compris en pays Chamula. Le millénarisme maya, bien diffusé, fait partie de ces traditions qui renforcent l'engagement auprès de MARCOS[1432]. C'est au Chiapas du début du XX° siècle que se passent de nombreuses histoires des romans de l'anarchiste Ret MARUT-B. TRAVEN. Sa rencontre avec le Chiapas commence en 1926[1433] et donne naissance à un journal de voyage mi-ethnologique mi politique au nom sympathique *Le pays du printemps*[1434]. C'est d'ailleurs au Chiapas que l'écrivain libertaire et indigéniste a souhaité voir ses cendres répandues, ce qui fut fait en 1969. Son principal cycle romanesque en 5 volumes, celui de la Caoba (plantation d'acajou), prend également cette région comme principal arrière-plan. Après la rébellion de la *Révolte des pendus* (1936)[1435], un de ses ouvrages les plus célèbres, les indigènes se replient dans une sorte de commune anarchiste appelée ***Solipaz***[1436]. Dans ce même roman a été ravivé le slogan populiste, magoniste et anarchiste : *Tierra y Libertad*.

---

[1430] ARUFFO Alessandro *Messico rivoluzionario. Da ZAPATA al Chiapas*, Bolsena, Massari, 288p, 1995, p.249-250
[1431] SOUSTELLE Jacques *Mexique, terre indienne*, Paris, Grasset, 1936 - réédité Paris, Hachette, 1995, p.144
[1432] ALBERTANI Claudio *Guerre contro i Maya,* -in-BOLDRONI Massimo/DURÁN DE LA HUERTA Marta *Acteal, Chiapas… natale all'inferno,* Bolsena: Massari ed., p.67-88, 1998, p.86
[1433] AUZIAS Claire *De l'anonymat comme passion à l'écriture comme combat*, -in-À Contretemps, Paris, n°22, 32p, janvier 2006
[1434] TRAVEN B. *Land des Frühlings*, 1928
[1435] TRAVEN B. *Die Rebellion der Gehenkten (Caoba V) - (La révolte des pendus)*, Zürich, Bücherguilde Gutenberg, 1936
[1436] BARROERO Guido *Profili libertari. Ret MARUT-B. TRAVEN. Dalla rivoluzione tedesca al Messico in fiamme* –in-RSDA, Pisa, BFS, a.9, n°2(18), luglio-dicembre 2002

»

Le néozapatisme va donc en grande partie s'appuyer sur toutes ces traditions.

D'autre part les pratiques du mouvement néozapatiste, en laissant une large place aux assemblées générales, aux groupes de femmes, à une activité pas forcément militarisée... fait parfois nettement figure de mouvement antiautoritaire, ou en tout cas de mouvement promouvant l'autonomie et une certaine forme d'autogestion, et cela dès l'origine (Cf. ORNELAS BERNAL 2004[1437]). On peut alors parler « *d'anarchie comme développement de formes de convivialité qui se développent à la base, et qui sont de véritables alternatives au pouvoir imposé, et en constant état de rébellion, de résistance à outrance contre toute restauration d'un système de domination* ». C'est la position de l'association *Paviainseriea* de Pavie en Italie, qui a procédé à un jumelage avec la *Commune Autonome Zapatiste Primero de Enero* en 2003-2004[1438].

Tout un ensemble d'associations, de mouvements civiques, de coopératives, de regroupements indigènes… donne au mouvement une diversité et une assise très forte, souvent très populaire surtout lorsque ces groupements assurent le minimum d'existence aux indigènes : c'est le cas par exemple du *Mouvement de Résistance Civile au Paiement de l'Électricité*.

L'insurrection de 1994 avait été précédée par une lente implantation de guérilleros et d'intellectuels, souvent liés au **FLN (Front de Libération Nationale)**, dans les zones forestières du Chiapas, depuis la fin des années 1970 (MARCOS y serait implanté depuis 1983). Les militants, progressivement, se sont liés aux indigènes, la plupart descendants des mayas, et ont souvent adopté leurs coutumes et leurs modes de fonctionnement.

Quelques femmes surtout, ont tenté d'en profiter. Dans un milieu terriblement dépourvu d'égalité sexuelle et fortement dévalorisant pour les femmes, elles étaient souvent sans aucune reconnaissance sociale ni même personnelle. Quelques militantes chiapanèques ont cependant réagi, surtout avec le **CCRI** (***Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène***) qui dès 1993, donc avant l'insurrection, ébauchent la fameuse *Loi révolutionnaire des Femmes*[1439] en 10 points, dont la plupart posent l'égalité homme-femme, le droit à maîtriser la procréation, le droit des femmes à accéder aux responsabilités civiles et militaires... Ce texte, très réformiste pour nos yeux d'occidentaux, est pourtant une vraie utopie révolutionnaire au Chiapas ! *Les Lois révolutionnaires de l'EZLN* de janvier 1994 on repris très largement ces positions (refus mariage forcé, droit de décider ou non d'avoir des enfants, droits au responsabilités civiles et militaires…). On comprend mieux désormais pourquoi de nombreuses amérindiennes sont restées fidèles à **l'EZLN** (***Armée Zapatiste de Libération Nationale***), surtout lorsqu'en plus elles accèdent à des charges militaires (comme le lieutenant Gabriela) ou coopératives. Mais elles occupent rarement des postes à responsabilité, malgré une nette incitation pour accroître leur participation : le milieu traditionnel très paternaliste est dur à combattre. Ainsi, dans la délégation zapatiste constituée en fin 2000 pour marcher sur México en début 2001, il n'y a que 4 commandantes (Esther, Fidelia, Susana et Yolanda) sur 24 participants dont MARCOS. Mais c'est déjà énorme pour un mouvement latino-américain. D'autant plus que c'est Esther qui parle à México lors du dernier meeting du 28/03/2001. D'autre part, la militante indigène Guadalupe MÉNDEZ, assassinée le 12/04/1998, est devenue emblématique, tout comme « *l'insurgée Lucha* » à qui est dédié le texte au beau titre *Mexique 2000, fenêtres ouvertes, portes à ouvrir*, et qui meurt le 09/11/1999. En 2003, MARCOS estime le nombre de femmes commandantes en forte progression, atteignant désormais près de 30%.

Les amis de MARCOS ont par ailleurs largement aidé au développement de coopératives, malheureusement souvent séparées (celles des hommes, celles des femmes...)

[1437] ORNELAS BERNAL Raúl *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, 217p, 2007

[1438] GASTONI Marco *Finestraperta sul Chiapas*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.34, n°296, febbraio 2004, p.26

[1439] STUTZ Élisabeth *Irma, femme du Chiapas*, L'esprit Frappeur, 1998, p.80

»
afin de promouvoir une forme de mutualisme, de solidarité et d'autonomie. Les plus avancées des coopératives féminines semblent être celles de la zone de San Cristobal, milieu largement tzotzil, la ville offrant un assez bon débouché à l'artisanat, surtout textile. Par contre les femmes lacandones ou tzeltales de la région d'Ocosingo sont plus en difficulté dans cette volonté d'autonomie.

La forêt Lacandone, milieu protégé et «*terre pour y semer des rêves*»[1440], assez impénétrable, abrite donc curieusement aujourd'hui de rares indigènes « *primitifs* », vrais descendants directs des mayas - les Lacandons - et des guérilleros dont certains proviennent de milieux urbains fortement développés et métis ou *ladinos*... Cette fidélité aux indigènes et à leur réhabilitation nationale devient de plus en plus affirmée au long des années : la marche sur México de début 2001 tourne presque exclusivement autour de cet axe essentiel, de manière d'ailleurs très constitutionnaliste et modérée, peu libertaire sur le plan théorique.

Pour l'aspect général du mouvement, on peut reprendre la belle formule d'Élisabeth STUTZ dans le livre cité : « *Les zapatistes nous ont prouvé que les rêves les plus audacieux pouvaient sortir de la nuit* », tant le mouvement est à la fois inattendu et innovant. L'aspect utopique est donc largement mis en valeur, même par des libertaires critiques comme les cubains du *Movimiento Libertario Cubano* qui soutiennent cette gauche latino-américaine qui « *n'a pas renoncé à l'utopie, ni dans les paroles, ni dans les faits* »[1441]. Il faut dire que les interventions de MARCOS, tout comme les multiples communiqués, insistent toujours sur cet aspect utopiste et humaniste : le *Communiqué EZLN* du 17/11/1994 rappelle que « *le plan zapatiste reste le même : changer le monde, le rendre meilleur, plus juste, plus libre, plus démocratique, autrement dit plus humain* »[1442].

Beaucoup d'analystes et de militants ont été séduits par un mouvement différent des guérillas violentes et trop souvent autoritaires des années passées. Pour certains, ce mouvement utopiste néo-zapatiste révèle de vrais traits libertaires, au moins théoriques, mais d'applications concrètes parfois discutables. Pour nous aider à en cerner les principaux aspects, on peut s'aider, entre autres sources, de l'article de Pietro VERMENTI *Lo zapatismo è un movimento Libertario ?* qui est paru dans *A Rivista Anarchica* de Milan, n°262 (avril 2000) et y ajouter d'autres remarques.

1. En premier lieu, le <u>zapatisme refuse de se prendre pour modèle</u> ou comme fondateur d'une énième Internationale. S'il revendique (de manière modérée et non figée) son aspect avant-gardiste et les liens avec d'autres mouvements proches ou de même type, il ne préconise aucune subordination ni hiérarchie. Des réseaux souples, ouverts... telle est sa formulation. « *Nous, nous disons à ceux qui suivent notre exemple de ne pas le faire. Nous pensons que chacun a à construire sa propre expérience et non à répéter des modèles* » ajoute MARCOS[1443]. Comme le disent les libertaires cubains, la proposition zapatiste est de constituer un « *réseau sans centre* » (*una rete senza centro* – dans le texte italien) qui permettrait de coordonner les mouvements de résistance, tant urbains que ruraux, tant prolétaires que paysans… L'homologie avec l'analyse libertaire de l'Internet saute ici aux yeux. L'EZLN reste sans doute l'ossature, l'ultime recours, le lieu de regroupement des militants essentiels. Mais il s'efface derrière le peuple et ses organisations, derrière les communautés autonomes, et comme le rappelle le major Moisès, il est contrôlé par le peuple et commandé par lui, afin d'éviter « *caudillos et dirigeants* »[1444]. C'est bien, sur ce plan, l'antithèse du chavisme vénézuélien.

[1440] DE VOS Jan *Una tierra para sembrar sueños. Historia reciente de la Selva Lacandona 1950-2000*, México: Fondo de Cultura Economica, 2002
[1441] MOVIMENTO LIBERTARIO CUBANO *Una rete senza centro. Riflessioni critche a proposito della VI Dichiarazione dalla Selva Lacandona e della nuova sinistra latinoamericana. Con un richiamo alle ambiguità sul castrismo*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.35, n°8/312, novembre 2005
[1442] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.117
[1443] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.303
[1444] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.75

»

2. Logiquement, le zapatisme refuse donc d'imposer un modèle, et adopte au contraire un choix pragmatique et pluraliste, en laissant aux intéressés le soin de créer leur propre nouveau monde. Comme l'exprime MARCOS en 2003, « *les villages, les bases d'appui zapatistes, adoptent des formes d'organisation qui s'élaborent peu à peu, qui ne sont dans aucun livre ou manuel et que nous autres ne leur avons évidemment pas indiquées. Ce sont des formes qui ont beaucoup à voir avec leur expérience…* »[1445]. La réalisation utopique se fait donc en avançant, en tâtonnant et ses formes évoluent, dans le pluralisme et l'autonomie. Rien n'est donc figé. Au contact des peuplades mayas et d'une culture qui les bouleverse (dans tous les sens du terme), les militants venus des villes ont compris que « *la perspective révolutionnaire est étrangère à tout modèle préétabli* »[1446].
3. D'autre part, l'importance accordée *« à la dimension individuelle (qui) démystifie le rôle du dogme du collectivisme* »[1447] est une donnée originale dans un mouvement insurrectionnel sud-américain marqué par un socialisme plutôt autoritaire et purement égalitariste, privilégiant toujours la dimension collective, même celui de souche guévariste.
4. Les membres appartenant au mouvement, ou liés à lui, se nomment entre eux « *compas* », diminutif de *compañeras-compañeros*. Ils ne s'appellent pas *camaradas-os*, comme dans la tradition marxiste, et reprennent plutôt le qualificatif utilisé par les libertaires espagnols.
5. Une idée chère aux libertaires et à GANDHI, qui les distingue fortement des divers courants marxistes, est souvent reprise par MARCOS. « *Nous ne croyons pas que la fin justifie les moyens, mais plutôt le contraire, le moyen est la fin* »[1448] (« *comme l'arbre est dans la sève* », écrivait GANDHI). Cette cohérence fut le thème principal de bien des écrits de MALATESTA et de Luigi FABBRI, notamment quand ils analysaient fascisme et révolution russe, et c'est à mes yeux un des traits les plus importants et les plus originaux de la praxis libertaire. La conception gandhienne «*d'insurrection morale*»[1449], que le néozapatisme assume, impose d'ailleurs cette cohérence.
6. Ce mouvement ne mythifie pas le militarisme, l'action violente. Et ce choix semble s'enraciner, comme le montre par exemple la marche pour la paix organisée silencieusement le 8 mai 2011 à San Cristobal de Las Casas par «*l'armée zapatiste*». L'autodéfense est revendiquée, certes, et les milices sont toujours là, tandis que l'héritage militaire de 1994 est assumé sans problème, mais il n'y a pas de militarisme systématique. Seule persiste une imagerie populaire du guérillero bon enfant, avec des ustensiles qui peuvent évoquer autant le monde clandestin que le monde des foires. Ainsi, le si fréquent passe-montagne ou cagoule rejoint sans doute l'importance traditionnelle au Mexique du masque, porté par tant de Robin des bois ou catcheurs populaires des quartiers de México D.F. La hiérarchie militaire est très limitée, malgré les multiples titres ronflants. Il est bon de rappeler que l'enrôlement est volontaire, c'est un cas rarissime dans les guérillas d'Amérique Latine. L'armée zapatiste insiste de plus en plus dès la mi-1994 pour être reconnue comme « *une armée de paix* », qui se rend secondaire par rapport à l'auto-organisation populaire du territoire du Chiapas : dès le départ d'ailleurs, dans ses déclarations, l'EZLN confirme le fait que son rôle militaire n'est assumé que pour permettre l'autonomie et l'auto-organisation des territoires libérés. Comme les « *militaires* » et miliciens libertaires makhnovistes (Ukraine 1918-1921) ou cénétistes (Espagne 1936-1939) avant eux, les zapatistes du XXI° siècle n'ont comme projet que de se dissoudre une fois l'autonomie pleinement réalisée. D'autre part, le concept politique essentiel du « *commander en obéissant* » est aussi de portée militaire : si le militaire agit et parfois commande, c'est uniquement parce qu'il a un mandat

[1445] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.280
[1446] ALBERTANI Claudio *La rébellion zapatiste au fil du temps*, -in-*Pouvoirs et conflictualités*, Réfractions, Lyon, n°17, 176p, hiver 2006-printemps 2007, p.124
[1447] MATAMOROS PONCE Fernando *Mémoire et utopie au Mexique*, Paris, Syllepse, 207p, 1998
[1448] -in-*MARQUEZ et MARCOS*, *Le Nouvel Observateur*, 6-12/09/2001
[1449] ALBERTANI Claudio *Guerre contro i Maya,* -in-BOLDRONI Massimo/DURÁN DE LA HUERTA Marta *Acteal, Chiapas… natale all'inferno,* Bolsena: Massari ed., p.67-88, 1998, p.86

»

impératif pour le faire, et que le service qu'il effectue ne ne l'exclut pas des devoirs communs. L'effort zapatiste d'en faire un mouvement essentiellement indigène, et non de militants extérieurs, renforce cette mise à l'écart volontaire du militaire. Ainsi dans le *Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène* (CCRI) dont sont issus les commandants, même MARCOS, comme métis, ne peut en être membre. La meilleure présentation anti-militariste de l'EZLN est sa condamnation des méthodes suivies par leur concurrent en guérilla, l'EPR (*Armée Populaire Révolutionnaire*) du Guerrero. Dans la *Lettre EZLN* du 30/08/1996, il est rappelé aux membres de l'EPR que « *ce qui nous différencie des organisations politico-militaires existantes, ce ne sont pas les armes et les passe-montagnes mais nos propositions politiques* » : en bref, l'EZLN « *dialogue* » (« *attention, pas seulement avec le gouvernement, aussi et surtout avec la société civile nationale et internationale* »), privilégie la voie pacifique, et ne « *lutte pas pour le pouvoir* »[1450]. Nous assistons donc à un cas rarissime en milieu militant, puisque les membres eux-mêmes dévalorisent et stigmatisent leur propre organisation, réfutant ainsi au moins en paroles et par écrit, toute forme d'autoritarisme et de militarisme instituée. Alain TOURAINE, en définissant le mouvement à plusieurs reprises, parle « d'*antiguérilla* », dans la mesure où il y aurait rupture avec la guérilla léniniste ou guévariste traditionnelle.

7. Cet antimilitarisme se prolonge par la <u>condamnation du terrorisme</u> qui touche les civils, quelles qu'en soient les raisons. C'est pourquoi, paradoxalement plutôt favorable au mouvement basque, le zapatisme condamne l'ETA et ses méthodes.
8. <u>La notion de « *non-pouvoir* », « *d'anti-pouvoir* », de « *non-gouvernement* »</u> repose sur le refus de toute verticalité, de toute hiérarchie, et se manifeste par un essai de développer en permanence la délégation et la rotation des charges (et fonctions en plus très rarement rétribuées). La formule antihiérarchique et antiautoritaire du Congrès national indigène du 12 octobre 1996 est claire et devrait être le mot d'ordre de toutes les autorités en place : «*Servir, non se servir ; représenter, non se subsister à ; construire, non détruire ; obéir, non commander ; proposer, non imposer ; convaincre, non pas vaincre ; descendre, non pas monter*»[1451]. Mais les faits ne sont pas aussi évidents : on parle souvent des mêmes intervenants et MARCOS est incontournable, quoiqu'il en dise... Pour éviter les cumuls, les chefs, gradés ou responsables de l'EZLN ont l'interdiction de prendre des charges dans les communes ou organes d'autogouvernement, sauf en démissionnant de leur fonction. Dans un article contestable car ne mettant en avant que deux types d'analyses du néo-zapatisme (une postmarxiste et une « *tourainienne* »), Bernard DUTERME révèle bien cette « *articulation originale (ou ambiguë) entre une perspective libertaire d'auto-organisation de la société et une inscription dans les traditions du nationalisme mexicain et des luttes anti-impérialistes de libération nationale* »[1452]. Cependant une forme de démocratie directe existe malgré tout, et est fortement revendiquée. On peut retenir ce texte aux forts accents libertaires de 2000 : « *l'idée zapatiste, c'est que la démocratie est une chose qui se construit d'en bas et avec tous, en incluant ceux qui pensent différemment de nous. La démocratie est l'exercice du pouvoir par les gens tout le temps et partout* »[1453]. <u>La direction politique est diluée, limitée</u> : c'est une forme « *d'anti-léninisme* » dont il s'agit, car la fonction avant-gardiste n'est plus assumée. Tomás SEGOVIA dans *Alegatorio* publié à México en 1996 me semble sur ce point très clair dans son 7° point : « *Pour commencer, je te supplie de ne pas confondre Résistance et Opposition politique. L'opposition ne s'oppose pas au pouvoir, mais à un gouvernement, et sa forme réussie et accomplie est celle d'un parti d'opposition ; tandis que la résistance, par définition, ne peut-être un parti, n'est pas faite pour gouverner à son*

[1450] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.141
[1451] Cité par ALBERTANI Claudio/RANIERI Paolo *La Prima rivoluzione del Secolo XXI,* -in-*…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, p.139-151, 1998, p.147
[1452] DUTERME Bernard *Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste*, -in-*Le nouvel esprit utopique*, Mouvements, Paris, n°45-46, mai-août 2006, p.111
[1453] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.194

»

*tour, mais pour résister* ». Le néozapatisme se veut mouvement basiste, et se rattache ainsi aux différents mouvements conseillistes et anarchistes. MARCOS lui-même dans une interview de tonalité très libertaire au ***Monde*** du 27/02/2001 rappelle clairement : « *Nous faisons une différence entre parti et organisation. Parce que notre projet politique n'est pas de prendre le pouvoir. Il n'est pas de prendre le pouvoir par les armes, mais pas non plus par la voie électorale, ni par une autre voie, « putschiste », etc... Dans notre projet politique, nous disons que ce qu'il faut faire, c'est subvertir la relation de pouvoir...* ». L'idée du refus de la prise du pouvoir s'est consolidée peu à peu, mais n'est réellement devenue la position officielle que depuis la *4° Déclaration de la Selva Lacandona* du 01/01/1996. Sur le plan théorique, l'ancien marxiste irlandais John HOLLOWAY (né en 1947), installé au Mexique depuis de longues années, connaît un gros succès parmi les altermondialistes et autres en révélant la méthode libertaire, foncièrement anti-léniniste, du zapatisme, dans un livre célèbre *Change the world without taking power - Changer le monde sans prendre le pouvoir*[1454]. Il pense que libertaires et marxistes sont désormais obligés de faire leur aggiornamento[1455], et d'appuyer les centres « *d'anti-pouvoir* » et la forme de « *dissolution du pouvoir* »[1456] qui est l'antithèse lucide et féconde de la stratégie et de la tactique du marxisme-léninisme. Il faut être « *au-delà du pouvoir* »[1457] si on veut vraiment l'émancipation, ce dernier objectif étant l'essentiel, à juste titre. C'est dommage qu'il se sente obligé de développer jusqu'à l'indigestion parfois des concepts marxistes comme fétichisme, aliénation, classe… dans son ouvrage, alors qu'il ne fait qu'enrichir le volontarisme malatestien ¾ de siècle plus tard, si on caricature un peu. Son concept séduisant de « *cri* » à la fois de rejet et d'espoir, c'est tout simplement celui de tous ceux qui ont tenté de rompre le cercle infernal de la domination, qu'elle soit capitaliste, communiste, privée, et c'est en quelque sorte la manière moderne de décrire l'utopie. Celle-ci a en effet toujours été négative et constructive, toujours elle a dénoncé, refusé le monde en place, et souhaité un monde meilleur, un « *monde à l'envers* »[1458]… Sans doute HOLLOWAY doit-il convaincre les marxistes qui survivent aujourd'hui, ou régler les comptes avec sa propre idéologie de départ. Il affiche aussi, et c'est plus dommageable, une quasi-totale méconnaisse de la pensée anarchiste, et sa bibliographie, à près de 80% marxiste ne fait que le confirmer, réduit ses analyses (je pense par exemple à sa critique de l'ouvriérisme[1459], cette « *operaiolatria* » dénoncée au début du XX° siècle par Camillo BERNERI), car il semble obliger de réinventer la poudre idéologique, ou d'y donner un vernis marxisant pour la rendre crédible ! Bien qu'il ne prenne vraiment en compte que les méfaits du capitalisme, ce qui est très limité et fort réducteur, après notre terrible vingtième siècle, son livre est tout de même un vrai courant d'air frais, fort enrichissant, pour redonner sens au « *principe espérance* » mâtiné de réflexion libertaire (BLOCH) et de « *dignité* » néozapatiste. Bref pour conclure ce chapitre, une phrase comme « *le pouvoir pourrit le sang et obscurcit la pensée* » (MARCOS, discours de Milpa Alta, 09/03/2001) a une vraie tonalité libertaire, de plus en plus reconnue par des observateurs et militants d'horizons divers, dont HOLLOWAY est un des plus perspicaces.

9. Le néozapatisme est bien un mouvement antiétatique, et s'intègre parfaitement dans la vision du socialisme antiétatique ou libertaire. Il n'y a pas besoin de lire MARCOS, il suffit de faire parler Joel, chiapanèque d'origine maya et parlant tzeltal : les communautés du Chiapas «*ne dépendent pas du gouvernement de l'État. Un gouvernement populaire, comme nous l'appelons, est le gouvernement du peuple, où chaque peuple se gouverne lui-même*

[1454] HOLLOWAY John *Change the world without taking power*, London, Pluto Press, 2002
[1455] HOLLOWAY John/BENASAYAG Miguel *Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, -in-Contretemps, Paris, n°6, février 2003
[1456] HOLLOWAY John *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris, Syllepse, 320p, 2007, p.41
[1457] HOLLOWAY John *op.cit.,* p.39
[1458] HOLLOWAY John *op.cit.,* p.221
[1459] HOLLOWAY John *op.cit.,* p.226-227

»

*en prenant en compte les besoins de chacun et de tous… Nous ne voulons pas dépendre de l'État, nous voulons élaborer nos propres lois, nous pouvons nous gouverner nous-mêmes, tout seuls, c'est ce que veulent les indigè*nes » (México, septembre 2000)[1460].

10. En plus, et logiquement, le zapatisme, comme tous les courants libertaires, réfute la politique traditionnelle, les partis politiques et un électoralisme trompeur. Il s'oppose à tout centralisme au nom d'une position antiétatique fondamentale, et rêve de « *reconstruire d'en bas la nation mexicaine* » (*Plan de la Realidad-Tijuana*). Dès 1992 MARCOS évoque le «*vent d'en bas*» qui va s'opposer au statu quo[1461]. Ce point est devenu primordial après les promesses gouvernementales non tenues en faveur des indigènes, par exemple. Mais il ne faut pas l'exagérer, les zapatistes disent bien qu'ils réfutent la politique partisane, le système des partis corrompus du Mexique, mais ce n'est pas une réfutation totale du parti. Il en est de même pour la voie électorale. Il a même partagé l'illusion électoraliste (Cf. son *Communiqué EZLN* du 11/01/1994) qui pensait que le Mexique pouvait se doter d'un gouvernement librement élu et représentatif du peuple dans toutes ses composantes. Avec les multiples tromperies gouvernementales qui se prolongent dans le temps, on assiste vraisemblablement à un radicalisme anti-électoral plus marqué, et à une condamnation de tous les partis, y compris le PRD - *Parti de la Révolution Démocratique*, pourtant le plus à gauche, et avec lequel le néozapatisme avait de bonnes relations. Ainsi en juillet 2003, lors des législatives, les zapatistes encouragèrent l'abstention (qui fut importante) et le refus du vote, tout autant parfois que la destruction des matériels électoraux. Pour ORNELAS BERNAL, dans un texte d'avril 2007[1462], la rupture du néozapatisme d'avec toute velléité gouvernementale, même de gauche, s'est accentuée après 2005, l'autonomie restant donc la seule orientation viable du processus chiapanèque. Cette autonomie est combinée avec une pensée anticapitaliste plus marquée, et accorde en conséquence plus de poids aux changements sociaux à venir.

11. L'autonomie et une certaine idée autogestionnaire, dans les groupes, les ateliers, les coopératives, les assemblées, la formation (comme le CIDECI[1463] par exemple)... sont souvent présentes, et systématiques pour les communes du Chiapas gagnées à la rébellion. Cette autonomie est l'axe essentiel du mouvement néo-zapatiste, « *un vrai processus de création autogérée de la vie sociale* » aux yeux d'ORNELAS BERNAL qui fait à juste titre le parallèle avec l'Ukraine makhnoviste et l'Espagne libertaire[1464]. La CNT-F n'hésite pas à parler «*d'autogestion généralisée*»[1465] dans l'expérience zapatiste. Roy KRØVEL met aussi l'autonomie au premier plan du rêve et de la réalité zapatistes[1466]. On peut donner quelques citations tirées du mouvement : « *nos propres villages ont appris et continuent à apprendre à s'organiser sans le gouvernement* » (capitaine Federico)[1467] ; « *commencent à se construire des formes plus avancées d'autogestion et d'autogouvernement qui fonctionnaient déjà au niveau des communautés, même avant que l'EZLN ne surgisse au Chiapas*» affirme MARCOS lui-même[1468]. Cette remarque est fondamentale, d'abord pour montrer que

---

[1460] *Hommes de maïs, cœurs de braise. Cultures indiennes et rébellion au Mexique*, Montreuil, L'Insomniaque, 160p, 2002, p.74

[1461] MARCOS Vice-commandant insurgé *Chiapas : les deux vents du sud-est, un orage et une prophétie* (1992) -in-Utopie critique, Paris: Syllepse, n°4, p.07-23, 4° trimestre 1994, p.19

[1462] ORNELAS BERNAL Raúl *L'autre Campagne : hypothèse plébéienne* (Santo Domingo Coyoacán - avril 2007)

[1463] CIDECI = CENTRO INDIGENO DE FORMACIÓN INTEGRALE, Universidad de la Tierra, San Cristobal de Las Casas.

[1464] ORNELAS BERNAL Raúl *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, 217p, 2007, p.14

[1465] CNT-RP *Réalités zapatistes,* -in-*De l'Autogestion, théories et pratiques,* Paris: CNT-RP, 299-305, 2013

[1466] KRØVEL Roy *Anarchism, The Zapatistas and The Global Solidarity Movement*, Global Discourse [Online], 1: II, available from: http://globaldiscourse.com/contents, 2010
Cf. http://global-discourse.com/contents/anarchism-the-zapatistas-and-the-global-solidarity-movement-by-roy-kr%C3%B8vel/#_ftn1, consulté le 30/12/2010, p.13

[1467] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.78

[1468] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.306

»

MARCOS lui-même utilise les termes essentiels du mouvement général antiautoritaire, mais également parce qu'il a l'intelligence de ne pas en réclamer la paternité. Cette autonomie transparaît dans le pluralisme des organisations, des communautés, des municipalités (les fameux MAREZ *Municipios Autónomos Rebeldes Zapatistas*), des types d'exploitation des terres et dans les divers alliés et soutiens du mouvement. Ce pluralisme et cette tolérance sont pourtant rares en milieu *guérilleriste*, souvent fermé et sectaire (surtout durant les années 1960-1990).

La Selva Lacandona, zone de repli, de refuge, d'enracinement indigène se veut zone autonome, hors du cadre mexicain détesté.

Parmi les organisations autonomes et presque autogérées, on peut mettre en avant les 5 ***Aguascalientes*** (depuis 1995-1996 et jusqu'en été 2003) devenus 5 ***Escargots*** - ***Caracoles*** (depuis août 2003) qui cherchent à donner une ossature ouverte au mouvement global. Les ***Aguascalientes*** (dont le nom évoque le regroupement révolutionnaire du début du XX° siècle) sont des lieux de dialogues, de rencontres entre communautés et sociétés civiles mexicaine et internationale (« *rencontres politiques et culturelles* » (Gloria MUÑOZ RAMÍREZ), et donc des lieux de résistance et de constitution de l'autonomie. Les 5 *Aguascalientes* sont Oventik, Morelia, Roberto Barrios, La Garrucha et La Realidad qui est la plus connue à l'étranger.

En rupture avec des éléments d'une société civile peu en phase avec le zapatisme, les Aguascalientes sont supprimés et remplacés par les ***Caracoles***, pour renforcer l'autonomie et la démocratie interne, sans fermer les portes aux soutiens extérieurs. Le caracol ou coquillage est l'instrument qui conviait les communautés indigènes aux fêtes ou assemblées, donc évoque la communion, la convivialité, le partage, la marche unie vers une autre alternative, etc[1469]. Ces caracoles portent des noms imaginatifs, ironiques et à forte portée utopique : La Realidad s'appelle « *Mères des escargots de la mer de nos rêves* » ; Morelia devient « *Tourbillon de nos paroles* » ; La Garrucha est « *Résistance jusqu'à une nouvelle aube* » ; Roberto Barrios s'appelle « *Qui parle pour tous* » et Oventik « *Résistance et rébellion pour l'Humanité* ». Dans l'ensemble, en début 2004, une bonne trentaine de communes se sont autoproclamées « *autonomes zapatistes* »[1470] (27 *Communes Autonomes Rebelles Zapatistes - MAREZ* exactement en 2003). Les *Caracoles* et les communautés autonomes sont complétés par des « ***Juntas de Buen Gobierno*** - ***Juntes de Bon Gouvernement*** » ou JBG, représentant les Communes et n'ayant qu'un rôle de coordination, de rééquilibrage du développement entre les municipalités et de défense de leur autonomie. La Junte du Caracol *La Realidad* est hébergée dans un lieu qui porte le nom symbolique et utopique de *Hacia la esperanza* (*Vers l'espérance*) et où se dressent des constructions pour divers petits services publics novateur et autogérés, notamment sanitaires[1471], la santé étant « *un des domaines dont les avancées sont le plus palpables sur le territoire zapatiste* ». Mais l'éducation n'est pas en reste, et Gloria MUÑOZ RAMIREZ a dénombré des dizaines « *d'écoles communautaires* » assurant une « *éducation autonome zapatiste* », c'est-à-dire autogérée sur tous les aspects. Ces écoles, s'ajoutant aux écoles officielles, créent en fait une dualité scolaire profitable aux populations les plus défavorisées, qui désormais sont largement prises en compte. Les autres noms des JBG sont tout aussi riches en signification : « *Cœur d'arc-en-ciel de l'espérance* », « *Chemin de l'avenir* », « *Nouvelle graine qui va produire* » et « *Cœur central des zapatistes face au monde* » pour le Haut Chiapas. L'autonomie des structures autonomes est garantie par une total absence

[1469] HIDALGO DOMÍNGUEZ Onesimo *Chiapas. Dall'insurrezionze all'autonomia. Convocare, condividere e costruire a partire dai popoli piú dimenticati*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.131-138, 2008

[1470] DUTERME Bernard *Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas*, -in-Le Monde Diplomatique, janvier 2004

[1471] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *Chiapas, la resistencia*, -in-La Jordana, Suplemento, 19/09/2004, Traduction française pour le CSPCL, http://cspcl.ouvaton.org

»

de cumul : aucun chef militaire ou membre du *Comité Clandestin Révolutionnaire* zapatiste ne peut y exercer de fonction d'autorité[1472] dans les *Caracoles*.

12. *L'autonomie communautaire se veut ouverte et plurielle*. La déclaration de la Communauté Indigène à la Rencontre de Nurio (Michoacán) le 04/03/2001 est éloquente : « *nous continuerons à défendre notre autonomie, et en la défendant, nous défendons celle de tous ceux qui, comme nous, veulent vivre avec dignité leurs différences, leur couleur, leur chant, leur propre conception de la vie et de la liberté* »[1473]. Elle s'accompagne d'une recherche de liens fédéralistes, déjà entre le Front Zapatiste et le CCRI cité ci-dessus, et au départ avec l'ANCIEZ locale (*Alliance nationale Paysanne Indigène Emiliano ZAPATA*) mais aussi avec d'autres communautés. L'effort pour décentraliser le pouvoir est revendiqué dans de nombreux discours, MARCOS faisant souvent l'apologie des « *réseaux et des échanges* » comme dans son entretien avec Manuel VASQUEZ MONTALBAN, reproduit dans le *Monde Diplomatique* d'août 1999. La création du FZLN (*Front Zapatiste*) en 1997 va dans ce sens. Le fédéralisme est également garanti par les Conseils de Bon Gouvernement, dont c'est une des fonctions essentielles pour l'arbitrage et la solidarité entre communes notamment. Une sorte « *d'impôt frère* »[1474] permet matériellement de soutenir les communautés les moins avantagées. Peut-être que le terme d'organisation réticulaire, ou celui de coordination décentralisée, serait donc plus apte à définir le type de fédéralisme néozapatiste qui lie niveau local, régional, de secteur, national et mondial dans une même dynamique.
13. L'idéologie, peu claire surtout en fonction du langage poétique et aux allusions oniriques de MARCOS, est résolument antilibérale (au sens réducteur surtout économique que ce terme a acquis ces dernières décennies), comme chez la plupart des anarchistes actuels (mais pas tous). La volonté libertaire émerge largement dans cette « *prétention à l'impossible* »[1475] de vivre en marge, hors du salariat, des banques, des urbanistes, de la bureaucratie et de la police... Les positionnements zapatistes sont ouverts, s'inspirant des principes de démocratie directe, et cherchant à évoluer au gré des demandes et des formulations des gens d'en bas, qu'ils soient indigènes, exclus, prolétaires, pauvres ou marginaux…
14. Un des points forts de cette idéologie est l'internationalisme, s'accompagnant du rejet des cloisonnements nationaux ou régionaux (malgré une vraie fierté, souvent exprimée, maya, chiapanèque ou mexicaine) que tous les libertaires partagent. L'ouverture du mouvement et son refus de s'enfermer dans le local et le localisme[1476] sont une forme de réfutation de tout nationalisme et de tout exclusivisme, «*leur force étant d'avoir su transformer la question ethnique en question sociale*»[1477] et par la même de permettre des convergences fortes au-delà des mouvements indigénistes.Un premier effort a été fait dans l'aire américaine : dès septembre 1999 (à Washington) se tient la première rencontre Nord-Sud qui va donner naissance à la COMPA - *Convergence des Mouvements des Peuples des Amériques*, réunissant 18 organisations de 8 pays. La 2° Rencontre Nord-Sud se tient à San Felipe Ecatepec (vers San Cristobal, donc au Chiapas !). Cet internationalisme a conduit le mouvement à s'ouvrir très largement avec tous les groupes écologistes, égalitaires, antilibéraux, féministes et gays… Cela a donné la *1° Rencontre Intergalactique pour l'Humanité et contre le libéralisme* (27/07-03/08/1996) qui peut apparaître comme une des naissances du mouvement « *anti-globalisation* » dans lequel se reconnaissent nombre de libertaires. En fait, comme les anarchistes, les zapatistes réfutent le terme anti-globalisation

[1472] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.261
[1473] *Hommes de maïs, cœurs de braise. Cultures indiennes et rébellion au Mexique*, Montreuil, L'Insomniaque, 160p, 2002, p.49
[1474] ORNELAS BERNAL Raúl *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, 217p, 2007, p.29
[1475] Collectif *Depuis les montagnes du sud-est mexicain*, Paris, L'insomniaque, 125p, 1996
[1476] ALBERTANI Claudio/RANIERI Paolo *La Prima rivoluzione del Secolo XXI,* -in-*…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, p.139-151, 1998, p.142
[1477] ALBERTANI Claudio *Guerre contro i Maya,* -in-BOLDRONI Massimo/DURÁN DE LA HUERTA Marta *Acteal, Chiapas… natale all'inferno,* Bolsena: Massari ed., p.67-88, 1998, p.88

»

et lui préfèrent celui de « *alter-globalisation* ». C'est essentiel : ils luttent pour un monde global autre, alternatif, humain, contre la mauvaise globalisation néolibérale, pas contre la globalisation en soit. Ils défendent donc et illustrent des voies et des souhaits qui reposent sur des « *valeurs d'ordre universel (mais pas universaliste) : justice, liberté, démocratie* » remarque à juste titre Claudio ALBERTINI[1478], voulant encore une fois rappeler le refus d'imposer un modèle unique. Là aussi ce mouvement est formé d'un réseau de résistance, mais intercontinental, et toujours résolument antihiérarchique. Cet internationalisme est ouvert et pluraliste, et revendique la belle formule « *d'un monde où tiennent beaucoup de mondes* ». Emblématiquement, fin 2006-début 2007, le « *caracol II Oventik* » accueille une première « *Rencontre des peuples zapatistes et des peuples du monde* ».

15. En tout cas, malgré les fioritures du discours, la volonté de parler vrai, d'être transparent... sont forts : usage de la «*palabra verdadera* (*la parole de vérité*)».
16. Des thèmes égalitaires, certes pas seulement libertaires, sont très présents, même si ils ne sont pas toujours appliqués : égalité « *juridique et sociale* » homme-femme, reconnaissance des minorités sexuelles, ethniques et nationales, souci écologique, antiracisme... La solidarité avec tous les exclus est une attitude normale : le fait de citer fréquemment la reconnaissance des homosexuels est une rareté sympathique dans les milieux révolutionnaires souvent puritains et rigides.
17. Mais on retrouve dans le mouvement quelques traits puritains ou rigoristes qui existaient également dans le riche mouvement anarchiste ibérique, par exemple la condamnation de l'alcoolisme, une des grandes plaies des mondes indigènes aux XX$^{ème}$ et XXI$^{ème}$ siècles.
18. La vision du futur est ouverte, voire pluraliste. L'avenir est désiré, rêvé, mais non formulé de manière stricte ou figée. L'utopie est revendiquée, mais non contraignante. C'est un trait utopique libertaire désormais bien établi, même si le mouvement dans ses débuts avait encore des traces de messianisme marxiste, qu'il a vite oublié ensuite[1479]. Il s'agit « *d'un rêve en cours de réalisation et non un plan tracé par un homme dans sa tour d'ivoire* »[1480], qu'il soit MARCOS ou Thomas MORE : la critique de l'utopie figée est matériellement menée. Le mouvement zapatiste lui-même, au sens strict, est un mouvement qui ne s'est pas figé, qui a évolué et qui promeut cette nécessaire évolution. L'abandon progressif du culte de la personnalité, et de l'aspect d'avant-garde militariste… en sont les meilleures preuves, même si tout n'est pas réalisé définitivement. C'est un mouvement en marche, dans une utopie en marche, c'est globalement devenu un mouvement ouvert dans une utopie ouverte.
19. La tonalité divertissante et ironique de certains discours, et un vrai sens de la fête, de la parade et des couleurs… peuvent évoquer le châtoiement utopique libertaire, qu'il soit rabelaisien ou fouriériste[1481].
20. La volonté écologique du *«vivre bien»*, en harmonie avec le milieu, est à la fois un prolongement des cultures pré-colombiennes respectueuses de la terre mère, de la Pacha Mama, et une convergence avec les mouvements plus récents. La recherche de l'harmonie se fait avec notre milieu et avec tous les êtres vivants.
21. Enfin, les liens avec le mouvement anarchiste historique et actuel, assez faibles, existent cependant. La référence au magonisme est fréquente, surtout bien sûr dans les Communes autonomes Ricardo FLORES MAGÓN et Tierra y Libertad (toutes les deux attaquées par l'armée en avril 1998) ou, avant la rébellion, dans *L'Union des Ejidos Tierra y Libertad*. Le soutien anarchiste existe également, comme le montre la *Letra Negra* publiée à México DF

[1478] ALBERTANI Claudio *La rebellion zapatiste au fil du temps*, -in-*Pouvoirs et conflictualités*, Réfractions, Lyon, n°17, 176p, hiver 2006-printemps 2007, p.125
[1479] BASCHET Jérôme *La scintilla zapatista. Insurrezione india e resistenza planetaria*, Milano, Elèuthera, 204p, 2004
[1480] HOCQUENGHEM Joani/TOMSIN Marc *Mexique. Entre exil vers le Nord et rêve zapatiste*, -in-Le Monde libertaire, HS n°28, du 07/07 au 07/09/2005
[1481] ALBERTANI Claudio/RANIERI Paolo *La Prima rivoluzione del Secolo XXI,* -in-*…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, p.139-151, 1998, p.146

»

mi 1999. Toujours à México, et conjointement à New York sort la revue *Amor y Rabia/Love and Rage* qui fait une large place au néo-zapatisme. Ce nom a été repris au Chiapas pour tenter de créer une école libertaire, qui a duré très peu ; des militants engagés dans cette tentative sont cependant restés sur place, mais enseignent désormais dans des groupements fondés par des ONG. Les revues *La Guillotina* et *Ojarasca*, libertaires mais non anarchistes, sont cependant de forts appuis au mouvement. En France les anarchistes ont animé avec d'autres courants un Comité de Solidarité aux peuples du Chiapas qui publie *Quetzalcoatl* et *Ya Basta* !

L'emblème du néozapatisme est le drapeau rouge et noir, qui évoque pour les libertaires l'anarchisme ibérique, même s'il symbolise d'autres réalités dans cette aire géographique. En fait il se veut le «*symbole des travailleurs en grève*»[1482].

En Italie, le *Progetto Libertario FLORES MAGÓN* est créé en 1900 à Milan pour informer, recueillir des fonds, soutenir des initiatives ; il est surtout l'œuvre de l'USIS – *Unione Sindacale Italiana Sanità* qui veut soutenir le « *Plan de Salud conçu en mode autogéré* »[1483] de l'OSIMECH (*Organización de Salud Comunitaria de Indigenas Mayas del Estado de Chiapas*). La micro clinique *Nueva Esperanza* de Nueva Libertad est une de leurs premières initiatives en début 2001. L'apport de matériels et l'aide médicale se font également beaucoup avec la clinique *La Guadalupana* d'Oventic. À Milan toujours, le groupe *Tierra y Libertad* poursuit ses initiatives solidaires avec les communautés chiapanèques. Aujourd'hui, le Projet est devenu une vraie *Coordinadora libertaria - Coordination libertaire*, qui s'étend dans un vaste réseau de villes essentiellement dans le nord italien[1484]. En 2006 a été auto-produit un DVD au titre évocateur en solidarité aux mouvements mexicains : *Anche i sogni si realizzano - Les rêves se réalisent aussi*[1485].

Les italiens sont liés à la Coopérative *Café Libertad* d'Hambourg (Allemagne) qui importe du café des coopératives indigènes zapatistes. Le réseau italien du bon café solidaire zapatiste ne cesse pas de s'étendre[1486].

Depuis l'Italie, via le Chiapas, le Progetto TEKNES, et sur place à San Cristobal des techniciens militants comme Miguel HIDALGO, mettent leur savoir faire au service des populations. Il s'agit de réinventer et développer des technologies douces, non dégradantes pour l'environnement, peu coûteuses : d'où le concept de technologie «*responsable*», ou «*appropriée*»[1487]. L'exemple pratique qui connaît un des plus rapides développements sur tout le sous-continent est celui des *Bicimakinas*, machines utilisant des éléments de byciclettes et donc la force des jambes pour faire fonctionner des meules, des pompes et autres moyens…. Au Chiapas on trouve le collectif *Jaguar de Madera*, le groupe *Bicimaquinas* à Guadalajara, *Cacita* à Oaxaca, *Chanti Ollin* à México, et *Mayapedal* au Guatemala proche.

Une partie du MLC - Mouvement Libertaire Cubain est également présent aux côtés du zapatisme, malgré les liens un peu troubles entre zapatisme et dictature cubaine. Il y a eu également des mésententes personnelles à régler, autour de Gustavo RODRIGUEZ, exilé cubain au Mexique, ancien leader de la Fédération Anarchiste Révolutionnaire *Amor y Rabia*. En rupture avec le zapatisme depuis la fin des années 1996, il en est aujourd'hui un des critiques les plus durs en camp anarchiste.

---

[1482] *Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain... Documents relatifs à la guerre indienne au Chiapas* Montreuil : L'Insomniaque, 112p, 1994, p.15

[1483] UNIONE SINDACALE ITALIANA SANITÀ – USIS *Progetto Libertario FLORES MAGON. Aquí estamos : la lucha sigue. Chiapas. Cronologiea di un decennio di lotte per l'emancipazione e l'autodeterminazione indigena* Milano, USIS, 16p, 2004

[1484] *Un luogo di incontro libertario*, -in-A rivista anarchica, Milano, a.37, n°1(323), febbraio 2007

[1485] Contact : USIS Viale Bligny, 22 - MILANO - usis@libero.it ou info@coordinadora.it

[1486] A RIVISTA ANARCHICA *Dossier Chiapas. Ci prendiamo un buon caffé (zaptista)?*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.41, n°2(360), p.31-43, marzo 2011

[1487] A RIVISTA ANARCHICA *Ecosotenibilità,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.44, n°1(386), p.103-108, febbraio 2014

»

En France le CSPCL-*Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas* a permis la création en 2002 de l'association *Échanges solidaires* qui vend des produits du Chiapas et reverse les fonds aux coopératives locales[1488] (http://produitszapatistes.free.fr/). Les liens avec les libertaires de toutes tendances sont ténus mais réels. Depuis 1995, le squat et centre culturel anarchiste de la rue des Vignoles à Paris est reconnu comme «*zone zapatiste*».

Dans ma région, l'actif CSPAL - Com*ité de Solidarité avec les Peuples d'Amérique Latine* (Maison des Associations 53 rue J. Jaurès 70000 VESOUL, cspal@aol.com) sans être libertaire revendiqué joue fréquemment la carte d'une belle solidarité, et publie un journal d'information : *Arinda*.

En Espagne les soutiens proviennent tant de la CNT que de la CGT et du syndicat Solidarida Obrera. La CGT propose depuis 1998 un lien de fraternité (*hermanamiento*) avec le *Municipio Autónomo y Rebelde FLORÉS MAGÓN*[1489]. C'est ce syndicat qui dans toute la mouvance libertaire européenne semble le plus lié au néo-zapatisme.

Il ne faut pas non plus se tromper, ni caricaturer le zapatisme. **Ce n'est pas un mouvement anarchiste**.

1. Le caudillo MARCOS[1490], tout sympathique qu'il soit, reste bien le leader encore incontesté, même si moins omniprésent et omnipotent, quoiqu'il semble reprendre le devant de la scène au moment des élections de 2006. Ses paroles pèsent énormément, et ses textes forment une sorte de vulgate fréquemment répétée par les membres du mouvement : les témoignages du livre de Gloria MUÑOZ RAMIREZ révèlent bien ce trait. Toutes et tous reprennent des idées slogans, qui, bien qu'elles soient très respectables et sympathiques, n'en demeurent pas moins des slogans répétitifs. Il y a donc un réel culte de la personnalité, une vraie « *idolâtrie* » disent même les radicaux québécois. Mais heureusement, ce culte n'est pas omniprésent et reste sévèrement critiqué, ne serait-ce que par MARCOS lui-même, comme avec cette remarque de 2003 : « *si l'on pouvait remonter le temps, ce qu'on ne referait pas, c'est permettre et… promouvoir… que soit surdimensionnée la figure de MARCOS* »[1491].
2. Un certain nationalisme et patriotisme local (et un patriotisme mexicain tout aussi réel) n'ont jamais vraiment été totalement combattus ou éradiqués, même si c'est compensé par un internationalisme très fort.
3. Des restes de militarisme et de guérillas de style ancien persistent évidemment, l'EZLN n'a pas disparu en tant qu'armée clandestine. Au contraire, l'axe militaire du mouvement est sans doute toujours la partie la plus structurée du Chiapas «*libéré*» et pèse d'un vrai poids pour en définir le cadre et en contrôler les forces centrifuges. Lors des assemblées essentielles, se sont souvent des membres du commandement qui monopolisent la parole, pas (ou très peu) les civils ni les simples soldats[1492].
4. L'impact de la religion, même teintée de l'esprit de la *théologie de la libération*, reste très marqué au moins parmi les indigènes.
5. Le communautarisme de forte imprégnation indigène est parfois lourd à supporter pour des anarchistes, surtout s'ils sont individualistes. Il est trop pesant, omniprésent et véhicule parfois des formes peu progressistes. D'autre part les particularités ethniques

[1488] CNT-RP *Échanges solidaires… et coopératifs,* -in-*De l'Autogestion, théories et pratiques,* Paris: CNT-RP, 306-309, 2013

[1489] HUMANES BAUTISTA José Luis *Chiapas : caminan como hay que caminar ahora, es decir luchando... Hermanamiento CGT-Municipio Autónomo y rebelde «FLORÉS MAGÓN»*, -in-La Campana, Pontevedra: II[a] Época, n°83, p.08-09, 01/06/1998

[1490] Cet acronyme signifie Margaritas, Altamirano, Rancho Nuevo, Chanal, Ocosingo, San Cristóbal de Las Casas, c'est-à-dire les lieux des premières insurrections.

[1491] MUÑOZ RAMIREZ Gloria *20 et 10. Le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 320p, 2004, p.286

[1492] ALMEYRA Guillermo *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (2004) Paris: Syllepse, 254p, 2006, p.101

»

limitent parfois l'unité du mouvement, et augmentent les particularismes voire les conflits entre communautés indigènes. L'EZLN est parfois obligée de s'imposer, ce qui limite donc les autonomies et renforce son pouvoir de contrôle, par exemple sur les Juntes.

6. Un certain étatisme perdure, ne serait-ce que dans les termes : l'appellation « *Conseils de bon gouvernement* » est jugé maladroit et malencontreux par des anarchistes cubains, par exemple[1493]. Dans le même ordre d'idée, la proposition avancée pour une « *nouvelle constitution* » mexicaine est sans doute une naïveté dans la possibilité politique de changer les choses, du moins dans une vision anarchiste. Les libertaires cubains critiques mettent largement en avant cette contradiction importante du discours zapatiste issu de la *VI° Déclaration de la Forêt Lacandone* (2006).
7. Enfin le mouvement zapatiste risque, en sens libertaire, d'être malmené par ses soutiens étrangers, notamment quand Madame MITTERRAND et tous les philo-castristes rangent la dictature cubaine dans la mouvance anti-globalisation à soutenir. La variété des soutiens au zapatisme est plus problématique qu'efficace aux yeux des libertaires, car trop de tendances opposées s'y cotoient[1494].
8. Ainsi l'EZLN, vis-à-vis de Cuba ou du problème basque (même s'il rejette la solution de l'ETA), est loin d'avoir la nécessaire lucidité antiautoritaire qu'il affiche par ailleurs et contribue à croire en des traces de liberté à Cuba, ou valorise toujours un peu aveuglément l'héritage guévariste. C'est un positionnement récent, s'exprimant surtout en 2003 et à nouveau en 2006. Aveuglement profond, ou de circonstance ? en tout cas aveuglement absolument insupportable pour tous les libertaires et pour tous les démocrates.
9. Un certain centralisme zapatisme semble renaître. Aussi des mouvements aussi importants que ceux de l'Oaxaca en 2006-2007 sont sous-évalués, voire critiqués à la seule aune de l'expérience chiapanèque[1495].
10. Il ressort donc que le néozapatisme, aux yeux de bien des anarchistes, présente une « *faiblesse idéologique* »[1496] qui explique partiellement ses ambigüités.
11. En réalité si on lit les premiers textes la vision démocratique et électoraliste du mouvement sautent aux yeux : ils veulent seulement rendre transparent et libre les expressions du suffrage universel : leur mot d'ordre initial est «*justice, liberté, démocratie*»[1497].

Alors l'enthousiasme de militant et d'intellectuels doit être tempéré, même si MARCOS paraît à Alain TOURAINE « *une figure emblématique de l'action démocratique* » (*Nouvel Observateur*, 15-21/08/1996) et que « *le refus du pouvoir* » ne fait aucun doute et semble le trait majeur pour Yvon Le BOT, directeur au CNRS (*Croissance des jeunes Nations*, n°396, sept.1996).

Mais : « *Est-ce que cela est un rêve ? Oui. Pourtant nous avons le droit de rêver. Les rêves ne sont des rêves que jusqu'à ce qu'ils deviennent réalité* » nous rappelle MARCOS[1498], qui par ailleurs dit que ses armes sont « *la parole, la mémoire et le rêve* »[1499].

---

[1493] MOVIMENTO LIBERTARIO CUBANO *Una rete senza centro*, 2005, p.22

[1494] Cf. par exemple MARKOVITZ Gregor *Une internationale zapatiste ? Ou autopsie d'un mouvement de solidarité (presque) réussi. L'exemple parisien*, -in-Les Temps Maudits, Paris: CNT, n°1, 108p, p.51-62, juin 1997

[1495] Cf. ORNELAS BERNAL Raúl *L'autre Campagne : hypothèse plébéienne* (Santo Domingo Coyoacán - avril 2007), -in-ORNELAS BERNAL Raúl *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, 217p, 2007

[1496] *Révolte zapatiste au Mexique*, -in-CYR Marc-André *La presse anarchiste eu Québec (1976-2001)*, Mascouche, Éditions rouge et noir, p.129, 2006

[1497] *Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain... Documents relatifs à la guerre indienne au Chiapas* Montreuil : L'Insomniaque, 112p, 1994,p.47 & 57

[1498]-in-*Rivista Anarchica*, Milano, n°237, 1997, p.37

[1499] BLANC Jacques *MARCOS ou l'épopée des zapatistes*, -in-Libération, 26/03/2001

»

### b) Autres fronts plus ou moins libertaires dans le Mexique contemporain - La Commune d'Oaxaca (2006)

À la suite ou parallèlement ou antérieures à la résistance chiapanèque, d'autres actions du même type se sont développées au Mexique, et « *à l'ombre du zapatisme réapparu sur la scène politique… on assiste à la réactualisation du magonisme en tant que comme mouvement alternatif porteur d'un projet radical* »[1500].

Les projets humanistes, alternatifs… ne sont plus isolés, et bénéficient d'une masse de regroupements ou associations qui les soutiennent et/ou les font connaître, comme par exempel l'organisation *Otros Mundos* établie au Chiapas (Cf. son site http://www.otrosmundoschiapas.org/index.php) ou l'antiglobalisation RMALC - *Réseau Mexicain d'Action contre le Libre Échange* (http://www.rmalc.org.mx/index.shtml).

#### * Guerrero

Les guérillas du **Guerrero** et les révoltes sporadiques du **Tabasco** sont anciennes, comme par exemple l'insurrection des années 1967-1974 autour de Lucio CABAÑAS BARRIENTOS (1938-1974) et de son Partido de los Pobres (PdlP). Elles sont assez proches des mouvements gauchistes et marxisants d'autrefois, avec un goût marqué pour l'action violente. Le mouvement zapatiste dénonce actuellement leur choix et refuse leur soutien (comme avec l'EPR-*Armée Populaire Révolutionnaire*, fondée en 1989 et actif mouvement de guérilla depuis 1996).

Toujours dans le Guerrero, un mouvement rural de résistance (2005-2006) aux projets de barrage dans la région d'Acapulco (village de **Los Huajes**) évoque plus les méthodes zapatistes, de résistance non-violente mais déterminée par les paysans eux-mêmes.

Le barrage La Parota, sur le fleuve Papagayo risquerait d'inonder 24 localités indigènes. Pour résister, les habitants s'organisent : ***Conseil d'Ejidos***, **MAPDER**-*Mouvement mexicain des victimes des barrages et de défense des Fleuves*[1501] dont le siège est en Californie (ÉU), donc l'organisme dépasse le cadre national.

Une présence fortement libertaire du Guerrero se trouve dans la **Costa Chica**. Dans cette région principalement mixtèque, les communautés villageoises ont l'habitude de régler leurs propres affaires et de s'occuper de la police interne. Comme la région était soumise aux caciques et à leurs hommes de mains, une coordination de ces polices a été mise en place en octobre 1995 au sein de l'OCR - *Organisation Communautaire Régionale*. Cette structure intègre largement les femmes (avec la *Coordinadora de Mujeres Indegenas Tlapanecas e mixtecas de la Región Costa Chica-Montaña*), nomme ses responsables (les Commissaires sont choisis par les Assemblées communautaires), décide des mesures de rééducations plus que de répression aveugle… en dehors de toute légitimité étatique. Bref, un vrai exemple d'auto-organisation autonome[1502].

La **Radio Ñomndaa** (Radio de *La parole de l'eau*)[1503], autogérée et autonome depuis 2004, est en constante surveillance et sous pression. Elle permet la défense et la promotion de la communauté amuzgo de la région de Xochistlahuaca. Elle emet en espagnol mais surtout en amuzgo. Elle n'est qu'une des pointes de l'iceberge des multiples initiatives d'autodétermination de la région : coopératives, assemblées municipales, pratiques culturelles et d'autoformation…

---

[1500] DOILLON David *Ricardo FLORES MAGÓN et le magonisme : itinéraire et trajectoire*, -in-À Contretemps, *Ret MARUT – B. TRAVEN*, Paris, n°22, 32p, janvier 2006, p.29

[1501] ALBERTANI Claudio *Les guerres de l'eau du Mexique* (2004), -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.11-16, 12 juillet-12 septembre 2012

[1502] *Hommes de maïs, cœurs de braise. Cultures indiennes et rébellion au Mexique*, Montreuil, L'Insomniaque, 160p, 2002, p.131-132

[1503] GOUTTE Guillaume *L'autonomie amuzga sur les ondes du Mexique. Rencontre avec Anna,auteure du documentaire La Palabra del agua*,-in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.46-49, 12 juillet-12 septembre 2012

»

## * **México**

Des exemples d'autogestion, d'auto-construction… sont présents dans la périphérie de **México DF**. Depuis les années 1960-1970, la *Unión Popular* de **San Miguel Teotongo** a réalisé diverses constructions collectives, notamment dans le domaine de la santé. Divers centres sociaux existent ainsi au milieu des « *colonias* », zones entre bidonvilles et quartiers populaires. Si l'idéologie ne l'est pas, la pratique est éminemment libertaire[1504].

C'est le cas depuis 1960 de *L'Unión de colonos* de **Santa Cruz Itztacalco**, dans le bidonville *Campamento 2 octubre*. Pendant 15 ans les habitants-squatteurs (on dit *paracaidistas-parachutés* au Mexique) ont lutté collectivement pour organiser les services nécessaires à leur survie, et procédé de manière démocratique et quasiment autogestionnaire[1505]. Ils ont mis sur pied réseaux d'approvisionnement en aliments et en eau, centres culturels et écoles, mini-ateliers… le *Campamento* s'est constitué en mars 1975, et a fonctionné comme «*une assemblée permanente*».

Ils ont su stimuler la création d'un *Bloc urbain des Quartiers populaires* qui a tenté de fédérer maints mouvements analogues. Lors des repressions violentes de 1975-1976 un grand nombre de soutiens sont venus d'une vingtaine d'autres quartiers, preuve de l'ampleur du phénomène et de sa représentativité.

Dans **l'État de Mexico** des regroupements féministes, particulièrement une « *armée de femmes zapatistes* » singe les méthodes militaristes pour contrer autant l'État que le machisme familial.

Dans la vallée de México les 5 communautés paysannes d'**Atenco** (**Ixtapan, Nexquipayac, Acuexcomac, Atenco** et **Zapotlan**) résistent depuis 2001-2002 contre la construction d'un aéroport qui les spolie largement et mettent en danger l'équilibre écologique de l'ancienne lagune de Texcoco. Ils luttent sur tous les fronts, toujours au nom de la résistance populaire, et sans utlisation de la violence armée. Ils mettent sur pied des réseaux d'associations (notamment le FPDT *Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra - Front communal en défense de la terre*), et sont soutenus par de nombreux organismes extérieurs, souvent liés au néozapatisme, de l'ONU, d'Amnesty International... Ils ont eu le soutien de APIA - *Alliance des Peuples Indigènes de l'Anáhuac* (nom indigène de la vallée de México) qui se réclame de l'indigénisme zapatisme (« *nous sommes zapatistes et peuples autochtones* » *Manifeste* du 10/04/2001) et brandit le slogan *Tierra y Libertad*. Les communautés d'Atenco ont également signé la *6 ° Déclaration de la Forêt lacandone* en avril 2006 lors du passage de *l'Autre campagne*. En mai 2006 ils ont cependant subi une forte répression militaire (2 morts, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations…). Comme quoi, malgré leur succès de 2002 et leur rayonnement international, rien n'est jamais totalement acquis face au front État-Multinationales.

Se rattachant aux mouvements du Chiapas et de l'Oaxaca (lien avec l'AMZ et l'OIDHO), le CAMA - *Colectivo Autónomo Magonista* (né vers 2000) tente en sens libertaire de coordonner différents collectifs. Son périodique *Viva Tierra y Libertad !* est devenu une référence.

La guerre de l'eau sévit aussi dans cet État. Les indigènes **mazahuas** luttent pour leur survie dans la région du fleuve Cutzamala. Leur *Front pour la défense des droits de l'homme et*

[1504] EVA Fabrizio *ZAPATA vive… nelle esperienze di autogestione a Città di Messico*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.35, n°307, aprile 2005

[1505] REVUELTAS Andrea *«El campamento 2 octubre» à Itztacalco*, -in-Autogestion et Socialisme, Paris: Anthropos, n°35-36, p.143-156, octobre 1976

»
*des ressources naturelles* a entrepis une marche sur méxico DF en 2004. Comme au Chiapas l'auto-organisation inclut fortement les femmes, y compris dans les milices d'autodéfense[1506].

*** Michoacán**

Dans le **Michoacán** quelques « *caracoles* » de type chiapanèque tentent également d'émerger au début des années 2000.

Dans la région de **Santa María Ostula** des indigènes («*comuneros nahuas*») occupent les terres et ont publié en 2009 un *Manifeste* pour l'autodétermination largement diffusé dans tout le pays.

* **Morelos**

Par exemple, dans le **Morelos**, la municipalité de **Tepoztlán** « *municipio libre* » s'essaie à l'autogestion dans les années 1995-96.

Le cas de **Tepoztlán** et du CUT (*Comité Unitaire de Tepoztlán*) est éloquent : la résistance à l'État, aux tristement célèbres « *granaderos* » (sorte de super-flics, connus pour leur violence indiscriminée) en 1995, montre la volonté de ne plus se plier à la corruption systématique et aux diktats du PRI. Ce « *laboratoire de démocratie* » avec une municipalité parallèle, des élections vraiment libres (rareté au Mexique), un appui international très large (EZLN, Greenpeace, mouvements écologistes, *New York Times*...) a triomphé en avril 1996. Les pouvoirs publics ont retiré le projet de terrain de golf que les villageois refusaient.

À **Cuautla**, existe une Communauté écologique et artistique présentant quelques aspects libertaires. Y vit notamment Stella MASTRANGELO (née à Montevideo en 1939). Cette uruguayenne, amie et disciple de Luce FABBRI, est une vraie militante des communautés, malgré un court passage au parti communiste. Elle fut membre de la commune itinérante *Hog Farm* dans les sixties et seventies, proche de la *Comunidad del Sur* de Ruben PRIETO en Uruguay, et pour finir liée à la gauche libertaire mexicaine[1507].

*** Nuovo León**

Dans cette région, la guérilla la plus célèbre est celle menée par les **FLN**-Forces de Libération Nationales, organisées depuis 1969 vers Monterrey. Certains de ses noyaux seraient liés à la naissance du néo-zapatisme.

* **Oaxaca**

Dans **l'Oaxaca** (l'ancienne **Huaxyacac**) de forte tradition magoniste (région de Las Cañadas), les mouvements indigènes (zapotèques et mixtèques essentiellement) indépendantistes sont anciens et ancrés dans la réalité locale. Ils ont souvent mis l'accent sur « *des alternatives autonomes* »[1508] bien étudiées aujourd'hui.

La commune **d'Eloxochitlán**[1509] est une des 5 municipalités qui depuis 1993-1995 a le droit de s'autogouverner. Apparemment, la communauté de **Mazatlán** est dans le même registre.

---

[1506] ALBERTANI Claudio *Les guerres de l'eau du Mexique* (2004), -in-Le Monde Libertaire, *Chroniques d'un Mexique insurgé*, Paris: Hors-série n° 45, p.11-16, 12 juillet-12 septembre 2012

[1507] ALBERTANI Claudio *L'insegnamento di un' anarchica erudita*, -in-GIULIANELLI Roberto (A cura di) *Luigi FABBRI. Studi e documenti sull'anarchismo tra otto e novecento*, Pisa, Quaderni della Rivista Storica dell'Anarchismo, BFS, n°1, 211p, 2005

[1508] BARABAS Alicia M. & BARTOLOMÉ Miguel *Los protagonistas de las alternativas autonómicas*, -in-*Configuraciones Etnicas en Oaxaca, Perspectivas Etnográficas para las Autonomías*, México : INAHINI, 1999

[1509] Radio N'Guixó *La terra e la voce del precoce fiorire*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.32, n°281, maggio 2002

»

En début 2007 les indigènes **Triqui** de **San Juan Copala** (près de 700 habitants) ont tenté de se rendre autonomes administrativement et ont formé un «*municipio autonomo*» lié à *Otra Campaña - L'autre campagne*, mouvement néo-zapatiste, et à l'APPO. Ils s'appuient sur le MULTI - *Mouvement d'Unification et de Luttes Triqui Indépendant*. « *Comme en d'autres endroits de la République mexicaine, la fondation de la commune autonome de San Juan Copala constitue une réponse pacifique des peuples indigènes qui cherchent à créer leurs propres espaces de participation et de représentation politique en assumant eux-mêmes ses nécessités économiques, politiques et culturelles. Pour y parvenir, ceux-ci créent leurs institutions ou renouent avec d'anciennes en les adaptant à leurs besoins. C'est ce qui explique que les communautés qui prennent cette décision en appellent à leur droit à la libre détermination selon leur conception de l'autonomie, qui s'incarne ainsi dans la commune, fondement de l'organisation politique de ce pays, sans se rebeller et prendre les armes pour détruire l'État, à la différence de ce qui se pratique dans certains pays européens* » relate *La Jornada* du 10/01/2007. Mais ce mouvement pacifique semble intolérable aux forces autoritaires en place, et la répression installe en 2010 une chappe de plomb sur les localités. Ainsi à Yodoyuxi où sont assassinés le leader du MULTI, Timoteo Alejandro RAMÍREZ, et sa compagne Cleriberta CASTRO[1510]. Betty CARIÑO responsable du collectif autonome indigène CACTUS est une autre des victimes célèbres localement.

Toutes ces formes d'autogestion s'appuient sur la tradition magoniste de la région, et bien avant elle sur les coutumes communautaires, comme celles de l'ethnie mazatèque. Déjà dans les années 1960 & 1970 avaient surgi des groupements coopératifs et solidaires, comme *l'Unión de Comunidades Campesinas* ou la *Societá Apícola* qui ont laissé de beaux souvenirs de mouvements mutualistes. La COCEO - *Coordination Ouvrière, Paysanne et Étudiante d'Oaxaca* est durement réprimée en 1968 ; d'elle naissent dans les années 1970 des tentatives de luttes armées urbaine (*La Ligue Communiste 23 septembre*) et rurale (le *Partido de los Pobres*) et surtout un premier essai mexicain de syndicat indépendant, le COCEI.

Diverses initiatives se sont développées pour soutenir et promouvoir l'expérience, comme la *Radio Communale N'Guixó, Voix autonome de la Mazateca* (on peut ici rappeler que le père de Ricardo FLORES MAGÓN était indigène mazatèque). Le terme nahuatl *N'Guixó* signifie joliment : « *là où la floraison est précoce* ». La gestion est assurée par le *Conseil Central Indigène de Eloxochitlán de FLORES MAGÓN* et par *l'Assemblée magoniste*. Le soutien extérieur est assuré par un *Comité Civique de Solidarité*, mouvement apartidaire touchant un grand nombre de villes mexicaines.

Toujours dans l'Oaxaca, dans l'isthme de Tehuantepec, le village de **Loxicha** a connu des formes d'autonomies de gestion. Il s'appuie sur les organisations de femmes, et sur l'OPIZ - *Organisation Populaire Indigène Zapotèque*, née dans les années 1980. En lien partiel avec le mouvement du Chiapas, les mouvements de la région de Loxicha se sont multipliés dans les années 1990, mais la répression est très dure, avec des prisonniers malmenés encore nombreux au début des années 2000.

D'autres mouvements se font entendre, comme par exemple : *L'Union des Communautés indigènes de la zone Nord de l'isthme* (UCIZONI) ou le *Centre de Soutien au Mouvement Populaire d'Oaxaca* (CAMPO). Quant à l'AMZ, *Alliance Magoniste Zapatiste*, elle présente depuis 2002 (à Oaxaca) l'intérêt d'évoquer les deux grands mouvements libertaires du Mexique contemporain, et leurs épigones du XXI° siècle. C'est un réseau qui regroupe de nombreux autres collectifs, qui tous coordonnent des groupes plus ou moins autonomes. On y trouve notamment l'OIDHO - *Organizaciones Indias por los Derechos Humanos* en OAXACA (qui date des années 1980) et le CODEDI-*Comité de Defensa de los Derechos Indígenas* de Xanica (Sierra Madre del Sur). Le CAMA ou *Collectif Autonome Magoniste* est un des autres acteurs, même si situé à México DF. L'AMZ semble percer sur le plan international,

[1510] RAIMONDI Gaia *Messico. Infiniti effetti paramilitari*, -in-A Rivista Anarchica, Milano: a.40, n°6(355), p.89-98, estate 2010

»
particulièrement en Italie (groupe romain *Nodo solidale*, Plateforme PIRATA) et aux Pays Bas (Grassroots Project)[1511].

Donnant forme à ces diverses tentatives, les magonistes du *Consejo Indígen y Popular de Oaxaca « Ricardo FLORES MAGÓN »* - *Conseil Indigène Populaire* (CIPO-RFM) renforcé en novembre 1997, ont pourtant du mal à se faire connaître et sont impitoyablement réprimés au début du XXI° siècle. Ils se positionnent en vrais libertaires : « *quand nous parlons de magonisme naissent immédiatement des concepts d'Anti-autoritarisme, de Solidarité, d'Aide Mutuelle, d'Ant-individualisme et de Communalisme* »[1512], extrait de l'opuscule de l'OIDHO - *Organizaciones Indias por los Derechos Humanos en* Oaxaca : *Lo indígena en el magonismo o el magonismo en lo indígena*. Ce CIPO-RFM, largement animé par Raúl GATTICA (un ancien marxiste converti au magonisme, mais parfois encore autoritaire dans ses démarches), est une coordination de divers mouvements libertaires et/ou indigénistes couvrant tout l'État d'Oaxaca : le COSIC - *Conseil des Organisations Sociales et Indigènes de la Cuenca*, le FUDI - *Front Unique de Défense Indigène*, le MSM - *Mouvement Social Magoniste*, l'OIDHO - *Organisation Indigène pour les Droits de l'Homme de l'Oaxaca*, sans compter des communautés chatinas, mixtèques et zapotèques[1513]. Se positionnant pour une revitalisation des idées libertaires du magonisme, et pour un soutien actif au néozapatisme, il n'en est pas moins membre du CNI - *Conseil National Indigène*, organe officiel et fort bureaucratique. Il s'agit d'une volonté de ne pas se couper du reste des mouvements, et surtout de ne pas donner prise supplémentaire à la répression.

En liaison avec le mouvement chiapanèque *l'Alliance magoniste zapatiste* prend d'une certaine manière le relais. Tous mettent en avant comme le note David DOILLON les 4 fondements libertaires : « *autonomie, autogestion, action directe, solidarité* »[1514] ; ils y ajoutent un renouveau du travail en commun, vieille tradition indigène, *le tequio*.

**L'Oaxaca** connaît donc depuis le début des années 2000 de multiples conflits, mettant en cause des tentatives d'autonomie indigène (Cf. occupation militaire du village de Santiago Xanica en janvier 2005) ou des mouvements étudiants et enseignants. En 2006 (de juin à octobre), l'APPO - *Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca* tient la ville de manière pacifique pendant de longs mois. Ce « *mouvement de mouvements* »[1515] (car l'APPO n'en est qu'une des branches) a débuté par de vastes vagues grévistes, notamment dans l'enseignement : les instituteurs sont souvent à la pointe du mouvement. Ils appartiennent souvent à la Section XXII du SNTE - *Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation*[1516]. Parmi ces étudiants et enseignants, on voit au premier plan le groupe des maîtres bilingues, souvent indigènes, et plutôt marxisants, du CMPIO. Le PUNCN - *Promotora por la Unidad Nacional Contra El Neoliberalismo* et le FSODO - *Frente de Sindicatos y Organizaciones Democráticas de Oaxaca* sont également très actifs. Plutôt non violents, c'est la violence policière qui les pousse progressivement à la résistance active et à la multiplication des créations de barricades.

Le centre urbain (*Zócalo*) et les rues avoisinantes sont pratiquement constamment occupés par grévistes, manifestants, familles et proches. Des sites sont temporairement

[1511] VOLONTÈ Emma *Allearsi, all ricerca del proprio cammino*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°6(373), p.45-47, estate 2012
[1512] CHÁVEZ Anabel Lara *Un lungo cammino verso la rivoluzione. Storia antica e cronoca recente delle lotte popolari nello stato di Oaxaca*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.37, n°1(323), febbraio 2007, p.21
[1513] *Hommes de maïs, cœurs de braise. Cultures indiennes et rébellion au Mexique*, Montreuil, L'Insomniaque, 160p, 2002, p.81 & 87
[1514] DOILLON David *Ricardo FLORES MAGÓN et le magonisme : itinéraire et trajectoire*, -in-À Contretemps, *Ret MARUT – B. TRAVEN*, Paris, n°22, 32p, janvier 2006, p.30
[1515] ALBERTANI Claudio *Lo specchio del Messico. Oaxaca un anno dopo*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.37, n°7-329, p.57-69, ottobre 2007
[1516] CHÁVEZ Anabel Lara *Un lungo cammino verso la rivoluzione. Storia antica e cronoca recente delle lotte popolari nello stato di Oaxaca*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.37, n°1(323), febbraio 2007

»
occupés et parfois partiellement autogérés ou auto-organisés (Université, Rectorat, tribunal pénal…). L'aéroport, des routes et autoroutes sont même momentanément bloqués. Le fameux festival de folklore populaire de l'été, la Guelaguetza, est annulé ; des groupes cependant forment une sorte de Guelaguetza alternative, spontanée et solidaire. La *Radio Universidad* permet de maintenir les liens entres les divers mouvements et d'avertir les populations. Un des points forts du mouvement consiste à mettre en relation mouvements sociaux, quartiers populaires (les *colonias*), revendications culturelles autonomes et groupements indigènes.

En fin novembre, le *Forum des peuples indigènes d'Oaxaca* affirme que ce mouvement a bouleversé leurs communautés et que rien ne peut plus être comme avant : « *notre chemin comprend la transformation de toutes les normes et institutions qui actuellement régissent notre cohabitation* ». Leurs délégués affirment que « *nous ne seront jamais plus exclus de la conception et de la mise en œuvre de ces normes et institutions* ». Cette autonomie avait déjà été relancée quelques jours auparavant par le *Forum en défense de la terre mère et de l'autonomie indigène* de Mezcala.

Les revendications populaires, les pratiques de démocratie directe et d'auto-organisation[1517], la mise en commun des ressources (de l'alimentation au matériel radio), le refus de la lutte armée, les méthodes de résistance non-violente, le refus de prendre le pouvoir (sauf pour de rares mouvements marxistes-léninistes), l'absence de leaders affirmés (sauf peut-être Flavio SOSA ou David VENEGAS animateur de VOCAL)… montrent que même si ce n'est pas revendiqué, les filiations magonistes et néozapatistes se mêlent dans de nombreux mouvements contemporains. Des groupements libertaires s'en revendiquent, comme la coordination (« *lieu de convergence* ») VOCAL - *Voces Oaxaqueñas Costruyendo Autonomía y Libertad* (*Voix d'Oaxaca Construisant Autonomie et Liberté*) composée « *d' individu(e)s autonomes, des collectifs libertaires, des lieux autogérés, des antiautoritaires, des organisations magonistes, des collectifs zapatistes, des groupes anarchistes, des barricadières et barricadiers, des membres de l'APPO et des adhérent(e)s à l'Autre Campagne. Tous et toutes participent à l'actuel mouvement social dans l'Oaxaca* »[1518].

Les principes généraux de l'APPO tiennent dans « *communalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service, unité, autonomie…* »[1519] : bref tous les ingrédients des mouvements libertaires « *essentiellement empiriques et pragmatiques* » qui veillent à empêcher l'apparition de l'autorité sous toutes ses formes. Il faut y ajouter le pluralisme idéologique, social et ethnique, qui fait de cette structure un lieu libre et autonome, loin des dogmatismes et des exclusives habituelles. Une sorte de « *Commune libre d'Oaxaca* » (expression du *Monde libertaire*), ou de « *Libre Commune d'Oaxaca* »[1520], fonctionne près de 5 mois avant d'être ravagée par les forces de l'ordre qui donnent l'assaut en novembre 2006. Face à la répression, l'EZLN propose une journée mondiale de solidarité avec l'APPO (22/12/2006), nouvelle preuve de la convergence de ces mouvements néo-libertaires.

Un autre aspect est bien mis en avant par Claudio ALBERTANI : l'aspect ludique et festif fréquent de ce mouvement, qui le rattache donc à la Commune de Paris analysée par Henri LEFEBVRE et les situationnistes, ou aux TAZ d'Hakim BEY, comme le manifeste l'ami de ce dernier Brad WILL, assassiné à Oaxaca en octobre 2006[1521]. C'est une autre validation de la

[1517] ALBERTANI Claudio *Lo specchio del Messico. Oaxaca un anno dopo*, -in-A Rivista anarchica, Milano, a.37, n°7-329, p.57-69, ottobre 2007, p.63
[1518] *Manifiesto de VOCAL*, Texte du 30/05/2007, consulté le 20/12/2007 sur le Site http://vocal.lunasexta.org/index.php?option=com_content&task=view&id=23&Itemid=35
[1519] CQFD *Rébellion et répression au sud du Mexique. La Libre Commune d'Oaxaca*, -in-CQFD hors-série, 28p, juin-décembre 2006, 15
[1520] CQFD *Rébellion et répression au sud du Mexique. La Libre Commune d'Oaxaca*, -in-CQFD hors-série, 28p, juin-décembre 2006
[1521] MÉJIA MADRID Fabrizio *La Commune de Oaxaca*, -in-Cités. Philosophie, Politique, Histoire, *Utopies*, n°42, 200p, p.53-59, 2010

»
dénomination de « *Commune* » d'Oaxaca, même si l'origine du terme est plus en symbiose avec la « *communauté* » indigène traditionnelle.

Depuis la répression de 2006, des réseaux se maintiennent et se renforcent dans l'État d'**Oaxaca**[1522]: l'APPO tient son premier congrès en février 2007 et décide de préserver son autonomie et son antiparlementarisme, en contrant toute tentative de noyautage ou d'entrisme (notamment de groupuscules post-marxistes) et en refusant de se présenter en tant que telle aux élections.

L'APPO s'appuie 4 ou 5 lieux autogérés d'Oaxaca, notamment la **Casota**, «*Casa Autonóma Solidaria Oaxaqueña de Trabajo Autogestivo - Maison autonome, solidaire et autogérée*»[1523]. Elle s'implante fermement dans un quartier populaire de la capitale : elle offre logements («*Dortoir communautaire 14 de Julio*»), repas, livres et revues (dans la «*Biblioteca "Ricardo FLORES MAGÓN"*» et dans le « *Centro de documentación Iván ILLICH*»), et aide aux activités culturelles et de propagande. Elle met des lieux à la disposition des collectifs, notamment la salle «*Estela Ríos "Comandanta Cacerola*"». Sa «*boutique (tienda) solidaire Lorenzo SAMPABLO CERVANTÈS*» (du nom d'un militant assassiné en août 2006) propose les produits agricoles et artisanaux provenant de toutes les communautés. Elle abrite des ateliers : électronique et imprimerie («*Taller Serigrafía 25 de noviembre*»). La police, sans succès devant la résistance, a tenté en fin 2008 de fermer la Casota.

Dans le même esprit, elle fonde **Vocal** - *Voces Oaxaqueñas Costruyendo Autonomia y Libertad* -*Voix oaxaquéniennes construisant l'autonomie et la liberté*, en mars 2007[1524]. Vocal se veut ouvert, pluraliste et résolument libertaire, et intègre des composantes bien au-delà de sa propre organisation mère. Les membres sont tous engagés dans les mouvements sociaux d'Oaxaca, de l'État et déborde sur tout le territoire mexicain.

Le 2° congrès de l'APPO en février 2009 prouve la vigueur de la résistance et l'ampleur des soutiens : plus de 700 délégués, près de 300 communautés indigènes représentées… Là encore, la primauté à l'autonomie et aux expérimentations alternatives l'emporte sur une intervention électoraliste.

### * Tamaulipas

Dans la ville nordique de **Matamoros**, aux marges du Texas, les mouvements de locataires et de quartiers, comme *Fuerza y Unidad,* veulent contrôler les constructions et l'attribution de *viviendas*[1525].

Au niveau national, le journal *Rebeldía* lancé en novembre 2002 se présente comme « *revue zapatiste* ».

## 9. Initiatives par en-bas en Bolivie au début du XXI° siècle : vers un réseau de pouvoirs anti-étatiques ou hors État : «une dispersion libertaire»

La Bolivie dispose elle aussi d'un riche passé libertaire, quasiment totalement méconnu aujourd'hui.

L'anarcho-syndicalisme y est très développé au début du XX° siècle, avec surtout la FOL - *Federación Obrera Local* (La Paz - 1908), puissante organisation jusque dans les années 1920. Depuis 1912 existe également la FOI - *Federación Obrera Internacional*. Cette dernière dispose du drapeau rouge et noir et édite *Defensa obrera*. En 1918 la FOI devient *FOT* -

[1522] NEUVILLE Richard *Oaxaca: autonomie et construction d'alternatives*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.115-120, 2010
[1523] Cf. Site Casota http://casota.wordpress.com/propuesta-politica-de-c-a-s-o-ta/, consulté le 10/08/2010
[1524] Cf. Site Vocal http://vocal.saltoscuanticos.org/, consulté le 10/08/2010
[1525] COMBESQUE Marie-Agnès *Comme des papillons vers la lumière*, -in-Le Monde diplomatique, décembre 1999

»
*Federación Obrera del Trabajo*, avec un pluralisme accentué, notamment vis-à-vis du marxisme - mais ce dernier ne s'impose qu'au 3° Congrès ouvrier d'Oruro en 1927. C'est pourquoi en 1926 les anarchistes refondent la FOL pour en faire une centrale anarchosyndicaliste concurrente ; elle compte alors près de 38 syndicats nationaux[1526]. Membre de l'ACAT- *Asociación Continental Americana de Trabajadores*, elle dispose souvent du soutien de la FORA argentine ; elle atteint son apogée vers 1932. Il faut ajouter dans les années 1930 la FAD- *Federación Agraria Departemental*. On comprend mieux ainsi les fortes persistances des libertaires au sein de la pluraliste COB-*Central Obrera Boliviana*, avec par exemple Víctor LÓPEZ secrétaire général et Líber FORTI responsable culturel[1527].

On peut également évoquer les théâtres populaires, liés parfois à des communautés indigènes, et se présentant le plus souvent comme des communautés de vie et de travail, engagées auprès des (et pour les) couches populaires notamment autochtones… Dans la région de Tupiza (Sud de la Bolivie) autour des initiatives de l'anarchiste argentin Líber FORTI provenant de Tucumán se développe l'expérience du *Conjunto Teatral Nuevos Horizontes* de 1946 à 1961[1528]. Revendications indigènes et luttes syndicales entourent profondément cette expérience d'essence libertaire, qui se vit comme une expérience communautaire et solidaire. Elle a marqué longuement les mouvements sociaux, la volonté autonomiste indigène et la culture indépendante bolivienne ; en 2012 a été inauguré toujours à Tupiza la Primera edición del Festival Nacional de Teatro Líber Forti.

En fin des années 1960, après une tournée itinérante au Chili, Gabriell MARTÍNEZ et Verónica CERECEDA fondent le *Teatro Kollasuyo.* Cette expérience, qui lie communauté rurale et expérience théâtrale dans le sud de la Bolivie (région d'Oruro), est une des premières expressions de théâtre fait par les indigènes eux-mêmes et pour eux-mêmes[1529].

Également en fin des années 1960 et entre 1975-1983 Edgar DARÍO GONZÁLEZ dit Chango propose dans les milieux de mineurs des activités de marionnettes et de théâtre. Il fonde à Cochabamba le *Teatro Runa* qui exerce dans les villes mais est surtout itinérant. Les pièces sont presque toutes liées aux conditions sociales et aux traditions populaires du secteur andin, et portent une forte charge éthique et pédagogique[1530].

*Le Théâtre des Andes* est fondé par l'argentin César BRIE en août 1991 en Bolivie dans les environs de Sucre. Il a effectué des expériences en Argentine et surtout en Italie. Il s'inspire du *Teatre di Base* italien et de l'Odin Teatret scandinave[1531]. Le pluralisme ethnique, social et culturel est totalement assumé, et les pièces mêlent thématiques traditionnelles et imaginaire local. En 2010 le groupe se sépare, César BRIE retourne en Italie mais l'activité bolivienne demeure.

Le mouvement féminin est aussi fort intéressant, et converge en 1927 dans le *Sindicato Feminino De Oficios Variados* et dans la FOF-*Federación Obrera Femenina.* Depuis les années 1980-90 le mouvement féministe anarchiste connait un net renouveau. Depuis 1993 se fonde *Carcajadas* à La Paz, «*premier centre culturel féministe et autogéré de la ville*»[1532]. Ce

[1526] CAPPELLETTI Ángel *El anarcosindicalismo en Bolivia*, -in-CAPPELLETTI Ángel J. *Hechos y figuras del anarquismo hispanoamericano*, Móstoles: Madre Tierra, 138p, p.61-69, 1990
[1527] BARRET Daniel *La Bolivia*, -in-BARRET Daniel (SPÓSITO Rafael) *Los sediciosos despertares de la anarquía*, Buenos Aires: Libros de Anarres - Nordan Comunidad - Terramar ediciones, Colección Utopía Libertaria, p.122-123, 2011
[1528] RIGLIANI Federica *In viaggio col teatro sulle Ande & Liber FORTI e il conjunto Teatral Nuevos Horizontes* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°9(376), p.144-149, dicembre 2012-gennaio 2013
[1529] RIGLIANI Federica *La parola alla cultura indigena,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.42, n°1(377), p.53-57, febbraio 2013
[1530] RIGLIANI Federica *Burattini nelle miniere,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.43, n°2(378), p.73-77, marzo 2013
[1531] RIGLIANI Federica *Teatro di confine,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.43, n°4(380), p.101-108, maggio 2013
[1532] ÁLVAREZ VIRREIRA Helen *Mujeres creando, un féminisme de luttes concrètes*, -in-*Des féminismes, en veux-tu, en voilà*, Réfractions, Paris: n°24, 176p, p.139-142, mai 2010

»
Café libertaire est lié au mouvement féministe anarchiste *Mujeres Creando*, qui a prolongé *Comunidad Creando* en 1992. Il est ouvert au-delà du mouvement féministe à toutes les initiatives alternatives de la capitale. Depuis 2005 Mujeres Creando dispose d'un nouveau centre féministe autogéré *La Virgen de los Deseos*[1533]. Il permet le développement de formations, d'aides médicales, de productions diverses ; il sert également de lieu d'hébergement, de garderie, de sauvegarde pour les femmes battues et violentées… et contribue à la mobilisation libertaire et égalitaire locale. *Radio Deseo* contribue à assurer son essor et à le rendre plus efficace dans les luttes en cours[1534].

En lien avec les nouveaux mouvements sociaux, les anarchistes réapparaissent un peu partout, et tente de se regrouper comme en 2004 avec la Coordinadora Libertaria fondée à Paukarpata.

En Bolivie, le terrain alternatif et émancipateur a été préparé, depuis longtemps, par certaines tendances basistes de la *Confederación Sindical Única de Trabajadores de Campesinos de Bolivia - Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie* (CSUTCB) créée en 1988, par le mouvement indigéniste et/ou indianiste proche de la coordination Pachakuti de 1993 et par la constitution en 1995 de l'*Assemblée pour la souveraineté des peuples* (ASP).

À El Alto, *La Asemblea de la Alteñidad* en 1992 joue un rôle étonnant de démocratie directe, face à tous les groupements y compris ceux représentants les quartiers populaires. Elle réussit des mobilisations exemplaires, comme la grève quasi générale du 6 mars 1997. Les jeunes servent souvent de ferment pour la rénovation politique, notamment ceux qui militent pour la création de l'UPEA - *Universidad Pública de El Alto*. Et parmi ces groupes qui surgissent sur le devant de la scène alternative, les femmes indigènes (comme déjà au Chiapas) sont incontestablement un des éléments moteurs.

Les partis politiques de gauche et le mouvement syndicaliste des cocaleros d'Evo MORALES troublent le jeu, en participant au système politique classique, mais en se faisant passer pour les leaders d'une alternative inverse, ne serait-ce que par leur *Instrument politique pour la souveraineté des peuples* (IPSP), deuxième nom du MAS. L'idéologie du mouvement est très diversifiée, et mêle «*marxisme, indianisme et nationalisme révolutionnaire*»[1535] et de moins en moins d'esprit libertaire avec l'électoralisme et la participation au pouvoir central conquis en 2005. Cependant au moins dans les écrits, pluralisme «*politique, économique, juridique, culturel et linguistique*», droit à l'autonomie, et encouragement à la décentralisation… sont garantis dans la Constitution de 2009[1536]. Mais comme pour le Vénézuela de CHAVEZ, bien des nostalgiques, marxisants surtout, ne voient que ce qu'ils veulent voir, et occultent les aspects autoritaires, parfois exclusifs, de ces pouvoirs étatistes du type caudillo de gauche.

Pour Raúl ZIBECHI, les luttes boliviennes (surtout celles de la «*communauté aymara*») menées depuis 2000 jusqu'en 2006 sont peut-être «*la plus profonde "révolution dans la révolution" menée depuis celle zapatiste de 1994*» et dans le même esprit de proposer une alternative au-delà des visions étatiques, en «*dispersant le pouvoir*»[1537] et en multipliant les micro-communautés autonomes comme les analyse le sociologue aymara Pablo MAMANI RAMÍREZ. L'idée centrale, déjà énoncée par PROUDHON, MARX (le MARX parfois libertaire), RECLUS et KROPOTKINE, et reprise par bien des analystes actuels, est «*que le communisme existe en puissance dans la société*»[1538] actuelle. Cela signifie que des formes de pensée,

[1533] Cf. http://www.mujerescreando.org/, consulté le 21/12/2010
[1534] Cf. http://www.radiodeseo.com/, consulté le 21/12/2010
[1535] NEUVILLE Richard *Communautés et autonomie en Amérique latine*, -in-Collectif Lucien COLLONGES *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris: Ed. Syllepse, p.172-189, 2010, p.183
[1536] NEUVILLE Richard *op.cit.*, p.187
[1537] ZIBECHI Raúl *Dispersar el poder. Los movimientos como poderes antiestatales*, Barcelona : Tinta Limon, 2006 ; j'utilise l'édition équatorienne ZIBECHI Raúl *Dispersar el Poder*, Quito: Abya Yala, 188p, agosto 2007
[1538] ZIBECHI Raúl *Dispersar el Poder*, Quito: Abya Yala, 188p, agosto 2007,p.23

»
d'action, d'organisation (autonomie et auto-organisation, ce que PROUDHON appelait «*la capacité politique des classes ouvrières*», et traces d'appui mutuel pour KROPOTKINE)… se présentent de manière alternative et opposée aux mécanismes liés au capital, à l'État et à l'Église. Il suffirait donc de les exalter, de les appuyer et les généraliser... pour permettre de tenter ici et maintenant une alterité plus harmonieuse et respectueuse de ses composantes : cette construction sociale se ferait de manière non aliénée, non récupérée par État ou partis ou syndicats, mais directement en lien et sous contrôle des intéressés : «*des pouvoirs non séparés, non scindés*»[1539] de la société qui les crée. Bref reconnaît ZIBECHI, la Bolivie des années 2000 est au diapason, sous d'autres formes et sans doute de manière moins volontariste et consciente, avec le néo-zapatisme, et avec la tradition libertaire ajoute Rafael BARRET.

Pourtant son ouvrage laisse insatisfait, car il tombe (et surtout les auteurs de l'*Épilogue*) dans le schématisme anti-occidental (comme si l'occident se limitait au capitalisme et au libéralisme sans pitié), car il n'applique pas assez ses réflexions à l'autre modèle étatique (socialisme "soviétique", cubain, chinois ou bolivarien…) et car il ne relie pas assez les tendances indigènes libertaires aux mouvements et pensées qui les expriment ou les ont déjà exprimées. L'oubli de KROPOTKINE et des traditions autogestionnaires et autonomistes libertaires laisse ses analyses incomplètes et ne contribue pas assez aux rapprochements nécessaires entre mouvances antiétatistes, indigènes, ouvrières ou autres, et quels que soient les aires géographiques concernées.

Les mouvements sociaux récents concernent surtout différentes tendances qui parfois se rejoignent ou s'entremêlent :
- mouvements plutôt indigénistes : *Movimiento-Mouvement Aymara* (Cf. les 2 soulèvements de septembre 2000 et juin 2001), mouvement des Guaranis, mouvement des communautés (*ayllus*) vers La Paz… En 2001 est créé le *Quartier Generale Indigeno* à Kalachaka qui se dresse comme une vraie alternative politique au système en place et qui sert de modèles à d'autres créations. Désormais violemment anti-MORALES, les indigènes concernés par le projet autoroutier destructeur du Parc National d'Isoboro sont de plus en plus radicaux contre celui qu'ils considèrent en 2011 le «*traitre de la Terre* (Pachamama)» : Chiman, Yuracaré et Moxos lancent mouvements après mouvements et obligent le président à les recevoir en marchant sur la capitale.
- mouvements plutôt écologistes et promoteurs des droits communautaires. La plus célèbre est sans doute la Guerre de l'eau (Cochabamba 2000 & 2001[1540]) et les luttes pour la réappropriation sociale de l'eau (La Paz : 2000, 2001 & 2003)[1541], puis celle d'El Alto en janvier 2005 et la *Coordinadora del Agua-Coordination pour l'eau* (région de Cochabamba) ; on peut évidemment rajouter les combats pour le gaz de 2003 et 2005 là aussi à El Alto et à La Paz...
- mouvements plutôt prolétaires (mines) ou paysans (cocaleros - Cf. la *Guerra della coca* à Sacaba en 2002) de bien des branches du syndicalisme bolivien. S'y ajoute le puissant mouvement des retraités qui ont tenu la rue en 2003 : *Confederación de Jubilados y Rentistas de Bolivia*.
- *mouvements citadins, de barrios* qui regroupent toutes les autres composantes : cas type de l'insurrection d'El Alto en octobre 2003. Un effort de regroupements s'opère avec la FEJUVE - *Fédération des comités de quartiers*.

Ils ont souvent misé sur les traditions indigènes (Quechuas et Aymaras principalement, les deux groupes largement majoritaires), notamment le «*katarismo*» en milieu aymara, qui

[1539] ZIBECHI Raúl *op.cit.*, p.27
[1540] CRESPO FLORES Carlos/FERNÁNDEZ Omar/PEREDO Carmen *Los regantes de Cochabamba en la Guerra de Agua*, Cochabamba: Memoria editores, 2004
[1541] GUTIÉRREZ AGUILAR Raquel/GÓMEZ Luis A. *Prólogo*, -in-ZIBECHI Raúl *Dispersar el Poder*, Quito: Abya Yala, 188p, p.07-19, agosto 2007, p.11

»
revalorise le passé et les formes traditionnelles d'organisations. Ce mouvement, assez ancien (années 1970) évoque la révolte de Túpac KATARI (XVIII° siècle). Parmi ces traditions, on note surtout l'importance de l'autonomie des communautés (*markas* et *ayllus* indigènes et communautés urbaines qui les reproduisent largement). Cela concerne aussi les catégories sociales. *L'ayllu* est la communauté - microcosme. Une *marka* est une sorte de regroupements de communautés ou ayllus sur un vaste territoire, sous forme plus ou moins fédérale, et selon des liens plûtôt horizontaux, réticulaires[1542]. Dans tous ces groupements affleurent des capacités étonnantes «*d'autodétermination*»[1543] et d'auto-organisation (voire d'«*auto-constructions collectives*»), et de pratiques d'actions directes et de démocratie par en-bas, avec rotation des tâches et alternance-répartition et partage des fonctions pour les individus et les groupes. La tradition autonome indigène, son sens aigu de la fraternité et «*la logique andine de réciprocité et de distribution*»[1544] (forme proche de la solidarité kropotkinienne), sa rotation des charges et des fonctions (le «*thakhi*» ou «*chemin*» des aymaras qui rappelle certaines descriptions faites par MAUSS dans son étude sur le don) réduit au maximum les médiations, les délégations et la création d'un pouvoir stable. Cela va à l'encontre des deux stratégies dominantes, celle de l'État capitaliste et celle des Partis de la Gauche traditionnelle, y compris le MAS- *Movimiento al Socialismo* de MORALES : bref la communauté devient une vraie «*machine sociale*»[1545].

Ils proposent leur «*Sistema Comunal - système communal (ou communautaire)*» comme une alternative «*horizontale*» et «*réticulaire*» au système libéral et étatique qui fonctionne quasiment toujours de manière verticale, par en-haut[1546]. L'ouvrage de Juan PERELMAN -que je n'ai pas lu- en évoquant DELEUZE-GUATTARI (*Mille plateaux - Mil mesetas*) semble confirmer cette remarque pour la guerre du gaz[1547]. La tradition de l'ayllu, ou communauté indigène rurale, est revivifiée par les mouvements de résistance, qui mettent en avant ce qu'elle a de puissance : la solidarité et l'organisation collective respectueuse de chacun ; cette tradition s'implante même en ville, dans les quartiers, parce que ceux-ci sont habités par d'anciens ruraux indigènes qui n'ont pas encore perdu leurs racines. Souvent ils conservent des propriétés ou services collectifs et des fonctionnements assembléistes identiques à ceux des villages dont ils sont souvent originaires. On assiste d'une certaine manière à une réelle «*résurrection urbaine de l'ayllu*»[1548].

Ainsi l'autogestion autochtone transparaît dans la manière de gérer la vie locale en formant de mini conseils («*micro gobiernos*» *mini-gouvernements*») de quartiers («*barrios*» - «*gobiernos barriales*» *= gouvernements de quartier*) ou «*Juntes de voisinnage*» («*juntas vecinales* - assemblée de quartier ou de proximité»), ceux d'El Alto étant les plus caractéristiques[1549] et sans doute les plus nombreux (plus de 520 *juntas* recensées vers 2004, soit une pour environ 1300 habitants[1550]). Tout est géré collectivement, l'approvisionnement, la voirie, les transports, les autres services publics surtout sanitaires, mais aussi l'autodéfense. Par exemple à El Alto, les communautés ou juntas gèrent collectivement le secteur urbanistique, le secteur marchand et le secteur éducatif : aucune installation ou adduction ne

[1542] BOUTÉ Vanina *Une tradition disputée : enjeux identitaires dans une communauté des Andes boliviennes* -in-Journal de la Société des Américanistes, 89-2, p.125-148, 2003
[1543] VIAÑA UZIEDA Jorge *Oltre lo Stato. Autodeterminazione delle masse e democrazia rappresentativa. Crisi dello Stato e democrazia in Bolivia*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.371-391, 2008
[1544] ZIBECHI Raúl *Dispersar el Poder*, Quito: Abya Yala, 188p, agosto 2007, p.97
[1545] ZIBECHI Raúl *Dispersar el Poder*, Quito: Abya Yala, 188p, agosto 2007, p.31
[1546] PATZI Félix*Sistema comunal. Una propuesta alternativa al sistema liberal*, La Paz: CEA, 2004
[1547] PERELMAN FAJARDO Juan *Las mil mesetas de la Guerra del Gas*, La Paz: EdicionesCombate, 2004
[1548] ARCONDO Rafael *Compadres al micrófono. La resurrección metropolitana del ayllu*, La Paz: Hisbol, 1991
[1549] MAMANI RAMÍREZ Pablo *Bolivia. Territorialità del potere indigeno. Microgoverni «barriali». «La guerra del gas» a El Alto*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.215-223, 2008
[1550] ZIBECHI Raúl *Dispersar el Poder*, Quito: Abya Yala, 188p, agosto 2007, p.40

»
se fait sans l'aide et l'autorisation du voisinage ; pratiquement rien ne se vend hors des commerces collectifs ou familiaux ; et pour l'éducation des enfants, les comités de parents sont omniprésents[1551]. L'autoconstruction (ZIBECHI parle de «*cité autoconstruite*»), de manière autonome et illégale (hors de l'État et de son administration, renforce les solidarités et les mouvements de résistance, car la menace pour règlementer, déloger et détruire est toujours présente.

Pour l'autodéfense, les habitants d'El Alto dispose d'une tradition de justice sommaire, certes communautaire ou de quartier, mais pas très agréable ni acceptable (jusqu'à l'élimination physique des violeurs et voleurs !), mais nécessaire pour résister à la violence et à l'absence ou au désintérêt de la police. Ces pratiques d'autodéfense de voisinnage se généralisent lors des grands mouvements. On assiste à la création de milices, des constructions de barricades et de «*zanjas - tranchées de défense*», la constitution de postes d'observation et d'espionnage pour analyser les mouvements des adversaires, la constitution de réserves alimentaires pour résister au blocus... Cette autodéfense et une certaine militarisation des barrios s'imposent d'autant plus que les mouvements populaires ont été durement réprimés à El Alto en octobre 2003 et en mai-juin 2005. Cette militarisation transparaît dans le terme «*cuartel*», caserne ou centre de commandement, qui est utilisé par les mouvements. Mais ce n'est pas une forme hiérarchique singée sur l'appareil militaire, c'est avant tout un lieu de coordination et d'échanges, qui reste sous la domination de la communauté. En fait la vraie force des quartiers populaires d'El Alto, c'est leur dispersion, leur «*fragmentation*», leur spontanéité incontrôlable, leurs initiatives disparates, et leur absence apparente de rationalité apparente… qui laisse les pouvoirs en place démunis et inefficaces. Et surtout le surgissement spontané et partout d'initiatives autonomes, dispersées, avec des structures qui alternent les tâches et les fonctions, refusant ainsi toute centralisation réductrice[1552]. Même les organisations locales sont dépassées par le sens d'initiative des individus, familles, groupes… qui décident eux-mêmes, et agissent quand et où ils le souhaitent, et sous une forme particulière : bref c'est une guérilla un peu festive et ironique qui se développe, adoptant un langage animalier, comme la «*pulga*» (piqûre de puce)[1553]. Mais tous ces petits ruisseaux savent converger en une vaste rivière dans les moments décisifs, et les réseaux d'échanges, de communications, les multiples tv et radios populaires (Red Erbol, Radio Televisión Popular)… contribuent aux regroupements, comme si dans les moments forts existait une vraie intelligence collective (que ZIBECHI nomme «*intelligence générale automatique*» ou «*sens commun collectif*»). Une nouvelle fois, les similitudes avec quelques idées proudhoniennes sont palpables.

Prise en main populaire, initiative décentralisée, diversité et antiautoritarisme…, cela rappelle les premiers soviets russes de 1905 et de 1917 ou les premières collectivités ibériques de 1936 : les masses agissent sans (et parfois contre) les chefs, et débordent leurs propres organisations, autrefois essentielles, mais devenues trop institutionnalisées : CNT-FAI en 1936, *juntas vecinales* en 2003.

Comme tous les mouvements indigènes autonomes d'Amérique latine, ils prônent le respect de leur culture, mais aussi la reconnaissance de la diversité, soit en mettant en place des réseaux horizontaux entre communautés, soit en misant sur une société multiculturelle reconnue et un État multi-sociétal[1554]. Les Aymaras ne sont pas seuls, ils sont liés aux Quechuas et à des blancs ou métis qui partagent leurs idéaux. Cela n'empêche que parfois il y a des risques de ségrégation, et de nationalisme indigène…

---

[1551] ZIBECHI Raúl *op.cit*, p.48
[1552] ZIBECHI Raúl *op.cit*, p.71-72
[1553] ZIBECHI Raúl *op.cit,* p.73
[1554] TAPIA MEALLA Luis *La invención del núcleo común. Ciudadanía y gobierno multisocietal*, 2006
Acceso al texto completo: http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/bolivia/cides/tapia.pdf

»

Les mouvements boliviens ont donc partiellement détruit l'idée centrale de pouvoir. Cette destruction est à prendre parfois au sens propre, avec les incendies de bâtiments officiels, à commencer par le Palais du Gouvernement. Cette alternative s'est faite en mettant en place des mini-pouvoirs, reliés en réseaux, qui n'ont pas supprimé celui-ci, mais l'ont considérablement réduit dans ses impacts locaux. Cela a surtout été le cas à El Alto, ville de près d'un million d'habitants, comme le décrit ZIBECHI, ce que rend bien le titre de l'édition française[1555]. Approfondissant l'analyse, Pablo MAMANI RAMÍREZ ébauche le concept de «*hiérarchies horizontales*» reposant sur l'existence d'un grand nombre de centres (*taypi*) et de pôles périphériques (*thiya*) qui sont reliés de manière interactive. Il met aussi l'accent sur l'idée déjà utilisée par les néo-zapatistes de «*pouvoir-obéissant*», c'est-à-dire de pouvoir reconnu, limité et soumis au contrôle des autres pouvoirs et collectifs[1556] ; le concept d'origine maya tojolabal de «*commander en obéissant*» veut simplement signifier que nul n'échappe au pouvoir vu comme service égalitaire et s'appliquant à tou-te-s. Il ne génère donc pas de hiérarchie[1557].

Refusant le cloisonnement, ces communautés et comités ont appuyé et stimulé les mouvements fédératifs : Fédération des Juntes de Quartier d'El Alto, Centrale Ouvrière Régionale, Fédérations des Corporations, Fédérations étudiantes… Cette volonté d'ouverture et de développement de liens horizontaux s'appuie sur tous les moyens de communications possibles, notamment les radios et télévisions libres citées ci-dessus.

Pour toute ces raisons, El Alto en mai-juin 2005 a pu apparaître comme le «*quartier général de la révolution du XXI° siècle*», et a servi de modèle et d'incitation pour des phénomènes analogues dans d'autres secteurs du pays, cités par MAMANI : Oruro, Cochabamba, Potosí, Sucre, Santa Cruz… voire certains secteurs de La Paz.

Bien des composantes de ce vaste mouvement populaire ont été partiellement déçues du nouveau pouvoir de l'aymara Juan Evo MORALES AYMA (née en 1959), après une légitime satisfaction de voir à nouveau (ce n'est nullement la première fois comme on l'indique à tort et à travers) un leader indigène au premier plan dans un pays latino-américain (président de la République en décembre 2005, réélu en décembre 2009). En effet MORALES a surtout concentré et réorganisé l'État, certes pour (assure-t-il) le rendre plus juste, plus pragmatique, plus social, plus redistributeur et plus représentatif, mais en ne satisfaisant pas vraiment les revendications naturellement libertaires ou «*hors l'État*»[1558] émises ici ou là. Jorge VIAÑA est même plus dur et accuse le MAS, nébuleux «*parti*» de MORALES, d'imposer une forme de tutelle et de leadership et une vraie bureaucratisation étatique, au détriment de l'autodétermination pourtant mise en avant il y a quelques années. Ce MAS a d'ailleurs été fondé par un militant d'extrême droite, David AÑEZ PEDRAZA, ce qui pose un vrai problème. Il parle même de «*fétichisation*»[1559] de la voie électorale choisie et «*d'expropriation de 6 années de luttes*». Humberto VÁZQUEZ VIAÑA (1937-2013) rappelle lui que son pays reste toujours «*démagogique et corrompu*», avec un populiste au pouvoir, qui soigne sa mise et ses discours, et qui contrairement à ce qui s'écrit, maîtrise très mal les langues indigènes qu'il prétend promouvoir[1560] ; Humberto fait de MORALES un métis, pas un indigène[1561]. Pire, le nouveau

[1555] ZIBECHI Raúl *Disperser le pouvoir - Les mouvements comme pouvoirs anti-Étatiques. Soulèvements et organisation à El Alto (Bolivie - 2003)*, France : L'Esprit Frappeur, Le jouet enragé, 190p, 2009

[1556] MAMANI RAMÍREZ Pablo *Bolivia. Territorialità del potere indigeno. Microgoverni «barriali». «La guerra del gas» a El Alto*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.215-223, 2008, p.221

[1557] ALBERTANI Claudio/RANIERI Paolo *La Prima rivoluzione del Secolo XXI,* -in-*…E vennero come il vento. Immagini e parole dal Chiapas in rivolta,* Bolsena: Massari, p.139-151, 1998, p.142

[1558] VIAÑA UZIEDA Jorge *Oltre lo Stato. Autodeterminazione delle masse e democrazia rappresentativa. Crisi dello Stato e democrazia in Bolivia*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.371-391, 2008

[1559] VIAÑA UZIEDA Jorge *op.cit.*, p.386-387

[1560] VÁZQUEZ VIAÑA Humberto *Boina o cachucha, 8 o 9 octubre, evolandia o evastan…*, -in-Quaderni de la fondazione che Guevara, Bolsena: Massari, n°8, p.280-282, 2009-2010

»
pouvoir lance des projets économiques destructeurs du milieu ambiant et des communautés qui y vivent, comme la droite et les capitalistes antérieurs n'avaient même pas rêvé le faire. Il maintient une économie «*corporatiste*» et s'appuie sur les banques. Enfin le fait de promouvoir un «*socialisme indigène*» est une forme de nationalisme aux antipodes de toute pensée socialiste universaliste.

Cependant, même sous MORALES, des tendances autonomistes, ou d'actions directes persistent, par exemple avec le *Movimiento Indigena Pachakuti - Mouvement Indigène Pachakuti* (MIP) fondé en 2000 par Felipe QUISPE, ou les mouvements pour la défense du milieu, comme celui de l'eau, notamment autour de Cochabamba, et appuyés par Oscar OLIVERA[1562]. Ces derniers ont lutté contre une grosse multinationale, la Bechtel, avec une efficacité rare, depuis 2000, et en s'appuyant sur les révoltes du peuple Aymara. En 2005 le mouvement reprend très fortement dans la région d'El Alto, en mettant plus l'accent sur les demandes autonomistes ; il y a toujours des actions sporadiques en 2009. On peut noter aussi les *Mouvements Sans Terre* boliviens qui évoquent ceux qui sont très développés au Brésil. Dans la zone d'El Alto, pourtant un des foyers du MAS, la contestation jamais ne faiblit, et reprend à la moindre menace comme en fin 2010-début 2011 avec la crise sociale et inflationniste engendrée par la volonté gouvernementale d'augmenter fortement les tarifs pétroliers. À la tête des opposants se trouve souvent la FEJUVE - *Federación de Juntas Vecinales de El Alto*, fédérations des comités de quartiers, notamment sa présidente Fanny NINA.

QUISPE, ancien guérillero du mouvement Tupak Katari, est pourtant favorable à un État purement indigène rebabtisé Ama suya, et il ne conteste les pouvoirs étatiques que parce qu'ils pèsent sur son peuple ; quant il affirme que «*en las comunidades indígenas ya no queremos tener policía ni autoridades estatales-dans les communautés indigènes, il ne doit pas y avoir forces de police et autorités étatiques*» [1563], en fait il rêve de les remplacer par des autorités locales propres. Ceci dit, sa volonté de «*autogobernarnos con nuestro modelo comunitarista - nous autogouverner avec nos propres références communautaristes*» présente des tonalités plus sympathiques que les pouvoirs forts latino-américains d'antan. Le fait que cet élu de 2002 démissionne de son mandat de député en 2004 semble prouver au moins l'intégrité de ses prises de position.

Enfin il faut reconnaître que même si ce nouveau gouvernement est insuffisant, il ouvre tout de même des possibilités d'actions. Ainsi en 2014 un décret permettra aux travailleurs de reprendre le contrôle d'usines en faillite ou abandonnées afin de mettre en place des entreprises sociales, y compris des coopératives. Celles-ci sont encouragées depuis quelques années. Les travailleurs seront aptes à gérer eux-mêmes les nouvelles entreprises, mais il y a un risque : «*le ministre du travail bolivien, Daniel SANTALLA, reconnaît que cette mesure peut conduire à une hausse du nombre d'entreprises sociales privées*». À suivre…

### 10. Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas au Costa Rica

Au Costa Rica, indigènes, militants des droits humains, mouvements alternatifs… et surtout la *Coordinadora de Lucha Sur-Sur*, se battent :

1. contre les visées capitalistes destructrices de la société et du milieu de vie : centrale hydroélectrique, plantations d'ananas, aéroport international du Sud, projet de développement de la pèche intensive du thon, etc.
2. pour une société alternative qui permette de :
- vivre «*dignement*» et en «*harmonie avec la Terre Mère*»

[1561] VÁZQUEZ VIAÑA Humberto *Cambas, collas y chiriguanos en la guerrilla del Che,* Santa Cruz de la Sierra: Heterodoxia, Editorial El país, 94p, 2012, p.08
[1562] ZANCHETTA Aldo *«Tornerò e saremo milioni». Un aymara al potere in Bolivia sulla spinta dei movimenti sociali* -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.199-214, 2008
[1563] Cf. *Movimiento Indigena Pachakuti. Fragmento de entrevista a Felispe QUISPE "El Malku"*, sur le site http://www.fjernenaboer.dk/pdf/bolivia/Movimiento%20Indigena.pdf, consulté le 22/12/2009

»
- développer «*travail autonome et auto-organisé*»
- «*construire un modèle de démocratie directe et participative*»[1564]

### 11. Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas au Honduras

Dans ce pays, des initiatives par en-bas apparaissent et parfois se concrétisent, par exemple avec la naissance du COPINH - *Consejo Civico de Organizaciones Populares e Indigenas de Honduras* en 1993 à La Esperanza. Ses objectifs visent à élever le niveau de vie, et à réinstaurer une forme de démocratie, la plus directe et pluraliste possible. La place des femmes y est rrenforcée, et en 2010, c'est Bertha CÁCERES qui en est symboliquement la coordinatrice nationale. La composante indégéniste renforce la volonté d'atteindre l'harmonie, autant entre les êtres vivants que vis-à-vis du milieu ambiant. Et tous les ans, le 12 octobre, le COPINH célèbre à sa manière la date de découverte de l'Amérique, en dénonçant fermement l'impérialisme européen, et en même temps l'impérialisme étatsunien.

Une des initiatives liées au COFINH donne naissance au CENTRO DE ENCUENTROS Y AMISTAD UTOPIA (Cf. http://www.copinh.org/leer.php/3913029). Ses principes de base sont à citer intégralement, car ils peuvent refléter l'ensemble de ces mouvements populaires, indigènes et métis, qui surgissent dans toute l'aire latino-américaine : " *La UTOPIA será lo que crearemos de ella, la manifestación de nuestros esfuerzos, iniciativas, trabajo, creatividad y sueños colectivos. Será un espacio de encuentros entre las personas, las comunidades, las ideas, las luchas, las propuestas y los sueños. Será un espacio abierto a todas y todos que sueñan con un mundo más justo donde quepan muchos mundos, porque otro mundo es posible sólo construyéndolo aquí mismo, sembrando colectivamente en nuestras tierras nuestras semillas criollas de libertad, de justicia, de paz, de memoria, de comunidad… - L'utopie sera ce que nous ferons d'elle, une manifestation de nos efforts, de nos initiatives, de notre travail, de notre créativité et de nos rêves collectifs. Ce sera un espace de rencontre entre personnes, communautés, idées, luttes, propositions et espoirs. Ce sera un espace ouvert à nous toutes et tous qui rêvons d'un monde plus juste, auquel s'intègrent d'autres mondes, car une alternative n'est possible qu'en la construisant ici même, en semant collectivement dans notre propre terre des semances métissées de liberté, de justice, de paix, de respect de la mémoire et de la communauté…*" .

Pragmatiques, le COPINH et ses alliés sse battent pour une vraie assemblée constituente, qui devra créer un régime démocratique, en renforçant la représentativité de toutes les composantes, et en donnant une place aux référendums d'initiative populaire. Cette constituente devra assumer aussi la défense des droits humains et des minorités[1565].

Comme au Brésil ou ailleurs, divers mouvements ruraux tentent de se réapproprier des terres, comme le MCA - *Movimiento Campesino dell'Aguán*, dont les dirigeants ont été massacrés dans la finca El Tumbador par des groupes paramilitaires en fin 2010.

Un appel d'octobre 2010 (*Déclaration des peuples indigènes du Honduras pour la défense du territoire*)[1566] signé par de multiples associations indigènes ou solidaires, revendique un développement équitable et écologique, et le respect des droits des minorités, notamment les noirs et les indigènes, avec la création d'un Observatoire les concernant.

### 12. Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas en Uruguay

L'Uruguay a connu comme l'Argentine un fort mouvement anarchiste et syndicaliste-révolutionnaire au début du XX° siècle, autour de la FORU - *Fédération Ouvrière de la Région Uruguayenne*.

---

[1564] RAIMONDI Gaia *I popolli del Sud camminano con dignità*, -in-A Rivista Anarchica, Milano : a.39, n.9(349), p.41-44, dicembre 2009-gennaio 2010
[1565] RAIMONDI Gaia *Honduras. 519 anni di resistenza indegena*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.41, n°1(359), p.41-43, febbraio 2011
[1566] RAIMONDI Gaia *op.cit.,* febbraio 2011, p.42-43

»

Par la suite, malgré les dictatures, le pays a hébergé quelques exilés européens ou des pays proches, comme Luce, la fille de Luigi FABBRI (1908-2000)[1567] qui a marqué l'intelligentsia uruguayenne et le mouvement libertaire (local et mondial) par son intégrité et son ouverture, et par une vision innovante et fertile de l'anarchisme aujourd'hui. Sa vision mêlant utopie pragmatique et dépassement de la démocratie (sans la rejeter) est une des positions les plus intéressantes de la fin du XX° siècle en milieu anarchiste[1568].

Des initiatives communautaires ou éditoriales (la très fameuse *Comunidad del Sur*, une des plus prestigieuses de l'histoire anarchiste entre Argentine, Uruguay et Suède[1569]) se sont maintenues contre vents et marées. Rúben PRIETO (1930-2008) y a été pour quelque chose, avec l'importante maison d'édition Nordán Comunidad. D'autres intellectuels importants laissent une forte empreinte surtout l'anarchiste Rafael SPÓSITO (mieux connu comme Daniel BARRET 1952-2009) ou l'historien subtil de l'utopie Fernando AÍNSA (né en Espagne en 1937) et avant lui Carlos Manuel RAMA (1921-1982).

Quelques libertaires ont été séduits par les mouvements guérilléristes. Certains parfois ont intégré le MLN - *Mouvement de Libération Nationale*, plus connu sous le vocable de *Tupamaros*, depuis les années 1960. L'ancien combattant anarchiste de la guerre d'Espagne Abraham GUILLÉN (1913-1993) est très connu pour ses analyses critiques sur l'ensembre de ces pratiques de résistance. Il s'inspirait surtout du mouvement péroniste des Uturuncos actif vers 1959-1960. Il a eu une certaine influence sur la FAU-*Fédération Anarchiste Uruguayenne* fondée en 1956.

Lors du *I° Congrès du Peuple*, en 1965, les représentants de plus de 700 organisations ont mis sur pied une ébauche de société alternative, que la dictature a balayée, mais qui se retrouve aujourd'hui dans de nombreux mouvements.

D'autres libertaires ont appuyé les syndicats comme l'UTAA - *Unión de Trabajadores Azucareros de Atigas* (travailleurs du sucre), et ont soutenu les rares mouvements d'occupation des terres ; la première serait apparue seulement en 2006[1570] ; les coupeurs de canne (*cañeros*) auraient obtenu satisfaction ! Des éleveurs et d'autres professions ont fait de même depuis 2007. La victoire, surtout symbolique, des *cañeros,* doit beaucoup au gouvernement de gauche (*Frente amplio*) et aux tendances sociales radicales qu'il contient. C'est un premier pas, très fragile, vers une forme de reconnaissance des occupations rurales ou des squatts urbains.

En effet, depuis les élections de 2004, le Front large l'emporte et amène au pouvoir divers courants du socialisme : le socialiste Tabaré VAZQUEZ de 2005 à 2010, et l'ancien tupamaro José MUJICA depuis 2010. L'ensemble fort sympathique mêle pluralisme, pragmatisme et appuis aux mouvements sociaux et populaires. La personnalité de MUJICA, aux comportements et mode de vie anti-hiérarchiques et contraires aux conventions symbolisent un régime ouvert et libéré.

Un dernier axe d'engagement, avec parfois des actions directes et un spontanéisme libertaire, apparaît dans les mouvements écologistes, surtout ceux qui luttent contre une

---

[1567] Cf. sa bibliographie quasi-complète : ANTONY Michel *Anarchisme et utopies libertaires en Uruguay*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 35p, décembre 2009

[1568] Cf. surtout GARAY MONTANER Gerardo *Anarquismo y utopía en el pensamiento de Luce FABBRI y Rafael BARRETT,* Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias de Educación, Tesis, Maestría en Ciencias Humanas, Estudios Latinoamericanos, 194p, 2012

[1569] ANTONY Michel *A. 5. Une communauté « exemplaire » de l'exil : la « Comunidad del Sur » (Uruguay - Suède-Uruguay)*, -in-*VII. Essais utopiques libertaires de « petite » dimension. A. L'extrême variété des « microcosmes » libertaires, alternatifs et autogestionnaires*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 96p, décembre 2009

[1570] GRAZIANO Antonio *La società in movimento in Uruguay*, -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.275-282, 2008

»
exploitation forestière inadaptée et destructrice du milieu, surtout celle liée à l'exploitation de la cellulose[1571]. *L'Action nationale pour l'arrêt de la plantation d'arbres* (*forestación*) lancée en 2007 et le poids du MOVITDES - *Mouvement pour la vie, le Travail et le développement durable* regroupent des militants de divers horizons.

### 13. Un certain réveil des mouvements sociaux par en-bas au Guatemala

Comme le note Marcelo COLUSSI les CPR *Comunidades de Población en Resistencia-Communautés villageoises en Résistance* offrent un bel exemple de «*démocratie de base*»[1572]. Elles regroupent surtout des populations rurales pauvres, pour la plupart indigènes (majoritairement mayas), hors de tout groupement politico-militaire. Elles touchent souvent des régions reculées, zones refuges peu accessibles, ce qui est une nécessité dans un pays ou guerres civiles et violences contre les personnesatteignent un paroxysme. Elles se sont cependant étendues à l'ensemble du territoire après les *Acuerdos de Paz* de 1996.

Elles disposent de différentes particularités dignes d'intérêt :
- pratique collective de la résistance : assemblées, débats ouverts…
- gestion communautaire des aspects économiques et sociaux, parfois réelles pratiques autogestionnaires et travaux en commun…
- pratiques solidaires multiples (appui mutuel), surtout la répartition équitable des produits locaux.
- développement autochtone des structures socio-culturelles, particulièrement éducatives

### 14. Vélléités démocratiques, participatipes et libertaires à Cuba

#### a) *Antécédents anarchistes et libertaires*

Cuba a connu un fort mouvement anarchiste[1573], surtout prolétaire, à la fin du XIX° siècle et au début du XX°, souvent implanté dans les manufactures de tabac. Il a intégré l'héritage proudhonien puis bakouniniste, notamment avec Saturnino MARTÍNEZ fondateur de *La Aurora* (1865) puis Enrique ROIG DE SAN MARTIN (1843-1889), fondateur de l'hebdomadaire *El Productor* (*Le Producteur*). Réfugiés espagnols, anciens communards et anciens internationalistes (AIT) contribuent à l'insertion des idées acrates dans l'archipel.

L'appui anarchiste à José MARTÍ (1853-1895) et au mouvement indépendantiste qu'il lance est très important, surtout lors de la lutte engagée dès 1895. Les anarchistes sont sur tous les fronts ; grèves, mobilisations, attentats et guérilla. Ainsi Enrique CRECI meurt au combat en 1896. MARTÍ - malgré sa récupération castriste - reste un des premiers promoteurs d'une démocratie participative et pré-autogestionnaire[1574].

Le premier syndicalisme dans l'île lui doit beaucoup. Il touche l'artisanat et tous les métiers (gremios) liés au tabac ; il s'organise en fédération libertaire au *1er Congreso Obrero de Cuba* le 11 novembre 1887. L'anarchosyndicalisme est puissant et reste important dans la Federación Obrera de La *Habana* créée en 1921, et particulièrement dans le *Sindicato de Obreros y Empleados de la Industria*. En 1925 les anarchistes fondent la *Confédération Nationale Ouvrière de Cuba* (CNOC) ; elle s'inspire toujours fortement de la tradition syndicaliste révolutionnaire.

Sur le plan organisationnel les anarchistes se rassemblent dès 1885 dans le *Círculo de Trabajadores de La Habana*, puis dans la *Alianza obrera* (1887) et en 1899 dans la

[1571] ZIBECHI Raúl *Celulosa y forestación, dos caras de un modelo depredador*, -in- http://uruguay.indymedia.org/news/2005/10/39454.php, Sunday, 02/10/2005
[1572] COLUSSI Marcelo *Comunidades de Población en Resistencia en Guatemala : un ejemplo de democracia de base*, Cf. Site Utopia Rossa, http://utopiarossa.blogspot.com.ar/2012/08/comunidades-de-poblacion-en-resistencia.html, consulté le 31/08/2012
[1573] Cf. ANTONY Michel *Anarchisme cubain, mouvements et utopies libertaires*, Magny Vernois: Fichier sur le même site, 1° édition 1995, 20p, avril 2012
[1574] SANTANA CASTILLO Mario G. *José MARTÍ, consensus et autogestion dans le parti révolutionnaire cubain* -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.299-304, 2012

»
reconstituée *Alianza de Trabajadores.* Le mouvement profite du passage de l'italien Errico MALATESTA en mars 1900, riche de ses liens intérieurs avec les travailleurs du tabac du sud-est des ÉU. Invité par la revue el Nuove Ideal d'Adrióan del VALLE, il tient diverses conférences au Centro obrero de la Calzada del Monte. Plus tard en 1924 les anarchistes mettent sur pied la *Fédération des Groupes Anarchistes de Cuba* (FGAC). Vers 1939 ils créent l'ALC-*Association Libertaire de Cuba*. Le *Primer Congreso Nacional Libertario* a lieu en 1944, le 2° en 1948 et le 3° en 1950.

Le mouvement libertaire cubain a été notoirement renforcé par l'arrivée de réfugiés hispaniques au moment de la Guerre d'Espagne. Parmi eux, un ancien combattant proche de Cipriano MERA : Abraham GUILLÉN (1913-1993). Il soutient initialement la révolution, mais ses positions libertaires et antistaliniennes le forcent à s'enfuir vers 1960. Cette arrivée de militants aguerris redonnent du tonus aux diverses formes persistantes d'anarcho-syndicalisme dans l'île.

Les libertaires cubains ont largement participé aux résistances contre la dictature de BATTISTA après le coup d'État de mars 1952. Quelques anarchistes participent aux mobilisations, aux grèves et à la guérilla. Nombreux sont ceux qui intègrent le Movimiento 26 de julio castriste mais encore pluraliste, et le Second Front Révolutionnaire de l'Escambray. D'autres sont membres du Directoire Révolutionnaire des Étudiants (DRE) ou de la Confédération des Travailleurs Cubains (CTC). Les organisations qu'ils animent comme l'ALC (Association Libertaire de Cuba) ou la CGT-Confédération Générale du Travail sont réactivées.

Après le départ de BATTISTA bien des anarchistes adoptent un prudent soutien aux mouvements victorieux, mais bien peu à Fidel CASTRO lui-même, sans doute jugé trop enclin au pouvoir personnel.

Rapidement le castrisme au pouvoir contribue à l'exil, l'emprisonnement, la censure et l'exclusion des anarchistes des syndicats et de la vie politique, mais également le castro-guévarisme contribue à l'élimination politique et parfois physique des tous les révolutionnairees, radicaux, démocrates... qui ne pensent pas comme lui. Les libertaires sont expulsés du syndicalisme officiel de la CTC- *Confederación de Trabajadores de Cuba*. L'ALC et le *Grupo de Sindicalistas Libertarios* essaient de résister, mais la répression les élimine progressivement, notamment en fermant l'organe libertaire de l'ALC *Solidaridad Gastronómica* en décembre 1960*. El libertario* est, à son tour, interdit au printemps 1961. L'ouvrage critique d'Augustin SOUCHY, anarchiste spécialiste de l'autogestion et des réformes agraires, publié à Cuba, est immédiatement détruit.

Comme à l'époque de la création du régime soviétique en Russie, une partie des libertaires cubains, minime, s'est ralliée au régime. Rares sont les anarchistes déclarés qui comme Manuel GAONA SOUSA (membre de l'ALC) s'alignent sur le nouveau pouvoir.

L'essentiel des anarchistes cubains a choisi le silence intérieur ou l'exil. Peu luttent encore clandestinement, surtout dans le syndicalisme et dans la presse, voire dans les rares guérillas anticastristes qui persistent quelques temps[1575], comme celle du Frente Revolucionario Democratico d'Humberto Sorí MARIN (1915-1961).

En 1961 est fondé le MLC-Mouvement Libertaire Cubain aux ÉU. Bien installé à New York, Miami et dans diverses contrées sud-américaines, il a eu cependant du mal à s'exprimer et se maintenir, tant la vague guévariste et pro-cubaine fut forte (et aveugle) dans cette région du monde et au-delà.

Au début, le MLC n'est que très peu soutenu par l'anarchisme international, surtout dans la proximité sud-américaine ou Cuba, malgré ses défauts, offre une alternative qui semble alors crédible. C'est la position d'une bonne partie de la FAU en Uruguay - souvent liée ensuite au mouvement Montenero. Ces mouvements libertaires plus ou moins pro-cubains, sans

[1575] ZARCONE Pier Francesco *Gli anarchici a Cuba e il Che. Riflessioni di un comunista anarchico su GUEVARA* -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Per il 40° della morte… e per l'80° della nascita*, Bolsena: Massari, a.IX-X, n°7, p.168-193, 2007-2008, p.171-172

»
forcément faire allégeance au nouveau régime, développent des idées proches, foquistes ou non. Cela ne veut pas dire qu'ils trouvent le nouvel État cubain libertaire ou anarchiste, mais qu'ils privilégient la lutte contre les dictatures et acceptent plus ou moins les méthodes employées ; ils espèrent sans doute également surfer sur la vague ouverte par les barbudos. Enfin, hostiles à l'impérialisme, ils estiment que la révolution cubaine doit au moins disposer de la neutralité, sinon de l'appui, car l'ennemi est commun. Ainsi en France le faussaire anarchiste Lucio URTUBIA JIMÉNEZ [1576] propose ses services à l'ambassadrice cubaine, et aurait même rencontré le Che de passage à Paris en 1962.

Bref on se croirait dans les années 1917-1921, quand le mouvement anarchiste russe et mondial éclate littéralement par rapport à la révolution russe.

Encore en 1968, alors que l'évolution du régime cubain ne fait plus aucun doute, le triste débat de la réunion de l'Internationale anarchiste à Carrara (Italie) oppose durement une jeune vague amnésique, dont le français COHN BENDIT, aux exilés anarchistes cubains. Triste car pleuvent les invectives et les diffamations.

Un leader comme le commandant Camilo CIENFUEGOS GORRIARÁN (1932-1959) peut apparaître par bien des aspects comme exprimant une forme de positionnement libertaire, et en tout cas de non alignement sur le marxisme et sur l'URSS. C'est un des très rares responsables de haut niveau issu des milieux populaires[1577] et fils d'anarchiste. Épicurien et bon vivant, «*homme solaire*» (FRANQUI), il vit sans tabou sa sexualité et son engouement pour la danse, la bonne bouffe et les fêtes. Homme franc, sans retenue, il est comme le Che, il dit toujours ce qu'il pense, loin de toute langue de bois et de toute précaution diplomatique : un anti-Fidel en quelque sorte. Hostile au militarisme, au caudillisme et à tout pouvoir figé, il préfigure un étonnant héros libertaire bien plus que ne le sera ensuite le Che : «*sa veine anarchiste le poussait à se méfier des palais, des charges officielles, de la bureaucratie, du pouvoir*»[1578]. Sa popularité et son intransigeance, mais également sa vision pluraliste de l'unité des révolutionnaires, l'amènent à contrer les plus rigides comme Raúl CASTRO, et sans doute à se faire des ennemis implacables dans la nouvelle intelligentsia au pouvoir. C'est peut être pour cela que sa mort tragique en avion paraît suspecte (28 octobre 1959), d'autant que depuis quelques jours Camilo est devenu le subordonné de Raúl (nouveau ministre des Forces armées) et que ce dernier entreprend une militarisation qui s'en prend à l'esprit guérillero, et notamment aux proches de CIENFUEGOS et autres non-communistes. CIA, Castro ou simplement état déplorable de l'avion… la polémique reste encore active aujourd'hui sur les causes de sa mort, même si la thèse de l'accident semble la plus plausible ; cela rappelle les débats autour de la mort de DURRUTI en 1936.

Comme lui, un autre commandant révolutionnaire démocrate avant tout, Hubert MATOS (né en 1918), inquiet de l'évolution prise, vient de démissionner. Aussitôt arrêté il fait 20 ans de prison avant de connaître l'exil. De manière machiavélique, Fidel CASTRO demande à Camilo de procéder à cette arrestation dont pourtant il dénonce les fondements. Était-ce pour tester son allégeance ?

Quelques traces d'autonomie et de vision libertaires sous le régime castriste restent vives chez quelques intellectuels ou anciens militants. Carlos FRANQUI (1921-2010) est un de ceux là, il l'a payé de la censure, du rejet et de l'exil (surtout Italie et Costa Rica). Il se proclamait «*partisan d'une révolution humaniste, libertaire, anti-impérialiste et anti-soviétique*»[1579]. Dans son *El canto del gallo - Le chant du coq* que j'ai lu en italien, FRANQUI

[1576] THOMAS Bernard *Lucio l'irréductible,* Paris: Flammarion, 331p, 2000
[1577] FRANQUI Carlos *Camilo CIENFUEGOS*, Bolsena: Massari, 192p, 2011, p.35
[1578] FRANQUI Carlos *Camilo CIENFUEGOS*, Bolsena: Massari, 192p, 2011, p.52
[1579] FRANQUI Carlos *Vie, aventures et désastres d'un certain fidel CASTRO* (1988), Paris: Belfond, 360p, 1989, p.99

»
donne du Cuba de son enfance une superbe vision picaresque, sociale, sensuelle et hédonique aux fortes tonalités fouriéristes et libertaires. Dans cet ouvrage relatant ses initiations, il évoque l'un de ses éveilleurs, l'anarchiste Pedro QUITANA ; il dénonce le pouvoir et ses dégénérescences, il condamne les héros qui dépouillent le peuple de sa gloire[1580]. Malgré sa militance avec le parti communiste cubain, il reste partisan «*d'un communisme égalitaire et libre*»[1581] et dénonce bureaucratisme, autocratisme, puritanisme et embourgeoisement des cadres, et la mise sous tutelle du syndicalisme de Cuba : il quitte le parti en 1946. Dans la Sierra Maestra, fidèle à son antimilitarisme et à sa critique du caudillisme, il refuse le titre de Commandante que veut lui décerner Fidel CASTRO pour sa direction de Radio Rebelde[1582].

Depuis les années 1970 les anciens anarchistes cubains sont moins seuls, et la position antiautoritaire redevenue largement dominante. Depuis 1980 le MLC publie *Guángara Libertaria*. Depuis les années 1990 des pensées et mouvements hérétiques réapparaissent à Cuba même. Ils méconnaissent pourtant largement l'histoire de l'anarchisme insulaire.

### *b) Un Che libertaire ?*

En Amérique latine le terme «*libertario*» est parfois utilisé dans le sens de «*libérateur*» (Simón BOLIVAR 1783-1830 tout comme le Che sont alors évidemment libertaires).

Historiquement cependant le terme représente le courant politique et/ou philosophique qui met en avant la primauté de la liberté et la lutte contre l'autorité sous toutes ses formes. Il est alors pratiquement synonyme d'anarchiste et/ou d'antiautoritaire, et cela dès le milieu du XIX° siècle. Le Che n'en fait évidemment pas partie.

D'autres utilisent un troisième sens plus général : le mot représente tous les mouvements et pensées qui tentent d'atteindre la liberté ou des libertés, où qui donnent à la liberté (toujours ou parfois) la primauté sur d'autres revendications. L'anarchisme y appartient évidemment, mais aux côtés d'autres mouvances. Le Che peut être y être associé, mais le débat est loin d'être tranché.

Ernesto GUEVARA DE LA SERNA (1928-1967) est un personnage particulier, revendiqué par différents camps ou tendances y compris - mais rarement - parfois libertaires, et trop souvent mythifié (ce qui est une régression[1583]) et récupéré comme tous les grands personnages historiques. À Cuba dans les années 1960-1970 (et après), il fait parfois office de culte («*outrancier*») «*de compensation*»[1584] face aux difficultés et insuffisances du régime.

Ce qui n'arrange rien, il a parfois été présenté comme anarchiste par certains qui voulaient en faire un épouvantail ; ainsi les staliniens tchèques, évidemment pour le calomnier et désamorcer son propos, en faisaient un «*nouveau BAKOUNINE*»[1585].

La confusion est donc souvent la règle. Il suffit de relire les remarques acritiques de Jean-Paul SARTRE sur Cuba ; lui qui sur la fin de sa vie passait pour libertaire donne à l'époque une curieuse vision sur le «*dirigisme modéré*»[1586] et présente une histoire schématiquent dualiste et totalement révérencieuse vis-à-vis des grands hommes (le Che mais surtout Fidel). Pire il évoque Cuba comme une «*démocratie directe*» dans une conférence faite à La Havane (Hotel Nacional) le 11 mars 1960. Même Daniel GUÉRIN (1904-1988), souvent rigoureux, semble encore aveuglé par la mythologie révolutionnaire lors de son passage à

---

[1580] FRANQUI Carlos *Cuba, la rivoluzione: mito o realtà ? Memorie de un fantasma socialista,* Milano: Baldini Castoldi Dalai, p.13-114, 2007, notamment p.86 et p.92-93
[1581] FRANQUI Carlos, 2007, *op.cit.*, p.168
[1582] FRANQUI Carlos, 2007, *op.cit.*, p.282
[1583] GALLEGOS Luis Alberto (BETO) *Che Guevara : el mito como forma de dominación,* Montevido: 4pA4, ?
[1584] GUÉRIN Daniel *Où va la révolution cubaine ?* (janvier 1968), -in-*Pour un marxisme libertaire*, Paris: Robert Laffont, p.221-238, septembre 1969, p.230-231
[1585] MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987), Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. ampliata, 1994, p.415
[1586] SARTRE Jean-Paul *Visita a Cuba*, Bolsena: Massari, 256p, 2005, p.173

»
Cuba en janvier 1968 : il distingue une évolution vers le «*communisme libertaire de KROPOTKINE*» alors qu'il vient juste d'expliquer que l'autogestion est absente de Cuba et que tout est octroyé par en-haut[1587]. Il se rattrape heureusement dans sa conclusion, en souhaitant à Cuba d'établir enfin une vraie démocratie et de «*découvrir le marxisme libertaire*».

Aujourd'hui, la vision ou mythe libertaire guévariste existe encore, et un soi-disant «*arrière plan libertaire et humaniste*»[1588] est assez fréquemment avancé. Ce mythe est abordé (avec esprit critique et très ouvert) par mon ami Roberto MASSARI, infatigable écrivain sur l'utopie humaniste révolutionnaire guévariste, et efficace animateur de la *Fondazione Ernesto Che Guevara* qu'il a installée dans le nord Latium et qui rayonne sur le monde entier[1589]. Quand on lit les 8 Cahiers de la Fondation déjà parus, on reste frappé par l'éclectisme, la totale liberté d'expression, la richesse du débat (sans fermeture puisqu'il inclut les critiques) et les positions souvent très corrosives qui s'y expriment, même si une sensibilité évidemment trop pro-guévariste et globalement quasi uniquement marxiste en limite parfois l'apport critique, ne serait-ce qu'en assimilant socialisme et marxisme, ce qui est une importante limitation. Dès le 1° numéro des *Quaderni* en 1998, Roberto annonce la couleur qu'il souhaiterait plus libertaire : le Che s'est modelé selon de «*déterminés et irrenonçables principes libertaires*»[1590].

L'écrivain hispano-mexicain parfois libertaire Paco Ignacio TAIBO II (né en 1949) lui aussi met surtout en avant le fait que l'image du Che reste associée à «*l'idée de rébellion*»… Idéalisant son héros, il affirme que «*le Che est aussi un style, l'irrévérence, la distance vis-à-vis du pouvoir, la bataille permanente contre la bureaucratie…*»[1591]. Encore récemment Alain AMMAR note (alors qu'il y a plusieurs passages de son livre qui le démentent) «*qu'il était le parfait rebelle de par son insoumission aux situations, aux hommes, aux institutions qui voulaient s'imposer à lui. Son nom est devenu synonyme de rebelle*»[1592].

Pour tenter d'apporter des réponses ou quelques pistes, il faudrait en tous les cas distinguer diverses périodes dans la biographie du Che : le jeune rebelle un peu romantique, le communiste plus ou moins orthodoxe, l'homme d'État plus ou moins autoritaire, le (à nouveau) rebelle et humaniste socialiste, un peu plus pluraliste, mais seulement en fin de sa vie donc sur une très courte période, ce qui ne peut donc en aucun cas caractériser le Che dans sa globalité. Roberto MASSARI s'est attaqué à cette chronologisation avec grande validité[1593].

Il faudrait aussi et surtout distinguer ce que le mythe est devenu, comment il s'est créé, et comment il a évolué. En se solidifiant il est devenu à son tour une réalité historique, même si elle a peu à voir avec les hommes et les évènements eux-mêmes. Je souscris donc à la remarque d'Adolfo GILLY : «*pour cette génération imaginative* (celle de 1968)*, Che GUEVARA représentait l'incarnation du mythe révolutionnaire… Peu importe de savoir si cette image correspondait à la réalité de leurs idées* (du Che et de ses influences)*. Il importe de noter que la simultanéité de la figure du Che parcourant le monde résumait l'esprit de 68 : on voyait en lui l'opposition au pouvoir avant celle de la lutte pour le pouvoir… Le Che n'était pas anarchiste,*

---

[1587] GUÉRIN Daniel *Où va la révolution cubaine ?* (janvier 1968), -in-*Pour un marxisme libertaire*, Paris: Robert Laffont, p.221-238, septembre 1969, p.225

[1588] SANTARELLI Enzo *Ernesto GUEVARA. Ritratto di un contemporaneo* (1998), -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara*, Speciale Contro la privatizzazione delle opere del Che,* Bolsena: Massari, a.VI-VIII, n°6, 416p, 2004-2006, p.17

[1589] FONDAZIONE Ernesto CHE GUEVARA Contact : Massari Editore, CP89, 01023 Bolsena (VT) ITALIA che.guevara@enjoy.it & http://www.enjoy.it/che-guevara/

[1590] MASSARI Roberto *Le ragioni di un uomo e di una neonata fondazione*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Bolsena: Massari, a.I, n°1, p.09-10, 1998

[1591] TAIBO II Paco Ignacio *Ernesto GUEVARA, una puesta al día* (2009), -in-Quaderni della fondazione Che Guevara, Bolsena: Massari, n°8, 2009-2010, p.42

[1592] AMMAR Alain *Le Che*, Paris: Éditions Hugo & Cie, collection Phare's, 320p, 2011, p.249

[1593] MASSARI Roberto *Periodizzare il Che e il socialismo (per capire entrambi)*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Paesi dell'Est*, Bolsena: Massari, a.IV, n°4, p.96-101, 2001

»
*mais un homme qui renonçait à un pouvoir qu'il avait déjà perdu à Cuba pour essayer la conquête d'un autre qui reste encore à conquérir en Amérique du Sud. Il n'y a pas réussi*»[1594].

**Quelques raisons qui peuvent permettre d'attribuer un aspect utopique et/ou libertaire au Che :**

- La preuve principale serait sa renonciation au pouvoir d'État et sa démonstration «*qu'il est possible de résister à l'intoxication du pouvoir*»[1595]. C'est en effet une des trop rares personnalités politiques qui abandonnent le pouvoir au plus haut niveau pour vivre leurs propres choix et garder leur autonomie. Mais il y en a eu d'autres, et notamment à Cuba comme les commandants Huber MATOS (né en 1918) et Humbert Sorí MARÍN (1915-1961), ou encore Haydée SANTAMARIA (1922-1980), une des premières révolutionnaires, qui refusa un haut poste, et qui, malgré son aveuglement fidéliste, finit par se suicider.

On ne saura peut être jamais si le Che n'a pas été incité à quitter ses postes officiels tant il commençait à vraiment déranger, où si les conflits internes dans l'appareil d'État ne le poussaient pas à la même extrémité. Il est sûr en tout cas que sa renonciation correspond à un moment où il devient minoritaire et battu dans la discussion «*économique*».

D'autre part ce refus du pouvoir central concerne seulement la fin de sa vie, pas les périodes militaires et étatistes assumées antérieurement, et sans compter que cela ne change rien sur sa philosophie marxiste et étatiste d'ensemble. Comme l'homme a forcément et sur certains points fortement évolué, on ne peut pas parler de lui sans préciser de quelle période on cause.

Enfin l'intégrité («*intégralisme révolutionnaire*»[1596]), toujours rare et estimable, n'est pas le propre des seuls libertaires et peut aussi mener à une forme de fanatisme ou de vision monacale de l'engagement militant.

- En rejetant le pouvoir institutionnalisé, le Che en rejette également les fastes et les bibelots, les titres et les médailles, les avantages matériels excessifs ou non...

Dans les dernières années de sa vie surtout, il vit simplement, se contentant du strict nécessaire. Cette modestie intérieure et personnelle est effectivement un trait fort sympathique du Che. Il deviendrait ainsi un des premiers symboles anticonsuméristes[1597] et fournit une autre belle image de l'intégrité des révolutionnaires de son temps. Cela est cependant contradictoire avec ses prises de positions productivistes. Le Che ne semble absolument pas un pré-écologiste ni un partisan de la décroissance.

Le refus des décorations est bien vivace également dans le mouvement anarchiste et parmi les penseurs libertaires, mais là aussi ils ne sont pas les seuls à l'assumer.

Sur un autre plan (peu respecté par ses descendants) le Che en s'opposant aux droits d'auteur d'appropriation privée est proche des positions libertaires et mutualistes (dans leur majorité) en la matière[1598].

De la même manière son dédain vis-à-vis de l'héritage a des traits bakouniniens insoupçonnés puisqu'il se réjouit de ne laisser aucun bien matériel à ses enfants[1599].

---

[1594] GILLY Adolfo *1968 : aux frontières de la rupture,* -in-Utopie critique, Paris: Syllepse, n°2, p.05-18, mars-avril-mai 1994, p.16

[1595] MASSARI Roberto *GUEVARA per sempre,* -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara*, Speciale Contro la privatizzazione delle opere del Che,* Bolsena: Massari, a.VI-VIII, n°6, 2004-2006, p.29

[1596] PREVE Constanzo *Il marxismo vissuto del Che*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale GUEVARA scrittore*, Bolsena: Massari, a.V-VI, n°5, 2002-2003, p.38

[1597] MASSARI Roberto *Il nostro Che GUEVARA*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Bolsena: Massari, a.I, n°1, p.29-36, 1998

[1598] Cf. Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara*, Speciale Contro la privatizzazione delle opere del Che,* Bolsena: Massari, a.VI-VIII, n°6, 416p, 2004-2006, surtout p.106 & p.310

[1599] Cf. Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Per il 40° della morte… e per l'80° della nascita*, Bolsena: Massari, a.IX-X, n°7, 416p, 2007-2008, p.27

»
- Le Che apparaît comme un incorrigible rebelle, revendiquant sa totale autonomie d'agir et de penser. Ce côté un peu hérétique[1600], libertaire et subversif est souvent mis en avant, mais c'est surtout et toujours - faut-il le préciser - dans le cadre du marxisme, ce qui en limite énormément la portée en terme libertaire.

Je pense que c'est ce point (symbole de la rébellion) qui est évoqué le plus souvent pour lier le Che à la pensée et l'action libertaire : celui d'un aventurier romantique, «*de trait individualiste, anarchiste et rebelle*» (Luciano DOTTARELLI)[1601], avec le risque évident d'utiliser le terme «*anarchiste*» avec un sens trivial, médiatique, mais peu rigoureux sur le plan de la pensée. En tout cas l'autonomie de penser et d'agir est bien un trait que les libertaires mettent en avant, et que le Che a souvent pratiqué, surtout en fin de sa vie.

Enfin si on contextualise un peu, l'image qu'on a de lui est amplifiée par la révolte des sixties, et du Mai français ; sa mort est encore fraîche. Il va donc être d'une des incarnations de cette révolte iconoclaste d'une partie de la jeunesse d'alors. Le scandaleux et servile soutien de CASTRO à l'invasion de la Tchécoslovaquie cette même année profite en contre partie au Che qui serait le seul à avoir jusqu'au bout maintenu le drapeau de la révolte antiautoritaire.

- Le Che exprime un vitalisme et/ou un volontarisme utopique et radical qui peut le faire comparer à des penseurs révolutionnaires et à quelques anarchistes conséquents, peut être sur ce plan surtout l'italien Errico MALATESTA (1853-1932) ou l'espagnol Buenaventura DURRUTI (1896-1936).

C'est ce que met en avant l'intellectuel libertaire argentin Osvaldo BAYER (né en 1927)[1602], mais il évoque seulement le côté du militant «*qui teinte la révolution d'utopie - tocar la revolución con la utopía*» (titre de l'article en espagnol), en aucun cas il ne fait du Che un libertaire.

Le radicalisme volontariste n'est de toute manière pas l'apanage des seuls révolutionnaires ni des seuls anarchistes.

- Sur le plan tactique et/ou stratégique, le Che ne croit pas à la prise du pouvoir par les élections, surtout dans les pays latino-américains où le résultat de celles-ci peut toujours être renversé par un pronunciamiento[1603]. L'affaire chilienne de 1973 lui a d'ailleurs donné raison rétrospectivement.

Le Che peut donc sembler proche des positions libertaires puisque celles-ci dénoncent la voie électorale comme insuffisante, mensongère et source d'un régime de délégation qui est trop éloigné de la démocratie directe (démocratie directe qui n'est en aucun cas une revendication de l'argentin).

Mais son refus peut aussi provenir de la crainte que les élections marginalisent son mouvement en donnant à d'autres forces et d'autres idéologies une prééminence jugée inacceptable au nom de sa propre vision de la révolution. On est proche alors de la position de LÉNINE vis-à-vis des élections en fin 1917 et de la Constituante en début 1918, et cela nous confirme qu'il est toujours difficile de distinguer les principes des positions tactiques.

- Pureté et dédition à la cause : «*L'abnégation poussée jusqu'au sacrifice*» pour le parti et pour la cause (Roberto MASSARI) ou la «*dédition désintéressée à la cause*» (Pier Francesco ZARCONE) est parfois avancée également pour faire du Che un être cohérent et libertaire. Ce

[1600] Cf. KAROL K.S. *Il Che dall'ortodoxia all'eresia*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Paesi dell'Est*, Bolsena: Massari, a.IV, n°4, p.225-239, 2001
[1601] DOTARELLI Luciano *Tra ROUSSEAU e Martín FIERRO. Radici profonde del pensiero di Ernesto Che GUEVARA*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Paesi dell'Est*, Bolsena: Massari, a.IV, n°4, p.13-18, 2001, p.17
[1602] BAYER Osvaldo *L'incontro de due argentini* (1997), -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Argentina*, Bolsena: Massari, a.III, n°3, p.219-224, 2000
[1603] GUEVARA Che *Le socialisme et l'homme*, Paris: Petite collection Maspéro, 136p, 1968, p.32

»
«*modèle ascétique et sacrificiel*»[1604] nous renvoie plutôt à tous les messianismes, au Christ, et à des attitudes fanatiques nullement libératrices, qui ressortent plus du funeste netchaïevisme que de la pensée libératrice. Dans un article pourtant très favorable au Che, l'écrivain libertaire Pino CACUCCI reconnaît qu'il dispose «*d'une éthique qui a surement frôlé le fanatisme*»[1605].

D'autre part cet ascétisme est en 1959-1960 relativement bien partagé par la plupart des responsables rebelles[1606], ce qui fait que le Che n'est pas vraiment une exception.

Quand on dit qu'il incarne «*la pureté révolutionnaire*», cela ne veut pas vraiment dire grand-chose si on ne définit pas de quelle révolution on parle et qu'elle pureté on évoque. Pour me faire comprendre, je prendrai l'exemple de Felix DZERJINSKI (1877-1926), intègre, le meilleur de nous tous disaient parfois les bolcheviks, non carriériste… il est un révolutionnaire qui voue sa vie à la révolution, mais à celle incarnée par son parti, et à sa version la plus autoritaire et arbitraire. Il assume sans état d'âme puisqu'il est à la tête de la Tcheka, terrible institution fondée dès la fin 1917, juste après le coup d'État bolchevik. Le Che n'est pas DZERJINSKI, mais il n'est pas non plus anarchiste ou libertaire assumé ; si on parle de sa pureté révolutionnaire, c'est au nom d'une interprétation partisane et utilitaire de la pureté ; politiquement ce n'est pas un critère anarchiste même si on l'applique parfois à Emiliano ZAPATA (1879-1919), à Ricardo FLORÈS MAGÓN (1874-1922) ou à Buenaventura DURRUTI. «*Le don total à la révolution*»[1607] comme il l'exprime dans *Le socialisme et l'homme à Cuba* pourrait même paraître inquiétant, car il exprime une attitude acritique et unicentrée… alors que l'on devrait attendre d'un révolutionnaire libertaire son sens de l'ouverture, du pluralisme et sa modestie, et surtout le refus de l'abnégation totale, car forcément source ou légitimation de servitude.

Par contre il est clair que la revendication d'intégrité et l'adoption d'un mode de vie trop intègre peuvent déranger, surtout quand ils s'opposent au faste que d'autres s'octroient. La nouvelle direction cubaine n'a sans doute pas aimé le contre exemple que le Che offrait alors au monde.

Pour clore sur le problème de la pureté, il faut aussi rappeler que comme toute perfection, c'est une forme acritique et coupée du réel ; la vie est imperfection permanente, vitalisme pluriel… et non pureté figée.

- Le Che affiche un réel internationalisme ; c'est un apatride assumé qui passe de l'Argentine aux luttes guatémaltèques, mexicaines, cubaines, africaines et boliviennes sans état d'âme. Il ne sombre pas dans la rhétorique nationale ou nationaliste, que tous les dictateurs et pouvoirs autoritaires ont intégrée et utilisée, et que son modèle Joseph STALINE (1879-1953) a perverti.

L'internationalisme est un des axes essentiels de la pensée socialiste révolutionnaire rigoureuse, anarchiste ou non, même si les anarchistes sont les plus nombreux à se dire par exemple apatrides ou citoyens du monde. La plupart des révolutionnaires et rebelles socialistes sont forcément internationalistes par principe, sauf ceux qui assumèrent la vulgate stalinienne invraisemblable du socialisme en un seul pays. Quasiment tous le sont aussi le plus souvent par choix délibéré ou par obligation : exil, émigration forcée… : ainsi, pour ne prendre qu'un exemple Michel BAKOUNINE (1814-1876) a sans doute traversé autant de pays que le jeune GUEVARA.

- Le Che est (sur le tard seulement, donc pour une toute petite partie de sa vie) un des critiques de fond du système soviétique et du marxisme vulgaire, y compris au sein des dirigeants

[1604] MORENO María *Apertura* de JACOBY Roberto (compilado por) *Jornadas FOURIER,* Buenos Aires: Centro Cultural Rector Ricardo Rojas, Libros del Rojas, p.05-10, 2006, p.08
[1605] CACUCCI Pino *La memoria non m'inganna,* Milano: Feltrinelli, 2013, p.44
[1606] Cf. les multiples remarques en ce sens dans SARTRE Jean-Paul *Visita a Cuba*, Bolsena: Massari, 256p, 2005
[1607] GUEVARA Che *Le socialisme et l'homme à Cuba*, -in-*Le socialisme et l'homme*, Paris: Petite collection Maspéro, 136p, 1968, p.87

»
cubains. Il en dénonce la bureaucratie[1608], le sectarisme, le dogmatisme, l'oubli de l'importance des superstructures et de la liberté et de la dignité, il s'oppose à une vision rigide du réalisme socialiste notamment sur le plan artistique.

Mais sa forte conscience du danger bureaucratique ne l'empêche pas de rester dans un cadre marxiste encore étonnamment traditionnel, dans lequel il ne remet pas vraiment en cause le rôle du parti ni la vulgate marxiste, par exemple, ce qui limite considérablement la portée de son anti-bureaucratisme. Il n'analyse pas les causes profondes de la dégénérescence de tout système autoritaire et étatique. Il reste sur des questions de conscience et de formation, pas sur l'analyse globale du système qui est à l'origine de la bureaucratisation.

Ses positionnements démocratiques et pluralistes existent mais ils restent balbutiants[1609], quasiment jamais élaborés de manière prioritaire et développée ; «*il est loin d'avoir une claire conception de la démocratie socialiste*» note Michael LÖWY (né en 1938). Certes on peut rappeler avec sympathie son refus en mai 1961 des enquêtes idéologiques sur les membres de l'administration[1610]. A-t-il été entendu ?

- Le Che propose une vision «*humaniste*» du socialisme (marxiste seulement ?), qui tente de prendre en compte autant les intérêts des personnes que ceux de la société entière, qui cherche à englober tout le spectre de la vie communautaire (culturelle, économique, sociale) sans en oublier un aspect.

Il est sur ce plan incontestablement dans une mouvance marxiste plus ouverte et moins dogmatique. Cependant son écrit tardif *Le socialisme et l'homme à Cuba* (1965) qui est le plus cité, comporte beaucoup de traits traditionnels que bien des régimes dits socialistes n'auraient pas désavoués. Il avait fait sur moi bonne impression dans l'après 1968 ; en le relisant aujourd'hui (2013) il me semble intéressant mais sans le souffle libertaire que j'avais cru déceler un demi-siècle avant.

- La primauté de la morale, y compris face - comme il le dit - au socialisme trop économique (économiciste ?), rejoint la primauté de la Justice et de l'Éthique que les anarchistes depuis William GODWIN (1756-1836), Pierre-Joseph PROUDHON (1809-1865) et Piotr KROPOTKINE (1842-1921)… mettent systématiquement en avant.

Certes, c'est une morale intégrée à une idéologie particulière (le matérialisme marxiste) mais elle rappelle parfois l'importance de la liberté, même si sans doute celle-ci est plus sociale qu'individuelle. Dans son souhait utopique «*d'homme nouveau*» (1965), l'individu est tout de même une entité en soi, ce qui parmi les mouvements liés aux socialismes autoritaires notamment russes ou chinois, demeure une belle rareté.

Mais il est loin sur ce plan tant sur le fond que par sa tardive prise de conscience, non seulement de l'anarchisme mais de tous les marxismes hétérodoxes qui se posent depuis longtemps la question.

- Le Che apparaît comme un penseur qui met les opprimés au centre de tout mouvement révolutionnaire, comme «*sujets*».

---

[1608] Cf. son GUEVARA Che *Contra el burocratismo*, 18/02/1963 discuté par Rocco PRIMAVERA dans Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Argentina*, Bolsena: Massari, a.III, n°3, 400p, 2000, p.256-257 surtout

[1609] LÖWY Michael *Il Che alla ricercha di un nuovo socialismo*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Paesi dell'Est*, Bolsena: Massari, a.IV, n°4, p.59-64, 2001

[1610] MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987), Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. ampliata, 1994, p.134

»

C'est la thèse optimiste, et peu prouvée dans les faits, de Giulio GIRARDI[1611] dont l'article assimile encore socialisme et marxisme, même «*cubanisé*».

De fait son avant-gardisme et le rôle prioritaire du parti repoussent l'autonomie et l'initiative des masses dans des secteurs secondaires.

Pire, lors de l'expérience bolivienne, le foyer révolutionnaire du Che est coupé de tout mouvement de masse, surtout celui des mineurs pourtant actifs dans le pays, et quasiment de toute la paysannerie qui venait de se voir accorder plus de propriétés et qui défendaient cet acquis et non une vision collectiviste qui était désormais celle de GUEVARA[1612].

- Comme BAKOUNINE et tout le populisme russe, comme Nestor MAKHNO (1889-1934) en Ukraine, le Che mise d'abord (mais non exclusivement) sur la paysannerie ou les masses populaires comme sujet révolutionnaire, en analysant correctement la sociologie des pays en développement de son époque.

Sur ce plan il semble se distinguer du marxisme vulgaire et messianique qui fait du seul prolétariat le garant de l'avenir.

Mais si on le relit attentivement, cette paysannerie n'est absolument pas le vrai sujet du changement ; cela reste toujours le prolétariat, dont la dictature reste à assurer.

- Dans les engagements partisans, il fait preuve d'un égalitarisme et d'une fraternité. Celle-ci est parfois limitée par une vision très rigoriste des charges à effectuer, ce qui entraîne des punitions assez sévères pour les récalcitrants.

Le châtiment des privilégiés, des fauteurs de mauvais traitements et des accapareurs rappelle en ce domaine la sévérité de MAKHNO.

- Le *foco* - foyer révolutionnaire peut apparaître comme une utopie égalitariste en actes, d'autant plus qu'elle cherche aussi à préfigurer la société à venir, au moins sur le plan relationnel[1613]. On pourrait donc la rattacher aux communautés et autres "colonies" libres, avec le côté militaire en plus.

C'est en tout cas une forme de propagande par le fait, qui peut être comparée aux tentatives insurrectionnalistes antérieures de la mouvance libertaire, comme en Italie (Bénévent), en Espagne (essais de 1932-1933), en Bulgarie, en Corée… pour ne prendre que quelques exemples.

- Sa vision de la révolution comme un phénomène ininterrompu renoue avec certains aspects du trotskisme, mais également avec la vision libertaire d'un processus qui refuse la glaciation et qui mise sur le mouvement permanent, la remise en cause constante, et l'adaptation aux nouvelles conditions. C'est aux hommes et femmes à venir de décider de leur sort.

Son idée du débat pluraliste au sein du socialisme est un des points forts de l'anarchisme, la diversité étant la vie dans sa diversité et la garantie d'éviter la sclérose en privilégiant la liberté. Mais pour le Che cela se limite surtout à la seule mouvance marxiste. Son pluralisme est donc bien discutable.

**Le Che est cependant loin de l'anarchisme et de l'esprit libertaire pour de nombreux aspects :**

---

[1611] GIRARDI Giulio *Critica revoluzionaria del socialismo reale et critica marxista del marxismo dogmatico*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Paesi dell'Est*, Bolsena: Massari, a.IV, n°4, p.73-95, 2001, p.95

[1612] SAUVAGE Léo *La guerilla et l'homme en Bolivie, ou la seconde faillite du Ché*, -in-*Le cas GUEVARA*, Paris: La Table Ronde, p.158-166, 1971

[1613] C'est la thèse de SILES DEL VALLE Juan Ignacio *Testimonianza, emarginazione sociale e utopia nella guerriglia di Ñancahuazú*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale sulla Bolivia*, a.II, n°2, Bolsena: Massari, p.182-187, 1999

»
- Il ignore (ou combat ou critique) les axes essentiels de la pensée anarchiste. Il y a une quasi-totale absence de prise de position sur l'autogestion (celle généralisée comme alternative au socialisme autoritaire et centraliste), sur l'antiétatisme (élément de base de la pensée anarchiste), sur la primauté de la liberté, sur la nécessaire cohérence moyens et fins, sur le socialisme par en bas, sur l'écologie sociale… Or ce sont les bases de l'anarchisme et de pratiquement toutes les pensées libertaires d'aujourd'hui. L'anarchisme était pourtant bien présent à Cuba puisqu'il y est implanté depuis le XIX° siècle, et qu'il a été revivifié avec l'arrivée de réfugiés espagnols surtout dans les années 1930-1940. Ces thématiques non assumées éloignent évidemment le Che de toute vraie pensée libertaire.

La seule évocation d'autogestion à Cuba, comme le rappelle Roberto MASSARI, concerne «*la autogestión financiaria*», petite autonomie comptable pour quelques entreprises dans le cadre étatique dominant. Toujours à Cuba on peut évoquer aussi les bribes de contrôle ouvrier, sans réalité, notamment autour du débat sur les CTC-*Consejos Tecnicos Consultativos*. Le Che connaît l'autogestion édulcorée et octroyée par l'État en Yougoslavie ; il en fait les éloges en 1959, mais la démonte totalement par la suite[1614]. Curieusement, malgré l'amitié réciproque pour BEN BELLA et les voyages à Alger, le Che semble également méconnaître les expérimentations autogestionnaires qui perdurent en Algérie durant toutes les années 1960. De toutes manières ces 3 expérimentations, qui ont eu le mérite d'exister, ne sont pas libertaires, elles sont octroyées, et restent dans un cadre rigide et autoritaire, sans compter leur aspect trop partiel.

On peut penser que le Che ignore (ou réfute sciemment ?) quasiment toute la tradition marxiste hétérodoxe, conseilliste et libertaire. Pire peut-être, son engagement marxiste se fait en pleine tourmente libertaire dans les pays dits socialistes : révolte ouvrière de Berlin en 1953, révoltes hongroise et polonaise de 1956, sursauts après la mort de Staline en URSS... Sa rébellion internationaliste si souvent avancée apparaît donc à spectre limité.

D'autre part, ce qui est très étonnant pour un rebelle argentin, le Che semble également ignorer l'important mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste de son pays, dominant encore dans les années 1920 : ni la FORA, ni les écrits de l'hispano-argentin Diego ABAD DE SANTILLÁN (1897-1983) - pour ne prendre que ces deux exemples - ne semblent jamais cités ou analysés. Le Che lui-même à plusieurs reprises rappelle son faible engagement militant en Argentine, et forcément sa méconnaissance globale de la riche pluralité du mouvement social de ce pays natal, malgré le rôle très ouvert de sa famille, notamment sa mère. Il semble même qu'il reste longtemps bienveillant, certes sans illusion, vis-à-vis du péronisme et de son leader autocratique.

Il manifeste son empathie aux peuplades indigènes, mais il ne semble pas le faire avant le milieu des années 1950. A-t-il vraiment tenu compte de leurs revendications et de leur culture aux traits parfois libertaires (assembléisme, revendication de l'intégrité, minoration du pouvoir…) ; je n'ai pas l'impression, d'autant que malgré son long passage mexicain, il n'a pas pris en considération l'importance du zapatisme et surtout du magonisme sur cette problématique. Le bel ouvrage d'Humberto VÁZQUEZ VIAÑA (1937-2013) montre la méconnaissance quasi-totale du Che pour la réalité indigène (quechuas et ava-guaranis) et métisse (combas et collas) bolivienne du secteur où il a décidé d'implanter son ultime combat révolutionnaire[1615].

De même il est très loin des exemples alternatifs qu'ont été les collectivisations espagnoles de 1936-1938. Daniel GUÉRIN l'avait déjà affirmé dès 1968[1616]. C'est d'autant plus étonnant que son milieu familial a été très engagé dans le soutien à l'Espagne républicaine, et

[1614] MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987), Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. ampliata, 1994, p.246 et suivantes
[1615] VÁZQUEZ VIAÑA Humberto *Cambas, collas y chiriguanos en la guerrilla del Che,* Santa Cruz de la Sierra: Heterodoxia, Editorial El país, 94p, 2012, notamment p.74 et 78
[1616] GUÉRIN Daniel *Où va la révolution cubaine ?* (janvier 1968), -in-*Pour un marxisme libertaire*, Paris: Robert Laffont, p.221-238, septembre 1969, p.224

»
qu'en Argentine les soutiens libertaires n'ont pas manqué. Or en matière d'autogestion généralisée, le mouvement autogestionnaire espagnol a été le plus important numériquement et géographiquement, et le plus en profondeur de toute l'histoire sociale mondiale ; cette très importante lacune tient évidemment au fait qu'elle est liée massivement au mouvement anarchiste et libertaire au sens large, et qu'elle est rejetée ou caricaturée par la plupart des marxistes, hormis ceux du POUM et ceux de l'aile gauche socialiste espagnole, qui y ont participé. En juin 1961 le Che accueille officiellement l'officier communiste espagnol Enrique LÍSTER (1907-1994) à Cuba ; peut-il ignorer qu'il fut un des fossoyeurs du socialisme libertaire aragonais en 1937, ces tanks ayant contribué à écraser maintes collectivités ?

Il faut donc très fortement limiter l'éclectisme souvent cité dans la formation du Che, car si cela est vrai en littérature, c'est pratiquement absent au niveau politique hors du cadre du marxisme que progressivement il assimile. Pier Francesco ZARCONE, dans un article en faveur du Che[1617], minorise le rôle de ces courants en rappelant la forte domination à son époque du marxisme établi ; cela est vrai mais il faudrait plus fortement nuancer. Depuis la mort de Staline et la réémergence de pensées et mouvements plus diversifiés (révoltes dans le camp dit socialiste, autogestions, non alignés, socialisme et barbarie, surréalisme libertaire, communismes de conseil…), il y avait beaucoup d'autres références possibles qu'il ignore ou mésestime, même au sein du marxisme : que pense-t-il de Victor SERGE (qui a été réfugié au Mexique), de Luce FABBRI qui a fait souche en Uruguay et du *Retour de l'URSS* d'André GIDE (1869-1951)? A-t-il lu - pour rester dans le marxisme hétérodoxe et plus ou moins libertaire - Herman GORTER (1864-1927), Otto RÜHLE (1874-1943), Anton PANNEKOEK (1873-1960), Anton CILIGA (1898-1992), voire même Rosa LUXEMBOURG (1871-1919)… ? En tout cas il ne lui en reste pratiquement rien.

Après son éloignement du marxisme russo-soviétique, vers 1963-64, le Che se tourne surtout (je parle des pensées socialistes) vers les écrits de STALINE, TROTSKI et MAO : étonnant mélange. Pour un anarchiste, cela signifie tomber de Charybde en Scylla. Il y a là continuité idéologique au sein du marxisme et absence de réel pluralisme de pensée, ce qui contredit fortement tous les présentations favorables sur ce point au Che.

- Son acceptation globale des méthodes léninistes (rôle majeur de l'État, parti unique et mise au pas et étatisation des syndicats[1618]), partidaires et avant-gardistes (pour faire simple) n'est pratiquement et surtout théoriquement jamais remise en cause, seulement modulée. Pierre BANCE peut donc affirmer qu'il «*n'y a pas de guévarisme*»[1619], mais un marxisme léninisme de la plus belle eau, et donc une forte orthodoxie d'où le titre de l'article.

Che GUEVARA (comme Raúl CASTRO et sans doute beaucoup plus qu'on ne le croit Fidel lui-même) est un des rares marxistes de la révolution cubaine, et au départ il est proche des mouvements communistes institutionnels mondiaux, donc dans une ligne fort orthodoxe et pro-«*soviétique*». Pour la plupart des analystes, dont Carlos FRANQUI (1921-2010), il a même eu une phase stalinienne affirmée[1620], et a contribué à introduire les militants du parti communiste dans ses troupes, y compris aux pires postes lors de l'épisode de la Cabaña : Osvaldo SÁNCHEZ dirige le peloton d'exécution ; or Fidel et Raúl CASTRO savent, comme le Che, que SÁNCHEZ est un agent moscovite[1621]. Il ne peut pas ignorer non plus que la famille

---

[1617] ZARCONE Pier Francesco *Gli anarchici a Cuba e il Che. Riflessioni di un comunista anarchico su GUEVARA* -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Per il 40° della morte… e per l'80° della nascita*, Bolsena: Massari, a.IX-X, n°7, p.168-193, 2007-2008, p.178-179

[1618] FARBER Samuel *La situation à Cuba et la gauche aujourd'hui,* -in-Utopie critique, Paris: Syllepse, n°2, p.53-64, mars-avril-mai 1994, p.61

[1619] BANCE Pierre *Che Guevara l'orthodoxe,* 5pA4, décembre 2013, Site : http://www.autrefutur.net/Che-Guevara-l-orthodoxe, consulté le 10/12/2013

[1620] FRANQUI Carlos *Discrepanze e coincidence tra CASTRO e GUEVARA*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Bolsena: Massari, n°8, p.85-88, 2009-2010

[1621] FRANQUI Carlos *Vie, aventures et désastres d'un certain fidel CASTRO* (1988), Paris: Belfond, 360p, 1989, p.139

»
MERCADER (dont un des fils est le sinistre assassin de TROTSKI), tiennent un certain rôle dans la Sûreté cubaine. L'infiltration communiste touche l'armée, les syndicats, l'administration, les milices… dès la victoire assurée[1622]. Le Che a admiré le «*compagnon STALINE*» rappelle Giulio GIRARDI et a eu une «*particulière admiration pour le socialisme chinois et pour la figure de MAO TseToung*» [1623] ; comme l'écrit Carlos FRANQUI il est passé du dogme soviétique au dogme chinois puis au dogme vietnamien. Dans les *Carnets de Prague* il se réfère encore à STALINE : nous sommes en 1966 ; terrible référence, inadmissible sur le plan des libertés et foncièrement passéiste. Il a pourtant évolué, plus ou moins rapidement, surtout après son passage au ministère de l'industrie. Il lit TROTSKI (1879-1940 qu'il connaît aussi par Ernest MENDEL 1923-1995 et Isaac DEUTSCHER 1907-1967) mais aussi Friedrich ENGELS (1820-1895), et encore STALINE et des ouvrages maoïstes pendant les derniers moments de sa vie. Cependant il ne possède pas ou peu d'ouvrages libertaires ni ceux du marxisme critique antiautoritaire[1624]. Il a peut être lu les *Mémoires* de KROPOTKINE au Guatemala[1625] ? D'après Orlando BORREGO le Che aurait lu quelques auteurs du socialisme utopique, peut-être même Charles FOURIER (1772-1837), mais son intérêt «*passionné*» se porte surtout sur Edward BELLAMY (1850-1898 ; *Looking Backward 2000-1887* date de 1889) qui appartient au genre des utopies centralistes, pas à celui des utopies libertaires[1626]. En plus de FOURIER, les rares écrivains plus ou moins libertaires lus par le Che[1627] semblent se résumer au russe Léon TOLSTOÏ (1828-1910), au français Anatole France (1844-1924), à l'italo-argentin José INGENIEROS (1877-1925), à l'espagnol Pio BAROJA (1872-1956)…

Son rejet de la NEP (choix pourtant léniniste) et du lopin kolkhozien, pour prendre deux exemples, n'est qu'un rejet dogmatique de toute trace de capitalisme qu'il décèle ; même si dans le fameux débat économique des années soixante il dénonce un économisme peu soucieux de la réalité sociale, il ne semble jamais vraiment prendre en compte prioritairement les besoins des populations, tant en terme de mieux être économique que de revendication démocratique : la volonté de 3° révolution qui apparaît chez les paysans qui accompagnent MAKHNO comme chez les marins et ouvriers portuaires de Kronstadt doit être pour lui une hérésie. La vision hérétique et humaniste du Che est donc sur ce plan très peu développée.

Bref son léninisme (voire marxisme-léninisme assumé comme une «*profession de foi*» [1628]) ne lui procure guère de doute sur la nécessaire étatisation et centralisation et la légitimation du parti unique, même s'il peut constater le passéisme sclérosé de l'ancien PC cubain (PSP) et les incohérences et la bureaucratisation du parti cubain quelles que soient ses appellations (ORI-*Organizaciones Revolucionarias Integradas*, PURSC-*Partido Unido de la Revolución Socialista de Cuba*, puis surtout après le Che, PCC-*Partido Comunista Cubano*). Même s'il reconnaît quelques erreurs, le Che pense toujours que l'État nouveau (celui édifié par les révolutionnaires) est forcément moteur de l'émancipation ; on reste stupéfait par le rôle acritique qu'il donne aux institutions éducatives d'État dans la création de l'homme nouveau[1629].

---

[1622] FRANQUI Carlos, 1989, *op.cit.*, p.109-110

[1623] GIRARDI Giulio *Critica revoluzionaria del socialismo reale et critica marxista del marxismo dogmatico*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Paesi dell'Est*, Bolsena: Massari, a.IV, n°4, p.73-95, 2001, p.74 & 75

[1624] Cf. liste des ouvrages lus et à lire en Bolivie -in-*Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Speciale sulla Bolivia*, a.II, n°2, Bolsena: Massari, p.259-261, 1999

[1625] MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987), Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. ampliata, 1994, p.90

[1626] *Diálogo con Orlando BORREGO*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara, Speciale Contro la privatizzazione delle opere del Che, Bolsena: Massari, a.VI-VIII, n°6, 416p, 2004-2006, p.235-236

[1627] Cf. par exemple SORIA-*GALVARRO Carlos Los libros : compañia inseparable del Che*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara, *Speciale Contro la privatizzazione delle opere del Che,* Bolsena: Massari, a.VI-VIII, n°6, p.286-294, 2004-2006

[1628] MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987), Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. ampliata, 1994, p.136

[1629] GUEVARA Che *Le socialisme et l'homme à Cuba*, -in-*Le socialisme et l'homme*, Paris: Petite collection Maspéro, 136p, 1968, p.94

»
Son aveuglement global sur les pays dits socialistes, sa méconnaissance de la réalité vécue dans ces pays de l'Est, sa faible analyse de l'institution étatique et en son sein des mécanismes de renforcement du pouvoir, alors que libertaires et marxistes hétérodoxes ont déjà tant œuvré sur ces aspects, contribuent à le ranger parmi les marxistes archaïques et absolument non libertaires.

Anti-libertaire également (hormis pour une frange des plateformistes et quelques néo-bakouninistes) reste la primauté absolue toujours accordée au prolétariat (mythifié par le marxisme) au détriment d'une classe paysanne jugée arriérée et surtout apte à servir de masse de manœuvre à la révolution[1630]. On peut dire la même chose de son avant-gardisme constamment affirmé : celui de la guérilla, celui du parti, celui des jeunes communistes[1631]… BAKOUNINE avec sa manie des sociétés secrètes disait à peu près les mêmes choses, à l'énorme différence près que sont avant-gardisme n'avait rien à voir avec la volonté de prise de pouvoir et avec la priorité accordée à l'action politique.

- Dans son analyse de l'URSS et de son évolution, il semble d'une grande rigidité théorique et idéologique, n'analysant les résultats qu'en fonction des visions marxistes traditionnelles. Il fait même du *Capital* une sorte de bible des temps moderne, le considérant comme «*monument historique*» (*Carnets de Prague*, 1966) malgré quelques nuances qu'il y apporte parfois.

De la même manière sa dénonciation de la bureaucratie s'en prend plus aux excès de celle-ci et à sa fossilisation qu'à son existence même. Il reste dans une logique centraliste et étatiste sans proposer de solutions alternatives démocratiques et autonomes : démocratie ouvrière[1632] ou autogestion. Il évolue cependant vers une conception plus démocratique de la planification, mais c'est loin d'être achevé[1633], et très balbutiant notamment lorsqu'il dit que le plan «*doit arriver à la base*» (et non l'inverse comme cela devrait être)[1634].

Comme le note Sam FARBER dans l'article cité, même sa position sur les stimulants éthiques par rapport aux stimulants matériels est erronée et inefficace, car les producteurs ne sont vraiment stimulés que quand ils travaillent pour eux et quand ils ont le pouvoir réel et le contrôle du travail. Aucune de ses caractéristiques ne se trouvent réalisées à Cuba ni vraiment revendiquées dans les écrits du Che.

Le Che n'est pas sensible aux quelques prises spontanées des terres et à la revendication traditionnelle paysanne du partage égalitaire (qui existent aussi dans l'Algérie de 1961-1962). Les succès économiques des lopins de terre kolkhoziens en URSS auraient dû pourtant être plus analysés et s'il s'était penché sur l'autogestion espagnole il aurait découvert des communautés collectivistes ou communistes qui acceptaient le pluralisme, y compris en intégrant des petits propriétaires privés.

- Son autoritarisme, son centralisme politique et économique, et un certain dogmatisme apparaissent à différents moments : dans la guérilla, lors de la prise du pouvoir à Cuba, dans ses charges officielles (Département de l'industrialisation de l'INRA, Banque Centrale, Ministère de l'Industrie…), etc. Cela causa quelques difficultés, par exemple avec l'esprit spontanément

---

[1630] Cf. l'exposé intéressant fait par MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987) Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. Ampliata, 1994, p.165

[1631] GUEVARA Che *Qu'est-ce qu'un jeune communiste ?* 1962, -in-*Le socialisme et l'homme*, Paris: Maspéro, 1968, p.35

[1632] Cf. les remarques de Martín HERNÁNDEZ à ce propos dans Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Per il 40° della morte… e per l'80° della nascita*, Bolsena: Massari, a.IX-X, n°7, 416p, 2007-2008, p.44

[1633] Cf. LÖWY Michael *Il socialismo secondo GUEVARA*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Per il 40° della morte… e per l'80° della nascita*, Bolsena: Massari, a.IX-X, n°7, p.49-51, 2007-2008

[1634] Signalé par MASSARI Roberto *Che GUEVARA : pensiero e politicà dell'utopia* (1987), Bolsena: Massari, 544p, rivista & bibl. ampliata, 1994, p.222

»
«*anarchiste des jeunes paysans*» partisans comme le relate Antonio MOSCATO[1635]. «*Il aime le pouvoir et la renommée*» se rappelle Carlos FRANQUI[1636].

Comme il estime que MARX propose une lecture froide du monde tel qu'il est (alors que MARX comme tout penseur se livre à une interprétation de la réalité) et comme il ne voit vraiment d'aliénation que dans le système capitaliste (alors que celle-ci vaut pour tous les systèmes et surtout pour ceux dits "*communistes*" qui dénaturent et détruisent l'idéal proposé), son dogmatisme systémique reste in fine omniprésent malgré quelques belles lueurs de lucidité.

Sa vision du capitalisme reste foncièrement économiciste, malgré quelques lueurs notamment sur la notion d'aliénation. Le Che qui condamne l'archaïsme (supposé) proudhonien aurait dû mieux le lire, et comprendre que la société de domination qu'il veut renverser repose autant sur l'État, le Capital que l'Église - la fameuse trinité du bisontin. Si on révolutionne la puissance bourgeoise, mais qu'on conserve la domination étatique et idéologique (certes sous une autre forme), on ne peut pas détruire la société traditionnelle ni mettre l'homme et la liberté au centre.

- Sa brutalité, son acceptation de la peine de mort, son sectarisme et son autoritarisme sont d'autres traits de son caractère, même s'ils ne sont pas permanents. Il peut donc apparaître comme «*terrible sectaire*» et «*implacable persécuteur*»[1637].

L'exemple souvent avancé tient compte de sa gestion personnelle et autoritaire du premier territoire libéré, El Hombrito.

On peut ajouter sa froide (en apparence) participation à une répression et à une justice expéditive (début 1959), certes limitée, mais aveugle et antihumaniste au niveau de la «*justice d'État*». Cela rappelle quelques exécutions sommaires des épisodes de la guérilla. Il aurait validé plusieurs dizaines d'exécutions (entre 70 et 200 à la Cabaña selon les sources), et contribué à des méthodes détestables : sévices moraux ou simulacres d'exécutions ; on comprend mieux qu'il fut apparemment parfois nommé *carnecerito-petit boucher*[1638]. Même lorsqu'il ne participe pas directement à ces méfaits, en tant que membre de la direction collective au plus haut niveau, il en porte tout de même la responsabilité (partagée). Même si par moment il a su faire preuve de clémence et d'humanité, cela ne le dédouane pas pour autant des autres exactions. Il est loin du courage humaniste d'un autre commandant, Félix Lugerio PENA qui s'oppose aux exécutions sommaires, et qui désavoué par CASTRO, choisit le suicide en février 1959. Il semble que meurt de la même manière un autre commandant et important responsable du Ministerio del Interior (MININT), Eddy SUÑOL, après s'être à son tour levé contre le système policier qui s'étend rapidement sur l'île.

Dans le même ordre d'idée, il faudrait sans doute également approfondir la croyance du Che en la réhabilitation socialiste que permettraient les camps de rééducation (dont il est un des fondateurs à Cuba), comme celui de Guanahacabibes. Ces camps dits de redressement collectifs semblent se généraliser dès 1960. La prison, même socialiste et même humanisée, n'a jamais vraiment produit de bonnes choses. La vision anarchiste sur ce thème est donc contraire à toute l'expérience des États dits socialistes, Cuba compris.

En ce qui concerne le sectarisme, que le Che a lui-même reconnu, il s'applique surtout aux révolutionnaires non-marxistes, particulièrement les démocrates et autres militants du Mouvement du 26 Juillet.

---

[1635] MOSCATO Antonio *Testimonianze sull'uomo GUEVARA*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Bolsena: Massari, a.I, n°1, p.67-82, 1998, p.70

[1636] FRANQUI Carlos *Cuba, la rivoluzione: mito o realtà ? Memorie de un fantasma socialista,* Milano: Baldini Castoldi Dalai, 628p, 2007, p.410

[1637] FRANQUI Carlos *Vie, aventures et désastres d'un certain fidel CASTRO* (1988), Paris: Belfond, 360p, 1989, p.246

[1638] AMMAR Alain *Le Che*, Paris: Éditions Hugo & Cie, collection Phare's, 320p, 2011, p.62

»
- Son centralisme économique des débuts, même s'il revient partiellement dessus par la suite, est aux antipodes des visions libertaires et/ou autogestionnaires.

Pire, en privilégiant pendant un temps l'industrie lourde dans un pays non adapté, il reproduit partiellement les pires phénomènes des pays de l'Est. «*Peut-être même plus que CASTRO, GUEVARA plaida pour une économie fortement centralisée où il n'y avait aucune place pour quelque contrôle ouvrier que ce soit*[1639]».

- Lorsqu'il est au pouvoir, il contribue à centraliser aussi les moyens de communication, et de fait participe à la limitation de la liberté d'expression.

Il ne semble pas avoir soutenu l'organe culturel assez indépendant *Lunes de Revolución*, qui est vite interdit. Il apprécie pourtant un de ses animateurs Carlos FRANQUI, ami du responsable du journal, l'écrivain Guillermo CABRERA INFANTE (1929-2005).

On peut dire la même chose sur le plan artistique. Malgré un fort timide remise en cause du modèle réaliste socialiste[1640], il semble dénier à l'art et aux artistes le droit à la liberté entière. Sur ce plan il est à des années lumières d'un TROTSKI, pourtant absolument pas libertaire, qui avait imposé à un André BRETON (1896-1966) pourtant plus libertaire que lui, la nécessité de refuser toute contrainte en matière artistique (1938 - effort de création d'une Fédération Internationale pour un Art Révolutionnaire Indépendant).

- Son internationalisme militant et son intégrité peuvent parfois être remis en cause : que penser par exemple des 3 voyages que le Che fit en Espagne franquiste[1641] ?

- La fréquente volonté du Che de réduire la lutte révolutionnaire à la guérilla rurale n'est quasiment jamais partagée par l'anarchisme. La primauté accordée à une forme autoritaire et violente du changement social comme la guérilla, l'action militaire et parfois le terrorisme (même s'il a des positions divergentes sur ce thème) est plus proche des pratiques putschistes que de celles du mouvement de masse. GUÉRIN parlait lui à juste titre de conception «*blanquiste*» de la révolution[1642].

Certes sa pensée est plus riche, mais ce thème revient souvent comme le note Michael LOWY[1643]. Or la guérilla est bien une guerre, une forme minoritaire, violente et autoritaire de promouvoir le changement social. Les libertaires acceptent (avec forte réticence) l'utilisation de la violence (tout à la fois défensive et offensive) sans pourtant en faire une méthode neutre ni exempte de danger, ni exclusive. On y risque d'accentuer la distance entre moyens et fins, ce qui est foncièrement anti-libertaire. Discrètement, Osvaldo BAYER dans l'article cité de 1997 propose de partir du volontarisme du Che, mais de s'inspirer d'autres mouvements du temps présent, et en évoquant le Chiapas néo-zapatisme, il contribue à dénoncer sans le dire le léninisme et la vision militaire du Che.

Sur le fond, le choix prioritaire du Che pour la guérilla rurale semble paradoxal et peu défendable : l'action des révolutionnaires est forcément plus pluraliste, à fronts multiples, et plus territorialement dispersée, sans forcément se faire ici les laudateurs de la primauté du prolétariat urbain qui est évidemment un schématisme tout aussi dommageable.

---

[1639] FARBER Samuel *La situation à Cuba et la gauche aujourd'hui,* -in-Utopie critique, Paris: Syllepse, n°2, p.53-64, mars-avril-mai 1994, p.61

[1640] GUEVARA Che *Le socialisme et l'homme à Cuba*, -in-*Le socialisme et l'homme*, Paris: Petite collection Maspéro, 136p, 1968, p.102

[1641] PINÓS BARRIERAS Daniel *Quand Cuba flirtait avec FRANCO. Quand le Che s'acoquinait avec FRANCO* -in-Le Monde libertaire, Paris: n°1719, p.17-19, 17/10-06/11/2013

[1642] GUÉRIN Daniel *Où va la révolution cubaine ?* (janvier 1968), -in-*Pour un marxisme libertaire*, Paris: Robert Laffont, p.221-238, septembre 1969, p.233

[1643] LOWY Michael *L'inoubliable figure du Che*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Bolsena: Massari, n°8, p.32-35, 2009-2010, p.33

»
- Ses interventions au Congo et en Bolivie, même marquées par un généreux internationalisme, ressemblent trop aux expéditions de ces missionnaires armés de la révolution française, qui somme toute restent étrangers à la réalité locale. Les guérilleros apparaissent, à tort ou à raison, comme des donneurs de leçons.

L'isolement et l'incompréhension, et les désastres militaires et politiques, en furent la logique conséquence.

- Il semble peu en phase avec le féminisme, reste dans des généralités (certes estimables - égalité des droits et des devoirs notamment révolutionnaires) sur les femmes, et paraît parfois assez traditionnaliste, voire machiste, dans ses relations avec elles[1644].

Sur le plan sexuel, il semble plutôt traditionnel, et là encore peu en phase avec la volonté anarchiste d'amour libre et de pluralité des comportements et des partenariats, mais les témoignages et analyses ne concordent pas. Par exemple Alain AMMAR rappelle sa condamnation du «*ménage bourgeois*» dont il moins «*d'affinités qu'avec une baleine*» et cite son côté libertaire favorable aux amours multiples : «*Je vis avec cet esprit anarchiste qui me fait rêver d'horizons…*»[1645].

Un vrai rebelle libertaire aurait crié haut et fort son soutien à cette liberté et son refus de toute discrimination, notamment vis-à-vis des homosexuels qui a Cuba ont payé un lourd tribut, déjà du temps du CHE. Son manque d'empathie et son silence sur ce plan sont terribles et laissent une forte image anti-libertaire.

- En effet, le Che manque assez souvent de solidarité avec ceux qui sortent de la norme ou qui ne partagent pas son marxisme et son suivisme vis-à-vis de CASTRO :
→ les rebelles cubains non marxistes : polémique injustifiée avec René RAMOS LATOUR (1932-1958), incompréhension pour l'hétérodoxie idéologique de son ami Camilo CIENFUEGOS (1932-1959), attitude honteuse par rapport à Huber MATOS, faible soutien aux difficultés de Carlos FRANQUI en 1962-63…
→ les minorités sexuelles, les hippies et autres marginaux, surtout lors de la campagne menée par le super policier stalinien Ramiro VALDÉS.
→ les anarchistes et autres libertaires cubains.
→ les spécialistes plus ou moins libertaires de la guérilla, comme Abraham GUILLÉN (1913-1993), qu'il a pourtant rencontré.

En citant ce dernier, issu de la guerre civile espagnole et de l'anarchisme ibérique, on peut rappeler que les parallèles avec les antécédents libertaires : makhnovtchina et colonnes libertaires espagnoles, sont trop rarement effectués. DURRUTI, Cipriano MERA (1897-1975) ou les stratèges de la Colonne de fer valencienne semblent vraiment des inconnus pour un Che dont les œillères apparaissent nombreuses.

- Le véritable culte ou aveuglement que voue le Che à Fidel CASTRO est une autre preuve de sa différenciation avec celles et ceux qui se proclament sans dieu ni maître. Certes il faut prendre en compte l'époque et faire la part de l'emphase du discours, de la chaude tonalité latino-américaine et de la tradition ibérique des titres… mais les louanges parfois confinent à l'idolâtrie.

Si on doit conclure, le Che n'est absolument pas anarchiste ce qu'on savait déjà. Il est bien peu libertaire (sauf en de rares moments de sa vie et dans de rares thématiques dédiées). Il reste dans un monde clos, le marxisme étatique, même s'il l'ouvre parfois et l'humanise avec ses propositions d'homme nouveau et une certaine liberté de penser. Il ne pose jamais réellement la question du pouvoir, et la nécessité qu'il soit exercé par en bas, et non

[1644] Cf.D'ANDREA Antonio *Ernesto Che GUEVAR ovvero l'incapacità di amare le donne*, -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Argentina*, Bolsena: Massari, a.III, n°3, p.300-304, 2000
[1645] AMMAR Alain *Le Che*, Paris: Éditions Hugo & Cie, collection Phare's, 320p, 2011, p.150

»
verticalement. S'il avait pris ou conservé le pouvoir sa formation idéologique, même ouverte, aurait sans doute contribué à renforcer un régime et un État qui auraient été aux antipodes de celui rêvé par les anarchistes, et ces derniers auraient été sans doute les premiers éliminés[1646], comme cela s'est produit dans tous les régimes dits socialistes, et à Cuba même, très rapidement.

Cependant quelques tendances du guevarisme le présentent libertaire, parfois avec justesse, surtout si on le fait de manière blochienne (Ernst BLOCH 1880-1959), comme pulsion utopique libératrice, ou comme validation de toute nécessaire hétérodoxie. Mais cela me semble tout compte fait assez marginal. Son utopie réelle reste ancrée dans la tradition centraliste et étatique, priorisant la planification autoritaire, et parfois s'inspirant de pensées économicistes (comme sa confiance dans les critères mathématiques ou la priorité à l'industrie lourde).

Pourtant son image rebelle, christique et intègre et le romantisme révolutionnaire qu'à tort ou à raison il incarne font que le Che innerve tous les courants - y compris quelques tendances de l'anarchisme surtout celles se réclamant du plateformisme - quand il est pris plus comme symbole de rébellion et d'action directe que comme théoricien et homme d'État.

La remise en avant récente de sa jeunesse bohème et «*beat*», surtout ses voyages de découvertes, ont largement contribué à augmenter la mythification en ce sens du Che.

Qu'il soit libertaire ou pas devient donc parfois secondaire : on peut trouver chez le Che des éléments sympathiques et motivants, partager certains de ses rêves, et ce n'est pas rien. Cela n'empêche pas de rester ferme contre tout autoritarisme, tout centralisme, tout caudillisme et tout étatisme sclérosant qu'il a contribué à renforcer, malgré toutes les nuances apportées. Et surtout cela nécessite de ne pas galvauder termes et concepts qui ont des sens précis.

### *c) Quelques initiatives et organisations autonomes récentes*

Aujourd'hui (et en se rassurant sur la validité de l'esprit critique, pour beaucoup depuis longtemps) le régime cubain ne fournit plus aucune illusion, et les libertaires de ce pays devraient retrouver un écho plus important, comme par exemple à partir du site du MLC - *Movimiento Libertario Cubano* (http://www.mlc.acultura.org.ve/). L'appui extérieur semble bien assumé par diverses organisations et mouvements, comme depuis l'Europe et l'amérique latine l'excellente revue *Cuba libertaria*, organe du GALSIC-*Grupo de Apoyo a los Libertarios y al Sindicalismo Independiente en Cuba* (http://www.nodo50.org/ellibertario/cubalibertaria.html).

Dans les années 1990, au moment où il a bien fallu combler le manque d'aides provenant d'une URSS qui n'existait plus, divers mouvements d'auto-production ou de services libres se sont développés. Centres de coiffures, ateliers de réparation ou petits restaurants ont surgi ici ou là. S'ils ont fait preuve d'autonomie et de libre initiative, ils n'ont souvent pas dépassé le niveau des petites activités libérales privées.

Plus intéressant semble être le mouvement des ***organopónicos*** qui démarre vers 1992[1647] : ce sont des terrains occupés et jardinés par des groupements d'agriculteurs ou de jardiniers indépendants, souvent à proximité des villes. Dès 1992 La Havane en aurait connu une vingtaine dans sa banlieue proche. Leurs occupants ont développés une horticulture communautaire, avec rotation des temps de travail, et se sont tournés vers des méthodes de récupération des déchets pour obtenir des engrais. Peu à peu, les jardins maraîchers se sont

[1646] Cf. l'analyse froide et à charge de l'ancien compagne de Régis DEBRAY, BURGOS Elizabeth *Deconstruzione di un mito*, -in-*Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara Speciale Argentina*, a.III, n°3, Bolsena: Massari, p.32-36, 2000

[1647] SEPÚLVEDA Jesús *11 de Septiembre. Globalización & resistencia*, -in-ROCA MARTÍNEZ Beltrán *Anarquismo y antropología. Relaciones e influencias mutuas entre la antropología social y el pensamiento libertario*, Madrid: La Malatesta Editorial, 2° ed., p.199-227, 2010,p.219-221

»
entourés d'arbres fruitiers qui ont fourni un apport alimentaire non négligeable. Nous sommes en présence de formes autonomes qui rappellent les jardins kolkoziens tolérés par nécessité dans l'ex-URSS. Malheureusement l'État cubain les a vite contrôlés et donc fortement réduit leur autonomie. Cela n'empêche pas l'existence de réelles initiatives par en bas, et des essais de développement de produits locaux et d'utilisation de méthodes écologiques et/ou de récupération, surtout dans les «*jardins urbains coopératifs*»[1648].

Au côté des écologistes participent bien des libertaires, comme le prouve la qualité de l'organe *El Guardabosques - Le garde forestier* sorti en 2012. Il porte en sous-titre *Une alternative en action et en communication sur l'environnement*.

Le rap[1649], le hip hop et le rock sont un des vecteurs essentiels de la contestation chez les jeunes[1650]. À la pointe du combat on trouve surtout dans les années 1990-2000 deux groupes essentiels : le ***Duo Aldeanos*** d'Aldo Roberto et Bian Óscar RODRÍGUEZ et ***Escuadrón Patriota*** de Raudel COLLAZO PEDROSO[1651].

Même un des petit fils de Che GUEVARA, Canek SÁNCHEZ GUEVARA[1652], exilé au Mexique (depuis 1996) et proche des anarchistes du MLC-*Mouvement Libertaire Cubain*, s'est d'abord exprimé dans la mouvance punk. Il revendique une culture du «*NadaMeImporta*» (Je me fous de tout), s'inspire des squatteurs, des hérétiques (trotskistes et libertaires), du rock semi-clandestin et des dadaïstes. Comme les Sex Pistols, il assume le *And I am an anarchist*[1653].

De 1996 à 2011, avant d'être interdit et récupéré, le ***Festival de Rotilla*** s'est ouvert à toutes les tendances autonomes et contestataires du pays.

En 2013 il ne fait toujours pas bon être artiste critique ; Roberto CARCASSÉS responsable du groupe «jazz fusion» ***Interactivo***, s'est vu interdire d'activité pour esprit critique.

Dans un autre domaine le graffiti critique devient un net moyen de contestation et d'indépendance ; il fleurit un peu partout sur l'île. Mais là aussi la censure s'impose, et tout graffiti doit obtenir une autorisation préalable de l'État.

Depuis 2006 se met en place à Cuba un réseau alternatif pour analyser la société cubaine, renouer avec la riche veine du socialisme libertaire, et proposer des alternatives écologistes, autogérées et libertaires pour un futur proche. C'est le réseau : RPOC - *Red Protagónica OBSERVATORIO CRÍTICO* (Cf. http://observatorio-critico.blogspot.com/). Il s'agit d'un collectif qui regroupe horizontalement des individus et de multiples mouvements universitaires, de quartiers, de jeunes, écologistes comme le groupe autour du *Garde forestier* animé notamment part Isabel DÍAZ TORRES… Presque tous agissent de manière semi-autonome et critique par rapport au système fossilisé cubain, avec évidemment bien du mal pour s'exprimer et s'organiser dans un pays où la censure est omniprésente et où le net reste quasiment totalement contrôlé. On peut noter cependant la présence de publications numériques relativement libres[1654] *Esquife, Blackhat, El Guardabosques, Boletín SPD*…

---

[1648] Cf. *Les nouvelles de Polémica cubana*, 10/02/2013, courriel du 21/02/2013

[1649] GEOFFRAY Marie-Laure *Les rappeurs et la question raciale*, -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*
Paris: CNT-RP, p.57-72, 2012

[1650] GEOFFRAY Marie-Laure *Contester à Cuba*, Paris: Dalloz, 2012

[1651] PINÓS BARRIERAS Daniel *Rap et révolution, le flow de la jeunesse*, -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.73-80, 2012

[1652] SANCHEZ GUEVARA Canek *Je devais donner l'exemple, mais, moi, j'ai toujours été rebelle… Entretien avec Canek SANCHEZ GUEVARA, le petit fils du Che*, -in-Le Monde libertaire, HS n°29, 22/12/2005-12/01/2006

[1653] SÁNCHEZ GUEVARA Canek *Ser el nieto del Che fue sumamente difícil…* (2004), -in-Che GUEVARA-Quaderni della Fondazione Che Guevara *Speciale Per il 40° della morte… e per l'80° della nascita*, Bolsena: Massari, a.IX-X, n°7, p.126-130, 2007-2008

[1654] PRIETO SAMSONOV Dimitri *Oltre la critica. Cronaca del IV observatorio Critico*, -in-A Rivista anarchica, Milano: a.40, n°6(355), 72-74, estate 2010

»

Les idées sont pragmatiques, égalitaires, ouvertes et plurielles ; elles revendiquent la liberté de pensée de d'action et s'opposent aux «*obstructions et interdictions*» (Cf *Appel de La Havane* 18/12/2009). Comme la *Déclaration* d'avril 2012 le rappelle : «*L'espace public est le patrimoine de toute la nation*»[1655].

Elles oscillent entre volontés libertaires et revendications autogestionnaires, comme chez Armando CHAGUACEDA[1656], célèbre pour son texte de 2005 : *Cuba sin dogmas ni abandonos. Diez aproximaciones a la transición socialista*[1657]. L'affirmation autogestionnaire est présente aussi chez Pedro CAMPOS SANTOS[1658] ; il se positionne pour un socialisme participatif et démocratique[1659]. L'autogestion est affirmée également, mais de manière une peu confuse, par Ramón GARCÍA GUERRA[1660]. Le «*socialisme autogestionnaire*» semble donc la position dominante, comme le réaffirme le coordinateur pour l'Europe de l'OC : Karel VÁZQUEZ NEGRETE[1661]. Nous sommes face à une construction idéologique novatrice et sympathique, mais un peu brouillée, car par prudence ou par croyance (?) on ne veut pas tout perdre du marxisme et du régime issu de la révolution de 1959. Mais il est incontestable que le désir de liberté et d'autonomie se renforce en permanence, comme la visée libertaire de Gonzo PEDRADA[1662].

Les rencontres sont organisées surtout par la Catedra Haydée Santamaría (CHS) : 2006, 2008, 2009 et mars 2010. Le RPOC participe également à diverses initiatives, comme la Grande marche contre la violence du 06 novembre 2009.

La 4° Rencontre de San José de las Lajas (province de La Havane[1663]), par exemple, a pu débattre de l'écologie sociale de l'anarchiste étatsunien Murray BOOKCHIN et des initiatives autogestionnaires. Le rapprochement entre des collectifs mondiaux et cubains sont riches d'espérance en faveur de l'autonomie, ne serait-ce que pour le GAU - *Groupe d'Action Urbaine* de Santa Clara.

En mars 2011[1664], La Havane a connu son premier Forum Social totalement autogéré[1665], organisé par l'Observatoire critique, allié au *Groupe International Anticapitaliste* et au *Laboratorio Vivir la Revolución*. Les obstacles administratifs ont fait qu'il s'est tenu dans le

---

[1655] OC *Déclaration du Réseau Observatoire Critique : L'espace public est le patrimoine de toute la nation (avril 2012)*, -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.293-296, 2012

[1656] CHAGUACEDA Armando *Une vision socialiste des réformes*, -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.135-142, 2012

[1657] CHAGUACEDA Armando *Cuba sin dogmas ni abandonos. Diez aproximaciones a la transición socialista* La Habana: Editorial ciencias sociales, 2005

[1658] CAMPOS SANTOS Pedro *Entretien - Faire la révolution à Cuba aujourd'hui*,-in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.143-149, 2012

[1659] CAMPOS SANTOS Pedro *Cuba a besoin d'un socialisme participatif et démocratique* (Kaos en la Red - 17/08/2008), -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution* Paris: CNT-RP, p.151-162, 2012

[1660] GARCÍA GUERRA Ramón *L'autre Cuba entre deux eaux*, -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.215-234, 2012

[1661] VÁZQUEZ NEGRETE Karel *Cuba a aujourd'hui la possibilité de construire une expérience sociale différente* -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.271-278, 2012

[1662] PEDRADA Gonzo *Une proposition libertaire pour le Cuba d'aujourd'hui*, -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.177-186, 2012

[1663] SAMSONOV Dmitri Prieto *Rencontres du IV° Observatoire Critique de Cuba : au-delà de la critique* -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.251-262, 2012

[1664] PINÓS BARRIERAS Daniel *Forum Social de La Havane (26-27 mars 2011). Vivre la révolution* -in-PINÓS Daniel/CHUECA Miguel/NEGRETE Karel *Cuba. Révolution dans la Révolution*, Paris: CNT-RP, p.263-270, 2012

[1665] RAIMONDI Gaia/PINOS Daniel *Vivir la Revolución. Realtà e prospettive delle presenze libertarie nell'iola caraibica. Alla luce di un recente incontro del Forum autogestito all'Avana*,-in-A Rivista anarchica, Milano: a.41, n°5(363), p.31-34, giugno 2011

»
jardin d'une maison amie, celle d'un membre du *Centro cultural Coco Solo Social Club*. Les jeunes sont fortement représentés dans cette aire libertaire qui réapparaît, et les mouvements culturels y sont en pleine ébullition : blogeurs, groupes musicaux, groupes de recherches universitaires…

Depuis 2012 même le PCC prône le développement des coopératives pour sortir d'un socialisme d'État sclérosé et inefficace. Mais comme l'initiative vient d'en haut, et sort du chapeau d'un parti unique qui est une des causes principales de l'absence de socialisme réel dans l'île, on ne peut qu'être méfiant[1666]. Cette réserve est renforcée par le fait que ce développement se fait sur l'ossature des anciennes coopératives, qui ressemblent plus à des kolkhozes qu'à des associations autogestionnaires. Malgré tout, les auteurs de l'article notent ici ou là quelques traces d'autogestion interne, mais dans le cadre économique d'ensemble défini par l'État. Par contre une timide ouverture vers des liens entre mouvements de coopération internationaux semble plus prometteuse.

Symboliquement, en 2013, reprise clandestine d'un journal libertaire dans l'île : ¡Tierra Nueva! (http://www.polemicacubana.fr/?p=8796, consulté le 01/07/2013). Il y est écrit notamment : «*Cette publication est née pour contribuer au regroupement des individus et des collectifs qui vivent des relations libres, égalitaires et solidaires au quotidien, avec un esprit anarchiste, rebelle et spontané. Nous pensons qu'une société sans médiation, sans spectacle, sans misère, sans autorité, sans lois, sauf celles que nous choisirons, sans discrimination, sans simulation, sans oppression et sans servitude est possible».*

## Quelques conclusions partielles…

Des mouvements spécifiques anarchistes (comme le magonisme, l'Ukraine de 1920-21, l'Espagne de 1936…) et des mouvements aux caractéristiques libertaires (néozapatisme, kibboutzim, conseillisme, quelques mouvements indigénistes et/ou indianistes, les Indignados…) ont proposé des essais communautaires et/ou autogestionnaires de grande ampleur, surtout au XX$^{ème}$ siècle.

Les analyser ensemble permet de mieux mettre en évidence la force et la grande variété de la tradition utopique anti-autoritaire, ou de démocratie directe, trop souvent occultée dans un siècle où on ne retient souvent que les notions de totalitarisme et de centralisme, et où on ne met en avant que le retour des nationalismes et des religions.

Au contraire, dans les mouvements que j'ai parcourus, l'autonomie, l'autogestion, le fédéralisme et l'horizontalisme comme on dit aujourd'hui, la solidarité (l'appui mutuel kropotkinien sous d'autres formes), l'exigence de pluralisme et la démocratie la plus directe possible apparaissent comme des axes essentiels qui définissent « *l'utopie libertaire* ». L'antiétatisme - nœud de la pensée anarchiste - se revivifie avec tous ces courants et expérimentations tout à la fois novateurs et puisant dans les meilleures traditions. Il suffit de citer le mexicain Gustavo ESTEVA[1667], historien proche du néozapatisme, pour s'en convaincre : analysant l'ensemble des mouvements latino-américains, et malgré une certaine sympathie pour quelques initiatives chavistes ou boliviennes, il n'en affirme pas moins «*que nous devons arrêter de regarder en haut, vers les pouvoirs constitutés, et qu'au contraire nous devons extirper à la racine l'obsession de la prise du pouvoir par tous les moyens. Nous devons abandonner l'État comme horizon exclusif de la théorie et de l'action politique, pour s'aventurer*

[1666] EICHOLZ John/WATTERS Patti *Gli sviluppi della cooperación,* -in-A Rivista anarchica, Milano: a.43, n°2(378), p.98-102, marzo 2013
[1667] ESTEVA Gustavo *Elogio del zapatismo*, Lucca: Karma-Lucca libri edizioni-Fondazione Nano Zanchetta, 2005

»
*dans le monde de la pluralité et construire de nouvelles perspectives… Il est nécessaire de renoncer au socialisme et de reconnaître qu'il est arrivé à son terme… Il faut savoir que le futur n'est pas prédéterminé…*» (La Casas décembre 2007)[1668]. Malgré sa formation marxiste et sa vision erronée d'un socialisme purement étatiste, il exprime ici une vraie pensée libertaire.

Entre le rêve de l'auto-émancipation, les écrits utopiques de toute nature, et des essais forcément pragmatiques, limités et contestables, les liens restent multiples et féconds, et plus présents qu'on ne le pense souvent. Ils se manifestent notamment dans les références écrites ou orales, les programmes, les structures organisationnelles, les méthodes d'action, les liens inter-personnels… et le rappel de personnages un peu mythifiés ou de moments forts.

L'ensemble de cette recension doit donc fournir un certain optimisme pour les nouvelles générations. Les rêves d'autodétermination et les expériences libératrices existent en tout temps et en tout lieux, et ressurgissent encore ici ou là, malgré la variété des contextes et l'immense chappe de plomb de tous les autoritarismes, et le plus souvent (quasiment toujours) sans création ex-nihilo par les militants convaincus eux-mêmes. Cela force aussi à être modeste.

Ce travail est une œuvre mutualiste en constante modification. Soyez donc attentifs aux dates de mise à jour indiquées. Si vous trouvez des erreurs ou des ajouts à faire, merci de me les communiquer, cela profitera à tous.
La brochure est libre de droit, mais elle doit être utilisée ou citée avec la référence de l'auteur, l'adresse du site et la date de visite. Merci.
Michel ANTONY

Contact : Michel.Antony@wanadoo.fr | Première édition : 1995 - Mise à jour : 04/06/2014

Cliquer ici pour revenir au site principal sur Les utopies libertaires

[1668] Cité par ZANCHETTA Aldo *Sul socialismo del XXI secolo* -in-ZANCHETTA Aldo & altri *America Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena: Fondazione Nano Zanchetta & Massari editore, 416p, p.392-403, 2008, p.399